Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03

Nouvelles lois p. 04-08

Séances publiques n^os 51, 52 et 53 p. 09-96

Questions au Gouvernement p. 97-99

2023-2028

n°22

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03

Nouvelles lois .... p. 04-08

Séances publiques .... p. 09-96

51e séance du mardi 10 décembre 2024 p. 09-33

52e séance du mercredi 11 décembre 2024 p. 33-75

53e séance du jeudi 12 décembre 2024 p. 75-96

Questions au Gouvernement .... p. 97-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
03/02/2025

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

« L'heure est à la diplomatie parlementaire »

La délégation du Kenya entourée des députés luxembourgeois

Pour la première fois, une délégation du Kenya menée par le Président du Sénat, M. Amason Kingi, a été reçue à la Chambre des Députés le 20 janvier 2025.

« Il est temps que les parlementaires occupent leur place légitime dans la diplomatie. » C'est ce qu'a souligné M. Kingi face à son homologue luxembourgeois, M. Claude Wiseler, et aux membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Le Président du Sénat du Kenya a rappelé que la diplomatie était traditionnellement réservée à l'exécutif, mais au vu de la situation internationale actuelle, il estime que les « parlementaires doivent sortir des parlements et entrer dans l'arène internationale ». Il a souligné que, puisque les parlements sont les représentants du peuple, lorsque le « parlement parle, c'est le peuple qui s'exprime » ; des propos qui ont trouvé un écho favorable auprès du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler. Celui-ci a insisté sur l'importance de la diplomatie parlementaire, qui offre également une opportunité de dialogue avec les membres de l'opposition, apportant ainsi une dimension complémentaire à la diplomatie traditionnelle.

Un focus sur le changement climatique

Les crises climatiques et leurs répercussions étaient notamment un sujet abordé au cours de l'échange de vues. Le Kenya, en première ligne face aux impacts du changement climatique, subit de plein fouet ses effets sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les parlementaires kényans se sont dits vivement intéressés par la création d'un groupe de travail conjoint avec le Parlement luxembourgeois, visant à renforcer les relations bilatérales et à partager des solutions face aux défis climatiques ; une initiative soutenue par M. Claude Wiseler, qui a jugé pertinent d'intégrer les membres de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité dans ce groupe de travail et d'examiner comment cette idée pourrait se concrétiser. Dans ce cadre, le Président du Sénat kényan a rappelé le rôle clé joué par son pays lors de la dernière conférence sur le changement climatique à Bakou.

Défense du multilatéralisme et rôle régional du Kenya

Dans le prolongement de ces échanges, le Président de la Chambre a souligné « l'urgence de défendre le multilatéralisme », particulièrement dans un contexte mondial marqué par de multiples crises. Il a également manifesté son intérêt pour le rôle du Kenya au sein des organisations multilatérales où le Luxembourg n'est pas représenté. Les parlementaires kényans ont mis en avant la place centrale de leur pays sur le continent africain et souligné son exemplarité en matière de stabilité politique et son rôle essentiel dans les efforts de stabilisation régionale.

Une question soulevée par un député luxembourgeois portait sur les initiatives législatives du Kenya visant à prévenir les féminicides et les violences basées sur le genre. Une parlementaire kényane a confirmé que cette problématique constituait une priorité pour le Sénat. Le pays est en train de réviser certaines dispositions afin de sanctionner plus sévèrement les auteurs de ces crimes, de mieux soutenir les victimes et de promouvoir l'égalité des genres à travers des réformes législatives.

Les parlementaires kényans ont demandé si le Parlement luxembourgeois disposait d'un code de conduite spécifique contre le harcèlement sexuel. Leurs homologues luxembourgeois ont mis en avant l'existence d'un code de conduite général et d'un code déontologique, tout en précisant qu'ils ne disposaient pas, à l'heure actuelle, d'un code dédié spécifiquement à la lutte contre le harcèlement sexuel.

Un regard dans les coulisses de « lux-Airport »

Les députés ont pris connaissance des procédures du « Baggage Handling System » lors de leur visite de lux-Airport.

Le « Baggage Handling System » (BHS), le tunnel situé en dessous du parking souterrain de lux-Airport et le nouveau Skypark Business Center figuraient parmi les stations des députés de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics lors d'une visite à l'aéroport de Findel, le 16 janvier 2025. Les députés ont saisi l'opportunité d'échanger avec les responsables de lux-Airport ainsi qu'avec la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Mme Yuriko Backes.

Au cours d'une introduction aux procédures du « Baggage Handling System » (BHS), les députés se sont intéressés à la manière dont cette procédure sera à l'avenir gérée pour répondre à des évolutions telles que l'automatisation et l'augmentation du nombre de passagers. Selon la direction de lux-Airport, des investissements futurs sont prévus pour ces deux points. Cependant, jusqu'à présent, le système n'a que rarement atteint ses limites, même pendant les heures de pointe.

La visite s'est ensuite poursuivie vers un endroit insolite du Findel : le tunnel situé en dessous du parking souterrain de lux-Airport. Il avait été conçu à l'origine comme une gare souterraine, mais il reste inachevé pour des raisons budgétaires. En réponse aux questions des députés, les responsables de lux-Airport Findel ont expliqué que de nombreuses idées avaient déjà été proposées pour donner une nouvelle utilité à ce projet abandonné. Jusqu'à présent, aucune de ces idées n'a pu être retenue. Cependant, la ministre a insisté pour que les locaux soient utilisés à l'avenir afin que les activités techniques puissent être déplacées hors des terminaux du Findel. Cela permettrait d'améliorer à la fois l'efficacité des opérations et le confort des passagers.

Finalement, les députés ont encore visité le nouveau « Skypark Business Center ». Il s'agit de l'un des plus grands projets de construction en bois au monde, axé sur la construction durable. Le bâtiment prévoit d'accueillir non seulement des espaces de bureaux et des restaurants, mais aussi une pharmacie, une crèche, des magasins ainsi qu'un hôtel déjà ouvert au public. Les députés ont ensuite abordé la question du stationnement à l'aéroport, qui, selon la Présidente de la commission, Mme Corinne Cahen, constitue déjà un problème notable aujourd'hui. La direction de lux-Airport a estimé qu'il est préférable d'évaluer d'abord l'impact du tram, qui devrait apporter un allègement, avant d'envisager des projets à ce sujet.

Création d'un registre public maritime luxembourgeois

7329 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois ;
2° du Code de la consommation ;
3° de la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine ;
4° de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales ;
5° de la loi du 29 avril 2000 transposant la directive n° 92/29/CEE du Conseil du 31 mars 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour promouvoir une meilleure assistance médicale à bord des navires

Ce projet de loi introduit de nombreuses modifications du droit du travail maritime dans la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois. Il s'agit d'améliorer les conditions de vie et de travail des gens de mer à bord des navires battant pavillon luxembourgeois et de limiter les risques d'accidents maritimes et de pollution.

Le projet de loi rapproche également le droit du travail maritime et le droit commun du travail. Le titre III de la loi précitée du 9 novembre 1990 est ainsi intégralement revu et est transformé en livre 3 reprenant et complétant toutes les dispositions du droit du travail des gens de mer et éliminant toutes les contradictions potentielles entre la Convention du travail maritime de 2006, approuvée au Luxembourg en 2011, et le droit luxembourgeois.

Dans ce contexte, la loi précitée du 9 novembre 1990 est restructurée de fond en comble et ces articles sont renumérotés.

De plus, certaines dispositions ayant trait au Commissariat aux affaires maritimes sont adaptées.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 29/06/2018
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

08/10/2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22/10/2020	Suite de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12/11/2020	Suite de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19/11/2020	Suite de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14/01/2021	Suite de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21/01/2021	Suite de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

---

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

18/01/2024	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
27/06/2024	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
05/12/2024	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 600, page 1

Amélioration de la sûreté des navires

7706 – Projet de loi relatif à l'amélioration de la sûreté des navires

Ce projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois un certain nombre de dispositions du règlement (CE) n° 725/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif à l'amélioration de la sûreté des navires et des installations portuaires contre des menaces d'actions illicites.

L'objectif principal dudit règlement est l'instauration de mesures européennes visant à améliorer la sûreté des navires et des installations portuaires utilisés dans le trafic et le commerce national. En outre, ce règlement vise la mise en œuvre de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, faite à Londres le 1er novembre 1974.

Le projet de loi désigne le commissaire du Gouvernement aux affaires maritimes en tant qu'autorité de sûreté maritime compétente, responsable de la mise en place, de la coordination et de la surveillance du respect des dispositions imposées concernant la sûreté des navires et des installations portuaires.

Le dispositif détermine également les règles et conditions nécessaires à la délégation à un ou plusieurs organismes habilités à effectuer les missions d'approbation des plans de sûreté ou de leurs amendements, du contrôle des mesures de sûreté ou encore du renouvellement du certificat international de sûreté.

En outre, le projet de loi met à jour les sanctions pénales et administratives en cas d'infraction afin qu'elles soient cohérentes avec la revendication du règlement exigeant des États membres la mise en place de « sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives ».

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17/11/2020
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

04/03/2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

18/01/2024	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
27/06/2024	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05/12/2024	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 603, page 1

Certification de cybersécurité des TIC

8132 – Projet de loi portant sur certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 2019/881 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relatif à l'ENISA (Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité) et à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications, et abrogeant le règlement (UE) n° 526/2013 (règlement sur la cybersécurité) et portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Le présent projet de loi met en œuvre le règlement européen n° 2019/881 relatif à l'ENISA (Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité) et à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications, qui abroge le règlement (UE) n° 526/2013 (règlement sur la cybersécurité).

Ce règlement européen prévoit :

1) un réaménagement du cadre organisationnel de l'ENISA ;

2) une consolidation du niveau de cybersécurité au sein de l'Union européenne par l'harmonisation des cadres de certification de cybersécurité européens.

Le projet de loi désigne l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (l'ILNAS) comme autorité nationale de certification de cybersécurité responsable des tâches de supervision et complète les dispositions du règlement, dans le respect de la marge de manœuvre accordée au législateur national – sont ainsi définis les pouvoirs et le rôle du comité national de certification de cybersécurité et de l'autorité nationale de certification de cybersécurité.

Etant donné qu'au sein d'un même organisme les activités d'accréditation et de certification sont inconciliables et comme l'Office luxembourgeois d'accréditation et de

surveillance, au sein de l'ILNAS, représente l'organisme luxembourgeois d'accréditation et de surveillance, la fonction de l'ILNAS se limite strictement à la supervision et ne peut en aucun cas attribuer des certifications.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 03/01/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

14/03/2024	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
27/06/2024	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/11/2024	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
05/12/2024	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 604, page 1

Modifications ponctuelles de la loi générale des impôts

8186A – Projet de loi portant modification :
1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Les modifications au niveau de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») concernent pour l'essentiel l'abrogation d'un certain nombre de dispositions de la loi générale des impôts tombées en désuétude. Le projet de loi prévoit de plus l'introduction d'un nouveau paragraphe 22bis à la loi susmentionnée, selon lequel l'Administration des contributions directes pourra confier l'exécution de certains travaux, notamment informatiques, au Centre des technologies de l'État (CTIE) et à des sous-traitants. Le CTIE et les sous-traitants pourront dans ce cadre avoir besoin d'accéder à des informations couvertes par le secret fiscal. Le projet de loi introduit dans ce contexte une dérogation ponctuelle au secret fiscal qui pour le reste est maintenu.

En matière de recouvrement, le projet propose d'habiliter le receveur à accorder, sous certaines conditions, un échelonnement des paiements de la créance du Trésor. De plus, dans un souci de sécurité juridique, les textes relatifs à la procédure d'exécution des créances de l'État sont consolidés.

En dernier lieu, le projet de loi prévoit d'insérer au niveau de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises deux nouveaux chapitres pour permettre à l'Administration des contributions directes d'échanger réciproquement des renseignements nécessaires à l'exercice de leurs missions respectives tant avec la Commission de surveillance du secteur financier qu'avec le Commissariat aux assurances.

Dépôt du projet de loi 8186 par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 28/03/2023
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

24/04/2023	Présentation du projet de loi
28/04/2023	Désignation d'un rapporteur Suite de la présentation du projet de loi

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

28/06/2024	Désignation d'un nouveau rapporteur Présentation du projet de loi Scission du projet de loi 8186 en deux projets de loi distincts : 8186A et 8186B Examen de l'avis du Conseil d'État
12/11/2024	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
29/11/2024	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 571, page 1

Approbation des statuts d'IDEA International

8360 – Projet de loi portant approbation des statuts de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International, fait à Stockholm, le 27 février 1995)

Le présent projet de loi vise l'approbation par la Chambre des Députés des Statuts de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (ci-après dénommé « IDEA International » ou « l'Institut »).

L'Institut a le statut d'organisation intergouvernementale et siège à Stockholm. Il a pour objectif la reconnaissance universelle de la démocratie comme fondement essentiel de la paix, de la stabilité et du développement durable, et vise à accomplir cet objectif en prodiguant conseils, orientations, et soutien dans divers domaines liés à la démocratie, ainsi qu'en facilitant la coopération entre ses membres.

Les statuts comportent dix-sept articles. L'article I définit les objectifs et le statut d'IDEA International en tant qu'organisation intergouvernementale. L'article II définit sept objectifs de l'Institut et les activités de celui-ci afin de les réaliser. Parmi ces objectifs, il y a notamment la promotion d'une démocratie durable, le renforcement des processus électoraux démocratiques dans le monde, la promotion de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes dans le cadre du développement démocratique. Parmi les six activités prévues dans les statuts, il y a notamment la constitution de réseaux internationaux dans le domaine des processus électoraux et le fait de fournir des avis, des orientations, et un soutien sur le rôle du Gouvernement et de l'opposition, des partis politiques, des commissions électorales, d'un pouvoir judiciaire indépendant, des médias et d'autres aspects des processus électoraux dans le contexte d'une démocratie pluraliste.

L'article III définit le cadre dans lequel IDEA International peut entretenir des relations de coopération. L'article IV précise les statuts des membres qui sont les Gouvernements des États parties et qui doivent entre autres démontrer dans leur propre pays leur attachement aux principes démocratiques promus par l'Institut. L'article V précise ses modalités de financement qui se font entre autres sous la forme de contributions annuelles des membres et par le biais de parrainages de programmes, de financements de projets, ... d'États et d'autres instances.

Les articles VI à IX définissent les organes formant IDEA International. L'Institut se compose d'un Conseil, d'un Conseil consultatif et d'un Secrétariat. Le Conseil est formé d'un représentant de chaque membre et doit entre autres fixer l'orientation générale du travail de l'Institut, procéder aux nominations du Secrétaire général, des membres du Conseil consultatif et des commissaires aux comptes, et approuver le programme de travail et le budget annuels. Le Conseil consultatif est constitué de personnalités éminentes ou d'experts, au regard des domaines des activités de l'Institut, par exemple le droit, les sciences politiques, et la gestion des conflits. Le Secrétariat est dirigé par un Secrétaire général responsable devant le Conseil. Le Secrétaire général doit notamment assurer la direction stratégique de l'Institut, le représenter à l'extérieur, et nouer des relations solides avec les parties prenantes.

L'article X porte sur les privilèges et le statut de l'Institut et de ses représentants dans le pays hôte. Les articles XI et XII ont comme sujet l'audit financier des activités de l'Institut ainsi que de son dépositaire. Les articles XIII à XVII traitent de sujets

divers concernant les modalités de dissolution, d'amendement, de retrait, d'entrée en vigueur et d'adhésion.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 04/03/2024
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :

21/10/2024	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
02/12/2024	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 582, page 1

Adaptations fiscales ponctuelles

8388 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;
3° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le projet de loi sous avis a pour objectif de proposer des adaptations fiscales ponctuelles.

Premièrement, les modifications envisagées visent à répondre à l'arrêt n° 185/23 de la Cour constitutionnelle du 10 novembre 2023 relatif à l'impôt minimum sur la fortune.

Deuxièmement, les modifications prévoient l'introduction d'un crédit d'impôt barème (« CIB ») afin de limiter les conséquences financières de l'expiration du crédit d'impôt conjoncture (« CIC ») pour certains contribuables des classes d'impôt 1a et 2.

Troisièmement, les adaptations ont pour objectif d'apporter certaines clarifications techniques dans le cas de figure des partages partiels de l'actif social d'un organisme à caractère collectif.

Quatrièmement, il est proposé de conférer au ministre ayant dans ses compétences le Commissariat aux affaires maritimes la compétence de délivrer une attestation de conformité des immobilisations dans le cadre de l'amortissement spécial au sens de l'article 32bis L.I.R.

Cinquièmement, les modifications ont pour objet de préciser l'application du régime de la modération et de la bonification d'impôt pour enfants dans les situations de séparation des parents et d'exercice conjoint de l'autorité parentale.

Sixièmement, il est proposé de rendre obligatoire le dépôt électronique des déclarations de la retenue d'impôt sur les tantièmes, ainsi que celui des déclarations de la retenue d'impôt sur rémunérations et des crédits d'impôt bonifiés.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 23/05/2024
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

28/06/2024	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
02/07/2024	Échange de vues avec le Ministre des Finances
12/11/2024	Présentation des amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'un d'amendement parlementaire
	Présentation d'une proposition d'amendements par le groupe parlementaire LSAP
15/11/2024	Présentation d'une proposition d'amendements par la sensibilité déi gréng
	Examen des propositions d'amendements du groupe parlementaire LSAP et de la sensibilité déi gréng
29/11/2024	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 563, page 1

Échange d'informations en cas d'incident ou d'accident nucléaire

8390 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Bruxelles, le 29 mars 2023

Le présent projet de loi vise l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques (ci-après dénommé l'« Accord »), fait à Bruxelles, le 29 mars 2023.

Suite à l'accident nucléaire de Tchernobyl en 1986, l'Union européenne et les institutions internationales, à l'instar de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, ont mis en place des systèmes de notifications rapides et d'échange d'informations, en application dans tous les pays d'Europe et dans d'autres pays dans le monde. Or, dans les cas où l'accident a lieu à la proximité de la frontière de deux pays, ces systèmes ne s'avèrent pas suffisamment rapides pour assurer une gestion de crise optimale dans le pays frontalier.

Certaines centrales nucléaires en France et en Belgique sont suffisamment proches du territoire grand-ducal pour qu'un incident ou un accident grave puisse entrainer une contamination du territoire luxembourgeois. Un accord bilatéral avec la France a été signé en 1983, et un accord bilatéral sur les échanges d'informations entre le Luxembourg et la Belgique avait aussi été signé le 28 avril 2004 à Eischen. Cependant, le législateur belge n'a pas ratifié cet accord. Afin de remédier à cette situation, l'accord négocié en 2004 a été adapté pour reprendre les attributions ministérielles luxembourgeoises au regard des obligations stipulées dans cet accord et ainsi devenir l'Accord fait le 29 mars 2023 à Bruxelles, dont la ratification est visée par le présent projet de loi.

L'Accord a pour objet de garantir l'échange mutuel d'informations en cas d'accident ou d'incident susceptible d'entraîner des conséquences radiologiques transfrontalières. Le système d'échange d'informations stipulé ne vise pas à remplacer les dispositifs européens et internationaux préexistants, mais à les compléter par une transmission d'informations plus rapide et directe entre le Grand-Duché du Luxembourg et le Royaume de Belgique. Ce dispositif sera mis en application par le Centre de crise national pour la Belgique, et le Corps grand-ducal d'incendie et de secours, le Haut-Commissariat à la protection nationale, et la Direction de la Santé du Ministère de la Santé pour le Luxembourg. L'Accord prévoit son exécution en habilitant les autorités compétentes précitées à conclure des conventions de coopération afin de préciser les modalités de mise en place de ce système d'échange d'informations, ainsi que les procédures et mesures liées. L'Accord stipule que le réseau de transmission du système d'échange d'informations doit permettre la transmission de ces informations vingt-quatre heures sur vingt-quatre, en s'appuyant essentiellement sur les centres d'alerte nationaux.

Les informations échangées peuvent être utilisées sans restriction, sauf si elles sont fournies confidentiellement. Elles doivent notamment :

1) comporter les données pertinentes disponibles permettant d'évaluer le risque pour l'autre partie contractante ;

2) être complétées par les données disponibles sur les actions prises ou envisagées pour protéger les populations du pays concerné, et couvrant l'évolution de la situation des deux parties, notamment la fin de la situation d'urgence ;

3) être mises à disposition en cas de situation d'urgence par les autorités précitées aux médias et à destination de la population.

Enfin, l'accord prévoit que dans le cas d'un accident ou incident susceptible d'entraîner des conséquences radiologiques transfrontalières, chaque partie peut nommer un correspondant en mission sur le territoire de l'autre État, après accord entre les autorités citées précédemment. Les parties devront faciliter la mission de ce correspondant dans toute la mesure du possible. Ce dernier est autorisé à transmettre les informations recueillies aux services concernés de son État ; son mandat précis doit être défini dans les conventions de coopération mentionnées précédemment.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 03/06/2024
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :
21/10/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
02/12/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 583, page 1

OTAN : statut de missions et de représentants d'États tiers

8392 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des missions et des représentants d'États tiers auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, fait à Bruxelles, le 14 septembre 1994

Le présent projet de loi vise l'approbation par la Chambre des Députés de l'Accord sur le statut des missions et des représentants d'États tiers auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (ci-après l'« OTAN »), fait à Bruxelles, le 14 septembre 1994 (ci-après dénommé l'« Accord »).

Les États parties de l'OTAN d'une part, et des États tiers d'autres part, participant à un certain nombre d'initiatives de coopération, l'Accord vise à établir le statut des missions et des représentants d'États tiers participant à ces initiatives de coopération. Les États tiers sont les pays participant au Partenariat pour la paix (Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Irlande, Kazakhstan, Kirghizistan, Malte, Moldavie, Serbie, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, Ukraine ; la Russie et le Belarus ont été suspendus), ainsi que tout autre État qui serait invité par le Conseil de l'Atlantique Nord à établir une mission auprès de l'OTAN.

L'Accord prévoit que l'État hôte accorde aux missions des États tiers et à leur personnel les immunités et les privilèges accordés aux missions diplomatiques et à leur personnel.

Il prévoit également que l'État accueillant le siège de l'OTAN, à savoir la Belgique, accorde les immunités et les privilèges d'usage aux représentants des États tiers en mission temporaire, pendant qu'ils se trouvent sur son territoire, afin d'assurer la représentation des États tiers considérés dans le cadre des travaux de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 05/06/2024
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :
21/10/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
02/12/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 584, page 1

Importation de métaux précieux de zones de conflit ou à haut risque

8413 – Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2023 relative à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant des zones de conflit ou à haut risque

Le présent projet de loi vise à modifier la loi du 26 juillet 2023 relative à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant des zones de conflit ou à haut risque.

Le présent projet de loi comporte un article unique, qui vise à redresser des erreurs de renumérotation au sein de l'article 8, paragraphe 1, de la loi précitée, afin d'assurer la sécurité juridique nécessaire.

Ainsi, la référence à l'article 5 dans le point 1° dudit paragraphe est remplacée par une référence à l'article 4 ; la référence à l'article 9 dans le point 2° dudit paragraphe est remplacée par une référence à l'article 7.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 16/07/2024
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :
21/10/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
02/12/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 598, page 1

Adaptations au niveau de l'imposition : « Entlaaschtungs-Pak »

8414 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;
4° de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
5° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de renforcer le pouvoir d'achat des citoyens, de relancer l'économie et de promouvoir la croissance inclusive et durable en proposant différents allégements et adaptations au niveau de l'imposition des personnes physiques et des personnes morales. Ce paquet fiscal dénommé « Entlaaschtungs-Pak » s'inscrit dans la continuité des mesures fiscales initiées par le Gouvernement depuis novembre 2023.

2.1 Réduction de la charge fiscale des ménages

a) Nouvelle adaptation du barème d'imposition des personnes physiques
b) Allègement fiscal pour les personnes appartenant à la classe d'impôt 1a
c) Élimination de la charge fiscale applicable au niveau du salaire social minimum non qualifié

2.2 Mesures ciblées en faveur de diverses catégories de salariés

a) Introduction d'un crédit d'impôt heures supplémentaires
b) Renforcement du régime de la prime participative
c) Modernisation du régime fiscal des impatriés
d) Incitant fiscal pour jeunes salariés

2.3 Mesures en faveur des personnes morales

a) Baisse du taux de l'impôt sur le revenu des collectivités
b) Modification de la règle de limitation de la déductibilité des surcoûts d'emprunt
c) Exonération de la taxe d'abonnement pour les organismes de placement collectif en valeurs mobilières luxembourgeois cotés (OPCVM ETF) gérés activement

2.4 Autres mesures

Il est proposé de moderniser le cadre procédural de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») et d'augmenter le montant annuel minimum de la taxe d'abonnement de 100 euros à 1.000 euros. Par ailleurs, il est proposé de clarifier les procédures de contrôle applicables en introduisant la possibilité de prononcer des amendes administratives en cas de manquements à la loi précitée du 11 mai 2007 spécifiquement identifiés, tout en ajustant la procédure existante en matière de retrait du statut fiscal des SPF.

Afin de conseiller l'Administration des contributions directes dans sa démarche de modernisation et de digitalisation, il est institué un comité d'accompagnement consultatif du directeur de l'Administration des contributions directes ayant comme mission de donner des avis au sujet des initiatives de réorganisation et de modernisation au niveau de cette administration.

Finalement, le bénéfice de la bonification d'impôt pour l'embauchage de chômeurs pour l'année d'imposition 2024 est étendu pour deux années supplémentaires jusque fin 2026.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 17/07/2024
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
17/07/2024 Présentation de l'avant-projet de loi
15/11/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
29/11/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 589, page 1

Modification ponctuelle du Code pénal

8453 – Projet de loi portant modification de l'article 439 du Code pénal

L'article 439 du Code pénal actuel prévoit une sanction pénale en cas de violation des interdictions ou injonctions prononcées par le président du tribunal d'arrondissement dans le cadre des affaires de violence domestique.

Cependant, avec l'adoption de la loi du 27 juin 2018, instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale, cette compétence a été transférée du président du tribunal d'arrondissement au juge aux affaires familiales.

Cette réforme a été mise en place pour améliorer l'efficacité et la spécialisation dans le traitement de ces affaires, en confiant ces responsabilités à un juge spécialisé.

Toutefois, l'article 439 du Code pénal n'a pas été mis à jour pour refléter ce changement de sorte qu'actuellement ces sanctions pénales ne peuvent être prononcées, le droit pénal étant d'interprétation stricte.

Le présent projet de loi vise donc à modifier l'article 439 du Code pénal afin de l'aligner sur les dispositions de la loi du 27 juin 2018 en remplaçant les termes « président du tribunal d'arrondissement » par les termes « juge aux affaires familiales ».

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 23/10/2024
Rapporteur : M. Charles Weiler

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
21/11/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
05/12/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 587, page 1

Adaptation du salaire social minimum

8459 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

En application du paragraphe 1er de l'article L. 222-2 du Code du travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi.

Le paragraphe 2 du même article oblige à cette fin le Gouvernement à soumettre à la Chambre des Députés, tous les deux ans, un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.

Le présent projet de loi a pour objet l'adaptation des taux du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2022 et 2023. L'indicateur déterminé conformément à la méthodologie retenue accusant une progression de 2,6 %, l'augmentation du salaire social minimum sera de 2,6 % au 1er janvier 2025.

Le présent projet de loi fixe le montant du salaire social minimum mensuel pour salariés non qualifiés à 279,30 euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie. A l'indice de 944,43 au 1er janvier 2025, ledit salaire social minimum mensuel sera de 2.637,79 euros

Le montant mensuel correspondant du salaire social minimum pour salariés qualifiés sera de 335,16 euros (indice 100) respectivement de 3.165,35 euros (indice 944,43).

La date de prise d'effet de la revalorisation du salaire social minimum est fixée au 1er janvier 2025.

Dépôt par M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 15/11/2024
Rapporteur : M. Charles Weiler

Travaux de la Commission du Travail
(Président : M. Marc Spautz) :
27/11/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
11/12/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/12/2024
Loi du 20 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 553, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
4. **Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert** p. 10
Exposé : Mme Paulette Lenert
5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 11
Question n° 154 du 10 décembre 2024 de M. Laurent Mosar relative aux développements en Syrie, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur p.11
M. Laurent Mosar | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
Question n° 155 du 10 décembre 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'inscription par l'UNESCO de la culture foraine belge et française sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 11
M. Mars Di Bartolomeo | M. Eric Thill, Ministre de la Culture
Question n° 156 du 10 décembre 2024 de M. André Bauler relative à la vague de cambriolages à travers le pays, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 12
M. André Bauler | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 157 du 10 décembre 2024 de M. Fred Keup relative à l'impact de la situation en Syrie sur les réfugiés syriens, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures
Question urgente n° 1644 du 10 décembre 2024 de M. Meris Sehovic relative à l'impact de la situation politique en Syrie sur la gestion des demandes de protection internationale et le statut des bénéficiaires de protection internationale d'origine syrienne au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 13
M. Fred Keup | M. Meris Sehovic (interventions de M. Fred Keup) | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 158 du 10 décembre 2024 de M. Laurent Zeimet relative à la situation des droits de l'homme en Chine, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur p. 13
M. Laurent Zeimet | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
Question n° 159 du 10 décembre 2024 de M. Meris Sehovic relative au recours potentiel par rapport à la prolongation des contrôles à la frontière avec l'Allemagne, adressée à M. le Premier ministre
Question n° 160 du 10 décembre 2024 de M. Gusty Graas relative aux contrôles aux frontières, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 14
M. Meris Sehovic | M. Gusty Graas | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 161 du 10 décembre 2024 de Mme Carole Hartmann relative à l'accident dans l'écluse de Müden (Allemagne) du 8 décembre 2024, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Question n° 162 du 10 décembre 2024 de M. Marc Baum relative à la perturbation de la voie navigable de la Moselle à cause d'un accident à une écluse en Allemagne, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Question n° 163 du 10 décembre 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'interruption du trafic fluvial sur la Moselle en raison de l'endommagement de l'écluse de Müden en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Question n° 164 du 10 décembre 2024 de M. Jeff Engelen relative à l'impact d'un accident à une écluse en Allemagne sur l'approvisionnement en énergie, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 15
Mme Carole Hartmann | M. Marc Baum | Mme Octavie Modert | M. Jeff Engelen | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Question n° 165 du 10 décembre 2024 de Mme Paulette Lenert relative au Conseil de gérance de l'agence eSanté, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 16
Mme Paulette Lenert | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Question n° 166 du 10 décembre 2024 de M. Gérard Schockmel relative au conditionnement individuel des médicaments, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 17
M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
6. **Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet du quatrième rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg** p. 17
Exposé : M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 1 et de la résolution 1)
Débat : M. Laurent Zeimet | Mme Carole Hartmann | M. Dan Hardy | Mme Djuna Bernard | M. Marc Baum
Prises de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Georges Mischo, Ministre du Travail
Motion 1 : M. Laurent Zeimet | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | Mme Carole Hartmann | Mme Djuna Bernard | M. Dan Biancalana
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Résolution 1 : M. Laurent Zeimet
Vote sur la résolution 1 (adoptée)
7. **7329 – Projet de loi portant modification :**
1° de la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois ;
2° du Code de la consommation ;
3° de la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine ;
4° de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales ;
5° de la loi du 29 avril 2000 transposant la directive n° 92/29/CEE du Conseil du 31 mars 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour promouvoir une meilleure assistance médicale à bord des navires p. 29
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Simone Beissel
Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | Mme Paulette Lenert | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7329 et dispense du second vote constitutionnel
8. **7706 – Projet de loi relatif à l'amélioration de la sûreté des navires** p. 30
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Simone Beissel (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | Mme Paulette Lenert | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7706 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8132 – Projet de loi portant sur certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 2019/881 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relatif à l'ENISA (Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité) et à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications, et abrogeant le règlement (UE) n° 526/2013 (règlement sur la cybersécurité) et portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS** p. 32
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt
Discussion générale : Mme Diane Adehm | Mme Paulette Lenert | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8132 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deposéiert.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 10 décembre 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3467 – Für einen fairen Unterricht: Keine Handys bei Lehrpersonal während der Stunde!

Dépôt : Mme Dana Boes, le 04/12/2024

3468 – Demande d'introduction Nightbus Simmer

Dépôt : Mme Muusol Tane Ta Mufi Dem, le 05/12/2024

3469 – Possibilité de faire bénéficier ses enfants de son épargne-logement

Dépôt : M. Jean-Marie Bourhis, le 06/12/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert

Ech hunn direkt eng Wuertmeldung vun der Madamm Paulette Lenert fir den Depot vun enger Motioun. Madamm Lenert.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Soll ech eropkommen?

M. Claude Wiseler, Président | Wéi Der wëllt.

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Här President. Ech profitéiere vun der Geleeënheet. Mir hunn ëmmer erëm, all Woch, Diskussioune ronderëm de Logement. Dat beschäftegt d'Regierung queesch duerch de Gaart. Dat beschäftegt dat Haus hei queesch duerch de Gaart. Et si vill Aussoe gemaach ginn. Ech weess, de Finanzminister huet gesot: „De Logement, de Bau, dat ass d'Suergekand Nummer 1 vun de Lëtzebuerger." Dat ass eng Ausso, déi mer absolutt kënne souscrivéieren, ënnersträichen.

Par contre, déi aner Ausso, dass et d'Haaptprioritéit vun der Regierung ass, do hu mer eis Doutten. Fir eis feelt e wichtegen Acteur an där Debatt. Ech erkläre mech: Dat ass de Konsumenteschutz. Mir hunn e villschichtege Problem. An eppes, wat sech zouspëtzt iwwert déi lescht Joren, virun allem iwwert dat lescht Joer, dat sinn Erfarungsberichter vu Leit, déi op Plang kaaft hunn an déi am Plang gelooss ginn. Leit, déi net wëssen, wéini hire Bau fäerdeg gëtt, déi u kee méi kommen, déi Avancë bezuelt hunn, wou se net wëssen, ob dat, wat se bezuelt hunn, wierklech benotzt ginn ass fir hire Projet oder fir en anere Projet. D'Schauergeschichten häufe sech. Wann een d'Press verfollegt, dann huet een där Erfarungsberichter ëmmer méi. An ech ginn dervun aus, dass och Dir als Politiker reegelméisseg ugeschwat gitt op esou Mëssstänn.

Mir hunn als Chamber eis Aufgab gemaach, andeems mer schonn am ... Déi éischt Kolleegen hunn am Oktober d'lescht Joer d'Fro gestallt: Vu wéi vill Affäre schwätze mer do? Wéi vill Reklamatioune gëtt et? Wéi vill Fäll si viru Geriicht? Wou mer vun der Konsumenteschutzministesch zwar wuel Opklärung kritt hunn, dat ass, wéi vill Reklamatioune bei deenen eenzelne Schlichtungsstellen eraginn – an dat zielt sech an Honnerten, iwwert déi lescht Jore gekuckt, wuelgemierkt, an Honnerten –, mir kruten awer weeder eng Informatioun, wéi vill Prozesser unhängeg sinn, nach krute mer eng Informatioun, wéi et ausgesäit mat där annoncéierter Reform vun der VEFA-Gesetzgeebung.

De Kaf vun engem Haus op Plang ass eppes ganz Spezielles. Do engagéiert ee sech an d'Zukunft era mat ganz vill Geld, mat ganz vill Ongewëssheet. An dofir ass net fir näischt an de 70er-Joren eng ganz detailléiert Schutzlegislatioun en place gesat ginn, déi awer – an dat gesäit een, wann een déi Fäll méi genau analyséiert, vun deene mer ëmmer méi héieren – einfach Lacunnen huet. Dee Schutz ass net sou, wéi e misst sinn. Aner Länner hunn do scho längst opgerüst an „on reste sur notre faim."

Mir hunn ëmmer erëm nogefrot, am Mee, am Juni nach eng Kéier, am September, un ënnerschiddlech Ministeren, a mir ginn ëmmer erëm vertréischt dorop, dass eng Analys géif initiéiert ginn. Dorauser schléissen ech, dass déi Analys nach ëmmer net initiéiert ass. An dat, wat eis wierklech ze denke ginn huet, dat ass d'Ausso vum Premierminister an engem Interview, deen en elo rezent ginn huet am November ënnert deem flotten Titel „Hier spricht Ihr Kapitän", wou en da ganz konkreet ugeschwat ginn ass, wat e fir déi Leit wëllt maachen, déi sech ganz aleng spiere mat hire Suergen, déi wierklech a finanziell Bedrängnis gerode sinn. An do ass d'Äntwert: „A priori kënnt do näischt méi." An e gëtt dann och ganz philosophesch. Da kënnt nach eng Ausso, wou gesot gëtt: „Jo, et kann een net all d'Problemer vum Land léisen."

Dat gesi mir e bësselchen anescht. D'VEFA-Gesetzgeebung ass eppes ganz Grëffeges. An anere Länner, a Frankräich, an der Belsch, sinn do Modifikatioune gemaach ginn iwwert déi lescht Joren, déi vill Verbesserunge mat sech bruecht hunn. Mir wëssen och alleguerten: All d'Parteie krute vum Terrain Proposen an de Grapp schonn nach wärend der Walcampagne. Och wéi d'Regierung ugefaangen huet, sinn d'Acteure vum Terrain mat ganz konkreete Propose komm, wéi ee kéint norüsten. An an deem Sënn hu mer als LSAP elo d'Initiativ geholl, fir ënnerstëtzend ze wierken an eng Rei Proposen eranzebréngen iwwert de Wee vun enger Motioun, fir déi Lacunnen, déi bestinn, eeben auszebesseren. Dat sinn insgesamt zéng Punkten. Ech ginn net op all eenzele Punkt an.

En gros geet et drëm, d'Garantie d'achèvement, déi d'Leit haut ganz oft net aktivéiert kréien, well den Non-achèvement mol fir d'éischt muss festgestallt ginn iwwer geriichtlech Wee – an dat ka Joren daueren –, méi effizient ze maachen, beispillsweis iwwer eng acceleréiert Prozedur, déi ee kéint hunn, well haut de Referésriichter sech net zoustänneg dofir fillt.

Dann och um Niveau vun de Garantien, d'Garantie décennale, déi Iech vläicht e Begrëff ass. Dat ass déi Haftung, déi een, dee baut, am Fong huet vis-à-vis vum Keefer zéng Joer laang no Ofschloss. Ben, vun där Haftungsflicht kann ee sech net vill kafen, wann deen, dee gebaut huet, net méi do ass, wann e faillite ass an et en net méi gëtt. Engem, deen näischt an der Täsch huet, huelt der näischt méi aus der Täsch eraus. A mir fuerderen effektiv, dass déi Garantie soll obligatoresch sinn, dass eng Assurance muss ofgeschloss ginn.

Et wäert mech wäit féieren, an de ganzen Detail ze goen. Jiddefalls hu mer d'Initiativ geholl, eng ganz Rei ganz konkreet Proposen hei eranzebréngen, a mir géifen eis freeën, wann déi géife Gehéier fanne bei der Konsumenteschutzministesch, déi fir eis la grande absente ass an där heiten Diskussioun. Wann ech mech richteg erënneren, souz se och net mat um Dësch, um Logementsdësch, obwuel se an enger éischter Ufro dorobber verwisen huet, dass een déi dote Froe géif um Logementsdësch diskutéieren. Abee, fir eis ass de Konsumenteschutz hei absolutt net present an der Debatt.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm ...

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Dir misst mer just d'Motioun ginn. Voilà.

Motion

« relative aux mesures dans le domaine du logement »

La Chambre des Députés,

– considérant que le secteur de la construction au Luxembourg traverse une crise profonde, accentuée par l'augmentation des taux d'intérêt, la hausse des coûts des matériaux et un nombre croissant d'entreprises du secteur de la construction en difficultés ;

– considérant que cette crise entraîne de nombreux retards sur chantiers, des surcoûts souvent importants pour les acquéreurs et un climat de méfiance vis-à-vis du marché des ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) ;

– considérant que les consommateurs, en particulier les primo-accédants, se retrouvent souvent dans des situations financières précaires, lorsque des retards et autres problèmes surviennent sur les chantiers ;

– considérant que le Conseil d'État avait déjà relevé fort judicieusement dans son avis du 17 octobre 1972 qu'une législation moderne en la matière se doit de protéger l'acquéreur sur tous les plans ;

– considérant que le risque lié au préfinancement de l'habitation exige une protection renforcée des acquéreurs

qui permette de rétablir la confiance et de protéger l'acquéreur efficacement contre le risque de défaillance ou d'insolvabilité du constructeur ;

– considérant que l'enquête sectorielle dans le secteur de l'immobilier résidentiel de l'Autorité de la concurrence publiée en juillet 2023 a mis en évidence une non-conformité du règlement grand-ducal du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code Civil à la Constitution, en ce qu'il restreint l'émission d'une garantie d'achèvement aux seuls établissements bancaires et d'épargne ;

– considérant que de nombreuses défaillances regrettables, relayées au cours d'un passé récent par la presse luxembourgeoise, révèlent que le cadre législatif actuel et plus particulièrement la loi du 28 décembre 1976 régissant les ventes en état futur d'achèvement ne protège pas suffisamment les consommateurs face aux risques liés notamment à des retards d'achèvement, des révisions inattendues de prix ou encore des défaillances au niveau des prestataires ou promoteurs immobiliers,

invite le Gouvernement

– à élaborer et introduire un cahier des charges standardisé, détaillé et obligatoire pour garantir une meilleure transparence et protéger les acquéreurs contre des coûts supplémentaires imprévus ;

– à interdire les clauses d'indexation automatique des prix dans les contrats VEFA, ceci pour stabiliser les coûts et assurer une meilleure prévisibilité financière ;

– à apporter davantage de précision et de contrainte au niveau du délai de livraison par l'exigence de déterminer obligatoirement dans le contrat la date du début des travaux, le délai d'exécution ou de livraison ainsi que les dommages-intérêts pour retard d'exécution ou de livraison ;

– à exiger que ces dommages-intérêts correspondent ou moins à un loyer normal du bien achevé auquel se rapporte le contrat ;

– à rendre obligatoire la souscription d'une assurance responsabilité civile décennale par le vendeur pour protéger les acquéreurs contre les défauts ou malfaçons qui seront décelés dans un délai de 10 ans après la réception ;

– à soumettre l'exigibilité des tranches de paiement successives, à l'exigence d'une certification des travaux réalisés par un architecte ou une autre personne qualifiée autorisée à exercer son métier au Luxembourg ;

– à étudier l'opportunité de mettre en place une unité de contrôle dédiée pour rechercher et constater les infractions à la loi dite VEFA et à ses règlements d'exécution, ceci à l'image de ce qui a été récemment introduit en Belgique ;

– à introduire une procédure accélérée pour constater le défaut d'achèvement d'un immeuble vendu à terme ou en l'état futur d'achèvement ;

– à étendre la garantie de remboursement de sorte à couvrir non seulement les versements déjà effectués pour travaux, mais également la valeur intégrale du terrain ;

– à modifier le règlement grand-ducal du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code Civil afin d'étendre son champ d'application de sorte à permettre également aux entreprises d'assurances de délivrer des garanties d'achèvement.

(s.) Paulette Lenert.

Merci, Madamm Lenert.

5. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass eng Heure de questions au Gouvernement. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 154 vum Här Laurent Mosar un den Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Entwécklung vun der Situatioun a Syrien. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 154 du 10 décembre 2024 de M. Laurent Mosar relative aux développements en Syrie, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Ausseminister, de leschte Weekend ass ee vun de brutaalsten Diktatoren op dëser Welt gestierzt ginn, dat op eng relativ friddlech Aart a Weis. Dat ass emol fir d'alleréischt eppes, wat ee muss erfreeën, an duerfir, mengen ech, freeë mer eis och alleguerte mam syresche Vollek, datt dee Personnage net méi do ass. Ganz besonnesch, wann een och héiert, wat fir eng Zoustänn et do a syresche Prisonge ginn ass. Dat kënnt elo ëmmer méi un d'Dagesliicht. Mir wëssen awer net richteg, wéi et elo an Zukunft virugeet. Do ass eng Miliz, déi am Moment d'Kontroll schéngt ze hunn, déi och a priori eigentlech éischter positiv Elementer am Moment weist. Et dierf een allerdéngs net vergiessen, vu wou déi Leit kommen. Déi hunn eng Vergaangenheet bei Al-Qaida, bei Al-Nosra. Dat heescht, et ass also hei trotzdeem Virsiicht gebueden.

Déi éischt Fro, déi ech wollt dem Ausseminister de Mëtten an deem Kader stellen, ass natierlech fir d'alleréischt seng Appreciatioun an d'Appreciatioun vun der lëtzebuergescher Regierung par rapport zu där genereller Situatioun.

Déi zweet Fro: Sinn eventuell do scho Kontakter opgeholl ginn? Ech huelen un, vläicht um Niveau vun der Europäescher Unioun, well et schéngt jo sou ze sinn, datt déi Persoun, déi am Moment un der Muecht ass, eigentlech gesicht gëtt an och op enger ganzer Rei vu Sanktiounslëschte steet. Duerfir: Wéi huet d'Europäesch Unioun elo wëlles, do virunzefueren?

Drëttens: Wéi gesäit et eventuell aus, datt d'Europäesch Unioun, awer och mir als Lëtzebuerg, dat Land, wat elo muss komplett frësch opgebaut ginn, ënnerstëtzen? Ass do schonn iergendwéi eppes geplangt? Ginn déi Hëllefen eventuell och dru gebonnen, datt et do awer zu demokratesche Verhältnisser kënnt? Wäert och do assuréiert ginn, datt déi vill Minoritéiten, déi an deem Land do liewen, och wäerte respektéiert ginn? An ech wär, wéi gesot, do frou, vläicht déi eng oder aner Informatioun de Mëtte vun eisem Ausseminister ze kréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann ass d'Wuert bei der Regierung. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech wëll och dem honorabelen Här Mosar Merci soe fir déi Fro. Selbstverständlech, déi lescht Stonne konnte mer alleguerten d'Biller gesinn, wéi zu Damaskus, op eng awer net esou wéi erwaart ze brutal Aart a Weis, op eng Kéier e brutalen Diktator geflücht ass. Et hätt ee scho bal kënne Wette maachen, Här President – an ech wëll net provozéieren –, dass en och eng nei Heemecht géif fannen zu Moskau. Et hätt ee scho bal kënne mengen.

Den Här Mosar huet prezis Froe gestallt. Dat Éischt ass: Mir wëssen, wie gaang ass, mee ech soen Iech ganz éierlech: Mir wëssen net, wien elo komm ass. Et wier verfréit, Iech ze soen, wat déi wëlles hunn ze maachen. Dir hutt et selwer och ganz prezis an Ärer Fro gesot: Mir kennen hir Vergaangenheet. Déi Leit sinn net „des enfants de chœur". Et sinn terroristesch Organisatiounen, déi sech gespléckt hunn och wärend engem Moment, mee se hunn alleguerten awer am Ufank den Terrorismus an och den Extremismus,den Extrémisme religieux, als Basis gehat.

Mir hunn haut déi Leit, déi … An et ass jo de Grupp Hayat Tahrir al-Sham, genannt HTS, deen, et soll een dat net vergiessen, ass zënter 2016 … Dir hutt och gesot, d'Sanktioune vun der EU, awer och zënter 2014 um Niveau vun der UNO … Dat heescht, do sinn am Moment net déi beschte Relatiounen.

Dat, wat elo komm ass … an ech mengen, dass et och wichteg ass, Här Mosar, zu Ärer Fro, ob mir scho Kontakt hunn, dass Europa … an dass hei wierklech och zesumme gekuckt gëtt, wéi d'Äntwert sollt sinn, well wann elo all eenzelt Land aleng probéiert, mat Syrie Kontakt opzehuelen, fir ze soen, wat hir Wishlist wier, mengen ech, gëtt et guer näischt. An dofir ass et och wichteg, an et ass schonn e Spriecher vum Service européen pour l'action extérieure – vum SEAE – ugekënnegt huet, dass een au fur et à mesure, wéi d'Behuelen och vun där Gruppéierung ass, dann eeben och drop ka reagéieren a vläicht d'Sanktiounen och zeréckzéien.

Dir wësst, dass et jo och eng Resolutioun 2254 vum Sécherheetsrot vun de Vereenten Natioune gëtt, an eeben och am Moment de Geir O. Pedersen, deen am Moment den Envoyé spécial vun der UNO a Syrien ass a probéiert, Friddensgespréicher zu Genève ze organiséieren.

Wéi elo dat Ganzt mat Hëllefe sollt weidergoen … Ech muss Iech awer och eng gewësse Frustratioun ausdrécken, Här President, déi ech als Ausseminister an och als Kooperatiounsminister hunn. Ech gesi kommen, dass mer déi nächst Méint wäerten eng Réunion de reconstruction no där aner mussen organiséieren. Dat hate mer elo fir de Libanon. Dat wäerte mer fir Palästina hunn. Dat wäerte mer och elo nach fir Syrien hunn. Dat wäerte mer fir d'Ukrain hunn, wou mir selwer – selwer! – och als Mënschen eng Kéier eng no där anerer Saache futti maachen an och nokucken, wéi Saache futti gemaach ginn.

An do soll een och net vergiessen, dass et awer och eng gewëssen Accountability gëtt. Dat heescht, dass deen, „qui a fait le mal", och dofir eng Kéier muss zur Keess gebiede ginn. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass een dat net vergësst. Dat wësst Der jo och, bei Russland ass dat och elo d'Fro. An et muss een och kucken, bei deenen heite Responsabilitéiten, wien eeben och dofir bei deem engen oder bei deem anere Punkt muss opkommen.

Dofir géif ech wierklech elo och nach net recommandéieren, dass mer eis elo scho géifen zesummesetzen, fir do Hëllefsorganisatiounen ze hunn. Dat, wourëms et eis geet, ass d'Zivillpopulatioun. Mee de Coup ass elo 72 Stonnen al oder vläicht elo e puer Stonne méi. An ech géif wierklech recommandéieren, dass mer elo och kucken, wéi d'Evolutioun ass, wéi eng Acteuren um Terrain do sinn, wou een Zesummenaarbecht ka fannen. An ech mengen, dass dat duerch déi multilateral Hëllef an déi europäesch Hëllef och wäert mussen organiséiert ginn.

Mee op déi grouss Fro, Här Mosar: Mir wëssen, wie gaang ass; ech kann Iech net soen, wie komm ass. Ech weess, dass eppes Schlechtes gaang ass; ech weess awer net, ob eppes Guddes elo komm ass.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 155 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Kulturminister iwwert d'Aschreiwung vun der belscher a franséischer Forainskultur op der Lëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der UNESCO. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 155 du 10 décembre 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'inscription par

l'UNESCO de la culture foraine belge et française sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. De 4. Dezember huet d'UNESCO der Forainskultur de Label „Patrimoine culturel immatériel de l'humanité" geséchert. Dëst ass d'Resultat vun enger gemeinsamer an exemplarescher Demarche vu Frankräich an der Belsch iwwer zéng Joer, an enker Zesummenaarbecht mat de Forainsvertriedungen, de jeeweilege Kulturministèren an ënnerstëtzt vun Experte vun de jeeweilegen Unien.

Am Dossier, deen agereecht gouf, hu si drop higewisen, datt de Geescht vu grousse Manifestatiounen à la Schueberfouer, awer och vu klengen a méi grousse Kiermesse keng Grenze kennt. An d'Kiermesleit, déi dës Fester droen, och net. D'Forainskultur iwwerdréit sech iwwer Generatioune säit Honnerte vu Joren. Si ass awer näischt Stateschens an d'Foraine loosse sech niewent dem Traditionellen ëmmer nei Saachen afalen, fir d'Leit ze begeeschteren.

A wat wichteg ass: Och déi klengste Kiermes verkierpert dee Geescht. Och d'Chrëschtmäert verkierperen dee Geescht a bréngen d'Leit zesummen. An ech denken, do, wéi kéint et aneschters sinn, un eis Diddelenger Kiermessen an och d'Bierenger Kiermes, eis klengsten ...

Plusieurs voix | A!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... eis klengste Kiermes mat deene meeschte Leit, an awer och un all déi Kiermessen iwwert d'ganzt Land. Si gëllt et ze erhalen an ze wierdegen. Dofir géif ech gär vum Här Minister wëssen, firwat Lëtzebuerg sech net där positiver Initiativ, där belsch-franséischer Initiativ, ugeschloss huet, déi elo erfollegräich war. Ass d'Regierung bereet, sech dëser Initiativ elo unzeschléissen, déi méi wäit geet wéi de Projet ...

(Coups de cloche de la présidence)

... vun der Unerkennung vun der Schueberfouer an dem Hämmelsmarsch duerch d'UNESCO? Esou eng gemeinsam Demarche géif dem Glanz vun eiser Fouer absolutt näischt ewechhuelen a si ass souwisou an esou enger Demarche mat abegraff.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann ass d'Wuert fir den Här Kulturminister. Här Kulturminister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci dem Här Deputéierte fir dës Fro. Effektiv ass et esou, dass d'lescht Woch am Paraguay déi 19. Sessioun vum tëschestaatlechen UNESCO-Kommitee ofgehale ginn ass, dat, fir eeben d'Kulturierwe weider ze stäerken, an och hei war Lëtzebuerg ganz richteg vertrueden. A jo, dat wëll ech hei awer och eng Kéier als Intro soen: Mir sinn och mat gudden Nouvellen heemkomm. Wéi Der vläicht wësst, gouf hei d'Candidature ugeholl, fir d'Konscht vum Dréchemauerbauen och wäertzeschätzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Dir hutt mech och konkreet drop ugeschwat, wat d'Candidature vun der franséischer a belscher „funfair culture", „la culture foraine", ugeet. Och déi gouf approuvéiert, dat ass ganz richteg. Ech wéilt hei eng Kéier kuerz en Historique maachen, bevir ech Iech konkreet och op Är Fro kann äntwerten.

Schonn 2019 huet Lëtzebuerg déi Initiativ guttgeheescht, wéi mer eis dofir interesséiert hunn. Zweck war et deemools – an ass et och haut nach ëmmer –, de belschen an och de franséische Fouerleit ze erlaben, mat hire Buden a virun allem awer och mat hire Roulotten an deene jeeweilegen Uertschafte kënnen ze stoen an och kënnen dohinnerzekommen. Dat, well jo an der Belsch a virun allem och a Frankräich déi Leit, déi eeben traditionell a Roulottë liewen a vu Plaz zu Plaz zéien, neierdéngs eebe Parkingsméiglechkeeten ausserhalb, beispillsweis och um Rand vun den Uertschaften, zougewise kréien.

D'Fête foraine als Commerce huet et – an dat ass awer wichteg ze soen – schwéier, op nationalem an och op internationalem Niveau als immateriellt Kulturierwen unerkannt ze ginn, grad wéinst dem grondleeënde kommerzielle Charakter vun där Candidature, déi net dem Esprit vun der UNESCO-Konventioun fir d'Erhale vum immaterielle Kulturierwe vun 2003 entsprécht. Dofir ass zum Beispill d'Schaustellerei trotz intensiver Lobbysaarbecht bis elo och an Däitschland net op d'Bundesweites Verzeichnis vum immaterielle Kulturierwen opgeholl ginn.

Och d'UNESCO-Candidature vun der belscher an der franséischer Fête foraine huet viru genau zwee Joer – dat war dunn déi 17. Sessioun – missen zeréckgezu ginn, eebe wéinst där kommerzieller Motivatioun. D'Belsch an d'Fransousen hunn dunn eng nei Candidature agereecht. Déi gouf ëmgeschriwwen, ëmbenannt an den Akzent ass eeben deemools virun zwee Joer op déi nomadesch Liewensweis vun de Fouerleit geluecht ginn.

Zu Lëtzebuerg awer sinn d'Fouerleit keng Nomade méi, déi mat hirer ganzer Famill vu Kiermes zu Kiermes am Land ronderëmzéien an allkéiers dann eeben och sou laang op där Plaz wunnen, wou se dann och schaffen. Menges Wëssens no ass et esou, datt et keng Gemeng hei am Land gëtt, déi eise Kiermesleit verbitt, hir Buden an den Uertschaften opzeriichten an och dann do eeben hirer Passioun an hirer Aarbecht nozegoen – éischter am Géigendeel. Aus deene genannte Grënn war et fir Lëtzebuerg vun Ufank u kloer, datt déi belsch a franséisch UNESCO-Candidature aner Wierklechkeeten an och eng aner Motivatioun huet, wéi mir se hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dat soll – an dat ass awer wichteg – net heeschen, datt mer d'Culture foraine net géife wäertschätzen. Ganz au contraire. Am Joer 2008 – an dat hutt Der och ugeschwat – ass zum Beispill d'Schueberfouer mat hirem Hämmelsmarsch am nationalen Inventaire vum immaterielle Kulturierwen opgeholl ginn. A jo, ech wäert mech als Kulturminister och an Zukunft weiderhin dofir asetzen, datt mer all weider Initiativ ënnerstëtzen, fir d'Schueberfouer mat hirem Hämmelsmarsch weider kënnen ze valoriséieren an am Hibléck op eng eventuell Aschreiwung op d'representativ UNESCO-Lëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet. Dat ass deen ee Punkt.

Wat déi aner Diskussioun ugeet, wou mer elo nach net zougestëmmt hunn, wou mer net eisen Accord ginn hunn, dat préiwen ech ganz gäre mat menger Ekipp an do kommen ech an noer Zukunft op Iech zréck.

Mee d'UNESCO-Zoustëmmung, wat d'Schueberfouer ugeet, huet Stand haut awer Prioritéit. An dat wäerte mer mat de Fouerleit vun der Schueberfouer a mat der Gemeng Lëtzebuerg zesumme kucken.

Dat gesot, Iech e grousse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kulturminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 156 vum Här André Bauler un den Här Inneminister iwwert d'Well vun Abréch uechtert d'Land. Här Bauler.

– Question n° 156 du 10 décembre 2024 de M. André Bauler relative à la vague de cambriolages à travers le pays, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. E Sonndeen de Moien, wéi ech „Wort online" gekuckt hunn, ass mer et e bësse wéi dem Här Mosar gaangen: Ech war liicht erféiert. Do gouf matgedeelt, datt um Samsdennomëtten op sëllege Plazen agebrach gi war. Effektiv eng Dosende Plaze si genannt ginn. Ech zitéieren aus dem „Wort": „Zwischen Samstagnachmittag und Sonntagmorgen wurden zahlreiche Wohnungseinbrüche im Land gemeldet. Diese passierten in Limpertsberg, Remich, Altrier, Gonderingen, Olingen, Garnich, Ehleringen, Esch/Alzette, Rodingen, Tüntingen, Bartringen und Strassen. [...] Den Ermittlungen zufolge haben die meisten Einbrüche im Laufe des Samstagnachmittags zwischen 16 und 20 Uhr stattgefunden. Alle Taten geschahen in Abwesenheit der Bewohner."

An de leschte Woche schéngt d'Zuel vun den Abréch zouzehuelen. Dat ass emol d'Gefill vun de Leit, zemools an dëser Joreszäit, wou et jo bekanntlech manner hell ass. Ëmmer nees liest ee vun Abréch queesch duerch d'Land – do komme jo reegelméisseg Polizeiberichter – a Wunnengen, an Autoen a sou weider. Och héiert ee vun Trakteren, déi de Weekend geklaut goufen, wou d'Täter awer opgefall sinn an och konnten arrêtéiert ginn.

An aus deem Grond wollt ech den Här Minister fir bannenzeg Affäre Follgendes froen: Wéi huet sech d'Kriminalitéit a punkto Abréch an deene leschten zwee bis dräi Méint entwéckelt? Fir déi Täter, déi detektéiert konnte ginn: Wat ass hire Profill? Sinn dat éischter Eenzeltäter oder sinn dat organiséiert Banden? An ech wollt zum Schluss froen: Wat sinn déi geziilt Moossnamen, déi den Här Minister schonn an d'Weeër geleet huet – bezéiungsweis nach weider wëllt an d'Weeër leeden –, fir, wéi den Här Roth ëmmer seet, Land a Leit ze berouegen an d'Land méi sécher ze maachen, wéi dat de Moment de Fall schéngt ze sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Fro. Dir wësst, dëser Regierung leien d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill vun de Bierger a Biergerinnen um Häerz.

(Interruption)

Loosst mech emol ausschwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Inneminister, schwätzt aus.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An ech kann Iech berouegen, d'Situatioun huet sech verbessert vun 2023 op 2024.

Dir hutt mech d'Zuele gefrot vun deene leschte Méint. 2023: Vum 1. Oktober bis den 8. Dezember waren 869 Abréch. A fir déi selwecht Zäit elo dëst Joer si mer bei 531 Abréch, also e weesentlecheRéckgang vun 38,5 %.

(Interruption)

Et muss een natierlech wëssen, datt mer an dëser Zäit ëmmer erëm eng Rei Abréch hunn. Dat bréngt de Wanter leider esou mat sech.

D'Police huet och d'Kriminalitéitspreventiounen, d'Kontrollen eropgefuer. Vum 1. Oktober 2023 bis den 8. Dezember 2023 waren et 5.497 Kontrollen. An dëst Joer, fir déi selwecht Period, si mer scho bei

6.525 Kontrollen. Do sinn nach net déi iwwer 1.600 preventiv Kontrollen duerch d'Police locale dobäi. Also doduerch, datt mer méi Leit hunn, kënne mer natierlech och méi preventiv schaffen. An dat ass jo och e wichtege Message, dee mer wëllen dobausse ginn. Dat heescht, et ass eng Augmentatioun vun 18,7 % an de preventive Kontrollen.

Dir hutt elo speziell de leschte Weekend ugeschwat. Do kann ech Iech och soen, datt eng Rei Leit, eng Rei Brigange gefaasst gi sinn. Och dat liest ee jo an der Zeitung, wann eppes geschitt, datt awer kuerz drop d'Police kann de Verdächtegen oder déi Verdächteg festhuelen. An d'Police fiert och viru mat de Preventiounscampagnë bei de Leit. Et ass extreem wichteg, datt d'Leit och selwer agéieren. Dir hutt et gesot: Déi Haiser, déi waren net bewunnt – si waren net net bewunnt, mee et war zu deem Zäitpunkt keen do. Et hëlleft awer, datt een d'Haiser beliicht, datt d'Alarmanlag ageschalt ass. Dat selwecht bei den Autoen. Et ass wichteg, datt d'Autoen ofgespaart ginn, datt ee keng perséinlech Saachen am Auto leie léisst. Also och de Bierger an d'Biergerin kann dozou bäidroen, datt et manner Abréch gëtt. An ech mengen, déi Kooperatioun tëschent der Police an de Bierger a Biergerinnen ass gutt a wäert och weidergefouert ginn.

An doriwwer eraus huet d'Regierung jo eng ganz kloer Linn fir d'Sécherheet vun dësem Land. Dat heescht, déi dräi Pilieren: méi Polizisten, modernt Ekipement an adequat Infrastrukturen. A wat mer méi Poliziste kënne rekrutéieren, wat mer och méi Polizisten um Terrain hu fir d'Preventioun. An d'Police locale ass ee Punkt dovunner.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Innenminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 157 vum Här Fred Keup un den Här Inneminister iwwert den Impakt vun der Situatioun a Syrien op déi syresch Flüchtlingen zu Lëtzebuerg. Ech soen nach hannendrun, datt mer haut och eng Question urgente vum Här Meris Sehovic erakritt hunn zu genau deem selwechte Sujet. Ech ginn dem Här Sehovic dann duerno d'Wuert, fir och seng Fro ze stellen, an de Minister äntwert op béid zesummen. Här Keup, et ass un Iech.

– Question n° 157 du 10 décembre 2024 de M. Fred Keup relative à l'impact de la situation en Syrie sur les réfugiés syriéns, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

– Question urgente n° 1644 du 10 décembre 2024 de M. Meris Sehovic relative à l'impact de la situation politique en Syrie sur la gestion des demandes de protection internationale et le statut des bénéficiaires de protection internationale d'origine syrienne au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Fred Keup (ADR) | Ok. Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, iwwer Syrien hu mer hei schonn e bësse geschwat, mee do éischter a méi engem aussepolitesche Kontext. An hei geet et elo éischter e bëssen ëm déi Situatioun vun de Syrer, déi hei zu Lëtzebuerg si respektiv an aneren europäesche Länner. Mir kruten déi ganz Situatioun mat. Ech kommen net dorobber zréck. D'Freed war op jidde Fall grouss bei deene Syrer hei an Europa, wéi se matkritt hunn, dass de Regimm vum Assad gestierzt ginn ass.

Mir hunn hei am Land ongeféier 3.742 – dat ass déi Zuel, déi ech fonnt hunn – Leit, déi just déi syresch Nationalitéit hunn. Do huet ee warscheinlech nach eng aner Zuel vu Leit, déi eng duebel Nationalitéit hunn nieft där syrescher. An do stellt sech dann elo och d'Fro, wéi et mat deene Leit, déi jo hei Protektioun krute respektiv Asyl kruten, weidergeet.

Am Ausland ass do relativ schnell reagéiert ginn. Äre Kolleeg, wann ech esou ka soen, de Jens Spahn, deen huet an Däitschland scho geschwat vun Charterflich, déi e géif gratis zur Verfügung stelle respektiv souguer nach Suen derbäi ginn. Och den éisträichesche Kanzler huet schonn esou geschwat. A Fakt ass, dass déi meeschten europäesch Länner an och Är Parteikolleegen an deene Länner gesot hunn, dass se géifen d'Asylprozedure stoppe respektiv och elo de Familljennachzug, wéi en dat nennt, géife stoppen.

An do wollt ech am Fong elo d'Appreciatioun kréie vun der Regierung, ob si sech deenen anere Länner uschléisst a wéi si d'Situatioun gesäit vun deene syresche Flüchtlingen, déi am Moment hei a Lëtzebuerg sinn an déi jo virum Assad geflüchtet sinn, respektiv vun neien Asyldemandë vu Syrer, déi zu Lëtzebuerg gemaach ginn, a wéi dat soll weidergoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mëttlerweil keng Iwwerraschung méi, dass d'Kolleege riets am Eck gäre vun all Geleeënheet profitéieren, fir d'Leit esou séier wéi méiglech an d'Leed an an de Krich zréckzeschécken.

M. Fred Keup (ADR) | Wéi? Mee si wëllen dach zréck!

(Interruption)

M. Meris Sehovic (déi gréng) | De Ministère ...

M. Fred Keup (ADR) | Wat e Gléck, Här Sehovic!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, de Ministère fir bannenzeg Ugeleeënheeten huet haut de Moien iwwer e Pressecommuniqué annoncéiert, datt d'Préifung vun den Ufroe fir international Schutz fir syresch Staatsbiergerinnen a -bierger temporär suspendéiert gëtt, dëst wéinst de rezenten Evenementer a Syrien an dem Stuerz vum Regimm vum Baschar al-Assad.

D'Situatioun a Syrie bleift komplex an onstabill. No dem Stuerz vum Regimm ass et an e puer Regioune vum Land zu neien Zesummestéiss tëscht verschiddene Fraktioune komm. D'Kämpf daueren un a vill Gebidder sinn nach ëmmer vun humanitäre Krise betraff. Et gëtt keng kloer Perspektiv fir de Moment, wéi eng Regierung oder politesch Struktur sech am Land etabléiere wäert. Dëst féiert dozou, datt d'Sécherheet an d'Zukunft vun de syresche Biergerinnen a Bierger souwuel am Land wéi och am Ausland nach ëmmer onsécher sinn.

Well d'politesch Situatioun a Syrien nach ëmmer onstabill ass, well d'Kämpf an e puer Regioune vum Land weiderginn a well et nach onkloer ass, wéi eng politesch Richtung Syrien an Zukunft wäert aschloen, stellen ech gäre follgend Froen un den Här Inneminister:

Éischtens: Wéi laang soll déi temporär Suspendéierung vun der Asylprozedur fir Demandeurs de protection internationale aus Syrien unhalen? An zweetens: Ass den Här Inneminister och der Meenung, datt syresch Staatsbiergerinnen a Staatsbierger, déi schonn internationale Schutz zu Lëtzebuerg kritt hunn, déi zënter Joren hei am Land liewen a schaffen, deenen hir Kanner hei zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, dëse Status behale kënnen an hir Integratioun weiderféiere kënnen, och wann d'Circonstancen a Syrie géingen änneren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi zwou Froen. Den Ausseminister ass op d'Situatioun a Syrien agaang. Ech mengen, mer sinn all frou, datt déi Diktatur zu Enn komm ass. Mee keen huet eng Glaskugel, wou e kann dra kucken, wéi d'Situatioun a Syrien zurzäit an an den nächste Wochen a Méint wäert konkreet evoluéieren.

Opgrond vun där gudder Nouvelle hunn ech decidéiert, déi aktuell Prozeduren, déi aktuell Unträg, Demandë vu syresche Flüchtlingen ze suspendéieren. Dat hunn eng ganz Rei EU-Memberstaaten d'selwecht gemaach. Déi Leit, déi elo an der Suspensioun sinn, déi verléiere guer näischt, déi bleiwen an de Strukture wunnen. Ech kann Iech elo haut nach net soen, wéini déi Suspensioun géif opgehuewe ginn, well mer eeben net wëssen, wéi d'Situatioun a Syrien evoluéiert. Dat wäert sécherlech och Sujet sinn dësen Donneschden um JAI-Conseil zu Bréissel.

D'Motiver, déi Syrier kënnen invoquéieren, fir de Statut ze kréien, waren natierlech bis elo, datt se hu missen de Militärdéngscht maachen an der Arméi vum Assad an doduerch dann natierlech och Crimes contre l'humanité hu misse commettéieren. Oder si ware politesch oppositionell zum Assad. Dat waren d'Motiver, déi d'Leit uginn hunn.

Zurzäit hu mer hei 825 syresch Demandeuren. Dat sinn also 825 Leit, déi vun dëser Suspensioun betraff gi sinn.

Dann ass nach eng Fro gestallt ginn: ob déi Leit, déi de Statut hei hunn, hei integréiert sinn. Do sinn och eng ganz Rei Leit, déi d'duebel Nationalitéit hunn, déi och d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn. Déi Zuel hunn ech awer elo net hei bei mer. Do gesinn ech elo kee Grond, fir déi Leit elo zréckféieren ze loossen, wa se hei integréiert sinn an hei schaffen an hir Kanner hei an der Schoul sinn. Déi hu jo de Statut.

Ech wëll drop hiweisen, datt theoreetesch den Artikel 1 vun der Konventioun vu Genève iwwert d'Flüchtlingen zwar esou eng Méiglechkeet virgesäit, wann d'Situatioun wierklech géif evoluéieren. Mee, wéi gesot, dat ass elo net dee Plang, dee mir hunn. Mir loossen elo mol déi Prozedure vun den Demandeuren en Suspensioun.

Ech wëll awer och preziséieren: Wann elo een hei op Lëtzebuerg kënnt, dee kann natierlech säin Antrag maachen. Et ass elo net, datt mer deen Antrag refuséieren. Mee deen Antrag ass dann, wéi bei deenen aneren 825, suspendéiert, bis mer da méi kloer d'Zukunft fir Syrien – an hoffentlech eng positiv Zukunft – fir déi Leit gesinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 158 vum Här Laurent Zeimet un den Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter a China. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 158 du 10 décembre 2024 de M. Laurent Zeimet relative à la situation des droits de l'homme en Chine, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Den 19. November dëst Joer goufe 45 Demokraten a China wéinst hirem demokrateschen Engagement zu Hongkong condamnéiert. Den Dag drop huet den Här Ausseminister hei am Haus seng Deklaratioun iwwert d'Aussepolitick gemaach an huet gesot, datt déi virun allem och op Dialog soll baséiert sinn, och am Dialog

mat China. An och do sollten d'Mënscherechter kënnen ugeschwat ginn – wann och net mam Megafon.

Ech hat dunn deen Dag drop gefrot, ob den Här Ausseminister wëlles hätt, wann en elo a China géif fueren – well do stoung d'Rees just kuerz virun der Dier, fir zesumme mam Här Delles a China ze fueren –, déi Situatioun a virun allem déi Condamnatioun vun deene 45 wëllen unzeschwätzen op der Plaz. Ech gi jo dervun aus, datt d'Regierung dës Condamnatioune genausou verurteelt, wéi mir dat maachen.

Ech wollt da wëssen, ob en d'Geleeënheet hat, fir déi Situatioun vun deene 45 Demokraten unzeschwätzen. Ech ka mer virstellen, datt en eis keng Detailer elo hei kann doriwwer verroden, mee e kann eis awer vläicht soen, ob dann iwwerhaapt eng Gespréichsbereetschaft op där anerer Säit do war, a vläicht och op EU-Niveau, ob d'Ausseministere wëlles hunn, vläicht nach méi kloer eist Mëssfale vun dëser Situatioun a virun allem vun dem Ëmgang mat deenen Demokrate vun Hongkong zum Ausdrock ze bréngen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi dat sech gehéiert: Wann d'Chamber engem en Optrag gëtt, dann erfëllt een deen och. An ech hat bilateral Gespréicher eng Kéier mam Här Ding, deen éischte Vizepremier ass, eng Kéier mam Wang Yi, deen den Ausseminister ass, eng Kéier mam Buergermeeschter vu Shanghai, an eng Kéier mam Chief Executive vun Hongkong.

Ausser mam Buergermeeschter vu Shanghai, hunn ech awer mat deenen dräi aneren iwwert d'Situatioun geschwat, an och iwwert déi lescht Arrestatiounen, déi stattfonnt hunn.

Bei engem vun den Interlocuteure muss ech soen, mengen ech, dass och e Problem vun der Iwwersetzung war, oder ech hu falsch verstanen, well ech do geäntwert kritt hunn, dass am Fong déi Leit verhaft gi wären am Kader vun Attacke géint Polizisten an dass se eeben och ... Si hu vum rouden Draach – dat schéngt och eng Interpretatioun ze sinn, déi ech net richteg verstanen hunn, mat rout, mee mam Draach – ..., dass dat eng Band wier, déi sech am Fong op d'Polizisten an d'Famillje vun de Polizisten an d'Kanner vun de Poliziste konzentréiert hätt an déi och verfollegt hätt. Dass och souguer carrement vu Leit unzünden et cetera et cetera rieds wär. Dowéinster: Bei deem engen Interlocuteur ass et schwéier, elo ze verstoen, ob dat elo vun deene 45 gemengt war oder ob dat elo en anere Prozess war.

Mir hunn déi dräi Interlocuteuren – dat heescht, dee vun Hongkong, dee vum Ausseminister an dee vum Vizepremier – op d'Situatioun ugeschwat. D'Fro hunn ech gestallt – d'Äntwert wäert Iech net gefalen! D'Äntwert ass déi, dass si der Meenung sinn: Wa si Geriichter hunn an d'Geriichter Urteeler hunn, da gehéiert dat zur Souveränitéit vun hirem Staat, dass déi esou gesprach ginn.

Et war och grad den Dag, nodeems och d'Cour suprême zu Hongkong Decisioune geholl hat. An ech hunn hinne just matgedeelt, dass den État de droit an d'Situatioun vun de Mënscherechter eppes ass, wou vum europäesche Kontinent staark op se gekuckt gëtt.

Mee den Dialog war do, d'Ecoute war do. Nach eng Kéier, net dass Der mech falsch verstitt: Ech weess elo net bei hinnen, ob si selwer de Melange gemaach hunn oder ob dat och e Problem vun Interpretatioun war. „Sujet abordé, message passé" – mee ech weess net, ob dat vill ännert. Mee Dir hat mer eng Missioun ginn, an ech hu probéiert, sou gutt wéi méiglech dohannen och dee Message weiderzeginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 159 vum Här Meris Sehovic un den Här Premierminister iwwer e potenzielle Recours iwwert d'Verlängerung vun de Kontrollen op der däitscher Grenz, an duerno och zur Fro Nummer 160 vum Här Gusty Graas iwwert d'Grenzkontrollen. Här Sehovic.

– Question n° 159 du 10 décembre 2024 de M. Meris Sehovic relative au recours potentiel par rapport à la prolongation des contrôles à la frontière avec l'Allemagne, adressée à M. le Premier ministre

– Question n° 160 du 10 décembre 2024 de M. Gusty Graas relative aux contrôles aux frontières, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de leschte Freiden huet déi däitsch Inneministesch Nancy Faeser annoncéiert, d'Grenzkontrollen op den däitsche Bannegrenzen, dat heescht, och op der Grenz mat Lëtzebuerg, iwwer Mäerz 2025 eraus verlängeren ze wëllen.

D'Demarche vun der däitscher Inneministesch ass extreem problematesch, virun allem och op legalem Niveau. D'Verlängerung vun de Grenzkontrollen ass kloer gereegelt a just ënner verschiddene Konditioune méiglech. Dës Konditioune sinn – dat ass keng Iwwerraschung – eiser Meenung no net erfëllt. An d'Madamm Faeser huet bis elo och, jeensäits vu publikumswierksamen Annoncen an der Press, eigentlech keen Effort ënnerholl, fir d'Verlängerung juristesch ze argumentéieren oder ze motivéieren. Den Inneminister huet annoncéiert, bei der EU-Kommissioun intervenéieren ze wëllen, och fir der Motioun, déi hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, Rechnung ze droen.

De Professer Jörg Gerkrath, Professer fir Europarecht op der Uni Lëtzebuerg, huet haut an enger Dageszeitung gefuerdert, dass d'Regierung méi wäit goen an eng Klo virum Europäesche Geriichtshaff aleede soll. De Schengener Grenzkodex ass eréischt virun e puer Méint modifizéiert ginn. Et wier also enorm wichteg, dass mer elo, zu engem Moment, wou d'Memberstaaten offensichtlech testen, wéi wäit se kënne mat deenen neie Reegele goen, méiglechst séier Jurisprudenz kréien, déi hoffentlech ganz kloer Limitte setzt.

Vu dass d'Madamm Faeser et jo mol net fir noutwendeg befonnt huet, d'Lëtzebuerger Regierung oder hiren Homolog direkt ze informéieren, mengen ech jo net, dass d'Lëtzebuerger Regierung hei besonnesch virsiichteg misst sinn, mat Bléck op d'Befindlechkeete vun den däitsche Kolleegen.

Dofir, Här Premierminister, géif ech gäre follgend Froe stellen: Wéi eng konkreet nächst Schrëtt wäll d'Lëtzebuerger Regierung elo ergräifen?

An zweetens: Envisagéiert d'Regierung, juristesch Schrëtt och virum Europäesche Geriichtshaff ze ënnerhuelen?

Ech soen Iech Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv, d'Grenzkontrollen hunn an deene leschte Woche méi wéi eemol derzou gefouert, datt mer Interventioune gemaach hunn, net nëmmen um Niveau vun der Regierung, mee och um Niveau hei vum Parlament. Ech hat selwer viru 14 Deeg schonn eng Fro an deem Kontext un de Minister gestallt. A wéi de Kolleeg Meris Sehovic hei richteg bemierkt huet, gëtt virun allem awer och deen Interview haut am „Lëtzebuerger Wort" – ech nennen d'Zeitung – ze denken, an do dränge sech eng Rei Froen op.

Richteg ass och, datt déi Kommunikatioun zwëschent der däitscher Regierung an der Lëtzebuerger Regierung vläicht dann awer net grad optimal gelaf ass. Wéi gesot, ech beruffe mech och op Aussoen an der Press, datt d'Regierung net informéiert gi war iwwert déi Intentioun vun der däitscher Regierung, fir am Fong geholl déi Grenzkontrollen ze verlängere bis de Mäerz 2025. Do muss ee sech jo awer trotzdeem schonn déi eng oder déi aner Fro stellen.

Ech bezéie mech dann awer och virun allem op deen Interview haut am „Wort", wou dann awer och gesot gëtt vun dem Spezialist am Europarecht, datt am Fong geholl d'Regierung, dat gëllt zwar da fir déi viregt Regierung, schonn hätt kënnen am Kader vun der Pandemie – ech weess, datt mer deemools och ganz vill driwwer diskutéiert hunn, do war d'Situatioun natierlech nach vill méi grav, do haten déi Däitsch d'Grenze carrement zougesat – e Recours maache géint déi Decisioun.

Elo stellt sech déi Fro erëm. Sécher muss een hei op den Artikel 25 vum Schengener Grenzkodex hiweisen, dee jo ganz kloer seet, datt Ausname méiglech sinn. Mee déi musse begrënnt sinn.

An d'Fro ass awer: Sinn déi wierklech an deem Sënn begrënnt? Well deen Artikel jo ganz kloer seet, wa wierklech eng direkt Gefor fir dat Land besteet, datt dann eng Méiglechkeet besteet, déi temporaire Grenzkontrollen anzeféieren. Elo gi se nach verlängert. An et kann een awer net direkt erkennen, datt elo vläicht Däitschland an esou enger Gefor wier, datt déi Grenzkontrolle misste weidergefouert ginn.

Bon, béis Zonge behaapten, dat hätt och mat den däitsche Walen ze dinn. Dat ginn ech elo mol weider. Dat ass awer net onbedéngt dat, wat ech elo hei dann och behaapten.

Mee wéi gesot, Här Premier, wiere mer natierlech frou, elo vläicht dann och Explikatiounen ze kréien, wéi virun allem awer d'Lëtzebuerger Regierung déi Interpretatioun och vun deem däitsche Spezialist am Europarecht gesäit.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dann huet den Här Premierminister d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech géing gären déi zwou Froe vun deenen honorabelen Deputéierten esou beäntweren, fir ze reaffirméieren, datt d'Lëtzebuerger Regierung selbstverständlech, souwéi, ech mengen, och d'Chamber, géint déi Bannegrenzkontrollen ass.

Wann Europa am deegleche Liewe vun de Bierger eppes ass, dann ass et: Schengen, den Euro, Erasmus, keng Roaminggebüre beim Telefonéieren. A wa mer ee vun deene Prinzippien opginn, da gi mer méi op wéi just eng Kontroll, déi op enger Plaz op engem gewëssene Moment duerchgeféiert gëtt. An duerfir steet eigentlech mat deene Bannegrenzkontrolle vill méi um Spill wéi déi deeglech, dach och fir vill Leit belaaschtend Kontrollen, déi se um Wee op d'Schaff, an d'Schoul oder soss anzwousch behënneren. Mir stelle fest, mat groussem Bedaueren, datt déi Bannegrenzkontrollen, also d'temporairet Aussetze vu Schengen, jo net nëmme gemaach gëtt vun Däitschland, mee och an Zwëschenzäit vun enger Rei anere Länner: Frankräich zum Deel, Holland, wat ëmmerhin e Partner ass am Benelux. A mir hu bei all deene respektive

Regierunge gesot, datt mir dat wierklech keng gutt Iddi fannen, mee virun allem, datt et de Problem net léist.

Déi Grenzkontrolle bannen an Europa, déi si keng Äntwert op eng illegal Immigratioun, well d'illegal Immigratioun, déi bekämpft een, andeem een uerdentlech Kontrollen op de Baussegrenzen huet. De Kampf géint d'Kriminalitéit: Déi bekämpft een, andeem een eng Polizeikooperatioun huet an andeem een a sengen eenzelne Länner, op deene Plazen, wou méi Kriminalitéit ass, mat Polizeiméttele géint déi Kriminell virgeet. Dat ass also eng falsch Äntwert op eng Rei vun Defien, déi Europa huet.

Wat elo d'Attitüd vun der Lëtzebuerger Regierung ubelaangt oder d'Fro, wéi mer virginn, wëll ech hei nach eng Kéier rappeléieren, datt déi eenzel Ministeren – den Inneminister, den Ausseminister, ech selwer – an eise respektive Gespréicher, souwuel mat der Kommissioun wéi an eise Conseilen, drop higewisen hunn, datt mir net d'accord si mat där Aféierung vun deene Grenzkontrollen.

Et ass esou, datt mir just aus der Zeitung wëssen, datt déi Däitsch anscheinend wëllen déi Kontrolle verlängeren. Ech wëll Iech allerdéngs drop hiweisen, datt déi däitsch Inneministerin jo déi Kontrollen iwwerhaapt net ka verlängeren, well se dee Moment vläicht guer net méi am Amt ass. Et ass schlussendlech esou, datt den 23. Februar an Däitschland Wale sinn an datt eng Verlängerung eréischt am Mäerz usteet. Duerfir schéngt dat do mer méi innepolitesch wéi eppes anescht ze sinn.

Ceci dit, ech mengen, an dat wëll ech och soen, datt am Europäesche Conseil ganz vill Kolleegen eigentlech wéineg Sympathie fir eise Plädoyer fir Schengen haten. Well an deene meeschte Länner Schengen och guer net esou eng wichteg Roll spillt wéi bei eis, well d'Grenz ganz oft wäit ewech ass vun dem deegleche Liewe vun hire Bierger, an déi mierken dat just, wa se an d'Vakanz fueren. A just an de Grenzregioune spiert een dat jo richteg. Elo huet Lëtzebuerg natierlech vill méi Grenzgänger an duerfir spiere mir dat vill méi.

Mee au-delà dovunner ass et jo eise Prinzipp. Mir wäerten, wann et zu enger Verlängerung kënnt, sou wéi d'Chamber dat och gefuerdert huet, der Europäescher Kommissioun och e Bréif schreiwen. Ech hunn op d'manst schonn dräimol mat der Presidentin vun der Europäescher Kommissioun, der Madamm von der Leyen, driwwer geschwat. Ech mengen net, datt e Recours beim Europäesche Geriichtshaff déi richteg Äntwert ass. Well, wësst Der, wann een e Recours mécht, dann dauert dat dräi Joer, bis en tranchéiert gëtt. A bis dohinner hoffen ech, datt mer längst net méi vu Bannegrenzkontrolle schwätzen, well soss hu mer an Europa e ganz anere Problem.

Duerfir, à ce stade wäerte mer politesch intervenéiere bei den Nopeschlänner, intervenéiere bei der Europäescher Kommissioun. An e Recours géint déi Decisioun – an do muss jo emol eng Decisioun dann och do si beim Europäesche Geriichtshaff – hu mer an dësem Moment net envisagéiert.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

An da komme mer gläich zu véier Froen iwwert dee selwechte Sujet, an zwar den Accident un enger Schleis vun der Musel an Däitschland: Dat sinn d'Fro Nummer 161 vun der Madamm Carole Hartmann an d'Fro Nummer 162 vum Här Marc Baum, béid un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus, an dat sinn d'Fro Nummer 163 vun der Madamm Octavie Modert souwéi d'Fro Nummer 164 vum Här Jeff Engelen, béid un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte geriicht.

Mir huelen also elo déi véier Froesteller vir, an da muss d'Regierung kucken, a wat fir enger Reiefolleg a wéi se sech eens gëtt, fir ze äntweren. A fir d'éischt huet mol d'Madamm Carole Hartmann d'Wuert. Madamm Hartmann.

– Question n° 161 du 10 décembre 2024 de Mme Carole Hartmann relative à l'accident dans l'écluse de Müden (Allemagne) du 8 décembre 2024, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

– Question n° 162 du 10 décembre 2024 de M. Marc Baum relative à la perturbation de la voie navigable de la Moselle à cause d'un accident à une écluse en Allemagne, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

– Question n° 163 du 10 décembre 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'interruption du trafic fluvial sur la Moselle en raison de l'endommagement de l'écluse de Müden en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Question n° 164 du 10 décembre 2024 de M. Jeff Engelen relative à l'impact d'un accident à une écluse en Allemagne sur l'approvisionnement en énergie, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Sonndeg hat e Schëff mat Gidder, déi fir den Hafe vu Mäertert bestëmmt waren, eng Schleisendier zu Müden an Däitschland gerammt. Et gouf glécklecherweis kee Blesséierten, mee béid Schleisendiere mussen elo ersat ginn. Laut den Autoritéite wier de Schued duerch den Accident substanziell an d'Reparature vun der Schleis géife sech bis Enn Mäerz 2025 zéien. Domat wier de Flossverkéier iwwert d'Musel fir Méint leider onméiglech.

Laut dem Service de la navigation fluviale zu Gréiwemaacher sinn aktuell 70 Schëffer op der ieweschter Musel blockéiert a kënne wärend de kommende Méint net méi beweegt ginn. Lëtzebuerg, d'Saarland an och Rheinland-Pfalz hunn domat den Ament keen direkten Zougang méi Richtung Koblenz a bis op de Rhäin.

An deem Kader géif ech gäre follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen: Ass scho gewosst, wat mat de Schëffer, déi op der Musel blockéiert sinn, geschéie wäert bezéiungsweis mat de geluedene Gidder? Ass mat Auswierkungen op de Commerce ze rechnen, well bis viraussiichtlech Enn Mäerz keng Matière première méi mat Gidderschëffer iwwert d'Musel op Lëtzebuerg ka geliwwert ginn? A wat fir Gidder ginn normalerweis iwwert d'Musel op Lëtzebuerg transportéiert? A ginn et fir den Transport vun dëse Gidder alternativ Weeër, déi direkt verfügbar wären?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Baum, elo ass et un Iech.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. D'Tatsaach, datt direkt véier Deputéiert Froe stellen zu deem Sujet, weist, datt en, mengen ech, eng ganz grouss Wichtegkeet an Aktualitéit huet.

D'Madamm Hartmann huet et richteg exposéiert, datt et zu engem Accident komm ass an der Géigend vu Koblenz, wat dozou féiert, datt elo e puer Méint laang kee Schëff méi vum Rhäin a Richtung Lëtzebuerg fuere kann an ëmgekéiert. An dat bedeit näischt anescht, wéi dat de Mäerterter Hafen domadder souzesoe vun der Aussewelt ofgeschnidden ass.

An dat huet natierlech en Impakt op eis Wirtschaft. Éischtens op den Hafe selwer vu Mäertert; dat ass en trimodalen Hafen, wou d'Wueren ukommen an dann op Bunn oder Camion kënne weidergeleet gi respektiv ëmgekéiert. Et huet awer och en Impakt op de Logistikhub zu Beetebuerg, dee ganz ofhängeg vum Hafe vu Mäertert ass, well jo d'Wuere vu Mäertert op d'Bunn gesat ginn, déi dann a Richtung Beetebuerg an den Hub a vun do aus a Richtung Süde ginn.

Et huet awer virun allem och e ganz groussen Impakt op d'Industrie an notamment ArcelorMittal. D'Importer vu Schrott a warscheinlech och d'Exporter vun Träger si just schwéier op d'Bunn oder d'Schinnen ze verlagere bezéiungsweis dat ass mat grousse Méikäschte verbonnen.

An d'Fro ass effektiv, ob dat och en Impakt op aner Industrien huet, déi grouss Volumme vun Import an Export brauchen, zum Beispill d'Zementindustrie an domadder och d'Konstruktioun. D'Importer vu Masutt a Bensinn sinn domadder staark beanträchtegt an et gëtt och scho spekuléiert, datt dat eventuell kéint en Afloss op d'Präisser an der Regioun hunn. Normalerweis kënnt all zwee Deeg e Schëff mat Bensinn oder mat Masutt am Mäerterter Hafen un.

Duerfir follgend Froen un de Wirtschaftsminister:

Kënnt Der eis schonn en éischten Iwwerbléck ginn, wat den Impakt vun dësem Accident op eis Wirtschaft wäert sinn?

Wéi eng Secteuren an Entreprisë si speziell betraff? Wësst Der och schonn, wat dat eventuell fir betraffe Salariéë kéint bedeiten?

Drëttens: Wéi ass et mat de Pëtrolsimporter? Wéi ass de Stand vun de Reserven? Wäert dat en Afloss hunn op d'Präisser an domadder op eis Wirtschaft? Wéi kann dat ofgefiedert ginn?

A véiertens: Sidd Der mat de betraffenen ekonomeschen Acteuren a Kontakt? A wéi eng politesch Mesüre kënne geholl ginn, fir den Impakt op eis Wirtschaft ofzefiederen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Dat hei ass tatsächlech eng wichteg Fro, net nëmmen, well véier Leit elo eng Fro stellen, mee si geet wäit iwwert den Impakt op den Osten eraus. Ganz besonnesch de Minett vum Land wäert och weesentlech dovunner betraff sinn, an dofir huet dat schonn eng gewësse Bedeitung. Wann eng wichteg Waasserstrooss an Europa sou zougeet fir esou vill Méint, déi net virauszegesi waren, ass dat eppes, wat weesentlech interesséiere muss, well et geet ëm de Fracht- a Wuereverkéier. An heibäi ass net nëmme Lokales, mee virun allem och, an dat ass elo grad scho gesot ginn, vill Elektroschrott fir eis Lëtzebuerger Stolindustrie betraff. Ech schwätzen elo net vun deem op der Saar.

Niewent dem Wirtschaftsminister, deen natierlech betraff ass, ass et och d'Transportministerin, déi hei eng Verantwortung an deem Beräich an hiren Attributiounen huet. Duerfir géif ech gär u si nach Froe stellen, déi net grad scho gefrot gi sinn, an awer och scho gefrot gi sinn zum Deel.

Wéi vill Schëffer sinn aktuell hei op der Lëtzebuerger Musel blockéiert respektiv och vläicht am Mäerterter Hafen, déi elo net méi weiderkommen iwwer Müden,

also hanner Cochem eraus? Dat si schliisslech nëmme knapps 40 Flosskilometer bis un d'Mündung an de Rhäin eran. An dat ass net evident. Wéi séier kann déi Fracht ëmgeluede ginn, wann déi Méiglechkeet besteet?

Déi zweet Fro ass natierlech eng ganz weesentlech: Wéi eng alternativ Weeër géif et ginn, fir elo wärend deene Méint, wou d'Fro sech stellt, déi Fracht a Wueren kënnen ze iwwerhuelen, déi normalerweis iwwert d'Musel Richtung Rhäin an nach vill weider géife verschëfft ginn? Gëtt et eventuell fluvial Weeër, zum Beispill iwwert d'Meuse, wat natierlech en Ëmwee wär? Mee gëtt et do iwwerhaapt eng Méiglechkeet? D'Schinn selbstverständlech, mee dat ass och begrenzt. An et geet jo drëm ze verhënneren, datt alles iwwer Strooss a Camion geet.

Déi drëtt Fro, an déi ass scho gestallt ginn: Wéi ass et mat Diesel- a Pëtrolsreserven? Wéi sinn déi an den nächste Méint geséchert?

An déi véiert: Wat ass den Impakt op de Mäerterter Hafe respektiv virun allem säi Personal? An dat ass eng ganz wichteg Fro.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, wann een als véierte Froesteller drukënnt, dann huet een net méi vill ganz nei Froen op Lager. Mee ech mengen, d'Madamm Carole Hartmann huet zum Werdegang alles gesot, deem ass näischt bäizefügen.

Et muss een awer elo vläicht am virauser wëssen, datt 50 %, oder iwwer 50 % vun de Geschäftstätegkeeten, déi um Mäerterter Hafen ofgewéckelt ginn, Pëtrol oder Äerdueleg sinn, wa meng Informatioune richteg sinn. Ech mengen, dann ass et jo kloer, datt deen Accident sech och auswierkt op eis Reserven am Land. An do muss een och wëssen: Wann eis Tanke voll sinn – wann elo meng Informatioune richteg sinn, dat muss ech ëmmer do virausschécken –, da wieren dat ongeféier 30 % vun de Reserven, déi d'Land brauch!

Elo musse mer awer och wëssen, dass déi Reserve jo warscheinlech net ëmmer all voll sinn. Wéi vill Reserve sinn de Moment do?

An ech haken da bei Froen no, déi awer scho gestallt goufen: Wat ass ze erwaarden, wéi de Pëtrolspräis sech duerch dësen Accident kéint entwéckelen? A wat fir Alternativen hu mer?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann ass et un der Regierung. D'Madamm Ministter fir Mobilitéit an Travaux publics hëlt fir d'éischt Wuert. Madamm Minister.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Villmools merci. Mir haten decidéiert: Ladies first; dofir géif ech dann ufänken. Merci de véier honorabelen Deputéierte fir hir Froen. Ech mengen, dee Virfall op der däitscher Säit vun eiser Musel preoccupéiert eis effektiv alleguerten. Dat ass natierlech ganz ongléckleech. Ech war viru ganz kuerzer Zäit fir de 60. Anniversaire vun der Muselkanalisatioun op der Plaz. Elo geschitt esou eppes. Dat ass wierklech ongléckleech an ze bedaueren.

Mir kruten déi Informatioun effektiv och direkt e Sonndeg. Dat war géint 13.00 Auer. Beim Accident ass dann effektiv d'Schleis esou staark beschiedegt ginn, dass se net méi fonctionnel ass. Dat heescht, zanterhier ass d'Musel dann an zwee gedeelt an d'Schëffer sinn effektiv dëssäits vun der Musel blockéiert.

Dass dat elo Repercussiounen huet op de Wuerentransport zu Lëtzebuerg, jo, dat ass evident, op de Mäerterter Hafen, op d'Betriber aus dem Logistiksecteur an och op d'Industrie hei zu Lëtzebuerg.

Et ass scho vu Verschiddene mentionéiert ginn, et war an der Press: D'Reparatiounsaarbechten, déi sollen dann am Prinzipp bis Enn Mäerz lafen. Ech géif awer elo och meng Hand net an d'Feier leeën dofir, well wann elo Héichwaasser ass, kann dat och e bësse méi laang daueren. Also, e prezisen Datum kann een elo net dodrop setzen.

Op alle Fall huet meng Ekipp natierlech direkt Kontakt mat den Acteuren opgeholl, fir sech e Bild iwwert d'Situatioun ze maachen an och deementspriechend Léisungen ze sichen, well ech mengen, mir wëllen alleguerten, dass d'Disruptioun natierlech esou kleng wéi méiglech gehale gëtt. Mir hunn och direkt den däitschen Autoritéiten proposéiert, si ze ënnerstëtzen, mat Personal, mat Material. Mir sinn do am permanente Kontakt. Dat ass normal an dat ass och richteg esou.

Mir kucken also intensiv mat den Acteuren aus der Logistik – den Här Delles wäert och e puer Wierder soen doriwwer –, dem Transportsecteur an der Industrie zu Lëtzebuerg, fir dass mer eis schnellstméiglech un déi Situatioun kënnen adaptéieren. Mir brauche kuerzfristeg an dann och mëttelfristeg Léisungen.

Et ass och scho gesot ginn: De Mäerterter Hafen ass en trimodalen Hafen – Schëff, Camion a Bunn –, dat heescht, déi Koordinatioun fënnt elo statt, fir ze kucken, wéi mer eeben déi Wueren dann iwwert d'Bunn an iwwert d'Strooss kënnen transportéieren. Ech kréie gesot, dass iwwert d'Meuse och keng wierklech Optioun ass.

Zu den Zuelen ass d'Fro gestallt ginn, ech mengen, an der Press stoung et och schonn: Et geet hei ëm 70 Schëffer, déi blockéiert sinn. Et sinn der 5 zwëschе Schengen a Waasserbëlleg, an dat si 5 Gidderschëffer.

Iwwert d'Energieversuergung war eng Fro, do wäert den Här Delles drop äntwerten. Op alle Fall, meng Servicer souwéi och déi vum Wirtschaftsministère schaffen am ganz enke Kontakt ënner eis an natierlech och mat den däitschen Autoritéiten.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Dann ass d'Wuert fir den Här Wirtschaftsminister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Jo, et gesäit ee bei där Hellewull vu Froen awer, dass dat e ganz wichtege wirtschaftlechen Impakt huet. Ech mengen, déi Froe ginn och ganz vill an déi nämmlecht Richtung.

Ech kann natierlech hei net op d'Fro äntwerten, wien de Kapitän vum Schëff war.

(Hilarité)

Ech kann awer op ganz vill aner Froen äntwerten. Ech mengen, dass déi Froen, déi sech stellen, ganz vill ronderëm d'Diskussioun ginn, wéi et iwwerhaapt mat deene Schëffer weidergeet. D'Madamm Backes ass grad drop agaangen.

Et wäert eng provisoresch Schleis kommen, déi awer natierlech vill méi lues ass. Also, et wäert iwwer e Mount daueren, bis déi Schëffer evakuéiert sinn a mer dann au moins dee Stau eng Kéier fort hunn.

Op där anerer Säit hu mer jo d'Société du Port de Mertert, déi mécht eng Locatioun un d'Entreprise Luxport, an déi ass natierlech ganz staark impaktéiert, wa keng Schëffer méi fueren. Mir sinn a Kontakt mat hinnen, an de Ministère wäert och muer e Rendez-vous mat der Firma hunn, fir ze kucken, wéi eng konkreet Impakter dat elo à court terme op d'Société huet.

D'Madamm Hartmann hat d'Fro gestallt, wéi eng Produiten zum gréissten Deel iwwert den Hafe kommen. Dat ass Masutt, also Pëtrolsproduiten, an op där anerer Säit Schrott an awer och Baumaterialien a ganz marginal och Kären.

Dee gréisste Problem, deen ee sech kéint virstellen, wier dee vum Pëtrol. Dat ass awer net esou schlëmm, vu dass just 20 % vun de Reserven am Mäerterter Hafe sinn. Déi sinn awer gutt gefëllt. Also ass do kee Problem ze erwaarden. Et gëtt op där anerer Säit och gekuckt, de Gros vu Pëtrolsproduiten iwwer Zuch oder iwwer Camionen op Lëtzebuerg ze bréngen, soudass dat doten en Impakt huet, mee net wäert zu dramatesche Situatioune féieren. Well ech erënneren hei och nach eng Kéier un dat Gesetz, wat mer virun engem Mount oder zwee Méint, mengen ech, hei gestëmmt hunn, fir déi strateegesch Reserve vu Lëtzebuerg nach eng Kéier e bësse méi no erunzekréien an och a méi Länner kënnen ze verdeelen, soudass hei den Impakt wierklech ofgefiedert ginn ass. Mir mussen awer natierlech kucken, wéi en Impakt dat elo beim Be- an Entluede vun de Schëffer op d'Société de Luxport huet. An dofir och déi Echangë muer, well do nämlech en direkten Impakt do ass.

Ech mengen, dat war et zu de Froen. D'Secteuren, déi beaflosst sinn, dat ass natierlech d'Industrie mam Schrott, well nämlech e groussen Deel vun dem Schrott, deen hei zu Lëtzebuerg ageschmolz gëtt an erëm nei verwäert gëtt, iwwert d'Schëffer kënnt. Do kucke mer eebe grad, ob Zich a Camionen dat kënne remplacéieren, zum Deel remplacéieren, a wéi mer do kënne weiderfueren. Mee natierlech wäert dat och en Impakt op de Stroosseverkéier hunn, well et wäerten elo heiduerch wärend e puer Méint méi Camionen op Lëtzebuerg kommen, entweeder fir de Pëtrol oder awer och fir de Schrott an aner Produiten, déi da méi wäerten iwwert d'Strooss respektiv, wann et geet, och iwwert den Zuch op Lëtzebuerg kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 165 vun der Madamm Paulette Lenert un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert de Conseil de gérance vun der Agence eSanté. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 165 du 10 décembre 2024 de Mme Paulette Lenert relative au Conseil de gérance de l'agence eSanté, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Erlaabt mer, eng kuerz Fro nozestellen zu enger Question parlementaire, déi ech zesumme mam Mars Di Bartolomeo eraginn hat viru Kuerzem.

D'Leit, déi d'Santéspolitick iwwert déi lescht Jore suivéiert hunn, erënnere sech, dass mer eng ganz Zäit – leider! – d'Gewerkschaft vun den Dokteren, d'AMMD, net méi present haten am Conseil de gérance vun der Agence eSanté, opgrond vun Differenzen. Mir haten nogefrot – mëttlerweil ass déi nei Regierung iwwer e Joer am Amt –, wéi d'Situatioun ass. D'Digitalisatioun vum Gesondheetssystem ass eppes, wat eis alleguerte concernéiert. An ech mengen, jiddwereen ass sécherlech bei mer, wa mer feststellen, dass et gutt wär, wa jiddwereen, deen un deem Dësch soll sëtzen, och present wär.

D'Madamm Minister huet e bësselche kuerz geäntwert gehat. Dir hutt ons gesot, et wären nach ëmmer

Pourparleren amgaangen an Dir géift hoffen, dass bis Enn des Joers dann dee Stull erëm gefëllt wär.

Eis géif interesséieren, wat fir eng Obstakelen am Moment nach do am Raum stinn. Wouriwwer diskutéiert Der nach? Dat ass eppes, wat eis géif méi am Detail interesséiere wéi just elo d'Zäitschinn. Dofir dës Fro un Iech.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och fir d'Nofro. Et schéngt och e wichtege Sujet ze sinn, well den 3. Juni 2024 krute mer scho vum Här Deputéierte Mars Di Bartolomeo eng Fro gestallt, déi wuertwiertlech esou geheescht huet: „Est-que l'AMMD a entretemps repris sa place au sein du conseil de gérance de l'agence eSanté?"

An do hu mer faktuell drop geäntwert, datt dat net de Fall wär, déi zwou Plaze wieren nach fräi. Dunn huet de 15. Oktober den Deputéierte Mars Di Bartolomeo zesumme mat der Deputéierter Paulette Lenert an hirer Intro zur Fro selwer geschriwwen: „Suite à des divergences de vues concernant les solutions en matière de digitalisation de la santé, l'AMMD s'était retirée en 2022", also virum November 2023, „du Conseil de gérance de l'Agence eSanté".

Ech kann Iech haut just nach eng Kéier déi selwecht Äntwert gi wéi déi, déi ech op d'Fro de 15. Oktober ginn hunn: datt dat eigentlech d'Decisioun vun der AMMD war, sech do zréckzezéien, datt de Ministère mat där Decisioun näischt ze dinn hat an datt de Ministère natierlech konstruktiv Gespréicher mat der AMMD huet, fir se weider an der Digitalisatioun hei am Land present ze hunn.

Hir Decisioun, ob si zréck an de Conseil de gérance vum GIE Agence eSanté ginn, wäerte si dee Moment huelen, wou si se wëllen huelen. An ech hat Iech gesot, dat wier warscheinlech virum Enn vun dësem Joer. A wann Der dozou Detailer wëllt, et kann een och ëmmer perséinlech mat der AMMD schwätzen.

D'Digitalisatioun en matière de santé leeft awer net just iwwert d'Agence eSanté, déi leeft iwwert dee ganze Secteur. Mir brauchen d'Spideeler, mir brauchen d'CNS, mir brauchen d'Agence eSanté, mir brauchen all Dokter, deen dobaussen aktiv ass, mir brauchen all Kiné, all Labo an där Digitalisatioun. An duerfir wäerte mer elo Enn dëses Joers de Startschoss ginn, de Kick-off fir déi nei Aarbechtsgruppen, déi en place gesat ginn, fir d'Digitalisatioun an der Agence eSanté weiderzeféieren, mee doriwwer eraus och am ganze Gesondheetssecteur. An do ziele mer och op d'AMMD. A si wäerten hir Decisiounen dee Moment huelen, wou si se wëllen huelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

An da komme mer zur leschter Fro vun dëser Question-Time, d'Fro Nummer 166 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert déi individuell Verpackung vu Medikamenter. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 166 du 10 décembre 2024 de M. Gérard Schockmel relative au conditionnement individuel des médicaments, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, de leschte Mount huet Lëtzebuerg fir déi véierte Kéier un der MedSafetyWeek deelgeholl. Dëst ass eng Campagne, déi zum Zil huet, d'Leit fir de richtege Gebrauch vu Medikamenter ze sensibiliséieren an esou onerwënscht Niewewierkungen ze verhënneren.

Dës Sensibiliséierung ass enorm wichteg, wann een un d'Polymedikatioun bei den eelere Patienten denkt, déi all Dag eng Panoplie vu verschiddene Medikamenter anhuele mussen.

Verschidde Medikamenter dierfen awer net gläichzäiteg ageholl ginn, well se ongënschteg matenee interagéieren. Dat kann deels schwéier gesondheetlech Konsequenze fir d'Patienten hunn.

D'Verpake vu Medikamenter an Eenzeldosen, och Blistering genannt, kann hei nëtzlech sinn. Éischtens kritt ee vun der Apdikt nëmmen esou vill Pëllen, wéi och verschriwwe goufen. Dat verhënnert eng Verschwendung vu wäertvolle Medikamenter. Zweetens kënne Pëlle passgenau fir moies, mëttes, owes oder eng spezifesch Auerzäit ofgefëllt ginn. Hei besteet kee Risiko, Medikamenter mateneen anzehuelen, déi een net zesummen anhuelen dierf. Och de Koalitiounsaccord gesäit vir, de Blistering ze promouvéieren.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch follgend Froe stellen: Wéi vill Apdikten hei am Land bidden de Blistering un? Wéi kéinten d'Apdikte beim Finanzement vum Blistering ënnerstëtzt ginn? Ass gewosst, wéi vill de Blistering fir Alters- a Fleegeheemer genotzt gëtt a wéi vill fir Patienten, déi nach doheem wunnen?

Däerzäit kréie Patienten, déi an Alters- a Fleegeheemer sinn, eng gewësse Prise en charge vun de Käschte vum Blistering. Dat, mengen ech, iwwerdréit sech awer net op Patienten, déi nach doheem wunnen. Ass hei eng Vereenheetlechung geplangt, zum Beispill iwwer en Tariff, deen e festen Tariff ass fir de Remboursement beim Blistering?

Villmools merci fir d'Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. An dann ass d'Wuert fir d'Regierung, d'Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och dem Deputéierte Gérard Schockmel fir dës Fro.

Jo, de Blistering steet am Accord de coalition an deem Sënn, datt en et erlaabt, Verschwendungen ze verhënneren an och d'Sécherheet vun der Distributioun ze garantéiere fir déi Leit, déi Polypathologien hunn.

An deem Sënn gouf och 2020 am Mee de Blistering fir d'Structures d'hébergement pour personnes âgées agefouert an dee gëtt zum Tariff vun 12,06 Euro pro Woch pro Patient vun der CNS iwwerholl.

De Moment, 2024, sinn et 23 Apdikten, déi matmaachen an deem Programm, an et si ronn 3.200 Patienten, déi dovunner profitéieren. Dobausse kann dee Blistering de Moment net vun der CNS iwwerholl ginn, well dat baséiert op engem Accord tëschent de Structures d'hébergement an der CNS.

Wann eng Persoun dobaussen dee Blistering wëllt, da kann den Apdikter dat awer natierlech offréieren. Et gëtt eebe just net vun der CNS rembourséiert, a wann, da wäert dat do och de Richtpräis sinn, mat deem den Apdikter dat offréiert.

Mir hunn awer net just de Blistering am Accord de coalition stoen; mir hunn och am Accord de coalition stoen, datt mir probéieren, am Kader vun der Assurance dépendance notamment, e Forfait anzeféieren, fir datt d'Gestioun an d'Distributioun vun de Medikamenter och bei anere Leit kënnen iwwerholl ginn. Déi Aarbechten, déi Preparatiounsaarbechte lafen. An do hoffe mer, datt mer an deenen nächste Méint kënnen e Modell en place setzen.

Fir de Rescht leeft de Prinzipp sou weider, wéi en elo de Moment do ass. D'Apdikter froen heiansdo, fir déi Tariffer à jour gesat ze kréien. Mee dat muss een am Kader och vun enger Refonte vun der Legislatioun vum Apdikter gesinn, fir dann do nach weider Efforten ze maachen.

Merci fir d'Fro op jidde Fall. Mir bleiwen dohannert. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär d'Froestonn fir haut ofgeschloss.

6. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet du quatrième rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg

Als nächste Punkt kënnt d'Interpellatioun vum Här Dan Biancalana iwwert de véierte Rapport iwwert de Mënschenhandel. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht a follgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk 7 an duerno d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Hardy an d'Madamm Djuna Bernard. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Dan Biancalana als Auteur vun der Interpellatioun. Här Biancalana.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dës Interpellatioun am Numm vun der LSAP ugefrot, well de véierte Rapport vun der Mënscherechtskommissioun dëst Joer den 29. Februar der Justizkommissioun presentéiert gouf. An de Mënschenhandel ass e Sujet, dee schonn éiweg mat der Zivilisatioun an eis Mënschen zesummenhänkt.

Wéi ech dës Interpellatioun ugefrot hunn, do hat ech se geriicht un d'Madamm Justizminister, un den Aarbechtsminister – si sinn hei –, awer och un de Bildungsminister an och un de Familljeminister. Ech hu virdrun an der Froestonn gesinn, dass se disponibel ware fir déi lescht Stonn, mierken, dass se elo net do sinn. Ech hunn eng Rei Froen awer och u si am Kader vu menger Interpellatioun. Entweeder komme se nach am Laf vun der Interpellatioun, a falls dat net de Fall ass, wär ech awer frou, wann d'Ministeren hire Ministerkolleegen aus der Regierung dann awer och déi Froe mathuele géifen, wa se net à même wären, haut hei ze äntwerten, well ech mengen, et ass en transversale Sujet.

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | De Mënschenhandel ass eng flagrant Verletzung vun de Mënscherechter. Dat kann esou consideréiert ginn. An haut, mengen ech, ass jo de Gebuertsdag vun der Déclaration universelle des droits de l'homme. Alljoers sinn ëm déi 2,5 Millioune Persoune vun dëser moderner Sklaverei betraff. An Europa sinn et ëm déi 7.000.

Nieft dem Rapport, dee mer haut hei ënnert d'Lupp huelen, hu mer awer och de GRETA-Rapport vum Europarot aus dem Joer 2022 iwwert de Mënschenhandel hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn awer och déi Europäesch Kommissioun, déi sech och eng europäesch Strategie ginn huet vum Joer 2021 bis 2025, wat d'Lutte géint de Mënschenhandel ugeet.

Et ass mer opgefall, dass déi aktuell Regierung an hirem Koalitiounsaccord een eenzege Passage iwwert de Mënschenhandel stoen huet. Si engagéiert sech, konsequent géint de Mënschenhandel virzegoen, besonnesch wat déi forcéiert Mendicitéit ugeet. Iwwert den Accueil bezéiungsweis d'Enfance, d'Jeunesse fënnt een näischt. Wa mir dat nach mam Koalitiounsaccord vun 2018 bis 2023 vergläichen, da gesäit een, dass déi lescht Regierung sech nach der Lutte géint all Form vu Mënschenhandel verschriwwen huet.

Mir haten als LSAP an eisem Walprogramm ganz kloer stoen, dass mer fuerderen, datt Aktiounen a Gesetzer géint de Mënschenhandel, sexuell Gewalt an Ausbeutung vu Leit an Nout verstäerkt an appliquéiert ginn, a mir wäerten natierlech als LSAP d'Prioritéiten, déi sech dës Regierung am Kampf géint de Mënschenhandel gëtt – oder och net –, weider um Radar halen.

„Mënschenhandel" heescht, sech enger anerer Persoun ënner Ausnotzung vu perséinlechen oder wirtschaftlechen Zwangslagen oder hirer Hëlleflosegkeet oder aus hirer Noutsituatioun eraus ze bemächtegen, dëst, fir se zu bestëmmten Zwecker, wéi ënner anerem Zwangsprostitutioun, auszenotzen. Et gëtt also verschidde Forme vu Mënschenhandel: Et gëtt déi sexuell Ausbeutung, et gëtt Zwangsaarbecht, et gëtt erzwonge kriminell Aktivitéiten – dat fält och ënnert de Mënschenhandel – respektiv Organspenden.

Bis an déi zweet Hallschent vum 19. Joerhonnert huet de Begrëff „Mënschenhandel" den Handel mat de Sklave bezeechent. A säit der Ofschafung vun der Sklaverei ass de Begrëff ausgeweit ginn an huet haut nei Erscheinungsformen um Niveau vun der organiséierter Kriminalitéit.

D'Zuelen, déi ginn eis hei zu Lëtzebuerg e kloert Signal: De Mënschenhandel ass eng Realitéit zu Lëtzebuerg a mir dierfen eis deem net verschléissen. Dofir soen ech och der Commission consultative des droits de l'homme vun déser Plaz aus Merci fir hir Aarbecht a fir hir Analys vun der nationaler Situatioun.

De Constat – an dat kann een aus dem Rapport erausliesen – am Resümmee ass kloer: Lëtzebuerg brauch méi fiabel Statistiken a muss sech méi Ressourcen a Moyene ginn. Et muss méi a Formatioun, Informatioun a Sensibilisatioun gestach gi fir déi professionell Acteuren aus alle Beräicher an awer och fir de breede Public, dëst en vue vun enger besserer Detektioun vum Mënschenhandel.

Lëtzebuerg muss awer och wëlle sech Moyene ginn, fir op där enger Säit potenziell Affer an d'Affer selwer besser ze schützen a se an hire Rechter ze stäerken an op där anerer Säit potenziellen Täter dissuasiv entgéintzewierken. D'Täter selwer mussen och e Strofmooss kréien, dat se dovunner och ofhält, weiderhi vum Mënschenhandel ze profitéieren.

D'Ramifikatioune vum Mënschenhandel, déi sinn natierlech komplex a brauchen dofir och eng national an transversal Approche. Zu Lëtzebuerg gëtt ganz sécher vill gemaach, mee nach laang net genuch. Dofir mussen, mengen ech, weider Efforten an deem Sënn gemaach ginn. An als LSAP droe mir d'Initiativen an hir Ëmsetzung, déi am Kader vun dësem Constat gemaach ginn, sécher och mat.

Här President, säit dem drëtte Rapport vun der Mënscherechtskommissioun sinn, wéi gesot, vill Efforte gemaach ginn, och säitens der Police an och vun der ITM. Dat kann ee vermierken. D'Beamten hunn d'Informatiounsbeschafung verstäerkt, wat och eng Steigerung vun de bekannte Fäll vum Mënschenhandel bedeit. Et kann een also dervunner ausgoen, datt awer och d'Donkelziffer vill méi héich ass.

A wéi gesot, wann een dat analyséiert um europäeschen Niveau, kënnt kloer eraus, dass Fraen a Meedercher am Beräich vun der Prostitutioun – dat sinn zwee vun dräi Fäll – am meeschte vum Mënschenhandel betraff sinn. An der EU-Moyenne ass all véiert Affer mannerjäreg. An effektiv si Kanner ganz vulnerabel an och Mënschen, déi a prekäre Liewensverhältnisser sinn, awer och Mënsche mat an och ouni Aarbecht wéi och Demandeurs de protection internationale a Mineurs non accompagnés. Den Täter fält et ëmmer einfach, Verspriechen ze maachen, dës Persounen aus hire Situatiounen erauszehuelen. Si gi gelackelt mat engem bessere Liewen, awer och mat Geld oder engem Daach iwwert dem Kapp. Aus vulnerabele Situatiounen, aus där Noutsituatioun eraus si si natierlech ganz Sujet vu Manipulatioun an och fir Verspriече besonnesch empfänglech.

Bon, wann ee kuckt um Niveau vun der Kollekt vun den Daten: D'Mënscherechtskommissioun stellt fest, dass d'Police ganz vill Progrèse gemaach huet, wat d'Kollekt vun den Daten ugeet. An awer schafft d'Police nach mat engem Excel-Fichier. D'Zuel vun den Donnéeën, déi kollektéiert ginn, geet ëmmer méi erop. Et muss also méi informatiséiert an och op deem Niveau nogebessert ginn. An déi Instrumenter, déi mer, mengen ech, hunn, ginn net duer.

D'Mënscherechtskommissioun lueft zwar natierlech dat Zesummeschaffen an de reegelméissegen Austausch, déi d'Police, d'ITM, d'InfoTraite, d'Direction de l'immigration an och de Parquet hunn, an dat ass och ganz gutt, mee fir eng weider Opwäertung vun der Kollekt vun dësen Donnéeën, do wär et wierklech wichteg, wéi d'Mënscherechtskommissioun et proposéiert, de Statec ze associéiere bei der Kollekt vun den Donnéeën, fir och déi méi fiabel ze hunn an och ze sinn, an awer och fir eng wëssenschaftlech Approche, mengen ech, hei mat eranzebréngen. Mir ënnerstëtzen dat als LSAP, well et d'ailleurs och an deenen aneren europäesche Länner gemaach gëtt.

Dofir och eng éischte Fro dann hei un d'Justizministesch, ob si och der Meenung ass, dass de Statec derzou bäidréit, wann e seng Expertis matbréngt, dass d'Donnéeën och verbessert an och optimiséiert ginn um Niveau vun der Kollekt. Well mer natierlech och wëssen, dass jo och d'Police, a virun allem d'Police judiciaire, momentan déi eenzeg staatlech Instanz ass, déi déi Kompetenz huet, um offizielle Wee d'Kollekt vun dësen Donnéeën ze maachen, wa se effektiv och am Kader vun der Traite agéiert, vläicht och eng zweet Fro un d'Madamm Justizminister: Gesitt Dir nach aner staatlech Instanzen, déi eng Kompetenz kréie kéinten am Kader vum Mënschenhandel? A wa jo, wéi eng?

Wann een e bëssen e Bléck werft op d'Täter an op d'Affer, do sinn d'Zuele steigend. Wann nach am Joer 2021 50 Leit zu Lëtzebuerg Affer ware vu Mënschenhandel, da waren et der 2022 77. Dat sinn Zuelen, déi steigend sinn. Dat weist natierlech och op méi detektéiert Fäll hin. Dat kann also och eng gutt Noriicht sinn an der Lutte, déi mer och deementspriechend hunn. Mee d'Proportioun vun de Frae bei den Affer läit natierlech méi héich wéi déi vun de Männer. Dat war, mengen ech, an der Vergaangenheet de Contraire. Och de Rapport ënnersträicht dat deementspriechend nach eng Kéier an et weist, dass och effektiv Frae méi Affer si vu sexueller Ausbeutung. Am Joer 2022 sinn och déi Statistiken eropgaangen, well do effektiv e Rank um Niveau vun der Exploitatioun an Appartementer – also wou et net visibel ass – gesprengt gouf an d'Täter gefaasst goufen. Bon, bei de Männer sinn d'Affer éischter an der Constructioun an am Bausecteur.

Zu Lëtzebuerg also ass awer och festgestallt ginn – an et ass e gutt Zeechen –, dass et keng Ausbeutung beim Verkaf vu Kanner an dem Organtrafick gëtt. Et ass keng festgestallt ginn. Dat wëll awer net heeschen, dass et och deementspriechend keng gëtt. An et gëtt natierlech och bei der deklaréierter Unzuel vun den Affer kee groussen Ënnerscheed tëschent deenen, déi aus europäesche Länner kommen, an deenen, déi aus europäesche Länner kommen, also, wéi gesot, keng grouss Ënnerscheeder op deem doten Niveau – wat een awer och interpelléiere kann, well mer insgesamt awer hei an Europa eng staark Legislatioun op deem Niveau och deementspriechend hunn.

Mir wëssen awer och, dass d'Affer natierlech Angscht hunn, wa se eng Initiativ huelen: Angscht viru Menacen, Angscht viru Repressalien, Angscht, dass hinnen nach weider Gewalt widderfiert. Et gëtt och eng Rei Artikelen, mengen ech, déi hei effektiv iwwert Lëtzebuerg de Sujet och suivéiert hunn an déi och ganz kloer weisen, wéi d'Situatioun och deementspriechend hei ass, well et ganz oft e Lien de subordination gëtt tëschent dem Affer an dem Täter. An dofir hu mer natierlech och eng Donkelziffer, déi ganz kloer deementspriechend hei ass.

An dofir vläicht och nach eng weider Fro un d'Madamm Justizminister: Wou si mer am Fong mat der nationaler Ëmsetzung dru vun der Direktiv, déi am Juni 2024, also dëst Joer, am Europaparlament gestëmmt gouf an déi sech am Fong enger verstäerkter Preventioun, engem verstäerkte Kampf géint de Mënschenhandel, engem verstäerkte Schutz an awer och enger Verschäerfung vun de Strofe verschreift, enger Direktiv, déi also an nationaalt Gesetz soll ëmgesat ginn? Wou si mer mat där Direktiv do drun? Ech weess natierlech, dass se nach ganz rezent ass. Mir hunn nach bis 2026 Zäit, fir se ëmzesetzen, mee wéi gesot, et wier vläicht net oninteressant ze wëssen, wou d'Aarbechten dru sinn.

Här President, wichteg Zuelen, déi een net vergiesse soll, sinn awer och déi vun den Demandeurs de protection internationale a vun de Mineurs non accompagnés. 2021 gouf et 1.249 Demandes de protection internationale. 2022 waren et der 2.268 an 2023 2.265. Am Joer 2021 koume 50 Mineurs non accompagnés op Lëtzebuerg. 2022 waren et der méi wéi 160. An ech mengen, dass ee weess, dass bei der Immigratioun d'Situatiounen natierlech ganz villschichteg kënne sinn, well d'DPIen nach an de Prozedure vun hirer Asyldemande hänken. An et ass hinnen natierlech och net méiglech, um reguläre Aarbechtsmaart Suen ze verdéngen. Dofir kënne si och geziilt vu Mënschenhändler ugeschwat ginn an natierlech och iwwert den Internet, iwwert den digitale Beräich och rekrutéiert ginn. An natierlech ass fir déi Mënsche bei d'Police goen an hirer Situatioun och net deen evidentsten an och net deen einfachste Wee, well se an enger vulnerabeler Situatioun och deementspriechend sinn.

Mir hunn natierlech awer och insgesamt déi Situatioun, dass eng ganz Rei Affer sech net ugesprach fillen. Eng Rei Affer spiere sech net als Affer, gesi sech och net als Affer, well se effektiv e Lien mam Täter hunn, e familiäre Lien mam Täter hunn, e Lien de subordination och hunn oder awer nach am Ufank och ganz frou si mam Täter, well effektiv deen hinnen iergendwéi de Virschäi gëtt, dass hien et natierlech gutt mat hinne mengt an och hinnen deementspriechend hëlleft.

Mir hunn natierlech eng Rei Outilen: d'Helpline violence.lu. Déi Websäit, déi ass natierlech och fir d'Affer vun der Traite geduecht, mee natierlech kéinten e puer Ännerungen um aktuelle Site och hëllefen, dass e méi verständlech an och méi accessibel ass. An d'Info-dpi.lu-Säit, déi ass natierlech u sech gutt, wat den informative Volet ugeet, mee do si keng Informatiounen dran iwwert d'Traite. Ech mengen, och dat sinn Elementer, déi net onwichteg sinn.

Wat d'Formatioun ugeet: Dat ass och en anert Kapitel, dat ech wollt uschwätzen. Ech mengen déi, déi eng gutt Formatioun hunn an déi Acteuren, dat sinn déi, déi am beschten an der Lag sinn, d'Affer ze identifizéieren an natierlech och déi besteeënd Formatiounen ze verdéiwen, fir effektiv och iwwert d'Rechter an d'Risike vun der Traite ze informéieren.

Bei der Direktioun vun der Immigratioun gëtt et jo en zentrale Kontaktpunkt, mee do gëtt et keng Procédure standardisée, wat d'Detektioun ugeet. Aus dem Rapport kann een erausliesen, dass et eng Vigilance individuelle gëtt vun de Beamten, also keng standardiséiert Prozedur. An ech mengen, dass mer et als LSAP wichteg fannen, dass een hei eng standardiséiert Prozedur aféiert, wat d'Detektioun vun Affer vun der Traite och deementspriechend ugeet.

Bon, ech hunn och aus dem Rapport erausgelies, dass den ONA un enger zweeter Testphas soll schaffen, fir potenziell Affer méi séier ze detektéieren. An dofir war hei d'Fro dann un den Här Minister Hahn, wou effektiv dës Testphas drun ass, wou dëse Projet och drun ass vun dëser Datebank, déi hei deementspriechend och sollt geschafe ginn. An natierlech kann een och erausliesen, dass d'CCDH och ënnerschiddlech Informatioune kritt huet. Schrëftlech huet et geheescht, dass et stattfënnt. Mëndlech huet et geheescht, dass vill Informatioune se géifen iwwerfuerderen, wann d'DPIen informéiert ginn, dass se kënnen Affer vun der Traite ginn. Do sinn also ënnerschiddlech Messagen. An dofir war dann och hei eng Fro: Wéi kann et zu géigesätzlechen Aschätzunge kommen? Säitens vum Minister wollt ech am Fong hei eng Äntwert deementspriechend kréien.

Wann ee bei d'Mineuren iwwergeet, bon, do ass d'Situatioun méi dramatesch. Do gesäit een, dass zwëschent 2010 an 2022 22 Fäll entdeckt goufen. 2022 selwer ass kee Fall opgetaucht. Et mierkt een am Fong, datt awer och vun de Gesamtfäll dat 5,6 % hei zu Lëtzebuerg ausmécht. An Europa ass d'Moyenne 25 %. Dofir, mengen ech, wär och hei d'Fro un den Educatiounsminister déi gewiescht: Ass d'Donkelziffer héich? Ass effektiv deen Taux reellement esou niddreg, déi 5,6 %, oder ass et éischter eng Fro vun der Donkelziffer, déi net erfaasst gëtt, wann ee weess, dass et hei 5,6 % ass an d'Moyenne an Europa deementspriechend 25 %?

Mir wëssen awer och, dass et verschidde Plan-d'action-nationalle gëtt: de PAN ronderëm de Mënschenhandel an och ronderëm d'Kannerrechter, de PAN Handicap an de PAN Lutte contre la traite. An do ass, mengen ech, d'Fro, déi sech stellt, vläicht eng Fro un d'Madamm Justizminister: Wéi kann een déi verschidde Pläng, déi de Moment do sinn, déi Plans d'action, besser matenee vernetzen an och transversal gestalten am Kader vun der Lutte géint de Mënschenhandel? A misst de Comité interministériel net do am Fong déi néideg Impulser ginn, fir dat dann och deementspriechend ze maachen?

Wa mer nach e bësse bei de Mineure bleiwe respektiv bei de Mineurs accompagnés: Do gesäit een, dass d'Mineurs accompagnés ëmmer méi jonk ginn. Bon, wat positiv ass: Um Niveau vum Accueil ass ze vermierken, dass den ONE sech do effektiv lues, awer sécher der Prise en charge unhëlt, dat och vum ONA am Fong iwwerhëlt. Ech mengen, et ass och eng positiv Entwécklung, dass manner Jonker an hirer Asyldemande verschwannen. An dofir, mengen ech, war och hei eng Fro un den Educatiouns- a Familljeminister, wéi eng weider Instrumenter eis nach zur Verfügung sti fir eng méi geziilt Prise en charge vun de Mineurs accompagnés, wa se hei op Lëtzebuerg och deementspriechend kommen.

Mir wëssen awer och, dass et eng ganz Rei Mineurs non accompagnés gëtt, déi an der Unisec sinn. Dofir vläicht och d'Fro: Wéi ginn déi jonk Mineurs non accompagnés an der Unisec effektiv encadréiert, wa se bis do si respektiv wa se se verloossen oder wa se bis 18 Joer hunn? Wat ass do déi Offer, déi hinnen zur Verfügung steet? Déi klassesch Offer vum betreite Wunne fir Jonker, de SLEMO, ass vläicht net onbedéngt hire spezifesche Besoine mat engem Fluchttrauma ugepasst. Gëtt et do aner Moyenen, déi deementspriechend en vigueur sinn? Ech mengen, och dat war eng Fro, déi ech hei wollt stellen.

Här President, jo, d'Onlinerekrutéierung kënnt ëmmer méi op a biergt Geforen an och Risiken. Dat wësse mer. An ech mengen, dass déi Geforen a Risiken no der Pandemie an d'Luucht gaange sinn. Si sinn am Fong en Närbuedem fir Ausnotzungen an och Manipulatiounen. Dofir och hei eng Fro un d'Justizministesch: Ass et bekannt, op wéi eng Mëttele respektiv op wéi eng Technologien zeréckgegraff gëtt? A wéi stelle sech déi staatlech Strofverfollgungsinstanzen och op, fir deem entgéintzewierken?

Well wann een och e bësse kuckt, misst a soll Lëtzebuerg sech, mengen ech, eng national Strategie ginn, déi géint d'Traite virgeet, och am digitale Beräich. A mir hu jo hei zu Lëtzebuerg awer ganz kloer déi Chance, dass déi europäesch Coordinatrice géint de Mënschenhandel – dat ass d'Madamm Schmitt – eng Lëtzebuergerin ass an dass een och an deem Kader sécherlech op hir Expertis zeréckgräife kéint, fir deen nationale Plang an deen europäesche Plang mateneen ofzestëmmen an och méi spezifesch op Lëtzebuerg effektiv moosszeschneideren.

An dofir och hei d'Fro: Gëtt de Moment un enger nationaler Strategie geschafft? Gëtt un engem nationale Plang geschafft? An och an deem Kader: Wéi sinn d'Iwwerleeungen – well och dat, mengen ech, ass eng Demande, eng Recommandatioun vun der Mënscherechtskommissioun –, fir en nationale Coordinateur anzesetzen? Ass déi doten Iddi ëmsetzbar?

En nächste Punkt, Här President, zu deem ech komme wäert, dat ass natierlech d'ITM. D'ITM ass e ganz, ganz wichtegen Acteur am Kampf géint de Mënschenhandel, notamment am Bausecteur an am Horeca-Beräich. De viregte Rapport huet festgestallt, dass d'Tendenz do weider zouhëlt. An am stäerkste betraff – och dëse Rapport bekräftegt dat – sinn de Bausecteur an natierlech den Horeca-Beräich, awer och den Travail domestique. Ech mengen, dat kann ee ganz kloer erausliesen. Dat ass en Deel, deen net esou entdeckt gëtt, also oft éischter onentdeckt bleift. Ech mengen, et ass awer och wichteg, e bessert Verständnis fir déi Grënn ze kréien, firwat déi Affer net esou detektéiert ginn. An natierlech missten och d'Sanktioune vis-à-vis vun den Täter iwwerschafft ginn. Ech mengen, enger Rei Recommandatiounen, déi virleien, schléisse mer eis als LSAP un, well et geet virun allem och drëms, Strofen ze schwätzen, déi en dissuasive Charakter hunn.

Dofir vläicht och eng Fro hei un den Aarbechtsminister: Wat gëtt et fir zousätzlech Moyenen, déi ee sech ka ginn, fir méi Kontrollen an deene Beräicher ze maachen a méi spezifesch an deenen, déi net esou visibel sinn, zum Beispill dem sougenannten „Domaine domestique"?

Zwee Volete si menger Meenung no wichteg: Éischtens sollen an Zukunft Fäll vu Mënschenhandel besser erfaasst kënne ginn an zweetens muss een natierlech och Täter respektiv potenziell Täter an hiren Akten decouragéieren, soudass am Fong Fäll vu Mënschenhandel net opkommen. An der Praxis mierkt een awer och, dass leider legal Aarbechtskontrakter och mol abusiv ausgeluecht ginn. Do ass d'Mënscherechtskommissioun der Meenung – an do schléissen ech mech un –, dass, fir dëst ze verhënneren, eng besser Zesummenaarbecht zwëschent dem Centre commun de la sécurité sociale an der ITM sollt stattfannen, fir dat méi ze koordinéieren.

An dofir och hei vläicht eng Fro un den Aarbechtsminister: Kann esou eng systematesch Zesummenaarbecht an Ofstëmmung tëschent der ITM an dem Centre commun och deementspriechend zu méi Detektioune féieren?

Et wier och wichteg, datt d'ITM méi staark Kompetenzen a punkto Mënschenhandel kritt. Dat géif hinnen och d'Méiglechkeet ginn, fir Recherchen ze maachen an deementspriechend och Infraktiounen ze constatéieren.

An dofir och hei d'Fro un den Aarbechtsminister: Kéint Dir Iech virstellen, dass d'ITM méi staark Kompetenzen an der Lutte géint d'Traite kritt? Respektiv wier et eng Méiglechkeet ze iwwerpréiwen, de Beamten d'Attributioun vum Officier de police judiciaire ze ginn? Dat géif jo dann och d'PJ entlaaschten an hirer Aarbecht an d'ITM méi responsabiliséieren.

Wann ech elo op de juristesche Kader aginn, an deem mer eis beweegen, hu mer, mengen ech, eng ganz Panoplie vu Gesetzer, déi eis begleeden an der Lutte géint de Mënschenhandel. Mir hunn eis do en adequat Arsenal ginn. Dat huet 1999 ugefaangen, d'2009er Gesetz vervollstännegt et. Vun 2023 sinn Dispositiounen, déi mer am Haus hei gestëmmt hunn, géint de sexuellen Abus an d'sexuell Ausbeutung vu Mannerjäregen. Mir hunn den Artikel 382-1 vum Code pénal, deen och d'Traite ganz kloer definéiert. Et muss eng Aktioun ginn an et muss och eng Exploitatioun stattfannen.

Mee nieft dem juristesche Kader gëtt et natierlech och de Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains. Dëse Kommitee steet ënnert der Leedung vum Justizministère. Do sinn natierlech och nach eng ganz Rei aner Acteuren dran, wéi den ONA, de Parquet, d'Police, wéi gesot.

An dofir d'Fro hei un d'Justizministesch: Kënnt dëse Kommitee nach zesummen? Wéi oft kënnt en zesummen? A wat sinn déi Theemefelder, un deenen en de Moment schafft?

Här President, ech wëll och nach, wa mer bei der Strofverfolgung bleiwen am penale Kader, op d'Geriichter agoen. Ech mengen, en Acteur, deen an dëser Diskussioun net däerf vergiess ginn, dat sinn d'Geriichter, well si hu wierklech e ganz staarken dissuasive Poids, deen een net ënnerschätzen däerf am Kampf géint de Mënschenhandel. Leider ass d'Zuel vun den Dossieren an den Affären net proportionell zu den allgemengen Zuele vun de Fäll vum Mënschenhandel. An och d'Mënscherechtskommissioun analyséiert dat. Do gesäit een: Tëschent 2013 an 2022 waren 19 Affären an der sexueller Exploitatioun an dovunner 5, déi zu Verurteelungen an der Traite gefouert hunn. Bei der Aarbechtsexploitatioun gouf et bis elo wéineg geriichtlech Decisiounen. Fir d'Joren 2021 an 2022 waren et 3 Affären. An d'Dauer vun de Prozesser ass zwëschent 13 Méint an zwee Joer an aacht Méint. An enger QP, déi ech mam Kolleeg Claude Haagen am Mäerz gestallt hat, krute mer och d'Äntwert, dass et aktuell am Joer 2023 6 Verurteelunge wéinst Exploitation sexuelle gouf a keng duerch d'Aarbecht. Voilà, ech mengen, dat ass de Fakt, dee mer de Moment hunn.

Fir eis als LSAP ass den Accès zu der Justiz e wichtegt Element. An och am GRETA-Rapport kann een erausschielen, dass déi legal Hëllef e wichtegen Aspekt ass par rapport zu den Affer, déi déi och deementspriechend musse kréien.

Et mierkt een awer och bei den Affer, notamment deenen, déi dann um Geriicht sinn, dass oft dann d'Adress vum Foyer drasteet. An dofir och hei déi Demande vun der Mënscherechtskommissioun, ob een hei net misst d'Anonymat an de Virdergrond setze respektiv eng aner Adress, eng Adresse de référence, fir d'Affer ze schützen, och wann et an engem Foyer ass.

Mee de Constat, deen een awer och mécht par rapport zur Rechtsspriechung, wa se da stattfënnt: Et si méi Sursis-simplen, déi geschwat ginn, e puer Geldstrofen, awer kee Sursis probatoire, wou Konditiounen dra sinn, notamment och vun enger Indemnisatioun, wou en zousätzlechen Drock vis-à-vis vum Täter oprechterhale bleift a wou am Fong och deementspriechend en Damoklesschwäert do ass. An et mierkt een, dass déi am Fong ganz wéineg geschwat ginn. Also ass eng grouss Diskrepanz tëschent der héijer Unzuel vun Affären, déi vun der Police judiciaire opgemaach ginn – 112 Affären tëschent 2013 an 2022 –, an der Unzuel vun de jugéierten Affären. Ech mengen, dass dat een net ka kal loossen. Also och hei d'Wichtegkeet vun der Kooperatioun tëschent deene verschiddenen Acteuren, der Police, der ITM, dem Parquet an de Geriichter, fir an der ganzer Chaîne déi richteg dissuasiv an och repressiv Messagen ze gi vis-à-vis vun den Täter an och vis-à-vis vum Schutz vun den Affer.

An ech mengen, och do ass et wichteg – an do kënnt Lëtzebuerg net derlaanscht –, sech en Zeieschutzprogramm ze ginn. Och do hat ech eng QP un d'Madamm Justizminister gestallt. Dir hat do geäntwert, dass Dir de Moment amgaange sidd, d'Acteuren ze consultéieren an dass Dir Iech um belsche Modell orientéiert.

Dofir och d'Fro: Dir hutt net ausgeschloss, esou e Modell anzeféieren hei zu Lëtzebuerg. Wou sinn de Moment déi Consultatiounen drun? Wou sinn d'Demarchen drun? A gëtt e Gesetz an déi dote Richtung deposéiert?

Här President, jo, Preventioun a Sensibilisatioun si ganz, ganz wichteg Schrauwen an der Traite, un deenen een deementspriechend och dréie muss, well d'Identifizéierung vun den Affer, mengen ech, muss vun den Acteuren esou fréi wéi méiglech gemaach ginn, fir dass keng Ausbeutung stattfënnt, fir datt déi Detektioun och Realitéit gëtt. Ech mengen, hei zu Lëtzebuerg gi vill Efforten op deem Niveau gemaach. Et ginn och ganz vill Formatioune gemaach an déi dote Richtung. A wéi gesot, och de Comité de suivi, konnt een erausliesen, schafft un deenen dote Punkten, wat ganz wichteg ass.

Et konnt een awer och erausliesen, dass anscheinend de Comité de suivi un engem zweete Plan d'action national de lutte contre la traite géif schaffen. Ech hat virdrun d'Fro gestallt: Wat mécht en aktuell? Schafft en effektiv de Moment drun? Wat sinn d'Komponente vun deem zweete Plang? A wéini géif deen och deementspriechend presentéiert ginn? A sinn och nach weider Formatioune geplangt, déi en dissuasive Charakter hunn?

Ech kommen awer och net derlaanscht, e puer Wierder iwwert d'Mendicité forcée ze verléieren, well och dat e Bestanddeel ass vum Rapport vun der Mënscherechtskommissioun, e Volet, dee mir als LSAP an der ganzer Diskussioun vermëssen, well si natierlech bei der forcéierter Heescherei och oft Affer vu Mënschenhandel sinn. Dat gouf nach eng Kéier ënnerstrach. An natierlech ass et och wichteg, de potenziellen Affer vu Mënschenhandel an deem Beräich ze hëllefen. Bei der aktueller Situatioun, mengen ech, huet ee jo gesinn, wat d'Regierung ënnerholl huet respektiv och wat um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg geschitt ass.

Mee d'Mënscherechtskommissioun ass och der Meenung – an dat muss ee soen –, dass ee mat enger Opstockung vun de Ressourcen dat muss weiderdreiwen um Niveau vun der Police an och vum Parquet an dass een natierlech och déi Leit, déi Affer si vun der Mendicité forcée, muss schützen an net bestrofen. Dat ass sécherlech net d'Léisung. Mee et muss een natierlech éischter d'Hannermänner ... Si sollen d'Zil sinn. Si solle bestrooft ginn, och wann dat natierlech hannendrun och eng gewësse Komplexitéit um Niveau vun der Strofverfollgung mat sech bréngt.

Dofir och nach eng Kéier hei d'Fro un d'Justizministesch: Wéi ass geplangt, mat der forcéierter Heescherei ëmzegoen, besonnesch a punkto Mënschenhandel? Wat sinn do d'Äntwerten, déi d'Regierung wëllt ginn?

Här President, ech kommen elo zur Konklusioun. De Rapport vun der Mënscherechtskommissioun ass voluminéis an e geet op déi komplex Facettë vum Mënschenhandel an. An et mierkt een awer och, an dat ass e bëssen de roude Fuedem an dësem Rapport, dass natierlech d'Indemnisatioun vun den Affer e bëssen den – entre guillements – „parent pauvre" ass. Ech mengen, dat kënnt ëmmer e bëssen ze kuerz. Wéineg Affer hu se ugefrot. Wéineg Affer ginn och bestäerkt, dat unzefroen. D'Situatioun bleift do largement onverännert. An ech mengen, et ass och wichteg, dass een déi Indemnisatioun och vum Depot vun enger Plainte entkoppelt, wat den Affer erspuert, och nach e Prozess virum Aarbechtsgeriicht lasszetréppelen, wann dat Ganzt am Kader vun engem Contrat de travail stattfënnt.

An dofir hei d'Fro un d'Madamm Justizminister: Kéint Der Iech esou Prozedure virstelle vun enger Indemnisatioun vun den Affer, déi direkt stattfënnt a wou ee sech herno bei den Auteuren, wa se verurteelt ginn, effektiv déi Suen och deementspriechend zeréck siche geet?

De Mënschenhandel ass e ganz, ganz vaste Sujet. Ech mengen, de Ball läit sécherlech och bei der Regierung, fir eng Rei Initiativen ze huelen um gesetzleche Plang, mee d'Chamber ass och e ganz, ganz wichtegen Acteur. An dofir wollt ech och am Numm vun der LSAP eng Motioun an och eng Resolutioun deposéieren, déi och d'Kolleege vun déi Lénk a vun déi gréng ganz kloer matdroen.

Als Éischt eng Motioun, wou mer d'Regierung am Fong hei invitéieren, eng ganz Rei Punkten, eng ganz Rei Recommandatiounen, ëmzesetzen, déi d'Mënscherechtskommissioun an hirem Rapport niddergeschriwwen huet. Et sinn der eng ganz Rei, mee ech mengen, dat hei sinn der, déi éischter iwwergräifende Charakter hunn, sief et e Plan national, e Coordinateur national um Niveau vun der Preventioun, Formatioun en vue vun der Detektioun, Sensibilisatioun, standardiséiert Approchen, dass och d'Rechter vun den Affer an och vun de Mineure gestäerkt ginn, dass een och soll studéieren, ob Beamte vun der ITM d'Qualitéit vum OPJ solle kréien, den Zeugenschutzprogramm, wéi gesot, awer och, dass d'Kollekt vun den Donnéeën op méi enger wëssenschaftlecher Basis soll reposéieren, an och dass natierlech och fir d'Affer um Niveau vun de Foyeren d'Adress eng aner soll sinn am Kader vum Prozess. Ech mengen, dat sinn effektiv déi Elementer, déi hei an der Motioun sinn, déi ech hei da wéilt deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu le 4e rapport sur la traite des êtres humains pour les années 2021-2022, établi par la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché de Luxembourg ;

– vu le 3e rapport d'évaluation sur le Luxembourg du GRETA (Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains) ;

– vu la législation nationale ainsi que le cadre pluridisciplinaire en place au Luxembourg ;

– notant les recommandations formulées dans les deux rapports susmentionnés en vue d'apporter des solutions concrètes aux problématiques liées à la traite des êtres humains au Luxembourg ;

– constatant l'absence d'un programme de protection des témoins au Luxembourg, notamment pour ceux intervenant dans le cadre de la traite des êtres humains ;

– constatant également l'absence de compétences explicites permettant à l'Inspection du travail et des mines de conduire directement des enquêtes en matière de traite des êtres humains ;

– constatant la quasi-absence d'études scientifiques approfondies sur ce phénomène au Luxembourg ;

– observant le faible nombre de demandes d'indemnisation introduites par les victimes de la traite auprès des cours et tribunaux luxembourgeois ;

– sachant que la mise en œuvre de telles mesures renforcerait la protection des victimes, tout en améliorant l'efficacité des autorités dans l'identification et la prise en charge des cas de traite des êtres humains,

invite le Gouvernement à

– mettre en place un coordinateur national de lutte contre la traite des êtres humains ;

– se doter d'un nouveau Plan d'action national transversal de lutte contre la traite des êtres humains ;

– développer et intensifier les efforts de prévention pour assurer une action plus dissuasive et pour décourager la demande favorisant la traite dont celle en ligne ;

– contribuer à une meilleure protection des salariés contre la traite dont ceux en séjour irrégulier ou en situation irrégulière ;

– mettre en place des dispositifs standardisés permettant de mieux détecter les victimes de la traite ;

– renforcer le droit des mineurs et témoins dans le cadre de la procédure pénale ;

– investir des ressources et moyens supplémentaires dans le domaine de la traite des enfants ;

– procéder à l'instauration d'un programme de protection des témoins dans la législation nationale ;

– étudier la possibilité d'attribuer aux agents de l'ITM la qualité d'officier de police judiciaire ;

– étendre les offres de formation et de sensibilisation aux différents acteurs impliqués dans la lutte contre la traite des êtres humains ;

– mettre en place un système de bases de données et de statistiques résilient au profit de la Police grand-ducale permettant des études scientifiques approfondies ;

– entamer les démarches permettant aux victimes au procès pénal d'indiquer une adresse de référence au lieu de celle du foyer d'hébergement pour victimes ;

– analyser la possibilité d'introduire un mécanisme permettant au Gouvernement d'assurer le paiement immédiat des indemnisations aux victimes de la traite des êtres humains.

(s.) Dan Biancalana, Marc Baum, Djuna Bernard.

M. Claude Wiseler, Président | Merci Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Wannechgelift. An da wéilt ech och eng Resolutioun hei deposéieren, och am Numm vun der LSAP, déi och d'Kolleegen hei vun déi Lénk a vun déi gréng

ënnerstëtzen. Et geet ëm d'Aart a Weis, wéi mer mat dësem Rapport ëmginn, deen all zwee Joer vun der Mënscherechtskommissioun gemaach gëtt. Dee gëtt all zwee Joer gemaach. Et mierkt een, dass et e voluminéisen Dossier ass, dee ganz transversal ass. A mir fannen, dass et ze schued ass, et iergendwelcher Initiative parlementaire ze iwwerloossen, ob dee Rapport hei thematiséiert gëtt oder net, ob Question-parlementairen driwwer gestallt gi sécherlech, mee ob eng Interpellatioun oder net stattfënnt, an dass am Fong e Mechanismus soll agefouert ginn, dee méi zu engem Automatismus féiert, wat de Rapport hei vun der Mënscherechtskommissioun ugeet, an dass mer eis uleene par analogie un d'Verfaren, un d'Aart a Weis, wéi mer mam Rapport vum Ombudsman schaffen. Dee gëtt presentéiert. Dee gëtt duerno an deene verschiddenen zoustännege Kommissioune presentéiert, diskutéiert, debattéiert. An duerno kënnt en dann hei an d'Plenière zréck, et gëtt e Rapport driwwer gemaach an d'Parteien hei am Haus kënnen dozou Stellung huelen.

Duerfir deposéieren ech déi Resolutioun, dass d'Chamber dee Mechanismus aféiert, fir sech dann och där Wichtegkeet vun dësem Rapport systematesch unzehuelen a systematesch en Debat hei an dësem Haus iwwert de Kampf géint de Mënschenhandel ze féieren. An ech deposéieren dann och dës Resolutioun an ech wär um Schluss vu menger Interpellatioun.

Merci.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– vu la présentation annuelle du rapport d'activité de l'Ombudsman dans toutes les commissions parlementaires concernées, suivie d'un débat sur le rapport en séance plénière ;

– vu le caractère transversal du rapport de la Commission consultative des droits de l'homme sur la traite des êtres humains, qui aborde des domaines variés tels que la justice, la procédure pénale, la jeunesse et l'enfance, la migration, le travail, l'égalité des genres, l'économie, l'éducation et les affaires étrangères ;

– considérant la volonté du Gouvernement de poursuivre et d'intensifier la lutte contre la traite des êtres humains ;

– considérant que ce sujet requiert une prise de conscience collective et une visibilité accrue afin de renforcer les efforts de prévention et de sensibilisation,

décide de

– inviter la Commission consultative des droits de l'homme à présenter son rapport biannuel sur la traite des êtres humains au Luxembourg devant toutes les commissions parlementaires concernées ;

– organiser la présentation et le débat autour du rapport biannuel de la Commission consultative des droits de l'homme sur la traite des êtres humains de manière analogue au débat sur le rapport d'activité de l'Ombudsman.

(s.) Dan Biancalana, Marc Baum, Djuna Bernard.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

Da wär d'Wuert fir den éischten ageschriwwene Riedner, an zwar den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech wéilt fir d'éischt am Numm vu menger Fraktioun soen, datt mer déi Initiativ vum honorabele Frënd Dan Biancalana begréissen, fir eis hei iwwert dëse Rapport auszetauschen. An ech mengen, ech kann och schonn esou d'Spannung huelen a soen, datt mer déi Resolutioun, déi en elo grad deposéiert huet, och wäerten ënnerstëtzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Eng Interpellatioun, déi natierlech geet iwwer e Rapport, deen de Bilan zitt iwwer eng Zäit, wou dës Ministeren, déi haut hei sinn, an hir Kolleegen, nach net an der Verantwortung waren.

Merci besonnesch awer och der Mënscherechtskommissioun fir hir detailléiert Aarbecht, fir dëse Rapport, fir hir Analys an och fir hir Konklusiounen.

Am Februar dëst Joer hu mer dëse Rapport an der Kommissioun vun der Justiz virgestallt kritt. An ech ka mech nach ganz gutt un déi Kommissioun erënneren, well ech duerno rose war. An dat war jo dann eng Emotioun. An ech war net rosen iwwert de Rapport, mee ech war rosen iwwert dat, wat zum Deel do als Konklusioun erauskomm ass.

Ech wëll mech an dëser Interventioun elo op e puer Punkte limitéieren oder konzentréieren, déi och an dëse Konklusiounen opgegraff goufen a wou eiser Meenung no elo prioritär misst ugesat ginn.

Mënschenhandel an Ausbeutung vu Mënschen ass wuel mat dat Abominabelst, wat mer eis alleguerte kënne virstellen. A Mënschenhandel ass net ze toleréieren, néierens op der Welt an och net hei bei eis!

Den Här Biancalana huet et schonn ugeschwat: 127 Fäll an de Joren 2021/2022, also deem Zäitraum, deen dëse Rapport gekuckt huet. 127 Fäll am Grand-Duché sinn 127 Fäll ze vill, mee et ass ze fäerten, datt déi Donkelziffer méi héich ass.

Datt et, wéi am Rapport ervirgehuewe gouf, zu wéineg Verurteelunge koum, datt en plus dacks Sursis accordéiert gouf, ass fir eis schwéier nozevollzéien. Mir kennen allerdéngs net d'Detailer vun dësen Affären. An et géif eis jo och net zoustoen, wa mer déi Detailer géife kennen, se hei ze kommentéieren oder déi Urteeler a Fro ze stellen. Wat mer allerdéngs kënne maachen a wat mer musse maachen, ass, eis d'Fro ze stellen, ob de Code pénal an d'Prozedur eisem politesche Wëllen nach entspriechen.

D'Mënscherechtskommissioun huet d'Affären analyséiert, déi an de Joren 2013 bis 2022 vun de Geriichter tranchéiert goufen. An d'Kommissioun zitt aus dëser Analys e Fazit, deen eis muss alarméieren: De Mënschenhandel wier e lukratiivt Geschäft fir d'Täter an eng desastréis Affär fir d'Affer. Nëmmen 8 vun 135 Affer kruten eng Entschiedegung zougesprach an da war déi och nach disproportionéiert zur Ausbeutung, déi se hu missen iwwer sech ergoe loossen. Par contre géif kaum de Benefiss a Betruecht geholl ginn, deen den Auteur aus der Ausbeutung vun deene Leit gezunn huet, och net fir d'Gravitéit vun der Infraktioun ze appreciéieren.

48 Täter goufe wéinst Mënschenhandel condamnéiert. Bei 24 goufe Circonstances aggravantes zréckbehalen. An all d'Affäre goufen dekriminaliséiert. Mat Ausnam vu Cabareten, wou et zu sexueller Ausbeutung koum, gouf keng Fermeture vun engem Etablissement geschwat an et koum och net zu Beruffsverbueter oder Konfiskatiounen. Bei der Aarbechtsausbeutung goufe Strofen ëmmer mat Sursis beluecht. Méi oder manner tëschent den Zeile liest sech also och eng Kritick vun der Kommissioun, dass d'Geriichter méi Versteesdemech fir d'Täter opbréngen a sech manner mat der Situatioun vun den Affer auserneesetzen.

Dëse Constat vun der Mënscherechtskommissioun iwwert d'Jurisprudenz vun de leschte Jore schéngt eis net de Wëlle vum Legislateur erëmzespigelen. A mir hate schonn an der Kommissioun vun der Justiz ugereegt, fir d'Jurisprudenz ze analyséieren an och d'Applikatioun vun de Strofen ze hannerfroen.

Besonnesch well de Rapport bemängelt, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, Statistiken iwwert déi Poursuitten a Condamnatiounen ze kréien, ass d'Fro, ob de Ministère déi Appreciatioun elo deelt, souwuel déi vun der Kommissioun wéi déi vun der Justizkommissioun, oder ob aner Konklusioune gezu goufen. Sinn eis Texter kloer genuch fir souwuel d'Enquêteure wéi och d'Riichter, fir hinnen déi néideg Handhab ze ginn, fir d'Ausbeutung vu Mënsche kënnen zilsécher ze poursuivéieren an ze bestrofen? Ass op dësem Niveau an de leschte Joren esou eng Analys gemaach ginn?

D'Mënscherechtskommissioun recommandéiert elo, e Coordinateur anzesetzen, dee géint de Mënschenhandel soll virgoen. Allerdéngs ass et jo awer esou, datt de Justizministère schonns zanter enger Rei vu Joren e Comité de suivi presidéiert, wou genau all déi Acteure scho beienee sinn a vertruede sinn.

Eis Fro wär elo un d'Madamm Minister, wéi eng Appreciatioun si no deenen éischte Méint vun dësem Comité de suivi huet. Wéi eng Andréck hutt Der dovunner gewonnen? Wéi dacks ass en och am Zäitraum vum Rapport zesummekomm? Wéi schätzt Der dat an? A kommen aus dem Kommitee selwer och Verbesserungsvirschléi?

Här President, bei der Lektür vum Rapport kéint een zum Schluss kommen, datt bei deenen impliziéierten Instanzen e méi ausgepräägte Wëllen zur Kooperatioun an zum Informatiounsaustausch net kéint schueden. Mir bezweifelen op där anerer Säit awer, datt d'Äntwert op Schwaachstelle bei eis am Land ëmmer méi Moyenen an ëmmer méi Leit musse sinn. Et mussen och kënne Prioritéite gesat ginn an et muss sech och kënne fokusséiert ginn. An natierlech däerf de politesche Wëllen och net op allen Niveaue feelen. Wann d'Immigratioun an den ONA hir Aarbecht gutt maachen, dierft fir d'Police an d'ITM manner ze kontrolléiere bleiwen.

An d'Fro ass jo gestallt ginn, ob d'Missioun vun der ITM an dësem Kontext net sollt ausgebaut a verstäerkt ginn. D'Zuele vu Mënschenhandel an der Aarbechtswelt sinn erschreckend héich, virun allem an der Gastronomie an am Bausecteur. Et geet elo net drëms, déi zwou Branchen hei un de Pranger ze stellen, mee et muss awer drëm goen, déi haart ze bestrofen, déi sech schëlleg gemaach hunn.

Mir verschléissen eis net enger Upassung no uewe vum Strofmooss an der Aussetzung vum Sursis bei de verurteelten Täter vu Mënschenhandel. An an deem Sënn kann ee sech och Gedanke maachen, ob den Artikel 195-1 vum Code de procédure pénale net sollt iwwerduecht ginn. Mir fannen och, wann een iwwerfouert gouf, mussen haart Konsequenze kommen. „Null Toleranz" muss heeschen: „Dann ass de Buttek zou." Dat selwecht muss och gëllen, wann Eenzelner mengen, se kéinten aner Mënsche benotzen, fir hire Stot an d'Rei ze bréngen. Wien d'Dignitéit vun anere Mënsche mat Féiss trëppelt, däerf a soll virum Gesetz net mat Versteesdemech rechnen!

D'Mënscherechtskommissioun weist op d'Wichtegkeet vun der grenziwwerschreidender Kooperatioun hin. Am Kader vum Benelux goufen éischt Efforten an deem Sënn gemaach. An et kann eis och net egal sinn, wéi d'Situatioun iwwer eis Grenzen ewech ass, wéi se an aneren EU-Staaten ass. An et ass eis net egal, ënner wéi enge Konditioune Mënschen an Drëttstaate schaffe mussen, fir Produiten oder Servicer ze liwweren, déi mir hei consomméieren.

All Eenzelnen, all eenzelne Konsument, muss natierlech responsabel sinn, mee eleng beim Konsument

dës Responsabilitéit ofzeleeën, ass och net richteg. Wie produzéiert oder produzéiere léisst, huet och eng Responsabilitéit, datt dat am Respekt vun de Mënscherechter geschitt. Dee Respekt muss och kënnen agefuerdert ginn. Zur fräier a sozialer Maartwirtschaft gehéiert och, datt de Mënsch fräi ass. Sklaverei a Mëssuechtung vun de Mënscherechter sinn net vereinbar mat engem fräien a soziale Maart.

An deem Sënn huet d'Europaparlament dësen Abrëll e Reglement ugeholl, wat den Import an Export vu Produite soll verhënneren, déi duerch Zwangsaarbecht hiergestallt goufen. Datt Liwwerkette komplex kënne sinn, steet ausser Zweifel. Datt d'Entreprisen net mat onsënnegem administrativen Opwand solle belaascht ginn, ass och richteg. Mee et gëtt sécher e Wee, fir béid Uleiesse mateneen ze verbannen. Ob d'Liwwerkettendirektiv vum 13. Juni vun dësem Joer allerdéngs e wierksaamt Instrument wäert sinn an dësem Kontext, dierf ee kritesch gesinn.

Här President, wien aus dem Leed vun anere wëll Profitt schloen, muss zur Rechenschaft gezu ginn. Wien eng Noutsituatioun ausnotzt, fir e Mënsch zur Prostitutioun ze zwéngen oder doraus en Notzen zitt, muss haart bestrooft ginn. D'Europaparlament huet zu Recht zréckbehalen, datt och eng erzwonge Leihmutterschaft eng Aart vun Ausbeutung vun anere Mënschen ass, déi ënner Strof soll gesat ginn.

Här President, mir hunn an de leschte Joren e Kader geschaf. International ginn eis Efforten och unerkannt. Mir sinn der Meenung, datt all Mënsch zielt. All Eenzelnen zielt. An dofir ass all Fall vun Ausbeutung, all Fall, wou d'Dignitéit vun engem Mënsch verletzt gëtt, e Fall ze vill. Mir zweifele manner wéi mäi Virriedner um Engagement vun dëser Regierung, fir géint de Mënschenhandel virzegoen, an d'Madamm Minister kann op eis voll Ënnerstëtzung zielen, wa se haart wëll géint de Mënschenhandel virgoen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een u Mënschenhandel denkt, kéint ee mengen, dass dëst e Problem ass, deen haaptsächlech aner Länner, wäit ewech vu Lëtzebuerg, concernéiert. D'Wourecht ass leider awer eng aner: Och hei zu Lëtzebuerg ass Mënschenhandel eng Realitéit. An dofir wëll ech virop dem Dan Biancalana Merci dofir soen, dës Interpellatioun zu dësem Sujet och ugefrot ze hunn.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Dës modern Zort vu Sklaverei ka sech ënnert de verschiddenste Forme manifestéieren: duerch Zwangsaarbecht, sexuell Exploitatioun, forcéiert Mendicitéit an esou weider. Vu dass Mënschenhandel esou facettëräich ass, ass et ëmsou méi schwéier, de Problem effikass am Alldag ze bekämpfen. All dës Praktiken hunn awer eppes gemeinsam: Si stellen eng gravéierend Verletzung vun der Dignitéit vum Mënsch a vu senge fundamentale Rechter duer.

Am meeschten, ewéi sou oft, wann et ëm Abuse geet, trëfft et déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft: virun allem Fraen a Kanner. Wat nach méi erschreckend ass: Laut EU-Statistiken ass all véiert Affer vum Mënschenhandel e Kand. Mee och Männer bleiwen net verschount. Besonnesch am Bau gëtt dacks vun der Vulnerabilitéit vu verschiddene Leit profitéiert, déi ënner schlechte Konditiounen agestallt a schaffe gelooss ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Fazit aus dem véierte Rapport iwwert de Mënschenhandel vun eiser Commission consultative des droits de l'homme, kuerz CCDH, ass kloer: D'Zuel vun den Affer ass tëschent 2021 an 2022 op en Total vun 127 geklommen – eng bedeitend Erhéijung am Verglach zu de Joren 2019 an 2020, wou d'Zuelen nach bei 13 respektiv 10 Affer louchen. Wéi schonn ugedeit, weisen d'Zuelen, dass niewent den Affer vu sexueller Exploitatioun och d'Unzuel u Mënschenhandel am Aarbechtsberäich, besonnesch am Bau an och am Horeca-Secteur, geklommen ass.

Mee wéi ass dës Hausse ze interpretéieren? Zum enge stellen déi genannten Zuele kloer, dass de Mënschenhandel och bei eis am Land e reelle Problem ass. Zum anere kann een dës Zuelen awer och esou bewäerten, dass d'Donkelziffer, déi ëmmer nees – och an de viregte Rapporten zu der Traite vun der CCDH – en Theema war an och bleift, e bësse méi kleng ginn ass. An dat ass positiv an heescht, dass eis Police- a Justizautoritéiten an den zwee vum Rapport viséierte Joren eng gutt Aarbecht geleescht hunn.

Ech wëll dobäi ervirhiewen, dass 2021 an 2022 zum Beispill e kriminelle Reseau opgedeckt ginn ass, dee systematesch Fraen aus der Ukrain a Russland sexuell exploitéiert huet. Dobäi konnten och vill Affer vun dësem Reseau identifizéiert ginn. Fir d'Donkelziffere vum Mënschenhandel weider erofzekréien a méi esou Reseauen opzedecken, brauch et weider eng beschtméiglech Preventioun, awer och déi néideg personell a prozedural Moyenen.

Wann ech kuerz beim néidege Personal bleiwen, ass et scho méi laang de Constat, dass souwuel bei der Police judiciaire wéi och beim Parquet e Mangel u Personal derzou féiert, dass eng ganz Rei Affären – an ech schwätzen do net just vu Mënschenhandelaffären – net kënne matzäiten traitéiert ginn. Och d'Untersuchungsriichter, gradewéi d'Magistrats du siège, stoussen, ënner anerem duerch déi steigend Komplexitéit vun den Affären, déi dofir och méi Zäit an Usproch huelen, un hir Grenzen.

Dës duebel Problematik, déi vun de Personalressourcen, awer och déi vun den néidegen neie Moyenen, déi eis Justizautoritéite brauchen, ass vun der viregter, DP-gefouerter Regierung erkannt ginn an et si konkreet Mesüre geholl ginn, fir d'Situatioun ze verbesseren. Esou ass an der leschter Legislatur en neie Rekrutéierungsprozess souwuel bei der Police wéi an der Magistratur lancéiert ginn, wouduerch ënner anerem méi Magistrate kënne rekrutéiert ginn an och d'Ekippe vun der Police judiciaire, déi sech ënner anerem ëm de Mënschenhandel këmmeren, konnte verstäerkt ginn.

Als Demokratesch Partei begréisse mir ausdrécklech, dass dëse geziilte Rekrutéierungsprozess och ënnert der aktueller Regierung virugefouert gëtt an domat weider dru geschafft gëtt, d'Ressourcë vun eiser Justiz an der Police ze stäerken.

Niewent der Erweiderung vun de personelle Ressourcë war an ass awer gradesou wichteg, eng ganz Rei Upassunge vun eisem Code pénal, dem Code de procédure pénale an och dem Code du travail virzehuelen. Dozou gehéiert e Gesetz vum August 2023, dat Enquêtes sous pseudonyme erméiglecht huet. Dës Mesür erlaabt den Enquêteuren, Verbriechen, déi iwwer digital Plattformen organiséiert ginn, méi effikass ze poursuivéieren – e wichtege Schratt an der Bekämpfung vu kriminellen Netzwierker, dorënner och déi, déi mat Mënschenhandel verbonne sinn.

Do dernieft gouf an der viregter Legislatur d'Gesetzgeebung am Beräich vum Aarbechtsrecht gestäerkt, andeems engersäits e vereinfachten Zougang fir Ressortissants de pays tiers zum Aarbechtsmarché geschafe gouf an esou Schwaarzaarbecht an domat och verbonnen Ausbeutung kann agedämmt ginn an anerersäits awer och Sanktioune géint d'Employeuren, déi Leit ouni Aarbechtsgeneemegung astellen, verschäerft gi sinn.

E weideren essenzielle Schrëtt war d'Aféierung vum Bureau de gestion et de recouvrement des avoirs duerch d'Gesetz vum 22. Juni 2022. Dëse Bureau këmmert sech ëm d'Sécherstellung an d'Confiscatioun vu Verméigen, déi aus kriminellen Aktivitéite stamen, a garantéiert, dass d'Affer prioritär entschiedegt ginn.

Am Kader vum Schutz vu Mannerjärege goufen och de Code pénal an de Code de procédure pénale duerch d'Gesetz vum 7. August 2023 ugepasst, fir d'Bekämpfung vu sexuellen Iwwergrëffer a sexueller Exploitatioun vu Mineuren ze intensivéieren. Dëst Gesetz gesäit méi prezis Bestëmmunge fir de Schutz vu Kanner a méi streng Strofmoossname fir dës Verbrieche vir.

An dësem Kontext ënnersträichen ech nach eemol d'Wichtegkeet vun der Reform vum Jugendschutz, dem Jugendstrofrecht an dem Schutz vun de Jugendlechen als Temoin – dräi immens wichteg Projets de loi, déi ënnert der viregter Regierung deposéiert goufen an déi wäerte vun der aktueller Regierung weiderverfollegt ginn.

Vun der forcéierter Mendicitéit, déi am Rapport vun der CCDH och opgeworf gouf, waren iwwregens majoritär Mannerjäreger betraff, dat heescht Kanner, déi systematesch zum Heesche gezwonge ginn. Dës Affer sinn net just Affer vun hirer Aarmut, mee och vun hirer familiärer Ëmgéigend, well et an deene meeschte Fäll Täter sinn, déi e familiäre Bezuch zu hinnen hunn. Dëst ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, absolutt inakzeptabel, an ech géif hei rejoignéieren, wat och vum Rapporteur vun der CCDH ënnerstrach gouf, nämlech dass et wichteg ass, dass d'Täter an net d'Affer vun dëse Verbrieche bestrooft ginn.

Heefeg ass et och esou, an dat net nëmmen a Fäll vu Mendicité forcée, mee global bei Mënschenhandelsaffären, dass déi méiglech Zeien – wéi och d'Affer – fäerten, déi schrecklech Doten ze denoncéieren. Vill Affäre vu Mënschenhandel bleiwen onentdeckt, well d'Affer aus Angscht, selwer bestrooft ze ginn, d'Täter net denoncéiere wëllen. Hei bleift weiderhin eng Aarbecht ze maachen, fir dës Affer ze encouragéieren, hir Geschicht ze deelen, ouni Angscht viru juristesche Konsequenze mussen ze hunn.

Do dernieft hu vill Affer, mee och Zeien, Angscht viru Represaillë vun den Täter. Dës Angscht ass ëmsou méi staark, wann dës Aktivitéite vun organiséierte Bande bedriwwe ginn. Op dësem Punkt werft de Rapport Lacunnen hei zu Lëtzebuerg op. Anescht wéi an anere Länner hätte mir nämlech nach kee Programme de protection des témoins, en Dispositif, deen et ënner anerem erlabe géif, d'Identitéit vun den Zeien ze schützen.

Madamm Justizministesch, Dir hat zu dësem Sujet am Mäerz dëst Joer schonn op eng Question parlementaire uginn, dass d'Méiglechkeet, esou e Programme de protection de témoins anzeféieren, géif analyséiert ginn. Heizou wéilt ech Iech froen, ob esou e Programm an Ären Aen e weidere Moyen wär, fir verschidden Affäre méi konsequent opzedecken an déi Leit, déi viru Geriicht aussoen, och besser kënnen ze schützen.

Léif alleguer, ech wéilt nach ganz kuerz op d'Sensibiliséierung zum Theema Traite des êtres humains agoen. Servicer wéi InfoTraite, déi och vum Interpellant genannt goufen, leeschten eng immens wäertvoll Aarbecht, andeem se Formatiounen an Opklärungscampagnen organiséieren.

Aus dem Rapport geet ervir, dass e groussen Undeel u Rekrutéierungsmanöveren am Kontext vun der sexueller Exploitatioun elo online geschéien. Dëst bedeit, dass Sensibiliséierungscampagnen och d'Plattformen an d'sozial Netzwierker sollen ëmfaassen. Mir begréissen et an deem Kontext, dass Initiative wéi BEE SECURE bestinn, déi d'Leit, an notamment Kanner a Jugendlecher, iwwert d'Risike vum Internet opklären, a setzen eis als Demokratesch Partei weiderhi fir en Ausbau vun dësen Opklärungsinitiativen an.

Här President, egal ob Sensibilisatioun, Preventioun oder Moyene fir d'Repressioun, et ass eis als Demokratesch Partei dorunner geleeën, dass mir eis als Land beschtméiglech opstellen, fir dem Mënschenhandel kënnen entgéintzewierken an zu Lëtzebuerg esou vill wéi méiglech Affäre kënnen opzeklären.

Zum Schluss wëll ech der ganzer Ekipp vun der CCDH e grousse Merci soe fir déi wichteg Aarbecht, déi si generell a punkto Mënscherechter an hei konkreet an hire successive Rapporten zu dem Mënschenhandel zu Lëtzebuerg leeschten, an de leschte Joren ënnert der Presidence vum Gilbert Pregno a säit Mee dëst Joer ënnert der Presidence vum Noémie Sadler. Merci fir Äert Engagement an Är ganz wäertvoll Aarbecht.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech och dem Här Biancalana Merci soe fir dës Interpellatioun. Ech géif dës Ried awer mat engem Zitat ufänken: „Abolir la traite des êtres humains n'est pas une utopie. Si chacun s'informe, écoute, dénonce, agit, ensemble nous y parviendrons." Dës Wierder si vum franséische Journalist a Mënscherechtsaktivist Louis Guinamard.

D'Theema vum Mënschenhandel ass net just international, ma och zu Lëtzebuerg e Problem, deen ëmmer méi dréngend gëtt an och eng reell Gefor fir d'Mënscherechter duerstellt. An de Joren 2021 an 2022 goufen hei am Grand-Duché also ronn 130 Fäll vum Mënschenhandel opgedeckt. Dat sinn der méi wéi fënnefmol esou vill wéi an der Vergläichsperiod vun 2019 bis 2020. Et sinn awer leider nach vill méi Mënschen, déi hei am Land ausgebeut ginn, well d'Donkelziffer vun den Affer – dat hu mer schonn héieren – ass mat Sécherheet vill méi héich. Ech ginn elo e bësse méi spéit nach dorobber an.

Datt am leschte Rapport méi wéi d'Hallschent vun den Affer Frae sinn, dat huet domadder ze dinn, datt d'Police e grousse Reseau vun Zwangsprostitutioun opgedeckt hat. Et ass awer an der Aarbechtswelt, am Bausecteur an am Horeca-Beräich an a private Stéit, wou d'Zuel vun den Affer am meeschte klëmmt. D'Majoritéit dovunner kënnt nach ëmmer aus Drëttlänner. Männer a Fraen aus Asie si virun allem an der Restauratioun exploitéiert ginn a Fraen aus Russland gradewéi der Ukrain si gezwonge ginn, sech ze prostituéieren.

Mënschenhandel ass eng Strofdot, ma fir d'Täter ass et virun allem e lukratiivt Geschäft, mat deem sech um Bockel vun de Victimme vill Sue verdénge loossen. Fir déi traumatiséiert Affer ass et dogéint eng Katastroph. An deem Kontext wëll ech op de schockante Fall vun enger Mataarbechterin vum Lëtzebuerger Roude Kräiz hiweisen, déi am September wéinst Mënschenhandel verhaft gouf. Déi presuméiert Täterin, eng gebierteg Kolumbianerin, soll souguer 20 Joer laang d'Cheffin vun engem vun deene gréisste Reseaue vu Mënschenhandel a sexueller Ausbeutung an Europa gewiescht sinn. Zesumme mat Komplizen hätt si vu Kolumbien aus Mënschen an Europa gelackelt, fir si dann an d'Prostitutioun ze zwéngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Fall werft vill Froen op. Esou schéngt et, wéi wann d'Fra hir Positioun bei enger internationaler Héllefsorganisatioun ausgenotzt hätt, fir hire kriminellen Aktivitéiten nozegoen. An et kann ee sech och d'Fro stellen, ob dat hei wierklech en Eenzelfall ass a soss kee Bescheed wousst.

Zréck bei de Rapport: Hei si mir der Meenung, datt et sech bei den 127 Fäll vu Mënschenhandel, déi opgedeckt gi sinn, nëmmen ëm d'Spëtzt vum Äisbierg handelt. Datt d'Donkelziffer vill méi héich ass an d'Afferzuele vun der Police judiciaire net d'Realitéit vum Mënschenhandel hei zu Lëtzebuerg erëmginn, där Meenung ass net just d'ADR, ma och déi Konsultativ Mënscherechtskommissioun.

Een Haaptproblem ass, datt vill vun deene Betraffenen Angscht hunn oder sech net als Affer gesinn. A wa se just e puer Honnert Euro verdéngen, ass dat fir si dacks vill méi, wéi se an hirem Urspongsland verdénge kéinten. Da ginn d'Täter, wa se viru Geriicht kommen, nëmmen zu Prisong mat integralem Sursis verurteelt. Et kënnt derbäi, datt och zum Beispill e Restaurant net zougemaach gëtt, wann et do zu engem Fall vu Mënschenhandel kënnt. Allgemeng gi vun de Geriichter relativ kleng Strofe gesprach – eppes, wat eiser Meenung no weider Verbriechen encouragéiert.

Der Direction de l'immigration an och dem ONA gëtt eng ze vill grouss Passivitéit bei der Detektioun vu Fäll vu Mënschenhandel reprochéiert. Do verlaange mir als ADR, datt sech do eppes deet an datt déi betraffen Administratiounen d'Moyene kréien, fir méi reaktiv ze schaffen. Dat nämmlecht gëllt fir d'ITM, d'Gewerbeinspektioun, déi méi Kompetenze misst kréien, fir um Terrain nach méi effikass ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erënneren och drun, datt de Grand-Duché en Transitland ass an datt vill Mënschen iwwer organiséiert Schleiserbanden heihinner kommen, wat jo och eng Form vu Mënschenhandel ass, déi mir kloer verurteelen. An hei widderhuelen ech, datt d'ADR verlaangt, datt déi europäesch Baussegrenze besser geschützt musse ginn, fir kriminell Reseauen ze bekämpfen.

Ëmmer erëm gi Mënscheschmuggler derbäi erwëscht, wéi se systematesch verzweifelt Erwuessener a Kanner iwwert d'Grenze bréngen, déi deier fir hir Rees bezuelt hunn an awer hiert Liewe riskéieren. Och zu Lëtzebuerg koum dëse Summer esou e Fall un d'Ëffentlechkeet. D'Justizministesch hat op eis parlamentaresch Fro Nummer 952 vum 28. Juni geäntwert, datt d'Autoritéiten de betraffene Mënscheschmuggler net ze pake kruten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och déi organiséiert Heescherei ass eng Form vu Mënschenhandel, déi europawäit bedriwwe gëtt an eiser Meenung no nach verstäerkt muss bekämpft ginn. Dobäi sinn déi éischt Affer ëmmer déi, déi forcéiert ginn, fir op der Strooss Suen ze heeschen an ausgebeut ginn. 2021 sinn hei am Land eng Dose Fäll vun organiséierter Heescherei ënnersicht ginn. Ënnert de Victimme waren zéng Mannerjäreger. An all dëse Fäll huet d'Police judiciaire enquêtéiert, ma et konnt keen ugeklot ginn, dat, well d'Affer verschwonne sinn an d'Auteuren net gepëtzt konnte ginn. Dat ass fir eis als ADR de Beweis, datt och hei nach méi muss ënnerholl ginn, fir déi organiséiert Heescherei anzedämmen.

Dann ass et leider esou, datt de Mënschenhandel och enk mam Drogenhandel zesummenhänke kann. Besonnesch nigerianesch Netzwierker zwénge Fraen aus Westafrika, an Europa als Prostituéiert ze schaffen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Dir hutt et héieren: D'Bekämpfe vum Mënschenhandel bleift eng Erausfuerderung. Esou däerf sech Lëtzebuerg net mat minimalen Efforte géint den Handel mat Mënschen zefridde ginn. Keng méi strikt Moossnamen ze ergräifen, schuet net nëmmen den Affer, ma och der moralescher Integritéit vun eisem Land. Fir d'ADR ass et op alle Fall Zäit, datt mat enger determinéierter an intelligenter Politick e kloert Zeeche géint de Mënschenhandel gesat gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Hardy. An da wier et un der honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | „Si nous ne protégeons pas les victimes, nous sommes quelque part des complices. En détournant notre regard, en méconnaissant l'impact psychologique sur les victimes, en ne créant pas à tous les niveaux des stratégies et des protections plus efficaces, nous créons une indifférence et un aveuglement qui ne viennent qu'augmenter l'emprise sur les victimes." Mat dëse Wierder fänkt den deemolege President vun der Mënscherechtskommissioun Gilbert Pregno säi Rapport un. Mat dëse Wierder si mer alleguerten ugesprach. Mir mussen eis Responsabilitéit droen, grad vis-à-vis vun deene Mënschen, déi oft vergiess, oft stigmatiséiert, oft ausgegrenzt ginn. Si sinn déi, déi eis am meeschte brauchen.

Dëse Rapport vun 200 Säiten a siwe Minutten erofzebriechen, ass eng onméiglech Entreprise an et gëtt ganz sécher der Extensivitéit vum Rapport a senge Recommandatiounen net gerecht. Ech wäert mech also op dräi Volete beschränken: d'Traite am Lien mat der Migratioun an dann de Rôle vun zwou staatleche Verwaltungen am Ëmgang mat der Traite, an zwar dem SNJ an der ITM.

Bei der Analys vun de verschiddene Bevëlkerungsgruppen, déi méi schnell Affer vum Mënschenhandel ginn, wësse mer, dass grad d'Populatioun vu Migrant/innen, an nach méi spezifesch Demandeurs de protection internationale, Kanner, Fraen, vill méi dem Risiko ausgesat sinn, an dat geet och ganz kloer aus dësem Rapport an der Wëssenschaft ervir. Grad hei notzen d'Händler d'Verzweiflung, d'Rotlosegkeet an den Dram vu Sécherheet vun de Mënschen op der Flucht aus.

Eppes ass kloer: Besonnesch an dësem Domän brauche mer eng méi proaktiv Approche, wann et ëm d'Identifikatioun vu Victimme vum Trafick geet.

(Brouhaha et interruption par Mme Liz Braz)

Villmools merci, Madamm Braz, ech wollt och elo scho bal eppes soen.

Den ONA an d'Direction de l'immigration hunn hei eng besonnesch Responsabilitéit am Kader vun der Prozedur vum internationale Schutz an an der Prise en charge vun de Leit, déi esou eng Demande stellen. Den ONA huet ugefaangen, sech eng Prozedur ze ginn, fir Vulnerabilitéiten ze detektéieren, an dat op Basis vu spezifeschen Indicateuren, mee de Projet ass nach ëmmer net finaliséiert respektiv ëmgesat. An dat regrettéiert net nëmmen de Rapporter, mee och mir.

Ausserdeem huet d'Direction de l'immigration confirméiert, dass si keng standardiséiert Prozedur, kee Questionnaire a keng Lëscht vun Indicateuren huet, fir Victimme vun der Traite wärend der Prozedur ze detektéieren. Erstaunlech, mee virun allem erschreckend,

wann ee bedenkt, dass eist Gesetz jo speziell Garantië virgesäit fir genau si als vulnerabel Leit. Fir eis stellt sech do d'Fro, ob an Zäiten, wou vill Drock op dësen Administratioune läit, d'Detektioun vun de Victimmen net ënnert d'Rieder kënnt. Och stellt sech d'Fro, wisou den ONA an d'Direction de l'immigration hei net méi enk zesummeschaffen.

Kolleeginnen a Kolleegen, an eisem Land wunnen Dausende Mënschen, déi hei schaffen, mee déi keen Openthaltsrecht hunn. Si ginn oft als sougenannte „Sans-papiers" betitelt, och wann dëse Begrëff täuscht. Si sinn et, déi ganz oft duerch sämtlech Rastere falen, an och esou, wann et ëm Gewalt, ëm Ënnerdréckung, ëm Ausbeutung geet. Si si ganz oft Fraen. A bei enger beweegender Konferenz virun zwou Woche vun der ASTI dierft ech Temoignagen héiere vu Fraen, déi Affer vun haislecher Gewalt goufen a keng Pabeieren haten. Si hu sech net getraut, bei d'Police ze goen, aus Angscht, ausgewisen ze ginn. A bei der Traite stellt sech déi selwecht onméiglech Situatioun: Si denoncéieren d'Täter net, well se fäerten, expulséiert ze ginn. Hei brauch et enorm vill Opklärung a Sensibilitéit bei der Police an déi enorm wichteg Sozialaarbecht, déi an dësem Beräich gemaach muss ginn, muss och weider ënnerstëtzt a gestäerkt ginn.

Do, wou et eng besonnesch grouss Intersectioun vu Risike gëtt, ass bei Kanner, déi eleng aus hirer Heemecht flüchte mussen. Si sinn extreem vulnerabel, fir vum Radar vun eise Behörden ze verschwannen an a kriminelle Reseauen ze landen. Eng präisgekréinten international journalistesch Enquête huet fonnt, dass tëscht 2021 an 2023 an Europa 51.433 Mineure verschwonne sinn. Dat si 47 Kanner den Dag, wou kee weess, wou se dru sinn.

Dozou kënnt, dass dës Kanner, wa se keng Demande de protection internationale eraginn, kee Schutz, kee Statut a keng Prise en charge hunn. Hei ralliéiere mer eis dem Rapport, dee fuerdert, dass e spezielle Statut fir Mineurs non accompagnés kreéiert gëtt, eebe grad fir dass si Rechter hunn, egal ob se eng Demande eraginn oder net. Dat ass och dat, wat den OKaJu, d'Unicef Lëtzebuerg, den UNHCR an de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot an de leschte Jore revendiquéiert hunn.

Här President, ech kommen op de Sujet vun den Au-pairen – u sech eng sympathesch Iddi: E jonke Mënsch kënnt aus dem Ausland op Lëtzebuerg, lieft bei enger Famill, kritt en Täschegeld a passt en échange op d'Kanner op. Leider huet dëse Modell seng Tücken, well sech dohannert och de Mënschenhandel verstoppe kann. Deementspriechend ass d'Opklärungsflicht, d'Kontrollfunktioun an d'Verantwortung vum Support eng, déi vun där Ulafstell geréiert muss ginn, déi fir d'Au-pairen an hir Familles d'accueil do muss sinn. Zu Lëtzebuerg ass dat eng staatlech Verwaltung, an zwar de Service national de la jeunesse. Ob de Service, dee fir d'Jugendaarbecht zu Lëtzebuerg zoustänneg ass, dee richtegen a virun allem qualifizéiertsten Uspriechpartner fir dës sensibel Froen ass, léisst sech nom Liese vum Rapport a Fro stellen. Trotz de Recommandatiounen am leschte Rapport schonn huet sech hei nämlech ganz wéineg gedoen: Ëmmer nach gëtt et keng Sensibiliséierung vum Sujet bei de Jonken oder de Familljen. Ëmmer nach goufen d'Missioune vum SNJ fir dës Aufgab net erweidert an ëmmer nach huet den SNJ keng intern Prozeduren, wou d'Traite kéint detektéiert ginn an och wéi si intern domat ëmgoe sollen. Erschreckt huet mech de Fait, dass den SNJ keng Iwwersetzer zur Dispositioun stellt, wann d'Au-pairen hire Kontrakt ënnerschreiwe sollen. Mee wéi solle se dann hir Rechter a Flichte kënne verstoen? Hei wier et héich Zäit, d'Verwaltung besser opzestellen. De franséische Modell, wéi en am Rapport recommandéiert gëtt, bitt sech hei un.

Här President, d'Mënscherechtskommissioun gesäit eng ganz Rei Progrèsen op ville Plazen. Dat ass gutt a luewenswäert. Zum Beispill bei der Stäerkung an dem Rekrutement bei der Justiz an der Police ënnert de Ministeren Tanson a Kox, mee awer och um Niveau vun der ITM, déi bei der Identifikatioun vu potenziellen Affer wéi Täter an och bei der Sensibiliséierung eng ganz wichteg Roll spillt, gëtt de Progrès ronderëm d'Kommunikatioun mat aneren Acteure wéi der Police oder de Services d'assistance positiv ervirgehuewen. Och um Niveau vun den Donnéeën an de Statistiken ass eng positiv Entwécklung festzestellen.

Fir dës Entwécklung weiderzeféieren, brauch et laut dem Rapport, wéi och fir eis, eng dréngend Reform vun der ITM an dëser Hisiicht, fir hinne méi explizitt Kompetenze ronderëm de Mënschenhandel ze ginn, sou wéi dat och an aneren EU-Länner d'Praxis ass.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Des Weidere recommandéiert de GRETA, dass d'Agente vun der ITM de Statut vum Officier de la police judiciaire, also OPJ, kréie sollen, fir kënne verbessert Recherchen ze maachen an natierlech och Infraktioune kënne festzestellen an och esou deementspriechend d'Police judiciaire bei dëser enormer Charge ze entlaaschten.

Ofschléissend bleift mer nach, zwee Leit Merci ze soen: dem Dan Biancalana fir d'Thematiséiere vun dësem extreem komplexen a beweegende Sujet, mee awer och der Mënscherechtskommissioun, a vläicht ganz besonnesch och hirem fréiere President, dem Gilbert Pregno, a senger ganzer Ekipp, e Merci net nëmmen heifir, fir dëse Rapport, mee och fir hiert Liewenswierk an dofir, deene Leit eng Stëmm ze ginn, déi soss net genuch Gehéier fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann huet als leschten ageschriwwene Riedner den Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Här Biancalana dofir, dee Sujet haut op den Ordre du jour gesat ze hunn, well wann ee sech déi europäesch Strategie ukuckt fir d'Bekämpfung vum Mënschenhandel, da fält engem op, datt zimmlech am Ufank vum Text erklärt gëtt, dass de Mënschenhandel sech entwéckele kann, well et sozial Ongläichheeten an eiser Gesellschaft gëtt a vill Mënsche wirtschaftlech immens ufälleg sinn, fir op eng ganz entmënschlecht Aart a Weis ausgebeut ze ginn.

Dobäi stellt d'EU an hirer Strategie selwer fest: „Dans l'Union, l'impunité des auteurs persiste, et le nombre de poursuites et de condamnations à l'encontre des trafiquants reste faible." D'Effikassitéit vun deem, wat bis elo gemaach ginn ass, fir de Mënschenhandel ze bekämpfen, ass also a Fro ze stellen. Dat soen déi europäesch Zuelen an dat seet eis och de véierte Bericht vun der Konsultativer Mënscherechtskommissioun iwwert d'Situatioun zu Lëtzebuerg.

D'Zuele vun den Affer gi kontinuéierlech erop, an der EU gradesou wéi och zu Lëtzebuerg. De véierte Bericht vun der Mënscherechtskommissioun weist fir Lëtzebuerg eng zolidd Hausse bei den Zuele fir den Zäitraum 2021–2022. Mee de Bericht weist awer och drop hin, dass nieft der Progressioun bei den Zuele vun Affer vu sexueller Ausbeutung och de Mënschenhandel an der Aarbechtswelt immens staark zougeholl huet. Allerdéngs bleiwe vill Fäll vum Mënschenhandel och an dësem Beräich onerkannt, well et och ganz komplex ass, esou Fäll festzestellen.

A ville Situatiounen hunn d'Affer keng Openthaltsgeneemegung zu Lëtzebuerg. Se kënnen awer hei eng Wunneng hunn, se kënne Famill hei hunn, matbruecht hunn an d'Kanner kënne souguer zu Lëtzebuerg an d'School goen. D'ASTI huet d'Zuel vu Persounen ouni Openthaltsgeneemegung a valabel Pabeieren zu Lëtzebuerg virun e puer Joer op wéinstens 600 geschat.

Et ass also duerchaus warscheinlech, dass vill Fäll vu Mënschenhandel guer net entdeckt ginn, well déi direkt Concernéiert keen Interessi hunn, entdeckt ze ginn. Illegal Aarbechts- a Logementskonditioune ginn da léiwer a Kaf geholl, wéi eventuell Gefor ze lafen, d'Land mussen ze verloossen. Et sinn dës ongläich Muechtverhältnisser, déi Mënschenhandel fërderen a potenziell Affer vum Mënschenhandel zu reellen Affer maache kënnen.

Här President, virun dräi Woche si mer och gewuer ginn, dass bei der Wanteraktioun Leit, déi net noweise kënnen, dass si sech hei um Territoire scho säit Laangem ophalen, an d'Ausland bruecht ginn. De Staat schaaft also hei fërmlech den Närbuedem fir Noutsituatiounen, déi de Risiko vun Ausbeutung eropschrauwen.

Fir Affer vu sexueller Ausbeutung a Mëssbrauch ass d'Situatioun änlech. Dat wësse mer och duerch Berichter vum Terrain. Fraen, déi zu Lëtzebuerg als Prostituéiert hir Sue verdéngen a bei d'Police ginn, wa se geschloe goufen, kréien hir Pabeieren ofgeholl, wa se keng valabel Openthaltsgeneemegung haten. Doduerch gi se potenziell an d'Äerm vun der organiséierter Kriminalitéit gedriwwen. D'Affer ginn esou quasi zu Täter gemaach.

Do stellt sech fir eis d'Fro, ob an awéiwäit bei der Police an der Justiz déi néideg Capacitéiten an dat néidegt Wëssen a Verständnis do sinn, fir eng anstänneg Prise en charge ze maachen an déi richteg Schlëss kënnen ze zéien. Aus dem Rapport vun der Mënscherechtskommissioun souwéi och aus deem vun der EU geet kloer ervir, dass bei Police a Justiz gradewéi och bei deenen Instanzen, déi Mënschenhandel detektéieren, massiv a Capacitéiten a Ressourcë muss investéiert ginn.

Doriwwer eraus ass een awer perplex, wann een déi lächerlech Sanktioune gesäit, déi verurteelt Auteure vu Mënschenhandel riskéieren: Geldstrofen am ganz déiwe Beräich si weeder dissuasiv nach si se adequat, fir grav penal Delikter wéi Mënschenhandel ze bestrofen. Egal wéi, d'Affer bleiwen ëmmer méi gestrooft wéi d'Auteuren, souguer wa se iwwerfouert ginn. An do hu mer dann awer e ganz seriöe rechtsstaatleche Problem, deen eng dréngend Upassung vum legale Kader erfuerdert.

De Rapport vun der Kommissioun schwätzt och vu Lacunne bei de staatlechen Instanzen, déi sech ëm d'Prozedure bei den Asyldemandeuren a bei Mineurs non accompagnés këmmeren an iwwerhaapt keng Signalementer maachen, wann et ëm Verdachtsfäll vu Mënschenhandel geet.

Här President, de Rapport vun der Mënscherechtskommissioun mécht e puer Virschléi, wéi een de Kampf géint de Mënschenhandel méi effikass maache kann.

Éischtens: d'Verstäerkung vun den entspriechende Capacitéite bei den Enquêteure vun der Police an an der Justiz. Wichteg ass fir eis an deem Kontext, dass och Enquête-financièrë gemaach ginn an derfir ze suergen, dass Gelder a soss Avoiren, déi am Zesummenhang mat Mënschenhandel ergaunert goufen, och kënnen detektéiert a saiséiert ginn, och fir dorauser Schuedenersatz un d'Affer ze bezuelen.

Zweetens: Eng zousätzlech Verstäerkung vun der ITM an och eng verstäerkte Kooperatioun mat den Agencë

vun anere Länner schéngen eis do ubruecht ze sinn, well mer an der EU jo oft mat transnationaler Kriminalitéit ze dinn hunn. Dass bei der Direktioun vun der Immigratioun och Efforte bei der Detektioun musse gemaach ginn, hunn ech jo scho gesot.

Mir ënnerstëtzen och d'Iddi vun engem nationale Coordinateur fir d'Lutte géint de Mënschenhandel. Aktuell sinn nieft de Justizautoritéiten direkt e puer Ministèrë mat verschiddene Servicer hei involvéiert. Eng zentral Koordinatioun géif do sécherlech Sënn maachen, natierlech och fir déi verschidde Recommandatiounen aus dem Rapport vun der Mënscherechtskommissioun wa méiglech mat Struktur ëmzesetzen.

Här President, selbstverständlech geet dat alles net duer, wann net verstane gëtt, dass eis Gesellschaften a Wirtschaftsweise ganz vill op Ausbeutung opbauen a mir amgaange sinn, dës Entwécklungen nach ze verschäerfen. Wann d'Klima zerstéiert gëtt, huele mer ville Mënschen d'Liewensgrondlag a se musse fortlafen. Wa mer an der Handelspolitick e Race to the Bottom organiséieren a Länner a Regiounen auspresse wéi Zitrounen, da schafe mer dobäi Misär bei de Leit.

Wa mer zu Lëtzebuerg keng bezuelbar Wunnenge méi hunn a Leit sech ausdoe mussen, fir iwwerhaapt en Daach iwwert dem Kapp ze hunn, da schafe mer Aarmut a sozial Noutstänn.

A wa mer ufänken, eis sozial Sécherungssystemer ofzebauen, da schafe mer eng Klass vun Ausgeschlossenen.

An och wann en Aarbechtsminister mengt, dass een am Code du travail opraume muss, well et an der Aarbechtswelt eebe Gewënner a Verléierer misste ginn, jo da muss een och a Kaf huelen, dass déi Verléierer net just riskéieren, Fräizäit a Paie mussen opzeginn, mee och hir Dignitéit.

Mënschenhandel an Ausbeutung vu Mënschen an all hire Formen ass e Produkt vun de soziale Verhältnisser, an deene mer liewen. Wa mer déi net änneren, da wäerte mer och Abominatioune wéi de Mënschenhandel net bekämpft kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert, ugefaange mat der Justizministesch. Madamm Minister.

Prises de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géif och ufänken an dem Här Biancalana Merci soen, dass en dës Interpellatioun ugefrot huet. Ech géif dann hei zesumme mam Här Georges Mischo stellvertriedend fir all déi aner Ministeren och intervenéieren, sou wéi dat och gefrot war an der Conférence des Présidents, datt d'Justizminister an den Aarbechtsminister present wären.

Ech mengen, dat hei ass e Sujet, deen nach eng ganz Rei aner Ministèrë concernéiert. Et hätt een och kënnen de MEGA oder den Inneministère froe respektiv och den Ausseministère. Déi hu sécher och eng Rei Äntwerten op déi Froen, déi haut hei gestallt gi sinn. Ech wäert déi Froe sou gutt wéi méiglech beäntwerten, an natierlech déi, déi mer net kënne beäntwerten, gi mer un déi zoustänneg Ministere weider.

Da géif ech natierlech och ganz gären der CCDH e ganz grousse Merci soe fir dëse Rapport an och ons Unerkennung ausdrécke fir déi immens wichteg Aarbecht, déi se gemaach hunn an déi ons natierlech och hëlleft, ons Aarbecht op deem Terrain ze verbessere mam véierte Rapport, dee se, wéi gesot, elo ugeholl hunn.

Vläicht fir unzefänken e puer Wierder zu der Entwécklung vun den Zuelen an de groussen Tendenzen: Eppes, wat mer ganz kloer feststellen, ass, dass Mënschenhandel e Phenomeen ass, deen et och zu Lëtzebuerg gëtt. Dee ka méi oder manner ausgepräägt sinn an huet, wéi gesot, eng ganz Rei verschidde Formen: vun der sexueller Ausbeutung iwwert d'Aarbechtsausbeutung, d'Forcéiere vum Begoe vu Strofdoten, déi forcéiert Heescherei oder och den Organhandel. All déi Haaptforme vum Mënschenhandel stinn och en tant que tel am Code pénal.

Fir elo vläicht ze kucken, wat zu den Tendenzen ze soen ass: Do ass evidenterweis och de Constat gemaach gi vun der CCDH, datt mer feststellen, datt méi sexuell Ausbeutung stattfonnt huet an datt déi och anescht wéi fréier vläicht stattfënnt, nämlech datt se vill méi an Haiser, a private Wunnengen, Zëmmeren an esou weider stattfënnt. Natierlech ass dat och duerch de Covid nach eng Kéier verstäerkt ginn.

Wat d'Aarbechtsausbeutung ugeet, do ass et kloer, datt verschidde Secteuren – et ass schonn ugeschwat ginn – do natierlech e bësse méi present si wéi anerer. Et ass och kloer, datt eng Rei vun deenen Aktivitéiten entre-temps online stattfannen, dat heescht haaptsächlech de Rekrutement fir déi Aarbechten. Dat sinn am Fong Annoncen, iwwert déi probéiert gëtt, potentiell Affer unzelackelen.

Zu deem Theema huet och de Benelux den 12. Dezember eng Journée d'études geplangt, wou d'Lëtzebuerger Acteure vertruede sinn a sech och kënne mat de belschen an hollännesche Kolleegen austauschen. Et ass och esou, datt d'nächst Joer am Kader vun der Benelux-Presidence och dat heiten, also d'Lutte géint de Mënschenhandel, eng vun den Haaptprioritéiten ass. An Dir hat et och gefrot: Wat kann een dogéint maachen? Ech mengen, datt besonnesch d'Enquête sous pseudonyme natierlech hei extreem wäertvoll ka sinn, fir hei zu méi Informatiounen ze kommen.

Fir vläicht och eng Kéier kuerz eppes zu den Zuelen ze soen: D'Zuel vun de potenziellen Affer, déi entdeckt goufen, ass an de Joren 2021/2022 eropgaangen. Bon, dat läit u verschiddene Facteuren. Wéi ëmmer huet et och e bëssen domadder ze dinn, datt, wat méi Formatioun gemaach gëtt a méi Sensibilisatioun, dat natierlech och derzou féiert, datt méi Affere konnten identifizéiert ginn, dat entre autres och vun der ITM a vum SNJ.

Et ass wichteg, en Ënnerscheed bei dësen Zuelen ze maachen tëscht op där enger Säit der Detektioun vu potenziellen a presuméierten Affer an op där anerer Säit der Identifikatioun vun den Affer. Et ass esou, dat ass e puermol och ugeschwat ginn, datt nëmmen d'Police – an dat ass eng speziell Sektioun innerhalb vun der Police, déi och speziell forméiert ass – d'Affer identifizéiere kann, woubäi awer eng ganz Rei aner Servicer, Administratiounen, notamment och d'ITM an den SNJ, kënnen d'Affer detektéieren an dat dann och weiderginn. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer een zentraliséierten Acteur hunn, deen d'Identifikatioun mécht, deen och Wëssen huet vun deene verschiddenen Dossieren an deen och esou e Gesamtbild huet.

Wann een elo d'Zuele kuckt vun den Enquêten, da gesäit een effektiv, dass et punktuell Fäll gi mat ganz villen Affer. Et waren notamment zwou Affären, eng vun 2018 an eng, déi nach en cours ass, wou et eng ganz grouss Unzuel un Affer gouf, wat sech natierlech dann och an de Statistiken erëmspigelt.

Dir hat och d'Fro gestallt vum Statec, awéifern dee sollt intervenéieren, fir d'Statistiken ze maachen. Et ass esou, datt de Rapport jo och festgestallt huet, datt der Police hir Statistikopnam vill besser ginn ass, wat mol éischtens ze begréissen ass, an et sinn och Echangë gewiescht schonn tëscht mengem Ministère an dem Statec. Mee wa mer géingen op dee Wee goen, da géing dat natierlech och viraussetzen, datt mer eis kloer mussen eens ginn, wat mer alles genau wëllen opschreiwen a wéi mer wëlle virgoen. Dat heescht, dat verlaangt eng gewëssen Analys, éier een de Statec ka mat esou enger Aarbecht beoptragen.

Eppes ass kloer, an dat ass och vum Här Zeimet gesot ginn: All Affer ass en Affer ze vill, an all Verbriecher, deen onbestrooft dorëmmer leeft, ass e Risk, fir nach méi Strofdoten ze begoen. Dowéinst musse mer am Kampf géint de Mënschenhandel – an ech mengen, do ass et och wichteg, den europäesche Kontext ze mentionéieren – natierlech an éischter Linn de Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit, iwwert déi schwätze mer jo vill schwätzen, an de Virdergrond setzen a ganz besonnesch och de Schutz vun den Affer, d'Preventioun an d'Sensibiliséierungsaarbecht. An ech wollt op déi puer Saachen och jeeweils agoen.

Wat elo den nationale politesche Kader ubelaangt, do ass et esou, datt mer eng Approche multidisciplinaire hunn. Dat ass extreem wichteg an dat wëlle mer och esou bäibehalen. An déi interministeriell Aarbecht, déi leeft iwwert de Comité traite, wou entre autres och den SNJ vertrueden ass, vu datt déi Problematik och ugeschwat ginn ass. De Kommitee schafft ganz enk zesumme mat verschiddenen anere Gremien an Haiser, och notamment wann et ëm déi sougenannte Plan-d'actione geet, wou de Mënschenhandel kann eng Roll spillen. Do sinn der eng Rei, déi concernéiert sinn: déi iwwert d'Egalité, d'Droits de l'enfant an d'Entreprisen.

Et ass awer eng bewosst Entscheedung, e separate Plan d'action iwwert de Mënschenhandel bäizebehalen. Mir schaffen aktuell intensiv un engem neie Plang a wäerten dann deen och eng Kéier kënne presentéieren. Et ass e komplexe Sujet an dowéinst ass et wichteg, datt een dee wierklech och ganz cibléiert ugeet, wat awer net ausschléisst, datt et natierlech Schnëttstelle gëtt mat anere Rapporten an datt do eng Koordinatioun stattfënnt. An déi fënnt notamment statt iwwert de Comité interministériel vun der Traite. Mir sinn amgaangen, un deem Plang ze schaffen. A besonnesch – Dir hutt et och scho gesot – déi Direktiv, déi am Juni dëses Joers ugeholl ginn ass, déi gëtt natierlech do och mat verschafft, soudatt dat och erkläert, datt mer nach e bëssen do brauchen. Déi enk Zesummenaarbecht geschitt natierlech tëscht dem Comité traite an och dem Comité Prostitution, wat déi sexuell Ausbeutung ubelaangt. Allgemeng kann ee soen, datt d'Acteure ganz gutt zesummeschaffen.

Et sinn och eng Rei Froe doriwwer gestallt ginn, wéi de Kommitee fonctionéiert. Et ass esou, datt de Kommitee zwee- bis dräimol d'Joer zesummekënnt, woubäi een awer muss soen, datt d'Acteure quasi all Dag am Echange iwwer verschidde Fäll sinn. Dat kann, wéi gesot, mat der Police sinn, dat ka mat der ITM sinn, mee et ass quasi all Dag, datt sech eppes an deenen Dossieren deet. D'Roll vum Kommitee ass, sech iwwer konkreet Fäll auszetauschen, awer och d'Questionnairen, all déi Rapporten, déi ënnerwee sinn, ze analyséieren an och derzou bäizedroen, Statistiken ze maachen. Och d'Formatioune sinn e ganz grousse Bestanddeel vun der Aarbecht vun dësem Kommitee an, wéi gesot, an deem Sënn och, d'Sensibilisatiouns- an d'Informatiounsmaterial à jour ze halen. Alles dat fält, wéi gesot, an d'Charge vun dësem Kommitee, deen ënnert der Leedung vum Justizministère fonctionéiert.

D'Mënscherechtskommissioun huet effektiv an hirem Rapport formell en nationale Coordinateur gefrot, dee sech ausschliisslech géif op dëse Sujet konzentréieren.

Et ass esou, datt déi Aufgab am Moment vum Justizministère iwwerholl gëtt, deen dee Comité traite presidéiert an deen och u sech eng ganz grouss Vue d'ensemble huet iwwert déi verschidde Problematiken, déi sech stellen. En ass entre autres och zoustänneg fir d'Afferrechter an d'Indemnisatioun vun den Affer an och an aneren Domäner, déi natierlech och en lien si mam Mënschenhandel.

Déi nei Direktiv, déi mer elo wäerten ëmsetzen, wäert evidenterweis och d'Fro opwerfen, wéi mer eis weiderhin opstellen, wéi mer eis weiderhin ënnert deene verschiddenen Acteuren ofschwätzen. An do wäerte mer déi dote Fro och klären, ob een esou e spezielle Coordinateur mécht. Wéi gesot, et ass wichteg, datt een een huet, deen och tatsächlech den Iwwerbléck iwwer alles huet.

Fir vläicht och nach e puer Wierder ze soen zum legale Kader: Do ass et esou, datt eng ganz Rei Texter och ënnerwee sinn, déi de Schutz vun den Affer wäerte verbesseren. Dir hat se schonn ugeschwat, déi Direktiv vum 13. Juni vun dësem Joer, déi awer schonn och eng ganz Rei positiv Avancéeë wäert mat sech bréngen. Et wäerten zousätzlech Infraktioune festgehale ginn, déi d'Form vun der Ausbeutung betreffen. Dat kann zum Beispill d'Aféierung vum Zwangsbestietnis sinn, der illegaler Adoptioun an d'Ausbeutung och vun der Leihmutterschaft, déi als Form vun Ausbeutung och definitiv unerkannt ginn duerch dësen Text. Et gëtt och eng explizitt Referenz gemaach op de Mënschenhandel, dee begaangen oder erliichtert gouf duerch de Gebrauch vun Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien.

An dann, e ganz wichtegt Element sinn, wéi gesot, och d'Entreprisen, dat heescht d'Aféierung och vun obligatoresche Sanktioune fir déi Gesellschaften, déi fir de Mënschenhandel verantwortlech sinn. Dat kann d'Ausschléisse si vu Virdeeler, vu Subsiden oder Hëllefe vum Staat. Et kann awer och d'Zoumaache si vun Etablissementer an am schlëmmste Fall souguer e permanent oder temporairet Verbuet vu kommerziellen Aktivitéiten.

Dës Direktiv féiert och eng nei Strofdot an, déi de Gebrauch vum Déngscht vun den Affer vum Mënschenhandel, wann de Benotzer weess – an ech mengen, dat ass dat wichtegst Element –, datt déi Persoun, déi d'Servicer ubitt, Affer vu Mënschenhandel ass ... Dat gëtt also eng nei Strofdot. Dës Moossnam ass en Deel vun der EU hirer Gesamtapproche, fir d'Nofro ze reduzéieren, a gëtt natierlech och begleet vun net legislative Moossname wéi Formatioun, Opklärung a Sensibiliséierungsaarbecht. Et gëtt och e Volet Formaliséierung vun der järlecher europawäiter Datesammlung iwwert de Mënschenhandel.

Et gëtt awer och nach eng ganz Rëtsch aner Texter, un deene mer aktuell schaffen, déi Verbesserunge wäerte mat sech bréngen, wat de Schutz vun Affer ubelaangt. Do schaffe mer, wéi gesot, un engem Avant-projet de loi fir den Zeien- an Afferschutz. Dat ass e puermol hei och erwäänt ginn. Et ass esou, datt mir quasi dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun sinn, wat keng esou Gesetzgeebung huet. An ech mengen, et ass effektiv e wichtegt Element, fir kënnen derzou ze féieren, datt d'Affer och op de Wee ginn an dat och denoncéieren. An deem Kontext kéint een och ... Dir hat d'Fro gestallt iwwert d'Adressen. Ech mengen, och do muss een eng Äntwert drop hunn an deem dote Projet de loi, wéi mer dat kënne maachen, fir d'Affer ze schützen.

Dann, aner Projeten, déi wichteg sinn, sinn natierlech déi vum Jugendschutz- a Jugendstrofrecht, wou mer, wéi gesot, intensiv am Moment dru schaffen an déi och Verbesserunge wäerte mat sech bréngen.

Och déi europäesch Texter iwwert d'Liwwerkettendirektiv oder d'Direktiv iwwert d'Publikatioun vun Informatiounen iwwert d'Nohaltegkeet vun Entreprisë wäerten zu enger gréisserer Prise de conscience an dësem Domän bäidroen an och in fine den Affer hëllefen. Dann ass och d'Reglement iwwert de Verbuet vu Produiten iwwer Zwangsaarbecht ugeholl ginn.

An dann ass nach en anere Punkt am Accord de coalition, deen och wäert e positiven Impakt hunn, an dat ass nämlech d'Erofsetze vum Delai vu sechs op véier Méint, fir eng Demande fir eng temporaire Aarbechtsautorisatioun kënnen ze maachen, fir esou déi Zäit am Fong ze reduzéieren, wou e gewëssene Risk besteet.

Ganz vill Geriichtsurteeler sinn oft Bestanddeel vun de Kriticke vun den Evaluateure vun der CCDH, vum GRETA an och vum TIP-Rapport (ndlr: Trafficking in Persons). De Kommitee kritt dës Urteeler och an analyséiert déi och. Et steet ons awer net zou, déi Decisiounen ze kommentéieren, a mir wësse jo och deelweis net, wat d'Grënn si vun deene verschiddenen Decisiounen, wat an deenen eenzelne Fäll schlussendlech derzou geféiert huet, datt eng Strof op Sursis geschwat ginn ass oder datt déi Strof net esou héich ass. Ech mengen, et ass souwisou esou: „Im Zweifel für den Angeklagten", soudatt dat evidenterweis derzou ka féieren, wann d'Beweislag net grouss genuch ass, datt eebe keng Condamnatioun geschwat gëtt.

Dee Punkt vum Sursis ass awer ganz wichteg. Dir wësst, datt duerch d'Gesetz vum 20. Juli 2018 den Artikel 195-1 vum Code de procédure pénale geännert ginn ass, soudass d'Geriichter mussen eng ferm Prisongsstrof motivéieren, ausser am Fall vu Recidive. A mir hunn am Koalitiounsaccord stoen, datt mer do eng Ännerung wäerte maachen, fir dat eeben, wéi gesot, ze limitéieren op méi kleng Strofen. An ech wäert och Ufank d'nächst Joer e Projet an de Regierungsrot bréngen, fir deen dote Punkt ëmzesetzen.

Une voix | Très bien!

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Dann, eng vun den aneren Erausfuerderungen ass absolutterweis déi vun der Indemnisatioun vun de Victimmen. Do gëtt jo festgestallt, datt déi net terribel héich ass, och notamment wann ee vergläicht mat deem Gain, deen op där anerer Säit natierlech generéiert ginn ass. Do ass et esou, datt all d'Affer informéiert ginn iwwer hiert Recht, och eng Partie civile ze maachen. Dat gëtt souwuel de Moment vun der Audition wéi vun der Citatioun gemaach. Mee ech sinn awer ganz kloer d'accord, datt ee vläicht nach ka verstäerkten Efforte maachen, fir d'Affer och ze informéieren, notamment och iwwert déi Méiglechkeeten, déi et eebe säit dem Gesetz vun 2022 iwwert de Bureau de gestion des avoirs gëtt, fir datt si, wa Biene confisquéiert ginn, sech do kënne beim BGA mellen, fir datt och déi kënnen zur Verfügung stoe fir d'Indemnisatioun. Am Kader vun der Ëmsetzung vun der Direktiv stelle mer eis natierlech och Froen iwwert d'Vereinfachung vun de Prozeduren oder eventuell och eng direkt Indemnisatioun, wéi dat och deelweis gefuerdert gëtt.

Am grousse Ganze mengen ech, datt eng vun den Äntwerten awer dodranner läit, datt mer eis d'Moyene musse ginn, fir géint déi organiséiert Kriminalitéit virzegoen, déi ganz kloer eng Prioritéit ass vun dëser Regierung. Den Inneminister an ech hunn dat och scho wéi oft betount. Deen ee Volet ass natierlech deen humanen, méi Moyene fir Police a Justice, wou mer, mengen ech, hei zesummen all schonn deelweis geliwwert hunn, soudatt se och do méi Moyene kréien an och d'Police wäert méi Moyene kréien. Et geet awer och ëm d'prozedural Moyenen, déi d'Justizautoritéiten hunn. Ee Punkt ass d'Erweiderung vum Champ d'application vun de sougenannte Mesures spéciales de surveillance. Dat sinn d'Sonorisatioun an d'Infiltration informatique, déi och explizitt erwäänt gi si vum Rapport a wou mer och dru schaffen.

Da sinn och um europäeschen Niveau eng ganz Rei Initiativen ënnerwee, notamment d'Kreatioun vun engem neie Reseau, dee sech speziell op d'Criminalité organisée wäert konzentréieren. Dat ass, wéi gesot, fir mech eng grouss Äntwert op de Rapport, déi Moyenen, déi mer den Autoritéite ginn, fir kënne géint déi organiséiert Kriminalitéit virzegoen, wou dann natierlech och de Mënschenhandel e ganz groussen, zentrale Pilier dovunner ass.

Eng aner Saach ass déi vun de Strofen, wou mer natierlech de Volet vum Sursis hunn, fir iwwerhaapt mol d'Méiglechkeeten anzeschränken, datt d'Täter Sursis kënne kréien. An déi aner ass d'Strofmooss, wou mer natierlech och wäerten en A drop werfen, vu datt mer an enger nächster Etapp och d'Strofmooss, all déi Dispositiounen, déi am Code pénal stinn, nach eng Kéier op de Leescht wäerten huelen an och kucken, wéi kohärent dat ass.

Dir hutt och vill iwwert d'ITM geschwat – do wäert den Aarbechtsminister Iech herno och seng Äntwerte ginn –, déi, wéi gesot, keng juristesch Kompetenz a Saache Mënschenhandel huet.

Ech géif och nach gär e puer Wuert soen zur InfoTraite, déi eng ganz wichteg Roll spillt an der Preventioun. De Service InfoTraite hëlt d'Affer vu Mënschenhandel integral a Charge, soubal se vun der Police identifizéiert goufen, a bitt dann eng ganz Rei Prestatiounen un: e séchere Logement, eng sozioadministrativ Ënnerstëtzung, finanziell Ënnerstëtzung an och d'Demande fir Sursis à l'éloignement an aner Titres de séjour. Si huet och eng Sensibiliséierungsroll. Zum Beispill bitt de Service an Zesummenaarbecht mat aneren Acteuren Informatiounssëtzungen a Formatiounen u fir professionell Acteuren an organiséiert och Sensibilisatiounscampagnen, wéi viru Kuerzem och am Kader vum EU Anti-Trafficking Day, wat den 18. Oktober ass.

Da vläicht nach e puer Wierder och méi spezifesch iwwert d'Ausbeutung vu Kanner a Jugendleche souwéi onbegleete Mannerjäregen. Wat de Kampf géint de Kannerhandel betrëfft, do verweisen ech och op de Regierungsprogramm, dee virgesäit, datt 64 Aktioune vum Nationalen Aktiounsplang iwwert d'Rechter vun de Kanner evaluéiert ginn. Eng Adaptatioun vun dëser Strategie wäert gemaach ginn no der nächster Evaluatioun vum Kommitee vun de Vereenten Natioune fir d'Rechter vum Kand am Joer 2026. De Comité interministériel iwwert d'Jeunesse wäert do natierlech agebonne ginn an och d'Observatioune vun der Mënscherechtskommissioun wäerten an dësem Kontext a Consideratioun geholl ginn.

Wat d'onbegleet Mannerjäreger betrëfft, do ass virop drop hinzeweisen, datt d'Agente vum ONA an all hir Partner, déi responsabel si fir d'Prise en charge vun den DPIen, reegelméisseg un de Formatiounen iwwert de Mënschenhandel deelhuelen. Den ONA schafft och mam ONE an InfoTraite zesummen. Si hunn eng Feuille de route ausgeschafft mat den zoustännegen Acteuren, déi d'Prozedure virgesäit am Fall vun der Identifikatioun vun engem Affer.

Egal wéi vill Moyene mer de Justizautoritéiten oder der Police ginn, dat Wichtegst wäert ëmmer d'Sensibilisatioun sinn iwwert de Mënschenhandel. Do huet de Comité traite eng Roll vu Koordinatioun. Och d'Informatioun an d'Formatioun sinn do déi wichtegste Piliere vun dëser Approche. Et ass, wéi gesot,

eng multidisziplinär Approche, wat d'Detektioun, d'Sensibilisatioun vun den Affer a potenziellen Affer, hirem Ëmfeld an der Allgemengheet ugeet. Et ass e puermol haut gesot ginn: Mir all spillen eng wichteg Roll an dësem Kontext. De Kommitee setzt och eng ganz grouss Wichtegkeet op d'Sensibiliséierung vum Grand public an d'Weiderféierung vu senger Stoptraite-Campagne an der Campagne vum European Crime Prevention Network. Déi soll Affer iwwer hir Rechter informéieren. D'Plakater, déi am Kader vun dëse Campagnen entwéckelt ginn, gi weiderhi reegelméisseg verdeelt, zum Beispill och am Kader vu Formatiounen.

Et war och e Facebook-Kont opgemaach ginn am Kader vun der éischter Sensibilisatiounscampagne, dee reegelméisseg aktualiséiert gëtt mat Publikatiounen. De Site stoptraite.lu, deen am Kader vun dëser Campagne erstallt ginn ass, gëtt de Moment iwwerschafft, fir och ze kucken, eeben den Affer de Site méi zougänglech ze maachen. Déi Videoen, déi gedréint ginn an där Campagne, ginn och nach ëmmer reegelméisseg gewisen am Kader vu Formatiounen. Formatioune sinn, wéi gesot, extreem wichteg a kënne souguer och sur mesure organiséiert ginn en fonction vun den Demanden, déi kënne kommen. A virun allem ass och deen Dag, deen ëmmer ganz wichteg an deem Kontext ass, dee vum 18. Oktober, wou eeben och Campagnë stattfannen um EU Anti-Trafficking Day. Voilà.

Besonnesch wichteg ass an dësem Kontext och d'Zesummenaarbecht tëschent deene verschiddenen Acteuren. An do sinn et de Comité Prostitution an de Comité traite, déi do natierlech extreem intensiv zesummeschaffen an och nach weider wäerte schaffen an och amgaange sinn, un enger Sensibilisatiounscampagne ze schaffen. An ech mengen, dat wäert och e wichtegt Element ginn.

Dir gesitt also, et ass net, wéi wa keng Efforte gemaach géife ginn. Au contraire, et sinn der eng ganz Rei. Et sinn eng ganz Rei Texter, déi geschwënn an der Prozedur wäerte si respektiv scho sinn an déi wierklech zum Zil hunn, géint de Mënschenhandel ze kämpfen, déi zum Zil hunn, d'Affer dovunner besser ze schützen an eng Preventiounsaarbecht um Terrain ze leeschten.

Ech géif am Numm vun der Regierung all deenen Acteure Merci soen, déi an dësem Kontext eng exzellent Aarbecht maachen an ouni déi mer net kéinten esou gutt schaffen. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. An dann ass et den Här Aarbechtsminister, deen och nach zu dësem Sujet wëllt d'Wuert huelen. Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och dem Här Biancalana merci fir dës Interpellatioun zu dësem awer wichtegen Theema.

Fir d'éischt wollt ech emol drun erënneren, dass sech déi juristesch Kompetenze vun der ITM a Saachen Traite exklusiv drop beschränken, potenziell Affer vun der Traite ze reperéieren an déi zoustänneg Autoritéiten, notamment d'Police an de Parquet, ze alarméieren. Laut dem Code du travail ass eng vun den Haaptmissioune vun der ITM ënner anerem, Fäll vu Beschäftegunge vun Drëttstaatler, déi kee Permis de séjour respektiv kee Permis de travail hunn, ze constatéieren.

Gemääss dem Aarbechtsrecht kann en Employeur, deen en Drëttstaatler beschäftegt huet, wuel wëssend, dass dës Persoun Affer vun enger Traite ass, zu enger Prisongsstrof vun aacht Deeg bis zu engem Joer an enger Amende vun 2.501 Euro bis 125.000 Euro pro illegal beschäftegtem Drëttstaatler oder just zu enger vun dëse Strofe condamnéiert ginn.

Dëst ass eng Sanction pénale, déi net ze verwiesselen ass mat der Sanction administrative vun 10.000 Euro, déi de Code du travail am Fall vum Emploi vun engem Drëttstaatler, wou e Séjour irrégulier oder eng Situatioun irrégulière besteet, virgesäit an déi gegeebenefalls nach bei d'Sanction pénale derbäikënnt, well d'Affer vun der Traite d'office en séjour irrégulier oder en situation irrégulière ass.

Par contre, fir dës Infraktioun dem Employeur, deen d'Affer vun enger Traite agestallt huet, noweisen ze kënnen, misst schonn den eigentlechen Täter vun der Traite, also eng drëtt Persoun, am Virfeld wéinst dëser Traite vum Geriicht condamnéiert ginn, ier den Employeur am Kader vun de virdrun ernimmten Artikelen iwwerhaapt ka poursuivéiert ginn. D'Infraktioun vun der Traite économique ass par contre am Artikel 382-1 vum Code pénal virgesinn.

Der ITM hir Missioun ass also d'Preventioun, d'Sensibiliséierung an d'Zesummenaarbecht am Beräich vun den Aarbechtskonditiounen, der Sécherheet, awer och der Gesondheet op der Aarbecht. Si huet awer keng Kompetenz, fir am Kader vun der Traite am Zesummenhang mat der Aarbechtsausbeutung ze enquêtéieren.

Am Kader vun hire Kontrolle kann d'ITM mat enger Rei vun Onreegelméissegkeeten a punkto Aarbechtskonditiounen, Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht konfrontéiert ginn an eventuell ka se och Situatiounen erëmfannen, déi als contraire zu der Dignité humaine bezeechent kéinte ginn. Dobäi kënne verschidden Elementer e Rôle spillen, fir festzestellen, ob d'Aarbechtskonditioune contraire zu der Dignité humaine sinn, wéi beispillsweis eng Absence vun engem schrëftlechen Aarbechtskontrakt, d'Ausbezuele vun engem Gehalt, dat ënnert dem Mindestloun läit, voire souguer eng komplett Absence vun enger Remuneratioun, exzessiv Aarbechtszäiten, Ausübung vun der Aarbecht ënner onsanitären a geféierleche Konditiounen, déi net konform si mat de Bestëmmunge betreffend der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbecht, Logementer, déi den Aarbechter fir Wunnzwecker zur Verfügung gestallt ginn, déi awer net de legale Krittäre vu Gesondheet, Hygiène, Sécherheet a Bewunnbarkeet entspriechen, an Ausübung vun der Aarbecht ënner engem gewaltsame kierperlechen oder wirtschaftlechen Zwang.

Am Kader vun hire Kontrolle stellt d'ITM Procès-verballen op, déi d'Infraktioune géint geltend Aarbechtsgesetz festhalen. Par contre, d'Kompetenz, fir am Kader vun der Traite ze enquêtéieren, läit exklusiv bei der Police, déi eng spezialiséiert Ekipp huet, fir d'Affer vun der Traite identifizéieren ze kënnen, an déi sech drëms bekëmmert, Hëllefs- a Schutzmoossname virzehuelen, wéi se am Gesetz vum 8. Mee 2009 virgesi sinn. Falls d'ITM also am Kader vun hire Missiounen op eng Situatioun trëfft, déi op eng Ausbeutung vun der Aarbecht ënnert de Konditioune vum Artikel 382-1 vum Code pénal hindeiten, aviséiert se de Parquet an d'Police, déi dann an deene Fäll enquêtéieren.

Ergänzend ass et och wichteg ze preziséieren, datt et och un de Geriichter ass, all eenzelne Fall ze wäerten an ze tranchéieren, ob d'Aarbechten ënner mënschlech onwürdege Konditiounen exekutéiert goufen oder och net. Heibäi ass et wichteg ze erwänen, datt fir all déi uewe genannten Dossiere keng Verdachtsfäll vun der Traite der ITM direkt gemellt goufen, mee et handelt sech hei ëm Fäll, déi wärend de Kontrolle säitens den Aarbechtsinspecteure festgestallt goufen.

D'Dossiere vun de potenziellen Affer vun der Traite goufen och net direkt un d'InfoTraite respektiv un déi verschidde Servicer, déi sech ëm d'Affer vun der Traite bekëmmeren, wéi notamment d'Centres d'accueil SAVTEH a COTEH, virugeleet, mee déi potenziell Affer goufen drop higewisen, sech un déi zoustänneg Autoritéiten an/oder Servicer direkt ze adresséieren.

Och sief drop higewisen, datt laut Artikel 6 vum Gesetz vum 8. Mee 2009 d'Police en zoustännege Service d'assistance kontaktéiert, falls genuch Unzeeche bestinn, datt eng Persoun Affer vun der Traite ass. All potenziell Affer goufen awer vun der ITM iwwer hir Rechter am Beräich vun den Aarbechtskonditiounen, der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbecht informéiert. Des Weideren huet d'ITM déi concernéiert Employeuren derzou opgefuerdert, sämtlech Situatiounen op en Enn ze bréngen, déi géint gesetzlech, reglementaresch an/oder konventionell Bestëmmungen a punkto Aarbechtskonditiounen, Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht verstoussen. Am Fall, wou déi concernéiert Employeuren der Injonctioun vun der ITM net nokomm si respektiv d'Situatioun innerhalb vum Betrib net regulariséiert hunn, gouf eng Amende administrative géint se gesprach.

Wat elo d'Prise en charge vun den Affer duerch d'InfoTraite betrëfft, huet d'Madamm Ministesch scho Stellung dozou geholl.

An da kommen ech kuerz nach eng Kéier op Är Froen zréck, Här Biancalana, an och op der Madamm Bernard hir. D'Moyene fir d'ITM, wat den Travail domestique betrëfft: Do ass et esou, dass d'ITM fir all Kontroll beim Travail domestique e Mandat de perquisition brauch. An Au-pair-Jongen oder -Meedercher sinn net vum Code du travail berücksichtegt.

An dann d'Zesummenaarbecht vum Centre commun mat der ITM: Do ass d'nächst Woch eng Reunioun virgesinn, fir ënner anerem dat doten ze diskutéieren.

Wat d'Fro vun de Pouvoire vun der ITM ugeet: Dat ass eng al Revendicatioun vun der CCDH, déi och e puermol am véierte Rapport opkënnt. D'CCDH seet, dass, wann d'ITM enquêtéiere kéint am Kader vun der Traite, dëst d'Police entlaaschte géif an een doduerch och verhënnere kéint, dass d'Täter sech duerch d'Bascht maachen oder Beweiser vernichten, an een dofir och driwwer nodenke misst, den Inspektere vun der ITM de Statut vum OPJ ze ginn.

Dat ass awer net virgesinn. D'Unzuel vun den Inspekteren ass zwar an d'Luucht gaangen déi lescht Joren, par contre ass d'Zuel nach ëmmer iwwerschaubar an et feele weiderhi Leit um Terrain, fir geziilt Kontrollen duerchféieren ze kënnen. Eng ITM dresséiert aktuell just PVen am Kader vun der Traite a gëtt déi der Police oder dem Parquet, wéi gesot, virun. Wann déi elo och nach enquêtéiere sollen an deenen Dossieren, da komme vläicht aner wichteg Missiounen erëm ze kuerz, fir déi eng ITM aktuell schonn d'Kompetenzen huet. Dofir, och wann déi Propos vum CCDH vläicht gutt geduecht ass, fir d'Police ze entlaaschten, voilà, esou géif se awer dann d'ITM belaaschten. An d'Reform vun der ITM ass jo souwisou och een Deel vum Koalitiounsaccord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Motion et résolution

A mir kéimen zu der Motioun respektiv der Resolutioun, déi an dësem Kontext vum Här Biancalana eragereecht gi sinn.

Motion 1

Ech proposéieren, datt mer mat der Motioun ufänken. Här Biancalana, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen?

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Nee, ech hunn et scho gemaach.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Dir hutt dat gemaach. Wéi wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Zeimet gesinn ech, den Här Goergen. Ma Här Zeimet, da fänkt emol un.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Jo, mir proposéieren, déi Motioun net unzehuelen. Si iwwerhëlt u sech en gros d'Recommandatioune vun der Mënscherechtskommissioun, déi mer zum Deel deelen. Verschiddener kéint een awer och nach méi am Detail diskutéieren an op eng ganz Rei dovun huet d'Madamm Minister jo och an hirer Ried elo scho geäntwert, datt se amgaangen ass, u Projeten ze schaffen, bezéiungsweis datt Projeten ënnerwee sinn, soudatt mer dës Motioun an hirer Generalitéit esou net kënne matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Dann ass et um Här Goergen an duerno um Här Baum.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Dan Biancalana fir déi gutt Motioun. Eise Spriecher ass haut leider verhënnert, dofir hat ech virdru keng Ried derzou gehal.

(Hilarité et interruptions)

Ech wollt Iech awer zu der Motioun soen, dass mer ... De Spriecher an dësem Dossier. Ech wollt Iech awer soen, dass mer dat dote wäerten ënnerstëtzen. Ech huelen hei fir mech elo d'Decisioun, datt ech dermat averstane sinn, Madamm Tanson, an duerfir wäert ech se och haut matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Am Géigesaz zur CSV kënne mir dës Motioun an hirer Generalitéit unhuelen. Dat, wat ech eraushéieren hunn, wat e bësse „Stein des Anstoßes" ass, dat sinn zwee Punkten.

Dat ass engersäits de Coordinateur national, wou d'Regierung mengt, datt dat am Moment besser do ugesidelt ass, wou et funktionéiert, nämlech bei der Justiz. Ech mengen awer, datt et genuch Argumenter gëtt, déi, mengen ech, och developpéiert gi sinn, fir ze soen, datt dat awer e wichtegt Element wier.

An dat Zweet, dat huet den Här Aarbechtsminister elo gesot, dat ass nämlech d'Méiglechkeet ze iwwerpréiwen – et ass jo net gesot, datt et dat direkt emol gëtt, mee zumindest ze iwwerpréiwen –, datt d'Agente vun der ITM och d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire hunn.

An dee Gedanken ass och net komm, mengen ech op jidde Fall, vun der Mënscherechtskommissioun mam Zil, fir d'Police ze entlaaschten, mee mam Zil, fir méi wierksam géint d'Traite virzegoen an dowéinst dann eventuell à long terme kënnen d'Police ze entlaaschten, mee op jidde Fall méi effikass kënnen ze funktionéieren.

An ech mengen, mir hunn aner Verwaltungen, wou Beamten och d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire hunn. Ech mengen, datt et zumindest derwäert wier, déi Reflexioun ze féieren. An duerfir gesinn ech – wéi gesot, bei deenen anere Punkte gëtt et jo e grousse Accord – eigentlech net, firwat een déi Motioun net an hirer Generalitéit unhuele kann.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech rejoignéieren op ville Punkten dat, wat de Laurent Zeimet gesot huet. Et sinn eng ganz Rei Reformen en cours. Ech erënneren notamment un déi vun der Protection de la jeunesse an och alleguerten déi Reformen, déi parallell lafen, dat heescht d'Jugendstrofrecht an och de Schutz vun den Temoinen, déi Mineure sinn, an awer och generell de Schutz vun den Temoinen, wou mer jo haut gewuer gi sinn, dass och do eppes en cours ass.

Wa mer vun den Attributioune vun der ITM schwätzen – an do wollt ech eigentlech e bësse reagéieren op dat, wat den Här Baum gesot huet –, ass et trotzdeem wichteg, dass een, mengen ech, den Ënnerscheed och mécht tëschent dem Rôle vun den Autorités judiciaires an dem Rôle vun aneren.

An ech mengen, wa mer vun Traite des êtres humains schwätzen, schwätze mer och vu ganz komplexen Infraktiounen. Dat ass eppes, op dat ech och wollt agoen. D'Moyenen, déi vun de Stroftäter genotzt ginn, déi ginn och ëmmer méi komplex. An och d'Aarbecht vun den Autorités judiciaires op allen Niveauen an och vun den Enquêteure vun der Police judiciaire gëtt ëmmer méi komplex. A mir sinn der Meenung, dass d'ITM duerchaus e Rôle de contrôle hei soll anhuelen, dass et awer net de Rôle vun enger ITM ass, fir hei d'Enquêten ze leeden. Dat ass an eisen Aen de Rôle vun den Autorités judiciaires.

Duerfir rejoignéieren ech op dësem Punkt net Är Interpretatioun an och dat, wat hei an der Motioun gefrot ass. An duerfir géif ech och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Sinn nach aner Wuertmeldungen do, éier ech dem Auteur vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert ginn? Jo, d'Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir hunn d'Motioun mat ënnerschriwwen. Mir sti voll a ganz dohannert. Mir gesi jo och haut, wéi transversal de Sujet ass an dass deementspriechend ganz vill Leit aus der Regierung hätte missen hei sëtzen. Deementspriechend ass e Coordinateur fir eis vun essentieller Wichtegkeet, fir dass mer hei wierklech dat Ganzt kënnen zesummen ugoen, dass eebe grad och déi verschiddene Servicer, déi hei mat der Traite konfrontéiert sinn, och kënne vunenee léieren, koordinéiert kënne Prozeduren ausschaffen. Et muss ee jo net an alle Saachen d'Rad nei erfannen.

Ech géif et schued fannen, wann et elo hei un deene Punkte géif scheiteren, déi Der hei mentionéiert. Ech mengen, dass dat wierklech eng ganz pregnant Demande ass vun der Mënscherechtskommissioun, déi wierklech hei en essentielle Knackpunkt wier, fir der Traite kënnen op d'Spuer ze kommen.

Ech mengen, mir hunn do ënnerschiddlech Meenungen, mee mir ënnerstëtzen op alle Fall dës Motioun mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Jo, ech hunn der Madamm Justizministesch ganz gutt nogelauschtert. Et sinn eng ganz Rei Initiativen, déi amgaange sinn, ëmgesat ze ginn, déi Der nach wëllt ëmsetzen, mee et ass näischt an dëser Motioun, wat Der net wéilt maachen, well Dir hutt et hei elo grad deementspriechend och gesot.

Dat heescht, dat, wat hei steet, ausser, mengen ech, elo dat mam Coordinateur national, och do sot Der ganz kloer, et ass an der Ëmsetzung vun der Direktiv, déi dëst Joer gestëmmt gouf, dass dorunner och deementspriechend geschafft gëtt. Dir hutt et op alle Fall net verneint.

Bon, an den Här Aarbechtsminister huet gesot, dass d'ITM éischter e preventive Rôle huet, och am Kader vum Aarbechtsrecht agéiert. Jo, bon, hei steet „étudier la possibilité". Dat léisst eng Ouverture och par rapport zu de Konklusiounen, déi ee kann huelen. Mee ech mengen, wat hei ausschlaggeebend ass, dat ass, wann d'ITM um Terrain soll agéiere mat der Attributioun vum OPJ, dass do och d'Méiglechkeet soll sinn, direkt eebe strofrechtlech och kënnen ze agéieren. Mee hei steet „étudier la possibilité", also et ass eng Ouverture. Et ass net, dass elo hei e fest Engagement misst geholl ginn.

Dofir, mengen ech, kéint dës Motioun och an hirer Gesamtheet ofgestëmmt ginn, wann eng politesch Volontéit och deementspriechend do wier. Wéi gesot, et ass näischt an dëser Motioun, wat net hei ugedeit gouf.

Merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung zu dëser Motioun.

Da géing ech se zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claire Delcourt), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Résolution 1

An da komme mer zur Resolutioun, déi och vum Här Biancalana deposéiert ginn ass. Här Biancalana, ech denken, datt Der duerno wëllt d'Wuert huelen. Wie mellt sech? Den Här Zeimet hat schonn driwwer

geschwat, kann awer nach eng Kéier driwwer schwätzen, wann en dat gär mécht. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Här President, wann Der mech esou invitéiert, gären.

(Hilarité)

Ech wollt da just nach eng Kéier confirméieren, wat ech scho gesot hunn: datt mer dës Resolutioun an hirer Globalitéit dann ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà! Wëllt nach een dozou d'Wuert huelen?

(Négation)

Kann ech dës Resolutioun da par main levée ofstëmme loossen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution 1

Jo, dann, wien derfir ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Ech stellen also fest, dass dës Motioun à l'unanimité ugeholl ginn ass.

7. 7329 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois ;
2° du Code de la consommation ;
3° de la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine ;
4° de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales ;
5° de la loi du 29 avril 2000 transposant la directive n° 92/29/CEE du Conseil du 31 mars 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour promouvoir une meilleure assistance médicale à bord des navires

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 7329, enger Ofännerung vum maritimmen Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. An deemno huet d'Rapportrice 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit huet 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Ageschriwwe si schonn: d'Madamm Weydert, d'Madamm Lenert, den Här Weidig an d'Madamm Welfring. An elo huet d'Rapportrice, déi honorabel Madamm Simone Beissel, d'Wuert. Madamm Beissel, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, säit dem Gesetz vum 9. November 1990 ass Lëtzebuerg eng Seefahrernatioun gi mat engem schéine Pavillon maritime mam Roude Léiw als Emblème.

Mir sinn um Ufank belächelt ginn, sougutt hei am Land wéi och an der Groussregioun an am Ausland, a béis Zongen hu gefrot: „Jo, wou ass dann Äert Mier?" Mir hu ganz äerdeg virugeschafft.

An, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, si louche falsch! Well haut erweist sech, dass dee ganze Registre public maritime an de Pavillon maritime eng markant Successstory gi sinn. Haut – et ass zwar Stand Juli dëst Joer – lafen net manner wéi 206 Schëffer ënner Lëtzebuerger Pavillon op all Zorte vu Mierer – an all Zorte vu Schëffer.

Ëm wat geet et dann elo bei dem neie Projet hei, den 7329? Zënter 1990 sinn e ganze Koup Texter geholl ginn, sougutt international, mee och national Texter, fir eebe just d'Liewens- an d'Aarbechtskonditioune vun de Gens de mer ze verbesseren.

De Projet de loi, dee mer hei debattéieren an hoffentlech stëmme wäerten, ass 2018 scho vum zoustännege Wirtschaftsminister deponéiert ginn. Dono krute mer e ganze Koup Avisen: Mir haten d'Avise vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Salariés, an déi ware vun Ufank u positiv, an duerno dräi Avise vum Staatsrot, déi awer duerch erklärend Amendementer vun der Regierungssäit completéiert, verfeinert a verbessert gi sinn.

D'Zil vun dësem neie Projet de loi ass et eeben, wéi ech gesot hunn, d'Liewensqualitéit, d'Aarbechtskonditioune vun de Gens de mer, de Marinen, wierklech ze verbesseren. Et geet ëm hir Gesondheet, et geet ëm hir Sécherheet, et geet ëm hir Aarbechtskonditiounen, déi wierklech méi laang, virun 1990, mat Momenter katastrophal waren, déi praktesch als equivalent mam Sklavenhandel konnten ageschat ginn.

Et ass och bewise ginn, dass, duerch de Fait, dass esou schlecht Konditioune waren, d'Risike vun Accidenter um Mier an d'Risike vu Pollutioun am Mier eebe just duerch déi katastrophal Bedéngungen do ganz héich waren, well deels wou d'Leit net forméiert, deels hu se wierklech drënner gelidden, dass Erreurs humaines geschitt sinn, well se net forméiert waren, an deels sinn Accidenter geschitt, well se am Zoustand vun totaler Erschëpfung geschafft hunn. A mir wëssen alleguerten: Do kënnt näischt Gutts eraus.

2006 ass du reagéiert ginn: D'OIT, déi Der alleguerte kennt, d'Organisation internationale du travail vu Genève, huet eng éischt grouss Konventioun geholl, d'Maritime Labour Convention. Wéi Dir wësst, d'OIT hëlt Konventiounen, déi dann awer vun de Staate mussen ëmgesat ginn, well si hu keng Force contraignante. An d'Staate mussen do matmaachen. Et sollt endlech Uerdnung geschaaft ginn am Secteur maritime, well et ass konstatéiert ginn, dass d'Aarbechtskonditioune vun de Marineros, wéi mer se dann nennen, extreem schlecht waren. Doniewent war wëll Konkurrenz am Secteur maritime, haaptsächlech zwëschent den Armateuren, de Reeder, an déi ass ëmmer méi inakzeptabel ginn.

Duerno huet d'Europäesch Kommissioun nogerüst: 2015 sinn zwou EU-Direktive geholl ginn, déi eebe just sollten den Droit du travail maritime, deen anescht ass wéi eisen Droit du travail commun, mam Droit du travail commun zesummeféieren, fir eebe just d'Konditiounen ze verbesseren. Dir wësst, eis Basis vum Droit du travail, deen am Code du travail ass, ass d'Gesetz vum 24. Mee 1989, dat d'ganz Kontrakter vun de Salariéë bestëmmt.

A wat awer dunn anescht ginn ass, dat ass: D'EU ass u sech méi wäit gaang wéi ... Si hunn zwou Zorte vu Mesüren an deenen Direktive virgesinn, fir d'éischt d'Mesures obligatoires an d'Mesures recommandées, mee si ass méi wäit gaang, si war méi streng, si hätt gär gehat, dass eebe just d'Staate géifen deene Recommandatioune Force contraignante ginn.

Wat och wichteg ass fir eis hei zu Lëtzebuerg: Dir wësst, mir hunn e ganz breetgefächerten Dialogue social. An 2014 ass e wichtege Kollektivvertrag ofgeschloss ginn – eebe just zwëschent der FEDIL op där enger Säit an dem OGBL an dem LCGB op där anerer Säit –, deen d'ganz Aarbechtskonditiounen eebe vun de Gens de mer sollt verbesseren.

Wat bréngt dann elo de Projet de loi ganz genau? Wéi gesot, d'EU-Direktiven hunn de Fanger op d'Wonn geluecht, dass déi zwee Droit-du-travailen net beienee gepasst hunn. An et ass gesot ginn: „Et muss onbedéngt an där Hisiicht verbessert ginn", well d'Salariéë sinn an dem Gesetz vun 1990 net duerch den Droit du travail commun, wéi gesot, ofgeséchert ginn. An do ass gesot ginn, déi Lacune, déi géif elo an där Hisiicht verbessert.

An dat ass och genau geschitt mat dem neien Text, dat heescht, d'Aarbechtsrechter, déi zwee Aarbechtsrechter, gi beieneebruecht, verfeinert a verbessert. D'ganzt Gesetz vun 1990 gëtt restrukturéiert, fir dass et méi lieserlech ass, well gleeft mer es, et ass eng ganz schwiereg Matière.

An dann, drëttens, de Kommissär, de Regierungskommissär aux affaires maritimes, huet hei eeben d'Charge kritt, d'ganz Applikatioun vun dësen EU-Mesüren ze surveilléieren, fir d'éischt emol duerchzezéien an dann ze surveilléieren an opzepassen, dass all Zorte vu Leit, déi concernéiert waren ..., dass dat och géif do klappen. An deem Kontext: Hien huet dat och gemaach, an dat ass ganz gutt virugaangen.

Wat nach interessant ass an deem neien Text: Dir wësst, dass mer hei dräi national Sproochen hunn, awer hei, an der neier Applikatioun vun de Mesüre gi Poste geschaf, Fonctionnairesposten, Employésposten, wou d'Leit awer kënne fonctionnariséiert ginn, an et huet mech interesséiert, dass u sech hei fir d'alleréischte Kéier Englesch – Dir wësst, dass dat de Langage numéro eent ass vum Commerce maritime international – gläichgestallt gëtt mat dem Däitschen, an dat kann een och evoquéieren, wann een hei gär eng Plaz hätt. An esou geet dat an déi richteg Richtung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, e staarken, e proppere Pavillon maritime – well ouni dass ech elo wëll respektlos sinn, bestëmmte Länner hunn dat net, huelen dat net grad esou genau – mat Ofsécherung vun alleguerten de Leit, déi um Mier hei fueren, dat steet engem Rechtsstaat, wat mir hei zu Lëtzebuerg sinn, gutt zu Gesiicht. An dofir ginn ech ouni Bedenken hei den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Beissel, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Lëtzebuerger Pavillon maritime ass mam Schafe vum Schëffsregëster am Joer 1990 ënnert der deemoleger schwaarz-rouder Regierung ugaang. D'Madamm Beissel war schonn an hirem Exposé dorobber agaang.

Deemools war d'Iddi, eis Ekonomie ze diversifizéieren an eng weider Souveränitéitsnisch ze schafen. Zënterhier schippere vill Schëffer ënnert dem Fändel vum Roude Léiw duerch d'Weltmierer, an dat ouni datt Lëtzebuerg en direkten Accès op d'Mier huet. Nom Motto „Ich will mehr Schiffsverkehr", fir hei den Herbert Grönemeyer ze zitéieren, huet sech de Lëtzebuerger Pavillon ausgebaut an haut sinn eng 200 Schëfffaartsbetriber zu Lëtzebuerg ugesidelt. Wann een d'Betriber derbäizielt, déi dem Secteur Servicer

ubidden, zum Beispill Finanzen oder Assurancen, da sinn et der ronn 400, déi an der Schéfffaart aktiv sinn.

Am Ganzen zielt de Lëtzebuerger Pavillon eng 206 (veuillez lire: 201) Schéffer an et si ronn 15.000 aktiv Séileit beim Commissariat aux affaires maritimes gemellt laut dem Rapport d'activité vun 2023 vun deem besote Commissariat, deen dëst Joer am Juni publizéiert gouf.

D'Aarbechtskonditiounen um héije Mier sinn net evident an dowéinst ass et wichteg, datt d'Rechter vun de Séileit respektéiert a geschützt ginn. Mat dësem Gesetzesprojet droe mir deem Rechnung a verbesseren déi Basis u Reegelen, déi duerch international Konventiounen an d'EU-Recht an eis Gesetzgeebung gefloss sinn. Och de Kollektivvertrag vun 2014 tëscht de Sozialpartner, dem OGBL, dem LCGB an der Associatioun Fedil Shipping, huet zur Verbesserung vun den Aarbechtsbedéngunge bäigedroen.

Donieft gëtt déi sozial Ofsécherung vun de Séileit mat dësem Gesetzesprojet gekläert a verbessert. Et ass wichteg, datt d'Séifuerer net manner favorabel behandelt gi wéi d'Mënschen, déi u Land beschäftegt sinn. Mat dësem Text gëtt elo souguer d'Méiglechkeet geschaafft, dass si jee no hirem Hierkonftsland entweeder an der Lëtzebuerger Gesondheetskeess verséchert oder iwwer hire Patron privat verséchert ginn. Dëst ass eng wichteg Klarifikatioun an eng däitlech Verbesserung vum Statutt vun de Séileit.

Ech wënschen dem Lëtzebuerger Pavillon maritime weiderhi vill Erfolleg an de Séileit „Schiff ahoi!" a ginn domat den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann huet d'Madamm Paulette Lenert d'Wuert.

(Brouhaha)

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Et ass vun der Rapportrice en long et en large gesot ginn: Dat heiten ass e Gesetz, wat d'Rechter stäerkt vun de Leit, wat d'Aarbechtsrecht stäerkt. Mir kënnen deem als Fraktioun zoustëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Am Prinzipp ass de Gesetzesprojet 7329 eng gutt Saach, well en d'Liewens- an d'Aarbechtsbedéngunge vun de Leit op de Schéffer ënnert dem lëtzebuergesche Fändel verbessere wëll. De Staatsrot huet awer e puer pertinent Froen opgeworf, déi eiser Meenung no net geléist gi sinn.

Do ass als éischt emol de Congé parental. De Staatsrot gëtt ze bedenken, datt elo och Leit, déi net an der CNS registréiert sinn, de Congé parental ufroe kënnen. Éischtens gëtt géint de Prinzipp verstouss, datt ee muss an d'CNS cotiséieren, fir och eng Leeschtung ze kréien, an do kann duerchaus d'Dier fir Mëssbrauch opgemaach ginn, well et schwéier ze kontrolléieren ass bei Leit, déi net hei zu Lëtzebuerg liewen oder hire Liewensmëttelpunkt hunn.

Zweetens weist de Staatsrot drop hin, datt am Gesetzesprojet déi däitsch Sprooch, eng vun eisen dräi administrative Sproochen, eis Alphabetiséierungssprooch an och déi Sprooch, déi dem Lëtzebuergeschen am noosten ass, soll ersat ginn duerch d'Englescht, wann et drëm geet, datt Ugestallter vum Kommissariat Staatsbeamte kënne ginn. Do si mir dergéint, well de Prinzipp gebrach gëtt, datt all Staatsbeamten déi dräi Sprooche vum Land verstoen a schwätze kënne soll.

Et ass nees e weidere Beweis, datt déi lescht Regierung, mee och dës aktuell Regierung, dat Däitscht respektiv d'Lëtzebuergesch marginaliséiert an et logescherweis zu engem francophonne Monolinguaslismus féiert, wann d'Staatsbeamten net méi à même sinn, gutt genuch Lëtzebuergesch an Däitsch schwätzen ze kënnen. Mir isoléieren eis domat och méi vun eisem däitschen Noper.

Drëttens huet de Minister d'Méiglechkeet, d'Habilitatioun vun Organismen ze begrenzen, an dat kéint géint de Prinzipp vun der Liberté de commerce verstoussen nom Staatsrot.

Aus all deene Grënn a well dës Bedenken eiser Meenung no net kloer am aktuelle Gesetzestext geléist ginn, stëmme mir dergéint. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Mir kënnen den Accord ginn zu dësem Text am Numm vun eiser Sensibilitéit. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Ass soss nach eng Wuertmeldung do? Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Natierlech gi mir och eisen Accord zu dësem Projet de loi, bei deem et virun allem ëm de soziale Schutz vun deene Leit geet, déi do schaffen. An dat ass eppes ganz Wichteges; eis ass dat op jidde Fall wichteg. A mir gesinn och net déi grouss Gefore vu Mëssbrauch, déi hei un d'Mauer gemoolt gi sinn.

Dat selwecht gëllt fir d'Iwwerleeungen, wat d'Sprooch ugeet, do menge mir, datt dat hei eng Upassung un d'Realitéit ass. Lëtzebuergesch ass nun emol net déi Weltsprooch op de Weltmierer. An datt een do Englesch bäifüügt, schéngt mer eppes ze sinn, wat duerchaus Sënn mécht an deem heite Kontext.

Dëst gesot, mir stëmmen dat mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Ech mengen, dass am Detail vun der Rapportrice erkläert ginn ass, wourëm et geet. Et geet hei wierklech drëm, de Kader vun den Aarbechtskonditiounen an de Liewenskonditiounen u Bord vun engem Schéff ze verbesseren.

Mir ginn hei also an alleguer deene Linne weider. D'Madamm Rapportrice huet just eng Saach opgeworf, dat ass déi propper Schéfffaart, déi och wichteg ass, an eebe grad, wann deen heiten Text gestëmmt ass, sinn d'Aarbechten un engem Text, deen heirobber baséiert, jo och schonn amgaangen an der Kommissioun, fir eebe grad ekologesch Krittären an d'Schéfffaart mat eranzebréngen, wou et ëm d'CO_2-Ausstéiss geet, wou et ëm d'Carburante geet. Dat, wéi gesot, an engem Text, deen elo an der Kommissioun diskutéiert gëtt.

Dat heescht, hei schwätze mer elo iwwert déi sozial Ofsécherung, wou et ganz wichteg ass, dass mer do als Lëtzebuerg weiderginn. Dofir soen ech och Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung.

An ech ginn dem Här Baum vollkomme Recht, dass am Moment d'Lëtzebuerger Sprooch nach net grad op alle Weltmierer geschwat gëtt. Ech géif jo elo soen, ech géif mech derfir asetzen, mee ech mengen, dass dat ganz schwéier ass.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet dann ofgeschloss.

A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7329 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7329[10A].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7329 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass bal ofgeschloss. Elo ass en ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Claire Delcourt), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 7706 – Projet de loi relatif à l'amélioration de la sûreté des navires

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7706 um Ordre du jour stoen, d'Ëmsetze vu verschiddenen Dispositioune vun engem europäesche Reglement iwwert d'Verbesserung vun der Sécherheet vun de Schéffer. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht. De Basismodell ass dee selwechte wéi virdrun. Ageschriwwe sinn: d'Madamm Stéphanie Weydert, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Tom Weidig an d'Madamm Joëlle Welfring. An d'Wuert huet elo grad wéi virdrun d'Rapportrice, d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Aye aye, Captain.

(Hilarité)

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Merci, Här President. De Captain mécht sech d'Freed, mat Iech heidriwwer ze schwätzen.

(Hilarité)

Also, Kolleeginnen a Kolleegen, ëm wat geet et bei dësem Projet de loi? Et geet drëm, op där enger Säit d'Sécherheet vun de Schëffer an op där anerer Säit all Zorte vun Hafeninfrastrukture géint all Zorte vu Menacen, vun illicitten Aktioune besser ofzesécheren.

Wat ass d'Rechtslag? Dëse Projet, de 7706, ass de 17. November 2020 vum deemolege Wirtschaftsminister deponéiert ginn. Heimat solle verschidden Dispositioune vum CE 725/2004 – dat war nach déizäit CE, haut ass et UE-Reglement – an den Ordre juridique interne luxembourgeois, dat heescht a Lëtzebuerger gängegt Recht, transposéiert ginn.

An deem Kontext mussen nach zwee aner wichteg Texter genannt ginn. Éischtens emol d'Konventioun SOLAS. Déi ass schonn 1974 zu London ugeholl ginn. Déi huet als Titel „Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer".

Dës Konventioun ass u sech d'Basis, an elo ginn ech e bëssen zréck, déi néideg war, fir dass mir konnten 1990 de Pavillon maritime hei zu Lëtzebuerg schafen.

(Interruption)

Dann, niewent der Konventioun SOLAS hu mer och nach de Code ISPS, de Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires. Dir musst wëssen, dass de Code ISPS am Kapitel 11-2 an der Konventioun SOLAS virgesinn ass. An déi zwee Texter, déi lafen u sech niewenteneen. Dëse Code gesäit zwou Zorte vu Mesüre vir, éischtens eng Partie A mat obligatoresche Moossnamen an dann eng Partie B mat Recommandatiounen.

Mir hunn awer dee Reglement, deen ech Iech elo genannt hunn, vun der Communauté européenne, de 725/2004, dee geet do méi wäit an ass och méi streng mat zwou Saachen. Dee verlaangt, dass en Deel vun de Recommandatiounen, déi jo u sech net Force juridique directe hunn, awer géife vun de Memberstaate Force contraignante kréien, an zwar follgend – an dat mécht och Sënn –: d'Revisioun vun de Sécherheetspläng vun de Schëffer – do muss dauernd gekuckt ginn, ob d'Schëffer nach an der Rei sinn – an, zweetens, d'Evaluatioun vun der Sécherheet vun den Häfen.

Wat fir eng Schëffer sinn dann elo betraff? Éischtens emol all d'Passagéierschëffer, vun all Zorten, och d'Schnellbooter; zweetens alleguerten d'Containerschëffer. Dir wësst, dat sinn déi grouss Cargoschëffer, déi Containeren iwwert d'ganz Mierer transportéieren. An do ass e System, do gëtt mat Bruttoregistertonnen evaluéiert. An hei ass et esou, dass et gläich oder iwwer 500 Bruttoregistertonnen muss leien, fir déi Evaluatioun ze maachen. An dann drëttens – Dir kennt déi och, déi si ganz wichteg –, déi spezifesch Buer- a Forage-Schëffer, déi ganz oft virun de Küste leien, déi d'Entsandung kontrolléieren oder aner Saachen. Déi falen och drënner. Dat heescht, all Zorte vu Schëffer.

Här President, wéi mer schonn am Projet 7329 gesinn hunn, ass och hei bei dësem Projet de loi de Regierungskommissär bestëmmt, deen hei eng ganz wichteg Responsabilitéit kritt. Hien ass hei erëm eng Kéier d'Sécherheetsautoritéit, déi muss kucken, dass déi ganz Reglementsapplikatiounen duerchgeféiert ginn an och d'Surveillance maachen, dass dat richteg ass. Hie kann dat awer net eleng. Dat gëtt ëmmer méi Aarbecht. An dofir sinn och Modalitéite virgesinn, wou eebe spezifesch Mesüre kënne vum Regierungskommissär u spezialiséiert Organisme virugi ginn, fir dass dann „de l'ordre dans la boutique" besteet.

En fin de compte − an dat ass ganz wichteg, well Dir gesitt, hei sinn u sech ganz contraignant Reglementer, fir dass Uerdnung kënnt − gesäit de Projet och Sanctions administratives a Sanctions pénales vir, well den EU-Reglement, deen ech Iech genannt hunn, oder den CE-Reglement, deen u sech méi streng ass wéi d'SOLAS a wéi den ISPS-Code, hätt gär, dass eng Concordance um Niveau vun Europa kënnt vun all deene Mesüren an och vun de Sanktiounen, well soss maache se erëm net alles d'selwecht an dann ass keng Concordance do a keng Uerdnung.

Här President, d'Chambre de Commerce huet vun Ufank un e wuelwollenden Avis hei zu dësem Projet ginn.

De Staatsrot, deen ëmmer alles ganz akribesch kuckt, war am Ufank kritesch, wat se och schonn ugesot hu bei den Texter virdrun. Si kucken ëmmer d'Saach vun der Terminologie hier. Mee no erklärenden Amendementer vu Regierungssäit hu se awer de 25. Juni dëst Joer den Accord ginn an du konnt de Rapport finaliséiert ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Sécherheet vun de Schëffer, an haaptsächlech, dass d'Coquen, dat heescht, déi äusserst Hüllen, aus dem beschtméigleche Stol sinn, dat ass e Garant fir d'Sécherheet vun all Mënsch, dee sech u Bord befënnt, ob et elo Passagéier sinn oder Equipagen. Wann Der op verraschte Carcassen dorëmmer musst stuckelen, da sidd Der frou, wann Der iergendwéi nach an den Hafe kommt, ouni dass Der schonn ënnergaange sidd.

Mir wëssen awer och alleguerten, dass an dësen international onstabillen Zäiten d'Sécherheet vun den Häfen a vun den Hafeninfrastrukturen, och mat neien Technologien, virrangeg ass. An dofir ass et extreem wichteg, dass dat an dësem Text och soll verbessert ginn. Ech mengen, dat ass am Interessi vun all Mënsch, deen iergendwéi an en Hafen eraleeft.

Mat dësen Erklärunge ginn ech dofir mat Freed den Accord vun der DP an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Beissel, fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An dann huet d'Madamm Stéphanie Weydert d'Wuert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Jo, d'Verbesserung vun der Sécherheet vun de Schëffer ass enorm wichteg an do dréit de Gesetzgeeber natierlech och eng Verantwortung dofir, datt mer déi international Konventioune ratifizéieren an ëmsetzen an och d'EU-Reglementatiounen esou séier wéi méiglech ëmsetzen. Mat dësem Gesetzesprojet maache mer genee dat. An all Schëff muss sech elo e Sécherheetsplang ginn, deen am Fall vun enger Gefor soll agehale ginn.

D'Sécherheet vun de Schëffer, hirer Crew, de Passagéier kann duerch Elementer vu baussen a Gefor bruecht ginn, notamment duerch Wiederphenomeener oder duerch Piraterie, deemno wou een an der Welt um Mier ënnerwee ass. Si kann awer och duerch d'Natur vun der Fracht a Gefor kommen, sief et duerch Feier- an Explosiounsrisiko. An de Feierrisiko ass allgemeng e Sécherheetsrisiko u Bord, fir deen d'Reederei muss virsuergen zum Schutz vun hire Schëffer, besonnesch vun der Besatzung an awer och vun allen anere Mënschen, déi sech u Bord befannen.

Mir iwwerhuelen d'Verantwortung fir eise Pavillon maritime a gesinn och déi strofrechtlech Sanktioune vir, fir déi Schëfffaartsentreprisen, déi déi néideg Sécherheetsbestëmmungen net respektéieren, ze sanktionéieren. Dëse Projet gëtt dem Commissaire aux affaires maritimes déi néideg Autoritéit a Kompetenz, fir dofir ze suergen, datt d'Bestëmmunge vun dësem Gesetz agehale ginn.

Zesumme mat dem Projet de loi 7329, dee mer elo grad ugeholl hunn, ass dëst eng weider Verbesserung vum Liewen a Schaffen op Séi. An heimat ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Enger Verbesserung vum Liewen a Schaffen op Séi ka selbstverständlech och d'LSAP-Fraktioun nëmmen zoustëmmen. Mir wäerten dëse Projet matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Här Weidig.

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir wäerten de Gesetzesprojet 7706 matstëmmen. En ass sënnvoll an eng Transpositioun vun europäesche Reglementer.

Ech wëll awer trotzdeem bemierken, datt de Staatsrot fonnt huet, datt de belsche Gesetzestext méi kloer a senger Formuléierung ass a méi konkreet seet, wie fir wat responsabel ass. Do hätte mir eis gewënscht, datt dat och hei passéiert wär. Dat kéint eventuell bei konkreete Fäll méi legal Kloerheet bréngen. Trotzdeem wäerte mir dat matstëmmen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir stëmmen dësem Projet de loi zou.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Déi Lénk stëmmt dëse Projet och mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, ech mengen, dass dat hei e weideren Text ass, deen an déi richteg Richtung geet, fir eebe grad och eise Pavillon éischtens emol unzepasse bei de Froe vun de Sanktiounen, engem ganz wichtege Volet, fir dass se och, esou wéi se am Text stinn, effikass sinn, proportionell sinn an dissuasiv sinn.

An den zweete Volet eebe grad am Beräich vum Encadrement vun den Organismes de sûreté reconnus, fir dass mer och do eng kloer Linn hunn, wann et ëm d'Sécherheet vun de Schëffer geet. An ech mengen, d'Rapportrice ass am Detail op déi Wichtegkeet vun der Coque agaangen. Déi ass haut net méi aus Holz. Déi ass haut eeben aus Stol. Dat muss och kloer garantéiert sinn, dass alleguer déi Voleten, d'nämmlecht, wéi och ugeschwat ginn ass, fir Passagéier, fir den Equipage och séchergestallt sinn, soudass mer

de Pavillon hei nach eng Kéier op méi fest an zolidd Bee stellen.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet dann ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7706. Den Text steet am Document parlementaire 7706[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7706 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi 7706 mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claire Delcourt), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Dann ass dat esou decidéiert.

9. 8132 – Projet de loi portant sur certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 2019/881 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relatif à l'ENISA (Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité) et à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications, et abrogeant le règlement (UE) n° 526/2013 (règlement sur la cybersécurité) et portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Als leschte Punkt fir de Mëtten hu mer de Projet de loi 8132, d'Ëmsetze vun engem europäesche Reglement iwwer d'ENISA, dat heescht d'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité, an d'Cybersécherheet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno d'selwecht wéi bei deenen zwee Projete virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Tom Weidig an d'Madamm Joëlle Welfring. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8132 soll e Reglement, also en EU-Reglement, an eist nationaalt Recht transposéieren. An anere Wierder gesot: Et geet drëm, déi Méiglechkeeten, déi e Memberstaat huet, dann och a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen. An dësem Reglement geet et ëm d'ENISA, also déi Europäesch Agence fir d'Cybersécherheet, an och ëm d'Zertifikatioun vun der Cybersécherheet fir d'Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, och nach TIC genannt.

De Rôle vun der ENISA an d'Definitioun vun engem europäesche Kader um Niveau fir d'Zertifikatioun sollen um europäesche Bannemaart en héijen Niveau u Cybersécherheet fir déi verschidde Produiten, Servicer a Prozesser vum Typ TIC assuréieren. Dowéinst gesäit dëst EU-Reglement e Reamenagement vum organisationelle Kader vun der ENISA wéi och d'Harmonisatioun vum Kader fir déi europäesch Cybersécherheetszertifikatioune vir.

Et geet dorëms, d'Fragmentatioun vum Bannemaart ze verhënneren, déi duerch en heterogeene Kader fir d'Zertifikatioun ervirgeruff kéint ginn. Dës Divergenze kéinten och als protektionistesch Mesüre bannent der EU ugesi ginn.

Dëse Kader ëmfaasst d'Reegele fir d'Zertifikatioun fir verschidden Normen, awer och technesch Exigenzen, déi et erlaben, ze iwwerpréiwen, ob Produiten, Servicer oder och d'Prozesser vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië konform sinn.

De Gesetzesprojet huet och als Zil, déi national Autoritéit fir d'Zertifikatioun ze bestëmmen an d'Dispositioune vum Reglement ze completéieren, natierlech ouni d'Marge de manœuvre, déi den nationale Legislateur zegutt huet, ze iwwerschreiden.

Dëst Reglement definéiert och de Pouvoir an de Rôle vum nationale Kommitee a vun der nationaler Autoritéit fir d'Zertifikatioun vun der Cybersécherheet, dem Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, méi einfach ILNAS genannt.

Et muss een och umierken, dass d'Aktivitéit vun der Akkreditatioun an déi vun der Zertifikatioun bannent engem Organismus net vereenbar sinn. A well den Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance, den OLAS, en Deel vum ILNAS ass, limitéiert sech dem ILNAS seng Aktivitéit just op d'Supervisioun. Den ILNAS ka keng Zertifikatiounen ausstellen.

Här President, léif allegueren, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet e puer Avisen eran. De Staatsrot huet säin Avis den 29. Juni 2023 festgehalen an et gouf verschidden Opposition-formellen. Zum Beispill hätt de Staatsrot léiwer gehat, dass d'Missioune vum ILNAS all an engem eenzelnen Text definéiert wären. A sengem Avis complémentaire vum 11. Juni 2024 huet de Staatsrot no Amendementer vum Parlament all d'Oppositiounen opgehuewen, bis op eng bezüglech den Artikel 3, well dësen déi direkt Applikatioun vum Reglement verhënnere géif. D'Kommissioun huet d'Proposition de texte, déi de Staatsrot gemaach huet, iwwerholl. Esou konnt och déi lescht Oppositioun duerch den Avis complémentaire vum Staatsrot opgehuewe ginn.

D'Chambre de Commerce huet een Avis an zwee complementaire Avisen eragereecht. Ufanks hat den Text penal an administrativ Strofe virgesinn. D'Chambre de Commerce huet dunn zur Virsiicht opgeruff a rappeléiert, dass ee misst oppassen, net géint de Prinzipp vum „non bis in idem", also dass een zweemol fir déi selwecht Saach bestrooft géif, ze verstoussen. D'Chamber huet och déi operationell Onofhängegkeet vum OLAS a senger Missioun hannerfrot. Dat selwecht och bei der ILNAS. Hei wär hirersäits d'Propos, ob een dës Separatioun net géif méi kloer maachen, andeems ee jeeweils speziell designéiert Personal géif astelle mat separaten Hierarchien an ënnerschiddleche Prozesser.

Fir weider Detailer zum Fong an och zu den Avise verweisen ech op de schrëftleche Rapport a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text. An ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin, dat ass d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. D'Cybersécherheet ass an eiser digitaliséierter Welt een zentraalt Theema. Et ass jiddwerengem vun eis all bewosst, wéi wichteg et ass, derfir ze suergen, dass eis digital Messagen, Demarchen an Transaktiounen, déi eis Bierger, eis Betriber, eise Staat maachen, och sécher sinn.

Déi Europäesch Unioun huet mam Schafe vun der ENISA, der Europäescher Agence fir d'Cybersécherheet, och zu Recht erkannt, wéi wichteg et ass, dass grad an dësem Beräich d'EU-Länner allegueren zesummeschaffen.

Fir dass se gutt fonctionéiere kann, brauch d'ENISA dann eeben, wéi de Rapporter et gesot huet, en Uspriechpartner an all EU-Memberstaat, deen engersäits hir Instruktiounen ëmsetze kann an deen anerersäits awer och vun nationalem Niveau erop op den europäeschen Niveau d'Informatioune ka weiderginn.

Mir zu Lëtzebuerg sinn der Meenung, dass dat soll iwwer eisen ILNAS geschéien an dass dee soll den Uspriechpartner fir d'ENISA sinn. Duerfir kritt, wéi de Rapporter, den Här Guy Arendt, et och schonn erkläert huet, d'ILNAS nei Kompetenzen, woubäi awer ganz kloer séchergestallt gëtt, dass engersäits d'Akkreditéierung vum OLAS gemaach gëtt, wat en Deel vun der ILNAS ass, an dass op där anerer Säit d'ILNAS dann eeben deen anere Volet kuckt.

Voilà, eis erspuert dat als Land, eng nei Agence mussen ze schafen, well dat kascht immens vill Zäit a bedeit, dass mir immens laang brauchen, fir eis mat dësem wichtegen EU-Reglement konform ze setzen.

An duerfir ginn ech den Accord vu menger Fraktioun dozou. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. D'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Och dëse Projet ass eng nette Verbesserung. Et ass eng einfach Solutioun an d'Richtung, fir de Betriber d'Liewe méi einfach ze maachen. A mir kënnen dat absolutt ënnerstëtzen.

Mir ginn den Accord. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir wäerten de Gesetzesprojet 8132 matstëmmen. En ass sënnvoll an eng Transpositioun vun engem europäesche Reglement. D'Cybersécherheet ass en ëmmer méi grousse Sécherheetsrisiko fir d'EU an dat och wéinst den Aktivitéite vun auslännesche Geheimdéngschter, fir d'EU ze destabiliséieren.

Ech wëll awer trotzdeem bemierken, datt d'Chambre de Commerce d'Onofhängegkeet a Fro stellt tëschent dem Organisme luxembourgeois de la confiance numérique, déi d'Zertifikater ausstellt, an dem ILNAS, deen de Contrôle an d'Sanktioune mécht. Dës Institutioune misste méi strictement am Personal a vun der Hierarchie hier getrennt opgestallt ginn no der Chambre de Commerce.

Trotzdeem stëmme mir dat mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Mir stëmmen dëse Projet de loi mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Ech mengen, an dësen Zäite schwätze mer ganz vill vun der Cybersécherheet. Et ass wichteg, dass mer do eng uniform Reglementatioun an der EU hunn. Dofir hei och déi dräi Niveauen, déi agefouert ginn, déi och vun engem Organisme agréé an engem Land unerkannt ginn.

Bei eis ass dat den ILNAS, esou wéi dat mat dësem Projet virgeschloe ginn ass, esou wéi et och schonn hei ernimmt ginn ass. Et ass ganz wichteg, dass mer net erëm eng nei Agence maachen, mee dass mer hei dem ILNAS déi Kompetenz ginn, zesumme mat sengen aneren Organisatiounen. Wéi gesot, wann een hei zu Lëtzebuerg als ganz élevé agestuuft ass, dann ass dat och eng Valeur an Däitschland, a Frankräich an an deenen aneren EU-Staaten. Dat ass wichteg, fir dass mer an der EU déi Uniformitéit hunn.

Dofir och merci fir déi grouss Zoustëmmung hei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet dann ofgeschloss.

Da komme mer zum Vott iwwert de Projet de loi 8132. Den Text steet am Document parlementaire 8132[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8132 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Octavie Modert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

An ech hiewen d'Sëtzung op.

(La séance publique est levée à 17.44 heures.)

52e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 35
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 35
   M. Claude Wiseler, Président
3. **8360 – Projet de loi portant approbation des statuts de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International), fait à Stockholm, le 27 février 1995** p. 35
   Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8360 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8390 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Bruxelles, le 29 mars 2023** p. 36
   Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas
   Discussion générale : M. Laurent Zeimet | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8390 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8392 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des missions et des représentants d'États tiers auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, fait à Bruxelles, le 14 septembre 1994** p. 37
   Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8392 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8413 – Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2023 relative à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant des zones de conflit ou à haut risque** p. 38
   Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8413 et dispense du second vote constitutionnel
7. **Interpellation de M. Franz Fayot au sujet de la Grande Région** p. 38
   Exposé : M. Franz Fayot (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Laurent Zeimet (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Franz Fayot et Mme Sam Tanson) | M. Gusty Graas | M. Fred Keup (interventions de M. Yves Cruchten, M. Laurent Zeimet et M. Franz Fayot) | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum (interventions de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur)

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (intervention de M. Marc Baum) | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. Franz Fayot (parole après ministre)

Motion 1 : M. Gusty Graas | M. Laurent Zeimet | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | M. Franz Fayot

Vote sur la motion 1 (rejetée)

8. **Résolution de M. Gusty Graas relative à l'évolution préoccupante de la situation en Géorgie suite aux élections législatives du 26 octobre 2024** **p. 49**

Exposé : M. Gusty Graas

Discussion générale : M. Laurent Zeimet | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Vote sur la résolution modifiée (adoptée)

9. **Motion de Mme Paulette Lenert relative aux mesures dans le domaine du logement** **p. 51**

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Alex Donnersbach | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | M. Meris Sehovic | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Paulette Lenert

Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

10. **8388 – Projet de loi portant modification :**

1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;

3° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu **p. 52**

Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot (dépôt de l'amendement 1) (dépôt de la demande de vote séparé sur les articles 2 et 7 du projet de loi 8388) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1 et des amendements 2 et 3) | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. David Wagner (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth

Motion 1 : Mme Sam Tanson

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Retrait des amendements 2 et 3

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 8388 (adopté)

M. Franz Fayot

Retrait de la demande de vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 8388

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8388 et dispense du second vote constitutionnel

11. **8414 – Projet de loi portant modification :**

1° de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes ;

2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

4° de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

5° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif **p. 60**

Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Patrick Goldschmidt | Mme Taina Bofferding (dépôt de la demande de vote séparé sur les articles 2, 3, 12, 19 et 20 du projet de loi 8414) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (intervention de M. Gusty Graas) (dépôt de la motion 1) | M. Marc Goergen (intervention de M. Laurent Mosar) (dépôt de la motion 2) | M. Gilles Baum | M. David Wagner (dépôt des demandes de vote séparé sur les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 et les articles 2, 12, 15, 19 et 20 du projet de loi 8414)

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 3 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 4 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 5 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 8 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 9 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 10 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 12 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 15 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 19 du projet de loi 8414

Vote séparé sur l'article 20 du projet de loi 8414

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8414 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Diane Adehm | Mme Taina Bofferding | M. Marc Goergen (interventions de Mme Sam Tanson et de M. Laurent Zeimet) | M. David Wagner | Mme Sam Tanson | M. Patrick Goldschmidt | Mme Diane Adehm

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Diane Adehm | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | Mme Taina Bofferding | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 2 (rejetée)

12. **8186A – Projet de loi portant modification :**

1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale **p. 73**

Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. David Wagner (intervention de M. André Bauler)

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8186A et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, M. Fernand Etgen, Vice-Présidents

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Gilles Roth, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Motioun vun der Madamm Paulette Lenert iwwert d'Mesüren am Beräich vum Logement, déi gëschter deponéiert gouf, op den Ordre du jour vun haut, warscheinlech nom Punkt iwwert d'Resolutioun vum Här Gusty Graas, ze setzen.

Ass d'Chamber mat dëser Propositioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. 8360 – Projet de loi portant approbation des statuts de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International), fait à Stockholm, le 27 février 1995

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut steet de Projet de loi 8360 iwwert d'Adoptioun vun de Statuter vum Internationalen Institut fir Demokratie a Walhëllef. Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass an deemno follgendermoossen opgedeelt ass: De Rapporter huet 5 Minutten, d'Regierung huet, wa se wëllt, och 5 Minutten. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. „IDEA" steet fir „Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale". Bon, ech wëll elo kengem ze no trieden, mee ech ginn dervun aus, datt net jiddwereen eppes kann dermat ufänken. Dee Begrëff ass zwar hei zu Lëtzebuerg vläicht méi bekannt, mee do geet et ëm eng Fondation IDEA; iwwert déi schwätze mer awer elo net.

IDEA gouf de 27. Februar 1995 zu Stockholm vu 14 Membere gegrënnt. D'Membere si Regierungen aus deenen eenzelne Memberstaaten. Fir der IDEA kënne bäizetrieden, muss een en Attachement zur Demokratie an zu demokratesche Valeure beweisen. Et kann een och ausgeschloss ginn, wann een, wéi gesot, rechtsstaatlech Krittären net méi respektéiert. An IDEA huet am Fong elo och e volle juristesche Statut.

De Siège ass zu Stockholm. Si kënnen allerdéngs och Büroen op anere Plazen opmaachen, an de Moment si se op 19 verschiddene Plazen och nach dorëmmer vertrueden. Et ass u sech, wéi ech dat schonn duerchblécke gelooss hunn, eng ganz nobel Aufgab, well et geet hei ëm d'Verbreedung vun demokratesche Valeuren op der ganzer Welt. Ech mengen, grad an dëser Zäit ass et méi wéi jee wichteg, datt mer esou Institutiounen hunn.

Et geet och drëms, d'Kooperatioun tëschent deenen eenzele Memberstaaten ze verbesseren an och Avisen ze ginn a virun allem awer och Ënnerstëtzung ze ginn, fir an deene Länner d'Demokratie nach ze verbesseren. Si kënnen och Seminären organiséieren, si kënne Fortbildungscoursen organiséieren, zum Beispill iwwert d'Ofhale vu fräie Walen.

Op Basis vun der Charte vun de Vereenten Natiounen ass dësen Institut och bei der UNO agedroen an e genéisst do zënter 2003 e Statut d'observateur bei der Generalversammlung.

D'Statute bestinn aus 17 Artikelen. Ech ginn natierlech elo net an den Detail vun deenen eenzelen Artikelen an, mee ech wollt der awer e puer hei eenzel erwänen, zum Beispill d'Artikelen 3 a 4, déi preziséieren, a wéi enger Form IDEA och mat aneren internationalen Organisatioune ka kooperéieren, an d'Verflichtunge vun de Memberen an hirem Land, wéi se d'Wäerter vun der Demokratie liewe mussen.

Da sief vläicht och nach kuerz op den Artikel 5 higewisen: Do geet et ëm de Finanzement. Dee besteet éischter aus Kontributiounen an och aus Donen, an zwar och duerch d'Recette vum Verkaf vu Publikatiounen. A Lëtzebuerg bezilt zum Beispill fräiwëlleg alljoers 10.000 Euro.

Da sief vläicht nach kuerz den Artikel 14 hei ernimmt, do geet et ëm d'Iwwerdroung vun Hoheitsrechter un d'IDEA. An dowéinst – dat wëll ech hei vläicht nach eng Kéier ënnersträichen – muss dee Projet hei och mat Majorité qualifiée gestëmmt ginn. Dat ass also keen einfachen, normale Projet de loi.

Laut dem Artikel 8 besteet dann de Conseil consultatif aus maximum 15 Memberen. De Moment sinn do Leit aus dem Myanmar, Nigeria oder Kamerun dra vertrueden.

(Brouhaha)

Da gëtt et natierlech e Conseil, wou all Member dra vertrueden ass als Memberstaat. Lëtzebuerg ass de Moment duerch säin Ambassadeur zu Kopenhagen, den Här Henri Schumacher, dra vertrueden. Haut sinn 38 Länner an deem Institut, ënner anerem Indien, Mexiko, Botswana, Schwäiz, Frankräich, Benin, Südafrika, Mongolei oder Australien. Et ass also schonn eng Organisatioun, déi ouni Zweifel e weltwäite Charakter huet. A si schaffen och an 32 verschiddene Länner. Si hunn och schonn dëst Joer aacht Publikatiounen erausginn, dovunner ënner anerem eng iwwert de Sudan.

Ze bemierken ass, datt Lëtzebuerg zënter 2018 Member ass. A mir hunn – ass et Zoufall oder net? – dëst Joer d'Presidence. Eis Presidentschaft steet ënnert den Theeme Genre an Demokratie. Dat ënnersträicht awer och de laangjäregen Asaz vun eisem Land fir Minoritéiten a fir Fraerechter. An da gëtt den Akzent awer och nach op zwee Soustheeme geluecht, an zwar Digitalisatioun a Klimawandel.

Eng siwe Reuniounen hunn ënner eiser Presidence stattfonnt, eng Dosen Evenementer goufen organiséiert, vu Working Breakfast bis Evenementer op fir de Public. Dat goung vu Bangkok iwwer Bréissel bis op New York.

An da wëll ech awer och nach hei ënnersträichen, datt eise Minister, den Här Xavier Bettel, och un engem Evenement mat IDEA zu New York deelgeholl huet wärend der Semaine ministérielle vun der UNO. An en hat souguer och e Videomessage gemaach beim Lancement vum IDEA Global State of Democracy Report.

An da wëll ech awer och nach drun erënneren: Een, deen dem Här Xavier Bettel gutt nogelauschtert huet bei sengen aussepolitesche Rieden – dat war jo jiddwereen heibannen –, deen huet och matkritt, datt en och relativ vill iwwer IDEA dee Moment hei geschwat huet, wat am Fong geholl och nach d'Wichtegkeet vun där Institutioun hei ënnersträicht. Wéi gesot, d'Vizepresidentschaft hunn de Moment Norwegen an Uruguay an am Comité directeur ass och nach Schweden. An déi nächst Presidentschaft gëtt vun der Dominikanescher Republick assuréiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann nach ganz kuerz: De Projet de loi gouf de 24. Mäerz (veuillez lire: de 4. Mäerz) dëst Joer vum Ausseminister deposéiert. Den 21. Oktober hate mer en an der Kommissioun virgestallt. Do gouf och de Rapporter designéiert an der Persoun vum President vun der Kommissioun. Den 2. Dezember 2024 gouf de Rapport eestëmmeg ugeholl.

Den Avis vum Conseil d'État dëst Joer war vum 12. Juli. En hat just eng Remark, wéi gesot: En huet nach eng Kéier op den Aspekt vun der Majorité qualifiée higewisen. Den Avis vun der Chambre de commerce war vum 18. Abrëll 2024. Déi ware mam Rapport averstanen.

Ech hu jo bal meng Zäit respektéiert! Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

D'Regierung huet d'Wuert, wa se wëllt. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech sinn iwwerzeegt, Här President, dass, wann en Debat gewiescht wär, all Orateur hei dem Rapporter Merci gesot hätt fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport. Dat hätte mer gehat, mee just fir Merci ze soen, dass dee Projet de loi och esou séier konnt ëmgesat ginn. An ech wëll och do dem Här Schumacher Merci soen, deen déi Presidence assuréiert huet, an onsen Ekippen och fir d'Aarbecht. Mee merci och un d'Chamber, dass dat esou séier konnt gemaach ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. Domat wär dann d'Diskussioun schonn ofgeschloss.

Vu datt déi esou schnell ofgeschloss war, géing ech Iech, éier mer zum Vott kommen, froen, nozechecken, ob Der Iech och alleguer ageloggt hutt. Wann dat de Fall ass, géinge mer dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8360 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8360[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8360 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi also mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8360 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8390 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Bruxelles, le 29 mars 2023

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8390, dem Ëmsetze vun engem Accord tëscht Lëtzebuerg an der Belsch iwwert den Informatiounsaustausch am Fall vun engem Tëschefall, dee radiologesch Follge kéint hunn. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an zwar huet de Rapporter 10 Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit huet 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. D'Atomenergie, dat brauch een hei net ze widderhuelen, déi ass jo immens kontroverséiert. Et gëtt vill Unhänger, et gëtt och vill Géigner. Bei engem Accident ginn natierlech d'Risike vun där Energieproduktioun besonnesch bemierkbar. Ech erënneren un dëser Plaz un e puer Super-GAUen: Harrisburg 1979, da virun allem Tschernobyl 1986 oder Fukushima 2011. Bei Tschernobyl waren iwwregens méi wéi fënnef Tonne radioaktiivt Brennmaterial an d'Atmosphär komm. En anere grousse Problem vun der Atomenergie ass natierlech och de Stockage vu Residuen.

Och mir hätte jo bal en Atomkraaftwierk hei op Remersche kritt. Dat war am Ufank vun de 1970er-Joren. 1973 haten d'Planungen ugefaang. Du war deemools e memorabele Kongress vun der Sozialistescher Aarbechterpartei an do gouf mat enger knapper Majoritéit fir e Moratorium gestëmmt. Dat hat awer seng Konsequenzen, well den deemolegen Energieminister, de Josy Barthel – dee war awer net an der LSAP –, huet dunn an der Chamber den 20. Juni 1978 ugekënnegt, datt dat Atomkraaftwierk zu Remerschen dann net géing gebaut ginn. Haut huet Lëtzebuerg eng aner Positioun. Haut ass Lëtzebuerg géint d'Notze vun der Nuklearenergie.

Wat wichteg ass, ass natierlech, datt bei engem Accident dann direkt ka reagéiert ginn. Informatioune mussen da ganz séier fléissen. Ech mengen, déi, déi sech nach kënnen drun erënneren, 1986, de Super-GAU vun Tschernobyl – wann ech esou duerch d'Reien hei kucken, wäert deen een oder aneren dat nach bestëmmt an Erënnerung hunn; ech gehéieren och ze deenen –, dat war ganz dramatesch. Déi éischt Deeg ass et am Fong och praktesch duergestallt ginn, wéi wann dat en harmlosen Tëschefall gewiescht wär. D'Konsequenze si mer duerno awer, wéi gesot, gewuer ginn.

Duerfir ass an deem selwechte Joer och reagéiert ginn, an et ass eng Konventioun ënnerschriwwe ginn, datt am Fong sollen am Fall vun engem Tëschefall direkt Matdeelungen tëschent de Länner echangéiert ginn. Dat gëllt iwwregens net nëmme fir d'Atomzentralen, dat gëllt och fir den Transport vum radioaktive Material respektiv och fir de Stockage. An hei falen och d'Radioisotopen drënner.

Dës Konventioun ass de 27. Oktober 1986 a Kraaft getrueden. Den Artikel 9 vun där Konventioun gesäit och bilateral a multilateral Ofkommesse vir. Haut sinn eng ganz Rei där Ofkommessen a Kraaft, déi vun der EU respektiv der Agence internationale de l'énergie atomique ausgeschafft goufen.

Um europäesche Plang ass entre-temps och den ECURIE a Kraaft getrueden, dat ass den European Community Urgent Radiological Information Exchange; dee gouf getest vun 1996 bis 1999. Et ass awer du festgestallt ginn, datt deen Informatiounssystem net performant ass, datt en awer eng Iddi ze lues ass.

An do koum eeben och, wéi gesot, d'Recommandatioun, datt och sougenannte multilateral respektiv bilateral Ofkommessen tëschent deenen eenzele Länner sollen ausgeschafft ginn. Eis Divisioun vun der Radioprotektioun aus der Santé hëlt iwwregens zweemol am Joer u Reunioune mat anere Memberstaaten deel. Do gëtt dann de Bilan iwwer vergaangen Aktivitéite gemaach respektiv ginn och nei Aktivitéite geplangt.

Ech mengen, eist Land – dat ass bekannt – ass direkt ëmgi vun zwou Atomzentralen. Déi éischt ass Cattenom; ganz, ganz no, e puer Kilometer Loftlinn nëmme vun der Lëtzebuerger Grenz ewech. An déi, déi an der Géigend wunnen, déi wëssen, wat dat heescht, wa se moies opsti respektiv virun d'Dier ginn a se gesinn dann déi Champignonen do iwwert deene véier Tierm. Dat ass net ëmmer e flott Bild, kann ech Iech soen. An da gëtt et awer och nach Tihange an der Belsch. Dat ass ongeféier 80 Kilometer Loftlinn vun hei ewech. Besonnesch zu Cattenom kënnt et jo – a koum et och – reegelméisseg zu Stéierfäll, quitte datt mer dobäi direkt informéiert ginn.

Ech wëll och drun erënneren, datt d'Chamber hei schonn oft iwwer Cattenom diskutéiert huet. Ech wëll och drun erënneren, datt mer mat Frankräich schonn esou en Ofkommes iwwert den Austausch vun Informatiounen 1983 ënnerschriwwen hunn.

Mat der Belsch war dat den 28. Abréll 2004 zu Äischen de Fall. Lëtzebuerg huet et ratifizéiert duerch d'Gesetz vum 27. Abréll 2006, mee eis Frënn aus der Belsch hunn et bis haut net gemaach. Si hunn et net ëmgesat. Duerfir ass dann en neien Accord ausgeschafft ginn an och ënnerschriwwe ginn, deen datéiert vum 29. Mäerz 2023. En ass zu Bréissel gemaach ginn. Do sinn 13 Artikelen dran. An der Substanz ass et also gréisstendeels dee selwechten Accord wéi dee vun 2004, mat Ausnam, wat et e puer Attributioune vu Lëtzebuerger Ministeren ubelaangt.

Deen Accord hei ersetzt natierlech net déi aner europäesch international Ofkommessen, mee e completéiert se.

Den Artikel 2 – wéi gesot, ech ginn op e puer Artikelen hei an –, deen definéiert déi Autoritéiten, déi kompetent si fir d'Ausféierung vun dësem Accord. Dat ass op der Lëtzebuerger Säit de CGDIS, den Haut-Commissariat pour la protection nationale an d'Direktioun vun der Santé aus dem Gesondheetsministère. Déi Autoritéite kënnen u sech och spezifesch Konventioune mat dem belsche Centre de crise national ausschaffen, wéi den Accord u sech soll an der Praxis ëmgesat ginn.

Dann, den Artikel 5, dee seet, datt den Informatiounssystem muss reegelméisseg iwwerpréift ginn, mindestens eemol d'Joer. Den Artikel 9 hält fest, datt, wann en Accident geschitt, dann awer e Korrespondent aus engem anere Land kann op d'Plaz goen, fir sech do selwer e Bild ze maachen.

Deen Accord hei trëtt a Kraaft, wa béid Parteie matdeelen, datt déi intern Konditiounen erfëllt sinn. En ass fir fënnef Joer gutt an e kann och duerno duerch „tacite reconduction" fir déi selwecht Dauer verlängert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 3. Juni 2024 ass de Projet de loi hei vum Ausseminister deposéiert ginn. Den 21. Oktober ass en an der Kommissioun virgestallt ginn an an der Persoun vum President vun der Kommissioun ass och de Rapporter designéiert ginn.

Den Avis vum Conseil d'État, deen datéiert vum 24. Juli 2024 (veuillez lire: vum 12. Juli 2024). Et war keng Objektioun dran, en huet awer drop opmierksam gemaach, datt déi festgehale spezifesch Konventiounen op Basis vum Artikel 3 hei net nach eng Kéier vun eis musse votéiert ginn, mee se mussen awer am Journal officiel publizéiert ginn, dat geméiss dem Artikel 46 vun eiser Constitutioun.

Den Avis vun der Chambre du Commerce war vum 17. Juli. Déi war och mam Projet d'accord.

Den 2. Dezember ass de Projet da vun der Kommissioun unanime akzeptéiert ginn.

Ech géif Iech dann och bieden, mengem Projet hei zouzestëmmen, a bréngen och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. De President-Rapporter huet wéi gewinnt de Projet gutt resüméiert an erkläert, en huet dat och historesch an de Kontext gesat an en huet och d'Prozedur richteg erëmginn, soudatt mir mat vollstem Vertrauen eisen Accord kënnen zu dësem Projet de loi ginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Och ech kann den Accord vun der LSAP ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Och mir als Fraktioun ginn eisen Accord. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci dem Rapporter fir de Rapport, dee mech effektiv ganz interesséiert huet. An ech war ganz frou ze héieren, dass d'Positioun vun der Regierung och weiderhin eng géint d'Atomenergie wär. Dat ass natierlech eppes, wat mer ganz genau wäerte kucken. Do gouf et jo och rezent nach Diskussioune par rapport zu Votte vun der Lëtzebuerger Regierung op europäeschem Niveau. Duerfir jiddwerfalls merci fir dat kloert Bekenntnis vun Ärer Säit.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech wollt just, Här President, hei och der Madamm Lenert an der Madamm Bofferding Merci soen, well si sinn déi, déi mat eis deemools zu Bréissel mat der belscher Regierung – dat war deemools d'Madamm Verlinden – och deen doten Accord fonnt hunn. An ech si frou iwwert déi breet Zoustëmmung hei. Mee et soll een och deene Kolleegen, déi deemools dru geschafft hunn, Merci soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Vizepremier. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8390 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8390[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8390 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber hei och d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8392 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des missions et des représentants d'États tiers auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, fait à Bruxelles, le 14 septembre 1994

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënnt de Projet de loi 8392, d'Ëmsetzung vun engem Accord iwwert d'Statute vun de Missiounen a vun de Vertrieder vun Drëttlännerstaate bei der NATO. Ech erënneren Iech drun, datt et hei e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass. De Rapporter huet also 5 Minutten, d'Regierung, wa se wëllt, 5 Minutten. An et ass dem Här Graas säin Dag haut, dofir huet hien elo direkt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci. Vläicht, well et mäin Dag ass, ass dat hei e ganz speziellt Gesetz. Hei geet et nämlech ëm e Gesetz, wat elo 30 Joer an engem Tirang louch. 30 Joer hat kee gemierkt, datt dat Gesetz eng Kéier iergendwéi deposéiert ginn ass. An eng gutt Séil wäert dat dann elo iergendwéi aus dem Tirang erausgeholl hunn. Jiddefalls si mer drop opmierksam gemaach ginn, datt mer do nach eppes hei zu Lëtzebuerg nozehuelen hunn. An zwar, wéi gesot, geet deen Accord ëm de Statut an d'Missioun vu Representante vun Drëttstaate bei der NATO. An dee gouf, wéi gesot, de 14. September 1994 ënnerschriwwen.

An dunn ass et elo awer ganz séier gaang. An zwar ass de Projet de loi dann de leschte 5. Juni elo mol endlech dann och richteg deposéiert ginn. A mir hunn eis deem och ganz séier an der Kommissioun ugeholl. Den 21. Oktober ass e presentéiert ginn. De President vun der Kommissioun gouf Rapporter. An de Rapport ass den 2. Dezember ugeholl ginn.

Dee Projet de loi hei baséiert op engem Conseil de l'Atlantique Nord vum 7. an 8. November 1991 zu Roum. An d'Staats- an d'Regierungscheffen haten dunn decidéiert, e Conseil de coopération nord-atlantique ze schafen. Dee Conseil huet och eng Deklaratioun iwwer Dialog, Partenariat a Kooperatioun den 20. Dezember 1991 gemaach. Den 10. Januar 1994 hunn dunn zu Bréissel d'Regierungs- an d'Staatscheffen eng Invitatioun fir e Partenariat fir de Fridden erausginn.

Et geet also hei ëm de Statut an d'Missioun vun Drëttstaate bei der NATO, virun allem deene Staaten, déi mat der NATO am Partenariat fir de Fridde sinn, awer och Länner, déi duerch de Conseil de l'Atlantique Nord op eng Missioun invitéiert ginn.

Deen Accord hei huet u sech zwee Aspekter. Deen éischten ass de Gaaschtstaat: Dee gëtt der Missioun an dem Personal vun deene betraffene Länner Immunitéit a Privileegie wéi dem diplomatesche Personal. Zweetens: Den Accord gëtt och Missiounen an hirem Personal um Territoire vum Siège vun der NATO, dee jo bekanntlecherweis zu Bréissel an der Belsch ass, déi selwecht Immunitéiten a Privileegie wéi deenen aus Drëttstaate mat temporäre Missiounen. Et geet also hei net drëms, einfach nëmme Privileegien auszedeelen, mee et geet drëms, d'Effikassitéit an der Zesummenaarbecht ze verbesseren.

Et ass awer interessant, wann ee mol eng Kéier all déi Länner oplëscht, déi an deem Partenariat do mat dra si fir de Fridden: Armenien, Éisträich, Aserbaidjan, Bosnien-Herzegowina, Georgien, Irland, Kasachstan, Kirgisistan, Malta, Moldawien, Serbien, d'Schwäiz, Tadjikistan, Turkmenistan, Usbekistan an d'Ukrain. An et dierft wuel keen heibannen iwwerraschen, datt Russland a Belarus de Moment suspendéiert sinn.

Mat Ausnam vu Lëtzebuerg, Griichenland an Island hate scho 27 Länner deen Accord ratifizéiert. D'Ursaach, firwat datt mir en haut ratifizéieren, hunn ech Iech am Ufank erkläert. Den Accord ass allerdéngs schonn zënter dem 28. Mäerz 1997 a Kraaft, well schonn zwee Länner en dunn ënnerschriwwen haten. Finnland a Schweden hunn en natierlech bis elo nach net ënnerschriwwen. Dir wësst, datt déi Länner der NATO réischt bäigetruede sinn, Finnland de 4. Abrëll 2023 a Schweden de 7. Mäerz 2024. Deen Accord hei kann allerdéngs och denoncéiert ginn. Dat trëtt ee Joer no der Receptioun vun der Denonciatioun a Kraaft.

Nach ganz kuerz zu deem, wat an der Kommissioun lass war: Den Avis vum Conseil d'État ass vum 24. September. Deen hat näischt um Text auszesetzen.

Och an dem Avis vun der Chambre de Commerce hat d'Kommissioun keen Awand virfonnt. Dee war vum 29. August.

Voilà, dat war et schonn. An ech bréngen den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir dee schrëftlechen a mëndleche Rapport.

D'Regierung hätt d'Wuert, wa se et géing wëllen.

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Da wär domat d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss a mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8392 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8392[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8392 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok, ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 8413 – Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2023 relative à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque

Mir kommen elo zum Projet de loi 8413, enger Ofännerung vum Gesetz, dat d'Obligatioune fir d'Importateure vum Zënn, Tantal, Wolfram a Gold fixéiert, wann déi aus enger Konfliktzon stamen. Ech erënneren hei drun, datt och dëse Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass. An – wéi kënnt et anescht sinn? – nach eng Kéier den Här Graas fir säi Rapport. Här Graas.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Effektiv, ech mengen, hei geet et elo nach vill méi séier. Dat ass de Projet de loi 8413. Dir erënnert Iech vläicht: Virun engem gudde Joer hate mer hei d'Gesetz gestëmmt „relative à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen", a sou weider a sou fort, „liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit à haut risque". Dat kléngt lo alles nach komplizéiert, mee ech géing awer mengen, datt jiddweree sech nach un déi Diskussioune kann erënneren, déi sech jorelaang higezunn hunn, wat déi dote Problematik ubelaangt. D'„Liwwerkettegesetz", ech mengen, dat ass den Term, deen engem nach méi an Erënnerung bliwwen ass.

Mee hei ass am Fong geholl just e Redressement ze maachen. Wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, ass duerno opgefall, datt am Fong geholl zwou falsch Referenzen dra waren op Amendementer vun der Renumerotatioun, an dowéinst misste mer, wéi gesot, lo haut nach eng Kéier dee Vott nohuelen, well déi zwee kleng Feeler do opgetaucht sinn. Do gëtt et lo eng aner Numerotatioun – dat ass lo ganz wichteg ze ernimmen –: An zwar gëtt am Punkt 1 vum Artikel 8 Paragraf 1 den Term „à l'article 5" duerch „à l'article 4" ersat, an am Punkt 2 Artikel 8 Paragraf 1 gëtt den Term „à l'article 9" remplacéiert duerch den Term „à l'article 7". Voilà, dat ass also schonn den Inhalt vum Gesetz. Ganz, ganz wichteg, interessant.

D'Gesetz gouf de 16. Juni (veuillez lire: de 16. Juli) deposéiert, den 21. Oktober gouf et presentéiert, an de Rapporter gouf ernannt. Den Avis vum Conseil d'État, deen och dervu profitéiert huet, fir nach eng Proposition d'ordre légistique ze maachen, war vum 24.September 2024. Déi hu mer natierlech an der Kommissioun och ugeholl.

Voilà. Dat war et schonn. Dann ass dat Gesetz definitiv elo sou, wéi et soll sinn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Graas, fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport.

Ech ginn dovunner aus, datt d'Regierung hei och keng Kommentaren dozou ze maachen huet? Ech mengen, ech gi richteg dovunner aus.

(Hilarité)

Ok, da géing ech domat consideréieren, datt d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss wär, a mir géingen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8413 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8413[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8413 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Da schléissen ech de Vott heimat of.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber hei och d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. Interpellation de M. Franz Fayot au sujet de la Grande Région

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, enger Interpellatioun vum Här Franz Fayot iwwert d'Groussregioun. De Modell 1 ass festgeluecht. Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk hu 7 Minutten an d'Regierung huet 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gusty Graas, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Franz Fayot als Auteur vun der Interpellatioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, Här Minister, 4 Länner, 5 Regiounen, 3 Sproochen, 11,7 Milliounen Awunner, eng Fläch vun iwwer 65.406 Quadratkilomeeter, 5,3 Milliounen Aarbechtsplazen, e PIB vu 440 Milliarden Euro, eng geostrateegesch Positioun an Europa – dat ass eis Groussregioun.

Lëtzebuerg ass op eng eenzegaarteg Manéier an dës Regioun ageflecht. Mir sinn e grousse Pol vun Aarbechtsplazen an der Groussregioun. Geografesch leie mer genee an der Mëtt. En plus si mer dat eenzegt Land, dat als Ganzt Deel vun der Groussregioun ass. Eis politesch Weeër si méi kuerz an eis Wirtschaft an eis Gesellschaft hei am Land profitéieren immens vun dëser Groussregioun. Lëtzebuerg war a bleift e Moteur vun der Groussregioun.

An domat kënnt och eng gewësse Verantwortung: eng Verantwortung, gerecht, nohalteg a solidaresch ze handelen. Déi Verantwortung musse mer eescht huelen an dofir de Lead huelen, fir aktiv d'Kooperatioun an der Groussregioun ze steieren a responsabel Entscheedungen ze huelen an enger ganzer Rei vu Beräicher: vun der Mobilitéit iwwer Infrastrukturprojete bis hin zur Bildung, och d'Méisproochegkeet vum Aarbechtsmaart vun der Zukunft, vun der Santé, awer och wann et ëm de Finanzement vun der Entwécklung vun der Groussregioun geet.

Déi zentral Fro, déi ech haut stelle wëll am Kader vun der Interpellatioun, ass déi heiten: Wat stellt d'Groussregioun fir eis duer? Ass d'Groussregioun just e Bassin, an deem mer eis Aarbechtskräfte fësche ginn? Oder ass et awer fir de Rescht eng Aart Hinterland, dat mer ëmmer e bëssen als Parent pauvre behandelen? Oder gesi mer d'Groussregioun als e Ganzt, wou all d'Biergerinnen an d'Bierger gläichwäerteg zu engem gudden Zesummeliewen, Zesummenhalt an och Zesummegehéieregkeetsgefill bäidroen?

Fir eis als LSAP ass et ganz kloer: Mir sollten eng Politick maachen, déi iwwer eisen Tellerrand eraus kuckt. Mir mussen eis Entwécklung iwwer eis Grenzen eraus denken, well och eise wirtschaftlechen Dynamismus huet Konsequenzen iwwer eis Grenzen eraus. An dofir huet eis Nationalpolitick direkt Implikatiounen op d'Groussregioun an d'Mënschen, déi do liewen.

Här President, a kenger Regioun op der Welt ginn, relativ gesinn, Dag fir Dag esou vill Leit iwwer eng Grenz fir ze schaffen. An der Groussregioun ass Lëtzebuerg, wéi gesot, de Pol vun den Aarbechtsplazen; mir sinn eng richteg Metropol.

(Interruption)

Vun deenen insgesamt ronn 275.000 Frontalieren an der Groussregioun schaffen der 228.000 zu Lëtzebuerg, dovu ronn 123.000 aus Frankräich, 53.000 aus Däitschland an 52.000 aus der Belsch. 228.000 – dat ass natierlech en zolitte Chiffer, déi gréisst grenziwwerschreidend Beweegung vu Grenzgänger an der ganzer EU, och wann d'Zuel vu Frontalieren net méi grad esou rasant an d'Luucht geet, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war.

Eng aner, méi rezent Entwécklung ass, dass et och ëmmer méi Lëtzebuerger gëtt, déi déi aner Säit vun der Grenz wunnen an deelweis da selwer zu Frontaliere ginn, natierlech an der Haaptsaach duerch déi deier Wunnengen heizuland bedéngt.

Dat bréngt alles natierlech eng ganz Rei Erausfuerderunge mat sech a ganz verschiddene Beräicher, souwuel bei eis wéi och hannert de Grenzen: d'Infrastrukturen, d'Mobilitéit, d'Gesondheet, d'Bildung, d'Kannerbetreiung, Tourismus a Kultur, Wirtschaft a Kompetitivitéit, d'Sécherheet an d'Policezesummenaarbecht.

Mee eppes, wat ech haut wëll besonnesch ervirsträichen a wat vläicht net ëmmer esou oft diskutéiert gëtt an dësem Kontext, dat sinn d'Ongläichheeten, déi an der Groussregioun bestinn an och ëmmer méi schlecht akzeptéiert ginn. D'Frontalieren, déi hei am Land schaffen, cotiséieren och hei am Land. Dat huet fir eis Virdeeler a bréngt och eng Rei Verflichtunge mat sech. A fir déi Gemengen, an deenen déi Leit liewen,

iwwerweien awer ganz kloer d'Nodeeler, besonnesch fir déi däitsch an déi franséisch Gemengen, a punkto Trafick, Deierecht vun de Wunnengen, Finanzement vun hire Servicer an Infrastrukturen.

A ville Kollektivitéiten am Norde vun der Lorraine schafft méi wéi d'Hallschent vun der aktiver Populatioun zu Lëtzebuerg. An der Kollektivitéit vum Haut Val d'Alzette zum Beispill sinn et souguer 84 %. Grouss Ongläichheete sinn natierlech ni gutt a sinn och net gutt fir déi sozial Kohäsioun an en fin de compte och net gutt fir d'Attraktivitéit vun eisem Land.

Eréischt d'lescht Woch huet de LISER a senge Cahiers de la Grande Région e klore Constat gemaach: Lëtzebuerg exportéiert säi Logementsproblem an d'Groussregioun a schaaft doduerch zousätzlech sozial Problemer. Un der Grenz gehéiere 40 % vun den Haiser Lëtzebuerger. Dat huet sech an de leschte 15 Joer verduebelt. Déi héich Präisser bei eis drécken natierlech dann an eiser Noperschaft och d'Präisser an d'Luucht. Leit mat niddregem Akommes ginn ëmmer méi wäit an d'Peripherie gedréckt an hire Wee op d'Aarbecht gëtt dacks nach méi laang an domat den Interessi, bei eis ze schaffen, éischter méi kleng – en Däiwelskrees.

Dobäi ass de Logement net deen eenzege Problem, dee mer exportéieren. E weidere konkreete Problem sinn d'Parkingen. Méi kleng Gemengen an der Nordlorraine hu keng Suen, fir Parkingen ze amenagéieren. Dat si wuelgemierkt Parkingen, déi an hirer Gemeng gebraucht ginn, net well d'Leit do esou vill Autoen hätten, mee well se hire Parking op e Park&Ride stellen, fir Covoiturage ze maachen oder mat ëffentlechem Transport op Lëtzebuerg ze fueren.

Do versteet een dann, dass zum Beispill zu Audun-le-Tiche, déi kee Budget hunn, fir e Parking vun e puer 100.000 Euro ze bauen, eng Vëlosbréck vu 40 Milliounen Euro op där anerer Säit vun der Grenz – déi sécher ganz flott ass, dat ass guer net d'Diskussioun – e bësse sauer eropstéisst.

E weidere Punkt ass deen, dass mer fir eis Wirtschaft gutt ausgebiltent an héich qualifizéiert Personal brauchen, dat natierlech och aus der Grenzregioun kënnt. Dat setzt gutt Schoulen, weiderféierend Schoulen, Unien a Weiderbildungsméiglechkeete viraus. Dat ass eppes, wou mer eis fir dee Bildungsoptrag largement op eis Nopeschlänner verloossen, fir deen ze iwwerhuelen.

Änlech ass et bei der Kannerbetreiung, well wou sollen d'Kanner vun de Frontalieren an d'Crèche oder an d'Maison relais goen? Mir hunn hei am Land scho Schwieregkeeten, genuch Personal erbäizekréien a genuch Plazen unzebidde fir d'Kanner, soudass ee sech ka virstellen, dass et just hannert eiser Grenz, wou d'Leit manner verdéngen, sécherlech net méi einfach ass, Kannerbetreiung fir all Kanner ze assuréieren.

D'Schwieregkeet, hannert eiser Grenz Personal ze fannen an e Betrib opzemaachen, féiert generell zu engem Manktum un Entreprisen. Dat wier eigentlech eng Chance, déi Lëtzebuerg notze kéint, fir zesumme mat deenen anere Regioune méi Méiglechkeeten ze fannen, bestëmmten Entreprisen an d'Groussregioun ze kréien. Ganz oft – an dat gesitt Dir bestëmmt och, Här Minister, op Äre Missiounen – maache mer Prospektioun, wou da Betriber bei eis kommen, déi wéilten op Lëtzebuerg kommen, mee wou mer aus Plazmangel, aus Terrainsmangel an och oft, well se net an eisen Tissu économique passen, keng Opportunitéit hunn. Abee, do kéint ee mat enger besserer Zesummenaarbecht mat der Groussregioun eng Partie vun deenen Entreprisë bei hinnen ënnerbréngen.

Här President, viru manner wéi zwou Wochen hunn den OGBL an den LCGB manifestéiert, fir datt d'Regierung agräife géif fir eng Harmonisatioun bei den Iwwerstonnen, bei den Astreinten, dem Teletravail an allen zousätzleche steierleche Benodeelegunge vu Frontalieren. Net nëmmen de Stau, mee och d'Steierlaaschten, d'Diskriminatioun bei de Sozialleeschtungen an d'Begrenzung vum Teletravail géinge vill Frontaliere sech ëmmer méi dacks froen dinn, ob si nach zu Lëtzebuerg schaffe wëllen, esou d'Gewerkschaften. Dat ass effektiv eng reell Gefor, wann derbäikënnt, dass déi méi héich Pai net méi duergeet, fir de laangen Aarbechtswee all Dag an d'Abousse vu Liewensqualitéit opzefänken.

Alles dat schuet och eiser Attraktivitéit a mir mussen eis seriö Froe stellen, wat fir e Modell mer hei wëllen an Zukunft fueren. Et ass eis Wirtschaft, déi op d'Aarbechtskraaft aus dem Ausland ugewisen ass. Dofir muss Lëtzebuerg hei an eisen Aen de Lead iwwerhuelen an d'Entwécklung vun der Groussregioun no vir dreiwen. Mir sinn, wéi gesot, am beschten dofir situéiert, dat ze maachen, a mir sollten déi Verantwortung och ganz kloer op eis huelen.

Här President, eis Visioun ass, dass d'Groussregioun sech laangfristeg zu engem Raum vun der Zesummenaarbecht, zu enger grousser Liewensgemeinschaft entwéckelt, enger Gemeinschaft, déi duerch Gerechtegkeet, Solidaritéit a Mënschlechkeet verbonnen ass. Mee déi Entwécklung geschitt net vun haut op muer a si geschitt och net vum selwen. De Prozess muss politesch gesteiert ginn.

„Wir sind im Jahr 2020. Die Großregion bildet einen gemeinsamen Raum im Herzen Europas. 11 Millionen Menschen leben in diesem Raum. Sie fühlen sich der Großregion zugehörig und empfinden sich als Gemeinschaft. Dennoch sind sie Wallonen, Luxemburger, Lothringer, Rheinland-Pfälzer und Saarländer geblieben. Das ist ihr besonderes Merkmal, das man bislang nirgendwo sonst in Europa findet. Aus diesem Grund spricht man in ganz Europa von einer europäischen Modellregion."

Dat ass den Ufank vum Strategiepabeier „Zukunftsbild 2020" aus dem Joer 2003. Deemools, viru méi wéi 20 Joer, hat de Jacques Santer zesumme mat Perséinlechkeeten aus der Regioun en Dokument ausgeschafft, dat duerno um 7. Sommet vun der Groussregioun zu Saarbrécken ugeholl gouf. Et ass wichteg – an dat Dokument weist dat –, sech ambitiéis Ziler ze setzen an e kloert Bild ze hunn, wou een d'Groussregioun a 15 oder 20 Joer gesäit. Abee, weeder am Regierungsprogramm nach duerch d'Aarbecht vun der Regierung am éischte Joer ass ze erkennen, wou d'Rees higeet. Wéi stelle mir eis d'Groussregioun an 20 Joer vir?

An deem Sënn ass et och bedauerlech, dass d'Reunioun vun der Commission intergouvernementale säit annerhallwem Joer ëmmer erëm reportéiert gëtt. Si hätt sollen am Fréijoer dëst Joer stattfannen a si ass du verréckelt ginn op den Hierscht. An och déi Reunioun ass erëm eng Kéier no hanne verréckelt ginn. An dofir géif ech Iech och gär froen, Här Minister, ob Der eis kéint do en Update ginn, wou d'Aarbechte vun der CIG (ndlr: Conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière) dru sinn a wéini se fir d'nächste Kéier och zesummekënnt. Well dat ass eng Institutioun, déi och wichteg ass. Den éischte Sommet vun der Groussregioun war 1995 an och do ass vill Mouvement geschitt an et gouf vill positiv Entwécklungen an der Groussregioun.

Eis Groussregioun huet natierlech och eng europäesch Dimensioun. Mir sinn net déi eenzeg Zon an Europa, wou et eng Groussregioun gëtt. Et gëtt am ganzen 49 där Regiounen an Europa an déi profitéieren och vun den Interreg-Programmen, déi opgesat goufen. An et huet ee gesinn, wärend der Pandemie zum Beispill, dass, wann esou eng Groussregioun gutt fonctionéiert, dat och zur Resilienz vun engem Land a vun Europa bäidroe kann. Mir hunn dat gesi bei de Patiententransporter. Mir hunn dat och elo nach rezent gesi beim Informatiounsaustausch bei den Iwwerschwemmungen am Ahrtal.

Am grousse Ganzen ass et evident, dass Groussregioune wéi eis, déi jo am Fong Miniatur-Europae sinn, och kéinte vu méi europäescher Integratioun profitéieren. Am Letta-Rapport, viru Kuerzem publiéiert, steet do zum Beispill eng Iddi, déi interessant wär, insbesonnesch an eisem Kontext, wou e seet: „The EU should consider introducing a special EU regime for ‚digital cross-border workers'." Eng ganz konkreet Propos.

E seet och, dass een natierlech méi misst a Richtung vun Harmoniséierung goen a munche Beräicher a vu Reconnaissance mutuelle, wat eis och insbesonnesch hei géif zeguttkommen: en eenheetlechen europäesche Kader fir d'Frontalieren, d'Akommessteier, den Teletravail, d'medezinnesch Versuergung an esou weider. Dat alles wären Iddien, déi eis och ganz sécher hei géife zeguttkommen.

Här President, zentral an där ganzer Diskussioun ass d'Fro vun der Finanzéierung vum Codeveloppement vun der Groussregioun. Déi lescht Joren huet Lëtzebuerg virun allem op déi punktuell Finanzéierung vu konkreete Projete gesat, besonnesch en lien mat der Mobilitéit an dem Ausbau vun der Infrastruktur. D'Beispill Schinnenausbau illustréiert dës Approche u sech ganz gutt, wéi mer bis elo do verfuer sinn. 2018 ass an engem Accord mat Frankräich festgehale ginn, datt et paritéitesch Finanzementer vu jeeweils 240 Millioune géife ginn, duerno op 440 Milliounen eropgesat fir Investissementer an der Haaptsaach an d'Schinn an och e klengen Deel, fir de Covoiturage an den ëffentlechen Transport ze ënnerstëtzen. Dës Projeten, déi an der Schinn, déi ginn elo 2024 bis 2026 fäerdeggestallt.

Et ass gutt a wichteg, dass déi Investissementer gemaach ginn, mee wann een elo am Fong eng béis Zong wär, géif ee soen, dass et eis hei am Fong an der Haaptsaach drop ukënnt, d'Frontalieren aus der Groussregioun esou schnell wéi méiglech hin an hier ze transportéieren. Dofir ass d'Fro, ob mer bei dëser éischter punktueller Approche wëlle bleiwen, och an Zukunft, an ob do och elo scho weider Projeten ugeduecht sinn, Här Minister, oder awer ob mer de Courage hunn, en neien, méi ambitiéise Wee ze goen.

Elo sot Der mer, insbesonnesch mat Bléck op Frankräich, dass esou eng Demande net gemaach gëtt vun der Regierung zu Paräis. Dobäi kënnt natierlech elo fir de Moment, dass et keng Regierung gëtt, wat der Saach och net hëlleft. Mee esou Demandë gi vläicht net vu Paräis gemaach, mee si ginn ëmmer méi kloer formuléiert vu Gemengen a Kollektivitéiten insbesonnesch am Norde vun der Lorraine, an dat vun alle politesche Borden. Dofir wier et gutt a wäre mer, mengen ech, och gutt beroden, eis mat deenen Iddien do op d'mannst ausenanerzesetzen.

Wier et net méi sënnvoll, och der Groussregioun méi Mëttel zur Verfügung ze stellen, mat enger Gouvernance, wou mer dat géife gemeinsam ënner eisem Lead och dee Moment pilotéieren? Här Minister, Dir kuckt mech elo grouss, an ech wär frou, wann Der mer géift dorobber eng Äntwert ginn an Ärer Interventioun.

An do stellt sech eng ganz wichteg Fro: Wéi eng Regioun contribuéiert och wéi vill? Wëssend, dass Lëtzebuerg knapp 230.000 Grenzgänger huet, déi hei am Land hir Steiere bezuelen an déi weesentlech fir eis

Wirtschaft sinn, muss ee sech froen, ob mer genuch zum Finanzement vum Codeveloppement bäidroen an ob mer eis net do missten och alignéieren op d'Regiounen, an deenen d'Grenzgänger wunnen, respektiv méi solidaresch si mat deene Regiounen. Et kann een net vu Codeveloppement schwätzen, wann nëmmen ee vun de Partner reell profitéiert. Et gëtt hei eng ganz kloer Ongerechtegkeet an eiser Politick, och um finanzielle Plang.

Do kënnt dann d'Reizwuert vun der Rétrocession fiscale. Dat heescht konkreet, datt Lëtzebuerg en Deel vun de Steieren, déi d'Grenzgänger hei am Land abezuelt hunn, un déi Gemenge bezilt, an där de Salarié wunnt. Mir hunn esou e System mat der Belsch. Mat eisen däitschen a franséischen Noperen hu mer deen net. Dat ass d'Union économique belgo-luxembourgeoise vun 1921, déi dat virgesäit. Also, virun iwwer 100 Joer, do war ursprénglech de Gedanken, datt déi sougenannte „Compensation de Martelange" géif den Deel vun de Verloschter bei den Accisë kompenséieren. 2002 ass d'Compensation de Martelange duerch de Fonds frontalier ersat ginn, deen de Manque à gagner proportionell fir all Frontalier aus der Belsch kompenséiert. 2021 gouf den Accord erneiert an et ass eng Retrocessioun vun 48 Millioune virgesi mat enger Majoratioun vu 5 % op zéng Joer.

Besonnesch a Frankräich, am Norde vun der Lorraine, ginn d'Fuerderungen no esou engem System ëmmer méi haart, well et sinn och déi Regiounen, déi ëmmer méi staark ënnert dem Desequiliber an den Ongläichheete leiden. Här Minister vun der Groussregioun an Här Ausseminister, et ass elo geschwënn erëm Chrëschtdag an et war viru Kuerzem Kleeserchersdag, an Dir hutt als Premier 2018 gesot: „J'ai pas envie de payer la décoration de Noël d'un maire". A viru fënnef Joer op Besuch zu Metz: „Même si c'est la Saint-Nicolas, je ne suis pas venu pour signer des chèques!", „Je vous fais un chèque et je ne regarde pas ce que vous faites avec, je ne le ferai pas!"

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Dat erënnert e bëssen drun, wéi Äre Frënd, de franséische President, alt emol bei afrikanesche Chefs d'État optrëtt. Mee d'Gemengen an d'Kollektivitéiten an der Groussregioun wëlle kee Kleeschen an och keng Chrëschtdekoratioun vun eis.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Hei geet et ëm de Bau vu Schoulen, Bildungsariichtungen, och fir de Sproochenunterricht, ëm de Bau vu kritescher Infrastruktur a vu Stroossen a munches méi. Et geet awer am Endeffekt och ëm den Zesummenhalt an der Groussregioun, ëm eng gerecht an nohalteg Finanzéierung vun eiser gemeinsamer Entwécklung.

Eng ganz konkreet Propos, déi um Dësch läit, kënnt vum Senateur Olivier Jacquin aus der Meurthe-et-Moselle. Hie fuerdert, och als Sproochrouer vu ville Buergermeeschteschen a Buergermeeschteren ... Jo, hien ass vum Parti socialiste, mee en ass awer och, wéi gesot, d'Sproochrouer vu ganz ville Buergermeeschteren, déi net nëmme vun der Gauche sinn, mee déi och vum rietse Spektrum vun der Politick kommen. E freet d'Aféierung vun engem grenziwwerschreidende Fong, dee soll vu Lëtzebuerg a Frankräich gespeist ginn no enger Clé de répartition, déi och dem Benefiss vu jiddwer Land duerch den Asaz respektiv de Käschtepunkt Rechnung dréit. Senge Virstellungen no géing een op de selwechte Montant pro Frontalier erauskomme wéi bei de belsche Gemengen.

Et soll ee sech mat esou Iddien auserneanersetzen, ouni elo ze soen, dass een dat eent zu eent iwwerhuele soll. Well, nach eng Kéier, dës Iddie ginn ëmmer méi breet gedroen, souwuel vum lénke wéi och vum rietse Bord vun de Politiker an der Lorraine. Dee Fong soll och direkt – an dat ass wichteg – de Grenzgemengen zeguttkommen an net an de Budget op Paräis fléissen. An dofir wollt ech Iech froen, Här Minister, ob Der Iech mat dësen Iddien auseraneresetzt, ob Der se analyséiert a wat Der och dovunner haalt.

Am Exposé des motifs vun der Proposition de résolution vum Senateur Jacquin steet: „La contribution des frontaliers aux finances publiques du Luxembourg s'élève à plus de 2 milliards d'euros, soit près 10 % du budget de l'État, à travers le coût de la formation initiale des frontaliers, l'impôt sur le revenu, les pensions, l'impôt sur les sociétés des français implantés au Luxembourg, les taxes et accises sur les produits pétroliers, tabac, la balance des cotisations sociales. Ce manque à gagner fiscal se mesure non seulement au niveau national, mais pèse lourdement au niveau local pour les communes du Nord Lorrain." Dat baséiert op enger Nott vum Institut de la Grande Région, „Regard sur les relations entre les territoires dans l'aire métropolitaine de Luxembourg", vum Mäerz 2020, aktualiséiert am Februar 2021.

A mir wäre ganz interesséiert, Här President, dës Chifferen eng Kéier mat eisen eegene Calcullen ze confrontéieren. Mir kéinten eng Kéier an enger aussepolitescher Kommissioun deen Exercice maachen, eis zesummenzesetzen an, wéi gesot, déi Chifferen do ze challengen, nozerechnen an dann och dee Moment ze kucken, wouvu mer hei schwätzen.

Här President, ech géif och gären an deem Sënn eng Motioun hei deposéieren, déi d'Regierung invitéiert, d'Entwécklung vun der Groussregioun méi breet a méi nohalteg ze geréieren an ze ënnersichen, wéi d'Finanzéierung vun dëser gemeinsamer Entwécklung méi gerecht ze gestalte wier, beispillsweis vläicht duerch e Fong. Wéi e Modell do am beschten ass, dat muss ee gesinn. An dofir, fir déi Diskussioun, si mer natierlech och op.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'importance de la Grande Région pour l'économie luxembourgeoise et pour la cohésion sociale du pays ;

– considérant la plus-value mais aussi les déséquilibres générés par le dynamisme économique du Luxembourg au sein de la Grande Région, et en particulier dans le Grand Est en France, ainsi que les inégalités liées au développement asymétrique entre le Luxembourg et les régions voisines ;

– considérant le rôle fédérateur que peut jouer le Luxembourg dans la définition de la politique ambitieuse visant à réaliser la vision esquissée dans la stratégie « Zukunftsbild 2020 » d'une véritable communauté au sein de la Grande Région ;

– considérant le rapport « Une répartition équitable de l'impôt dans les zones transfrontalières » du Conseil de l'Europe de 2019 dirigé par Karl-Heinz Lambertz,

invite le Gouvernement à

– relancer et approfondir le dialogue avec les autorités des pays frontaliers afin d'élaborer un vrai modèle de co-développement bénéficiant aussi bien à notre pays qu'aux régions limitrophes ;

– inclure dans ce modèle de co-développement non seulement des projets d'infrastructure liés au transport, mais également des projets au niveau de la formation professionnelle, de l'éducation plurilingue, de la culture, des zones d'activité économique, de la recherche et de l'innovation ;

– examiner la mise en place d'un fonds transfrontalier dédié au développement des communes frontalières françaises et allemandes, et à considérer dans ce contexte d'autres modèles utiles au niveau de la Grande Région, notamment celui avec la Belgique, mais aussi s'inspirer des solutions existantes dans d'autres régions transfrontalières d'Europe, comme la région franco-suisse, ou encore la région franco-italienne.

(s.) Franz Fayot, Yves Cruchten, Claude Haagen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Här President, Här Ausseminister, Dir sidd an Ärer Eegeschaft als Ausseminister, als Kooperatiouns- an Aussenhandelsminister vill an der Welt ënnerwee. Trotzdeem géif ech Iech froen, d'Groussregioun net als e Parent pauvre ze gesinn, mee als eng Chance fir eist Land, als eisen direkte Voisinage an als dee Raum, an deem mer eis Entwécklung sollte plangen, zesumme mat eisen Noperen. An dofir wëll ech Iech hei zum Schluss vun dëser Interpellatioun froen: Wat ass d'Visioun an de Plang vun der Regierung fir d'Groussregioun haut? Gëtt et esou eng Visioun? A wéi gesäit den Här Minister d'Roll vu Lëtzebuerg an der Groussregioun? An de Joren 2027 an 2028 kritt Lëtzebuerg d'Presidence vun der Groussregioun. Wat wäerten do d'Prioritéite vun der Regierung sinn?

Här President, Lëtzebuerg ass déi dreiwend Kraaft vun der Groussregioun, mee ouni d'Groussregioun geet hei am Land net vill.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech ginn zou, ech war elo e bëssen iwwerrascht, well ech mer och net richteg konnt virstellen, wou elo d'Rees vun dëser Interpellatioun vu mengem honorabele Frënd, dem Franz Fayot, géif higoen. Am Ufank koum ech nach no, mee duerno ass et awer – wéi soll ech soen? – e bësse konfus ginn, well en eis jo awer suggeréiert, eis virun allem mat Proposen auserneenzesetzen, déi a Frankräich vun engem Senateur do kommen, wou ech – wann ech dat esou däerf soen – mer awer Froe stellen. Jo, dat kann a Frankräich diskutéiert ginn. Mee net alles, wat a Frankräich diskutéiert gëtt, musse mer jo onbedéngt hei mat an d'Chamber bréngen. Well et gëtt am Moment villes a Frankräich diskutéiert, wou ech frou sinn, datt mer net driwwer diskutéieren hei zu Lëtzebuerg.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat ass dat eent. An déi Logik vun deem Senateur, dat schéngt mer dann awer eng zimmlech sozialistesch Logik ze sinn – oder eng, wou ee muss Sozialist sinn, fir déi Logik iwwerhaapt kënnen nozevollzéien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat war elo mol déi einfach Äntwert an déi Réaction à chaud op dat, wat Der eis elo hei alles esou proposéiert hutt.

(Interruptions)

Dir hutt eis nämlech elo net wierklech gesot ... Här Di Bartolomeo ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här Zeimet, et kann nëmme besser ginn, wann Der et nach eng Kéier wëllt héieren.

M. Claude Wiseler, Président | Mir maachen hei keng Zwiegespréicher. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Et gëtt bestëmmt besser, Här Di Bartolomeo, …

(Exclamations)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A, dir sot et selwer.

M. Laurent Zeimet (CSV) | … well iergendwa kommen ech jo vun deenen dote Proposen op meng.

Plusieurs voix | A!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Hochmut kommt …

M. Laurent Zeimet (CSV) | Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Här Zeimet, fuert elo weider. Loosst Iech net stéieren.

(Hilarité)

An den Här Di Bartolomeo hält elo op ze stéieren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Kënne mer …?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wann den Här President dat seet, da froen ech …

M. Claude Wiseler, Président | Majo, voilà.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Den Här Fayot huet sech elo net wierklech positionéiert, wéi hien dann zu deene Proposen aus Frankräich steet. Et sief dann, dat wär mer entgaangen. En huet eis och net gesot, op wat mir da sollte verzichten a wéi eng Milliounen oder Milliarde mir dann net sollten un eis Gemenge ginn oder ween och ëmmer, mee da sollten an e Fong ginn, deen dann d'Investitiounen a Frankräich géif maachen. Well Dir hutt jo nëmme vu Frankräich geschwat. Mir hu jo awer och nach aner Nopeschlänner. Op alle Fall, sou wéi Der dat hei exposéiert hutt, kënne mer eis mat deenen Iddien net ufrënnen.

Wat mech awer och iwwerrascht huet, wéi déi Interpellatioun hei elo um Ordre du jour war, war, dass mer jo virun net manner wéi engem Mount hei d'Debatt iwwert d'aussepolitesch Deklaratioun vum Här Ausseminister haten, dee jo och zoustänneg ass fir d'Groussregioun an deen a senger Ried jo och schonn op d'Groussregioun agaangen ass. En huet och do sechs Erausfuerderungen opgezielt, op déi sech d'Regierung wëll konzentréiere bei der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht.

(Interruption)

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Ech sinn net responsabel fir den Agenda vun der Chamber, Här Zeimet.

M. Claude Wiseler, Président | Ech si responsabel fir d'Uerdnung heibannen. An den Här Zeimet soll elo ganz eleng schwätzen, wannechgelift!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Sechs Erausfuerderungen, déi den Här Ausseminister hei opgezielt huet, dat waren d'Klima, d'Ëmwelt, d'Energie, d'Kultur, d'Gesondheet, d'Sécherheet, an och de Katastropheschutz ass dobäi virkomm.

Den Här Bettel huet dat richteg beschriwwen: De grenziwwerschreidenden Aarbechtsmaart ass dee gréissten an der Europäescher Unioun. En huet vun enger Modellregioun geschwat, déi iwwert all déi Joren – an Dir hutt dat beim Historique jo richteg ervirgehuewen – och ënnert de fréiere Premierministeren opgebaut gouf. Dofir, de Bilan, deen Der elo esou kuerzfristeg gezunn huet, ass jo dann awer och e schlechte Bilan fir déi Zäit, wou Dir als Partei mat an der Regierung waart, wann an der Groussregioun sech net esou vill soll an deene leschte Jore gedoen hunn, wat mir awer als fréier Oppositioun net esou kritesch gesinn hunn.

D'Groussregioun ass elo ënnert dëser Regierung ënner engem Daach mat dem Ausseministère vereent ginn. Den Ausseminister huet och d'Virdeeler dovunner a senger Deklaratioun opgezielt: méi Effizienz, méi Kohärenz, eng besser Ofstëmmung tëschent bilateralem a multilateralem Niveau. D'Koordinatioun soll iwwert den Ausseminister goen, awer natierlech mussen déi eenzel Fachministeren zoustänneg bleiwen a sinn och weider gefuerdert, well den Ausseminister ka jo net iwwerall sinn. Och wann een heiansdo den Androck huet, den Här Bettel géif et e puermol ginn, mengen ech, gëtt et en awer nëmmen eemol.

(Interruptions)

A mir hunn och an deene leschte Woche jo nach d'Engagement vun anere Ministere kënne gesinn, souwuel dem Inneminister, dem Léon Gloden, dee ganz aktiv war an och gefuerdert war wéinst där ganzer Schengen-Diskussioun, awer och dem Kulturminister, dem Eric Thill, dee sech hei scho vill beméit huet.

D'Kooperatioun an der Groussregioun ass och essentiel – och dat hutt Der richteg ervirgehuewen – fir eis Kompetitivitéit. Formatioun a Fuerschung, natierlech och d'Mobilitéit, d'ekologesch Transitioun, alles dat si Sujeten, déi mer zesumme mat eisen Nopere besser kënnen upaken.

Dir hutt awer och drop higewisen – an och do stelle mer dat fest –, datt d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg fir Frontalieren ofhëlt. Net méi spéit wéi gëschter huet d'Chambre de Commerce och nach eng Kéier dorobber higewisen, datt an de leschte Joren den Zouwuess u Frontalieren, besonnesch aus der Belsch an aus Däitschland, zréckgaangen ass. Den Zouwuess ass elo bei 1,6 %, wou en nach virun der Pandemie bei gutt 4 % louch. De Finanzsecteur an och den Horeca-Secteur kréien dat besonnesch ze spieren, well se och an der Groussregioun net méi déi néideg Leit fannen, déi se brauchen, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen.

Nach kommen awer 230.000 Frontalieren all Dag op Lëtzebuerg schaffen; 230.000 Frontalieren, déi awer hire Liewensmëttelpunkt net onbedéngt hei bei eis hunn. D'Lëtzebuerger Frontalieren, déi wunnen zwar iwwert d'Grenz, mee se schaffen a se liewe méi hei bei eis. Op där anerer Säit schaffen déi belsch, déi däitsch an déi franséisch Frontalieren hei bei eis, mee se liewen awer éischter an hire Gemengen. An de Frontalier ënnerscheet sech jo vum gemenge Pendler doduerch, datt en all Dag iwwer eng Grenz fiert, fir schaffen ze goen, säin Alldag sech also an op d'mannst zwee Staate vun der Europäescher Unioun ofspillt.

Datt och bannent der Unioun Grenzen nach ëmmer eng Realitéit sinn, gouf eis spéitstens bewosst, wéi eis Noperen erëm Kontrollen agefouert hunn a sech och net besonnesch vun eisem Protest dogéint impressionéiere gelooss hunn. Dëst Haus huet doriwwer schonn e puermol säin Onmutt zum Ausdrock bruecht a mir sinn eis alleguerten eens, datt de fräie Persouneverkéier innerhalb vun der Europäescher Unioun muss garantéiert bleiwen. Mir liewen an dëser Regioun iwwer eis Grenzen ewech, an do passe Kontrollen op der Grenz net bei eisen Alldag.

Här President, wie vun Thionville an d'Stad schaffe kënnt, brauch theoreetesch 30 Minutten. A wie vun Ettelbréck an d'Stad schaffe kënnt, brauch och theoreetesch 30 Minutten. Béid si Pendler an hunn och änlech Erausfuerderungen an der Mobilitéit. Wien hei zu Lëtzebuerg schafft, wunnt a lieft, huet natierlech eng aner Realitéit wéi een, dee sech aus engem Nopeschstaat all Dag op de Wee mécht. Si liewen an engem anere Staat mat deelweis anere Reegelen an och enger anerer Sproochesituatioun. Mir sinn als Land en Zoufallsprodukt vun der Geschicht, wat mer natierlech als Chance gesinn an och als Chance genotzt hunn. Mir leien op der Kräizung vum däitschen a vum franséischen Europa. Sprooch, Kultur a Politick si Grenzen, déi net esou einfach iwwerschratt kënne gi wéi Staatsgrenzen.

Déi meescht vun eis liewen d'Groussregioun all Dag. Mir schaffe mat Leit zesummen, déi an engem vun den Nopeschlänner wunnen. Mir hantéieren all Dag mat op d'mannst zwou Sproochen. Mir fueren iwwert d'Grenz, ouni et nach an Uecht ze huelen – et sief, et wieren da Kontrollen. Mee d'Groussregioun als politesche Projet bleift weider eng Iddi, déi net wierklech verfänkt. Mir gesinn eis natierlech hei zu Lëtzebuerg als Mëttelpunkt vun enger multipolarer Groussregioun. Mee ech hunn awer net wierklech den Androck, datt se dat zu Saarbrécken, zu Mainz, zu Metz an zu Nanzeg änlech gesinn. Zu Arel dierft dat anescht sinn, mee mat Arel a mat der Belsch hu mer eng aner an hu mer och méi eng déif historesch Verbindung. Berlin, Paräis a Bréissel bleiwe fir eis Nopeschregioune politesch ëmmer nach méi no wéi d'Stad Lëtzebuerg.

Ech kommen, wéi Der wësst, aus engem Eck, wou een theoreetesch och a manner wéi 30 Minutten an all deenen dräi Nopeschlänner ka sinn. An déi leie fir eis méi no wéi Ettelbréck. An iwwert d'Jore gekuckt sinn ech wuel och méi dacks zu Pärel oder zu Thionville an zu Metz wéi zu Ettelbréck – mat all mengem Respekt fir Ettelbréck.

(Interruption)

Awer ech fille mech deenen Ettelbrécker trotzdeem méi verbonnen.

Plusieurs voix | A!

(Hilarité et interruptions)

M. Laurent Zeimet (CSV) | An esou geet et, denken ech, deene meeschte vun eis. Mir haten am Süde virun zwee Joer e ganz flotte Projet mat Esch2022, e wonnerbare Projet, fir eis Uertschaften, eis Gemengen no vir ze bréngen, kulturell no vir ze bréngen. D'Madamm Tanson erënnert sech bestëmmt och nach ganz gutt dorunner. A mir hunn och déi franséisch Grenzregioun do mat agebonnen. Mir probéieren, dee Kontakt do an déi Kooperatioun och weider héichzehalen. Grouss kulturell Manifestatioune bréngе bestëmmt och Mënschen aus der ganzer Regioun ëmmer nach zesummen, mee am Klengen, do friemelt et awer weider. Dat ass op d'mannst mol mäin Androck.

D'Kooperatioun tëschent Gemengen dës Säit a jeensäits vun der Grenz ass, wéi mer wëssen, hei am Land och keng einfach Saach, an iwwert d'Grenz ass et nach méi komplizéiert. Mee tëschent Gemengen aus verschiddenen EU-Staaten ass et eebe komplizéiert a souguer dann, wa se nëmmen e puer Meeter oder e puer Kilomeeter vunenee leien.

Ech sinn eigentlech erstaunt, datt et um Niveau vun de Grondschoulen, op d'mannst menges Wëssens, kaum en Austausch vu Schüler gëtt, fir zesumme Sproochen ze vermëttelen oder ze léieren. An et ass och kee Geheimnis, datt d'Walresultater virun allem op der franséischer Säit d'Begeeschterung fir Kooperatioun net onbedéngt an deene leschte Jore befligelt hunn. Ech soen dëst, well mer d'Erwaardungen un d'Groussregioun vun hei aus heiansdo vläicht e bëssen ze héich schrauwen, fir eis kuerz drop awer ganz schnell och erëm op eis Souveränitéit ze beruffen.

Här President, d'Groussregioun konzertéiert a kooperéiert op villen Niveauen, fir zesummen d'Erausfuerderungen unzegoen a fir de Leit an der Regioun den Alldag ze erliichteren a se zesummenzebréngen. De Wirtschafts- a Sozialrot hat virun zwee Joer en

ëmfaassenden Avis iwwert d'Groussregioun verfaasst. Net manner ewéi 23 Recommandatiounen a verschiddene Beräicher goufen do an deem Avis gemaach. Zum Deel hunn déi Recommandatiounen awer och den typesche Raumplanungsslang erëmginn, deen eis ëmmer erëm vill beschäftegt, awer bis well wéineg Resultater bréngt. Déi eng vun dëse Recommandatioune kënne sécher eng Inspiratioun si fir d'Zesummenaarbecht an den nächste Joren.

Den Ausseminister hat d'Prioritéite bei senger Deklaratioun opgezielt. Vläicht koum – dat ginn ech gären zou – de Volet Groussregioun bei dëser Debatt e bëssen ze kuerz. A vläicht kéint een an der Zukunft d'Groussregioun ausklameren a separat hei behandelen an och d'Fachministeren dann zu Wuert komme loossen. Mir vertrauen op alle Fall drop, datt d'Regierung an déi zoustänneg Ministere weider eng enk Kooperatioun mat eisen Nopere wäerte fleegen, an dëst am Interêt vun all deenen, déi hei schaffen, vun all deenen, déi bei eis all Dag pendelen, am Interêt vun alleguerten, déi hei am Land zesumme wunnen a liewen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech wollt e bëssen aneschters ufänke wéi virgesinn, mee den Här Fayot huet awer déi eng oder aner Ausso gemaach. Ech wëll virun allem awer eng hei nach an Erënnerung ruffen: datt en den Ausseminister hei verglach huet mam Här Macron a sengem Komportement vis-à-vis vun afrikanesche Länner. Här Fayot, ech ginn awer éierlech zou, ech hu scho besser Aussoe vun Iech héieren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Bon, 1969 gouf u sech de Begrëff „Saar-Lor-Lux" vum Dokter Hubertus Rolshoven – dat war den deemolege President vun dem Intracommunautairen Institut – kreéiert. An Iwwerleeungen, eng méi grenziwwerschreidend Kooperatioun ze maachen, déi sinn u sech den 22. Februar 1978 gefouert ginn. An duerch den Accord intergouvernemental tëschent Frankräich, Däitschland a Lëtzebuerg den 21. Mäerz 1980, deen zu Kaiserslautern ënnerschriwwe ginn ass, gouf et am Fong geholl dunn dee richtege Grondsteen, fir dann eng Groussregioun ze schafen. D'Wallonie an déi däitschsproocheg Gemeinschaft aus der Belsch si jo du méi spéit bäikomm.

An den 20. September 1995 war jo och den éischte Sommet vun der sougenanntener Groussregioun zu Mondorf, wou dann och ëmmer ofwiesselend d'Presidence gewiesselt huet. An och mir hei an der Chamber si jo engagéiert um Niveau vun der Groussregioun, an zwar am CPI, dem Conseil parlementaire interrégional. Dee gouf jo 1986 geschaaft.

De Minister Xavier Bettel huet a senger Ried zur aussepolitescher Lag ganz kloer schonn op eng ganz Rei Pisten higewisen. Ech mengen, Här Fayot, Dir krut also do schonn eng Rei Äntwerte geliwwert, wéi dës Regierung derzou steet, wéi dës Regierung d'Entwécklung vun der Groussregioun gesäit, soudatt een dat am Fong net méi brauch onbedéngt ze verdéiwen. Wat awer kloer ass: Déi Grenzregioun respektiv déi Groussregioun hei, déi verkierpert u sech d'Iddi vun engem vereenten Europa op méi engem klengen Niveau, an dat kann een net oft genuch hei ënnersträichen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Wa mer vun der Groussregioun schwätzen, da si mer natierlech ganz séier beim Phenomeen vun de Frontalieren. All Dag kommen der – dee Chiffer ass hei schonn e puermol genannt ginn – 230.000 an eist Land. Dat mécht ongeféier 47 % vun den Aarbechtskräften insgesamt hei zu Lëtzebuerg aus. Eleng 124.000 dovunner kommen aus Frankräich. Just fir Iech ze weisen, wéi déi Entwécklung awer iwwert déi Jore virgaangen ass: 2010 waren et „eréischt" – zwëschent Guillemeten – 152.000 Grenzgänger, déi an eist Land schaffe komm sinn. An dat ass jo och nach net esou schrecklech laang hier.

De Rapport vun der Fondation IDEA – elo schwätze mer also schonn erëm vun IDEA; dës Kéier ass et awer eng aner IDEA –, dee weist jo och drop hin, datt, dat soe si, d'Importenz vun der Groussregioun an de leschte Joren e bëssen ofgeholl hätt. Zum Beispill sinn zwëschent Mäerz 2019 a Mäerz 2023 53 % vun allen neien Aarbechtsplazen un Netresidentë gaangen, dovunner 44 % u Frontalieren, déi net déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn. Am leschte Joer, also vu Mäerz 2023 bis Mäerz 2024, si souguer 51 % vun den oppenen Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg u Leit aus Frankräich gaangen, wat d'Regioun Grand Est zum wichtegste Rekrutementspool vun der Lëtzebuerger Wirtschaft gemaach huet. An datt haut souguer Leit aus Nanzeg a souguer vun nach méi wäit op Lëtzebuerg schaffe kommen, dat ass jo och näischt Aussergewéinleches méi.

Wichteg ass jiddefalls – an dat ass och hei vun de Virriedner schonn ënnerstrach ginn –, datt mer natierlech zesumme mat den Nopeschregiounen op déi zukünfteg Defie musse reagéieren. Ech mengen, d'Covidpandemie – mat engem Bemoll, dat war deemools eebe leider d'Grenzschléissung vun Däitschland – huet awer gewisen, wa wierklech seriö Krise sinn, datt een och um Niveau vun der Groussregioun ka gutt zesummeschaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro ass schonn de Mëtten deelweis opgeworf ginn, se ass och an der Press déi lescht Zäit ëmmer méi opgeworf ginn, ob Lëtzebuerg dann elo un Attraktivitéit als Groussregioun géif verléieren. Déi Fro muss ee sech selbstverständlech stellen an et muss een och eng gewëssen Analys maachen, ob et effektiv an déi Richtung geet. Richteg ass, datt d'Unzuel vun de Frontalieren aus Däitschland an aus der Belsch liicht ofgeholl huet zënter dem Mäerz 2023. Bon, fir Däitschland ass dat e Minus vun 0,3 %, fir d'Belsch 0,1 %. Do kann een also net direkt vun engem Recul schwätzen. Et kann een dann héchstens vun enger gewëssener Stagnatioun schwätzen.

Wat sinn d'Phenomeenen, déi derzou féieren, datt et awer zumindest zu enger gewëssener Stagnatioun kënnt? Dat ass natierlech an éischter Linn d'Fiskalitéit, dat ass awer och d'Mobilitéit. Selbstverständlech gëtt et e puer Facteuren, déi dat zousätzlech erklären. Zum Beispill sinn an eisen Nopeschregiounen awer deelweis d'Salairen an d'Luucht gaangen. An Däitschland geet zum Beispill de Mindestloun vum 1. Januar 2025 un op 12,82 Euro Brutto d'Stonn erop.

Da sinn och munchmol souguer d'Reegelen zum Teletravail eng gewëssen Hürd. Do muss een awer nach eng Kéier ënnersträichen, datt jo awer déi lescht Regierung do Efforte gemaach huet, fir den Teletravail och beschtméiglech mat de Grenzregiounen ze reglementéieren. Et ass also méiglech, maximal 34 Deeg am Joer Teletravail ze maachen. D'DP wëllt op alle Fall och weiderhin, datt bilateral Accorde gemaach ginn, déi de Frontalieren den Teletravail nach besser géingen erméiglechen.

Et ass awer falsch, hei vläicht ze soen, datt Lëtzebuerg elo net méi dee Pôle d'attractivité wier, wéi dat fréier de Fall war. Ech mengen, mir hunn nach wie vor e gewëssene Rôle vun engem Magnéit ze spillen, an dat ass och gutt. Et gi jo och eng Rei positiv Saachen hei gemaach. Ech denken zum Beispill un dee leschten Accord salarial am Fleegesecteur, wou jo awer net manner wéi 35 % vun de Leit, déi do schaffen, Frontaliere sinn. Deen trëtt elo den 1. Januar 2025 a Kraaft. An da muss een och drun erënneren, datt d'Fransouse jo dat Gesetz, dat se virgesinn haten, wat de Chômage ubelaangt, awer elo glécklecherweis fir d'Chômagen an der Grenzregiounen zréckgezunn hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: E ganz groussen Defi ass natierlech de Logement. Dat ass net nëmmen de Logement fir eis hei zu Lëtzebuerg, mee dat ass och de Logement iwwert d'Grenz eraus. An et kann ee soen, datt de Problem vun eis hei zu Lëtzebuerg e gewëssene Spillover-Effekt huet op d'Grenzregiounen. Et ass awer eng enk Vernetzung, déi zwëschent Lëtzebuerg an den Nopeschlänner do besteet, soudatt d'Penurie vum Logement och iwwert d'Grenzen amgaangen ass, sech e bëssen auszedeenen. A laut enger Etüd vum Insee – dat ass den Institut national des statistiques et des études économiques – vum 17. Oktober vun dësem Joer ass de Grand Est entre-temps déi véiertdeierst Regioun a Frankräich ginn, wat de Präis vu Bauterrainen ubelaangt.

Wa mer iwwert d'Groussregioun diskutéieren, da komme mer natierlech net derlaanscht, virun allem een zentralen Theema unzeschneiden, dat ass d'Mobilitéit. D'Mobilitéit ass den Theema, wann ee, wéi gesot, iwwert déi ganz Problematik diskutéiert. An d'Offer vun der Mobilitéit spillt natierlech eng ganz grouss Roll, och wat d'Kompetitivitéit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmarché fir Frontalieren ubelaangt.

Et ass natierlech awer gläichzäiteg e gréissere Problem. An am Duerchschnëtt brauche Leit, déi op Lëtzebuerg aus dem ëmleienden Ausland schaffe kommen, dräi Stonnen, fir, wéi gesot, op hir Aarbechtsplaz ze kommen. Vun de Frontalieren aus dem Grand Est, déi am Duerchschnëtt en Aarbechtswee vun 42 Kilomeeter hunn, benotzen 83 % den Auto an nëmme 17 % den ëffentlechen Transport.

Jo, da kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Firwat huelen net méi Leit den Zuch? Mee och do kann een aus eegener Erfarung schwätzen. Setzt Iech emol an de Spëtzestonnen an en Zuch, dee vun Nanzeg iwwert Diddenuewen a Beetebuerg an d'Stad fiert. Ech kann Iech soen, ech si wierklech der Meenung, do gëtt et Zich, déi dierften net fueren. Déi dierften net fueren! An et kann een nëmmen hoffen, datt et net eng Kéier zu enger Vollbremsung kënnt oder soss engem Zwëschefall, well soss géing dat net gutt ausgoen.

Op där anerer Säit muss een awer och soen, datt d'Lëtzebuerger Regierung – Regierungen – ganz vill investéiert hunn an deene leschte Joren. Ech denken zum Beispill un den Ausbau vu Park&Riden op de Grenzen. Dat ass jo bestëmmt net gemaach gi wéinst de Lëtzebuerger, mee dat ass gemaach gi wéinst de Grenzgänger. An da virun allem awer och den Ausbau vu verschiddene Quaien, fir datt elo am Fong och méi laang Zich kënnen do halen.

Wat den Impakt vun dem Ausbau vun der Autobunn A3 ubelaangt, do soen ech ganz éierlech – dat ass awer elo méi meng perséinlech Meenung –: Dat gesinn ech vill méi reservéiert. Ech mengen net, datt dat d'Léisung wäert sinn. Dach, à court terme, wann dee Chantier, deen nämlech relativ gutt avancéiert, bis fäerdeg ass, wäert dat schonn déi éischt Zäit e positiven Impakt hunn. Mee ech fäerten awer, herno entsteet esou e gewëssenen Triichter-Syndrom. An da wäerte mer gesinn, datt dat awer vläicht net déi

Léisung ass, well et eeben ze vill op engem limitéierten Tronçon gemaach gëtt.

Da gëtt natierlech och iwwer Iddien diskutéiert: de séieren Tram vun der Stad op Esch, wat ouni Zweifel eng ganz gutt Iddi ass, déi och muss ënnerstëtzt ginn. Et gëtt och Leit, déi mengen, mir sollten eng Seelbunn maachen. Et gëtt och Leit, déi mengen, mir sollten e Monorail laanscht d'Autobunn maachen. Jo, Iddie sinn do, mussen allerdéngs gutt duerchduecht ginn. An et kann een net einfach esou eppes ëmsetzen, wat sech herno och vläicht net onbedéngt als positiv erausstellt.

Och d'Nopeschlänner maachen awer gewëssen Efforten, wat d'Infrastrukturen ubelaangt. Ech erënneren hei zum Beispill un d'A31bis, dee Projet, deen awer och kontestéiert ass, well do ugeduecht ass, och Peage anzeféieren.

An dann natierlech – jo, do komme mer net derlaanscht, wa mer iwwer Mobilitéit schwätzen –: erëm eng Kéier déi onsäglech Geschicht iwwert d'Grenzkontrollen. Mir hu gëschter hei driwwer geschwat, mir hunn déi lescht Wochen driwwer geschwat. Ech fäerten, mir wäerten déi nächst Wochen och nach déi eng oder déi aner Kéier mussen hei driwwer diskutéieren. Dat ass natierlech wierklech ganz ongléckleech an och guer net gutt. An duerfir ass ganz kloer, datt mer eis net nëmmen als Parlament dergéint ausschwätzen, mee datt och d'Regierung sech do dergéint ausschwätzt.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Eppes ass sécher: Déi steigend Immobiliepräisser, déi grouss Distanz, déi muss zréckgeluecht ginn, fir op d'Aarbecht ze kommen, déi féieren natierlech derzou, datt awer vläicht och eenzel Leit aus de Grenzregioune sech iwwerleeën, ob se weiderhin hir Aarbechtsplaz sollen hei zu Lëtzebuerg bäibehalen.

Virun allem jonk Leit stelle sech natierlech ëmmer méi déi Fro, ob et net vläicht méi sënnvoll wier, ze versichen, eng Aarbechtsplaz an hirer Regioun ze fannen, wuel wëssend, datt se manner gutt remuneréiert ass. Mee op där anerer Säit bedeit et awer Zäit gewannen, Zäit gewanne vläicht fir hir Famill, Zäit gewannen awer och fir d'Fräizäit. Dat ass hinnen net ze veriwwelen, dat kann een novollzéien. Ëmsou méi ass et och un eis, sech Gedanken ze maachen: Wéi kënne mer, wéi gesot, d'Attraktivitéit dann awer och do erhéijen?

Da gëtt et natierlech eng Rei Problemer um Niveau vun der Fiskalitéit, op déi ech elo net kann am Detail hei agoen, wat natierlech och zum Nodeel vun de Frontalieren ass, wat och dozou bäidroe kann, datt hiren Nettogehalt am Endeffekt wäert erofgoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och kuerz drop hiweisen, datt d'DP an hirem Walprogramm awer och der Groussregioun e breede Raum zur Verfügung gestallt hat, eng ganz Rei Pisten do opgezeechent huet, wéi mer am Fong kënnen déi Visioun, déi jo esou oft hei gefuerdert gëtt, an Zukunft dann ëmsetzen.

Ee Punkt wëll ech nach just hei ënnersträichen – well ech gesinn, déi Zäit leeft jo méi séier, wéi ee kucke kann –, dat ass d'Aarbechtsrecht. An do ass jo déi grouss Diskussioun, déi elo gefouert gëtt iwwert déi aacht Stonnen Aarbechtszäit sonndes. Do kann ech awer roueg soen, datt d'Demokratesch Partei do vill manner Problemer huet mat esou enger Decisioun, an dat ass jo net nëmmen am Interêt vu Lëtzebuerger Arbeitnehmer. Mir mussen awer och dann erëm eng Kéier un d'Groussregioun denken. An ech sinn iwwerzeegt, datt déi meescht Leit, déi aus der Groussregioun op Lëtzebuerg schaffe kommen, frou wären, wa se dee laangen Trajet op sech huelen, wa se da kéinten aacht Stonne beienee schaffen, amplaz mussen zweemol ze kommen an dann nëmme véier Stonnen dierfen hei ze schaffen. Voilà.

Ofschléissend – wéi gesot, et ass e ganz interessanten Debat –: Ech soen dem Här Fayot, och wann ech net mat allem d'accord war, wat en hei gesot huet, trotzdeem Merci. Et ass wichteg, datt mer déi Diskussioun hei féieren. Ech mengen, déi lescht Interpellatioun, déi war 2017 hei, et war also Zäit ginn. D'Fro ass natierlech: Hu mer e gewëssenen Zenit erreecht, wat d'Groussregioun ubelaangt?

Wann een trotzdeem bedenkt: Virun 80 Joer koumen aus dem Osten nach Panzeren op Lëtzebuerg gefuer, a wann ee kuckt, wéi mer awer haut zesummeschaffen – haut hu mer eng Identitéit geschaaft –, an och wann ee bedenkt, datt jo am Fong geholl e gudden Deel vun der Groussregioun zu Lëtzebuerg gehéiert huet a mer duerch Verträg vu 1657 (veuillez lire: 1659), 1815 …

(Interruption)

… an 1839 ëmmer méi verluer hunn, mengen ech awer, spiere mer eis haut nach wie vor wuel an enger Groussregioun. Dat soll och den Optrag sinn: datt mer dorunner schaffen an datt mer där Groussregioun zesumme mat den Nopeschlänner och eng Zukunft kënne garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, natierlech ass et wichteg, mat sengen Nopere gutt zesummenzeschaffen, a grad hei fir Lëtzebuerg, wat den Aarbechtsmarché ugeet, wat d'Ekonomie ugeet, wat d'Mobilitéit ugeet, wat d'Wunnengspolitick ugeet, awer och wat d'Kultur ugeet an eng ganz Partie aner Saachen. Ech mengen, do si mer eis alleguerte ganz eens.

Wat de Problem awer nun ass, dat ass schonn eleng bei deem Numm „Groussregioun", woumat jo eigentlech, mengen ech, déi aller-, allermeeschte Mënschen, déi an där Groussregioun liewen, näischt kënnen ufänken. Wat ass mat „grouss" gemengt? Ass domadder gemengt, dass se vun der Fläch hier grouss ass? Dat konnt ech mer nach ni richteg erklären. An eng „Regioun": Bei enger Regioun stellt ee sech jo vir, dass dat och iergendwéi awer en Zesummenhalt huet, eng Identitéit huet. An hei ass dat am Fong net de Fall, hei sinn et am Fong just eeben déi Nopeschregiounen aus den Nopeschlänner, déi u Lëtzebuerg grenzen, déi dann zesummegeworf ginn. Da gëtt dat ganzt „Groussregioun" genannt.

An dass et nach ni fäerdegbruecht ginn ass, e richtegen Numm ze fannen, deen iergendwéi op enger geografescher Grondlag baséiert, dass dat nach ni fonnt ginn ass, beweist jo och, dass dat Ganzt einfach zimmlech syntheetesch ass. Syntheetesch och, wann ee kuckt, vu wou bis wou se geet, an et ass scho gesot ginn: Dat geet jo vu Mainz – dat gehéiert zur Groussregioun – bis an d'Vogesen an da bis op Charleroi a souguer bis hanner Bréissel, hanner Lille, bis op Mouscron an der Belsch. A wat huet ee vu Mouscron mat engem vu Mainz ze dinn? A wat huet een aus de Vogese mat engem aus der Wallonie ze dinn? Dat heescht, ech menge wierklech, dass wäit, wäit iwwer 90 % vun deene Leit, déi do wunnen, näischt mat der Groussregioun kënnen ufänken.

Déi, déi natierlech eppes domat kënnen ufänken, dat sinn déi, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, an déi, déi direkt hannert der Grenz wunnen an deene Regiounen, déi da fréier, wéi den Här Graas dat gesot huet, och zu Lëtzebuerg gehéiert hunn.

Et mierkt een dann och, dass …

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dir mengt also déi kleng Groussregioun.

M. Fred Keup (ADR) | Eng kleng Groussregioun.

(Hilarité)

Nenne mer et „Klengregioun".

Nee, dat mierkt ee jo och an der Praxis, quitte dass, ech mengen, den Här Zeimet hat gesot: „Mir hunn all Dag Kontakt mat esou Leit", och vläicht net jiddwereen, „mir schwätzen all Dag vill Sproochen", och vläicht net jiddwereen – mee ass wierklech dee Kontakt do? Gi wierklech esou vill Lëtzebuerger reegelméisseg op Diddenuewen oder op Arel oder op Tréier? Dat ass eng Fro, déi ech awer och emol stellen. An ech mengen, dass et ganz grouss Ënnerscheeder gëtt.

An ech wëll Iech just ee Beispill ginn: Ech hu jo ganz vill mam Fussball um Hutt a mir wunnen net wäit ewech vun der Grenz. Mee mir haten, mengen ech, an de leschten 20 Joer eng Kéier e Match géint e Veräin, deen hannert der Grenz ass. An do mierkt een am Fong, dass awer alles op d'Land konzentréiert ass an dass ee sech net wierklech mat deem identifizéiert, wat hannert der Grenz ass. Do ass eng aner Welt, déi do ufänkt.

(Exclamations)

Déi Leit konsuméiere komplett aner Meedien, wann Dir a Frankräich gitt, an déi kucken op Paräis. An déi zu Mainz kucken och net op Lëtzebuerg, mee déi kucke Richtung Berlin. An déi zu Charleroi, déi kucke Richtung Bréissel oder iwwerall hin, mee déi kucken net op Lëtzebuerg. Déi kucken emol net op Arel, sou wéi déi vu Paräis emol net op Diddenuewe kucken. Déi wëssen emol net, wou dat läit. An déi Leit liewen an enger ganz anerer Welt wéi mir.

Souguer d'Frontalieren – an där kenne mer jo dann awer alleguerten –, déi kommen op Lëtzebuerg wuel hei schaffen a maachen dann hir Aarbecht hei a fueren dann awer owes erëm heem, wéi dat och gesot ginn ass. Mee hunn déi wierklech gemeinsam Interessen, wierklech Gemeinsamkeete mat deene Lëtzebuerger, déi hei liewen? Ganz oft liewen déi dach awer och, wéi ech sot, an enger ganz anerer Welt. A sou wéi den Här Zeimet och sot, en hätt méi gemeinsam mat deene vun Ettelbréck wéi mat deene vu Pärel an Däitschland, sou mengen ech, dass och e Fransous vun Diddenuewen haut – virun 100 Joer net, mee haut – méi Gemeinsamkeeten huet mat engem vun Nice wéi mat engem vu Lëtzebuerg.

Dat heescht, ech mengen, dass dat Ganzt eng ganz syntheetesch Saach ass, an dowéinst mengen ech, dass ee sech och laangfristeg net ze vill vun där Notioun Groussregioun erwaarde kann. An ech géif déi Notioun och ganz, éierlech gesot, fale loossen an eppes aneres do maachen. Fréier war et Saar-Lor-Lux. Ech mengen, an e puer Joer wäert och eng Kéier eppes aneres kommen.

An elo huet den Här Zeimet eng Fro.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Net wierklech eng Fro, Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Ma dach!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech wollt just preziséieren: Ech hat net gesot, datt ech méi Gemeinsamkeete mat deenen Ettelbrécker hätt, …

M. Fred Keup (ADR) | Dach.

M. Laurent Zeimet (CSV) | ... mee mech méi verbonne spiere mat hinnen.

M. Fred Keup (ADR) | A, ok. U, dat ass eng Nuance. Da musse mer doriwwer nodenken – „verbonnen", „Gemeinsamkeeten". Ok, gutt.

Dann hu mer jo och tatsächlech Grenzen. An déi Grenze bedeiten, dass hannert där Grenz aner Gesetzer zielen. Do ass et jo net nëmmen, dass do och aner Meedie consomméiert ginn, vläicht aneschters och geduecht gëtt, vläicht eng aner Kultur och deelweis ass, mee et gëtt och Grenzen, do sinn aner Gesetzer. An et si Grenzen, do ginn och haut aner Sprooche geschwat. Och dat war fréier aneschters. Virun 100 Joer ass zu Arel nach Lëtzebuergesch geschwat ginn. Zu Diddenuewen ass och ëmmer Lëtzebuergesch geschwat ginn. Mee haut sinn déi Grenzen, déi national Grenzen, och Sproochegrenzen. Dat ass ganz kloer. An do gesi mer och e grousse Problem.

An ech hu mol déi Debatt nogekuckt vun 2008. Dat war eng Interpellatioun vum Marcel Oberweis. A wat en do gesot huet – a wat iwwerhaapt do all d'Leit gesot hunn –, ass natierlech och interessant, well da gesäit ee jo, wat geschitt ass an all deene Joren. An deemools hat een nach déi Visioun – do gesäit een, wat mat Visioune geschitt –, dass jiddwereen an der Groussregioun dann och déi Sproochen aus der Groussregioun sollt léieren – also, bon, net Lëtzebuergesch, mee op d'mannst Däitsch a Franséisch. Woubäi ech mer scho geduecht hunn: Wéi soll dat fir e Walloun vun Notze sinn, dee jo éischter vläicht Interesse hätt, Flämesch ze léieren? Mee soit.

An et sinn och déi Gespréicher ginn, dass am Saarland zum Beispill sollt Franséisch geléiert ginn an der Schoul als éischt Friemsprooch an an der Moselle Däitsch als éischt Friemsprooch. Am Saarland hu se sech effektiv Méi ginn. Dat, soen ech emol, klappt do e bëssen. Mee ech mengen, a Frankräich, an der Moselle, hu se dorunner ni wierklech en Interêt gehat, soudass am Endeffekt déi Eenzeg, déi all déi Sprooche schwätzen, natierlech da mir Lëtzebuerger sinn, well mer Däitsch a Franséisch a Lëtzebuergesch kënnen. A souguer mir sinn amgaangen zréckzegoen, well mer a verschiddenen neie Schoulmodeller dann entweeder Däitsch oder Franséisch net méi esou verlaangen, wéi mer dat am Fong deemools souguer vun deenen anere gefuerdert hunn, dass se et sollte maachen. Gutt.

Et muss een och wëssen, dass mer a Konkurrenz si mat deene Länner ronderëm. Jiddweree kuckt no sech. An dann déi Zuel, déi do ass – elo muss ech e bësse méi schnell maachen –: Mir sinn 2008 bei 140.000 gewiescht. Elo si mer bei 228.000. Ech hoffe jo awer, dass hei kee sech wënscht, dass mer eng Kéier op iwwer 300.000 Frontaliere kommen. Wéi solle mer dat da packen? 2008 bei 140.000 Frontalieren hunn d'Interlocuteuren hei an der Chamber gesot, dass d'Situatioun vun den Infrastrukturen, d'Situatioun vum Stroosseverkéier, vum Verkéier allgemeng, vun der Mobilitéit katastrophal wieren. Mir hu kilomeeterwäit Stauen all Moien eran, kilomeeterwäit Stauen all Owend eraus. Dat ass verkéierstechnesch eng Katastroph! An da kann ech mer net virstellen, dass een do nach méi wëll hunn.

An ech wollt nach ganz kuerz, wann Der erlaabt, Här President, op dat agoen, wat den Här Fayot gesot huet. Dir hutt gesot: „Et ass just een, dee vun deem Ganze profitéiert." Ech huele jo un, dass Der domat Lëtzebuerg mengt a mir profitéieren op d'Käschte vun deenen aneren. Also, do muss ech awer soen, dat fannen ech awer och net ganz richteg. Et muss een awer wëssen, dass hei vir a Frankräich an och hei vir an der Belsch ... Wat wier dann – kommt, mir sinn emol éierlech – zu Arel oder och zu Diddenuewen, wa Lëtzebuerg net als grousse Wirtschaftsmotor direkt niewendru wier? Da wier awer do, géif ech emol bal soen, ouni hinnen elo ze no ze trieden, bal „Wüste". An dass mir hei sinn, dovu profitéiere si ganz, ganz staark.

An et ass och net esou, dass nëmme si Käschten ze droen hätten an d'Steiersuen net erakréien. Mir hunn och ganz vill Käschten ze droen! An den Här Graas huet et jo och gesot: Mir mussen d'Infrastruktur bauen an och d'Autobunn op dräi Spueren. Op der Areler Autobunn wäerte mer dat dann och elo mussen ... Do musse mer et maachen, well och do geet guer näischt méi! An ech kann Iech scho soen, dass mer dann an e puer Joer soen, mir misste véier Spueren oder fënnef Spueren op all Säit hunn. Dat heescht, ech wëll och soen: Fir Lëtzebuerg kascht dat Ganzt och immens deier a mir brauchen och ganz vill Geld, fir doranner ze investéieren, well mer eebe vill Grenzgänger hunn, déi quitte och eppes bréngen, mee et kascht eis och ganz vill.

An duerfir wier ech ganz virsiichteg, heihinnerzekommen an einfach esou déi Doleancë vu sozialistesche franséische Senatoren hei virzedroen an dann ze fuerderen, dass mir dat hei als Lëtzebuerger Chamber sollen esou maachen, wéi si dat gären hätten. Nee!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Keup, erlaabt Der, datt den Här Fayot Iech eng Fro stellt?

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ganz gären.

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Jo, et ass am Fong e bësse méi eng Richtegstellung wéi elo eng Fro. Här Keup, ech hunn dat esou an deenen Termen net gesot. Ech hu just gesot, et muss een e Calcul coût-bénéfice maache vun där ganzer Operatioun, och fir déi Gemengen op där anerer Säit vun der Grenz. An do ass et e Fait, dass do eng ganz Rei Gemenge keng Recetten hunn op deene Leit, déi effektiv zu Lëtzebuerg schaffen.

An et ass, mengen ech, keen, dee contestéiert, dass dat eng gutt Saach ass, dass mer déi Aarbechtsplazen do schafen an dass déi Leit heihinner schaffe kommen. Sou „Wüsten", wéi Der dat duerstellt, sinn dat awer iwwregens, mengen ech, och net. Mee et gëtt awer eng Fro vun engem Coût-bénéfice an där ganzer Saach, wou een einfach muss feststellen, dass déi Gemenge keng Moyenen hunn, fir hir Infrastrukturen ze ënnerhalen, fir eng ganz Partie Servicer, déi si selwer hire Bierger musse bezuelen, an am Fong an där Operatioun do éischter schlecht ewechkommen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Fayot fir déi Prezisioun. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Bon, ech sinn zum Deel net iwwerrascht an zum Deel e bëssen iwwerrascht iwwer verschidden Tournuren, déi déi Debatt haut hei kritt. Ech muss awer reagéieren op dat, wat den Här Zeimet virdrun hei gesot huet, well op där enger Säit mécht en dem Här Fayot de Reproche, dass mer hei géingen iwwer eppes schwätzen, woufir en eng Demande gemaach huet den 2. Juli. Ech hat näischt héieren an der Conférence des Présidents, dass Äre Fraktiounspresident sech do dergéint gewiert hätt. An op där anerer Säit fuerdert Der zum Schluss, dass mer alljoers sollen heiriwwer diskutéieren. Duerfir, den Ausseminister wäert dat bestëmmt mat Freed zur Kenntnis huelen, dass en dann nieft der Kooperatioun an der aussepolitescher Debatt och elo alljoers kann zur Groussregioun heihinner debattéiere kommen.

(Hilarité et interruption)

An enger grousser Verbonnenheet, voilà.

De Franz Fayot huet et scho gesot: D'Groussregioun, dat si véier Staaten. Et sinn zwee Bundesländer an Däitschland, et sinn zwou Regiounen an der Belsch, et si véier Departementer a Frankräich. Mir schwätze vun enger Populatioun vu knapps 12 Millioune Leit. A Lëtzebuerg fënnt sech erëm am Zentrum dovunner.

An och do sinn ech net ganz d'accord mat Verschiddene vu menge Virriedner, well ech wierklech denken, dass fir vill Leit, déi an der Groussregioun wunnen, Lëtzebuerg en Zentrum an hirem Liewen duerstellt, well se extreem vu Lëtzebuerg ofhängeg sinn, well se wëssen, dass se hei eng Aarbechtsplaz fannen an dass se hei och e gudde Salaire kréie fir déi Aarbecht, déi se leeschten. Mee och mir – an ech kucken do op meng ..., et ass zwar elo meng lénks, mee éischter meng riets Säit – mussen einfach ... Mir brauchen och nëmmen all déi Zuelen an déi Etüden ëmmer ze kucken, déi zu deem Sujet gemaach ginn. Ech weess net, wou Lëtzebuerg haut wär, wa mer net kéinten op dee Reservoir vu Leit zréckgräifen. An ech froe mech ëmmer, wann ech déi Aussoen héieren ... Den Här Keup ass elo leider ... Ech gesinn en elo net.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Jo, mee wou wär Lëtzebuerg en tant que tel, Här Weidig, a wat ass Är Visioun da fir Lëtzebuerg? A wou wëllt Der gär hi mat Lëtzebuerg? A wou wëllt Der gär zréck hi mat Lëtzebuerg? Dat ass awer déi Fro, déi ech mer stellen, wann ech verschidden Äusserungen hei elo haut erëm héieren hunn. Dat ass dach alles awer relativ eng Abstraktioun gemaach vun de Lëtzebuerger Realitéiten a vun eiser all Realitéiten.

Duerch eng gutt funktionéierend Ekonomie drainéiere mer Leit heihinner. Mir brauchen Aarbechtskräften. Mir hunn dat iwwert déi lescht Joerzéngte gebraucht. A mir si frou, wa mer se kënnen aus der Groussregioun kréien an net, wéi verschidde Betriber mëttlerweil, se mussen extreem wäit siche goen a se vun extreem wäit hier rekrutéiere goen, fir iwwerhaapt an alle Secteure Leit – net just déi sougenannten „Talents" – ze fannen.

Wann ee sech d'Zuelen e bëssen ukuckt, déi och natierlech elo scho vu ville Virriedner haut genannt goufen, da gëtt kloer: D'Groussregioun wier näischt ouni Lëtzebuerg, mee virun allem wier och Lëtzebuerg net dat, wat et haut ass, ouni d'Groussregioun. Dat gesäit ee beim Emploi: Knapps d'Hallschent vun de Salariéen zu Lëtzebuerg si Frontalieren, wunnen also ausserhalb vu Lëtzebuerg an der Groussregioun.

Et gesäit een awer och allgemeng, wann een d'Wirtschaftsleeschtung kuckt: Lëtzebuerg huet just en Undeel vu 5 % un der Populatioun vun der Groussregioun, dofir awer 17 % vum PIB. Dëst weist, wéi attraktiv mer nach ëmmer sinn an der Groussregioun, mee et weist awer och déi géigesäiteg Ofhängegkeet tëschent de verschiddenen Territoiren.

Well engersäits profitéiere mer dovun, datt all Dag 250.000 (veuillez lire: 230.000) Frontalieren op Lëtzebuerg schaffe kommen, déi domat eiser aller Wuelstand matfinanzéieren, ma och d'Frontalieren an hir Territoirë profitéieren dovun, well dëse Wuelstand domat wéinstens deelweis iwwert d'Grenz gedroe gëtt. Ma anerersäits si mir och ofhängeg dovun, grad zum Beispill am Santéssecteur, wou och d'Hallschent vun de Mataarbechter Frontaliere sinn.

D'Territoirë sinn an deem Sënn an de leschte Joerzéngten ëmmer méi no unenee gewuess. Ma de politesche Kader, deen d'Entwécklung vun deem Ganze koordinéiert, huet sech net an deem selwechte positive Mooss weiderentwéckelt. Well obwuel et, vun den aktuelle Grenzkontrollen op der däitscher Grenz ofgesinn, déi scho vill heibannen diskutéiert goufen, am Alldag keng physesch Grenze méi gëtt, esou bleiwe se awer a villen aneren Hisiichte bestoen: fiskalesch, administrativ an esou weider.

Mir gesinn dat zum Beispill beim Teletravail, wou zwar Efforte gemaach goufen an de leschte Joren, mee nach ëmmer net déi Flexibilitéit besteet, déi mer eigentlech gär hätten a bräichten an déi och mëttlerweil wierklech zu engem Attraktivitéitsfacteur oder Netattraktivitéitsfacteur fir de Lëtzebuerger Standuert gëtt, well et genau esou interessant ka si fir een, deen zum Beispill zu Metz wunnt, eemol d'Woch op Paräis ze pendelen, wann en da méi Teletravail ka maachen, wéi op Lëtzebuerg ze kommen, wou en eeben net esou vill Teletravail zegutt huet.

Mir gesinn et och zum Beispill bei der Besteierung vun den Iwwerstonnen, wat mer herno nach wäerten debattéieren, wou trotz dem neie Crédit d'impôt, deen an engem vun den Texter duerno zum Vott steet, de Grondproblem bestoe bleift. Dobäi ass eigentlech kloer, datt déi zukünfteg Entwécklung vun enger Regioun, déi de facto ekonomesch esou staark matenee vernetzt ass, och an deem Kader muss geduecht ginn.

Mir kënnen d'Entwécklung vun eisem Land eigentlech net plangen, ouni och iwwert eis Grenz erauszekucken, eebe grad well mir och dovunner ofhängeg sinn, wat ronderëm eis geschitt, a well dat, wat mir hei decidéieren, och en Impakt op d'Regioune ronderëm eis huet. Mee ech mengen, ech triede kengem ze no, wann ech soen, datt d'Kooperatioun um Niveau vun der Groussregioun nëmme schleppend ass, wann et drëm geet, Äntwerten op konkreet Problemer ze fannen, geschweig dann eng kohärent Entwécklung fir d'Zukunft opzezeechnen. An der Praxis ass et éischter esou, datt jiddereen op säin eegenen Territoire kuckt a wéineg doriwwer eraus, sief et hei bei eis oder bei eisen Noperen.

Am Plan directeur vun der Landesplanung 2035, dee viru knapp zwee Joer virgeluecht gouf, gouf probéiert, heirop den Ufank vun enger Äntwert ze ginn. Hei ass virgesinn, datt eng landesplaneresch Visioun fir Lëtzebuerg an d'Grenzregioun soll ausgeschafft ginn. Hei géif net déi ganz Groussregioun drënnerfalen, mee just d'Grenzregiounen, déi relativ no u Lëtzebuerg leien, woubäi déi genau Delimitatioun ze definéiere wier. An hei stellt sech natierlech och d'Fro, Här Minister, awéifern dës Regierung gewëllt ass, den Usaz aus dem PDAT vun 2035 virunzedreiwen an och ze verdéiwen, an awéifern d'Regierung méi allgemeng wëll d'Entwécklung vun der Groussregioun beziehungsweis dem Grenzgebitt ronderëm eis an hirer Politick matdenken.

Fir eis Gréng ass op alle Fall kloer: Wéi an all gudder Bezéiung däerfe mer net just un dat denken, wat mer kënnen draus erauszéien, mee mir mussen och kucken, wat mir kënnen dozou bäidroen, fir dass mer gutt matenee fueren. An anere Wierder: Mir kréie just eng besser Zesummenaarbecht um Niveau vun der Groussregioun, wa mir och gewëllt sinn, solidaresch ze sinn. Mir waren dat an der Vergaangenheet, andeems mer wichteg Infrastrukturen an der Grenzregioun matfinanzéiert hunn, déi souwuel de Grenzregioune wéi och eis eng Plus-value bruecht hunn. An zesumme mat eise Partner sollte mer kucken, dës Efforten ze verdéiwen, sief dat an der Mobilitéit, beim Ëmwelt- a Klimaschutz oder zum Beispill bei der Zesummenaarbecht an der Fuerschung.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Tanson. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wëssen all, datt d'Groussregioun weeder fir dës nach fir d'Virgängerregierung eng vun deene grousse Prioritéite war an ass. D'Virgängerregierung hat awer wéinstens nach e Minister, deen zumindest um Pabeier d'Groussregioun als eng Attributioun hat. Bei der CSV/DP-Regierung ass dës Attributioun verschwonnen. An am Ausseministère gëtt et emol keng Direktioun oder soss eng kloer erkennbar Zoustännegkeet fir d'Groussregioun. An ob den aktuellen Ausseminister wierklech déi gëeegent Persoun ass, fir fir d'Groussregioun zoustänneg ze sinn, stellen ech awer och e bëssen a Fro, well ech mech nach erënnere kann un déi offälleg Bemierkunge vun him un d'Adress vun de Gemengen an der Lorraine, wéi si zu Recht finanziell Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg gefrot hunn.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Metz! Zitéiert richteg!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ass Metz net eng Gemeng an der Lorraine?

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Dir hutt gesot: „Gemengen".

M. Marc Baum (déi Lénk) | Da korrigéieren ech mech, Här Ausseminister: „Wéi Dir op d'Demande vu Metz déi offälleg Bemierkung iwwert d'Chrëschtdagsbeliichtung gemaach hutt." Mee vläicht hutt Der e puer Joer duerno – oder, ech mengen, et war souguer kuerz duerno nach – Iech penibel drun erënnert, wéi Der 2020 mat de franséischen Autoritéiten doriwwer geschwat hutt, datt d'franséisch Gemengen, dorënner dann och natierlech Metz, hir Grenzen net géifen zoumaachen a Frankräich seng Grenzen net géif zoumaachen an domadder och d'Fleegepersonal aus Metz weiderhi kéint op Lëtzebuerg kommen. Och dat, mengen ech, gëllt et ze bedenken. An déi Leit sinn net heihinnerkomm, fir hei eng Chrëschtdagsbeliichtung opzehänken, wat och ni d'Demande vun der Stad Metz war, mee se sinn heihinnerkomm, fir Liewen ze retten a krank Mënschen ze fleegen.

Här President, d'Groussregioun ass an éischter Linn emol e Konstrukt vun asymmetreschen an ongläiche Wirtschaftsbezéiungen, ouni dass sech dat awer dorobber reduzéiere léisst. A bei ongläiche Bezéiungen zitt ëmmer eng Partei méi eraus wéi déi aner. D'Lëtzebuerger Wirtschaft fonctionéiert, well all Dag ronn 230.000 Däitscher, Fransousen a Belsch iwwert d'Grenz gefuer kommen, fir Aarbechten ze maachen, déi bei eis kee kann, well net genuch Leit do sinn, awer och vläicht kee wëll maachen. An domadder leeschte si e substanziellen Deel zum Räichtum vu Lëtzebuerg. Ouni dës Leit hätt Lëtzebuerg, wéi mer et haut kennen, kee Bestand a wier vläicht vill méi no un der Virstellung vun enger „Wüst", wéi den Här Keup se huet.

Fir d'Nopeschlänner a Regiounen ass dës Entwécklung awer nach laang kee renge Seegen, well se a kenger Weis opgefaange gëtt duerch d'Avantagen, déi si aus dëser wirtschaftlecher Constellatioun zéien. Well d'Käschte vun der sozialer Reproduktioun, Santé, Kannerbetreiung, Ausbildung vun dëser Aarbechtskraaft leien zum ganz grousse Deel bei den Noperen. D'Recetten dovunner leien awer quasi ausschliisslech bei eis. Dowéinst ass et fir eis och evident, dass Lëtzebuerg en Deel vun deem Räichtum, deen d'Frontaliere bei eis schafen, zréckgëtt un d'Regiounen an un d'Gemengen, an deenen déi Leit schaffen a wunnen. Besonnesch ubruecht ass sou en Accord mam franséische Staat respektiv mat der Regioun Grand Est an de Gemengen an der Grenzregioun zu Lëtzebuerg.

A mir sinn dowéinst och kloer fir e sougenannten „Accord de rétrocession fiscale", en Accord, deen – an den Här Fayot ass drop agaangen – mer och scho mat der Belsch hunn an der Form vun engem Fong; engem Fong, deen ëmmer „Juncker-Reynders-Fong" genannt ginn ass. Also: „Juncker", en CSV-Premierminister, a kee ganz schlëmme Sozialist aus dem franséische Senat!

(Hilarité)

Mee bon, ech mierken, ech gesi mech just doranner bestätegt, datt d'CSV entre-temps esou wäit no riets geréckelt ass, datt souguer de Jean-Claude Juncker als Sozialist dostoe kann.

(Brouhaha)

An d'Mëttele sinn evidenterweis do, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... d'Frontalieren erwirtschafte se all Dag selwer, wa se schaffe kommen. Mir mengen och net, dass déi aktuell Virgoensweis vun der lëtzebuergescher Regierung, déi dora besteet, verschidden Infrastrukturen op der franséischer Säit matzefinanzéieren, en Ersatz fir esou en Accord ka sinn. Déi Virgoensweis huet nämlech als Konsequenz, dass nëmmen dann investéiert gëtt, wann en Invest Lëtzebuerg a sengem Wirtschaftsmodell hëlleft. Oder anescht gesot: All Invest, dee gemaach gëtt, hëlleft un éischter Stell mol Lëtzebuerg, wouduerch déi bestoend Asymmetrie verschäerft gëtt. Investitiounen an Transportweeër, déi Lëtzebuerg deels matfinanzéiert, weisen dat ganz gutt. Et gëtt an Infrastruktur investéiert, Infrastruktur gebaut, déi primär soll genotzt ginn, fir dass déi Leit bei eis kënne schaffe kommen.

Här President, déi dach éischter unidimensional Lëtzebuerger Approche bei der Groussregioun dréit sécherlech och vill dozou bäi, dass sech schwéier gedoe gëtt mat der méidimensionaler Planung vun dësem Raum. Säit 2020 gëtt et zwar e Schéma de développement territorial vun der Groussregioun, mee dësen ass net contraignant a gëtt och keng Klärung vun institutionellen Zoustännegkeeten. Wie soll dat dann ëmsetzen?

D'EU kennt och keng legal Outile fir grenziwwerschreidend territorial Planung. Déi lescht Regierung hat mam Claude Turmes e Landesplanungsminister, deen de Meritt huet, zumindest verschidden Ustéiss ze ginn. De bestoende Plan directeur gesäit eng landesplaneresch Strategie vir, déi d'Groussregioun mat abegräift. Mee och déi huet keng Verbindlechkeet an d'Instrumenter fir d'Ëmsetzung feelen. Si erkennt awer ganz richteg, dass mer nëmme mat grenziwwerschreidender Planung Energietransitioun, Logementsproblematik a Flächeversigelungsstopp kënne bewierkstellegen.

Am Kader vun dëse Planungen ass d'Logementspolitick zentral. De Logement an den Nopeschgemengen ass am Fong e Kollateralschued vun der Politick zu Lëtzebuerg an dësem Beräich iwwert déi lescht 20, 30 Joer. Opgrond vun den enorm héije Präisser zu Lëtzebuerg ginn déi Leit mat de klengste Léin an d'Peripherie vun der sougenannter „Metropol Lëtzebuerg" gedréckt.

An de leschten zéng Joer sinn zirka 16.000 Leit vu Lëtzebuerg aus an d'Regioun Lonkech an an d'Gemenge ronderëm Villerupt an Däitsch-Oth geplënnert. An doduerch entsteet natierlech en enormen Drock op d'Präisser. Dës Regiounen hu paradoxerweis och mat vill Leerstand ze kämpfen, wat awer an éischter Linn dorunner läit, dass vill al Haiser an enorm schlechtem Zoustand sinn an et u finanzielle Mëttele feelt, fir se ze renovéieren a bewunnbar ze maachen. An dës Situatioun féiert, quasi spigelbildaarteg zu der Groussregioun, zu ganz asymmetreschen Entwécklungen an de Gemengen op der franséischer Säit, wou deelweis schéin nei Citéen entstinn, meeschtens

fir Lëtzebuerger, an deels Schlofhändler delabréiert Zëmmere verlounen u Leit, déi sech soss näischt méi leeschte kënnen.

Här President, zum Ofschloss: Wann d'Regierung, wéi vum Här Frieden ëmmer erëm versprach, alles op de Wirtschaftswuesstum setze wëll, da musse mer eis bewosst sinn, dass duerfir nach vill méi Aarbechtskraaft gebraucht gëtt an dass dat och massiv Konsequenzen op d'Groussregioun wäert hunn, nämlech dass et zu enger méi staarker Metropoliséierung komme wäert, déi Risiko a Chance zugläich ka sinn. A fir dat kënnen ze meeschteren, brauche mer eng vill méi staark Kooperatioun an der Groussregioun souwéi och d'Bereetschaft vun der Lëtzebuerger Säit aus, d'Käschten an d'Gewënner vun esou enger Entwécklung méi gerecht mat eisen Noperen ze deelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremierminister, zoustänneg fir d'Groussregioun, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, fir d'éischt ganz kuerz e klenge perséinleche Message ze ginn, well ech wäert déi nächst Deeg net méi an der Chamber kënne sinn, mee wann ech hei op där Tribün stinn: Ech hu gëschter an der Zeitung gelies, dass d'Madamm Vera Gelijnsky, déi ganz laang hei geschafft huet, verscheet ass. Ech hat d'Chance, als ganz jonken Deputéierten 1999 mat hir ganz vill Echangen ze hunn. Erlaabt mer just kuerz, e Gedanken an och mäi Matgefill un hir Famill auszedrécken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Här Fayot Merci soe fir den Debat. Tatsächlech: Mir liewen am Fong d'Groussregioun all Dag, mee mir schwätze wéineg iwwert d'Groussregioun, ausser wa Problemer sinn, wa Grenzen zougemaach ginn. Well et ass all Dag alles esou normal, dass ee sech am Fong bal keng Froe sollt stellen.

D'nächst Joer feiere mer och den 30. Anniversaire vum éischte Sommet vun der Groussregioun, dee mer haten, do, wou mer am Fong och d'Realitéit gesinn. An ech hat och a menger Ried zur Aussepolitick gesot, dass Lëtzebuerg keng Insel ass an am Contraire gutt Relatioune brauch, och mat sengen Nopeschregiounen. A mir sinn, an dat hunn ech och an der Ried gesot, vum Enrico Letta zitéiert ginn als e Beispill, dat ze suivéiere wär, wéi eeben eng Kooperatioun an der Groussregioun kéint fonctionéieren.

Net méi spéit wéi muer den Owend wäert ech op Mainz fueren, wou ech de Sommet vun der Groussregioun e Freideg hunn a wou och eng Rëtsch vu Punkten um Ordre du jour stinn, wou ech Iech an enger nächster Kommissioun, Här President Graas, wann Der wëllt, och eng Kéier kuerz kann de Rapport doriwwer maache kommen, wat um Sommet vun der Groussregioun diskutéiert ginn ass.

An erlaabt mer just, hei ze soen – well et sinn awer e bësse populistesch Téin, déi hei gefall sinn, dass an der Covidzäit d'Grenzen net zougemaach gi wieren –, dass d'Solidaritéit an zwou Richtunge geet an dass dat klengt Lëtzebuerg Patienten aus Frankräich opgeholl huet. Dat hutt Der vergiess ze zitéieren! D'Solidaritéit geet an zwou Richtungen, dat soll een net vergiessen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat huet och scho gegollt, wéi Dir déi Bemierkungen iwwer Metz gemaach hutt, Här Ausseminister!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Just, mir musse wëssen, dass et tatsächlech – an dat huet, mengen ech, den Här Fayot gesot, den Här Wiseler huet et gesot, den Här Zeimet huet et gesot, an och d'Madamm Tanson huet et gesot – am Fong esou eng Relatioun ass, wou mer wëssen, dass Lëtzebuerg net ka fonctionéieren ouni d'Grenzregioun. Dat ass eng Realitéit! Déi gëtt vläicht vun deem enge bal als Problem gesinn, mee et ass eng Opportunitéit, et ass eng Chance, déi mer hunn, dass mer déi Groussregioun hunn. Et wäert jo kee vun Iech mengen, dass Lëtzebuerg haut dat wier, wat et ass, ouni d'Grenzregioun!

Ech huelen nach eng Kéier d'Beispill vum Covid. Iwwer 60 % vum Personal am Gesondheetssecteur kommen aus der Groussregioun.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Awer wa mer just op national Hëllef hätte kënnen zielen a Covidzäiten, dann hätte vill Leit am Spidol et net gepackt. Dowéinster mengen ech, dass et wichteg ass, drun ze erënneren, dass déi Groussregioun, deen Esprit de Grande Région, net ass, well si eis Leit ginn hunn oder well d'Leit da schaffe komm sinn an dass mir dann eebe Patiente geholl hunn. Nee, et ass einfach gekuckt ginn, wien d'Méiglechkeeten hat. Mir hate mat Arel Kontakt, mir hate mat Däitschland Kontakt, mir hate mat Frankräich Kontakt. An och tëschent der Nopeschgrenz mat Frankräich an Däitschland an och mat der Belsch ware mer am permanente Kontakt.

Iwwert d'Saarland: Wann ech elo zum Beispill déi lescht Visitt vum Premier kucken: Dat war den 2. Dezember, wéi e beim Anke Rehlinger war. De 27. November war de Léon Gloden zu Saarbrécken, den 28. November war den Eric Thill am Saarland, de 6. September de Lex Delles.

Och mat der Belsch gëtt et nei Punkten. Mir hunn zum Beispill en Ambassadeur, dee sech just ëm d'bilateral Relatioune këmmert. Virdru war et e bilateralen Ambassadeur plus en NATO-Ambassadeur, dat heescht, en huet sech ëm déi zwou Saache gekëmmert. Et ass elo nei, dass e just bilateral ass. Mir hunn neierdéngs och eng nei Consule honoraire an der Province de Luxembourg. Dat war virdrun och net de Fall. A mir hunn, wéi Der wësst, mat der Belsch och dee Comité de pilotage, fir iwwert déi verschidde Punkten ze diskutéieren, déi mer hunn.

Erlaabt mer elo just, iwwert déi verschidde Punkten, déi opkomm sinn, eppes ze soen. Also fir d'éischt: Déi Complementaritéit ass do! Mir brauchen d'Groussregioun, fir kënne wirtschaftlech ze fonctionéieren. Mee d'Groussregioun profitéiert och vun deem Élan économique, deen hei zu Lëtzebuerg ass. Et soll een ophalen, ze maachen, wéi wann dat just one-way wär. Ech probéiere wierklech, dat ze erklären. Hei gëtt gemaach, wéi wa mir géifen d'Groussregioun aussuckelen, wéi wa mir déi Béis wieren, déi hei just géife profitéiere vun der Groussregioun. Et ass eng Win-win-Situatioun. Et ass keng Win-lose-Situatioun, et ass keng Lose-lose-Situatioun. Et ass eng Win-win-Situatioun fir d'Groussregioun an och fir Lëtzebuerg!

Ech krut hei d'Fro gestallt, wéini déi nächst CIG organiséiert gëtt. Also, ech si frou, wann ech emol weess, wien ech a Frankräich als Aarbechtskolleeg hunn, fir déi CIG och ze preparéieren.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Well ech muss Iech soen: Ech hunn elo an deenen zwielef Méint, wou ech do sinn, dräi Kolleege gehat! Ech hat eng Kéier d'Laurence Boone, ech hat eng Kéier de Jean-Noël Barrot, elo de Benjamin Haddad. An et gesäit esou aus, wéi wann a Frankräich eng nei Regierung an den nächste Stonnen oder an deenen nächsten 48 Stonne géif kommen. Dat heescht, elo hunn ech véier Aarbechtskolleegen, mat deenen ech soll d'CIG preparéieren. Huelt mer et net iwwel, mee soubal mer ufänken, en Ordre du jour festzeleeën ...

(Brouhaha)

... an en Datum ze fixéieren, dann héieren ech: „Et gëtt schwéier!" Do hat d'Madamm Cahen als fréier Groussregiounsministesch awer eng gewësse méi grouss Stabilitéit mat hiren Interlocuteure wéi déi, déi ech am Moment hunn.

Mat Frankräich gëtt et tatsächlech – an et ass virdrun ugeschwat ginn – och de Prinzipp vum Codeveloppement. Dat ass dat, wat dës Regierung decidéiert huet, och déi viregt Regierung. Dat war déi Volontéit, déi mer haten, wou mer och 230 Millioune fixéiert hunn, vu Lëtzebuerger Säit an och vu franséischer Säit, dat heescht, et ass eng Enveloppe totale vu 460 Milliounen, déi awer do ass. Mee den Numm seet et, Här President, et ass „Codeveloppement": „Co" heescht, dass een zesummen eppes mécht. Dat heescht net, dass Lëtzebuerg aleng eppes finanzéiert.

An den Här Fayot seet mir, et wier dach gutt, wann een esou e gemeinsaamt Dëppen hätt. Et ass souguer carrement gesot ginn, mir sollten de Lead huele fir d'Projeten an der Groussregioun. Dir kennt dach d'Fransousen esou gutt wéi ech! Wann ech deenen als Lëtzebuerger Ausseminister soen, ech géif elo de Lead huelen, fir ze decidéieren, wat a Frankräich soll gebaut ginn – ech kann Iech d'Äntwert ginn, mee ech weess net, ob se ganz diplomatesch ass.

(Hilarité)

Déi wäerte soen: „Mir decidéieren!" A wann ech elo och soen: „Jo, mee Dir hutt esou ee Millefeuille administratif tëschent de Mairies, tëschent de Prefecturen, tëschent der Regioun, tëschent dem Departement, tëschent dem Ministère, tëschent dem Prefet" – mee dat ass déi franséisch Organisatioun, déi esou ass! A wann Dir mengt, ech kéint elo decidéieren iwwert déi Suen, wou mer elo vis-à-vis vum franséische Staat Accorden hunn, déi ënnerschriwwe gi sinn ... An ech wëll just drun erënneren, Dir hutt hei vill iwwer Fiskalitéit geschwat: Dat fält guer net a meng Kompetenz! Déi huet de Finanzminister, dee jo déi Negociatioune mécht. Mee dass do gemaach gëtt, wéi wa mir kéinten decidéieren, wie wat vun deene Sue soll kréien – dat passt guer net an eis Kompetenzen! Do muss déi franséisch Regierung, dat ass esou, zesumme mat hiren Administréen a mat hiren administrative Representanten eens ginn.

Mee et si 460 Milliounen, déi do an deem Dëppe sinn. A wat ass bis elo geschitt? Ech hunn nach viru Kuerzem de Buergermeeschter vu Metz empfaang. Dir hutt jo vill Leit zitéiert. Ech hunn de François Grosdidier viru Kuerzem empfaang um Büro, dee mer sot: „De Problem, dee läit net bei Iech! De Problem ass, dass et bei eis méi laang dauert." A vun deene Suen, déi mer an deem Dëppe virgesinn hu fir Ferroviaire a Routier, si manner wéi 10 % am Moment benotzt gi fir Projeten – manner wéi 10 %!

An dofir sinn ech och frou, dass mer tëschent der CFL an der SNCF do och eebe kucken – an et ass jo den TER, deen a Frankräich den Train fir d'Regioun bedreift –, dass do och Koordinatioune kommen. Well et huet jo och kee Wäert, dass een en Zuch mécht bis op d'Grenz an da geet en a Frankräich net weider. Et huet jo och kee Wäert, dass een déi falsch Zich au départ vu Metz setzt, wann ee weess, dass se souwisou ze kleng sinn, wa se zu Lëtzebuerg ukommen. Dofir sinn déi Echangen och sou wichteg.

A wéi gesot, de François Grosdidier, deen ech empfaangen hunn, huet mer gesot, dass mir hei zu Lëtzebuerg am Fong wierklech mam gudde Beispill géife virgoen an dass et fir si och wichteg wier, dass op franséischer Säit e bësse méi séier géif geschafft ginn.

D'Madamm Tanson huet och vun de PDATe geschwat. Et ass och de PNM 2035 – also de Plan national de mobilité – dran, wou gekuckt gëtt ... Do sinn och Plan-sectoriellen, déi ausgeschafft ginn am Moment. Mee mir wäerten iwwermuer zu Mainz och driwwer diskutéieren, wéi dat dote soll gemaach ginn. An doweinster proposéieren ech Iech, dass ech an d'Kommissioun bis laanscht kommen, wann ech Iech do dann och méi Detailer ka ginn.

Wann ech e bëssen deem engem oder deem aneren nogelauschtert hunn, Här President, hunn ech och den Androck, dass virun allem hei vu menger lénker Säit d'Gefill komm ass, dass déi ganz Frontaliersgeschicht och eng Gefor wier fir Lëtzebuerg an dass ee bal eng Klack misst iwwer Lëtzebuerg hunn. Ech wëll Iech just soen: Dëst Land – an ech hunn et schonn hei op där Tribün gesot – war en aarmt Land, Här Keup! En aarmt Land! Am 19. Joerhonnert sinn d'Leit hei geflücht, well mer selwer net genuch Suen haten, fir d'Leit ze ernieren, esouguer hei. Lëtzebuerger als ekonomesch Flüchtlingen am Ausland, dat war eng Realitéit!

A mir sinn am Fong méi räich ginn ..., dee Succès vun der Lëtzebuerger Story ass am Fong dee vun der Ouverture. Dir wäert jo net mengen, dass eis Finanzplaz just vu Lëtzebuerger Finanze gelieft huet! Dir wäert jo net mengen, dass de Lëtzebuerger Stol Succès hat just mam Lëtzebuerger Marché! Dir wäert jo net mengen, dass d'SES hire Succès huet, well just Lëtzebuerg d'Schossel géif benotzen!

Doweinster, also kommt, mir sinn eis bewosst, dass d'Chance vun dësem Land eebe säi Multilateralismus ass, eebe seng Ouverture mat sengen Traditiounen, mat senger Kultur, mat senger Sprooch, mee awer mat där Ouverture duerch déi Frontalieren! Wa gesot gëtt: „Stellt Iech emol vir, mir haten der deemools 120.000 a mir hunn der elo esou vill, 240.000" – mee ech si frou, dass mer déi Leit an de Spideeler hunn, déi schaffe kommen! Ech si frou, dass mer verschidde Leit hunn, déi hei um Chantier schaffen, déi iwwert d'Grenz kommen! Ech si frou, dass mer verschidde Leit hunn am ganze Secteur médical, déi all Dag iwwert d'Grenz kommen, fir dass iwwerhaapt hei eis Spideeler kënne fonctionéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Kommt, mir gesi se an, déi Opportunitéiten, déi mer hunn, vun enger Win-win-Situatioun tëschent enger Groussregioun a Lëtzebuerg, amplaz just ze probéieren, hei den Däiwel un d'Wand ze molen, wéi wann dat eng Gefor wär. D'Groussregioun ass keng Gefor. D'Groussregioun ass eng Chance, déi mer hunn, eng Opportunitéit, déi Lëtzebuerg ëmmer richteg konnt ergräifen. An ech muss soen, d'Geschicht, de Succès vun der Story Lëtzebuerg, ass och mat der Groussregioun geschriwwe ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass... Ech kéint elo op d'Retrocessiounen agoen. Mee ech mengen, ech hunn et schonn de facto gesot: De Prinzipp ass – an Dir hutt et selwer och gesot, Här Fayot – dass mer mat de Belsch iwwert d'Union monétaire an och iwwer d'Accisen do déi gemeinsam Reegelen haten. Dir proposéiert, dass mer do nei Dëppe maachen, regional Dëppen, an dann nei Steieren.

Dir hutt och d'Beispill geholl an Ärer Motioun ..., also, Dir hutt fir d'éischt e sozialistesche Senateur zitéiert aus Frankräich. An Ärer Motioun steet och de Karl-Heinz Lambertz. Ech weess, dass deemools an enger anerer Situatioun, am Conseil de l'Europe, och e Sozialist aus der Belsch – et gëtt och aner Lektüren, wollt ech Iech just matdeelen, wéi d'sozialistesch Kolleegen –, deen och wierklech ..., just fir Iech ze soen, dass an onsen Aen dee Codeveloppement dat ass, wat wichteg ass.

Firwat? Et geet ëm Lëtzebuerger Steiersuen. Et geet ëm Steiergelder. Wa mer déi Steiergelder wëllen investéieren, da musse se awer och als éischte Beneficiaire deen hunn, dee jo awer och dann de Frontalier ass. An dofir ass et fir eis am Transport esou wichteg, dofir ass et fir eis och an der Medezinn esou wichteg, well mer wëssen, dass mer do zum Beispill mam Bachelor gekuckt hunn, dass mer och hëllefe bei der Formatioun, bei deene Saachen, wou mer wëssen, dass et och eng Win-win-Situatioun ass. Dat ass och eng Responsabilitéit, déi mer hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zur Motioun géif ech dofir – et ass selbstverständlech un der Chamber ze decidéieren – proposéieren, déi net unzehuelen, well do Saachen drasti wéi „la plus-value mais aussi les déséquilibres générés par le dynamisme économique du Luxembourg". Dat ass bal, wéi mer eis misste schummen, dass mir en Dynamisme économique hunn! An dann, wéi gesot, dee Fonds transfrontalier: Mir sinn do mat de Capitallen an Negociatiounen an net mat der Regioun. Ech verstinn, dass Verschiddener vläicht aner Ambitiounen hunn au niveau régional oder départemental, oder wat et dann eeben ass, fir dat aneschters ze maachen. Mee eisen Interlocuteur ass nach ëmmer d'Haaptstad, mat där mer och als Regierung zesummeschaffen.

Här President, ech wëll nach eng Kéier hei den Appell maachen, de Frontalieren am Fong Merci ze soen, well mer wëssen, dass se et och net ëmmer einfach hunn, fir op Lëtzebuerg ze kommen.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Mir wëssen, dass se moies ganz oft am Stau stinn. Mir wëssen, dass se heiansdo am Zuch musse sëtzen an dass do eng Pann ass oder Verspéidung ass. Mir wëssen, dass d'Infrastrukturen net ëmmer déi Bescht sinn, déi ee sech vläicht kéint erwaarden.

Mee gleeft mer et: Et ass net dës Regierung, och net nëmmen déi Regierung virdrun, an och net..., mir hu wierklech, muss ech Iech soen, déi lescht Joerzéngten ëmmer gekuckt, wéi mer d'Qualité de vie hei am Land verbessere kënnen, ouni déi aner dobaussen ze vergiessen. Den Transport: Dir wësst, dass d'Autobunn jo vergréissert gëtt. Dir wësst, dass mat den Zich gekuckt gëtt, wéi mer d'Saach kënne verbesseren. Et gëtt wierklech permanent gekuckt ... Den Tram, dee gratis ass, ob Frontalier, Netfrontalier, Lëtzebuerger, Netlëtzebuerger. Dat ass, wou d'Attraktivitéit vun dësem Land eeben eng Plus-value kann hu vis-à-vis vun deenen aneren.

Ech muss dem Här Fayot Recht ginn, wann e seet, dass d'Attraktivitéit vum Land selbstverständlech eppes ass, wat wichteg ass fir d'ekonomesch Developpementer vun dësem Land. Mee d'Attraktivitéit vum Land gëtt net nëmme mam Scheckbuch gemaach, andeem een an d'Groussregioun – an ech widderhuelen eppes, wat ech virdru reprochéiert kritt hunn – Schecke verschéckt, mee et geet drëms, d'Liewe vun deem, deen heihinner op Lëtzebuerg all Dag schaffe kënnt an all Dag iwwert d'Grenz kënnt, méi einfach ze maachen, mat manner Komplikatiounen, fir dass e sech am Fong nom Calcul, deen e gemaach huet, awer ëmmer seet: „Et rentéiert sech, op Lëtzebuerg schaffen ze kommen."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

(Interruption par M. Fred Keup)

Dir wëllt eng Fro stellen?

M. Fred Keup (ADR) | Jo, eng Parole après ministre.

M. Claude Wiseler, Président | Parole après ministre. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, well ech jo ugeschwat gi sinn, wëll ech dat awer hei e bësse riichtbéien. Ech mengen, den Här Bettel huet sech hei e bësse wäit aus der Fënster erausgeleent, well et ass ganz kloer, dass mir – an dorëms ass et jo hei guer net gaangen – vun der Ouverture vun eisem Land ekonomesch gesinn, am Welthandel no baussen, profitéiert hunn an dass mer net nëmmen hei zu Lëtzebuerg eise Stol konsuméiert hunn, mee dass mer e verkaaft hunn an d'Ausland.

Et ass awer genau esou kloer, dass Lëtzebuerg räich ginn ass, well hei am Buedem Eisenäerz ass. Doweinst ass Lëtzebuerg e räicht Land ginn. Duerfir koum effektiv dunn déi Transitioun vun engem Land, wou d'Leit fortgaange sinn an Amerika, zu engem Land, wou lues a lues op eemol Leit heihinnerkomm sinn. Dat ass awer ganz lues gaang. An ech mengen, et ass nach net esou laang hier, do hate mer hei zu Lëtzebuerg, mengen ech – op jidde Fall wéi ech op d'Welt komm sinn – 3.000, 4.000 Frontalieren. A Lëtzebuerg war awer deemools och schonn eent vun de räichste Länner. Dat wëll ech emol ganz kloer soen. Dat heescht, et läit net onbedéngt dorunner.

An da fannen ech et och e bëssen eng Schwaarzwäissmolerei, heihinnerzekommen an esou ze maachen, wéi wann alles positiv wier. Ech hunn hei ganz kloer zitéiert aus der Debatt, déi 2008 hei war iwwert d'Groussregioun, iwwert d'Grenzgänger. An deemools ass jo scho gesot ginn: „Déi Problemer, déi alleguer entsti bei 140.000 Frontalieren." Elo hu mer der 230.000. A wat ech wëll soen: Wa mer esou weidermaachen a mir kommen eng Kéier op 300.000, da weess ech net, wéi mer dat nach solle packen, wou mer elo scho vu Moies fréi um 7.00 Auer Stau hunn um Wandhaff, op der Diddelenger Autobunn, iwwerall. Da geet guer näischt méi!

A wa mer wëllen attraktiv si fir Frontalieren a wa mer dat eescht huelen, wat Dir och elo grad sot, dass mer eis wëllen asetzen, ma da musse mer eis Infrastruktur hei am Land esou prett maachen, dass mer och dofir bereet sinn, dass déi Leit kënnen heihinnerkommen, iwwert d'Mobilitéit, iwwert den Transport, an dass mir och hei am Land – also, jiddweree mierkt dat jo – net drënner leiden. D'Infrastrukturkäschte sinn enorm.

Duerfir fannen ech et och e bëssen einfach, hei ze soen: „Win-win-Situatioun." Jo, si gewannen, mir gewannen. Mee et sinn der och, déi verléieren. Dir hutt jo selwer gesot: An der Groussregioun, op der franséischer Säit, si Leit, déi verléieren, well se net d'Suen hunn, well se sech näischt méi kënne leeschten, keng Wunneng. Dat heescht, et ass fir déi eng effektiv eng Win-win-Situatioun, mee et gëtt och Leit, fir déi ass dat Ganzt eng Lose-lose-Situatioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Fayot. Och Parole après ministre, huelen ech un, Här Fayot?

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Jo, Här President. Bon, ech wollt dem Minister Merci soe fir seng Äntwert a fir seng Interventioun. Ech wollt ëm awer trotzdeem soen op seng Remark zu där Motioun, dass ech wuel wëssend fir d'éischt Plus-value ënnerstrach hunn, déi eisen Dynamismus bréngt, och fir d'Grossregioun. Mee et ass e Fait, dass et net nëmmen eng Plus-value ass, mee dass et effektiv och Desequilibere generéiert.

Bei deene Publikatiounen, déi ech zitéiert hunn, ass dee Cahier vum LISER, deen effektiv dat Ganzt thematiséiert, deen d'lescht Woch publizéiert gouf an deen déi Ongläichheeten do thematiséiert, déi nun emol e Fait sinn. An déi eenzeg Invitatioun, déi ech lancéiert hunn an där Interpellatioun, déi ass, dass mer eis domadder solle beschäftegen – natierlech, den Transport, d'Mobilitéit, dat ass e ganz wichtege Punkt, mee et geet awer wäit doriwwer eraus –, an et ass am Fong eng Invitatioun, sech Gedanken ze maachen, sech ze froen, wéi een d'Liewen net nëmmen zu Lëtzebuerg ka besser maache fir d'Frontalieren, mee och vläicht do, wou se all owes zeréckginn a wou se mat hire Familljen dann och e Gros vun hirer Zäit verbréngen, wa se net op der Aarbecht zu Lëtzebuerg sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Domat wäre mer schonn deelweis bei der Diskussioun zur Motioun. Ech géing awer gär fir d'éischt emol d'Diskussioun ofschléissen. Fro: Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da schléissen ech d'Diskussioun of.

Motion 1

An da maache mer d'Diskussioun iwwert d'Motioun op. Här Fayot, Dir hutt se virgestallt. Wëllt Der nach eng Kéier d'Wuert?

(Négation)

Da froen ech: Wie wëllt nach dozou Stellung huelen? Den Här Graas, den Här Zeimet. Da maache mer et an där Reiefolleg.

(Interruption)

Jo, Dir sidd notéiert. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Ganz kuerz. De Minister ass jo och schonn op déi Motioun do agaangen. Effektiv, wann een déi Motioun hei am Text e bësse méi genee analyséiert, da kéint ee bal e bëssen d'Gefill kréien, an ech benotzen deen Term och nach eng Kéier, datt mir eis bal misste schumme fir eise Succès. A wann elo vun enger Win-win-Situatioun hei geschwat gëtt, dann däerf een awer net vergiessen, datt dat net einfach esou entstanen ass, datt Lëtzebuerg do awer och ganz vill investéiert huet an datt Lëtzebuerg sech där Problematik bewosst ass, datt natierlech de steetegen Zoulaf vun zousätzleche Grenzgänger och eng Rei aner Problemer mat sech bréngt. Däers si mer eis bewosst! Mee mir hunn awer do scho ganz vill Efforte gemaach.

Do gëtt da vun „inégalités liées au développement asymétrique entre le Luxembourg et les régions voisines" geschwat. Also, mir gesinn dat op alle Fall net esou. Et ginn hei eng Rei Rapporten zitéiert, virun deenen ech natierlech Respekt hunn, mee et hätt een och vläicht kënnen de Rapport vum Conseil économique et social vum 19. Juni 2022 (veuillez lire: vum 29. Juni 2022) zitéieren.

An da frot Der hei d'Mise en place d'un fonds transfrontalier. Do misst een awer da mol wëssen: Wéi soll deen alimentéiert ginn? Wéi sollen dann herno d'Krittäre festgehale ginn? No wat fir enge Krittäre sollen do Gelder verdeelt ginn? Do hu mer ganz, ganz staark Reserven, soudatt ech als Resümmee menger Fraktioun hei géif virschloen, dës Motioun net ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Mir gesinn dat änlech wéi d'Kolleege vun der Demokratescher Partei. Mir sinn och net der Meenung, datt mer mussen e schlecht Gewëssen hu wéinst dem Succès vun dësem Land. A mir sinn awer och der Meenung, datt fir ...

(Interruption par M. Franz Fayot)

Dat kënnt awer esou an Ärer Motioun eriwwer, Här Fayot! A mir sinn och der Meenung, datt souwuel a Frankräich wéi an Däitschland wéi an der Belsch déi politesch Responsabel sollen hir Responsabilitéiten huelen an datt et net un eis ass, och nach déi Länner oder déi Regiounen an déi Gemenge matzeregéieren. Déi Ambitioun hu mir net. Mir si frou, wa mer dat hei am Land gutt hikréien!

An zum Fong: Den Här Graas huet jo elo just d'Fro gestallt, wéi dat herno soll verdeelt ginn. Mir stellen eis och emol d'Fro, wéi et soll alimentéiert ginn, well déi Sue géife jo op anere Plaze feelen; woubäi Der eis jo och net gesot hutt, wou se sollen hierkommen. An deem Sënn si mir der Meenung, dës Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also ech géing jo elo gär hei eng Analyse de texte maache mat Iech, well ech liesen dat awer definitiv net esou, wéi Dir dat hei wëllt eraninterpretéieren.

Et geet jo am Fong ëm den zweeten Tiret, an do steet dra vun den Desequiliberen, déi generéiert ginn doduerch, dass mir extreem dynamesch hei sinn. An ech mengen, dat kontestéiert jo kee Mënsch. An et brauch ee just an de Grand Est ze goen, an et ass elo schued, dass d'Madamm Polfer net heibannen ass, well si zitéiert dat jo och ëmmer extreem gär, wa se seet: „Kuckt Iech emol nëmmen déi Gemengen un am Grand Est, wéi et deene geet, an da kuckt Der, wéi et eis hei geet. An da kënnt Der frou sinn, dass mer dee Wuesstem hunn, dee mer hunn!"

Dat heescht, et gëtt en Desequiliber. Mir kënnen deen net niéieren! Elo kann ee vläicht dee Constat net maachen, mee domat ass jo net gesot, dass dat, wat mir hei maachen, schlecht ass. Domat ass just festgestallt, dass et eis hei besser geet wéi verschiddene Regiounen, virun allem am Grand Est. Dat ass am Fong just e Constat.

An da steet jo och beim Fonds transfrontalier just do, et soll examinéiert ginn, ob esou e Fong soll gemaach ginn. Do heescht et nach net, dass e soll gemaach ginn. Et heescht och net, dass dat elo eng Obligatioun ass. Et heescht just, dass ee soll kucken, wat dat wär a wéi een dat kéint maachen.

An zu der Alimentatioun: Här Zeimet, ech sinn immens erstaunt, well mir krute jo elo en long et en large gesot, an dat stëmmt jo och, wéi vill Projete schonn an deene leschte Joren iwwert deen dote Wee gemaach gi sinn. Déi sinn zwar net iwwer e Fong gemaach ginn, mee si sinn awer gemaach ginn. De Fong wär eeben do, fir dass ee géing genau wëssen: Dat do sinn déi Zommen aus dem Budget, déi fir déi Projeten aus der Groussregioun dediéiert sinn. Dat kéint een och de Partner an der Groussregioun virweisen, well mer jo ëmmer dee Reproche gemaach kréien, dass mer Steierrecetten zum Beispill net retrocedéieren. Dat hei ass am Fong eng Alternativ zu deem, wat ëmmer erëm gefuerdert gëtt.

Duerfir ass dat eng Motioun, déi mir absolutt begréissen an ech muss soen, ech kann hei déi Remarke vun der Majoritéit net richteg novollzéien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Eise Riedner zur Aussepolitick ass am Ausland, ...

(Hilarité)

... mee d'Motioun kann ech awer kommentéieren. Ech hunn dem Här Fayot och nogelauschtert. Effektiv, et ass och e steierleche Problem. Fir mech huet virun allem Frankräich de Leit ze vill Steieren all déi Jore gefrot, souwuel de Privatleit wéi de Firmen. Wa vläicht déi Politick a Frankräich eng aner wär, hätte se och vläicht an der Groussregioun en anert Potenzial. Well et muss een et nun emol soen: Déi sozialistesch Parteien, déi do um Rudder waren an déi och elo déi Fuerderunge gestallt hunn, déi wëllen eigentlech ëmmer méi Steierlaascht, wat derzou féiert, dass d'Groussregioun ëmmer méi grouss Problemer wäert kréien.

An deementspriechend kann ech déi Motioun net matstëmmen. Mee ech kann awer der Groussregioun soen, si kéinte sech e Beispill u Lëtzebuerg huelen a vläicht hir Steieren erofsetzen, fir dass et hinnen och géing besser goen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, wa mer eppes net brauchen, dann ass et, datt d'Welt soll um Lëtzebuerger Weese geneesen!

(Brouhaha)

Also, do géif ech mech awer wierklech e bëssen dervunner distanzéieren. En plus hunn ech mech gefrot, ob vläicht d'Chamberverwaltung zwou verschidde Motioune verdeelt huet, ...

(Hilarité)

... well hei gëtt gesot, hei géif drastoen, Lëtzebuerg misst sech schummen, mir missten alleguer e schlecht Gewëssen hunn. An ech denke mer: Ma wou steet dat dann?

Hei steet iwwerall: „considérant". Considerant Faiten, déi alleguer d'Leit, déi heibanne geschwat hunn, selwer gesot hunn! Et steet dran: Considerant d'Wichtegkeet vun der Groussregioun fir d'Lëtzebuerger Ekonomie; considerant, datt et ënnerschiddlech wirtschaftlech Dynamike gëtt; considerant, datt Lëtzebuerg e Rôle fédérateur an deem Ganzen huet; a considerant, datt et ëm e Rapport vum Conseil de l'Europe geet. Dat ass alles dat, wat an de Considerante steet.

A wat gëtt gefrot vun der Regierung? Ma den Dialog ze relancéieren an „à approfondir". Bon, ech mengen, dat misst eng Selbstverständlechkeet sinn. Da gëtt gefrot, datt misst examinéiert ginn, also datt iwwerhaapt sollt doriwwer nogeduecht ginn, esou e Fonds transfrontalier ze maachen. An et gi verschidde Beispiller genannt. Et gëtt de Juncker-Reynders-Fonds genannt als Beispill. O, de Juncker ass jo e béise Sozialist, deen däerf ee jo elo net méi benotzen!

(Brouhaha)

Oder aner Modeller wéi de Fonds franco-suisse oder franco-italien. Also, wann ee mol net méi bereet ass, ze iwwerpréiwen an driwwer nozedenken, also, ech mengen, da riskéiere mer, an der Groussregioun awer Problemer ze kréien, virun allem bei där wirtschaftlecher Dynamik, déi Lëtzebuerg, a besonnesch dës Regierung, wëlles huet, sech op de Fändel ze schreiwen!

Also natierlech ënnerstëtze mir dat heiten!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dat gesot, gesinn ech elo keng aner Wuertmeldung. Den Auteur, den Här Fayot, kritt dann nach eng Kéier d'Wuert zum Schluss. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Bon, ech soen der Madamm Tanson an och dem Här Baum Merci. Ech mengen, si hu mer aus dem Häerz geschwat. Et ass effektiv erstaunlech, wéi déi Motioun hei verzerrt ginn ass vum Spriecher vun der CSV an och vun deem vun der DP. Dat participéiert un enger gewëssener intellektueller Onéierlechkeet, muss ech éierlech soen, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | ... wann een dat esou liest.

An dann, dat zweet Element ass, dass ee sech en Denkverbuet operluecht huet, an dat ass och inquietant, dass ee sech verbitt, iwwerhaapt emol iwwer eppes nozedenken. An dat ass fir mech, wéi gesot, en inquietant Zeechen, awer och ëmmer méi e Fil rouge, deen ech gesi bei Iech.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldungen.

(Interruption par Mme Octavie Modert)

Da géing ech proposéieren, datt mer dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmmen, 42 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

8. Résolution de M. Gusty Graas relative à l'évolution préoccupante de la situation en Géorgie suite aux élections législatives du 26 octobre 2024

(Motion déposée en séance publique n° 50 du 5 décembre 2024 – à consulter au compte rendu n°21/2023-2028 en page 75)

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar der Resolutioun vum Här Gusty Graas iwwert déi alarmant Evolutioun vun der Situatioun a Georgien no de Legislativwale vum 26. Oktober 2024. Hei huet den Auteur 5 Minutten, all Fraktioun och 5 Minutten, déi eenzel Sensibilitéiten hunn 2 Minutten an d'Regierung huet 5 Minutten, wa se da wëllt. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Zeimet, den Här Cruchten, den Här Keup an den Här Wagner. An elo huet den Här Graas d'Wuert.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Ech mengen, ech brauch net méi allze vill op den Inhalt vun där Resolutioun anzegoen, well ech déi jo d'lescht Woch schonn e bësse méi am Detail presentéiert hat.

Dir wësst alleguer gutt, datt et ëm d'Wale geet vum leschte 26. Oktober a Georgien. Mir wësse virun allem awer och, wat d'Suitte vun deene Wale ware respektiv sinn. Et kritt een all Dag ëmmer méi schrecklech Noriichte matgedeelt. Ech mengen, Leit gi maltraitéiert, déi sech am Fong geholl net nëmme géint d'Walresultat opposéieren, mee och géint déi Aussoen, déi vum Premierminister gemaach gi sinn, den Dialog mat der Europäescher Unioun bis 2028 ze suspendéieren.

Da gesäit een awer och, mat wat fir enger Brutalitéit de Regimm de Moment géint déi Oppositionell do virgeet. Dat ass jiddefalls inakzeptabel fir eis, an dowéinst hat ech déi Resolutioun hei preparéiert. Entre-temps ass iwwregens och den Här Nika Gwaramia – dat ass de Chef vun der Oppositioun – arrêtéiert ginn a souguer och an de Prisong komm.

A firwat elo haut nach eng Kéier driwwer ofstëmmen? Mee aus deem ganz einfache Grond – ech wëll dat elo net hei am Detail nach eng Kéier analyséieren –, well virun allem eng Fraktioun eeben net d'Méiglechkeet hat, se méi am Detail ze analyséieren, an dat sollt d'Fairness awer mat sech bréngen, datt ee jidderengem d'Méiglechkeet gëtt, ganz genee iwwert den Text ze kucken.

An ech soen och dem Här Cruchten Merci. Am Numm vun der LSAP huet en eng Rei Modifikatioune virbruecht, déi u sech un der Substanz näischt direkt änneren. An ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, wat mer wierklech wëllen. Textuell kann ee selbstverständlech ëmmer déi eng oder aner Saach verbesseren.

Ech perséinlech hat jiddefalls kee Problem mat deene Propositiounen, déi den Här Cruchten hei ënnerbreet huet. All déi aner Parteien a Fraktioune krute jo am Laf vum Moien den adaptéierten Text, soudass ech hoffen, datt dat och elo esou an deem Sënn ass, wéi mer eis dat alleguer virgestallt hunn. An ech géing duerfir hei zumindest menger Fraktioun selbstverständlech proposéieren, déi Resolutioun ze stëmmen.

An ech wier och frou, wa mer vläicht géingen als Parlament e kloert Zeeche setzen, well Georgien ass e ganz interessant Land, e Land, wat um gudde Wee war fir an d'Europäesch Unioun, natierlech net vun haut op muer, mee wat awer eng ganz Rei Krittären erfëllt. Et wier schued, wann dee Prozess elo hei géif ënnerbrach ginn. Dofir sollten och mir als Parlament awer da kloer en Zeechen no bausse setzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Dann ass d'Wuert fir den Här Laurent Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Mir deelen dem Här Graas seng Appreciatioun a soen him och Merci, datt en dës Resolutioun abruecht huet. Déi Situatioun a Georgien, mengen ech, mécht eis alleguerte Suergen. An et ass net fir d'éischt, datt dat Land an déi politesch Situatioun an deem Land eis Suerge musse maachen. An eng grouss Hoffnung, datt et sech bessert, hu mer elo net. Mir wëssen och net ..., oder mir mengen emol net, datt déi Resolutioun elo direkt dozou wäert bäidroen. Mee et soll een awer vun dësem demokrateschen Haus aus do en Zeeche ginn.

Mir wësse jo, wien hannendrustécht a wien do an där Regioun dee Misär mécht, an op anere Plaze mécht en dat och. An dofir sollte mer och net verstoppen, datt mer mat där Persoun a mat deem Regimm zu Moskau méi wéi grouss Problemer hunn an, fäerten ech, och nach an den nächste Méint wäerte mussen ausstoen. An deem Sënn ënnerstëtze mer dem Här Graas seng Resolutioun.

Op där anerer Säit ënnerstëtze mer natierlech och den demokratesche Wëlle vun deene Leit, déi mat vill Courage do op d'Strooss ginn, och an der Hoffnung op eng europäesch Perspektiv. Mee mir sollten awer, dat ass vläicht dee klenge Bemoll, alleguerten oppassen, datt mer déi Hoffnung net ze grouss un d'Mauer molen, fir datt mer se herno net enttäuschen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Dann ass et um Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, villmools merci. Ech ka mech nëmme mengen zwee Virriedner uschléissen. Mir deelen alleguerten déi selwecht Bedenken. Ech mengen, ech wëll et ganz kuerz maachen. Ech wëll eigentlech just nach ee Message hei lassginn, an dat ass un eis Frënn a Georgien: Si sinn a bleiwe fir eis e wichtege Partner do an der Regioun a mir wäerte si och net opginn. A mir wäerten och alleguerten déi demokratesch Kräften an deem Land weiderhin ënnerstëtzen, fir dass dat Land eng Perspektiv kritt, eng Perspektiv zesumme mat eis op dësem gemeinsame Kontinent. An dofir wäerte mir eis an Zukunft staarkmaachen.

Déi Resolutioun, déi den Här Graas virgestallt huet, ass aktualiséiert ginn, och opgrond vun Evenementer, déi an deene leschten Deeg waren. An dofir ass et gutt, wa mer se haut kënne stëmmen. An d'LSAP gëtt dozou hir Zoustëmmung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech ka mech menge Virriedner uschléissen, dass mer hei och wäerte mat Jo stëmmen zu dëser Resolutioun, zemools wat d'Ziler ugeet, déi do formuléiert sinn. Mat deenen, mengen ech, kënne mer eis alleguerten identifizéieren.

Bon, bei de Considerante kann een natierlech elo iergendeppes picke goen, wat engem elo net esou gutt gefält. Mee mir si keng Ierbessenzielerten, an dofir kucke mer dat net. Et ass dat wichteg, wat dobäi erauskënnt, an dofir stëmme mer dat mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den Här Wagner hunn ech elo hei stoen.

(Interruption)

Ok, Dir kritt dann d'Wuert duerno, Här Wagner. Den Här Wagner ass manéierlech. Madamm Tanson.

(Interruption)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech sinn ëmmer frou, wann den Här Wagner manéierlech ass.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech och.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mir sinn natierlech och d'accord mat där Resolutioun. Et ass natierlech wichteg, dass mer dat och hei thematiséieren. Erlaabt mer just an deem Kontext, och par rapport zu deem, wat den Här Zeimet elo gesot huet, ze soen, wéi wichteg et ass, dass mer wachsam bleiwe par rapport zu der Influenz, déi probéiert gëtt ze huelen.

Mir ware gëschter Owend op enger Table ronde vun der konsultativer Mënscherechtskommissioun. Et ass iwwert d'Liberté d'expression gaangen, an do war herno en Här am Public, deen huet eng relativ speziell Fro gestallt, wou et ëm Russland gaangen ass. An et huet sech herno erausgestallt, dass et e Mataarbechter war vun der russescher Ambassade, deen déi ganz Diskussioun opgeholl huet, déi mir do gefouert hunn. An et war schonn e bëssen ..., et huet sech e bësse menacant ugefillt, wéi ech dunn héieren hunn, dass en effektiv dann, niewent senger komescher Fro, och nach alles opgeholl hat.

An da wollt ech nach eng zweet Remark maachen: Am Kader vun der Debatt, déi e bësse lancéiert ginn ass, Här Ausseminister, duerch déi Aussoen, déi Dir gemaach hat par rapport zu dem Bäitrëtt vun der Ukrain an d'NATO, hat ech Ären Doorstep gekuckt bei den EU-Ausseministere vun der NATO. An do war och am Kontext vu Georgien Äert lescht Wuert, ech zitéieren elo fräi, par rapport zum potenzielle Bäitrëtt vu Georgien an d'EU, wann dat dann eeben net esou wär, da wär et eeben: „Hasta la vista, Georgien!"

An ech muss soen, dat huet mech e bëssen interpelléiert, d'autant plus no Ärer Interventioun hei zu der aussepolitescher Debatt, wou Der jo gesot hutt, Dir wéilt net mam Megafon Aussepolitick maachen, ganz verstänneg wéilt Der dat maachen. Déi Wuertwal hunn ech e bësse schwiereg fonnt an deem heite Kontext. Ech denken, dass mer alleguerte sollte probéieren, dat Bescht aus där Situatioun do ze maachen, an ze kucken, dass mer Georgien net als potenzielle Partner verléieren, quitte dass dat am de Moment natierlech net ganz gutt ausgesäit.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et elo um Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hunn déi heite Resolutioun net mat ënnerschriwwen, mir wäerte se awer mat stëmmen. Mee firwat hu mer se net ënnerschriwwen? Well awer e puer Saachen eis net onbedéngt ginn an der Form an och am Inhalt.

Wat den Inhalt ugeet, ass u sech quasi näischt ze soen. Et ass wierklech ze condamnéieren, wéi d'Autoritéiten a Georgie mat hirer Bevëlkerung ëmginn. Ech soen dat och allkéiers: Et gëtt esou vill Länner, wou dat reegelméisseg geschitt a wou mer keng Resolutiounen oder Motioune maachen. Mir maachen dat heiansdo. Mee bon, dat ass eeben esou. Dat ass och net schlëmm.

De Problem ass awer trotzdeem, et soll een natierlech gewësse Kräften encouragéieren, deemno wéi ze kucken, ob se kënne Member gi vun der Europäescher Unioun. Dat gëtt awer net onbedéngt vun der ganzer georgescher Bevëlkerung gedeelt, dat muss een och wëssen, aus gudden oder schlechte Grënn, aus fräie Stécker oder vläicht well se manipuléiert ginn. Mir wëssen, wéi dat ka lafen.

Ass dat ëmmer eng gutt Iddi, esou eng Form vu softer Ingerence ze bedreiwen? Dat sief dohigestallt. Mee bon, et ass eng soft Ingerence. Et ass och eng Meenung, déi mir kënnen hunn, ze soen: „Ok, mir wäerten dat weiderhin ënnerstëtzen, wa si wëllen." Mee um Enn sinn et awer d'Georgier – virausgesat, hir Autoritéite si legitimm an demokratesch gewielt, dat ass dann en anere Problem –, déi dat um Enn ze decidéieren hunn.

An dann awer, wat d'Form ugeet, wéi déi leschte Kéier och beim Venezuela: Eng Motioun wier eendeiteg besser gewiescht! Well elo hu mer awer eppes Komesches. Mir hunn eng Resolutioun, déi den Här President elo chargéiert, déi heite Resolutioun sengem Homolog a Georgien ze ginn. A wat do steet dran? Wat fir eng Resolutioun wäert Ären Homolog, Här President, an den Hänn halen? All déi Considéranten duerno: „à rappeler aux autorités géorgiennes l'importance du respect des normes et des valeurs démocratiques". Dat ass u sech Äert Mandat.

Mee Dir musst déi heite Resolutioun, wann ech dat richteg verstinn, Ärem Homolog iwwerreechen. Ech wéilt net an Ärer Plaz sinn, fir him dat ze erklären, firwat dat esou ass. Et ass e bësse komesch. Si wäerte verstoen, wat ee mengt, mee u sech wier eng Motioun vill méi sënnvoll. Vläicht krut den Här Graas net d'Autorisatioun vun der Regierung, eng Motioun ze deposéieren, an dofir mécht en eng Resolutioun amplaz. Ech weess et net. Mee dat doten, dat ass op jidde Fall eng komesch Gymnastik. Bonne Chance, Här President!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci fir dat, wat Der gesot hutt.

An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Regierung. Normalerweis ass dat net de Fall bei enger Resolutioun, mee Dir sidd ugeschwat ginn a selbstverständlech kritt Der d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, ech si ganz frou, dass Der mer d'Wuert gitt, well ech gleewen un d'Diplomatie parlementaire. An ech mengen, dass d'Diplomatie net de Monopol ass vun engem Ausseminister an dass et och wichteg ass, dass Dir als President oder d'Membere vun deene verschidde Kommissioune vun den internationale Gremien och Positioune vu Lëtzebuerg mat Ären Interlocuteuren, mat Ären Homologen aus dem Ausland kënnt deelen an do net nëmme Luef, mee och Kriticke kënnt ausüben. An dofir fannen ech dës Resolutioun wichteg.

Éischtens, vis-à-vis vun der Kritick, firwat et elo keng Motioun war: Ech fannen eng Resolutioun ëmsou méi wichteg, fir an dësen Zäite Politick a Diplomatie net nëmme vu Regierung zu Regierung, mee au contraire och vu Parlament zu Parlament kënnen ze maachen.

Déi zweet Saach ass: Ech muss Iech soen, Här President, dass Georgien eng vu menge gréissten Enttäuschungen ass. Ech war Premierminister, wéi mer zu Bréissel decidéiert hunn, dass Georgie sollt de Statutt kréien an dass se sollen och Negociatiounen ufänken. Et huet keng dräi oder véier Deeg gedauert, dunn hu se direkt d'Kéier geholl, awer an déi falsch Richtung. A si sinn nach ëmmer amgaang, an déi falsch Richtung ze goen.

An ech muss Iech soen, dass ech d'lescht Woch zu Malta eng Reunioun hat vun der OSZE, wou ech och mat der Kolleegin aus Georgien en Echange hat, fir hir dat och de vive voix kënnen ze soen. Et ass eng nei Madamm. De fréieren Ausseminister ass ausgewiesselt ginn. Ech fanne just, dass Georgien an déi falsch Richtung geet. Et schéngt jo an anere Länner esou ze sinn, wa Walen net fair waren a wann dat bewise gëtt, dass da Wale kënnen annuléiert ginn. Ech weess jo hei net, ob international oder europäesch oder aner Observateuren de Constat gemaach hunn, dass se an der Rei sinn oder net. Mee d'Legitimitéit vun der Regierung ass éischtens ze bezweiwelen.

Zweetens sinn ech der Meenung, dass et wichteg ass, dass een der Regierung och seet, wat ee vun dëser Haltung hält.

An drëttens: Madamm Tanson, wann eng Regierung der Meenung ass, dass se net wëll an Europa kommen – ech ka keen dozou zwéngen. A mir wäerten och net d'Konditiounen oder d'Krittären erofsetzen oder op eng Kéier d'Aen zoumaache vis-à-vis vun der Épine dorsale vun de Wäerter, déi fir eis awer an Europa esou wichteg sinn. An dowéinster, wa si sech net wëllen drun halen, dann: Hasta la vista!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech soe Merci. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss, mat der Remark, datt, wann dës Chamber eng kloer Positioun an der Aussepolitick ausdréckt, et och d'Charge ass vum President a vun all deenen, déi d'Chamber representéieren, déi Meenung auszedrécken. An dat maache mer och ëmmer, wa mer et kënnen.

Dat gesot, géing ech dann dës Resolutioun elo zum Vott stellen. Ech ginn dovunner aus, datt mer e Vote par main levée kënne maachen.

(Assentiment)

Résolution modifiée

« relative à l'évolution préoccupante de la situation en Géorgie suite aux élections législatives du 26 octobre 2024 »

La Chambre des Députés,

– considérant que la Géorgie, en tant que candidate officielle à l'adhésion à l'Union européenne et signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi qu'en tant que membre du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), s'est engagée à respecter les droits humains, les principes de la démocratie, l'État de droit et les libertés fondamentales ;

– considérant que le statut de pays candidat de la Géorgie lui impose des obligations spécifiques et donne à l'Union européenne le droit d'évaluer la compatibilité de la législation géorgienne avec les normes et les valeurs de l'Union européenne, y compris le respect des droits de l'homme, étant donné que l'adhésion future est liée au respect des règles communes ;

– considérant l'adoption des lois sur « la transparence de l'influence étrangère » et sur « la protection des valeurs familiales et des mineurs », incompatibles avec les normes internationales en matière de droits humains, la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que les normes et valeurs de l'Union européenne, critiquée par les Nations Unies et la Commission de Venise ;

– considérant les élections législatives tenues en Géorgie le 26 octobre 2024 ;

– considérant le recul démocratique observé tout au long de 2024 ;

– considérant que malgré de nombreux rapports faisant état d'irrégularités, de manipulations des électeurs et de restrictions à la liberté de vote, notamment par l'achat de voix, la Commission électorale centrale de Géorgie, le 16 novembre, a validé les résultats contestés ;

– considérant que ces irrégularités ont été confirmées par les rapports de la mission internationale d'observation électorale, menée conjointement par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, le BIDDH, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen ;

– considérant le déséquilibre des ressources financières en faveur du parti sortant et réélu, qui a contribué à accentuer les inégalités entre partis dans le processus électoral, ainsi que la faible surveillance du financement des campagnes électorales ;

– considérant le parti pris politique des médias, qui, selon la mission internationale d'observation électorale, ont accordé une couverture disproportionnée au parti au pouvoir, l'instrumentalisation des médias privés à des fins de propagande politique par le parti sortant, ainsi que la dégradation croissante de l'environnement médiatique, illustrée par le classement de la Géorgie en 2024 dans le rapport de Reporters sans frontières (103e sur 180) ;

– considérant l'annonce faite par le Premier ministre géorgien Irakli Kobakhidze, le 28 novembre 2024, de suspendre les efforts d'adhésion à l'Union européenne jusqu'en 2028, date à laquelle le Gouvernement estime être prêt ;

– considérant qu'il convient d'assurer à la population géorgienne que l'UE continue de soutenir pleinement ses aspirations européennes ;

– considérant les manifestations de masse qui ont éclaté le 28 octobre 2024 et qui, depuis l'annonce du 28 novembre, ont gagné en intensité et en ampleur ;

– considérant l'usage disproportionné de la force contre les manifestants pacifiques, le ciblage de l'opposition et des représentants des médias, les opérations de police dans les bureaux de partis d'opposition et d'organisations de la société civile ainsi que les arrestations de membres de l'opposition politique,

et

– vu la Constitution de la Géorgie, qui garantit l'exercice de la liberté d'opinion, d'association et de réunion pacifique, et qui stipule, à l'article 78, que le Gouvernement doit prendre les mesures nécessaires pour assurer l'intégration de la Géorgie dans l'Union européenne et l'OTAN ;

– vu la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

– vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

– vu la Convention européenne des droits de l'homme ;

– vu le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne attribué à la Géorgie en décembre 2023 et les critères établis dans l'accord d'association et vu les conclusions du Conseil européen du 17 octobre 2024 ;

– vu la résolution 2561 adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 27 juin 2024 ;

– vu la résolution adoptée le 9 octobre 2024 par le Parlement européen sur le recul démocratique et les menaces pesant sur la pluralité politique en Géorgie ;

– vu la résolution adoptée le 28 novembre 2024 par le Parlement européen sur la crise démocratique à la suite des élections parlementaires en Géorgie ;

– vu la déclaration arrêtée par la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil d'Europe en date du 29 novembre 2024,

s'engage

– à demander la libération immédiate des membres de l'opposition politique et des manifestants pacifiques récemment arrêtés ;

– à encourager les autorités et instances concernées à maintenir le dialogue avec les autorités géorgiennes et à reconsidérer leur décision de suspendre leurs efforts d'adhésion à l'Union européenne ;

– à condamner les réactions disproportionnées des autorités face aux manifestants exerçant leur droit constitutionnel de manifester, ainsi que les violations des droits humains qui y sont associées ;

– à rappeler aux autorités géorgiennes l'importance du respect des normes et des valeurs démocratiques, ainsi que des droits de l'homme, tels qu'énoncés dans l'accord d'association avec l'Union européenne,

charge

– M. le Président de la Chambre des Députés de transmettre la présente à M. Chalva Papouachvili, Président de l'Assemblée parlementaire de la Georgie.

(s.) Gusty Graas, Simone Beissel, Marc Goergen, Carole Hartmann, Meris Sehovic, Tom Weidig, Laurent Zeimet.

Vote sur la résolution modifiée

Wann dat de Fall ass, géing ech froen: Wie stëmmt dës Resolutioun mat?

Ass een dogéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

9. Motion de Mme Paulette Lenert relative aux mesures dans le domaine du logement

(Motion déposée en séance publique n° 51 du 10 décembre 2024 – à consulter en page 12 de ce compte rendu)

Da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass d'Motioun vun der Madamm Paulette Lenert iwwert d'Mesüren am Beräich vum Logement. Hei ass et d'selwecht wéi virdrun: Den Auteur huet 5 Minutten, déi eenzel Fraktiounen hunn och 5 Minutten, déi eenzel Sensibilitéiten 2 an d'Regierung huet 5 Minutten, wa se da wëllt. Ech hunn do nach keng Aschreiwungen. Ech fänken un a froen, ob d'Auteure, déi d'Motioun gëschter erkläert huet, nach eng Kéier wëllt d'Wuert huelen oder ob se zum Schluss wëllt d'Wuert huelen. Dat ass, wéi si wëll. Zum Schluss, ok.

Da froen ech: Wie wëll sech heizou äusseren? Ech fänken u mam Här Donnersbach.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech soen och der Madamm Lenert Merci fir dëse Virschlag, fir dës Motioun. Et ass richteg: Ech mengen, grad elo an der Kris hu mer gesinn, datt am VEFA-Beräich och vill Problemer sinn. Oft si Clausen, déi awer net favorabel si fir deen, dee keeft. An do sinn et eng ganz Rei kleng a grouss Skandaler ginn. Et ass richteg, datt een dat Gesetz, wat awer elo schonn 30 Joer huet, eng Kéier op de Leescht hëlt. De Regierungsaccord gesäit och genau dat vir, datt een déi VEFAen, de legislative Kader, nach eng Kéier op de Leescht hëlt.

An dowéinst géif ech och proposéieren, am Numm vun der CSV-Fraktioun, dës Motioun an d'Kommissioun vun der Justiz zesumme mat der Kommissioun vum Logement, also an eng Commission jointe Justiz-Logement, ze verweisen – Justiz, well do de Code civil eeben ëmgeännert muss ginn; Logement, well et eeben de Logement hei betrëfft – an datt mer do eng Kéier am Detail duerch déi Motioun ginn an och déi eenzel Proposen, déi hei proposéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Wie mellt sech nach zu Wuert? Ech hunn elo den Här Goergen an den Här Baum. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci. Also, ech wollt der Madamm Lenert eigentlech vollkomme Recht ginn: Dat heiten ass e Problem, dee vill Leit betrëfft an deen och scho vill Leit eis gezielt hunn. Ech hat och e puer Question-parlementairen dozou, fir Zuelen ze kréien. An effektiv géing dat heite Problemer léisen. Duerfir wier ech elo ganz zefridden, wann dat och an eng Kommissioun géing goen. An natierlech géing ech dat och matstëmmen, wa mer an der Kommissioun eng Kéier géingen doriwwer schwätzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, ech sinn natierlech och ganz dofir, datt déi Motioun an enger Kommissioun diskutéiert gëtt. Ech hätt se natierlech och esou scho matgestëmmt. Wann et awer méiglech ass, dann e gréissere Konsens ze fannen op eenzelne Punkten a sech där Problematik mol serió unzehuelen, ass dat sécherlech eng Léisung.

Dat Eenzegt, wat mech awer e bësse verwonnert huet, ass, firwat d'Justizkommissioun elo dozou de Lead soll huelen, well et jo awer och eng Fro vu Konsumenteschutz ass a sech mir do awer och net ganz erschléisst, firwat de Konsumenteschutz do net zumindest och mat agebonne soll sinn, besonnesch well d'Ministesch fir de Konsumenteschutz och op d'Question-parlementairen, déi an deem änleche Beräich si wéi deem heiten, och scho geäntwert huet.

Well et wier op jidde Fall héchst bedauerlech, wa mer no der Feststellung, datt mer kee wierklechen, zolitte Ministère fir d'Grenzregioun méi hunn, elo nach feststelle missten, datt och de Konsumenteschutz an dëser Regierung geschwächt géif ginn. Dëst gesot, ënnerstëtze mer soit d'Propos vum Här Donnersbach, soit de Vott vun der Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn, datt d'Regierung nach wollt d'Wuert froen. Madamm Minister ...

(Interruption par M. Meris Sehovic)

Pardon, mir huele fir d'éischt Deputéierte vir. Här Sehovic, ech hat Iech net gesinn. Et deet mer leed.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Merci virun allem der Madamm Lenert fir d'Initiativ. Ech mengen, dass mer hei an engem Beräich ënnerwee sinn, wou mer net zënter der Baukris elo eréischt mierken, dass de Keefer – also d'Biergerinnen an d'Bierger – a verschidde Situatioune schutzlos dem Marché ausgeliwwert ass, soudass et do en dréngenden Handlungsbedarf gëtt. Ech mengen, dass et duerno den Detail vun de Proposen ze diskutéiere gëllt, mee grondsätzlech ënnerstëtze mer d'Richtung. Mir kéinten d'Motioun elo ënnerstëtzen. Mir fannen awer d'Diskussioun an der Kommissioun ganz, ganz utile, fir wierklech kënnen an den Detail vun de Proposen ze goen an dann hoffentlech am Sënn vun de Biergerinnen a Bierger eppes hinzekréien an dëser Legislatur. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Elo gesinn ech keen aneren Deputéierten, deen d'Wuert gefrot huet, ausser d'Auteure duerno. Mee ech ginn dann der Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech wollt just effektiv ganz kuerz reagéieren. Et ass esou, datt d'Gesetz vun 1976 eng Rei Dispositiounen am Code civil agefouert huet. An et sinn am Fong d'Dispositiounen aus dem Code civil, déi d'Legislatioun iwwert d'VEFA duerstellen. A well déi am Justizministère ugesidelt ass, sinn ech en charge an ech hunn am Fong zesumme mam Här Meisch och decidéiert, e Groupe de Travail en place ze setzen, wou natierlech och eng Rei aner Ministèrë wäerte mat dru schaffen, dont notamment de Konsumenteschutz, well och e Volet Konsumenteschutz ganz kloer do dran ass. Awer de Finanzministère wäert natierlech do mat agebonne gi fir all déi Froen, déi d'Garantië betreffen. Mir hunn also schonn ugefaange mat schaffen, mee ech

kommen awer och ganz gären an eng Kommissioun déi Punkte mat Iech diskutéieren. Ech menge souwisou, datt een op dësem Punkt och eng Kéier misst en Tour mat den Acteuren dréinen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Dann kritt d'Auteure d'Wuert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Ech ka mech ënnert deenen do Ëmstänn natierlech kuerzfaassen. Ech si ganz frou, dass d'Motioun esou positiv opgefaasst gëtt. Ech bedaueren natierlech och, dass d'Initiativ net ausgaangen ass vun der Ministesch, déi de Konsumenteschutz an hirer Responsabilitéit huet. Mee et sief.

De Konsumenteschutz ass eppes Transversales. E gräift a ganz vill Ministèren eran an deen heite Projet weist dat. Ech fannen et selwer eng gutt Iddi, wa mer dat an d'Kommissioun huelen an och eng Jointe maachen. Et si vill Aspekter, déi technesch sinn. An do si sécherlech Diskussiounen, déi mer nach an der Kommissioun wäerte féieren. Dat ass eng Propos, déi ech gären unhuelen. Ech mengen, et ass do, wou dës Motioun och am Beschte kann am Detail weidergefouert ginn.

Ech sinn op alle Fall frou iwwert déi breet Zoustëmmung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

Ech gesinn, datt eng breet Zoustëmmung do ass. Kann ech dovunner ausgoen, datt jiddwereen d'accord ass, wa mer dëst à main levée géinge stëmmen?

(Assentiment)

Wann dat de Fall ass, géing ech froen: Wie mat där Motioun d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Interruption)

E Renvoi an d'Kommissioun.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien domat d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Ech soen Iech Merci.

Ass een dogéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dat à l'unanimité an d'Kommissioun renvoyéiert.

(La motion de Mme Paulette Lenert est renvoyée à la Commission de la Justice et à la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire.)

10. 8388 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;
3° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. An dat ass de Projet de loi 8388, deen eenzel Steieradaptatioune proposéiert. Hei hu mer eng Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7 an d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8388 gesäit d'Upassung vun dräi verschiddene Steiergesetzer vir. Éischtens d'Steiergesetz vum 22. Mee 1931, déi sougenannten Abgabenordnung, zweetens d'Gesetz vum 16. Oktober 1934 iwwert d'Verméigenssteier an drëttens d'Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert d'Akommessteier. Am Ganze gi sechs verschidden Ännerungen un dësen dräi Steiergesetzer virgeholl. Duerfir gëtt dëse Gesetzesprojet och Omnibusgesetz genannt.

Éischtens: Bei den Ännerunge vun der Verméigenssteiergesetzgeebung geet et drëms, sech mat engem Urteel vum Verfassungsgeriicht vum 10. Oktober 2023 konform ze setzen. Hei huet d'Geriicht a sengem Urteel festgehal, dass verschidde Modalitéiten, déi beim Impôt minimum sur la fortune – also der Mindestverméigenssteier – uwendbar sinn, géint de Gläichheetsprinzipp virum Gesetz verstoussen. Duerfir gëtt elo duerch dëse Gesetzesprojet déi ënnerschiddlech Behandlung vu SOPARFIen an anere Gesellschaften, déi dem Impôt minimum sur la fortune ënnerleien, ofgeschaf, wann hire Bilan méi wéi 350.000 Euro un Actifs financiers opweist. Zousätzlech gëtt och d'Struktur vum Impôt minimum sur la fortune vereinfacht. D'Berechnung gëtt an Zukunft op den Total vum Bilan vum Steierzueler gemaach, amplaz nëmmen op der Proportioun vu Finanzaktivaen.

Esou wäert d'Verméigenssteier sech op déi follgend Montante belafen: 535 Euro, wann den Total vum Bilan manner wéi 350.000 Euro ass, 1.605 Euro, wann den Total vum Bilan méi wéi 350.000 Euro awer manner wéi 2 Milliounen Euro ass, a 4.815 Euro, wann den Total vum Bilan méi wéi 2 Milliounen Euro ass.

Dës Reform vun der Mindestverméigenssteier stellt de Prinzipp vun enger minimaler Besteierung vun de SOPARFIen net a Fro. Si féiert awer derzou, datt verschidden Zorte vu Gesellschaften an Zukunft enger méi favorabeler Mindestbesteierung ënnerleien.

Zweetens: Wéi op den 1. Januar 2024 de Steierbarème ëm véier Indextranchen ugepasst ginn ass – beim gläichzäitege Fale vum Crédit d'impôt conjoncture, dem sougenannte CIC –, ass festgestallt ginn, dass dës Upassung vum Barème net ganz de Verloscht vum Konjunktur-Steierkreditt fir verschidde Steierzueler aus der Steierklass 1a oder der Steierklass 2 kompenséiert. Fir dës ganz spezifesch a limitéiert Unzuel u Leit gëtt mat dësem Gesetz e Crédit d'impôt barème agefouert an der Héicht vun 108 Euro pro Joer, an dat fir de Verloscht, dee bei der Upassung vum Steierbarème entstanen ass, ze kompenséieren. De Crédit d'impôt barème wäert ausschliisslech fir d'Joer 2024 gëllen, well duerch déi zukünfteg Upassunge vum Barème, wéi zum Beispill mam Entlaaschtungs-Pak, dës Kompensatioun wäert iwwerflësseg ginn.

Drëttens: Eng drëtt Ännerung méi technescher Natur betrëfft d'Steiergesetzgeebung vun 1967. Do geet et drëms, eng gewëssen Onkloerheet an der Gesetzgeebung opzehiewen am Fall vun eng enger partieller Deelung vum Actif social vun engem Organisme à caractère collectif, besonnesch wann et ëm d'Classe d'action oder d'Part sociale geet, déi bestëmmt kumulativ Konditiounen erfëllen.

Véiert Ännerung: Eng véiert Ännerung gëtt elo verschiddenen Entreprisen d'Méiglechkeet, op den Avantage vun der Befreiung vu 50 % vun de Kapitalakommessen ze verzichten. Dës Optioun, op d'Befreiung ze verzichten, entsprécht dem Regimm, wéi en aktuell a villen anere Memberstaate vun der Europäescher Unioun applizéiert gëtt, a steet domadder am Aklang mam europäesche Recht.

Fënneftens: Dës Ännerung ziilt drop of, dem Minister, responsabel fir de Commissariat aux affaires maritimes, d'Befugnis ze ginn, eng Konformitéitsattestatioun fir Immobilisatiounen auszestellen, dat am Kader vum Amortissement spécial am Sënn vum Artikel 132bis vum Akommessteiergesetz.

Déi sechst Upassung: Et kommen och nach verschidden Upassungen, déi d'Vereinfachung an d'Digitaliséierung vu verschiddene Prozeduren an de Steiere sollen erméiglechen. Esou ass obligatoresch den Depot électronique virgesi vu bestëmmte Steiererklärungen. Hei geet et drëm, d'Déclaration de la retenue d'impôt sur les tantièmes, awer och d'Déclaration de la retenue d'impôt sur les rémunérations et des crédits d'impôt bonifiés an Zukunft elektronesch ofzeginn.

E leschte Punkt am Projet de loi ass iwwert de Wee vun engem Regierungsamendement an den Text integréiert ginn. Konkreet geet et ëm d'Applikatioun vum Regimm vun der Steiermoderatioun fir Kanner am Fall vun enger Trennung vun den Elteren an der gemeinsamer Ausübung vun der elterlecher Autoritéit. Dës Upassung ass néideg gi wéinst enger Ëmännerung vum Artikel 273 Paragraf 3 vum Code de la sécurité sociale. Zënter däser Ännerung kann am Fall vun enger Autorité parentale conjointe mat Résidence alternée vum Kand d'Kannergeld op gemeinsam Ufro hin op béid Elterendeeler opgedeelt ginn. Dësen Ëmstand um Niveau vum Kannergeld verlaangt Upassungen um Niveau vum steierleche Kader fir d'Zouweisung vun der Steierklass 1a am Fall wou et elo zwee Beneficiairë fir d'Kannergeld gëtt. D'Attributioun vun der Steierklass 1a erfält net automatesch, mee d'Eltere musse sech eens ginn, wee se soll attribuéiert kréien. Ginn d'Eltere sech net eens, ass et d'Steierverwaltung, déi no gewëssene Krittären eng Decisioun fir d'Elteren trëfft an deem engen oder deem aneren d'Steierklass 1a zoudeelt.

Här President, et leien och verschidden Avise vun de Beruffskummeren zu dësem Gesetzesprojet vir. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics begréisst d'Aféierung vum Crédit d'impôt conjoncture, mee bedauert, dass et nëmme fir d'Joer 2024 ass. Si ass och averstan mam elektroneschen Depot vu verschiddene Steiererklärungen, mee preziséiert, dass et hei net däerf zu engem zousätzlechen Opwand fir d'Steierzueler kommen.

D'Chambre des Salariés notéiert d'Ëmsetze vum Arrêt vum Verfassungsgeriicht, mee ass net averstan mat der steierlecher Entlaaschtung vun de Betriber am Numm vun der Kompetitivitéit. Si fënnt, dass d'Betriber rentabel sinn, mee dass hir Kontributioun zu den ëffentleche Finanzen net hirer wirtschaftlecher Performance entsprécht. Si hätt gären e Steiersystem, an deem de Patrimoine, d'Ierfschaften, d'Kapitalerträg an d'Benefisser méi solle besteiert ginn.

D'Chambre de Commerce begréisst de Gesetzesprojet, well en zur Stäerkung vun der Kompetitivitéit an der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg bäidréit.

De Staatsrot huet eng Opposition formelle gemaach betreffend den Artikel 5.2. Hei geet et ëm d'Méiglechkeet, op den Avantage vun der Befreiung vu 50 % vun de Kapitalakommessen ze verzichten. De Staatsrot huet fonnt, dass déi ursprénglech Terminologie net prezis genuch war. Duerch en Amendement konnt dës Opposition formelle opgehuewe ginn.

Domadder wier ech fäerdeg mat mengem mëndleche Rapport a verweise fir weider Detailer op mäi

schrëftleche Rapport. An ech géif elo als mandatéierte Spriecher vu menger Partei weiderfueren.

D'Auer misst elo op null gesat ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn d'Auer am Bléck.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Et ass gutt.

Discussion générale

Här President, de Gesetzesprojet 8388 kléngt vläicht no baussen, wéi wann et éischter en technesche Gesetzesprojet wier, mee deem ass net esou. Bei dësem Gesetzesprojet handelt et sech ëm e wichtege Steierprojet, dee guer net esou anodin ass, wéi ee menge kéint, wann ee vun Omnibusgesetz schwätzt. Wéi ech schonn als Rapportrice erkläert hunn, gi mat dësem Text reng formal dräi verschidde Steiergesetzer ofgeännert. Als Spriecherin vun der CSV-Fraktioun wéilt ech e puer Punkten ervirhiewen.

Den éischte Punkt ass dee vun der Rechtssécherheet. Et ass wichteg, dass Lëtzebuerg a Steierfroen eng kloer Linn huet an dass eis Steiergesetzgeebung um leschte Stand vun der Jurisprudenz ass. Dat maache mir mat dësem Gesetzesprojet op zwee Punkten: eemol bei der Verméigenssteier fir Betriber an eemol bei der Steierklass 1a fir elengerzéiend Elteren.

D'Verméigenssteier vun de Betriber: Den 10. November 2023 huet d'Verfassungsgeriicht en Arrêt geholl, dee beseet, dass eis Gesetzgeebung iwwert d'Verméigenssteier fir d'Betriber contraire ass zum Principe de l'égalité devant la loi. Konkreet geet et ëm de Paragraf 8 vum modifizéierte Gesetz vum 16. Oktober 1934, deen eng minimal Verméigenssteier fir Betriber festleet. Bis elo hunn d'Sociétés de participation financière, déi sougenannte SOPARFIen, manner Verméigenssteier bezuelt wéi aner Gesellschaften, wann hire Bilan méi wéi 350.000 Euro un Actifs financiers opgewisen huet. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt dës Differenz ofgeschaaft an et gëtt nach just den Total vum Bilan gekuckt.

D'Regierung huet beschloss, dass an Zukunft keng Gesellschaft zu Lëtzebuerg méi wéi 4.800 Euro u Verméigenssteier bezilt. Dëse Betrag gëtt fälleg ab engem Total vum Bilan vun iwwer 2 Milliounen Euro. Dat heescht konkreet, dass ronn 5.000 SOPARFIen an Zukunft net méi 4.815 Euro Verméigenssteier bezuelen, mee 1.605 Euro. Dëst well hiren Total vum Bilan tëschent 350.000 an 2 Millioune Euro läit. Den Déchet fiscal heivunner si 16 Millioune Euro.

Duerch de Reagencement vum Barème vun der Verméigenssteier wäerten an Zukunft eng 4.640 Gesellschaften nach just e Maximum vu 4.815 Euro bezuelen. Dësen Déchet fiscal läit bei 22 Millioune Euro.

Firwat gëtt d'Verméigenssteier op e Maximum vu 4.815 Euro begrenzt? Well mir als klengt Land musse steierpolitesch kompetitiv bleiwen.

Als CSV sti mir hei fir eng pragmatesch Approche an net fir eng ideologesch Approche. Konkreet heescht dat, dass d'Besteierung vun de sougenannte SOPARFIen net dierf eropgoen. Mir wëssen, dass d'LSAP hei méi staark besteiere wëllt. Als CSV menge mir, dass dat kontraproduktiv ass. Mir riskéieren, eis domadder als Land an d'eegent Fleesch ze schneiden. Aktuell kritt de Lëtzebuerger Staat iwwer 1 Milliard Euro u Verméigenssteier vun de Betriber all Joer eran. Am Budget si fir d'Joer 2024 1,15 Milliarden Euro virgesinn. Den Déchet fiscal vun dëser Ëmännerung vun der Verméigenssteier gëtt op 38 Millioune Euro geschat, also 3,3 % vun den Einname vun der Verméigenssteier fir 2024.

Dës Mesür muss och am Aklang mat der Besteierung an den aneren OECD-Länner gekuckt ginn. Op den éischte Januar 2025 geet och d'Betribsbesteierung ëm 1 % erof, an dëst, fir méi no a Richtung OECD-Duerchschnëtt ze kommen. Aktuell gëtt et nach just zwee OECD-Länner, déi eng Verméigenssteier fir Betriber hunn. Et sinn dëst d'Schwäiz a Lëtzebuerg. An de Regierungsprogramm gesäit keen Ofschafe vun der Verméigenssteier fir Betriber vir.

Mir däerfen an dësem Zesummenhang net vergiessen, dass laut dem World Competitiveness Report vun 2023 Lëtzebuerg u Vitess verluer huet, dräi Plazen am Joer 2023 a siwe Plazen am Joer 2022. Dës Upassung vun der Verméigenssteier fir Betriber ass deemno vu grousser Wichtegkeet, esouwuel fir eise Finanzsecteur wéi fir eis Wirtschaft am Allgemengen.

Här President, komme mer zur Steierklass 1a. E weidere wichtege Punkt aus dësem Gesetzesprojet ass d'Upassung vum steierleche Kader am Fall vun der Trennung vun den Eltere vun engem oder méi Kanner. Bis elo huet ëmmer deen Elterendeel, deen d'Kannergeld kritt huet, de Benefiss vun der Steierklass 1a gehat. Duerch eng Ofännerung am Code des assurances sociales kann d'Kannergeld elo tëschent deenen zwee Elteren opgedeelt ginn. Dës Upassung ass noutwendeg ginn, well ëmmer méi getrennten Elteren op de Wee gi vun enger Autorité parentale conjointe an enger Garde alternée. Doduerjer entsti bei den zwee Eltere méi héich Käschten.

Hei ass elo virgesinn, dass d'Elteren, déi sech trennen, sech mussen eens ginn, wien d'Steierklass 1a kritt a wien net. D'Eltere kënnen och decidéieren, d'Steierklass 1a alljoers ze alternéieren. Falls d'Eltere sech net eens ginn, dann hëlt d'Steierverwaltung eng Decisioun op der Basis vu verschiddene Krittären, an notamment soziale Krittären. Dëst ass eng wichteg Mesür en attendant, dass d'Steierreform kënnt mat enger eenzeger Steierklass fir all Steierzueler. Dës Reform soll jo Enn 2026 virgeluecht ginn.

De Crédit d'impôt barème. Här President, och d'Aféierung vun dësem Crédit d'impôt ass wichteg fir déi Leit, déi duerch d'Ofschafung vum Crédit d'impôt conjoncture no der Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun am Januar vun dësem Joer verluer hunn. Quitte dass et sech ëm ganz wéineg Leit handelt an de Betrag och kleng ass, ass awer e Crédit d'impôt vun 108 Euro vill Geld fir dës Mënschen. Den Déchet fiscal vun dëser Moossnam beleeft sech op 10 Millioune Euro fir d'Joer 2024.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Här President, e leschte wichtege Punkt ass den Ausbau vun der Digitaliséierung. Fir d'CSV ass d'Moderniséierung vum Land besonnesch wichteg, duerfir féiere mir mat dësem breetgefächerte Gesetzesprojet och weider digital Prozeduren an. Dëse Gesetzesprojet féiert den elektroneschen Depot vu verschiddene Steiererklärungen an, esou zum Beispill och a Bezuch op Tantiemen. Doduerjer gëtt d'Liewe vun de Steierzueler op dëse Punkte vereinfacht a si kréie gewëssermoossen eng prozedural Entlaaschtung.

Här President, wa mir also dësen a priori technesche Gesetzesprojet méi genee kucken, dann ass en awer héich politesch. Als CSV wëlle mir eis Leit an eis Betriber stäerken. Dozou gehéiert méi Rechtssécherheet an der Besteierung duerch d'Upassung un déi aktuell Jurisprudenz. Dozou gehéiert och méi Kompetitivitéit bei der Verméigensbesteierung vun de Betriber. An och méi Flexibilitéit bei der Steierklass 1a ass wichteg. E ganz wichtege Punkt ass och de Crédit d'impôt barème, woumadder mir verschiddene Leit geziilt ënnert d'Äerm gräifen. A schlussendlech ass och d'Vereinfachung an der Digitaliséierung e wichtege Facteur.

Aus all dëse Grënn gi mir als CSV-Fraktioun dësem Omnibus-Gesetzesprojet eis Zoustëmmung an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Adehm. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madamm Rapportrice huet alles schonn am Detail elo ganz gutt erkläert, soudass ech net méi op all déi Punkte wäert agoe vun deem Omnibusgesetz, wou mer effektiv technesch Steiersaache mussen änneren.

Ech wollt awer nach eng Kéier op e puer Punkten agoen. Deen Éischten ass emol d'Digitaliséierung. Et ass ëmmer déi lescht Jore vill geschwat gi vun enger verstëbster Verwaltung, wou et net virugeet, wou een alles op Pabeier ofgëtt, wou ee keng digital Dokumentatioun huet. Ech muss feststellen: An der Lescht ass extreem vill geschitt! Déi lescht Jore si vill Formulairen, déi et online gëtt, fir online auszefëllen, an et kommen der ëmmer bäi, wéi och elo zum Beispill, wat Lounsteierdeklaratiounen ugeet, déi scho säit dësem Joer online kënnen dekleréiert ginn an déi mat deem hei Gesetz ab nächstem Joer obligatoresch wäerte ginn, wat natierlech souwuel fir d'Verwaltung wéi awer och fir vill Betriber eng grouss Entlaaschtung wäert sinn. An et kënnt eeben nach derbäi, dass d'Deklaratiounen, wat d'Tantiemen ugeet, och online kënne gemaach ginn.

An dofir kann ech nëmme begréissen, dass den Digitaliséierungsministère weider vill wäert hëllefen, fir dass eis Verwaltungen nach méi fit ginn an deem doten Zesummenhang. Also, meng Fraktioun kann deem hei nëmmen zoustëmmen.

Eng wichteg Ännerung an deem Text ass d'Verméigenssteier, vun där scho vill geschwat ginn ass. Doriwwer hate mer och länger Zäit a kontrovers an der Finanzkommissioun ëfters geschwat.

Ech wëll hei preziséieren, dass mer net un d'Verméigensbesteierung ginn. Um Taux, deen 0,5 % ass vum Nettoverméigen, gëtt näischt geännert. Dat bleift. Also bezilt e Betrib, deen en Nettoverméigen huet vun 100 Millioune, och do säin hallwe Prozent.

Hei geet et ëm eng Ännerung, déi eeben duerch d'Urteel vun der Cour constitutionnelle komm ass, fir eeben d'Mindestbesteierung ze änneren. An do si mer als DP-Fraktioun ganz frou, dass mer nach e bësse méi wäit ginn an dass mer op verschidden Echelone verzichten an deene Betriber hëllefen, déi soss awer bis zu 32.100 Euro Mindestbesteierung hätten, och wa se guer kee Gewënn hätten.

Meng Virriednerin huet et scho gesot: Mir sinn eent vun deenen eenzege Länner op der Welt, déi d'Verméigenssteier hunn, wat d'Betriber ugeet. Et muss een natierlech soen, dass mir déi net bei de Privatpersounen hunn an et effektiv och e grousse Recettëpunkt ass, a kucken: Wat bedeit et, wann een deen dann net méi hätt, quitte dass mir natierlech frou wären, wann en och op deenen ieweschten Niveaue kéint erofgesat ginn, an dat haaptsächlech am Interêt vun der Kompetitivitéit.

Iwwert de Crédit d'impôt barème ass och laang geschwat ginn, a fir ze preziséieren: Dat ass effektiv nëmmen e Kreditt vun nëmmen 108 Euro, well eebe festgestallt ginn ass, dass bei ganz wéinege verschiddene Steierzueler duerch d'Ewechfale vum Crédit d'impôt conjoncture e Minus erauskënnt, dass et net duergaangen ass mat der Adaptatioun vum Steierbarème u véier Indextranchen. An dofir ass dëse

Kreditt just fir 2024 do, an deen ass e Montant vun 108 Euro, 9 Euro de Mount, deen d'Leit kënne méi kréien.

Ech géif just recommandéieren, dass d'Verwaltung dat esou einfach wéi méiglech mécht, well et steet am Text, dass wann ee keng Steiererklärung mécht, een e Formulaire kréie géif fir auszefëllen. Wann ee lo muss op d'Gemeng goen, fir gehollef ze kréien, de Formulaire auszefëlle fir 108 Euro ... Ech géif mer wënschen, dass dat esou einfach wéi méiglech, vläicht souguer digital kéint gemaach ginn, fir dass d'Leit dee Remboursement kéinte kréien.

Da sinn Ännerunge virgeholl gi, wat d'Bedeelegungen ugeet, déi, fannen ech, ganz wichteg si fir Betriber, ob dat elo d'Gesamtbefreiung ass bei Bedeelegungen, wann Dividenderevenuen do sinn, oder den Artikel 115a, wou et ëm 50 % Befreiung sinn, wou mer de Betriber d'Méiglechkeet ginn, hir Steierverloschter ze notze respektiv zu Lëtzebuerg Steier ze bezuelen. Dat ass och eng grouss Avancée, dass mer dat doten de Betriber erméiglechen, fir esou international och besser dozestoen.

Dat, wou mer am meeschten driwwer diskutéiert hunn, dat war effektiv d'Allocation familiale, bei där et elo méiglech gëtt bei der Zukunftskeess, se opzedeelen, wa mer eeben a Situatioune sinn, wou d'Autorité parentale gedeelt gëtt. An do sinn et eeben hei d'Prezisiounen: Wat bedeit dat fir d'Steieren? Ass et do méiglech, dass déi zwee kënnen 1a kréien, dat heescht eng vergënschtegt Steierklass? Do huet d'Verwaltung ganz kloer gesot, dass dat net geet, dass et technesch och schwéier ass, de Gain opzedeelen. Trotz de Kriticken, souwuel vum Staatsrot wéi awer och vun deene meeschte Parteien, ass kloer gesot ginn, dass dat net géif goen. An et muss eeben e Choix gemaach ginn, wien dann elo vun deenen zwee Elterendeeler d'Steierklass 1a kritt.

An dofir ass et och eng vun deene wichtegen, groussen Demandë vun der Demokratescher Partei, déi Individualiséierung ze kréien. Well da géif déi Fro sech vun der 1a a wien se kritt hei net stellen. An déi Leit, déi deem Fall da sinn, déi sech do Froe stellen, kann ech awer berouegen, well mer och nach de Crédit d'impôt monoparental hunn, deen ee ka kréien an deen eropgesat gëtt, mee dat gesi mer dann am Entlaaschtungs-Pak. Respektiv fir deen, deen d'Steierklass 1 behält: D'Charge-extraordinairë pro Kand wäerte vun iwwer 4.000 op iwwer 5.000 Euro goen, soudass et deemno wéi zimmlech op dat selwecht erauskënnt, wien elo 1a an 1 wäert kréien.

Eng eventuell Verschlechterung kéint sinn an deene Familljen, wou zwee Kanner si vun deene selwechten Elteren, wou et soss eebe méiglech war, dass een dat eent Kand bei d'Mamm zum Beispill konnt setzen an dat anert bei de Papp, an dann huet een zweemol 1a gehat. Do steet ganz kloer elo am Text: Kanner vun deene selwechten Eltere kënne just nach bei engem dropstoen. A wann ee sech net eens gëtt, dann ass et do, wou dat eelst Kand ass a wou et dat Joer virdru war.

Och wann do eventuell kéinte liicht Differenze sinn, mengen ech: Wann d'Leit scho bereet waren, sech d'Allocation familiale respektiv d'Autorité parentale ze deelen, si mer iwwerzeegt, dass et genee bei deenen Elteren och kee Problem wäert sinn, eng Eenegung ze fannen, wien dann elo a wéi enger Steierklass wäert sinn. An ech freeë mech och schonn, wa mer an zwee Joer dann déi éischt Projete kréien iwwert d'Individualiséierung, a géif fir de Rescht zu all deene Changementer den Accord vu menger Fraktioun ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goldschmidt. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. D'Rapportrice ass am Detail op dee Projet hei ganz gutt agaang, op déi verschidde Mesüren, déi an deem Omnibusgesetz hei dra sinn. A well et eeben en Omnibusgesetz ass, si verschidde Mesüren dran, déi mer kënne matdroen als LSAP, an anerer, déi mer am Fong net esou gutt fannen.

Ech fänken u mat deem, wat mer am Fong net begréissen, an dat ass déi Mesür zum Impôt sur la fortune, déi sech jo u sech an der Haaptsaach – oder bal nëmmen – op d'SOPARFIe bezitt. Et ass gesot ginn: Dat hei ass eng Upassung un den Arrêt vun der Cour constitutionnelle vum 10. November 2023, dat heescht relativ genee virun engem Joer, déi jo festgestallt huet, dass et eng Diskriminatioun gëtt tëschent SOPARFIen, haaptsächlech deene mat engem klenge Volume de bilan a wou et u sech eng Inegalitéit gëtt par rapport zu de kontributive Fakultéite vun de SOPARFIen.

An déi Solutioun, déi do zréckbehale ginn ass vun der Regierung, ass u sech ze soen, dass ee sech am Fong op dee favorabelsten Zenario soll festsetzen. Dat heescht de Projet de loi proposéiert u sech, deen Dispositif par défaut ze iwwerhuelen, och ouni Referenz op déi 90 % vum Bilan a Finanzaktiva, wat jo dee Krittär war, deen och am Fong problematesch war am Räsonement vun der Cour constitutionnelle. An déi Mesür, déi geholl ginn ass – dat ass beschriwwe ginn –, dat ass u sech, elo nach eng Maximalsteier ze hu vu 4.815 Euro fir SOPARFIen, déi e Bilan hunn iwwer 2 Milliounen Euro, an drënner d'Paliere vun 1.605 Euro fir déi mëttel SOPARFIen, 350.000 bis 2 Milliounen, a 535 Euro bei deene klenge SOPARFIen, mat engem Bilan vun ënner 350.000 Euro.

Den Dechet vun dëser Mesür ass héich. Mir schwätzen hei vun am Ganzen 38 Milliounen Euro. Do gi mer iwwert dat eraus, wat am Fong verlaangt war, fir eng einfach Mise en conformité ze maache par rapport zum Arrêt. Dir sot ëmmer, dass Der kee Goldplating maacht par rapport zu den europäeschen Direktiven, déi op Lëtzebuerg kommen. Abee, hei gesi mer, dass ganz wuel e Goldplating gemaach gëtt par rapport zu engem Arrêt vun der Lëtzebuerger Cour constitutionnelle, an dat am Sënn vum Secteur vun de SOPARFIen.

Dëst ass och, wéi gesot, eng zousätzlech Baisse vun der SOPARFI-Steier. Wann ee kuckt: Fir déi SOPARFIen, déi bis zu 350.000 Euro Bilan hunn, do geet den Taux elo vun 1,38 % erof op 0,45 %. Fir déi, déi eng Millioun Bilan hunn, do geet en erof vun 0,48 op 0,16 %. Also ass dat heite schonn erëm eng Kéier och e bëssen e Kaddo un de Secteur vun de SOPARFIen, wou mer jo wëssen, wat d'Utilitéit ass vun deem Secteur.

Mir wëssen och, dass dat eng wichteg Einnamequell ass: Et ass de Gros vum Impôt sur la fortune. A mir fannen trotzdeem, dass dat net hätt misse sinn. Ech mengen net, dass dat onbedéngt eng Demande war vum Secteur vun de SOPARFIen. Mir kréien elo hei gesot, dass erëm eng Kéier d'Argument vun der Kompetitivitéit invoquéiert gëtt. Mee Dir wësst och gradesou gutt wéi ech, dass dat Argument schonn invoquéiert gouf, wou déi Mindestbesteierung deemools bei de SOPARFIen agefouert gouf.

Deemools war et nach den IRC. Dat ass du iergendwann eng Kéier aus rechtleche Grënn op den ISF geännert ginn. Et ass och invoquéiert ginn, wéi mer et iergendwann eng Kéier eropgesat hunn, an et gëtt och elo erëm eng Kéier invoquéiert, fir dat heiten ze maachen, woubäi d'Erfarung weist, dass allkéiers – souwuel wéi mer déi Steier agefouert hu wéi och wéi mer domadder eropgaange sinn –, wou ëmmer eng Flucht vun Dausende vu SOPARFIe projezéiert ginn ass, am Fong ëmmer genee de Contraire geschitt ass. Dat heescht et sinn ëmmer nach weider SOPARFIen derbäi komm.

Dofir, Här Minister, pardonéiert mer, wann ech Iech dat Argument do net gleewen. Et ass de bonne guerre, dass Der et sot. Mee ech si wierklech net iwwerzeegt dovunner, dass dat och esou stëmmt. Dofir hate mer an der Kommissioun en Amendement bruecht, fir hei eng aner Solutioun ze proposéieren. Mir haten och proposéiert, dee Krittär vun den 90 % vum Bilan a Finanzaktiva falen ze loossen, einfachheetshalber. Mee mir haten natierlech eng ganz aner Solutioun proposéiert, fir u sech eng progressiv Besteierung ze maache vun de SOPARFIen mat engem Bilan vun iwwer 2 Milliounen Euro, ugeleent un deen alen Dispositif, wou mer par paliers besteiert hunn, bis zu effektiv 32.100 Euro fir déi SOPARFIen, déi e Bilan hu vun iwwer 30 Milliounen Euro, dat heescht déi grouss SOPARFIen. An och dat wär keng dramatesch Augmentatioun gewiescht vun der Besteierung vun de SOPARFIen.

Fir Iech e Beispill ze ginn: Bei engem Bilan vun 10 Millioune wär den Taux vun de SOPARFIen do vun 0,04815 % op 0,107 % eropgaangen. A bei engem Bilan vu 500 Millioune wär en 0,0642 % gewiescht, amplaz vu manner wéi 0,01 %. Mir hätte méi Recetten domadder kritt. An déi Promoteuren, déi Investisseuren, déi déi SOPARFIen do halen, hätten ëmmer nach déi selwecht Avantagë gehat, liéiert un dat Instrument vun de SOPARFIen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An, Här President, ech géif och gären deen Amendement, deen an der Finanzkommissioun ofgeleent gouf, elo nach eng Kéier hei erabréngen, fir deen och zum Vott ze bréngen.

Amendement 1

L'article 2 du projet de loi est amendé comme suit :

« Art. 2. Au paragraphe 8 de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ("Vermögensteuergesetz"), l'alinéa 2 est modifié comme suit :

1° Les lettres a) et b) sont remplacées comme suit :

"a) 535 euros au minimum lorsque le total du bilan est inférieur ou égal à 350.000 euros ;

b) 1.605 euros au minimum lorsque le total du bilan est supérieur à 350.000 euros et inférieur ou égal à 2.000.000 euros ;".

2 Il est inséré une lettre c) nouvelle, libellée comme suit :

"c) ~~4.815~~ 5.350 euros au minimum lorsque le total du bilan est supérieur à 2.000.000 euros. et inférieur ou égal à 10.000.000 euros ;".

3° Il est inséré une lettre d) nouvelle, libellée comme suit :

"d) 10.700 euros au minimum lorsque le total du bilan est supérieur à 10.000.000 euros et inférieur ou égal à 15.000.000 euros ;".

4° Il est inséré une lettre e) nouvelle, libellée comme suit :

"e) 16.050 euros au minimum lorsque le total du bilan est supérieur à 15.000.000 euros et inférieur ou égal à 20.000.000 euros ;".

5° Il est inséré une lettre f) nouvelle, libellée comme suit :

"f) 21.400 euros au minimum lorsque le total du bilan est supérieur à 20.000.000 euros et inférieur ou égal à 30.000.000 euros ;".

6° Il est inséré une lettre g) nouvelle, libellée comme suit :

"g) 32.100 euros au minimum lorsque le total du bilan est supérieur à 30.000.000 euros."

3°7° La cinquième phrase est supprimée.

Commentaire :

Avec le projet de loi n 8388, le Gouvernement vise à modifier l'impôt sur la fortune, qui est dû par les sociétés de capitaux opaques.

Actuellement, dans la majorité des cas un impôt sur la fortune minimum (par exception au régime normal de l'impôt sur la fortune) de 4.815 euros s'applique aux sociétés de participation financière, ci-après "SOPARFI", dont la somme des immobilisations financières, valeurs mobilières, créances intra-groupe et avoirs en banque dépasse 350.000 euros et 90 pour cent du total du bilan.

Cet impôt est régressif, étant donné qu'il s'agit d'un forfait qui ne varie pas avec l'augmentation des capitaux propres.

Pour les entreprises qui ne remplissent pas les deux conditions (immobilisations financières, valeurs mobilières, créances intra-groupe et avoirs en banque dépassant 350.000 euros et 90 pour cent du bilan) pour l'impôt minimum forfaitaire de 4.815 euros, un autre impôt minimum par palier s'applique.

Dans l'arrêt n° 185/23 en date du 10 novembre 2023, la Cour constitutionnelle a considéré que l'impôt forfaitaire est contraire au principe d'égalité devant la loi, étant donné qu'il opèrerait une différence de traitement sur le seul critère du dépassement du seuil de 350.000 euros d'actifs financiers, alors que pour l'application de l'impôt minimum par palier le critère est le bilan total. La disposition méconnaîtrait la faculté contributive des contribuables.

Selon la Cour constitutionnelle, en attendant une réforme législative à intervenir, il y a lieu d'appliquer au contribuable payant l'impôt forfaitaire, l'impôt par palier à chaque fois que celui est plus favorable. Le projet de loi reprend ce dispositif en le substituant à l'impôt forfaitaire et à l'impôt par palier en vigueur.

Ceci engendre pour les SOPARFI une réduction de l'impôt comparé au régime applicable avant la décision constitutionnelle, notamment pour celles dont les actifs financiers sont supérieurs à 350.000 euros et inférieurs à 2.000.000 euros.

L'amendement proposé a pour objet d'augmenter l'impôt dû par les SOPARFI à partir du moment où le total du bilan dépasse 2.000.000 euros. Il s'inspire ainsi de l'articulation du barème par palier. Même si la différenciation opérée sur la base de la proportion d'actifs financiers par rapport au total du bilan n'a pas été remise en cause par l'arrêt précité de la Cour constitutionnelle, les tranches successives de l'impôt minimum se fondent sur le seul critère du total du bilan du contribuable, sans prise en considération de la proportion d'actifs financiers détenus par le contribuable par rapport au total du bilan. La suppression du critère de composition du bilan contribue ainsi à la lisibilité et à la simplification de l'impôt sur la fortune.

L'architecture de l'impôt minimum proposée par le présent amendement permet d'éviter le déchet fiscal provoqué par le projet de loi tel qu'il a été déposé. Ledit déchet fiscal, non autrement motivé, est estimé à 38 millions d'euros.

Enfin, suite à l'insertion des points 3° à 6° nouveaux, le point 3 initial devient le point 7 nouveau. »

(s.) Franz Fayot, Dan Biancalana, Taina Bofferding, Claire Delcourt, Paulette Lenert.

Aner Saachen an dësem Projet de loi: Do si mer duerchaus domat d'accord, notamment déi Mesür vum Crédit d'impôt barème. Mir fannen et och richteg, dass eenzel Steierzueler aus de Steierklassen 1a an 2, déi duerch d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun an dat gläichzäiteg Ewechfale vum Crédit d'impôt de conjoncture manner gutt ewechkommen – déi Härtefäll –, u sech opgefaange ginn duerch dee Crédit d'impôt barème. Dat ass jo och eng Mesür, déi just fir d'Steierjoer 2024 elo virgesinn ass. Dat heescht et geet wierklech drëm, déi Leit, déi do manner gutt ewechkommen, op deem Punkt opzefänken. Dat ass eng Mesür, déi mer gutt fannen an deem Omnibus.

Mee Dir hutt och eng weider Mesür hei, déi och, mengen ech, gutt a komplett beschriwwe ginn ass: Dat ass d'Adaptatioun vum Gesetz mat Bezuch op d'Bonification d'impôt fir d'Kanner, wann d'Eltere sech trennen. Hei hate mer och eng länger Diskussioun an der Kommissioun. Mir sinn am Fong hei och alignéiert mat der Propositioun, déi déi Gréng gemaach haten: dat Amendement, dat se virbruecht haten, dat jo u sech drop hinziilt, dass béid Elterendeeler vum Gesamtmontant vun der Hëllef kënne profitéieren an eeben net wéi am Projet do eng Opdeelung tëschent béiden Elterendeeler gemaach gëtt. Éischtens well mer och fäerten, dass hei awer e Spaltpilz a Situatiounen, déi souwisou scho komplizéiert ginn, weider erabruecht gëtt, an zweetens well mer och dat Argument gesinn, dass déi zwou Säiten, wann et e Kand gëtt, dat op déi zwou Säite geet, méi héich Fraisen hunn an doduerch am Fong déi zwee Elterendeeler solle vun där Mesür do kënne profitéieren. An dofir hunn ech och deen Amendement an och déi Motioun, déi sécher och duerno wäert vun deene Gréngen nach méi en détail proposéiert ginn, matënnerschriwwen, well ech dat, wéi gesot, eng gutt Propositioun fannen. An ech mengen, de Minister huet jo do och eng Ouverture gewisen, fir eppes an déi Richtung do ze maachen. Ech hoffen, Här Minister, dass Der dat dann och maacht, fir op dee Wee do matzegoen.

Des Weideren, mengen ech, ass och iwwert d'Digitaliséierung geschwat ginn. D'Digitaliséierung am Beräich vun der Steierverwaltung ass eng ganz gutt an och eng ganz wichteg Saach, déi mer och mat ënnerstëtzen. Dat ass e grousse Chantier. Mir hunn och schonn doriwwer geschwat. An ech begréissen et och, dass Der dat offensiv ugitt, och mat deem neie Steierdirekter. Dat eenzegt, wou ee muss drop oppassen – wéi ëmmer, wann een iwwer Digitaliséierung schwätzt –, dat ass deen Digital Divide, dat heescht dass net verschidde Leit do hänkebleiwen, déi net fit sinn, fir hir Steiererklärung komplett digital ze maachen oder fir dat eebe komplett elektronesch ze maachen, dass een do och Moyene fënnt, fir déi Leit matzehuelen, fir déi ze accompagnéieren, fir se ze coachen. Ech weess net, wéi een et mécht, mee op alle Fall ass dat, mengen ech, eng wichteg Mesure d'accompagnement an deem ganzen Effort.

Här President, ech géif och gären – wéi gesot, vu dass mer an deem Omnibus do villes matdroen, awer net alles – e Vote article par article froen op zwee Artikelen: um Artikel 2 an um Artikel 7 vun dësem Projet de loi. An ech ginn Iech dann och hei déi Demande, déi vu fënnef Deputéierten ënnerschriwwen ass.

(M. Franz Fayot dépose une demande de vote séparé sur les articles 2 et 7 du projet de loi 8388.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Voilà, an ofhängeg dovunner wäerte mer da kucken, wéi mer stëmmen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech bleiwen hei stoen, wéi Der gesitt, well ech hu gemierkt, dass esou zimmlech alles hei gesot ginn ass vu menge Virriedner. A mir schléissen eis am Fong éischter deem un, wat vun der DP a vun der CSV hei gesot ginn ass. A mir wäerten dëse Projet matstëmmen. Voilà, domat hunn ech alles gesot.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hoffen, ech hunn elo all meng Dokumenter hei bei Hand.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här President, fir d'éischt emol, bon, zur Form. Et ass schonn ugeklongen: Omnibusgesetz kléngt ganz gutt, mee dat mécht natierlech, dass elo hei dräi ganz ënnerschiddlech Texter mateneen zum Vott kommen, wat dann och dozou féiert, dass Vote-séparéen ugefrot ginn, wou dann déi eng Mesüre positiv sinn, anerer vläicht manner positiv – Ein Schelm, wer Böses dabei denkt –, well hei gi vläicht e bësse méi populär Mesüren an e bësse manner populär Mesüren zesummebruecht.

Fir d'éischt vläit zu deem, wat mer wierklech positiv fannen a wou de Minister, muss ech soen, och Wuert gehalen huet par rapport zu den Diskussiounen, déi mer viru Méint haten: Mir begréissen de Crédit d'impôt barème, deen déi negativ Impakter vum Ofschafe vum Crédit d'impôt conjoncture bei enger Partie Leit mat niddrege Léin, also grad wierklech deene Leit, déi et am meeschte brauchen, fir d'Joer 2024 kompenséiert. Et geet net ëm héich Montanten. D'Madamm Adehm huet de Montant scho genannt: Et sinn 108 Euro Crédit d'impôt. Mee grad eeben an deene Kategorië vu Revenuen ass et natierlech extreem wichteg. Do kënnt et op all Euro un. Duerfir ass dat eng positiv Saach.

Zur Verméigenssteier fir d'Betriber: Jo, Dir hutt missen handelen. Et gëtt en Urteel vum Verfassungsgeriicht, dat dat verlaangt, well déi schonn zitéiert Decisioun vum Verwaltungsgeriicht de Paragraf vum Gesetz vun 1934, sou wéi 2016 ëmgeännert, als net verfassungskonform jugéiert huet wéint dem Ënnerscheed, dee bei der Verméigenssteier zwëscht SOPARFIen an anere Gesellschafte gemaach gouf. Dobäi – kuerz Remark, an et ass net Är Verantwortung, Här Minister – huet d'Cour net gesot, et dierft een deen Ënnerscheed net maachen. Nee, d'Cour sot an hirem Arrêt, d'Justifikatioun, déi bei esou enger Différence de traitement noutwendeg ass, wier net gemaach ginn. Dat heescht et ass net erkläert ginn, wisou déi Différence de traitement géif gemaach ginn, weeder an de parlamentareschen Aarbechten hei am Haus nach viru Geriicht. Dat ass wichteg, well et ënnerstäicht, datt een, wann een e gutt justifizéiert, wuel kéint en ënnerschiddlechen Traitement virgesinn.

D'Fro ass also, ob Der esou hätt mussen handelen, wéi Der et gemaach hutt, nämlech global déi Verméigenssteier erofzesetzen. An do ass d'Äntwert, denken ech: Nee! Dat war e politesche Choix. No laangen Diskussioune si mer, mengen ech, och zu där Konklusioun an der Kommissioun komm. Et wieren aner Léisunge ginn. Eng dovunner ass déi, déi d'LSAP op den Dësch geluecht huet, déi mer och positiv matënnerstëtzt hunn. An e Choix, deen en Déchet fiscal, dat muss een awer och soen, vun – Äre Schätzungen no – 38 Millioune provozéiert. Vun deenen 38 Millioune ginn der 16 zréck op d'Ëmsetze vum Arrêt an 22, déi kommen awer definitiv derbäi.

5.000 SOPARFIen a 4.600 Sociétés non financières wäerte vun dëser zousätzlecher Baisse hei concernéiert sinn. Mir hätten et léiwer gehat, wann Der den Arrêt mat deem klengstméiglechen Impakt op d'Steierrecetten ëmgesat hätt. An duerfir kënne mir och net mat deem Artikel hei d'accord sinn.

Mir sinn der Meenung, a mir wäerten d'nächst Woch nach d'Geleeënheet kréien, doriwwer ze schwätzen, datt et an deenen onsécheren Zäiten, an deene mer ons befannen – wou wirtschaftlech Prognosen, an dat hu mer gebürend an den Avisen an an den Echangë mat dem CNFP, mat der Cour des comptes, der Banque centrale diskutéiert, extreem schwéier ze maache sinn an et alles anescht wéi garantéiert ass, datt mer à moyen terme wäerten op de selwechten Niveau vu Recettë kënnen zréckgräifen –, net de beschte Moment ass, op déi Recettë vun der Verméigenssteier ze verzichten, zemools wann ee gesäit, wéi d'CSL, d'Salariatskummer, et an hirem Avis schreift, datt d'Verméigenssteier fir Betriber déi eenzeg Betribssteier ass, déi iwwert déi lescht Joerzéngten nach prozentual geklommen ass. Wéi d'Salariatskummer et och relevéiert – well oft gëtt jo op dee faméise Koalitiounsvertrag, dee jo nach net esou al ass, verwisen –, stoung och näischt vun dëser Baisse am Koalitiounsvertrag.

Wat awer positiv ass: De Minister huet an der Kommissioun gesot, et stéing och näischt vum Ofschafe vum Impôt sur la fortune am Regierungsaccord, quitte datt vläicht Verschiddener heibannen déi Iddi ganz sympathesch géinge fannen. Mee op alle Fall ass do mol gesot ginn, dat géing net am Accord stoen. Ech hoffen dann, dass et dobäi bleift.

An nee, mir sinn net prinzipiell dergéint, datt d'Entreprisen ënnerstëtzt ginn an datt mer en attraktive Kader schafen, an deem se kënnen operéieren. Mee esou, wéi dës Regierung et mécht, ënner anerem mat dësem Projet, nämlech mat ondifferenzéierte Steierreduktiounen an ouni eng kloer Richtung virzeginn, ass et net grad zukunftsweisend.

Éischtens well et genausou gutt méiglech gewiescht wier, déi steierlech Entlaaschtungen u Konditiounen ze bannen, wéi zum Beispill wichteg Zukunftsinvestitiounen.

An zweetens, wéi ech grad scho sot, well och de Staat weiderhi muss finanzéiert ginn an och d'Entreprisen dovu profitéieren, wann de Staat déi néideg Moyenen huet, fir an ëffentlech Infrastrukturen ze investéieren oder eist staarkt soziaalt Netz oprechtzeerhalen an domat de soziale Fridden ze sécheren. Dat gëtt an dëser Diskussioun leider oft vergiess.

Meng Virriedner si schonn op aner Punkten am Text agaang. Ech wollt mech elo nach mat engem Punkt beschäftegen, iwwert dee mer jo effektiv scho vill diskutéiert hunn. Et ass och e Punkt – och dat wëll ech awer preziséieren –, deen Der iwwerholl hutt vun der viregter Regierung. Dat heescht dat si keng Kriticke politescher Natur un iergendengem. Et ass och opgrond vun de Remarke vum Staatsrot am Avis, dass déi Fro iwwerhaapt opkomm ass.

Ëm wat geet et? Zënter 2022 kann d'Kannergeld tëscht den zwee getrennten Elterendeeler opgedeelt ginn. Dat leeft schonn net ëmmer esou glimpflech of. Ech hu mech elo an der Lescht e bësse renseignéiert. D'Affekote soe mer, do géife wierklech Problemer domat existéieren. An do hänken och nach ganz aner Froe ronderëm, notamment och bei de Chèque-servicen. An do gëtt et wierklech quokeleg Situatiounen.

Bis 2022 war et esou, datt deen Elterendeel, deen d'Kannergeld krut, och den 1a krut. Vu datt dat awer elo kann opgedeelt ginn, huet missen eng nei Léisung komme fir d'Attributioun vum 1a.

Aneschters awer wéi beim Kannergeld ass beim 1a kee Splitting vun deem Avantage virgesinn. An et ass och net virgesinn, wéi mir et an engem Amendement proposéiert haten, datt béid Elteren, déi elengerzéiend sinn, kënnen an den 1a kommen.

Mee wisou hu mer et proposéiert? Et ass schonn ugeklongen. Majo well eng Trennung, wou e Kand alternéierend bei deem engen a bei deem anere wunnt, dat heescht eng Woch iwwert déi aner – dat ass oft déi Solutioun, déi zréckbehale gëtt –, do musse béid Elteren eng grouss genuch Wunneng hunn. Si mussen eng Mobilitéit hunn, déi ugepasst ass. Si hunn oft d'Kleeder a Spillsaachen an esou weider zu 100 % bei sech doheem. Dat heescht d'Belaaschtung ass fir béid Elterendeeler grouss. A mir denken, et wier net vu Muttwëll, en attendant d'Individualiséierung, déi jo ënnerwee ass, mee nach net do ass, wa béid Eltere kéinte vum 1a profitéieren.

Et kënnt nach derbäi, datt mer hei den Elteren, déi scho vill ze reegelen hunn a vill Konfliktpotenzial hunn an déi och dës Résidence alternée kënne vum Geriicht imposéiert kréien, en zousätzleche Risk fir Streidereie ginn, d'autant plus, well et hei ëm e Batz Sue goe kann. A Streidereien no enger Trennung gëtt et genuch. Déi ginn zulaaschte vun de Kanner.

Donieft stellt sech och fir mech déi ongeléiste Fro, wéi d'Verwaltung am Sträitfall wierklech wëll hei eng Decisioun huelen, wien dann elo déi Steierklass 1a kritt. Et si vill Froen, déi opstinn.

Ech hat Amendementen an der Kommissioun deposéiert, déi ech och nach eng Kéier dobäi hunn. Mee Dir hat eng Ouverture gewisen an der Kommissioun, dass Der géingt kucken, no enger Léisung ze sichen. Duerfir hunn ech och eng Motioun matbruecht an d'Amendementen.

Meng Demande wär: Mir géifen d'Motioun fir d'éischt zum Vott bréngen, virum Vott iwwert d'Gesetz. Wann dann d'Majoritéit géif mat op dee Wee goen, d'nächst Joer no enger Solutioun ze sichen, da géif ech d'Amendementen, wou effektiv den Här Fayot esou léif war, se mat ze ënnerschreiwen, erëm zréckzéien. Ech weess, et gëtt vill Hin an Hier haut bei de Votten. Mee dat wär meng Propos.

Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 1

« Traitement fiscal des parents lors d'une résidence alternée »

La Chambre des Députés,

considérant

– le projet de loi n° 8388 qui prévoit que lorsqu'un enfant vit en résidence alternée sous le toit de deux personnes exerçant conjointement l'autorité parentale, seule une personne se voit accorder le droit à la modération d'impôt visée à l'article 122 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et que par conséquent, seule une personne est classée en classe d'impôt 1a ;

– le projet de loi n° 8388 qui prévoit par ailleurs que, si au cours de l'année d'imposition précédente, l'enfant appartenait ou bien au ménage des deux parents en raison d'une imposition collective, ou bien au ménage d'aucun des parents, il est censé appartenir au ménage de celui de ses parents qui sera désigné conjointement comme bénéficiaire de la modération d'impôt ;

– qu'une résidence alternée d'un ou plusieurs enfants signifie que les deux parents doivent supporter des coûts supplémentaires, notamment en ce qui concerne leur logement ;

– que la prise de décisions communes par rapport au traitement fiscal des parents risque d'être difficilement applicable en pratique pour un couple récemment séparé ;

– que le Gouvernement veut proposer un projet d'individualisation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, abolissant ainsi les classes d'impôt actuelles en les remplaçant par une classe d'impôt unique,

invite le Gouvernement

– à proposer en 2025 une solution complémentaire à celle prévue par le projet de loi n° 8388 en ce qui concerne le traitement fiscal du 2e parent lors d'une résidence alternée, p. ex. en accordant le droit à la bonification d'impôt aux deux parents.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard, Franz Fayot, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

Amendements 2 et 3

Le projet de loi n° 7650 tel qu'amendé par les amendements gouvernementaux du 18 juillet 2024 (doc. parl. 8388/03), ci-après « le projet de loi amendé » est modifié comme suit :

Amendement 1 concernant l'article 6

À l'article 6 du projet de loi amendé, le paragraphe 9 est remplacé comme suit :

« (9) Lorsqu'un enfant vit alternativement, en raison d'une résidence alternée, sous le toit de deux personnes qui exercent conjointement l'autorité parentale, il est censé appartenir aux fins de l'attribution de la modération d'impôt visée à l'article 122 aux ménages des deux contribuables. Si au cours de l'année d'imposition précédente, l'enfant appartenait ou bien au ménage des deux parents en raison d'une imposition collective au sens des articles 3, 3bis ou 157ter ou d'une imposition individuelle suivant l'article 3ter, alinéas 2 et 3, ou bien au ménage d'aucun des parents, il est également censé appartenir aux ménages des deux parents. »

Commentaire :

Le texte proposé par les amendements gouvernementaux du 18 juillet 2024 prévoit que, lorsqu'un enfant vit en résidence alternée sous le toit de deux personnes exerçant conjointement l'autorité parentale, seule une personne se voit accorder le droit à la modération d'impôt visée à l'article 122 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Par conséquent, selon l'article 119 de la loi précitée, seule une personne est classée en classe d'impôt 1a.

De surcroît, le projet de loi amendé prévoit que, si au cours de l'année d'imposition précédente, l'enfant appartenait ou bien au ménage des deux parents en raison d'une imposition collective, ou bien au ménage d'aucun des parents, il est censé appartenir au ménage de celui de ses parents qui sera désigné conjointement comme bénéficiaire de la modération d'impôt.

D'abord, il convient de souligner qu'une résidence alternée d'un ou plusieurs enfants signifie que les deux parents doivent supporter des coûts supplémentaires, notamment en ce qui concerne leur logement. Face à cette réalité, l'attribution d'une modération d'impôt à seulement un des deux parents semble peu cohérente.

De plus, la disposition qui prévoit que les parents désignent conjointement le bénéficiaire de la modération d'impôt risque d'être difficilement applicable en pratique, sachant qu'il s'agit en effet d'un couple peut-être récemment séparé qui est amené à prendre une décision conjointe.

Pour ces raisons, il est proposé d'accorder la modération d'impôt au même titre aux deux parents.

Notons encore que, considérant la volonté du Gouvernement d'avancer avec un projet d'individualisation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, il s'agit ici d'une disposition transitoire en vue de cette individualisation qui aura comme conséquence la suppression des classes d'impôt.

Amendement 2 concernant l'article 7

À l'article 7 du projet de loi amendé, l'alinéa 2, lettre c), est remplacé comme suit :

« c) Sans préjudice des dispositions de l'article 3ter, dans tous les cas où il n'y a pas imposition collective des parents,

le droit à la bonification est accordé aux deux parents. Si l'enfant appartenait au ménage des deux parents, le droit à la bonification est également accordé aux deux parents. »

Commentaire :

Suivant le même raisonnement exposé dans le commentaire de l'amendement 1, il est proposé d'accorder le droit à la bonification aux deux parents.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard, Franz Fayot, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Da probéiere mer, dat duerno organiséiert ze kréien. Merci, Madamm Tanson. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et gouf scho gesot a bemängelt, datt mer et hei erëm mat engem sougenannten Omnibusgesetz ze dinn hunn. Den nächste Projet de loi ass nach méi Omnibus, wann een esou wëll. Et ass wierklech net onbedéngt ganz glécklech an et ass keng Praxis, déi ee misst perpetuéieren, fanne mer och. Et ass och net ganz fair par rapport zur Oppositioun, well an esou engem Gesetzesprojet relativ positiv Saachen, duerno ganz negativ Saachen dra sinn. Bon, dat ass och eng Question de point de vue, mee hei schwätze mer engersäits vun engem Crédit d'impôt, deen de Crédit d'impôt conjoncture kompenséiert. Dee gëtt agefouert. Mir schwätze vun der Bonifikatioun bei der Garde alternée. A mir schwätze vun der Besteierung vun de SOPARFIen. Also wierklech, mir sinn do a ganz verschiddene Welten.

Bon, dofir, il y a à boire et à manger. Mee och wann et eng Partie Saache gëtt, global gesinn, bei dësem Projet de loi, geet et net duer, fir d'Mouk ze schlécken. Dofir wäerte mer en l'état deen heite Projet de loi och net matstëmmen.

Fir d'éischt zu den Ännerunge bei der Besteierung vun de Bréifkëschtefirmen, fir déi mol esou richteg ze nennen a fir e bëssen nach un den Här Asselborn ze denken. Do geet et jo ëm déi berüümte Grimmelen, déi d'Bréifkëschtefirmen an eisem Land leie loossen. An et gouf scho gesot: Den Arrêt vum Verfassungsgeriicht vum November 2023 huet jo gesot, datt et verfassungswiddreg wär, datt et zwee Mindesttauxe gëtt bei der Verméigenssteier bei deene Societéiten an datt dofir d'Societéite just nach dee méi niddregen Taux missten applizéieren, well dat jo e méi favorabele wär. Dat ass jo normal.

Bon, duerno ass et un der Regierung, dat ze änneren. Dat gouf och scho gesot. An d'Regierung huet an eisen Aen och net dee richtege Choix gemaach. Ech hat och eng Question parlementaire gestallt deemools, also virun engem Joer, wéi deen Arrêt koum, fir och ze wëssen, wéi vill dat de Staat géing kaschten ouni Gesetzesännerung. Do war nach keng Gesetzesännerung. An do krut ech als Äntwert: 16 Millioune Euro.

Elo hätt d'Regierung jo kënnen dee méi niddregen Taux eropsetzen, fir dee Manque à gagner fir de Staat nees réckgängeg ze maachen, zemools well déi Tauxe säit 2016 u sech ni méi ugepasst goufen. Mee nee, d'Regierung notzt déi Geleeënheet einfach emol, fir den Taux nach weider erofzesetzen, mam Resultat, datt dat Ganzt de Staat elo net just 16 Millioune wäert kaschten, mee 38 Millioune pro Joer, woubäi et ënner Ëmstänn och vläicht nach méi deier gëtt, well déi Berechnunge vum Finanzministère zum Déchet fiscal an der Tëschenzäit, mengen ech, mat Virsiicht ze genéisse sinn. Dat wäerte mer beim nächste Projet de loi d'ailleurs och gesinn.

Mee ech mengen, et muss een och e bësse méi kloer weisen, wourëms et hei geet. Et geet jo net ëm d'Besteierung vum Coiffer um Eck. Et geet ëm Gesellschaften, déi e Bilan hunn, zum Beispill ... Eng Gesellschaft, déi zum Beispill 2 Millioune Euro am Bilan hat, misst mam aktuelle Minimaltaux 5.350 Euro bezuelen. Dat ass och net d'Welt. Elo mam proposéierte Minimaltaux si mer op 4.815 Euro. Eng Gesellschaft, déi e Bilan huet vun 10 Millioune Euro, huet soss missen e Minimaltaux vun 10.700 Euro bezuelen. Elo si mer op deem selwechte Minimaltaux wéi virdrun: 4.815 Euro. Dat selwecht fir eng Societéit, déi 15 Millioune am Bilan huet: Déi huet fréier 16.050 Euro misse bezuelen an elo weiderhi 4.815. An et geet sou weider. D'selwecht fir eng Gesellschaft mat 20 Millioune Euro am Bilan, fir eng mat 30 Millioune Euro am Bilan: allkéiers nëmme 4.815 mickreg Euro bei de Steieren. Dorëms geet et!

Et ass also nach e ganz zolitte Steierkaddo, zemools fir déi grouss Holdingen. Déi Sue wäerten op där anerer Säit der Allgemengheet, eis, dem Staatsbudget feelen. Mee et ass net just dat: Et mierkt een hei, datt dës Regierung d'Aueren a Saache Finanzplaz nees wëll zréckdréinen, wéi een dat och nach bei aneren Artikele kéint gesinn.

Dat Geschäftsfeld mat der Steiervermeidung fir d'Multinationallen hat eist Land an der Vergaangenheet an de Schmuddeleck bruecht, Stéchwuert LuxLeaks. An obwuel dat ni gestoppt gouf an ni opgehalen huet, hat d'Dräierkoalitioun awer zumindest verstanen, den Här Gramegna, datt een domadder net méi sollt iwwerdreiwen. En ass och ëmmer e bëssen ugegraff ginn an der Finanzkommissioun deemools. An et goufen och eng ganz Rei Ustrengungen ënnerholl, fir eis aus deem Schmuddeleck nees halefweegs erauszekréien.

Elo schénge mer erëm nees zréckzegoen op déi Politick vu virdrun nach, wéi den Här Frieden nach Finanzminister war. D'Acteure vun der Finanzplaz hunn nees en direkten Drot an d'Regierung an et gëtt nees mat alle Mëttele probéiert, dës Zort vu Business ze pushen, souwuel mat Steiersenkunge wéi och mat méi oder manner dubiéise Gesetzesännerungen. An dat grad an engem Moment, wou op internationalem Niveau eng Initiativ no där anerer lancéiert gëtt, fir de Problem vun der Steiervermeidung vun den Entreprisen endlech an de Grëff ze kréien. Also, Zukunftspolitick ass dat net!

Här President, ech wëll dann nach e puer Wierder verléieren – do si mer da bei engem ganz anere Sujet – zum Crédit d'impôt barème. Zum 1. Januar 2024 ass jo de Crédit d'impôt conjoncture, deen am Kader vun der drëtter Tripartitt decidéiert gouf, ausgelaf a gläichzäiteg ass dunn nach déi Berengegung vum Barème ëm 4,5 Indextranchë komm, soudatt de Staat normalerweis ausgeglach huet.

Mee anscheinend huet d'Regierung gemierkt, datt dobäi eng kleng Unzuel vu Leit an de Steierklassen 1a an 2 finanziell eppes verluer hätten. D'Regierung schreift jo och am Exposé, datt et do ëm wéineg a ganz spezifesch Fäll géing goen an ëm niddreg Montanten. Et geet do och ëm Leit a ganz niddrege Revenusklassen, déi manner wéi de Mindestloun verdéngen. An dofir gëtt elo exceptionnellement – exceptionnellement fir d'Joer 2024 – Crédit d'impôt barème vun 108 Euro agefouert, déi déi Mënschen nees zréckkréien.

Mir sinn natierlech och derfir, mir begréissen dat, et ass just e bësse komesch, datt d'Gewerkschafte vun deene Fäll näischt schéngen ze wëssen, well an hirem Avis freet d'Chambre des Salariés sech, wien dann do betraff ass a wéi vill Leit dat sinn. Si freet sech och, wat d'Ursaache sinn a firwat dat just am Joer 2024 soll sinn.

Donieft muss een och soen, datt déi betraffe Persounen dee Crédit d'impôt net automatesch kréien – dat gouf och vun engem Virriedner gesot, vum Här Goldschmidt –, mee datt se eng Demande musse maachen, wat d'Zuel vu Beneficiairen nach eng Kéier zousätzlech wäert limitéieren. Do muss een natierlech hoffen, datt et e bësse méi einfach gëtt, fir datt déi Leit och an de Benefiss vun dësem Crédit d'impôt kommen.

Mee, wéi gesot, trotz deene Mesüre si mer der Meenung: Mir kënnen net akzeptéieren, datt de Lëtzebuerger Staat erëm esou vill Steierkaddoen un Holdinge mécht, u SOPARFIe mécht. Dat ass guer net justifiéiert. Et geet net ëm d'Kompetitivitéit vun eise Betriber. Et soll een ophalen, esou Saachen ze soen. Dofir wäerte mer awer och nach weiderhin en l'état dergéint stëmmen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Da wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner domadder ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert, Här Finanzminister.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Jo, 15 Minutten, Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt ufänken, andeem ech der Rapportrice Merci soe fir e prezise Rapport, dee se gemaach huet, an engem Dossier, deen net esou einfach duerzestellen ass. Ech wéilt awer och der ganzer Chamber Merci soe fir deen objektiven Debat, dee mer haten, deen Debat, wou jiddwereen eigentlech seng Positioun argumentéiert huet. An ech wëll do besonnesch den Här Franz Fayot ervirsträichen. Et ass ëmmer séier gesot: „Se hunn Amendemente gemaach", mee ech souz och laang – zéng Joer – an der Oppositioun. Wann een en Amendement mécht, muss ee fir d'éischt emol d'Matière verstoen an et muss een och wëssen, wat ee wëllt. An et muss een et dann och nach prezis ausdrécken. Duerfir villmools merci, och wann ech – an dat musst Der verstoen – vläicht an dem Fong net mat Ärem Amendement averstane sinn. Mee ech soen Iech duerfir Merci.

An dat selwecht soen ech och vis-à-vis vun der Madamm Tanson, déi och nach eng Kéier hei en séance publique op eng Problematik opmierksam gemaach huet, wou natierlech de Gesetzgeeber – dat ass un éischter Stell d'Regierung, mee och d'Chamber – muss kucken, eng Reegel ze fannen. Dat ass déi vun der sougenannter Garde alternée.

De Chamberspresident huet mer gesot, dass ech 15 Minutten hunn. Ech wëll awer kucken, souwäit wéi méiglech op alles dat, wat opgeworf ginn ass, ze äntwerten. An duerfir erlaabt mer, e bëssen am Telegrammstil virunzefueren.

Éischtens: Jo, et ass en Omnibusgesetz. Mee dat Omnibusgesetz ass net e gewolltent Omnibusgesetz. Et sinn einfach eng Rei vu Moossnamen, déi mer hu missen huelen, wéi Der gesot hutt: de Crédit d'impôt barème, wéi déi Geschicht mat dem Urteel vun der Verméigenssteier, wéi de Problem vun der Garde alternée, wou mer eng Opposition formelle vun dem Conseil d'État kruten.

Duerfir wéilt ech op zwee Haaptpunkten agoen. Dat ass d'Verméigenssteier vun de Betriber. Ech sinn der Madamm Tanson eigentlech dankbar, dass se nach eng Kéier gesot huet: „Ech maache keng Scholdzouweisungen." Dat ass ënnert d'Mandatsperiod vun

enger fréierer Regierung gefall, mee et ass guer keng Scholdzouweisung. Mee déi Analys, déi se gemaach huet, déi ass richteg.

Et hätt vläicht net onbedéngt missen zu däser legislativer Adaptatioun kommen, wann am Kontext vun deem Prozess argumentéiert gi wär, firwat dass ee SOPARFIen aneschters behandelt wéi aner Gesellschaften. Well de fundamentale Problem ass jo deen: Geet et duer, ze soen, ech hätt eng ongläich Behandlung, wann ech Finanzaktivaen a mengem Bilan stoen hunn oder anerer? An et hätt een do vläicht eng Argumentatioun fonnt, fir ze soen: „Majo, ‚Finanzaktiva' huet eng aner Konnotatioun an duerfir hunn ech eng Trennung, déi an dem besteeënde Gesetz vu virdru war an déi objektiv och novollzéibar war."

Bon. Mir sinn iwwert dee Stadium eraus. D'Urteel ass komm an dunn hu mer dat missen adaptéieren. Dat war de Wëllen an ech soen dat och ganz kloer. De politesche Wëlle vun der Regierung war, éischtens, de System an dem Liicht vun dem Arrêt vun dem Verfassungsgeriicht ze änneren, zweetens, en effikassen an einfache System bäizehalen an, drëttens, an dat soen ech ganz kloer, d'Minimalbesteierung vun de SOPARFIen net an d'Luucht ze setzen. Dat waren déi dräi Premissen, wou mer gaange sinn. An duerfir ass och dat hei derbäi erauskomm.

Jo, et ass richteg, dass am Endeffekt en Deel vun de SOPARFIen an am Endeffekt och en Deel vun Net-SOPARFIe manner Steieren heiduerch bezuelen. Dat huet awer och e kloert Signal. Dës Regierung ass ugetrueden an se huet dat offe gesot: „Jo, mir stinn zu enger Kompetitivitéit vun eise Betriber, jo, mir stinn zur Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz", an duerfir hu mer net an engem éischte Joer direkt esou eng Steier wéi déi do einfach an d'Luucht gesat, well mer der Meenung waren, dat wier eng falsch Signalwierkung an déi wier och net an der Linn mat där Ausriichtung, déi dës Regierung – dat ass och e politesche Choix – geholl huet an déi eng Majoritéit an der Chamber och ënnerstëtzt.

E weidert Wuert zu dem Déchet fiscal. Richteg ass, dass de gesamten Déchet fiscal, sou wéi e vun der Steierverwaltung ausgerechent ass, bei däser Moossnam ëm 38 Milliounen Euro läit, mee, an d'Madamm Tanson huet déi Nuance gemaach, vun deenen 38 Millioune sinn der 16, loosse mer soen, déi mer souwisou hätte missen adaptéieren, an da bleiwen déi aner 22. Jiddwereen huet do seng Liesaart an ech respektéieren déi selbstverständlech.

Ech wëll awer just eng Kéier soen, firwat dass mer hei Uecht drop ginn hunn, net an engem éischte Joer direkt eng falsch Signalwierkung an eiser Hinsicht ze maachen an d'SOPARFIs-Steier einfach an d'Luucht ze setzen. Mir mussen awer wëssen, dass d'SOPARFIen 2023 zesumme mat de Banken an de Managementsgesellschaften – haalt Iech gutt un – 91,3 % vun der Kierperschaftssteier bezuelt hunn!

An duerfir, mengen ech, war et net ganz richteg, Här Wagner, wéi Der gesot hutt: „D'Verméigenssteier ass déi eenzeg Steier, déi just nach vun de Betriber bezuelt gëtt", well d'Privatpersoune bezuelen effektiv keng méi zanter 2006.

(Interruption)

Dach, et huet een ...

(Interruption)

Dach, et huet ee virdru gesot, dass dat déi eenzeg Steier wier, déi nach an d'Luucht géif goen, déi d'Betriber géife bezuelen. An déi 91,3 % vun der Kierperschaftssteier, soll ech Iech mol eng Kéier soen, wat dat ausmécht? Dat sinn 1,73 Milliarden Euro. An duerfir kënne mer déi awer e bësse Mëllechkou net einfach schluechten.

An d'SOPARFIen aleng bezuelen iwwer 800 Milliounen Euro Verméigenssteier. An dës Regierung – dat ass e klore politesche Choix – steet zu der Previsibilitéit an och zu der Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

Bei dem Crédit d'impôt barème, do hu mer Wuert gehalen. Et ass eis effektiv opgefall, wéi mer deene véier Indextranchen an der Steiertabell am Januar 2024 Rechnung gedroen hunn, dass eenzel Leit eigentlech eng Méibelaaschtung hunn, well do de Crédit d'impôt conjoncture vun 2023 ewechgefall ass. Och wann d'Madamm Tanson gesot huet: „Et geet ëm 108 Euro d'Joer, dat ass net vill." Mee fir déi Leit, déi drënnerfalen, ass et vill. An et wier e falscht Signal, wa mer géinge soen: „Mee et si grad déi Leit, déi net vun deene Steiererliichterunge profitéieren." Duerfir hu mer och dat technescht Mëttel bäibehalen. Ech sinn och frou, dass dat eng grouss Zoustëmmung an däser Chamber fënnt.

Da kommen ech nach op de Punkt vun der Garde alternée. D'Garde alternée geet eigentlech op d'Opspléckung vum Kannergeld, wat ech eng sënnvoll Moossnam fannen, zréck. An et ass deen einfachen Automatismus, dee war: Wien d'Kannergeld kritt, dee kritt an enger getrennter Koppel, fir dat esou ze nennen, automatesch d'Steierklass 1a. Dat geet net méi esou einfach.

An duerfir hu mer missen eng Léisung fannen, déi der Objektioun vum Conseil d'État par rapport zu där Léisung, déi déi fréier Regierung nach ganz zum Schluss vun hirer Mandatsperiod fonnt hat, Rechnung dréit.

Ech soen Iech riichteraus: Dat, wat mer haut hei ofstëmmen, ass net perfekt. Mir hunn awer kuerzfristeg net eng aner Léisung fonnt. Et ass also eng pragmatesch Approche, fir elo kuerzfristeg eng Léisung ze sichen.

De Punkt ass deen, dass ech net jiddwerengem kann d'Steierklass 1a ginn, och wann ech en Deel vun den Argumenter verstinn: Wat sinn d'Chargen, wann ech eng Garde alternée hunn? Dat heescht wann d'Kand oder d'Kanner deelweis bei deem engen Elterendeel sinn an deelweis bei deem aneren Elterendeel, muss ee sech infrastrukturméisseg, mam Auto an anerwäerts, jo och esou ariichten, dass een dat iwwerhaapt an der Praxis ka gewärleeschten. Mee et ass awer en Ënnerscheed, well mir hunn ee Kannergeld. Wann dat gespléckt gëtt, ass et nach ëmmer ee Kannergeld.

Wann ech awer jiddwerengem d'Steierklass 1a ginn, da ginn ech eigentlech, par rapport zu enger normaler Situatioun, en Avantage fiscal, deen doriwwer erausgeet. Do kënnt Der aneschters argumentéieren. Dat war op jidde Fall déi Logik, déi mir verfollegt hunn, fir déi heite Léisung ze fannen.

Ech wëll awer eppes soen. Mir hunn eis souguer no der Chamberskommissioun nach Gedanke gemaach an ech hu bei der Steierverwaltung d'Confirmatioun kritt, dass et méiglech ass, de Genoss vun der Steierklass 1a alternativ vun engem Joer op dat anert ze wiesselen. Dat heescht ech kann am Joer x engem d'Steierklass 1a ginn – soe mer dem Partner A an enger Koppel –, an ech kann am Joer x+1, dat heescht dat Joer duerno, dem Partner B d'Steierklass 1a ginn. Dat ass net eng definitiv Léisung, mee et ass awer e Léisungsusaz, deen zum Beispill an enger Convention de divorce ..., do gëtt jo villes gereegelt. Dir wësst, wann den Droit de visite gereegelt gëtt: An den Années paires kritt, ech weess net, iwwert d'Fuesent, Péngschten an d'Allerhellegevakanz deen ee Partner d' Kand an an enger Année impaire dréint dat. Och dat, mengen ech, kéint een an enger Convention de divorce oder an engem Urteel aktéiere loossen, soudass den Avantage vun der Steierklass 1a – entre guillemets –, kéint alternativ bei deen een an alternativ bei deen anere goen.

Richteg ass och, dass mer definitiv de Problem eréischt léisen, wa mer déi Individualiséierung vun der Besteierung an enger Partnerschaft reegelen. Dozou hunn ech mech engagéiert an dozou stinn ech och. An ech sinn och gudde Mutts, dass mer am Laf vum nächste Joer mat éischte Proposen, net engem fäerdege Gesetzesprojet, mee mat éischte Proposen, esou wéi mer dat versprach hunn, an d'Chamberskommissioun kommen, fir dat duerzeleeën.

De Punkt ass dee vun Ärer Motioun. Jo, ech hunn dat Engagement geholl. Déi alternativ Reegelung vun 1a dat eent Joer an dat anert Joer – dat hat ech Iech an der Kommissioun gesot – ass näischt Neits. Dir decidéiert, ob Der déi Motioun zur Ofstëmmung komme loosst. Ech stinn zu menge Wierder. Ech soen Iech dat. Ech wëll awer hei net iwwer eng Motioun gedréckt ginn als Finanzminister, fir dann eppes ze proposéieren, an herno géif dat zum Beispill beim Conseil d'État net goen. Ech engagéiere mech mëndlech fir dat. Mee et ass un der Chamber, ze decidéieren, ob se da wëllt déi Motioun do stëmmen oder net.

Ech wëll awer nach zum Schluss eppes soen. Dat ass de Schmuddeleck. Neen! Wa mir déi Léisung hei um Niveau vun de SOPARFIe geholl hunn, wou mer gesot hunn: „Mir setzen déi Steieren net an d'Luucht, mee mir halen déi Minimalbesteierung fir d'SOPARFIe bei 4.815 Euro fest", dann ass dat net, fir Lëtzebuerg erëm an e Schmuddeleck ze drécken.

Dës Regierung steet zu dem Engagement, dat geholl gouf, fir dass déi Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg propper ass. Well et ass guer net am Interêt vun der Finanzplaz, dass se an e Schmuddeleck gedréckt gëtt, aus deem ganz einfache Grond, dass wann d'Reputatioun vun der Finanzplaz do an d'Spill kënnt, da kee méi heihinner kënnt. Mee et muss awer trotzdeem erlaabt sinn, dass mer kucken, déi Finanzplaz esou opzestellen, dass se an der Welt ugesi gëtt, dass se previsibel ass, dass politesch Stabilitéit zu Lëtzebuerg ass. Dat ass och e weesentlecht Argument, besonnesch an dësen Zäiten.

An et ass wichteg, dass ee gesäit, dass dës Regierung gewëllt ass, en Ëmfeld ze schafen, wou och nei Aktivitéiten zu Lëtzebuerg sech kënnen developpéieren. Dat brauche mer fir d'Land. Dat brauche mer fir d'Ausriichtung vun eiser Finanzplaz. An ech mengen – an d'nächst Woch diskutéiere mer jo iwwert de Budget –, dass dat sech och net esou negativ op d'Recetten, virun allem d'Steierrecettë vun däser Regierung, auswierkt.

Duerfir maache mir keng Politick mat Ideologie. Mir maachen och keng Politick mat Klassekampf, mee mir maachen eng Politick mat Pragmatismus an eng pragmatesch Approche vun däser Regierung. Dat ass dat, wat ech dozou ze soen hunn an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption par M. Marc Baum)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Finanzminister och villmools Merci. Et ass ...

(Interruption par M. David Wagner)

Ech hunn nach eng Demande, fir eng Fro ze stellen. Ass dat esou? Den Här Finanzminister muss mer just soen, ob e se unhëlt. Den Här Wagner wëllt eng Fro stellen.

(Assentiment)

Dir maacht dat, Här Finanzminister. Här Wagner, ganz kuerz, well am Fong hutt Der keng Riedezäit méi.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ok. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dofir kuerz.

M. David Wagner (déi Lénk) | Et ass och eng kuerz Fro. Dir sot jo, u sech wier den Ausléiser fir deen neie Mindesttaux vun der Besteierung bei de SOPARFIe jo en Urteel vum Verwaltungsgeriicht, dat seet: „Dir musst Iech eens ginn." Also, et kann net sinn, datt et zwee Mindesttauxe sinn. Dofir, bon, elo dee Favorabelsten. An dat huet duerno d'Regierung gedriwwen. Esou oder esou huet d'Regierung missen handelen. Dat ass jo och richteg. An do gëtt et e politesche Choix, deen ee ka maachen. Dat heescht et kann een, wéi ech virdru gesot hunn, deen aktuelle Mindesttaux bäibehalen, dee méi héich ass wéi deen, deen Dir elo virschlot, deen iergendeng Kéier ophält eropzegoen an dee wierklech ganz kleng ass. Dat heescht hätte mer dat net gemaach ... Well Dir sot zu Recht, jo, datt d'SOPARFIe wierklech vill zur Kierperschaftssteier bäidroen. Hätte mer et bei deem aktuelle Mindesttaux gehalen, dee méi héich ass, deen awer och elo net d'Welt ass, wiere se da fortgelaf? Wier et wierklech ..., well wann den Ausléiser souwisou en Urteel war an net onbedéngt den Drock, wat wier da geschitt?

(Interruption par la présidence)

Une voix | Kuerz!

M. Claude Wiseler, Président | Wann dat do elo eng kuerz Fro war, ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Déi war kuerz, jo.

M. Claude Wiseler, Président | ... da waarden ech net op Är laang Froen.

(Hilarité)

Sou, Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Also, Här Wagner, mir hunn do eng ënnerschiddlech politesch Meenung. Dat ass och gutt esou an dat gehéiert zu enger Demokratie. Wann dës Regierung ugetrueden ass, andeem se gesot huet: „Mir hätte gäre méi Kompetitivitéit vun de Betriber, mir hätte gären eng attraktiv Finanzplaz", well dat weider Recettë generéiert a mer mat deene Recetten och eis Sozialausgabe finanzéieren – 47 % vun eisem Budget, dat gesitt Der d'nächst Woch, d'Madamm Cahen huet dat ganz am Detail studéiert, sinn nun emol d'Sozialausgaben –, dann ass dat en Deel vun der Approche, déi dës Regierung hëlt.

Wann ech kucken – an ech soen dat ganz éierlech –, wat an der Belsch, wat a Frankräich, wat an anere Länner ronderëm eis ass ... Et ass net gutt, dass ee keng politesch Stabilitéit an engem Land huet. An dat soziaalt Zesummen, dat soziaalt Gefüge vu Lëtzebuerg war ëmmer eng grouss Stäerkt. Mir hate ganz wéineg Generalstreiken zu Lëtzebuerg. Dat ...

(Interruption par M. Marc Baum)

M. Claude Wiseler, Président | Sou! Här Roth, loosst Iech einfach net stéieren. Fuert weider.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mir kucken, dass dat soziaalt Gefüge zu Lëtzebuerg bleift an dass dann, trotz Diskussiounen, d'Kierch am Duerf bleift, wann ech dat dierf esou op der Chambertribün soen. An ech sinn och iwwerzeegt, Här President, dass mer dat mat dem Zesummewierke vun der ganzer Chamber, souwuel vun där doter Säit wéi vun där doter, och hikréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Et sinn elo keng aner Wuertmeldungen do. Ech maache just drop opmierksam, datt u sech an der Diskussioun elo och all déi Diskussiounen zu den Amendementen abegraff sinn, soudatt wa mer duerno zu den Amendemente kommen, déi einfach ofgestëmmt ginn. Ech wollt dat just pour la procédure elo kloermaachen. Ech gesinn also, datt keng aner Wuertmeldung do ass. Da schléissen ech heimat d'Diskussioun of.

An dann, vu datt mer elo eng ganz Rei vu Propositiounen um Dësch leien hunn, géif ech Iech proposéieren, esou ze verfueren: Mir hu fir d'éischt eng Motioun vun deene Gréngen do leien. Normalerweis huele mer d'Motiounen no dem Ofstëmme vum Gesetz. Et ass eng Demande vun deene Gréngen, wann ech richteg verstanen hunn, déi au préalable ze maachen. Dat kënne mer mat eise Reglementer duerchaus maachen, wann d'Chamber domat d'accord ass. Als Zweet géif ech proposéieren, datt mer d'Amendementen drunhuelen, éier mer duerno zu de Vote-séparéë kommen, well et muss ee wëssen, iwwer wat een e Vote séparé mécht, wa fir dee selwechten Artikel fir d'éischt eng Proposition d'amendement do läit. An där Reiefolleg wéilt ech dann déi eenzel Propositiounen, déi hei um Dësch leien, elo duerchhuelen an zum Vott stellen. Kann d'Chamber domadder averstane sinn?

(Assentiment)

Gutt.

Motion 1

Da géife mer als éischte Punkt d'Motioun vun der Madamm Tanson huelen. Dir hutt se deposéiert. Dir kënnt se nach eng Kéier erklären.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech wëll se elo net nach eng Kéier erklären. Ech hat och elo nach en Echange mat der Presidentin vun der Kommissioun, déi mer proposéiert huet, se an d'Kommissioun ze huelen. Ech sinn och gäre bereet, dat unzehuelen, quitte dass et mer elo net ganz kloer war, ob ausser där proposéierter Alternativ, also vun engem Joer op dat anert, elo wierklech nach géing eppes aneres op den Dësch kommen. Ech hoffen, dass dat dat dann och heescht, well soss brauche mer se net an d'Kommissioun ze huelen, well ech denken, jo, dat ass eng Méiglechkeet, mee da feelen déi Suen awer dat Joer definitiv bei deemjéinegen, deen dann net den 1a huet. Duerfir wär ech scho frou, wann ee kéint kucken, ob et net eng aner Méiglechkeet gëtt. An ech sinn dann d'accord, fir et mat an d'Kommissioun ze huelen. An ech géif dann och d'Amendementen zu deem Punkt zréckzéien.

M. Claude Wiseler, Président | Da sot mer just nach, wat fir en Amendement dat ass, fir datt mer dat och elo kloer hei duerchgefouert kréien.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also ech hu just ee Jet ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt Der zwee ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... vun Amendementen deposéiert. Dat ass den Amendement 1 concernant l'article 6 an den Amendement 2 concernant l'article 7.

M. Claude Wiseler, Président | Déi zwee Amendementen zitt Der zréck?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Déi zwee huelen ech zréck, jo

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Dat mécht d'Saach e wéineg méi einfach.

Dann ass fir d'éischt meng Fro, ob Der bereet sidd, dës Motioun an d'Kommissioun zréckzeweisen. Kann ech dat zum Vott stellen a main levée? Ok. Also nach eng Kéier elo, éier Der ofstëmmt, datt mer kloer sinn, wat mer stëmmen. Mir stëmmen iwwert d'Motioun vun der Madamm Tanson of, déi op Demande vun der Madamm Adehm bereet war, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen. Dat ass d'Fro, déi ech elo stellen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien ass bereet, déi an d'Kommissioun ze verweisen? Deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Déi ass also a l'unanimité an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 1 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Commission des Finances.)

An domat hunn ech och elo verstanen, datt déi zwou Propositions d'amendement vun der Madamm Tanson och zréckgezu wären.

(Les amendements 2 et 3 de Mme Sam Tanson sont retirés.)

Amendement 1

Da kéime mer nach bei een Amendement, dee mer hei hätten, an dat war den Amendement, dee vun der LSAP deposéiert ginn ass iwwert den Artikel 2 vun eisem Gesetz, also den Amendement 1 iwwert den Artikel 2 vum Gesetz, dee vum Här Fayot deposéiert ginn ass. An dee géing ech elo zur Ofstëmmung bréngen. An dofir brauche mer natierlech e Vote électronique, dat ass evident.

Vote sur l'amendement 1

Also géing ech de Vott opmaachen. Et ass jo kloer, iwwer wat mer stëmmen? De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement huet 20 Jo-Stëmmen a 40 Nee-Stëmme kritt. Deen Amendement ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen. An dobäi ass et dann esou, datt den Artikel 2 ënnert der aktueller Form bäibehale gëtt, esou wéi d'Kommissioun en originellement virgeschloen huet.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Dann hu mer nach zwou Demanden och vu Vote-séparéen hei, déi notamment vun der LSAP erabruecht gi sinn, och iwwert den Artikel 2 an duerno iwwert

den Artikel 7. Déi si bäibehale ginn als Vote séparé. Dat ass jo esou. Da stëmme mer separat iwwert déi Artikelen of.

Deen éischte Vott, dee mer elo maachen, dat ass de Vott iwwert den Artikel 2. An d'Fro, déi sech hei stellt, ass en fin de compte ... Ech kucken, datt ech d'Fro richteg stellen. Mir stëmmen am Fong iwwert deen Artikel of mat Jo oder mat Nee. D'Fro ass relativ einfach. Also wann Der mam Artikel sou d'accord sidd, wéi d'Kommissioun e virgestallt huet, stëmmt Der mat Jo. Wann Der dergéint sidd, stëmmt Der mat Nee. Dat ass eng kloer Froestellung.

Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 8388

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Krut Der et? Ass jiddwereen elo mat sengem Vott zefridden? Da kucke mer d'Resultat dovunner.

D'Resultat vum Vott ass 40 Jo-Stëmme bei 20 Nee-Stëmmen. Deen Artikel ass also esou bäibehalen, wéi en do steet.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Ricardo Marques), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Interruption par M. Franz Fayot)

Dir wëllt eng Wuertmeldung maachen?

(Interruption par M. Franz Fayot)

Et gëtt am Fong keng Wuertmeldunge méi zu de Vote-séparéen.

(Interruption par M. Franz Fayot)

Ok. Här Fayot, da kritt Der awer d'Wuert, wann Der eis d'Liewe vereinfacht.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Dir sidd ze vill güteg.

M. Claude Wiseler, Président | A jo.

(Hilarité)

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, voilà. Ech wollt de Vote séparé iwwert den Artikel 7 zeréckzéien, och opgrond vun där Motioun, déi dann elo an d'Kommissioun verwise ginn ass, quitte dass mer dann net wëssen, wat mat där Motioun do geschitt. Dat heescht, et ass dann awer e bëssen eng Virwëlztut, Här Minister, well Dir hutt do eng Pist proposéiert, mee et ass jo am Fong ouni Garantie, dass dat dann effektiv och geschitt. Mee voilà, vu datt mer an engem consilianten Esprit sinn, zéie mer deen dann elo zréck.

(La demande de vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 8388 de M. Franz Fayot est retirée.)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Fayot villmools Merci fir déi Prezisioun. Dann hätte mer elo mat de Motiounen, den Amendementer an de Vote-séparéen ofgeschloss.

An da géinge mer zum Vott vum gesamten Text kommen, esou wéi en also originellement virgeschloe ginn ass – an ech soen also nach eng Kéier, fir dann d'Saache kloer ze maachen, de Projet de loi 8388 –, wéi en an dem Document parlementaire 8388[10] steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8388 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort, da si mer esou wäit. Kuckt emol nach eng Kéier no, ob jiddweree seng Procuratioune gemaach huet. Bon, da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 57 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun. Dësen Text ass also ugeholl mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8414 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes ;

2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

4° de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

5° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

An da komme mer zu dem nächste Projet de loi, dem 8414, iwwert den Entlaaschtungs-Pak. Och hei ass d'Riedezäit nom Modell 1, also genau déi selwecht wéi virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Adehm, den Här Goldschmidt, d'Madamm Bofferding, den Här Keup, d'Madamm Tanson, den Här Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer elo diskutéieren, huet als Objektiv, d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, d'Wirtschaft ze relancéieren an en inklusiven an nohaltege Wuesstum ze fërderen. Heimadder ginn eng ganz Partie Mesüren aus dem Regierungsprogramm vun 2023 ëmgesat. An dëse Gesetzesprojet gëtt net ëmsoss als Entlaaschtungs-Pak betitelt. Konkreet geet et ëm follgend Punkten:

Éischtens d'Erofsetze vun der Steierlaascht vun de Stéit. Et gëtt eng Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun. Nodeems am Steierjoer 2024 de Steierbarème schonn u 4 Indextranchen ugepasst gouf, gëtt de Steierbarème ab dem 1. Januar 2025 nach eng Kéier un 2,5 zousätzlech Indextranchen ugepasst.

D'Steiererliichterunge fir Leit aus der Steierklass 1a. Duerch d'Upassung vum Steierbarème an der Steierklass 1a ginn ab dem 1. Januar 2025 eréischt ab engem Joresakommes vu 26.460 Euro u Steiere bezuelt. Bis elo louch dëse Betrag bei 24.876 Euro. Zousätzlech gëtt och d'mathematesch Formel, déi der Berechnung vun der Steierklass 1a zugronn läit, adaptéiert, soudass an der Klass 1a an Zukunft am Allgemenge manner Steieren ufalen.

De Crédit d'impôt monoparental geet vun 2.505 Euro erop op 3.504 Euro a schlussendlech gëtt et och eng Erliichterung fir Leit, deenen hir Kanner net bei hinnen am Stot liewen. Hei geet den Abattement pour charges extraordinaires vu 4.422 Euro pro Kand erop op 5.424 Euro pro Kand, an dat ab dem Joer 2025.

Den net qualifizéierte Mindestloun gëtt an Zukunft steierfräi. Ab dem 1. Januar 2025 bezuelen och d'Leit aus der Steierklass 1 keng Steiere méi op dem net qualifizéierte Mindestloun. Dëst geschitt iwwert de Crédit d'impôt salaire social minimum, deen deementspriechend ugepasst gëtt. Bis elo hu just Leit aus de Steierklassen 1a an 2 keng Steieren um net qualifizéierte Mindestloun bezuelt.

Da kommen nach verschidde spezifesch Mesüre fir verschidde Kategorië vu Steierzueler. En éischte Punkt ass hei de Crédit d'impôt pour heures supplémentaires. Et gëtt mat dësem Gesetzesprojet also och e Crédit d'impôt agefouert fir Frontalieren, déi zu Lëtzebuerg Iwwerstonne schaffen, hei net besteiert ginn an awer an hirem Wunnland musse Steieren op den Iwwerstonne bezuelen. Dëst ass de Fall, wann am Wunnland vum Steierzueler d'Duebelbesteierung duerch e Steierkreditt opgehuewe gëtt oder wann d'Duebelbesteierungsofkommes virgesäit, dass Iwwerstonnen am Wunnland besteiert ginn, falls se net zu Lëtzebuerg besteiert ginn. De Crédit d'impôt heures supplémentaires beleeft sech op 700 Euro pro Joer.

De Regimm vun der Prime participative gëtt och verstäerkt. De Plaffong vun der Prime participative, déi deelweis steierfräi ass, gëtt gehuewe vu 25 op 30 % vum Bruttojoresakommes, ouni Avantagen en espèces oder en nature. Zousätzlech gëtt den Totalbetrag u Prime participative, deen e Betrib ausbezuele kann, gehuewe vu 5 op 7,5 % vum positive Joresresultat vum Joer virun deem Joer, wärend deem d'Primm ausbezuelt gëtt.

De Régime des impatriés gëtt moderniséiert. Hei gëtt en neie System agefouert, dee pauschal eng Steierexoneratioun vu 50 % vum Joresbruttoakommes virgesäit mat engem Plaffong vu 400.000 Euro.

Et gëtt eng Primm fir jonk Salariéen agefouert. Jonker ënner 30 Joer kënne vun hirem Patron en Deel vun enger steierbefreiter Primm kréien. D'Konditioune sinn: en onbefristen Aarbechtsvertrag, et zielt just fir den éischten Aarbechtskontrakt vum Salarié, bei engem Jobwiessel ass d'Primm fort an dat Ganzt däerf net méi laang wéi fënnef Joer daueren. De Betrag vun dëser Primm fir Jonker ass maximal steierfräi bis zu engem Betrag vu 5.000 Euro bei engem Bruttojoresakommes ab 50.000 Euro (veuillez lire: bei engem Bruttojoresakommes vu bis zu 50.000 Euro). De steierfräie Betrag läit bei 3.750 Euro bei engem Bruttojoresakommes tëschent 50.000 a 75.000 Euro. A schlussendlech sinn nach 2.500 Euro steierfräi bei engem Joresakommes tëschent 75.000 an 100.000 Euro.

Da kommen awer och eng Partie Mesüren am Interessi vun de Betriber. Esou gëtt d'Betribsbesteierung erofgesat. De Kierperschaftssteiersaz geet vu 17 op 16 % erof fir Betriber mat engem versteierbaren Akommes vun iwwer 200.000 Euro. Fir Betriber mat engem versteierbaren Akommes bis 175.000 Euro geet de Kierperschaftssteiersaz vu 15 op 14 % erof. Tëschent dësen zwee Akommesniveauen ass e Glättungsmechanismus virgesinn.

Et gëtt och eng Ëmännerung vun der Begrenzung vun der Ofsetzbarkeet vun den zousätzleche Kredittkäschten. Hei gëtt preziséiert, wéi dës Begrenzung vun den zousätzleche Kredittkäschte fonctionéiert am Fall vu Betriber, déi net Bestanddeel vun engem consolidéierte Grupp sinn, mee déi awer och net als selbstänneg Entitéite betruecht ginn. Dëst ass eng reng technesch Moossnam.

An eng lescht Mesür: D'Taxe d'abonnement vun den aktiv geréierten ETFe gëtt ofgeschaaft, dat heescht déi ginn an Zukunft exoneréiert. Dëst soll ab 2025 de Fall sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Da kommen och nach eng Partie weider Mesüren, déi an dësem Gesetzesprojet virgesi sinn. Esou gëtt de prozedurale Kader vun de Sociétés de gestion de patrimoine familial moderniséiert an d'Taxe d'abonnement, déi muss bezuelt ginn, geet vun 100 op 1.000 Euro erop.

De Steierdirekter kritt e Comité d'accompagnement consultatif zur Säit gestallt, fir e bei der Moderniséierung an der Digitaliséierung ze beroden.

An d'Bonification d'impôt am Fall, wou e Betrib e Chômeur astellt, gëtt ëm zwee Joer verlängert bis Enn 2026.

Här President, mir kruten och eng ganz Partie Avisen zu dësem Gesetzesprojet eran. Aus Zäitgrënn kann ech se leider net am Detail ausféieren. Ech erlabe mer awer, e kuerze Resümmee ze maachen a fir d'Detailer op mäi schrëftleche Rapport ze verweisen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ënnerstëtzt all d'Mesüren, fir de Privatleit ënnert d'Äerm ze gräifen. Si ass och averstane mat de Mesüren, fir eis Wirtschaft ze stäerken, mee si warnt awer virdrun, Moossnamen ze ergräifen zulaaschte vun de Privatleit an domadder Steiererliichterunge fir Betriber ze finanzéieren.

Wat d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ugeet, esou ass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics domadder averstan. Mee si freet awer och, fir d'automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun erëm anzeféieren. Des Weidere géing si gär de Crédit d'impôt pour heures supplémentaires alle Salariéen zu Lëtzebuerg zoukomme loossen a si recommandéiert, datt d'Primm fir jonk Salariéen och soll de jonken Employéen aus dem ëffentleche Secteur zeguttkommen. Schlussendlech begréisst si, dass den net qualifizéierte Mindestloun steierbefreit gëtt.

D'Chambre des Salariés begréisst d'Mesüren en faveur vun de Privatleit. Och si freet eng automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Zousätzlech freet si d'Upassung vun enger Rei Steierkreditter, Steiererméissegungen oder Frais d'obtention. Si ënnerstëtzt och all Moossnam en faveur vun de Leit aus der Steierklass 1a gradewéi d'Upassung vum Crédit d'impôt monoparental an d'Eropsetzung vum Abattement forfaitaire pour charge d'enfants.

D'Chambre des Salariés ass och averstan mat der Prime jeune salarié gradewéi och mam Steierkreditt fir Iwwerstonnen. Wat de Régime des impatriés an d'Prime participative ugeet, esou ass si net domadder averstan. Och d'Erofsetzung vun der Betribsbesteierung an d'Exoneratioun vun der Taxe d'abonnement fir verschidde Fonge kréie keen Accord vun der Chambre des Salariés.

D'Chambre de Commerce ass mat alle Mesüren averstan, mee si fënnt, dass verschidde Mesüren nach hätte kënne méi wäit goen.

D'Chambre des Métiers begréisst sämtlech Moossnamen am Interessi vun de Privatleit. Wat de Steierkreditt fir Iwwerstonnen ugeet, ass si der Meenung, dass dësen net héich genuch ass, fir all d'Iwwerstonnen am Handwierk ofzedecken. Wat de Régime des impatriés ugeet, esou freet si, dass dëse sech net nëmmen op Salariés hautement qualifiés bezéie soll, mee och op qualifizéiert Leit aus dem Handwierkssecteur gradewéi och Independanten.

De Staatsrot war och mam Gesetzesprojet averstan. Hien huet awer eng Opposition formelle gemaach beim Comité d'accompagnement consultatif vum Steierdirekter. D'Primm, déi d'Membere vun dësem Comité kréien, muss an engem Gesetz festgeschriwwe sinn an net an engem groussherzogleche Reglement. Dëst gouf dunn och vun der Finanzkommissioun esou iwwerholl.

Här President, domadder wier ech fäerdeg mat mengem mëndleche Rapport a géif elo als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun weiderschwätzen.

Discussion générale

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, versprach ass versprach. Als CSV begréisse mir dëse Gesetzesprojet ausdrécklech. Et ass genee dëse méi Netto vum Brutto mat de steierleche Erliichterungen, dee mir virun de Wale gefuerdert haten an de Leit och kloer an däitlech versprach hunn.

Den 1. Januar 2024 gouf d'Steiertabell ëm véier Indextranchë berengegt. Elo kommen op den 1. Januar 2025 nach eng Kéier 2,5 Indextranchen derbäi. Deemno wäerte 6,5 Indextranchë vun den 8 Indextranchen, déi zënter 2017 ugefall sinn, vun dëser Regierung mat hirem Finanzminister an der Steiertabell berengegt ginn. Dat ass net schlecht fir en éischte Joresbilan a Saache Steierpolitick. Ech géing souguer soen, dat ass ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Well dëst ass eng spierbar Erliichterung fir d'Leit alleguerten, awer haaptsächlech fir déi Leit mat engem klengen Akommes. Hei gëtt ganz konkreet d'Aarmut bekämpft.

Mee och de Mëttelstand profitéiert vun dësen Erliichterungen. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt de Mëttelstandsbockel konsequent ofgebaut. Dat ass e wichtege Punkt fir de sozialen Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. Mir spillen hei net déi eng géint déi aner aus. Mir spillen net déi kleng Akommesse géint de Mëttelstand aus. Mir spillen och net d'Salariéë géint d'Patronen aus oder ëmgedréit. Mir stäerken esouwuel déi kleng Akommesse wéi och de Mëttelstand. A mir stäerken esouwuel d'Salariéë wéi och d'Patronen.

Här President, dës Majoritéit steet net fir eng Entweeder-oder-Politick, mee si steet fir eng Esouwuel-wéi-och-Politick. A genee dësen Ausgläich, deen eis staark mécht, ass Deel vun der ADN vun der CSV als Kraaft vun der Mëtt.

Här President, wat bedeit dëse Gesetzesprojet da konkreet fir d'Leit hei am Land, fir hire Portmonni? Mir liwweren de Leit Kafkraaft fir hire Portmonni. E konkreet Beispill: Duerch d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun bezilt eng Famill mat zwee Kanner an 125.000 Euro Bruttojoresakommes an der Steierklass 2 an Zukunft ronn 2.800 Euro manner Steieren. Dat si bal 15 % manner Steieren. Am Ganze léisst de Lëtzebuerger Staat sech d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun 300 Milliounen Euro kaschten.

Och d'Pensionnairë ginn net vergiess. E Pensionnaire mat enger 50.000-Euro-Bruttopensioun pro Joer bezilt an der Steierklass 1a an Zukunft ronn 2.900 Euro manner Steiere wéi 2024. Dëst erklaert sech engersäits duerch d'Upasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun an awer och duerch eng Upassung vun der Berechnungsmethod vun der Steierklass 1a. An Zukunft bezuelen all Alengerzéier, Wittleit an iwwerhaapt all Mënsch iwwer 64 Joer an der Steierklass 1a eréischt ab engem Betrag vu 26.460 Euro Steieren. Bis elo louch dëse Betrag bei 24.876 Euro. Dës Upassungen un der Steierklass 1a kaschten de Staat 75 Milliounen Euro. Net nëmmen d'Salariéë sinn dëser Majoritéit wichteg, mee och eis Pensionnairen, déi geziilt mat dësem Gesetzesprojet entlaascht ginn.

Zousätzlech gëtt och nach de Crédit d'impôt monoparental ëm 1.000 Euro ugehuewen. Dës Mesür kascht 7 Milliounen Euro. Dank dësen zwou Mesüre ginn déi alengerzéiend Elteren an Zukunft richteg entlaascht. Bis zu engem Betrag vun 52.000 Euro Joresakommes bezilt eng alengerzéiend Persoun an Zukunft keng Steiere méi.

Här President, an der Oppositioun huet d'CSV dëst ëmmer gefuerdert. Elo liwwere mer. Wéi schonn am Ufank gesot: Versprach ass versprach. Dës Majoritéit geet den Aarmutsrisiko konkreet un duerch Steiererliichterungen.

Mee och d'Elteren, deenen hir Kanner net bei hinnen am Stot sinn, ginn net vergiess. Den Abattement fir aussergewéinlech Chargë fir Kanner geet vu 4.422 Euro pro Kand erop op 5.024 Euro (veuillez lire: 5.424 Euro) ab dem Joer 2025. Wéi gesot, fir dës Majoritéit däerfe Kanner keen Aarmutsrisiko sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, e weidere Punkt, op dee mir als CSV-Fraktioun besonnesch houfreg sinn, och well mir dat ëmmer an der

Oppositioun verlaangt hunn, ass d'Steierbefreiung vum Mindestloun. Zousätzlech stëmme mer muer de Mëtteg och nach eng Erhéijung vum Mindestloun vun 2,6 % oder 66,68 Euro pro Mount. Mat dësem Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, gëtt den net qualifizéierte Mindestloun fir Leit aus der Steierklass 1 fir d'éischte Kéier steierfräi. Grad bei de Leit, déi de Mindestloun bezéien, ass all Euro weider besonnesch vill wäert. Dës Steierbefreiung geschitt duerch eng Upassung vum Crédit d'impôt salaire social minimum. De Käschtepunkt vun dëser Mesür läit bei 11 Milliounen Euro. An da soll nach ee soen, dës CSV-Majoritéit wier net sozial.

Här President, ech wéilt op dëser Plaz och kuerz op eng Mesür agoen, déi zwar net an dësem Gesetzesprojet drasteet, mee déi awer och vum Finanzminister virgestallt ginn ass an déi an engem Règlement grand-ducal drasteet. Et geet ëm d'Ofsetze vun de Scholdzënse vum Eegenheem. Och hei ginn d'Plaffonge substanziell gehuewen. Am Joer, an deem d'Valeur locative festgeluecht gëtt, an dat éischt Joer duerno, kënnen d'Scholdzënsen integral ofgesat ginn. Duerno geet de Montant u Scholdzënsen, deen een ofsetze kann, progressiv erof. Den Déchet fiscal vun dëser Mesür läit bei 40 Milliounen Euro.

Här President, komme mir zu de Betriber an am Allgemengen der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft. Ech hu beim viregte Gesetzesprojet gesot, dass laut dem World Competitiveness Report vun 2023 Lëtzebuerg u Vitess verluer huet. Ech widderhuelen et nach eng Kéier: dräi Plazen am Joer 2023 a siwe Plazen am Joer 2022. Dofir ass et esou wichteg, dass mir eise Betriber ënnert d'Äerm gräifen a si entlaaschten.

Aus dësem Grond geet d'Kierperschaftssteier vu 17 % op 16 % erof. Domadder geet den Taux global, deen d'Betriber u Steiere bezuelen, vu 24,94 % op 23,87 % erof. Mir kommen also der OECD-Moyenne vun 23,6 % vun der Betribsbesteierung méi no. Fir kleng Betriber geet de Kierperschaftssteiersaz vu 15 % op 14 % erof. Dëst Erofsetze vun der Betribsbesteierung ëm 1 % kascht de Lëtzebuerger Staat 70 Milliounen Euro.

Och eis Finanzplaz steet ëmmer méi ënner Drock a muss sech an engem schwieregen Ëmfeld behaapten. Duerfir ginn déi aktiv geréiert ETFe vun der Taxe d'abonnement exoneréiert. Mat dëser Mesür hu mir keen Déchet fiscal, well et aktuell nach keng esou Fongen zu Lëtzebuerg gëtt. Mir hoffen awer, dass mat dëser Mesür eist Land fir dës Fongen attraktiv gëtt.

Här President, fir eis Wirtschaft weider ze stäerken, ass et wichteg, dass mir och déi richteg Leit fannen, fir hei ze schaffen. Stéchwuert ass hei Talentattraction. Mir féiere mam Entlaaschtungs-Pak eng nei, méi attraktiv Prime participative an. Am Joer 2023 hunn 21.523 Persounen dës Primm kritt. An d'Moyenne vun all de Primes participatives, déi ausbezuelt goufen, läit bei 4.909 Euro. Och gëtt eng Prime jeune salarié agefouert, fir grad jonk Leit op de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché ze kréien a se och heizebehalen. Zousätzlech gëtt och nach méi e favorabele Régime des impatriés ageféiert. Am Joer 2023 hunn 629 Persoune vun dësem Regimm profitéiert. Dës dräi Mesüren am Interessi vun eise Betriber kaschten de Staat zwëschent 20 a 25 Milliounen Euro.

Mat dëse Mesüre gëtt eis Wettbewerbsfäegkeet gestäerkt an domadder och eise Wirtschaftswuesstum. Lëtzebuerg gëtt méi attraktiv, och fir nei Investitiounen unzezéien an domadder eise Wuelstand an eis Aarbechtsplazen ofzesécheren, an net ze vergiessen och eise Sozialstaat, well dëse Punkt gëtt leider vill ze vill oft vergiess, och vun eiser Oppositioun.

Här President, mir hunn als Majoritéit also e positiven éischte Joresbilan a Saachen Entlaaschtung virzeleeën.

Esouguer d'Oppositioun gëtt dat zumindest grosso modo zou, wéi RTL am Juli bei der Virstellung vun dësem Entlaaschtungs-Pak gemellt hat. Sou oder sou ass dës Entlaaschtung eng gutt Noriicht fir d'Leit, grad an dësen Zäiten, wou vill Leit all Su brauchen. Et ass awer och eng gutt Noriicht fir eis Betriber, well si waarden op manner Steieren an op méi Wuesstem. Béides liwwert dësen ausgeglachenen Entlaaschtungs-Pak, direkt an indirekt.

An et geet weider mat der Entlaaschtung fir d'Leit: 2025 gëtt e gutt Joer fir de Portmonni vun de Leit an och fir d'Keese vun de Betriber zu Lëtzebuerg. Mir halen als CSV hei weider Kurs, wéi et am Budget fir 2025 heescht. Mir wäerten duerfir voller Iwwerzeegung dësen Entlaaschtungs-Pak stëmmen. Ob d'Oppositioun och fir Entlaaschtung ass, wäerte mir jo beim Vott gesinn. Mir als Majoritéit hunn dës Entlaaschtung net just versprach, mee mir setze se ëm.

Ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den internationale Kontext, multipel Krisen, Inflatioun, weider héich Zënsen hu mat sech bruecht, dass d'Kafkraaft vun de Bierger massiv negativ impaktéiert gouf. Dëst mécht et a mengen Aen onëmgänglech, datt mer all déi virgesinnen Adaptatioune vun dësem Projet de loi ënnerstëtzen.

Dowéinst wëll ech och direkt iwwergoen zu de Moossnamen, déi d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei matdréit, fir d'Kafkraaft vun de Leit substanziell ze stäerken an d'Kompetitivitéit vun de Betriber ze verbesseren.

D'Kafkraaft vun de Leit ass eng Prioritéit vun der Demokratescher Partei. An de leschte Joren huet d'DP derfir gesuergt, dass konkreet Mesüre geholl goufen, fir d'Leit ze entlaaschten. Dëst si plus ou moins déi selwecht Wierder, déi ech och virun engem Joer hei op der Tribün gesot hunn, a si sinn och nach haut wouer.

D'lescht Joer hu mer direkt kuerzfristeg d'Steiertabell ëm véier Indextranchen ugepasst. An dësem Projet de loi gi weider a méi breetgefächert Mesüre geholl, fir de steierleche Kader souwuel vun de Bierger a Biergerinne wéi och vun de Betriber substanziell ze verbesseren.

Nieft der Upassung vum Steierbarème un 2,5 Indextranchen, déi jidderengem zegutt wäert kommen, gëtt d'Steierlaascht fir Alengerzéiender a jiddwereen aus der Steierklass 1 zousätzlech ugepasst a kënnt elo méi no un d'Steierklass 2 eru wéi wärend Joren un d'Steierklass 1. An Zuelen ausgedréckt: Wann ee vun engem Brutto vu 50.000 Euro ausgeet, wou jo da souwisou nach d'Soziallaaschten ofginn, déi eng Persoun am Joer 2025 géif kréien, géif se 3.500 Euro manner Steiere bezuele wéi am Joer 2023. Dat sinn e bësse manner wéi 300 Euro de Mount méi – all Mount.

De Crédit d'impôt monoparental, de Steierkreditt also fir Alengerzéiender mat engem oder méi Kanner, geet ëm 999 Euro erop op iwwer 3.500 Euro. A wann ee Kanner huet, déi net bei engem am Stot liewen, geet de Montant vun de Charge-extraordinairë vu 4.422 op 5.424 pro Kand erop, wat meng Virriednerin schonn alles am Detail gesot huet. Mee ech widderhuelen et hei nach eng Kéier, well mer virdrun eng länger Diskussioun haten iwwert d'Garde partagée an den 1a, den 1. Ech géif Iech wierklech, éier mer dat dann effektiv an der Kommissioun erëm eng Kéier en long et en large diskutéieren, bieden, eng Kéier auszerechnen, ob een an der Steierklass 1 mat Charge-extraordinairë vu 5.400 Euro net deemno wéi besser ewechkënnt wéi an der Steierklass 1a mam Crédit d'impôt monoparental.

Et heescht net onbedéngt, dass een an der 1a doduerch – wann deen aneren eventuell souguer mat zwee Kanner ..., well da si mer bei iwwer 10.000 Euro, déi ee kann ofsetzen –, méi schlecht ewechkënnt, soudass ech mengen, dass mer hei effektiv laang iwwert déi Diskussioun 1a/1 diskutéieren an awer déi meeschte Leit, déi ech gesinn an déi an deem Fall sinn, ganz einfach eng pragmatesch Léisung fannen, well se da gesot kréien, wat déi beschte Léisung ass.

Wéi scho gesot ginn ass, sinn um Mindestloun, um onqualifizéierte Mindestloun, ab 2025 och keng Steiere méi ze bezuelen. Och wann een elo de Barème kuckt, dann huet een a natierlech an deenen Tranchen ënnendrënner scho Steieren ze bezuelen, mee dat gëtt mat de Crédit-d'impôte gemaach, fir dass een do awer op null kënnt.

D'Prime participative gëtt méi attraktiv. Déi ass et scho ginn, mee si gëtt elo awer op 30 % vun der Rémunération brute eropgesat vu 25 % virdrunner. D'Enveloppe pro Entreprise op hirem Resultat viru Steieren, déi se hunn, geet vu 5 % op 7,5 % erop, soudass se méi e groussen Deel kënnen als Prime participative verdeelen.

Als Demokratesch Partei begréissen an ënnerstëtze mir dës Verbesserungen, déi derzou bäidroen, datt effektiv jiddwereen méi netto iwwreg behält, géifen awer zum Beispill bei der Prime participative suggeréieren, dass een och eng Kéier kuckt, fir all déi méi kleng Betriber – déi sougenannte PMEen, wou d'Resultater elo net esou héich sinn, wou net Dausende Leit oder Honnerte Leit schaffen, wou dann Honnerte Leit fir e Gewënn suergen, déi da just u puer Leit iwwert d'Prime participative kënne verdeelt ginn – och nach e Mechanismus ze fannen, fir fir déi Betriber, déi schonn a sech gutt Salairë bezuelen, och nach eppes ze maachen, fir dass een de gudde Mataarbechter Enn des Joers kann eng Primm ginn. Da géif dat och bestëmmt positiv bei deene mëttelstännesche Betriber hei am Land ugeholl ginn.

En neien Incentive, dee mer als Demokratesch Partei och begréissen, ass deen, de jonke Leit ënner 30 Joer déi Prime jeune salarié ze ginn. Mir brauchen d'Aarbechtskräften. Mir hunn haut vill iwwert d'Grande Région och geschwat. Mir sinn och frou, wann d'Leit vu méi wäit op Lëtzebuerg kommen. Do ass dat hei ee Volet dovunner, fir se heihinner ze lackelen. Selbstverständlech musse mer och d'Mobilitéit an de Grëff kréien. Mir mussen och de Logement an de Grëff kréien. Mee hei si mer elo eebe bei de Steieren. An do fannen ech deen Incentive fir déi jonk Leit, wou een eng Primm bis zu 5.000 Euro ka kréien, déi dann zu 70 % befreit ass, eng ganz gutt Saach, mee a mengen Aen ass se net nëmme gutt fir dee Jonken ënner 30 Joer, mee mir ënnerstëtzen och déi Betriber, déi Jonker astellen an déi se forméieren, well déi Primm kritt een nëmme beim éischte Patron. Et kann ee se fënnef Joer laang kréien, mee nëmme beim éischte Patron. Wann also e Patron ee forméiert an no zwee Joer geet een, dann huet een déi Primm dat drëtt, véiert a fënneft Joer beim zweete Patron net méi zegutt. Et ass also och geduecht, fir d'Mataarbechter ze fideliséieren an awer dem Patron d'Méiglechkeet ze ginn, eeben déi Primmen ze verginn.

Fir de Standuert dann eebe fir déi héich qualifizéiert Leit, Talenter a rar Profiller nach méi attraktiv ze maachen, si mir als DP natierlech ganz frou, dass de Régime des impatriés, dee schonn an der viregter Regierung agefouert ginn ass, nach weidergefouert a verbessert gëtt. 50 % ginn elo pauschal steierbefräit bei engem Maximum vu 400.000 Euro. An do kënne mer nëmmen als DP eis Zoustëmmung dozou ginn.

Eng weider Mesür aus dem Entlaaschtungs-Pak, déi jo net hei dran ass, dat sinn d'Scholdzënsen. Dat ass och scho virdrunner kuerz gesot ginn. Bei dëser Mesür hunn an enger Finanzkommissioun verschiddenen Externer e bësse kritiséiert, dass mer do géife mat der Strenz verdeelen. Ech muss awer soen: Wann een de Budget kuckt, d'Steierrecetten, an dann och nach do erkläert kritt, dass d'Recettë bei de Banken esou an d'Luucht gaange sinn, well d'Zënsen an d'Luucht gaange sinn an doduerjer méi Revenue komm sinn, also méi Steieren, fannen ech et nëmmen normal, konsequent, dass op där anerer Säit déi Leit, déi méi Zënse musse bezuelen, déi och kënnen ofsetzen, soudass de Staat a sech vun deem, wat e méi kritt vun de Banken, och erëm een Deel de Privatleit fir hiert Eegenheem erëm zréckgëtt. Dat ass e konsequente Betrag, deen dat X-facht vun deem ass, wat et nach virun e puer Joer war.

All dës Mesüre kënne mer natierlech nëmmen huelen, well d'Steierrecettë gutt sinn a mer dëst finanzéiere kënnen. A fir datt an Zukunft de Standuert Lëtzebuerg seng Importenz behält, ass et extreem wichteg, dass mer och déi Efforten um Niveau vun der Betribsbesteierung maachen. Ouni Betriber keng Aarbechtsplazen an och keng Steierrecetten.

D'DP setzt sech säit jeehier a fir eng kompetitiv Wirtschafts- a Finanzpolitick. Duerfir ass et wichteg, datt nieft all den anere Mesüren, déi am Interêt vum Standuert geholl goufen a ginn, och de Steiersaz, d'Kierperschafts- an d'Gewerbesteier, net méi héich sollt si wéi d'Moyenne an der EU. Selbstverständlech och d'Verméigenssteier. An do muss ech awer nach eng Kéier drop zréckkommen. Mir hate virdrun dovu geschwat, mee d'Verméigenssteier ass och eng Steier, déi d'Betriber bezuelen, an ech respektéieren, wann een aner Meenungen huet. A wann een dat och propper recherchéiert, musse mer net averstane sinn. Dofir si mer dann och a verschiddene Parteien. Mee ech akzeptéieren awer net, dass mer, wa mer vun der Verméigenssteier schwätzen, vu verschidde Leit op menger rietser Säit an de Schmuddeleck gedréckt ginn.

An ech akzeptéieren och net, wa gesot gëtt, d'SOPARFIe géifen elo just nach 4.800 oder 1.600 Euro oder 4.815 Euro bezuelen. Liest d'Gesetz emol, wéi et haut applikabel ass: D'SOPARFIe bezuelen nëmme 4.815 Euro Mindeststeier. Déi hu keng méi héich Mindeststeier. Dat, wat mer virdru gemaach hunn, ass fir all déi aner Betriber, déi Dausende Betriber, déi kee Revenu hunn, an déi si bis op 32.000 Euro gaang sinn, obwuel hir Valeur nette negativ war. Hei schwätze mer vu Mindestbesteierung.

Also wär ech frou, Här Wagner, fir Iech da mam Numm och ze nennen, wann Der dat Gesetz wéinstens géift liesen. An da kommt Der erëm zeréck, an da sot Der, wéi et richteg ass, an dann dréckt Der eis net an de Schmuddeleck. Well déi Verméigenssteier oder déi Mindeststeier, déi war ursprénglech um Revenu. An do ass gesot ginn, dat géif net goen. Do ass eng Léisung fonnt ginn, fir dass awer all Betrib och dozou contribuéiert, well et och en administrativen Opwand ass, dat ze maachen. An dofir ass dat bei d'Verméigenssteier eriwwergaangen. Et ass also eng Steier, déi et virun zéng Joer an deem Sënn esou net ginn ass, well d'Leit du just op hiert Nettoverméigen deen hallwe Prozent bezuelt hunn.

An ech si frou, dass mer Dausende Betriber hunn, déi déi bezuelen an net hei einfach zoumaachen a fortginn. Well nëmmen duerch all déi Recetten, déi mer hunn, kënne mer déi Mesüren hei ëmsetzen, déi de Leit hei an dësem Land zeguttkommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | D'Kierperschaftssteier geet also ëm 1 % erof, vu 17 % op 16 %. A bei deene Betriber, déi manner wéi 175.000 Euro Gewënn maachen, geet se op 14 % erof. Mir kommen awer duerno op e Gesamtsteiersaz vun 23,87 %. Eng Kéier kuerz technesch awer erklläert: 16 %, da kënnt awer nach de Fonds pour l'emploi vu 7 % dobäi, da muss een dat mat 1,07 multiplizéieren, plus d'Gewerbesteier aus der Stad Lëtzebuerg vu 6,75 %, ass 23,87 % ab Januar d'nächst Joer. D'lescht Joer oder dëst Joer sinn dat nach 24,94 %. Mir si scho frou iwwert déi Diminutioun vun iwwer 1 %.

Ech wëll awer dobäi soen, dass d'Moyenne an der EU vun all de Betribsbesteierunge bei 21,2 % ass. Mir sinn also do nach e Stéckchen ewech. An dat heescht net, dass, wa mer do och nach géifen erofgoen, mer dann erëm Steierdumping géife maachen, vu dass mer elo nach wäit iwwert der Moyenne leien.

D'DP ass, wat d'Steierpolitick ugeet, mat enger Haaptambitioun an d'Chamberwale gaangen: d'Leit an d'Betriber steierlech ze entlaaschten. An dës Visioun gëtt duerch dëse Gesetzesprojet Realitéit. Ech ginn heimadder den Accord zu all de Mesüren, déi proposéiert sinn a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. An dann ass déi nächst ageschriwwe Riednerin d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Mir hate bei eis an der Fraktioun nach eng länger Diskussioun, wéi mer eis sollen zum Entlaaschtungs-Pak positionéieren, eebe grad well mer net alles, wat vun der Majoritéit kënnt, d'office wëllen ofschéissen, dofir hu mer effektiv alleguerten d'Mesüren eenzel duerchgeholl, mir hunn analyséiert.

D'Madamm Rapportrice huet grad gesot, dass och mir mussen agestoen, dass et zu Erliichterunge kënnt. Dat ass ganz richteg. De Punkt ass awer: Et gëtt Erliichterunge fir jiddereen. Elo kann ee soen: „Dat ass en Equiliber. Jiddereе kritt e Stéck vun deem Kuch of, deen ze verdeelen ass." De Punkt ass awer, dass et net cibléiert genuch ass, dass et net sozial gerecht ass. A fir beim Bild vum Kuch ze bleiwen: Déi, déi am meeschten Honger leiden, kréien d'Grimmelen of, an déi, déi eigentlech genuch hunn, genuch op der Säit, fir sech souguer nach selwer Kuch ze kafen, déi kréien dat déckste Stéck of.

No eisem Verständnis gehéiert et zu den Aufgabe vum Staat, eebe fir eng gerecht Verdeelung innerhalb vun der Gesellschaft ze suergen. Dat heescht, dass déi, déi produzéieren, och en Undeel dorunner hunn, an déi, déi vun hirem Loun, vun hirer Pensioun musse liewen oder op Hëllefen ugewise sinn, net permanent mussen déif an d'Täsch gräifen.

De Premier sot a senger Untréttsried, d'Schéier tëschent Aarm a Räich dierft net méi grouss ginn. Dësen Entlaaschtungs-Pak, wou eebe jiddereen e Stéck vum Kuch kritt, ass an eisen Aen eeben net d'Äntwert op genau deen dote Problem, fir déi Schiflag, fir déi Schéier tëschent Aarm a Räich méi kleng ze kréien. Ongläichheete muss een och ongläich behandelen, dat heescht eebe selektiv a virun allem sozial selektiv virgoen an net eemol eng Ronn fir jiddereen.

Begréissen di mer awer – an dat wëll ech och ganz ausdrécklech soen – d'Hausse vum Steierkreditt fir d'Monoparentallen. Och mir haten eng Revalorisatioun an eisem Walprogramm virgesinn, well mer et eebe wichteg fannen, genau déi dote Familljen ze ënnerstëtzen. Dat selwecht zielt och fir d'Steierklass 1a, fir dës eeben och steierlech ze entlaaschten. An dat selwecht gëllt och fir den onqualifizéierte Mindestloun, dee jo elo steierfräi gëtt. Mir hunn dat e puermol gefuerdert heibannen, och a Motiounen, déi leider keng Majoritéit fonnt hunn. Mir sinn awer frou, dass de Finanzminister dat opgegraff huet an dass dat och elo ëmgesat gëtt.

Ech muss awer och ganz éierlech soen: Mir wären och bereet gewiescht, nach e Schrëtt méi wäit ze goen, och de qualifizéierte Mindestloun steierfräi ze maache respektiv eng global Opwäertung vum Mindestloun ze maachen. Mir haten an eisem Walprogramm jo virgesinn, e Surplus vun 100 Euro dropzesetzen. Bon, mëttlerweil, mengen ech, ass de Mindestloun 33 % ënnert dem Referenzbudget. Dat heescht, déi 100 Euro wäerten och net méi duergoen. Mee wann ee wierklech vun enger richteger Opwäertung schwätzt, mengen ech, misst een nach en zweete Schrëtt dobäileeën. Eis geet et eeben drëms, dass jiddereen, dee schaffe geet, vu senger Pai ka liewen an eeben net ëmmer op Hëllefen ugewisen ass. Eigentlech ass et jo eng Selbstverständlechkeet, dass ee vu sengem Salaire ka liewen, mee et mierkt een, dass dat ëmmer manner wouer ass.

Elo wäert Der warscheinlech äntweren: „Bon, gutt, et kënnt jo eng Upassung vum Steierbarème un déi zwou an eng hallef Indextranche." Do kréie genau déi dote Leit, iwwert déi ech elo geschwat hunn, d'Mindestlounempfänger, dann och méi Netto vum Brutto. Dat ass richteg. Déi kréie méi. Mee allegueren déi aner kréien och méi. Dat heescht, allegueren déi, déi méi héich Salairen ausbezuelt kréien, profitéieren am Endeffekt och an absolutten Zuelen am meeschten dovunner. D'Adaptatioun vun de Barèmen un d'Indextranchen ass eng ganz simpel a virun allem eng net selektiv, net cibléiert Steierentlaaschtung. A virun allem féiert et dozou, wa jidderee méi bäikritt, dass eeben d'Schéier tëschent Aarm a Räich net méi kleng gëtt.

An deem Kontext verweisen ech eeben op déi noutwendeg Steierreform, d'Individualiséierung. De Finanzminister ass virdrunner scho selwer drop agaangen, well ech hätt e gäre gefrot, wou e mat sengen Aarbechten drun ass. An ech sinn elo e bëssen iwwerrascht, dass Der sot, schonn d'nächst Joer géift Der gären an d'Chamber kommen, well kierzlech an enger Table ronde sot den CSV-Fraktiounspresident, 2026 géift Der e Konzept op den Dësch leeën. Da schéngt Der jo elo méi séier ënnerwee ze sinn. Op alle Fall widderhuelen ech dat, wat ech schonn eng Kéier hei gesot hunn: Mir ënnerstëtzen Iech gäre bei deene Beméiungen. Dofir ass et wierklech wichteg, eis och fréizäiteg matanzebannen, well ech mengen, dass et, wann een esou eng grondleeënd Gesellschaftsreform mécht, gutt ass, wann een do eeben den Accord iwwer sämtlech Fraktiounen, iwwer sämtlech Parteien op d'mannst mol probéiert ze erzilen.

Eng aner Mesür, déi ech nach wëll ernimmen, ass d'Prime pour jeunes salariés. Och hei fanne mer d'Zilsetzung ganz sympathesch. Mir haten en änlechen Usaz an eisem Reflexiounspabeier fir déi Steierdiskussioun 2022 ausgeschafft. Mir wollten dat iwwer e Crédit d'impôt maachen. Mir haten et e bëssen aneschters gestaffelt, mee am Endeffekt ass et wichteg, eeben déi Jonk och hei kënnen ze ënnerstëtzen.

(Interruption)

Dann d'integral Ofsetzbarkeet vun de Scholdzënsen. Ech erwänen et och, well meng zwee Virriedner dat och scho gemaach hunn.

An ech wier frou, wa se hei op menger Säit e bëssе méi roueg wären, well et ass immens ustrengend, hei ze schwätzen, wann Dir do amgaange sidd, Är Kosetгtercher ze halen! Dir kënnt jo niewendrunner goen. Merci.

Nach eng Kéier zréck zur integraler Ofsetzbarkeet vun de Scholdzënsen: Jo, hei stelle mer eis just e bëssen d'Fro vum Zäitpunkt. D'Rapportrice huet gesot, dass et effektiv eng ganz käschtenintensiv Mesür ass. An hei froe mer eis, firwat elo eigentlech esou virun de Won gesprонge gëtt an net emol gekuckt gëtt, wat de genauen Impakt dovunner ass. Oder et hätt ee kënnen eng Evaluatioun maachen, eeben do mol ofwaarden, wat dat am Endeffekt bréngt. Well beim Steierjoer 2023 gouf et jo schonn eng Kéier Adaptatiounen. Do gouf et ëm 50 % erhéicht. Da goufen och fir d'Steierjoer 2024 d'Plaffongen nach eng Kéier ëm een Drëttel erhéicht. Wéi gesot, do goufe schonn eng Kéier Initiative geholl an et wär interessant gewiescht, ze kucken, wéi een Effet se bruecht hunn an ob een dann elo nach eng Kéier muss eng Kusch dropsetzen.

Net averstane si mer dogéint mat enger weiderer Ouverture vun der Prime participative. Well generell ass hei bedenklech, dass eng Ongerechtegkeet tëschent de Salariéë geschafe gëtt. Firwat gëtt déi Ongerechtegkeet hei geschafen? Ganz einfach, well déi steierlech Begënschtegung aleng vum Patron u sech ofhängeg gemaach gëtt. Dofir si mer elo net esou ganz waarm, fir déi nach eng Kéier opzemaachen.

Och déi ass an der Vergaangenheet opgemaach ginn. Do waren Ouverturen – och, wéi mer an der Regierung waren. An och hei wär et eigentlech gutt gewiescht, eng Kéier ze kucken, ob et wierklech dëst bruecht huet; also déi Zilsetzung, déi deemools eebe viséiert ginn ass, ob déi domadder erreecht ginn ass. Dofir versti mer net ganz, firwat elo hei déi Noutwendegkeet ass, fir nach eng Kéier no uewen unzepassen.

Déi selwecht Iwwerleeung och beim Régime des impatriés. Och hei gouf et schonn 2023 eng Ouverture. Hei handelt et sech ëm eng Mesür, vun där u sech Leit, déi eigentlech scho relativ gutt verdéngen, kënne profitéieren. Mir gesinn, dass et net nëmmen an deene Secteuren, wou méi héich Salairen ausbezuelt ginn, un Talenter feelt. Mir hunn oft genuch hei d'Diskussioun, dass am Santéswiesen, an de Spideeler, an de Fleeg, awer och am Handwierk, Leit feelen. Déi kënnen allerdéngs net vun där Primm hei profitéieren, well se eeben net de Krittär vun deem Mindestakommes erfëllen – wann ech et richteg am Kapp hunn, mengen ech, sinn et 75.000 Euro. Déi kënnen net heivunner profitéieren – wat mer schued fannen. An dofir si mer och net derfir, hei eng weider Ouverture ze maachen.

D'Betribssteier, ben, do wëll ech soen: D'LSAP ass net géint d'Betriber, a mir sinn och net per se géint Steiererliichterunge fir d'Betriber. Elo ass et awer esou: Déi Baisse vun engem Prozentsaz mécht 70 Milliounen aus. Ech mengen, Dir hat eng Kéier an enger Kommissioun gesot, et wären 100 Milliounen. Soit! De Punkt ass: Et ass strukturell. Dat ass net eng Kéier, wou elo déi 70 Milliounen un d'Betriber ginn. Déi ginn alljoers un d'Betriber!

An hei verweisen ech op den Avis vun der Cour des comptes elo am Kader vum Budget, déi och hei op dës Mesür ageet. Si seet, dass et keng faktesch Legitimatioun fir dës Steierbaisse gëtt. Dir sot zwar ëmmer erëm, dass duerch déi heite Baisse géife méi Recetten erakommen an et doduerch dann herno am Dëppe spruddele géif, mee garantéiert ass et am Endeffekt net.

An dovunner ofgesinn eeben, dass net kloer ass, wat dës Mesür elo konkreet bréngt, wéi den Impakt ass, ass et virun allem eng Mesür mat der Géisskan. An hei hätt ee sech gewënscht, grad elo, fir d'Betriber jo ze motivéiere fir déi duebel Transitioun – d'Digitaliséierung an d'Nohaltegkeet –, dass een do vläicht méi cibléiert virgaange wär, amplaz ze soen: „Jiddereen kann elo dovunner profitéieren. All Entreprise kritt elo eng Faveur gemaach."

Voilà, dat vereenzelt zu deene Mesüren, déi ech gäre wollt ervirhiewen. Dir mierkt, dass mer mat där globaler Approche elo net esou ganz averstane sinn, dass eebe jiddereen hei e Stéck vum Kuch ofkritt, notamment: Déi mat méi Sue kréie méi, an déi aner, déi manner Suen hunn, kréien dann och e manner grousst Stéck vum Kuch – virun allem eeben, well eis et wichteg ass, dass mer déi Selektivitéit méi erakréien, fir eeben d'Schéier tëschent aarm a räich méi kleng ze maachen.

Et fält och op, dass d'Regierung sech net d'Zäit gelooss huet, bei verschiddene Mesüren, déi, wéi ech virdrun erwäänt hunn, rezent eréischt geännert goufen, ofzewaarden, wat genau den Impakt ass, fir dovunner eng Analys ze maachen, fir dat ze evaluéieren. Et gëtt einfach hei nach eng Kusch dropgesat, vläicht well et dem eegenen Elektorat déngt. Wéi och ëmmer, mee sécherlech wäert Der eis elo nach eng Äntwert dozou ginn.

Op alle Fall ass et e Package mat ganz ville Mesüren. An et si Mesüren derbäi, déi mer net gutt fannen. Mee et si virun allem och Mesüren derbäi, déi mer gutt fannen. An dofir wäert ech och hei e Vote séparé ufroen, well awer Mesüren derbäi sinn, déi mer wierklech fir wichteg halen, déi mir genausou gemaach hätten. An déi wëlle mer gären ënnerstëtzen.

An dofir, Här President, iwwerreechen ech Iech dann hei d'Dokument, wou mer de Vote séparé ganz genau op fënnef Artikele froen, wou mer da kënnen herno déi aner matstëmmen. Merci.

(Mme Taina Bofferding dépose une demande de vote séparé sur les articles 2, 3, 12, 19 et 20 du projet de loi 8414.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | A merci.

M. Claude Wiseler, Président | Nach eng Kéier merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass dann den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, „vill am Portmonni an eng staark Ekonomie", jo, dofir steet d'ADR. Haut stëmme mer hei iwwer eng ganz Partie gutt Fuerderungen of, déi d'ADR scho laang gestallt huet. An dat freet eis immens.

Den 1. Januar geet et lass. Da bezilt jiddwereen hei am Land manner Steieren. Dat heescht, jiddwereen am Land – Dir, mir – huet méi am Portmonni. Dat gëtt eng gutt Saach. Dat ass d'Upassung vun der Steiertabell un den Index. Eng laangwiereg Fuerderung vun eis. Endlech!

Da gëtt et och soss nach Steiererliichterungen. Et gëtt eng Steierfräiheet fir de Mindestloun. Dat ass och eng Fuerderung, déi d'ADR scho virun zwee Joer gestallt huet, deemools an enger Motioun, déi d'CSV matgestëmmt huet, d'DP net. Haut ass d'DP dann och op eis Fuerderungen opgesprongen. An et freet eis och immens, dass si esou wäit sinn …

(Interruption)

… an dass mer also elo de Mindestloun steierfräi maachen. Dat ass eng gutt Saach. Muer wäerte mer de Mindestloun nach weider erhéijen. A mir sinn der Meenung, dass ee roueg och do nach kann an Zukunft eppes derbäisetzen, fir dass déi Leit, déi de Mindestloun hunn, och kënne gutt liewen.

Bei de leschte Wale war d'ADR déi zweetstäerkst Partei gi bei deene Jonken hei am Land. Dat huet eis immens gefreet, mee dat verflicht och. An duerfir hu mer hei och eng Fuerderung: Dat ass, dass d'Beruffsufänger, déi jonk sinn, eng Steiererliichterung kréien. Dat ass gutt fir all déi Jonk, déi ufänke mat schaffen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dann eng aner Fuerderung, déi d'ADR och gestallt hat: Dat ass, dass mer d'Steiere bei de Betriber op engem räsonabelen Niveau halen, dat heescht erofsetzen. Dat geschitt hei. D'Betribssteier geet erof. Dat ass eng gutt Saach, well wa mer staark Betriber hunn, dann hu mer och vill Sue fir de Staat. An da kënne mer och vill Soziales maache fir d'Leit.

Mir soen ëmmer: Eis Finanzplaz ass immens wichteg a mir mussen eis Finanzplaz ënnerstëtzen, well si ass et, déi eis Wirtschaft am stäerksten undreift. Do ass et och wichteg dann, dass mer hei eng Verbesserung maachen um Niveau vun der Taxe d'abonnement, wat der Finanzplaz zeguttkënnt.

Dat an nach ganz vill aner Saache ginn haut hei ofgestëmmt. Dat ass eng gutt Saach. Vill am Portmonni – eng staark Ekonomie. Ech hoffen, dass dat heiten alles haut duerchgeet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma merci och. An déi nächst Riednerin, déi scho prett ass, ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass ëmmer flott, no engem Majoritéitssprиecher hei d'Wuert ze ergräifen.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

(Interruption par M. Gilles Baum)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, nee, ech weess. Jo, Här Baum, ech weess.

M. Gusty Graas (DP) | Dat ass, well Der net méi derbäi sidd.

(Exclamations, hilarité et interruption par M. Gusty Graas)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Genau, genau. Ech vermëssen Iech. Ech vermëssen Iech.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, an elo huet d'Madamm Tanson d'Wuert. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ok.

Kleeserchersdag war de leschte Freiden, mee fir eng Partie Leit a grouss Entreprisen ass et haut. D'Regierung an hirem Elan, fir d'Steierrecetten erofzesetzen, huet am Juli e Pak op den Dësch geluecht, deen en Deel vun de Mesüren enthält, mat deene se Stéit an Entreprisë wëll entlaaschten. Anerer waren am Projet virdrun dran. Anerer sinn am Budget oder a Règlement-grand-ducallen, wéi d'Rapportrice et rappeléiert huet. Jee, et gesäit awer net ganz esou koordinéiert aus, wéi Der et vläicht wëllt duerstellen.

Mee och an dësem Pak gëtt et gutt Elementer. An et gëtt der, déi mer manner gutt fannen. Vu meng

Riedezäit begrenzen ech mech elo op ganz wéineg Mesüren.

Fir d'Éischt emol dat, wat wierklech ganz gutt ass. Dat ass d'Erhéijung vum Crédit d'impôt monoparental an déi zousätzlech Entlaaschtung an der Steierklass 1a. Et ass eng absolutt Noutwendegkeet, de Leit, déi elengerzéiend sinn, méi staark ënnert d'Äerm ze gräifen. Dir maacht dat mat dësem Text. Mir haten dat och schonn als Gréng virun zwee Joer gefuerdert. Ech si frou, dass Dir elo dee Sputt fonnt hutt, dee virdru jo scheinbar net do war. Mir fannen dat jiddefalls gutt a richteg.

Ech wollt nëmmen dozou eng Remark maachen, déi d'ganz Regierung betrëfft an Är Volontéit, déi och richteg ass, datt déi Leit, déi eng Hëllef zegutt hunn, déi och kréien. Och de Crédit d'impôt monoparental kritt een nëmmen, wann ee weess, datt een en zegutt huet, a wann een en dann och ufreet. An duerfir: Wësst Der eventuell, wéi vill Leit en net ufroen, déi en zegutt hätten? A wat hutt Der wëlles, fir sécherzestellen – ech ka mer virstellen, dass Der déi Chifferen elo net bei der Hand hutt –, mee wat maacht Der, fir sécherzestellen, datt all déi, déi en zegutt hunn, en och kréien? Wier et net eng Iwwerleeung, wéi bei anere Steierkreditter derfir ze suergen, dass en automatesch ausbezuelt gëtt?

Dann d'Steierbefreiung vum Mindestloun, och iwwer e Steierkreditt. Dëst erlaabt, laut de Berechnungen, déi Äre Ministère ons zoukomme gelooss huet – do waren e puer verschidden Zuelen –, mee datt ab dem 1. Januar eng Persoun an der Steierklass 1, déi de Mindestloun kritt, 22 Euro méi de Mount huet, mat der Upassung vun der Steiertabell.

Dat ass och definitiv e Schrëtt an déi richteg Richtung. Dat gëtt muer och nach eng Kéier mat der usueller Erhéijung vum Mindestloun confirméiert. D'Zil muss awer sinn, dass mer de Budget de référence erreeche mam Mindestloun. Et däerf also net bei dëse Mesüre bleiwen. D'Fro steet och nach am Raum, wéi et mat de Pensionnairen ënner 64 Joer ass, a mat den Independanten, déi net méi verdénge wéi de Mindestloun.

An dann hätte mer natierlech gären d'Confirmatioun, datt falls sech duerch d'Indextranchen eppes géif änneren, réckwierkend de Steierkreditt och esou ugepasst gëtt, datt de Mindestloun weider steierfräi bleift.

Mir fannen et och prinzipiell gutt, datt mat der deelweis steierbefreiter Primm fir Jonker ënner 30 eppes fir jonk Beruffsufänger gemaach gëtt. Mir bedaueren hei just, datt et dem Patron iwwerlooss ass, ob en esou eng Primm ausbezilt oder net, an datt de Jonken de Benefiss dovunner verléiert, wann e seng Plaz verléiert, och wann et net säin eegene Choix ass, d'Plaz ze verléieren.

Eng ganz Partie Jonker wäerten net an de Genoss vun dëser Primm kommen. Mir fannen, datt et wichteg wär, all déi Jonk, déi grad déi éischt Schrëtt ganz autonom an hirem Liewe maachen, ze ënnerstëtzen. Dowéinst hätte mir eigentlech léiwer e generelle Crédit d'impôt fir jonk Salariéen ënner 30, mee vu dass mer awer dat hei e gudden éischte Schratt fannen, droe mer dat mat.

Och d'Primm fir d'Impatriéen droe mer prinzipiell mat, quitte dass ech do och d'Remark deelen, déi d'Chambre des Métiers an hirem Avis mécht, dass mëttlerweil och fir Beruffer, déi vläicht manner qualifizéiert sinn, se ganz wäit musse siche goen an et sécherlech och en Ureiz gewiescht wier, dat auszeweiden op Leit, déi manner verdéngen.

Wat d'Upasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun ugeet, do kennt Der eis Bedenken, déi dohier kommen, datt nieft dem Fait, datt schonn den Index besonnesch deenen, déi vill hunn, méi bäigëtt, och déi hei Mesür deene méi Netto vum Brutto gëtt, déi vill verdéngen. Laut der Tabell vun der Salariatskummer: ongeféier 35 Euro de Mount fir een, deen 3.300 Euro de Mount verdéngt, an ongeféier 70 Euro de Mount fir een, dee véiermol méi verdéngt.

Nee, mir sinn net géint punktuell Upassunge vun der Tabell. Mir hunn der mat ënnerstëtzt iwwert déi lescht Joren. Mee wéi d'Salariatskummer et virrechent, maachen déi zwou Upassungen – déi vun dësem Joer, déi mer jo effektiv schonn zu engem gudden Deel decidéiert haten, an déi vun 2025 – insgesamt 705 Millioune fir dës zwee Joer aus.

Déi leschte Kéier – an dat ass en interessante Passage aus dem Avis vun der Salariatskummer –, wou esou e Batz Suen an de Grapp geholl gi war, dat war 2008 an 2009, wou d'Tabell, d'ailleurs ënner CSV-Regierungen, vun 1995 un net méi ugepasst gi war. Et stelle sech zu dësem Punkt e puer Froen.

Dir waart effektiv mam Verspriechen ugetrueden, d'Tabell komplett unzepassen. Et bleiwen à ce stade nach 1,5 Tranchen, an et kënnt mat grousser Warscheinlechkeet geschwënn eng nächst derbäi. Da si mer also geschwënn erëm bei 2,5 Tranchen. Dofir meng Fro: Wéini kënnt déi nächst Upassung? A wéi ass et da mat där automatescher Upassung un d'Steiertabell, déi Dir jo, mengen ech, 2012 als Rapporter mat ofgeschaaft hutt?

(Interruption)

Da wollt ech awer och nach op dat agoen, wat d'Chambre des Salariés an hirem Avis zum Budget schreift, nämlech datt d'Upassung vun der Steiertabell eng Nullronn riskéiert duerzestellen, well d'Regierung gläichzäiteg den Energiedeckel halbéiert an d'Netzwierkkäschten an d'Luucht ginn. Ausser de Menagen an der Steierklass 1a riskéiere vill Leit um Enn vum Mount, net méi Netto vum Brutto ze hunn, well se zousätzlech musse méi héich Energiekäschte bezuelen.

D'Salariatskummer verweist an deem Kontext och op d'OCDE. Déi schreift, datt d'Erofschrauwe vun den Energiehëllefen „compense largement la diminution de l'impôt sur le revenu découlant de l'adaptation du barème". Et gëtt Iech also souwuel national wéi international certifiéiert, datt Äre Méi-Netto-vum-Brutto an der Realitéit, ausser fir den 1a, e bëssen eng Mogelpackung ass.

Erlaabt mer nach e puer Wuert zum Erofsetze vun der Betribsbesteierung ëm 1 %. Grondsätzlech stelle sech fir eis hei dräi Problemer:

Wat kascht déi Mesür wierklech? D'Schätzunge gi vu 55 Millioune bis 200 Milliounen d'Joer. Duerch déi Baisse, déi absolutt net quantifiabel ass, maache mer eis nach méi ofhängeg am Budget vun Tubak a Co.

Zweetens: Et ass gewosst, datt nëmmen e ganz klengen Deel vun Entreprisen e ganz groussen Deel vun de Recettë vum IRC bezuelen, et also virun allem déi sinn, déi heivu profitéiere wäerten. Do stellt sech natierlech d'Fro: Ass et wierklech sënnvoll, wann eng Entreprise wéi Amazon nach manner Steiere bezilt?

An drëttens: Et gëtt gehofft, datt duerch d'Steierenerofsetze méi Steieren erakommen a méi investéiert gëtt. Dës „Comptoirsgespréicher", wéi e Vertrieder vun der Cour des comptes et an der Kommissioun genannt huet, amplaz vun haarde Fakten, sinn net esou seriö, wéi mer eis dat erwaarden. A mir hätten och léiwer gesinn, datt, fir den Invest ze stäerken, méi geziilt Mesüre geholl gi wären. Mir hoffe jiddefalls, datt Äert Gepokers opgeet, mee nohalteg gewirtschaft ass dat net. Ech hätt dann och do nach eng Fro: Wéi geet et weider mat de Baissë vum IRC?

An ech deposéieren nach eng Motioun. Ech froen, wéi d'Cour des comptes et och freet, datt eng chifféiert Evaluatioun vum Déchet fiscal vun dësem Pak gemaach gëtt bei all Budgetsprojet, well mer hei ëmmerhi vun engem Déchet fiscal vun 2 Milliarden iwwer dräi Joer schwätzen. Dofir denken ech, datt dat ubruecht wier.

Motion 1

« Évaluation du "Entlaaschtungs-Pak" »

La Chambre des Députés,

considérant

– le déchet fiscal important du « Entlaaschtungs-Pak », estimé dans le projet de budget pour l'exercice 2025 à environ 2 milliards d'euros sur la période 2025–2028 ;

– les incertitudes entourant ce type d'estimations, mises en exergue notamment par les chiffres avancés par la Banque centrale du Luxembourg, qui estime que pour 2025, le déchet fiscal de la réduction d'un point de pourcentage de l'IRC s'élèvera à 200 millions d'euros et non à 56 millions d'euros tel qu'estimé par le Gouvernement ;

– l'avis de la Cour des comptes relatif au projet de budget pour l'exercice 2025 dans lequel elle « invite le Gouvernement à dresser une évaluation chiffrée exhaustive du déchet fiscal engendré par l'"Entlaaschtungs-Pak" à l'occasion du dépôt des projets de budgets et des comptes généraux de l'État » ;

– face aux énormes défis comme la crise du logement, la crise climatique et les tensions géopolitiques, l'importance de garantir à l'avenir des recettes fiscales suffisantes et suffisamment diversifiées afin d'assurer le financement de l'État, dont notamment les prestations sociales et les investissements dans les infrastructures,

invite le Gouvernement

– à effectuer et présenter à la Chambre des Députés une évaluation chiffrée exhaustive du déchet fiscal engendré par les mesures du « Entlaaschtungs-Pak » lors du dépôt des prochains projets de budgets et des comptes généraux de l'État.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Et ass un Iech, Här Goergen. Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Haut schwätze mer iwwert den Entlaaschtungs-Pak, wou vill Mesüren dra sinn, déi mer eigentlech bekannt virkommen, well villes baséiert op Iddien an op Motiounen, déi déi viregt Oppositioun erabruecht huet. An et war ëmmer den Här Roth, wann en als Spriecher vun der CSV hei uewe stoung, deem ech ganz gär nogelauschtert hunn an de Finanzfroen, well en ëmmer iwwert déi Entlaaschtunge geschwat huet.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Den Här Roth huet elo net eent zu eent all d'Entlaaschtunge bruecht, déi d'CSV wärend deene fënnef Joer genannt huet, mee et ass jo och nach e bëssen Zäit, déi Der hutt, fir weider Entlaaschtungen ze bréngen. Mee op d'mannst hutt Der zum Deel Wuert gehale bei deem, wat Der déi fënnef Joer gesot hutt, an Dir hutt déi Entlaaschtunge bruecht.

Mir hunn och den Exercice gemaach a mir hunn e bësse Motioune gekuckt, déi souwuel d'Piraten an d'CSV erabruecht hunn an deene leschte fënnef Joer, wéi mer an der Oppositioun waren. An

iwwerraschenderweis sinn hei verschidden Elementer dran, wou awer dann eng DP zum Beispill dergéint gestëmmt hat. Well déi Diskussioun, de Mindestloun steierfräi ze maachen, déi gouf et hei an der Chamber!

Deemools war et nach den Här Baum. Ech mengen, Dir hat nach eng Diskussioun mam Här Clement, wou Der gesot hutt: „Deen ass scho steierfräi“, an do hu mir Iech nach schnell um Blat gerechent, dass dat net de Fall wär. An elo hutt Der et jo dann ëmgesat. Deemools goufen déi Motiounen awer verworf.

(Interruption)

Dat selwecht bei de Scholdzënsen. Do hate mer och schonn e puer Tier hei gedréint mat Motiounen, wou mer gesot hunn: „D'Leit kënne jo net derfir.“ Op där anerer Säit maachen d'Banken awer genuch Profitt, fir dass se herno erëm hir Steiere bezuelen. Dofir begréisse mir och an dësem Entlaaschtungs-Pak, dass d'Scholdzënsen erofginn – dernieft dass den net qualifizéierte Mindestloun steierfräi wäert ginn.

Mir haten och – dat ass elo nach net ëmgesat, mee vläicht kënnt dat jo och nach – eng Kéier hei diskutéiert iwwer eng Primm Enn des Jores fir jiddereen. Déi Diskussioun war deemools, mengen ech, aus Däitschland e bëssen eriwwergeschwappt. An do war d'CSV och net ofgeneigt. Aus dem Kapp eraus, mengen ech, hu mer vun 3.000 oder 5.000 Euro deemools geschwat, wou ee kéint kucken, wann ee vum Patron zum Beispill eemoleg eng Primm kritt. Déi Diskussioune ware jo alleguerten och hei am Haus. Dat heescht, do sinn och nach Méiglechkeeten a Loft no uewen.

Dir maacht och elo eppes fir d'Elengerzéier. Dir wësst, dass mir scho laang derfir plädéieren, dass déi eenheetlech Steierklass kënnt. An Dir hutt och do e Vertrauensvirschoss. Ob et elo 2025 oder 2026 ass, ass mer zimmlech egal. Haaptsaach et kënnt schnell, well d'Leit dat brauchen an den ale Steiersystem einfach net méi fair ass.

Deementspriechend begréissen ech och, dass Der de Courage hutt, dat unzepaken, well et ass keen einfachen Dossier. Mir stoungen ëmmer als Oppositioun hei, och déi lescht fënnef Joer, an hu gesot, dat wär esou einfach: eng Steierklass. Mee wann een herno als Minister do sëtzt ... Also, ech mengen – Dir kennt d'Situatioun elo, well Dir waart fënnef Joer hei, an elo sëtzt Der do –, dass dat awer net esou mat engem Schnipps ëmzesetzen ass.

(Interruption)

Dass Der elo d'ETFe virun allem, also déi aktiv gemanaget ETFen ... Dat ass richteg, well dat wäert d'Zukunft sinn. Am Moment ass et, dass de Marché ëmmer manner op d'Aktien individuell geet, mee e geet éischter op aktiv gemanaget ETFen, soudass dat wierklech e Marché ass, dee fir Lëtzebuerg immens interessant ass a wou et ëm Milliarden herno wäert goen, wa mer dee Marché heihinner wäerte kréien. An Dir probéiert, deen elo attraktiv ze halen.

Dir kënnt natierlech och – an Dir wësst, mir Piraten sinn do ganz affin drop – un d'Kryptoen denken. Dat ass jo aktuell, mam Bitcoin iwwer 100.000 Dollar, erëm en Theema, wou Lëtzebuerg och nach net staark genuch ass. Dat ass sécherlech och nach e Marché, wann Der nieft den aktiv gemanageten ETFen och géingt un d'Kryptoen denken. Och do kéinte mer fir d'Zukunft opbauen. Ech weess, et deelt net jiddereen – mir haten och dat schonn e puermol hei an der Chamber – d'Meenung vun eis Piraten, dass dat och eng grouss Zukunft wäert sinn, an e grousse Marché. Mee mir sinn eeben iwwerzeegt dovunner, dass alleguerten déi Kryptowärungen och wäerten hire Wee fannen. Et si jo och Leit, déi hunn deemools gesot: „De Bitcoin wäert ni iergendeppes ginn.“ Lo ass en op 100.000.

(Interruption)

D'Betribssteier, jo, den Här Goldschmidt hat et och virdrun erwäänt: Dann hänkt et herno nach dovunner of, wat Är Gemeng am Impôt commercial communal, am ICC, mat erofsetzt. An dat ass eeben dat ... Ech hat déi Diskussioun oft bei eis am Gemengerot. Well den Här Goldschmidt hat elo e gutt Beispill ginn: D'Stad Lëtzebuerg – ech hunn d'Zuel nach am Kapp wéinst de Moien – ass mat 225 natierlech mat déi déifsten am Land. Ech hunn am Gemengerot ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Gottseidank!

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo! Ma, Här Mosar, ech wéilt, Är CSV-Kolleegen zu Péiteng wären där selwechter Meenung, well ech sinn elo do siwe Joer mat hinnen amgaange gewiescht. Déi hu se nämlech op 350 gesat – ëmmer méi héich. An ech sinn nämlech och der Meenung, dass se sollt erofgesat ginn, well ... Et ass eng aner Diskussioun nach, mee deen Dumping tëscht de Gemengen ass och net gutt. Mee well den Här Goldschmidt et virdrun hei erwäänt huet: D'Stad Lëtzebuerg ass do e positiivt Beispill. Ech wollt eigentlech do d'Stad Lëtzebuerg luewen, well dat ass positiv.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Fuert elo weider, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, ech hätt och gär, dass se zu Péiteng d'Steiere géifen erofsetze fir d'Betriber, mee do ass een op daf Ouere gestouss.

(Interruption)

Dann zum Groussen: Dat ass de Barème an Index an inflatiounsgebonnen. Ech mengen, et ass e bëssen eng Mogelpackung, wann een ëmmer seet: „Dat sinn Entlaaschtungen.“ Ech hat dem Här Delles dat lescht Woch schonn hei gesot: Et ass éischter, dass een et neutraliséiert. Dat sinn nämlech verstoppte Steiererhéijunge gewiescht an et geet een elo einfach hin an et neutraliséiert een dat. Et kann een dat net verkafen als grouss Entlaaschtung oder Steierreduktioun. Et ass einfach eng Neutraliséierung.

Ech sinn awer frou, dass dës Regierung de Courage huet, se ze neutraliséieren, och wa mer elo just op 6,5 vun deenen 8 sinn. Vläicht e klengen ..., nach e bëssen. Da packt Der och nach déi aner Hallef an déi, déi nächst Joer kënnt.

An dofir hunn ech Iech och eng Motioun matbruecht – ech mengen, Dir kënnt Iech et schonn denken, ech hat se schonn d'lescht Joer oder virlescht Joer –, fir dass de Barème erëm soll automatesch ugepasst ginn, well et ass einfach eng verstoppte Steiererhéijung. A wann den Index fält, soll een net de Leit méi Steieren aus der Täsch huelen. Wann ee wierklech d'Leit entlaaschte wëll, da soll een et och automatiséieren, fir dass de Barème automatesch ugepasst gëtt.

Ech wäert haut d'Zoustëmmung zum Entlaaschtungs-Pak ginn. Et ass de richtege Wee. Mir hunn hei quasi en Entlaaschtungsminister, deen de richtege Wee ageschloen huet.

(Interruptions)

Jo, ech hunn déi lescht Joren ... Et muss een dat och heiansdo zouginn. Den Här Roth mécht dat, wat déi lescht Joren hei gefuerdert ginn ass.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Une voix | Nëmme bei der CSV.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hu bei Gambia Riede gehalen, wou mer géint méi Belaaschtunge gestëmmt hunn a géint méi Belaaschtunge geschwat hunn. Ech si frou, dass ech elo an engem Zenario sinn, wou mer Gesetzer kënne matstëmmen, wou d'Leit entlaascht ginn. Also dofir ass dat emol positiv. Dat däerf een och emol eng Kéier soen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Mat all Indextranche kritt een 2,5 % um Bruttoloun bäi, mee netto bleiwe keng 2,5 % iwwreg, well ee mat méi Bruttoloun och méi Steiere muss bezuelen an deemno beinhalt all Indextranche eng Steiererhéijung, déi d'Kafkraaft vun de Leit schwächt (och kal Progressioun genannt).

– Dës Regierung huet am Kader vun hirem „Entlaaschtungs-Pak“ ugekënnegt, de Steierbarème ëm 6,5 Indextranchen unzepassen an esou d'Steierlaascht vun de Leit ze reduzéieren, fir d'Kafkraaft ze stäerken.

– Den Entlaaschtungs-Pak vun der Regierung ass keen automatesche Mechanismus, deen d'kal Progressioun ofschaaft an dem Steierzueler garantéiert, dass zukünfteg Indextranchë steierlech neutraliséiert ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– d'kal Progressioun ofzeschafen, andeems de Steierbarème bei der Akommessteier an Zukunft indexéiert gëtt, an dëst ab dem Steierjoer 2025.

(s.) Marc Goergen.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, wannechgelift, et geet ëm e Fait personnel. Ganz kuerz wëll ech drop agoen, wat den Här Goergen gesot huet. Den Här Goergen huet gesot, ech hätt d'lescht Joer gesot, de Mindestloun wär lo scho steierfräi. Dat ass och de Fall an der Klass 2 an an der Klass 1a, mee an der Klass 1 net. Dat hunn ech och dee Moment esou gesot. An ech hunn och hei dee Prozentsaz avancéiert, dee mir vum Finanzministère matgedeelt ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Déi Rektifikatioun gemaach, ass dann elo d'Wuert fir den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Also mir sinn och fir eng Harmoniséierung vum Hiefsaz bei der Gemengesteier no uewen. Mir hunn dat jo och ëmmer an der Gemeng bemängelt, allkéiers, datt wéinstens d'Stad Lëtzebuerg versicht, mat de Gemenge ronderëm sech eens ze ginn, fir erop- amplaz erofzegoen. Mee bon.

Här President, bon, bei deem heite Projet de loi si mer erëm konfrontéiert mat engem Cadeau empoisonné, fir dat emol esou ze soen, wéi virdrun, awer nach méi krass. Natierlech ënnerstëtze mir d'Adaptatioun vum Barème ëm 2,5 Indextranchen duerno. An déi strukturell Verbesserung vun der Klass 1a, déi de Menagë méi Kafkraaft gëtt, dat ass ..., ech mengen, jiddereen ënnerstëtzt dat.

Mee op der anerer Säit kritiséiere mer awer ganz schaarf a ganz staark déi weider Steierkaddoe fir d'Patronat a fir d'Toppmanager. Mir wäerten nach dorobber zréckkommen.

Et ginn Ongerechtegkeeten ofgeschaaft oder behuewen, mee anerer ginn awer trotzdeem geschafen. Wéi gesot, mir sinn natierlech fir d'Adaptatioun vum Barème. Et muss een awer zwou Saachen dozou soen.

Éischtens ass dat heiten elo keng strukturell Baisse vun der Besteierung vun de Menagen, well d'Regierung jo just deelweis déi verstoppte Steiererhéijunge vun der Vergaangenheet nees réckgängeg mécht. An déi Suen, déi d'Menagen an der Tëschenzäit ze vill bezuelt hunn, déi kréie se och net zréck. Et ass e bësse falsch vun der Regierung, dat esou duerzestellen, wéi wann dat exklusiv op hirer Mëscht gewuess wier.

Zweetens modifizéiert dat heiten net déi, an eisen Aen, ongerecht Verdeelung vun der Steierlaascht. Mir si jo der Meenung, datt eise Barème d'Mëttelschichten ze vill belaascht an déi räich Menagen net genuch. An dorunner ännert sech leider heimadder näischt, vläit eng Kéier bei enger nächster Steierreform.

Wou et tatsächlech eng strukturell Verbesserung awer gëtt, dat ass bei der Klass 1a. Dës Steierklass gëtt nach eng Kéier méi grondsätzlech entlaascht. Dat begréisse mir. Allerdéngs muss een do awer och e bëssen déi Duerstellung vun der Regierung nuancéieren, datt déi Mesür just dofir wier, fir Monoparentallen aus der Aarmut ze hëllefen, wat och stëmmt, mee éischtens ginn hei och déi ganz héich Revenue steierlech entlaascht, also och déi Persounen an der 1a, déi ganz wäit vum Aarmutsrisiko ewech sinn, an zweetens si jo och net just alengerzéiend Persounen an där Steierklass, mee och Wittleit an och Persounen iwwer 64 Joer. Mir gënnen absolutt dem Pensionnaire mat enger Rent vun 100.000 Euro, datt en elo iwwer 2.000 Euro manner u Steiere muss bezuelen. Mee déi grouss sozial Mesür ass dat jo och net.

Dann zur Steierentlaaschtung vum Mindestloun. Hei gëtt deelweis esou gemaach, wéi wann dat elo den Nec plus ultra vun der Aarmutsbekämpfung wier. D'Rapportrice huet gesot: „Hei kuckt ...", oder d'Spriecherin vun der CSV an deem Fall: „Kuckt, wat d'CSV quasi fir e grousst Häerz huet, kuckt, wat mir do maachen, fir déi Leit, déi ganz wéineg verdéngen."

Déi Leit – mer mussen d'Kierch am Duerf loossen – dat sinn déi Leit, déi all Woch 40 Stonne schaffe gi fir de Mindestloun, an dat wärend 46 Wochen am Joer am Prinzipp. Déi kréien duerch dës grandios Mesür fir d'Joer 2025, haalt Iech un, ganzer eelef Euro de Mount bäi! Dat geet knapps duer fir e Plat du jour an engem Kebab vum Eck. Dat ass dee grousse soziale Worf vun dëser Regierung. Wéi gënnerhaft. Wéi gënnerhaft! Passt op!

An Dir maacht dat jo och net mat Äre perséinleche Suen, mee mat de Sue vum Staat, vun der Allgemengheet, wou Der versicht, u sech e klenge Bonbon dohinner ze geheien, a wou mir och ëmmer soen: Dir huelt déi Steierentlaaschtung vum Mindestloun u sech, fir d'Patronat ze entlaaschte vu senger Verflichtung, senge Salariéen e Salaire ze bezuelen, dee wierdeg ass, deen u sech honorabel ass. An et ass schonn e puermol gesot ginn: De Mindestloun zu Lëtzebuerg, dee misst wéinstens iwwert d'Aarmutsgrenz goen, dat heescht wéinstens ëm 300 Euro erhéicht ginn. Dat ass d'Verflichtung vum Patronat ! Dat ass u sech dat, wat misst geschéien.

Well et däerf een och net vergiessen, datt wann de Mindestloun eropgeet, dat jo och en Impakt wäert hu fir d'Léin, déi och nach iwwert dem Mindestloun sinn. Mir maachen do net just eppes fir de Mindestloun. Dat ass u sech dat, wat déi heite Regierung misst maachen.

Ech muss awer och soen: D'Patronen, déi awer mat enger Armada vu Salariéë schaffen, déi ënnert der Aarmutsgrenz bezuelt gi fir dee Räichtum, deen d'Salariéë bezuelen – dat si keng sozial Schwaacher, dat si just Leit, déi vill ze vill ausgebeut sinn –, déi maachen hir Aarbecht ganz schlecht. Well dat heescht, si maache Profitter. Jo, wéi dann? Andeems se hir Leit bezuelen, d'Leit bezuele mat engem Salaire, deen ënnert der Aarmutsgrenz ass.

Et freet ee sech iergendeng Kéier, ob d'Betriber nach iwwerhaapt Steiere bezuelen, ob d'Betriber iwwerhaapt nach eng Kéier hire Salaire bezuelen, wa mir dat och nach lues a lues musse maachen. An anerersäits kommt Der mat Ären Talenter, déi Der iergendeng Kéier misst awer e bëssen definéieren. Dat si keng Talenter, dat ass de Régime des impatriés, dat sinn Är Toppmanager. Dat si Leit aus dem Ausland, déi wéinstens 150 Kilometeer wäit ewech vun hei wunnen an déi tëschent 200.000 a 400.000 Euro d'Joer verdéngen. Déi sollen heihinner kommen an déi gi wärend deenen aacht éischte Joer nëmmen zur Hallschent besteiert.

An dat ass e grousse Kaddo. A mir hunn dat u sech berechent, well wann eng Bank zum Beispill aus dem Ausland en neien Direkter komme léisst, deen da 400.000 Euro Pai pro Joer kritt an da kritt en och nach uewen drop eng Prime participative vun 120.000 Euro, da spuert déi Persoun op hirem Revenu 117.000 Euro u Steieren am Joer. Dat heescht engersäits de Mindestlounempfänger eelef Euro méi am Mount, fir sech e Plat du jour beim Kebab ze kafen, an anerersäits de Bankdirekter 117.000 Euro pro Joer. Dat ass d'Sozialpolitick vun dëser Regierung! Dat ass keng Sozialpolitick mat eise Steiergelder, Steiergelder, déi eis duerno feelen.

D'selwecht bei der Betribssteier, déi jo erofgesat gëtt. An do ass de groussen Zirkus. Et ass scho gesot ginn: Den Déchet fiscal, wéi vill wäert dat kaschten? Do si mer, wann et nëmmen ëm déi iewescht Klass geet, also déi, déi vu 17 op 16 erofgeet, da si mer bei 54 Milliounen. Mee deemno wéi, an dat seet jo och d'Zentralbank, kënne mer op 200 Milliounen Déchet fiscal pro Joer goen.

Dir musst Iech iergendeng Kéier eens ginn. An et ass net seriö, wann einfach esou e Steierkaddo gemaach gëtt, ouni datt e bezifert ass. Well eng Saach, an dat sot jo och d'Cour des comptes: Mir wëssen, wéi vill et da wäert kaschten. Warscheinlech! Quoi que, Dir sidd Iech net eens. Et wäert eppes kaschten, mee wat en erabréngt, Ären Trickle-down aus de Reagan-Joren, deen net funktionéiert huet, och schonn deemools net, dat wësse mer net.

Dofir wäerte mer jo och déi Motioun vun de Gréngen ënnerstëtzen. Dofir, well et eng Partie Saache gëtt, déi mir ënnerstëtzen, wéi zum Beispill d'Adaptatioun eebe vum Barème, d'Steierklass, de Crédit d'impôt monoparental, och d'Entlaaschtung vum Mindestloun, och wa mer der Meenung sinn, e misst erhéicht ginn, wëlle mer e Vote séparé och froen, well mer bei anere Saache komplett net averstane sinn, notamment bei den Toppmanageren, déi manner besteiert ginn, respektiv och bei der Betribssteier, déi erofgeet. Voilà, Här President, eis Demande fir Vote-séparéen.

(M. David Wagner dépose une demande de vote séparé sur les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du projet de loi 8414 et une demande de vote séparé sur les articles 2, 12, 15, 19 et 20 du projet de loi 8414.)

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dat heescht, Dir hutt zwou separat Demanden hei eraginn?

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

M. David Wagner (déi Lénk) | Soll ech dat erkläre kommen?

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, si si kumulativ ze huelen, gesinn ech. Et ass ok, ça va. Villmools merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister. 15 Minutten.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt zu Ufank der Rapportrice Merci soen, déi déi 16 Mesüre ganz prezis duergeleucht huet, déi an dësem Steierpak dra sinn. Ech wëll awer virun allem och jiddwerengem vun den Intervenantë Merci soen. Ech hu fonnt, dass mer op engem schwieregen Dossier, wou déi politesch Vuë ganz ënnerschiddlech sinn, e ganz fairen a konstruktiven Debat haten an ech respektéiere jiddwerengem seng Meenung, déi e gesot huet.

Här Wagner, jo, dës Kéier ass et keen Omnibusgesetz. Et ass e gewollte politesche Choix, nämlech e Ganzt aus dësem Gesetzesprojet ze maachen, wou mer engersäits dat, wat am Regierungsprogramm – ech betounen: am Regierungsprogramm – steet, nämlech d'Leit steierlech ze entlaaschten, dran ass, wou awer och drasteet, méi Kompetitivitéit fir d'Betriber ze schafen, wou dat beinhalt ass. Doduerch kréien d'Leit natierlech méi Kafkraaft. De Motto „méi Netto vum Brutto" gëtt hei ëmgesat a virun allem gëtt och d'Kompetitivitéit vun de Betriber gestäerkt. Fir eis ass dat en Ausdrock vun enger sozial gestrécktener Finanzpolitick an dozou zielt och, dass d'Schaffe sech och zu Lëtzebuerg muss weider lounen.

Duerfir zu dem Punkt vu méi Kafkraaft: Jo, dës Regierung huet Wuert gehalen, andeem se an engem Joer d'Steiertabell, wou aacht Indextranchen opgelaf waren, déi net an der Steiertabell berécksichtegt waren, ëm 6,5 Indextranchen elo berengegt huet. Dat si méi wéi 17 %.

Ech wëll och do ganz kloer soen, firwat mer dee Choix gemaach hunn. Dee Choix ass gemaach ginn, well wann een eng Netupassung vun der Steiertabell mécht, da mécht een de facto eng verstoppte Steiererhéijung, an dat ass dat, wat mer net wollte maachen. Wann een net reegelméisseg – an ech kommen dodrobber – d'Steiertabell un d'Inflatioun upasst, aus welchen ënnerschiddlechen Ursaachen, ech gi guer net dorobber an, mee da leeft natierlech eng Steiererhéijung op. Mir hunn d'Steierverwaltung gebieden, dat auszerechnen: Zwëschent 2018 an 2023, wou also aacht Indextranchen opgelaf waren, net direkt mateneen, mee sukzessiv, sinn dat awer 1,8 Milliarden Euro gewiescht, déi d'Leit deemools duerch eng Netupassung insgesamt méi u Steiere bezuelt hunn. Wéi gesot, ech bewäerten dat absolutt net, mee et ass einfach e faktuelle Chiffer, deen ech heimadder wollt nennen.

En zweete Punkt, dat ass och eng gewollte Politick gewiescht, dat ass deen, d'Leit an der Steierklass 1a ze entlaaschten. Dat ass eng vun den Aussoe gewiescht, déi am Virfeld vun de leschte Walen, mengen ech, querbeet vun alle Parteie komm ass. Ech ginn och dervun aus, dass jiddwereen, deen an der Regierung gewiescht wier, sech deem Chantier ugeholl hätt. Mir hunn dat eeben elo gemaach an dat ass e wichtege Schrëtt. Do kann een ënnerschiddlecher Meenung dobausse sinn. Mee wa mer 40 % a méi Leit hunn, déi alengerzéiend sinn, Kanner à charge hunn, déi se grousszéien, déi ënnert der Aarmutsgrenz liewen, da musse mer och steierlech op deem Punkt agéieren. Dat hu mer hei gemaach. Och de REVIS-Empfänger kommen déi Entlaaschtungen zegutt.

Dann ass déi Fro – ech maachen dat e bëssen am Telegrammstil – vun der automatescher Upassung vun der Steiertabell. Jo, et ass richteg, ech war 2012, mengen ech, Rapporter vun deem Gesetzesprojet, wou dee sougenannten Artikel 125 aus dem Steiergesetz erausgeholl gouf. Deen huet awer keng automatesch Upassung vun der Steiertabell virgesinn. Wat huet dee virgesinn? Mee wann zum Beispill 5 % Inflatioun géingen uleien, da wär d'Regierung politesch verflicht, e Pak dohinnerzeleeën, fir där Inflatiounsberengegung da Rechnung ze droen.

An ech kéint mer virstellen – ech soen dat och eng Kéier hei virun dësem héijen Haus –, dass een op dee fréieren Artikel 125 erëm eng Kéier géing zréckkommen. Dat heescht dass ee géing soen, dass wann en Niveau vun Inflatioun erreecht ass, siefen dat 5 % oder 7,5 % – dat wieren zwou oder dräi Indextranchen –, d'Regierung dann opgefuerdert gëtt, e Projet de loi dohinnerzeleeën, fir deem an der Steiertabell Rechnung ze droen.

Eng automatesch Inflatiounsberengegung, dat ass en Unterfangen, dat an eiser Gesetzgeebung schwiereg ass, well wat maacht Der, wann am Laf vum Joer eng Indextranche erfält? Well bei eis – an dat wäert Der d'nächst Woch gesinn, an der Loi budgétaire steet deen Artikel 118 dran – ginn alljoers d'Steiere festgeluecht. An duerfir leet ee fir e ganzt Joer de Barème vun de Steiere vir. Mee ech huelen dat politescht Engagement, dass wa weider Indextranchen ufalen, een deenen an där enger oder anerer Form Rechnung dréit.

An ech mengen, dat ass och déi Äntwert, déi ee gesot huet. Ech mengen, et war d'Madamm Tanson, déi huet gesot: „Zwëschent 1995 an esou vill ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | 2008.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | ... 2008 ass keng Inflatiounsberengegung gemaach ginn.“ Ech wëll just eppes dozou ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

D'Chambre des Salariés seet dat. Et muss een awer dobäi soen, dass 2001 an 2002 – ech weess dat nach, well ech selwer do geschafft hunn, wou ech elo haut Minister sinn – dunn de Spëtzesteiersaz vu 46 % op 42 % an dunn op 38 % erofgesat ginn ass. A selbstverständlech ass de ganzen Tariff mat méi Indextranchen och ugepasst ginn. Dat heescht d'Leit kruten deemools substanziell Steiererliichterungen, déi wäit iwwert dat erausgaange sinn, wat ee gehat hätt, wann ee just eng Inflatiounsberengegung gemaach hätt.

Aarmutsbekämpfung steet fir mech am Zesummenhang mat der Steierklass 1a. Ech hunn dat virdru gesot. Mat där Steierklass 1a, dem Tariff, deen dës Chamber hoffentlech mat enger breeder Zoustëmmung wäert guttheeschen, wäert eng alengerzéiend Persoun, déi Kanner à charge huet an déi dee Moment an de Genoss vun dem Crédit d'impôt monoparental kënnt, bis 52.400 Euro – ech widderhuelen nach eng Kéier: 52.400 Euro – versteierbaart Joresakommes keng Steiere bezuelen. Ech mengen, dat ass e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

De Steierkreditt fir de Mindestlounbezéier: Jo, de Mindestloun gëtt hei steierfräi. E war steierfräi, ech soen dat och ganz kloer, fir d'Steierklass 2. Fir d'Steierklass 1a war en net steierfräi, an der Steierklass 1. Et ass och de Mindestloun fir Netqualifizéierter, dat wëll ech och soen. Dat ass en Ausdrock vun enger gewolltener Politick. Et kéint een och soen: „Mee jiddwereen am Land sollt, a wann et nëmmen 2 Euro sinn, Steiere bezuelen.“ Nee, mir hunn hei de Choix gemaach: Wann ee fir de Mindestloun schafft, da sollt net de Staat zousätzlech nach Steiere froen.

Wann Dir muer och nach d'Erhéijung vun dem Mindestloun an der Chamber hei géingt matstëmmen, kréien ech vun der Verwaltung gesot – ech hunn nämlech gefrot, se sollte mer dat ausrechnen –, dann huet den net qualifizéierte Mindestlounbezéier ab dem 1. Januar mat deenen zwou Moossname kumulativ 77 Euro de Mount netto méi.

Da wollt ech nach soen, dass mer och haut stëmmen ..., et ass keen drop agaang: Bei den Interimairen – dat sinn och Leit, déi net ëmmer gutt gestallt sinn – geet déi forfaitaire Besteierung vun 10 % op 7,5 % erof. Firwat? Mee wa mer soen, mir passen d'Steiertabell un d'Inflatioun un, da geet jo d'Steierlaascht insgesamt erof, also musse mer deem och Rechnung droen.

De finanziellen Impakt, dat si 530 Millioune fir Entlaaschtunge fir Privatleit an 20 % fir d'Betriber. D'Betribsbesteierung, dat ass ugefouert ginn: Jo, mir setzen déi ëm 1 % erof, fir deem Rechnung ze droen, wat am Regierungsprogramm steet, fir dass mer méi no bei den Duerchschnëtt vun der OECD kommen. Mir sinn nach net ganz drop, mir leie weiderhi bei ronn 24 % fir grouss Betriber, bei ronn 22 % an eppes fir kleng Betriber.

Mir maachen dee Schrëtt bewosst, well wa mer deen net maachen, da kommen eng Rei vun Entreprisen net op Lëtzebuerg, anerer riskéiere fortzegoen. An ech war iwwert dat lescht Joer relativ vill do ënnerwee, wou Banke sinn, do, wou Finanzinstituter sinn, an déi begréissen déi dote Moossnamen alleguerten. An et bewierkt och, dass si sech weider hei néierloossen.

Wann da Vertrieder vun enger staatlecher Institutioun wéi der Cour des comptes mengen, dat wiere Comptoirsgespréicher – wann ech nach an der Oppositioun géing sëtzen, dann hätt ech dat aneschters qualifizéiert, esou soen ech dofir aus Héiflechkeet näischt –, fannen ech dat relativ indigne par rapport zu engem Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung respektiv zu de Beamte vun enger grousser Verwaltung. Mee d'Wuertwal ass jiddwerengem seng eegen an enger Chamberskommissioun.

D'ETF-Fonge wäerte vun der Taxe d'abonnement befreit ginn. Dat ass, fir der gesamter Fongenindustrie e Coup de pouce ze ginn. Dee gëtt och do appreciéiert. Dat selwecht zielt, fir Talenter op Lëtzebuerg unzezéien. An ech fannen et richteg, dass praktesch queerbeet déi Ënnerstëtzungen, déi Primmen, déi zum Beispill u jonk Beruffsufänger ënner 30 ginn an déi zum Deel steierfräi sinn, ënnerstëtzt ginn. Ech mengen, dat ass e Schratt an déi richteg Richtung, well fir déi jonk Leit, fir déi ass et schwiereg, vill méi schwiereg wéi an der Vergaangenheet, sech nach unzepassen. An ech hunn déi eenzel Suggestiounen, déi genannt goufen, fir dass een dat géing weider verbreederen ... Ech ginn Iech do keng Zousoen. Dat musst Der verstoen.

(Interruption)

Ech muss fir d'éischt duerchkalkuléiere loossen, wat dat ausmécht.

An da wollt ech Iech och nach soen ... A jo, e Méindeg hat ech e kuerzt – enfin, kuerz, eng hallef Stonn – Gespréich mat dem däitsche Finanzminister iwwert, well et ass kee weider drop agaang, de Steierkreditt fir Frontalieren, dat heescht déi däitsch Grenzgänger. Ech hunn em erkläert, dass mir hei eigentlech e Steierkreditt ginn – well zu Lëtzebuerg d'Iwwerstonnen am Privatsecteur net besteiert ginn, mee se ginn an Däitschland besteiert –, fir dann déi Meerbelaaschtung auszegläichen, well mer awer un d'Frontalieren, un d'Grenzgänger ... De Franz Fayot huet haut – et passt sech e bëssen – d'Wichtegkeet vun der Grossregioun an d'Wichtegkeet vun de Grenzgänger ënnerstrach.

Ech mengen, de Jörg Kukies – sou heescht deen neien däitsche Finanzminister – war sech där Problematik och bewosst, besonnesch dem Fait, dass déi däitsch Grenzgänger dat elo nach dräi Joer, deemno bei wat fir engem Steieramt si sinn, nobesteiert kréien. Ech weess net, ob dat zu Lëtzebuerg géing verfassungsrechtlech d'Strooss halen. An en huet mir och erkläert, si wieren am Virfeld vu Walen an onofhängeg vun der politescher Couleur net ofgeneigt, driwwer nozedenken, ob een an Däitschland am Privatsecteur d'Iwwerstonnen net besteiere sollt. Deen eenzege Problem – enfin, ee vun de Problemer, déi se gesinn – ass natierlech deen, dass an Däitschland d'Privatiwwerstonne jo besteiert ginn, a wa se déi steierbefreit maachen, ob d'Leit dann net higinn a soen: „Mee dann huele mir eng reduzéiert Tâche an de Rescht gitt Der eis als Iwwerstonnen.“ Dat wier ee Punkt, hunn et gesot, deen ech novollzéie kéint. Dat muss een einfach an dem Kapp hunn.

Duerfir, als Conclusioun wëll ech nach eng Kéier soen ... A jo, nach e Wuert zu der Mindestpensioun. D'Mindestpensioun, déi gëtt zum Deel besteiert. Déi wäert och ab dem 1. Januar zum Deel nach besteiert ginn. Do falen drënner déi Leit, déi Jonggesell sinn oder an der Steierklass 1 si bis 64 Joer, well iwwer 64 Joer si se an der Steierklass 1a an da bezuele se keng Steieren op der Mindestpensioun. Do aus der Hëft ze schéissen an ze soen: „Elo maache mer déi Mindestpensioun steierfräi“, ass schwiereg, well déi Leit kéinten nämlech zum Beispill zu Lëtzebuerg opgrond vun hirer Beschäftegung zum Deel eng ganz niddreg Pensioun hunn, si kéinten awer zousätzlech nach an engem anere Land eng héijer Pensioun hunn. Ech schléissen net ganz aus, dass mer do en Effort maachen, nodeems mer Berechnunge gemaach hunn. Ech soen och, dass dat am Laf vun dem Joer 2025 kéint gemaach ginn iwwer e Steierkreditt, deen ee bei de sougenannte CIP, dat heescht de Crédit d'impôt pour pensionnés, géing dropsetzen – ech soe kee Montant –, da kéint een dat och réckwierkend ausgläichen.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, fir alleguerten déi – heibannen huet keen dat gemengt –, déi gemengt hunn dobaussen, dat géif een net mierken, wat déi Steiererliichterunge sinn: D'Madamm Adehm hat eenzeler ugefouert. Fir eng Famill mat zwee Kanner oder engem Kand, 125.000 Euro Bruttojoresloun, sinn dat 2.793 Euro Steiere manner. Dat si 14,6 %. Fir eng Persoun, déi pensionéiert ass a 50.000 Euro Bruttoloun huet pro Joer, sinn dat 2.883 Euro. Dat si 40 % manner Steieren. Fir eng Koppel vu Retraitéen, 95.000 Euro, sinn dat och nach ëmmerhin 2.300 Euro oder 16,7 %. E Jonggesell ..., well dat ass eng Diskussioun, déi dobaussen opkënnt: „Wat maacht Der fir d'Jonggesellen?“ Och d'Jonggeselle bezuelen heiduerch manner Steieren. Zum Beispill huet e Jonggesell mat 50.000 Euro versteierbarem Bruttojoresakommes awer nach e Gain vu 15,1 % oder 927 Euro.

Mir wäerten och an dem Finanzministère ... Ech wëll dat nach eng Kéier soen, fir dass d'Leit dat ... Et deet mer leed, dass ech muss esou schnell schwätzen, mee d'Zäit leeft fort. Ab dem Januar wäerten d'Leit um Site vun der Steierverwaltung oder vun dem Finanzministère e Berechnungstool kréien, wou se kënne genau mat hirer Situatioun aginn, wat se da manner u Steieren an dem nächste Joer bezuelen.

Duerfir soen ech Merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet. Ech verstinn, dass Eenzelner – dat respektéieren ech – Vote-séparéen zu eenzelnen

Artikele froen. Zum Ofschloss wëll ech soen: Mat dësem Entlaaschtungs-Pak wäert d'Regierung Opschwong duerch Entlaaschtung schafen. D'Leit kréie méi Netto vum Brutto. Dat zielt och vis-à-vis vun de Betriber. An dat Ganzt ass, fir eist Land, fir Lëtzebuerg ze stäerken. An ech hoffen duerfir och, dass déi breet Zoustëmmung, déi mer vläicht bei dësem Gesetzesprojet kréien – op jidde Fall hunn ech héieren, dass se iwwert d'Majoritéitsstëmmen erausgeet –, och d'Leit dobaussen ze spiere kréien an dass d'Leit alleguerte gesinn, dass d'Chamber geschlossen och weess, dass d'Leit dobaussen an dëse schwieregen Zäite méi Kafkraaft brauchen, dass d'Betriber Loft fir ze ootme brauchen. An ech soen Iech duerfir am Numm vun der ganzer Regierung vill, villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Finanzminister villmools Merci. Dat war exakt an der Zäit. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung méi.

Da géinge mer zu deem méi schwierege Prozess vum Vott hei kommen. Dir hat virdru vu Cadeau-empoisonnéë geschwat, Här Wagner.

(Hilarité)

Dir hutt mer der och zwee hei eragereecht. Mee elo probéiere mer, dat esou duerchzekréien. Ech stellen a sech fest, datt mer hei zwou Demanden hunn, déi eng vun der LSAP-Fraktioun, fir e Vote séparé iwwert d'Artikelen 2, 3, 12, 19 an 20 ze maachen, an déi zweet vun der Sensibilité politique déi Lénk, fir Vote-séparéen iwwert d'Artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 15, 19 an 20 ze maachen. Dat sinn eng Rei Parallellen. Mir huelen déi natierlech elo een nom aneren esou zesummen: Dat ginn also am Ganzen 13 Vote-séparéen, déi mer elo no eisem Reglement musse maachen. Dat ass elo esou.

(Interruptions)

Dofir elo e wéineg Disziplinn, da komme mer doduerch.

Also, fir d'éischt: Et gëtt gefrot, e Vote séparé iwwert den Artikel 2 ze maachen. Mir mussen, wéi gesot, iwwer jiddwereen eenzel ofstëmmen. D'Fro, déi sech also stellt: Wien d'accord ass mat dem Artikel 2 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen an deen, deen net d'accord ass, natierlech mat Nee stëmmen.

Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 8414

An ech maachen de Vott also zum Artikel 2 op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 46 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmme bei 12 Abstentiounen. Den Artikel 2 ass also domadder ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori.

Da komme mer zum nächste Vott. Dat ass e Vote séparé iwwert den Artikel 3. Ech stellen also déi selwecht Fro: Wien d'accord ass mam Artikel 3 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen, déi aner mat Neen oder mat Abstentioun.

Vote séparé sur l'article 3 du projet de loi 8414

Ech maachen de Vott op. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 44 Jo-Stëmme bei 16 Abstentiounen. Dësen Artikel ass also mat 46 Jo-Stëmme bei 16 Abstentiounen och ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Da komme mer zum Artikel 4. Wien d'Accord ass mam Artikel 4 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen, déi aner mat Nee stëmmen.

Vote séparé sur l'article 4 du projet de loi 8414

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Den Artikel 4 ass also domadder ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Kemp), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Laurent Mosar), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen elo zum Vote séparé iwwert den Artikel 5. Wien d'accord ass mam Artikel 5 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen, déi aner mat Neen oder mat Abstentioun.

Vote séparé sur l'article 5 du projet de loi 8414

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Den Artikel 5 ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zum Vote séparé iwwert den Artikel 6. Och do: Wien d'accord ass mam Artikel 6 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen, déi aner mat Neen oder mat Abstentioun.

Vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 8414

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Voilà, an de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Den Artikel 6 ass domadder also erëm mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Octavie Modert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Mars Di Bartolomeo), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zum Artikel 7. Och hei: Wien d'accord ass mam Artikel 7 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen, déi aner mat Neen oder mat Abstentioun.

Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 8414

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

Madamm Bernard, geet et erëm?

(Interruptions)

Ok, et ass gutt. Ech schléissen de Vott of.

60 Jo-Stëmmen. Den Artikel 7 ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella (par M. Luc Emering), Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Duerno komme mer zum Artikel 8, wou e Vote séparé gefrot ass. Wien d'accord ass mam Artikel 8, dee soll Jo stëmmen. Déi aner solle mat Neen oder mat Abstentioun stëmmen.

Vote séparé sur l'article 8 du projet de loi 8414

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm, kenger Abstentioun. Den Artikel 8 ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Dann ass e Vote séparé beim Artikel 9 gefrot. Wien d'accord ass mam Artikel 9, soll mat Jo stëmmen. Déi aner solle mat Neen oder Abstentioun stëmmen.

Vote séparé sur l'article 9 du projet de loi 8414

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Och hei ass d'Resultat: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Den Artikel 9 ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Octavie Modert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Fernand Etgen), Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claire Delcourt), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Duerno komme mer zum Vote séparé iwwert den Artikel 10. Wien d'accord ass, stëmmt mat Jo, déi aner mat Neen oder Abstentioun.

Vote séparé sur l'article 10 du projet de loi 8414

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass zou.

Resultat: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Den Artikel 10 ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Luc Emering), Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zum Vote séparé iwwert den Artikel 12. Wien d'accord ass mam Artikel 12 vum Projet, dee soll mat Jo stëmmen, déi aner mat Neen oder Abstentioun.

Vote séparé sur l'article 12 du projet de loi 8414

D'Resultat vum Vott ass: 46 Jo-Stëmmen, 14 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Den Artikel 12 ass also mat 46 Jo-Stëmme géint 14 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM.

Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Luc Emering), Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da komme mer zum Vote séparé iwwert den Artikel 15. Och hei: Wien d'accord ass mam Artikel 15 stëmmt mat Jo, déi aner mat Neen oder Abstentioun.

Vote séparé sur l'article 15 du projet de loi 8414

An d'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Den Artikel 15 ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zum Vote séparé iwwert den Artikel 19. Wien d'accord ass mam Artikel 19 stëmmt mat Jo. Déi aner solle mat Neen oder Abstentioun stëmmen.

Vote séparé sur l'article 19 du projet de loi 8414

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: 42 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 16 Abstentiounen. Dësen Artikel ass also mat 42 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei 16 Abstentiounen och ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Luc Emering), Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claire Delcourt), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

An da komme mer zum Vote séparé iwwert den Artikel 20. Wien d'accord ass, stëmmt mat Jo an déi aner mat Neen oder Abstentioun.

Vote séparé sur l'article 20 du projet de loi 8414

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 42 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen, 16 Abstentiounen. Den Artikel 20 also mat 42 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei 16 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Da wäre mer doduerchkomm. Dat war elo relativ schnell gaangen. Ech soen Iech dofir Merci.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 8414[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8414 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen iwwert de gesamte Projet fänkt also elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm bei 2 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

Elo hu mer nach zu dësem Projet zwou Motiounen hei leien, eng vun de Piraten an eng vun der grénger Sensibilitéit.

Motion 1

Déi éischt war déi vun der grénger Sensibilitéit. D'Madamm Sam Tanson, déi wëllt elo net direkt, mee duerno eventuell schwätzen. Wie wëllt zur Motioun vun der Madamm Tanson Stellung huelen? D'Madamm Adehm gesinn ech, d'Madamm Bofferding. Da fänke mer emol esou un. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, merci, Här President. Mir hunn déi dote Motioun gekuckt. Also, éischtens dauert dat emol schonn eng Zäitchen, bis dass een déi dote Zuelen huet, well et muss ee jo ëmmer dann d'Steierrecettë kucken, déi een erakritt. Mir sinn der Meenung, dass de Minister all dräi Méint an d'Chamber kënnt, fir d'Évolution budgétaire virzestellen, an dass dat doten u sech an deem dote Kader mat gemaach gëtt an dass et kee Wäert huet, elo nach weider – wéi soll ech soen? – do Saachen oplafen ze loossen, fir dat doten ze maachen. Mir stinn an Zäite vun enger Simplification administrative an duerfir si mir der Meenung, dass een dat heiten net maache soll, mee dass een et einfach soll

iwwert d'Évolution budgétaire maachen an dass dat dann dee Moment 2026 ufänkt mat lafen, wann d'Steierrecettë vun 2025 erakommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Bon, mir gesinn dat e bëssen aneschters, well ...

(Brouhaha)

Jo, nee, ech mengen, hei gëtt jo just gefrot, dass vun deene Mesüren ... A mir haten dat jo och an eisen Discourse gesot, dass et wichteg ass, dass ee kuckt, wat den Impakt ass, wat et erabréngt. An ech fannen dat awer nëmmen evident, wann een eng Evaluatioun mécht, dass een eng Analys mécht an dann eeben och kuckt, wat dovunner herno den Déchet fiscal ass. An et ass net esou, dass dat all dräi Méint genau iwwerpréift gëtt, wéi d'Madamm Adehm dat elo grad gesot huet. Dofir fanne mer dat doten eng duerchaus sënnvoll Initiativ.

Mir sinn och fir d'Simplification administrative. Mir sinn awer och derfir, dass mer gesinn, wéi een Impakt déi Politick, déi Mesüren, déi geholl ginn, bréngen. Dat ass jo awer evident. Wann ee gäre wëllt eng räsonabel Politick maachen, kuckt een och, wat et bréngt. An dofir ass dat heiten eppes, wat mer absolutt wäeten ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Goergen. Duerno den Här Wagner. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also eigentlech, wann een esou e flotten Entlaaschtungs-Pak mécht, da kann een herno och déi Ziffere presentéieren, well et ass jo eigentlech positiv, wann een herno weist, wéi vill ...

(Hilarité)

Bon, aus eiser politescher Vue ass e positiv.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Nee, och wann d'Leit entlaascht ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, sot Är Iddi.

M. Marc Goergen (Piraten) | Vläicht bei Iech net, mee bei eis ass et op d'mannst positiv ze gesinn.

(Interruptions)

Et ass awer e bëssen iwwerraschend, well ech erënnere mech och do nach un Zäiten zeréck, wou et eigentlech scho bal Traditioun war, dass d'CSV no all Gesetz eng Motioun bruecht huet, fir no engem Joer och eng Kéier ze kucken, wat et kascht huet.

(Interruptions par M. Laurent Zeimet et Mme Sam Tanson et hilarité)

An ech géing dat heiten och gäre matstëmmen, well et gehéiert einfach zur Transparenz. Och wann een derfir ass wéi mir, gehéiert et einfach zur Transparenz, dass ee kuckt, wat herno d'Rechnung war. Dofir wäert ech och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, ech hunn och Schwieregkeeten ze verstoen, wat d'Positioun vun der Majoritéit ass, op jidde Fall vun der CSV. Mir schwätzen hei awer ëmmerhi vu Steiergelder, déi dem Staat wäerte feelen, net vun Drénkgeld oder vun Täschegeld. Et ass eng seriö Saach.

Ok, den Här Minister – ech kann dat novollzéien – ass net ganz frou, wa bei der Cour des comptes vu „Comptoirsgespréicher" geschwat gëtt. Dat koum warscheinlech wierklech aus dem Bauch. Mee anerersäits sot d'Cour des comptes awer och: „Jo, jo, mir wësse plus ou moins, datt et op jidde Fall de Staat wäert eppes kaschten, déi Kaddoen, déi un Entreprisë gemaach ginn."

Par contre dat, wat et erabréngt, dat wësse mer net. A wann een awer bei esou engem Betrag ..., well mir schwätze jo vun engem Betrag, dee laut Zentralbank bis zu 200 Milliounen d'Joer kéint sinn, d'nächst Joer 400 Milliounen, 600 Milliounen et cetera. Et sinn elo net Peanuts. Dat heescht wa mer schonn esou vill Kaddoe maachen an esou enger Héicht, da misste mer wéinstens kënne plus ou moins aschätzen, wat dat awer och erëm erabréngt. An do kann een net soen: „Dat geet net", well dat ass sech d'Liewen e bëssen ze einfach gemaach. Dofir wäerte mer dat mat ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ass soss nach eng Wuertmeldung do? Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also bon, ech muss zwar elo wierklech laachen, wann ech héieren, wéinst Simplification administrative kéinte mer net eppes gesot kréien, wat Dir selwer an Ärem Budget op 2 Milliarden – 2 Milliarden! – schätzt fir dräi Joer.

(Interruption)

Dat si jo elo net Peanuts, an do si mer eis jo hoffentlech alleguerten eens. Dass Der do sot, wéinst Simplification administrative kéint Der der Chamber beim Depot vum Budget net alljoers soen, wat déi Mesüren elo genau kaschten, well jo och en plus – an dat steet wierklech an all Avis zum Budget an zu deenen heiten Texter – kee Mënsch weess, wat et wierklech wäert kaschten ... An ech fannen et eigentlech an der Transparenz an och vis-à-vis vun der Chamber relativ speziell, dat heiten elo op de Kont vun der Simplification administrative wëllen ze setzen.

Ech hätt elo nach eng Fro – also nach eng Remark. D'Madamm Adehm seet, ab 2026 géinge mer dann do Chiffere kréien. Et si jo awer verschidde Mesüren, déi spillen och direkt d'nächst Joer. Do gesäit een och direkt d'nächst Joer, wat den Impakt dovunner ass. Mee meng Fro wär: Kréie mer dann op d'mannst bei der Situation budgétaire, déi mer jo trimestriell presentéiert kréien, esou en Tableau, wéi dat och bei de Solidaritéitspäck gemaach gëtt, wou ëmmer drasteet, wat genau ausgi gouf vun deene Päck? Dat hunn ech elo net eraushéieren aus deem, wat Dir elo gesot hutt. Well dat ass awer den absolutte Minimum, wann Der schonn net wëllt op de Wee goen, et am Budget ze chiffréieren, woubäi ech wierklech Demandeur wier, dass dat géing gemaach gi fir d'Transparenz.

Wann Der eppes behaapt an Dir sot, Dir géift heiduerch méi Recetten erakréien zum Beispill, da wier et wichteg, dat herno och faktuell beleeën ze kënnen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Ech hunn elo nach zwou Wuertmeldungen hannendrun. Dat ass den Här Goldschmidt an d'Madamm Adehm.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Ech verstinn, dass jiddwereen hei op d'Zuele waart, wéi vill mer verléieren oder wannen.

Une voix | Näischt!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Dir wëllt vläicht wëssen, wéi vill vun de Betriber, déi d'nächst Joer nach do sinn duerch deen 1 % manner ..., wat dat kascht huet. Mee mir kréien d'nächst Joer jo warscheinlech erëm e Budget presentéiert mat Zuelen dran. Do gesi mer jo, wat d'Recette-fiscalle sinn.

Wann Der elo wëllt wëssen: „Wéi vill Betriber hu mer kreéiert a wéi vill sinn der fortgaangen?" – dat wësse mer net! Dofir verstinn ech, wann Dir sot: „Wat kaschte verschidde Mesüren?", an ech mengen, dat kann een och evaluéieren, mee awer esou ze evaluéieren, ob et elo 56 Millioune sinn oder 200 Milliounen ...

A just ..., ech verbesseren Iech net gären, mee: 2025 bis 2028 si véier Joer an net dräi Joer. Also sinn et fënnef Joer. Mee dat ass awer just e Lapsus gewiescht. Dat ass net schlëmm.

Ech wëll just soen: Et ass extreem schwéier ze soen.

(Interruption)

An dofir ass et net, dass ee seet: „Mir wëllen dat net soen", oder de Minister wéilt dat net soen. Ech wëll elo net am Minister sengem Numm hei schwätzen, mee dat ass schwéier ze evaluéieren. Mir hu festgestallt: Virun 20 Joer, allkéiers wann d'Steieren erofgaange sinn, hu mer méi Steierrecettë gehat. Dat war vläicht dann deemools Zoufall, mee mir kréie jo d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer Budgeten. Do gesi mer da par rapport zu de Recetten, wat dat bruecht huet respektiv net bruecht huet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Madamm Adehm.

(Interruption)

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, ech kommen nach eng Kéier drop zréck. De Minister kënnt all dräi Méint bei eis an d'Chamber an e presentéiert seng Trimesterzuelen. An et kann ee sech ganz gutt virstellen, dass en dat dann dee Moment do matafléisse léisst, insofern déi Zuelen dann dee Moment och disponibel sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Domat, mengen ech, well ech net méi gesinn, datt eng Wuertmeldung do ass, wier déi Diskussioun ofgeschloss.

Da géife mer zum Vott iwwert d'Motioun 1 vun der Madamm Sam Tanson kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zu där nächster Motioun. Dat ass déi vum Här Goergen. Här Goergen, wëllt Dir nach eppes soen doriwwer? Duerno, ok.

Wie wëllt dozou Stellung huelen? D'Madamm Adehm, den Här Keup, d'Madamm Tanson. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo. De Minister huet virdru laang a breet geschwat iwwert déi heite Motioun. En huet och ganz kloer erkläert, firwat dass dat net geet, et automatesch ze maachen. An duerfir géif ech och menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net unzehuelen.

Mee de Minister huet awer och gesot, dass wann also eng Partie Indextranchen opgelaf wieren, een da kéint dee Moment och eng Upassung vun der Steiertabell maachen, mee, wéi gesot, automatesch eeben net.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, dat hei ass am Fong och eppes, mat deem mir kënne liewen, dat, wat mir och gefuerdert haten. Bon, wann dat net méiglech ass, da vläicht, dass een dat eemol d'Joer mécht. Ech weess net, ob dat méiglech ass. Dat misst de Minister eis da soen.

Ech wëll awer och nach eppes soen. Wa souwisou ... Bei enger Indextranche kritt een 2,5 % bäi um Bruttoloun. An elo ganz onofhängeg vu kaler Progressioun an Upassung ginn dat jo ni 2,5 % um Nettoloun.

Une voix | Nee.

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Dat heescht souwisou – dat ass nach en anere Problem, dat betrëfft lo net dat hei – verléiert ee jo eigentlech bei all Indextranche u Kafkraaft. Dat ass jo paradox. Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An dann ass et un der Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, bon, eigentlech, vu dass mer ëmmer erëm déi Diskussioun do féieren, kéint ee jo soen, fir da mat der Diskussioun opzehéieren, wéi et a verschiddene Länner ass, et géing een dat dann automatesch maachen. Dann hätt een och net méi d'Diskussioun iwwert de Steierklau.

Mir sinn awer der Meenung an d'Geschicht huet et gewisen an d'ailleurs hunn all d'Parteien, déi schonn eng Kéier an enger Regierung waren, dat scho selwer misse materliewen, dass een heiansdo deen néidege Spillraum brauch, fir dee Moment déi Upassung ze maachen, wann de Budget et hiergëtt, wann de Sputt do ass. An duerfir bleiwe mir dobäi, dass et besser ass, dat en fonction vun den Disponibilitéite vum Budget ze kucken, natierlech andeems een et awer respektéiert an och kuckt, mee eeben en fonction vun der Situatioun, déi de Budget hiergëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Madamm Tanson. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, Här President, ech stelle fest, dass d'Piraten sech trei bliwwe sinn. Genau virun engem Joer hate se schonn déi selwecht Motioun deposéiert. Ech mengen, de Wording huet e bësse geännert, mee bon, d'Zilsetzung, wat Der hei fuerdert, ass dat selwecht.

Mir bleiwen och eiser Linn trei a wäerten dat do net matstëmmen, wéi mer et och deemools net matgestëmmt hunn, well mer einfach gären – dat hunn ech jo och virdrunner nach eng Kéier erkläert – déi grondleeënd Steierreform hätten. Et ass do, wou de Staat soll d'Suen an de Grapp huelen an investéieren an eppes draus maachen, an net, fir dee System hei, dee mer nach ëmmer net gerecht fannen, esou weiderzeféieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Wann elo keng aner Wuertmeldungen do sinn, ginn ech dem Här Goergen d'Wuert nach eng Kéier.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, d'Madamm Bofferding huet Recht: Mir hunn dat Theema, mengen ech, lo scho fënnef, sechs Joer, virun allem, wéi déi aacht ugelaf waren, méi oft bruecht. Mir hunn och dofir net drageschriwwen, dass et direkt automatesch um Moment soll sinn. Et ass just, dass en indexgebonne soll sinn.

Dat ass fir eis einfach eng fair Steierpolitick. Well dat anert ass eng verstoppte Steiererhéijung. An ob dat elo herno en Artikel 125 – mengen ech, hat Der gesot – ass oder eng aner Formule, ass mir jo eigentlech ganz egal! Et geet just drëm, dass d'Leit net méi Steiere bezuelen, wann den Index erfält.

A wann dat op dat nächst Steierjoer ass, wär scho vill méi erreecht, wéi et elo ass. Well et däerf een net vergiessen: D'Leit hunn elo Millioune bezuelt iwwert déi lescht Joren ënnert der viregter Regierung, déi se net hätte solle bezuelen! Dat ass nun emol einfach eng Steiererhéijung gewiescht, déi déi viregt Regierung gemaach huet, well keen esou ee Mechanismus en place war.

An dofir ëmmer nach d'Iddi, dass een déi verstoppte Steiererhéijung allkéiers zum nächste Joer géif ausgläichen. Dat wär eng fair Steierpolitick.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung méi am Sall. Da géif ech och dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha)

Nach e klengen Effort. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 6 Jo-Stëmmen, 51 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 51 Nee-Stëmme bei 6 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Kemp), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

12. 8186A – Projet de loi portant modification :

1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Da komme mer zum leschte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtten oder vun den Owend, dem Projet de loi 8186A, enger Ofännerung vu verschiddene vereelzten Dispositioune vum Steiergesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell, dat ass dee selwechte wéi ëmmer. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Goldschmidt, den Här Fayot, den Här Keup, d'Madamm Tanson an den Här Wagner. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Finanzminister, zum Ofschloss vun engem chargéierten a laange Chamberdag dann elo nach e leschte Finanzprojet, deen eigentlech d'Moderniséierung vun eiser Steierverwaltung als Zil huet.

De Projet 8186A huet eigentlech säin Ursprong am Projet de loi 8186, wou et haaptsächlech ëm eis allgemeng Steiergesetzgeebung gaangen ass. De Projet ass vum viregte Finanzminister den 28. Mäerz 2023 deposéiert ginn. A mäi gudde Kolleeg, den honorabelen Här André Bauler, war deemools zum Rapporteur vun dësem Gesetz ernannt ginn.

(Interruptions)

Dësen Text hat eigentlech als Zil, d'Prozeduren, déi fir déi Steierflichteg gëllen, ze vereinfachen an och

ze moderniséieren. Den Inhalt vun dësem Text huet awer virun allem beim Staatsrot eng Rei hefteg Kriticken ausgeléist, well verschidden Dispositiounen zu Nodeeler fir Steierflichteger géife féieren.

Aus dësem Grond, a fir dass mir awer mat der Moderniséierung vun der Steierverwaltung géife virukommen, ass an der Finanzkommissioun vum 28. Juni 2024, wou ech iwwregens och zum Rapporteur ernannt gi sinn, virgeschloe ginn, de Projet an zwee separat Gesetzesprojeten opzedeelen: éischtens den 8186A mat Dispositiounen, wou et keng Kriticke säitens vum Statsrot gi sinn an déi zur Moderniséierung vun der Steierverwaltung bäidroen, an dann den 8186B, deen déi verbleiwend Dispositioune géif ëmfaassen an op dee mer da mat Spannung waarden.

D'Dispositiounen, déi am Projet 8186A enthale sinn, sinn elo follgend:

Fir d'éischt ginn Dispositiounen iwwert d'Garantien aus der allgemenger Steiergesetzgeebung vum 22. Mee 1931, och nach „Abgabenordnung", gestrach, well se an der Praxis net méi appliz éiert ginn. Och aner Bestëmmungen an der Gesetzgeebung, déi vereelzt sinn, ginn duerch dëse Projet ofgeschaaft.

Da gëtt en neie Paragraf 22bis an där selwechter Gesetzgeebung agefouert. Dëse Paragraf erméiglecht der Steierverwaltung an Zukunft, verschidde Funktiounen, virun allem informatescher Natur, un extern Acteuren oder Servicer, wéi zum Beispill de CTIE, ze delegéieren. Fir déi spezifesch IT-Servicer gëtt eng punktuell Ausnam vum Steiergeheimnis agefouert, wouduerch Informatioune kënnen u Serviceprovider weidergeleet ginn, déi och dës Servicer ubidden. Fir de Rescht bleift natierlech d'Steiergeheimnis erhalen.

Da ginn nach Dispositioune vum Gesetz vum 27. November 1933 iwwert de Recouvrement vun direkte Steieren op Branntewäin an déi sozial Versécherungskontributiounen ugepasst. D'Recouvrementsprozedure ginn harmoniséiert, d'Terminologie gëtt moderniséiert an Onkloerheete gi gekläert, fir méi Rechtssécherheet ze garantéieren. Des Weidere kënnt nach en neien Artikel 12a an dat selwecht Gesetz vum November 1933. Am Beräich vum Recouvrement erméiglecht de Projet dem Receveur, ënner bestëmmte Konditiounen eng gestaffelt Bezuelung vun enger Steierschold zouzegestoen.

An de leschte Punkt vum Projet befaasst sech mat der interadministrativer Kooperatioun tëschent de verschiddene Steierverwaltungen an de Geriichtsinstanzen. Hei gëtt d'Digitaliséierung vun de Prozeduren an d'Interaktioun mat de Contribuabele weidergedriwwen. Konkreet ginn zwee nei Kapitelen an d'Gesetz ageschriwwen, déi de reciproquen Austausch vun Informatiounen tëschent der Steierverwaltung, der CSSF an dem Commissariat aux assurances erlaben. A bei dëser Zesummenaarbecht ënnerleien d'Informatiounen, déi vun der Steierverwaltung ausgetosch ginn, och dem Steiergeheimnis no den Dispositioune vun deem neie Paragraf 22.

Nach e puer kuerz Wierder zu de verschiddenen Avisen:

D'Chambre de Commerce begréisst de Projet mat all sengen Ännerungen. Si hu just e puer Froen a punkto Datesécherheet bei der Sous-traitance opgeworf.

Och d'Chambre des Métiers huet änlech Remarken an hirem Avis formuléiert.

Dat selwecht gëllt och fir d'Staatsbeamtekummer, déi an hirem Avis déi interadministrativ Kooperatioun mat de Geriichtsinstanzen awer staark begréisst.

Den Ordre des avocats, par contre, gesäit keng Utilitéit fir en Informatiounsaustausch tëschent der Steierverwaltung, der CSSF an dem Commissariat aux assurances.

Eis national Dateschutzkommissioun huet sech och mat deem neie Paragraf 22 auserneegesat an ass zur Konklusioun komm, datt alles konform mam Dateschutz wier. Dat selwecht gëllt och, wat den Informatiounsaustausch mat der CSSF an dem Commissariat aux assurances betrëfft. Si felicitéiert ausdrécklech d'Auteure vum Projet de loi, dass se Derogatioune vum Steiergeheimnis respektiv dem Secret professionnel am Text virgesinn hunn.

Zu gudder Lescht huet och de Staatsrot den Text positiv aviséiert, soudatt engem favorabele Vott vun dëser Chamber näischt am Wee steet.

Discussion générale

Ech géif da ganz schnell déi Kap vum Rapporteur ausdoen an déi vum mandatéierte Spriecher undoen, fir nach eng Kéier ze soen, datt mir natierlech dësem Projet wäerten eis Zoustëmmung ginn.

Ech wollt awer och nach eng Kéier ganz kuerz op d'Grënn agoen, firwat dee Projet deemools gespléckt ginn ass. Et war net nëmmen de Staatsrot, deen hefteg Kriticken dozou hat, mee et waren och den aktuelle Finanzminister an deen, deen och elo virun Iech steet, déi dat deemools ganz hefteg kritiséiert haten; an dat aus gudde Grënn, well hei sollte verschidde Rechter vun de Contribuabelen, notamment wat d'Delaien ugeet, ausgehielegt ginn. An dofir konnte mir deemools och net d'accord sinn. An ech hunn elo déi gutt Hoffnung, datt mer mat deem neie Finanzminister …

Plusieurs voix | A!

M. Laurent Mosar (CSV) | … do och zu engem Gesetz kommen, wat d'Rechter vun de Steierzueler respektéiert.

Dat gesot, soen ech Iech Merci dofir, mir nach esou laang zu dëser spéider Stonn nogelauschtert ze hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar, fir dee schrëftlechen a mëndleche Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Ech wollt et kuerz maachen an den Accord vun eiser Fraktioun heimadder ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | „Une fois n'est pas coutume": Ech wäert dann och dës Kéier d'accord si mam Rapporteur a senger Propos a géif menger Fraktioun proposéieren, dass se dëse Projet soll matstëmmen.

(Interruptions)

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Als ADR-Fraktioun gi mir och eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech ginn och den Accord vun deene Gréngen zu dësem Text. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, mir ginn och eisen Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà.

M. André Bauler (DP) | Dass mer dat nach erliewen däerfen!

M. Claude Wiseler, Président | Dann huet d'Regierung d'Wuert. Dir hutt jo elo gesinn, datt et schnell gaangen ass.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech hunn dat gesinn. Ech wollt Iech Merci soen. Just dräi Saachen:

Éischtens, dat hei ass en éischte Schrëtt am Sënn vun enger Modernisatioun vun der Prozedure bei der Steierverwaltung. Anerer kommen no, fir de Steierzueler méi Rechter ze ginn.

Den zweete Punkt ass deen: De Steierdirekter, de Jean-Paul Olinger, wäert am Januar an d'Finanzkommissioun kommen, fir Iech iwwert de Stand vun der Digitalisatioun bei der Steierverwaltung ze berichten.

An eng drëtt Saach ass déi – ech wëll dat an aller Transparenz soen –: Dir wësst, dass déi viregt Regierung ënnert dem Här Gramegna, mengen ech, schonn e groussen Audit-Cabinet dermat chargéiert hat, d'Steierverwaltung am Sënn vun der Modernisatioun ze begleeden. Do mussen elo nei oder zousätzlech Marchéë gemaach ginn. A mir sinn amgaang, eis ze iwwerleeën, wéi mer dat solle bewerkstellegen.

Also, eng Soumission publique kënne mer net maachen. D'Fro ass déi: mat enger Soumission restreinte oder e Marché négocié? An ech soen Iech och an aller Transparenz firwat: Well deen Audit-Cabinet, deen dat gesäit, dee gesäit natierlech, wéi eng Steierverwaltung intern fonctionéiert. An ech hunn …

(Interruption)

Ben, jo. Do musse mer kucken. De Problem ass deen, dass verschidden Ufuerderunge sinn, wann een eng Soumission restreinte mécht. Ech hu gesot, si sollen dat zesumme mat der Commission des soumissions vum Staat kucken, well mir kënnen net an eng Situatioun kommen, wou herno awer … Ech ënnerstelle kengem eppes, mee d'Leit wëssen, wéi verschidden Ofleef vun der Préifung vu Steierdeklaratioune sinn. Ech hätt och gär … Ech hunn de Steierdirekter gebieden, dass en der Chamberskommissioun dat – dat kann eng Huis clos sinn – a voller Transparenz duerleet.

Dat gesot, villmools merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet ofgeschloss.

Mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8186A kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8186A[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8186A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par M. Guy Arendt), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori (par M. Mars Di Bartolomeo) ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.49 heures.)

53e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 75
   M. Claude Wiseler, Président
2. **8459 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail** p. 75
   Rapport de la Commission du Travail : M. Charles Weiler
   Discussion générale : M. Charles Weiler | M. André Bauler | M. Claude Haagen (dépôt de la motion 1) | M. Jeff Engelen | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen (intervention de M. Gilles Baum) | M. Marc Baum | Mme Carole Hartmann
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8459 et dispense du second vote constitutionnel (interventions de M. Claude Haagen et M. Mars Di Bartolomeo)
   Motion 1 : M. Charles Weiler | M. Marc Goergen | Mme Djuna Bernard | M. Marc Baum | M. Jeff Engelen | M. Claude Haagen
   Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission
3. **8453 – Projet de loi portant modification de l'article 439 du Code pénal** p. 80
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Weiler
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8453 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8446 – Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État** p. 80
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Mandy Minella (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Emile Eicher | M. Yves Cruchten (dépôt de la motion 2) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 3) | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Motion 2 : Mme Corinne Cahen | M. Emile Eicher | M. Meris Sehovic | M. David Wagner (intervention de M. Meris Sehovic) | M. Marc Goergen | M. Jeff Engelen | M. Yves Cruchten
   Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
   Motion 3 : Mme Corinne Cahen | M. Meris Sehovic | M. Emile Eicher | M. Jeff Engelen
   Vote sur la motion 3 (rejetée)
5. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'extension du réseau de tramway prévu dans le plan national de mobilité** p. 89
   Exposé : M. Meris Sehovic (dépôt des motions 1 et 2)
   Débat : M. Maurice Bauer (interventions de M. Meris Sehovic) | M. Patrick Goldschmidt | Mme Francine Closener | M. Tom Weidig | M. Marc Goergen | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Marc Baum (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes
   Motion 1 : M. Patrick Goldschmidt | M. Tom Weidig | Mme Francine Closener | M. Meris Sehovic
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : M. Patrick Goldschmidt | M. Tom Weidig | Mme Francine Closener | M. Meris Sehovic (intervention de M. Fred Keup) | M. Patrick Goldschmidt | M. Meris Sehovic
   Vote sur la motion 2 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8459 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtteg mam Projet de loi 8459 iwwert de Mindestloun un. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir de Rapporteur, 5 Minutte fir jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit, 10 Minutte fir d'Regierung. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Charel Weiler, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Charel Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mir stëmmen haut iwwer e ganz wichtege Gesetzesprojet of, besonnesch wichteg fir all déi Leit mat engem niddregen Akommes: Et geet ëm d'Erhéijung vum soziale Mindestloun. Am Aklang mam Artikel L. 222-2 vum Code du travail gëtt de soziale Mindestloun via Gesetz festgeluecht. Dee selwechten Artikel verflicht d'Regierung, all zwee Joer e Rapport iwwert d'Lounentwécklung an d'Entwécklung vun der allgemenger ekonomescher Lag hei am Land ze maachen an der Chamber dee virzeleeën.

D'Regierung kann doropshin, wa si et fir néideg empfënnt, eng Upassung vum Mindestloun via Projet de loi proposéieren, wat dann och dëst Joer esou gemaach ginn ass. D'Finalitéit vum virleiende Gesetzesprojet ass, de Mindestloun un d'Entwécklung vum Duerchschnëttsgehalt aus de Joren 2022 an 2023 unzepassen. D'Berechnung vun der Entwécklung vum Salaire huet erginn, dass dëse wärend der genannter Period ëm 2,6 % geklommen ass, an dowéinst proposéiert d'Regierung, dann och de Mindestloun ëm 2,6 % ze héijen.

Wat bedeit dat elo konkreet? De Mindestloun fir net qualifizéiert Aarbechter geet vun 2.570,93 Euro op 2.637,79 Euro erop, wat enger Erhéijung pro Mount vu 66,86 Euro entsprécht. De Mindestloun fir qualifizéiert Aarbechter geet vun 3.085,11 Euro op 3.165,35 Euro erop, also eng Erhéijung pro Mount vun 80,24 Euro. Dës Erhéijung gëllt fir eng ronn 70.600 Salariéen, déi um oder no beim soziale Mindestloun leien, eng dach impressionnant Zuel. Dës Upassung vum Mindestloun soll dann den 1. Januar vum nächste Joer a Kraaft trieden.

De Projet de loi gouf de 15. November 2024 vum Aarbechtsminister an der Chamber ofginn a gouf den 28. November un d'Aarbechtskommissioun verwisen. D'Kommissioun huet de Projet de loi wärend hirer Reunioun vum 27. November 2024 analyséiert. An an där Reunioun gouf ech och als Rapporter vum Projet designéiert. An der Reunioun vum 11. Dezember goufen d'Avise vum Staatsrot a vun de Beruffskummeren analyséiert an de Rapport gouf guttgeheescht.

Wat elo d'Avisen ugeet: De Staatsrot huet säin Avis den 10. Dezember ofginn. De Staatsrot hat näischt um Fong auszesetzen an huet säi Feu vert ginn.

Den Avis vun der Chambre des Salariés ass vum 3. Dezember. D'Chamber huet hiren Accord ginn, sech awer och kritesch ausgedréckt, wat d'Frequenz vun der Upassung vum Mindestloun ugeet an dass d'Upassung net héich genuch ausfale géif. Dat sinn u sech Kriticken, déi net ganz nei sinn, déi an der Vergaangenheet am Kader vu fréieren Upassungen och scho formuléiert gi sinn.

Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass vum 6. Dezember. D'Decisioun vun der Regierung, den net qualifizéierte Mindestloun ab dem 1. Januar 2025 steierfräi ze maachen, gëtt begréisst. Si äusseren änlech Kriticken, déi och d'Chambre des Salariés formuléiert huet.

Wat elo weider Detailer vun den Avisen ubelaangt, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Souvill zum Rapport vum Projet de loi. Ech kommen, wann Der erlaabt, Här President, dann och direkt op de politeschen Deel als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Erhéijung vum Mindestloun ass e Sujet, dee vill Leit hei am Land, mee awer och doriwwer eraus, concernéiert an och interesséiert. De Minister Roth huet eis gëscht gesot, dass de Berechnungen no de Mindestlounempfänger ab dem 1. Januar 2025 77 Euro netto de Mount méi am Portmonni huet. Dat läit net nëmmen un där Erhéijung, iwwert déi mer haut hei ofstëmmen, mee natierlech och um Entlaaschtungspak, dee mer gëschter gestëmmt hunn.

77 Euro kléngt elo net no terribel vill. Fir déi eng ass et eng Tankfëllung, fir déi aner ass et eng Pizza mat der Famill. Mee wann een dat Ganzt op ee Joer kuckt, sinn et iwwer 900 Euro méi Cash an der Täsch, iwwer 900 Euro méi am Portmonni. Dat ass eng Erhéijung, déi all Mënsch mat engem niddrege Salaire direkt wäert spieren. Et ass keng abstrakt Zuel um Pabeier, mee eng konkreet Ënnerstëtzung am Alldag.

D'Liewen zu Lëtzebuerg ass deier, et gëtt ëmmer méi deier an d'Liewenskäschte klamme bestänneg. An dës Deierecht kréie mer alleguerten ze spieren. Mee se trëfft virun allem déi Mënsche besonnesch haart, déi e bescheident Akommes hunn.

Mir als Fraktioun begréissen, datt d'Regierung deene Leit, deenen et manner gutt geet, duerch eng Rei Mesüren eng verschäerften Opmierksamkeet schenkt. Déi reegelméisseg Upassung vum Mindestloun ass nëmmen ee vun de Bausteng vun dëser Opmierksamkeet, ass also eng Fro vu Gerechtegkeet, Gerechtegkeet vis-à-vis vun deenen, déi sech méi wéi vill anerer mussen ustrengen, fir um Enn vum Mount d'Enner beieneen ze kréien.

An ech hoffen, dass d'Zäiten definitiv eriwwer sinn, wou a verschiddenen Avisen argumentéiert ginn ass, dass d'Adaptatioun vum Mindestloun kenger Obligation légale géif entspriechen a wou op d'mannst tëscht den Zeile suggeréiert gouf, dass et sech ëm e Kaddo vun der Politick un d'Bezéier vum Mindestloun géif handelen. Et war dat eng Iwwerhieflechkeet vis-à-vis vun deenen, déi dacks als „déi kleng Leit" bezeechent ginn.

Ech hu virdru vu Gerechtegkeet geschwat, an et ass nëmme gerecht, dass de Loun vun deene Mënschen, déi fir de Mindestloun schaffen an déi quasi keng Aussiicht op méi eng héich Pai hunn, un déi allgemeng Lounentwécklung ugepasst gëtt.

Eis Fraktioun begréisst och, well et zu méi Gerechtegkeet féiert, dass de soziale Mindestloun begleet gëtt vun enger ganzer Panoplie vun Aiden a Moossnamen, déi vun der Regierung geholl gi sinn, wéi beispillsweis d'Wunnengshëllefen, d'Subvention loyer, d'Verdräifachung vun den Energieprimmen oder nach d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère, déi hëllefen, d'Liewe vum ënneschten Deel vun der Wuelstandsleeder ze verbesseren.

Och wann et bei dësem Gesetz elo ëm de Mindestloun geet, wëll ech awer och betounen, datt eis Pensionnairen net vergiess sinn: D'Pensiounen zu Lëtzebuerg gi jo reegelméisseg erhéicht, fir der Lounentwécklung Rechnung ze droen, an déi Upassung wäert och op den 1. Januar 2025 a Kraaft trieden. Ech denken, dass mer alleguerten heibannen eise Pensionnairen, déi dacks e Liewe laang haart a schwéier geschafft hunn, déi periodesch Verbesserung vun hire Pensioune vun Häerze gënnen.

Parallell ginn och de REVIS an de Revenu pour personnes gravement handicapées op den 1. Januar 2025 gehéicht, wat och absolutt ze begréissen ass.

Här President, eng Gesellschaft, déi der sozialer Kohäsioun net genuch Opmierksamkeet schenkt, déi dës Kohäsioun net fleegt a se zerbréckele léisst, dat ass eng Gesellschaft, déi op engem geféierleche Wee ass. Mir gesinn dat an Amerika, mir gesinn dat an den Nopeschlänner hei an Europa. An eng solidaresch Gesellschaft moosst sech dorunner, wéi se mat deene Schwächsten ëmgeet. An eist gemeinsaamt Zil muss et sinn, dat klengt Wuert „Gerechtegkeet" ganz grouss ze schreiwen.

Dat gesot, ginn ech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler, och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif dem Rapporteur, dem honorabele Charel Weiler, felicitéiere fir säi mëndleche Rapport, och dee schrëftlechen natierlech, den exhaustive Rapport, deen dëse Projet och a säi Kontext gesat huet.

Dës Regierung steet natierlech och wéi déi virdrun zum Prinzipp, datt een de Mindestloun reegelméisseg un d'Lounentwécklung hei am Land muss upassen. Eise fréiere Kolleeg, de fréieren Deputéierten, den honorabelen Alexandre Krieps, den Dr. Krieps, huet ëmmer gesot, datt de Mindestloun de Kollektivvertrag ass vun deene Leit, déi net ënner e Kollektivvertrag falen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Hilarité)

M. André Bauler (DP) | Mir begréissen also als Demokratesch Partei, datt ee mat dësem Projet deene Leit effektiv, déi musse kucken, um Enn vum Joer d'Enner zesummenzekréien, hei reegelméisseg entgéintkënnt. Mir hunn och gëschter hei eng Mesür gestëmmt, wou mer den net qualifizéierte soziale Mindestloun steierbefreit hunn. An domat, mengen ech, hu mer och weider dozou bäigedroen, datt et zu enger Entlaaschtung vun deene betraffene Leit féiert an zu enger Stäerkung vun hirem Pouvoir d'achat.

Dat gesot, merci fir Är Opmierksamkeet, dem Rapporter nach eemol meng Felicitatiounen. An da géif ech mech setzen ...

(Hilarité)

... a géif och soen, datt ech den Accord vu menger Fraktioun géif ginn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ma voilà. Villmools merci, Här Bauler. An dann ass d'Wuert fir den Här Claude Haagen. Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut e Projet de loi, deen d'Upassung vum Mindestloun un den Salaire moyen virgesäit – eppes, wat mer natierlech begréissen –, fir eeben eng reell Verbesserung, an dat steet am Rapport, fir datt fir iwwer 70.000 Leit hir Liewensqualitéit, hir Liewensëmstänn kënnen nogebessert ginn. Dat ass, wéi gesot, scho begréissenswert an dofir wäerte mir dëse Projet de loi natierlech och matdroen.

De Mechanismus, dee virgesäit, datt all zwee Joer déi Upassung un d'Lounentwécklung gemaach gëtt, ass also ganz wichteg. Mir hu bei de Pensiounen, de Rapporter ass drop agaang, déi Upassung all Joer. Hei hu mer se all zwee Joer, wou dann eeben d'Lounentwécklung gekuckt gëtt an déi Upassung vum Mindestloun gemaach gëtt, wat souwuel den onqualifizéierte Mindestloun betrëfft, wat natierlech duerno fir iwwer 20 % och de qualifizéierte Mindestloun betrëfft. Dat ass also wichteg, och fir d'sozial Gerechtegkeet an eisem Land ze garantéieren.

Ech wëll kuerz op d'Avisen agoen, souwuel vun der Staatsbeamtekummer wéi och vun der Chambre des Salariés. Do ass och monéiert ginn, notamment wat d'Ausbildung vun deene Jugendlechen ubelaangt, déi tëschent 15 a 17 Joer hunn an och déi tëschent 17 an 18 Joer hunn, notamment och bei der Handwierksausbildung, datt déi verschidden Tauxen do – 75 % an 80 % – och net méi duerginn, datt een och do soll eng Upassung virgesinn. Wat natierlech och een zousätzleche finanziellen Ureiz schaaft, fir datt déi Jugendlech och an déi Ausbildung ginn.

Dat selwecht betrëfft iwwregens och d'Militär, wou Leit, déi sech an dem Militärdéngscht engagéieren, nach ëmmer ënnert dem Mindestloun leien. Och do ënnerstëtze mir, wann esou Upassunge kommen, well et fir eis wichteg ass, datt een déi Ausbildung momentan soll favoriséieren.

Eis Meenung ass, datt deen aktuelle Mechanismus awer am Fong richteg gutt ass, ze begréissen ass, an awer net méi duergeet. Mir haten an eisem nationale Walprogramm d'Upassung vum Mindestloun mat 100 Euro. A mir haten och eng Motioun hei an der Chamber agereecht, fir déi Augmentatioun vun 100 Euro ze maachen, wat de Mindestloun ugeet – dat

huet elo näischt hei mat deenen Upassungen ze dinn, mat deem Mechanismus ze dinn, fir de Mindestloun an d'Luucht ze setzen –, déi Motioun ass vun CSV/DP verworf ginn.

Wann een awer déi europäesch Mindestloundirektiv kuckt an et kuckt een déi verschidde Krittären, déi mer och an der Kommissioun schonn ugeschwat hunn, notamment wann een an där Direktiv de Brutto-Mediansalaire mat 50 % kuckt an de Brutto-Duerchschnëttssalaire mat ronn 60 % kuckt, fir déi Upassung ze maachen, da si mer mat deem Mechanismus hei nach ëmmer dervun ewech. Dat heescht, do feelen nach – an ech hu mer dat opgeschriwwen hei – ronn 526 Euro beim Brutto-Duerchschnëttssalaire an 269 Euro beim Brutto-Medianloun.

Och do musse mer, wa mer deene Recommandatioune wëllen nokommen, dat héijen. Dat betrëfft natierlech eng substanziell Erhéijung vum Mindestloun, déi absolutt noutwendeg ass. An dat ass dat, wat mir als Partei och virgesinn haten an eisem Walprogramm, mat deenen 100 Euro.

Eng weider Verbesserung kéint doduerch erreecht ginn, datt een déi Evaluatioun vun deem Mechanismus net all zwee Joer mécht, mee annuellement mécht, fir déi Upassung un d'Lountentwécklung ze maachen – esou, iwwregens, wéi mer d'Upassung och bei de Pensioune maachen. Dat wier jo also dann ee kohärente System, dee mer kéinten och do förderen, fir datt eeben déi Salairesentwécklung, déi mer hunn, an déi Upassung net all zwee Joer gekuckt gëtt an deem Mechanismus, mee all Joer.

An deem Sënn wëll ech och eng Motioun deposéieren, fir eeben esou eng Upassung ze maachen, datt déi net méi all zwee Joer, mee all Joer kënnt – wann néideg iwwer ee Projet de loi. Dat dierft jo keng grouss Aarbecht sinn. Do brauche mer just e puer Zuelen ze änneren, notamment „zwee Joer" an „ee Joer" ëmzeänneren, an dann ass et scho bal gedoen. Et ass also relativ einfach, wat d'legislativ Aarbecht ugeet.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu que le paragraphe 1er de l'article L. 222-2 du Code du travail stipule que le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi ;

– vu que le paragraphe 2 de l'article L. 222-2 du Code du travail oblige le Gouvernement à soumettre à la Chambre des Députés, tous les deux ans, un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum ;

– considérant qu'un raccourcissement du rythme d'évaluation, des conditions économiques générales et des revenus et, le cas échéant, de l'adaptation du salaire social minimum de deux à un an, pourrait conduire à une réduction du retard d'ajustement du salaire social minimum et que cela serait dans l'intérêt d'une plus grande cohérence avec le réajustement des pensions,

invite le Gouvernement

– à réduire le rythme d'évaluation des conditions économiques générales et des revenus de deux à un an et de soumettre, le cas échéant, un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum, à partir de 2025.

(s.) Claude Haagen.

Wannechgelift, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Duerfir soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. An dann ass d'Wuert fir den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken, dem Här Charles Weiler en häerzleche Merci fir dëse Rapport, schrëftlech wéi och mëndlech. Et ass villes gesot ginn, ech mengen, do brauch ech elo net méi op all Detail anzegoen. Mee et muss een awer och wëssen: Trotz der Erhéijung vun deenen zwee Mindestléin riskéiere mer awer nach, datt d'Aarmutsgrenz ëmmer méi grouss gëtt. Mir schwätze jo periodesch hei an der Chamber driwwer, awer mir mussen do eng Kéier Neel mat Käpp maachen! Mir mussen eis Gedanke maachen, wéi mer hei dergéintsteieren.

D'Liewenskäschte ginn an d'Luucht. An ech denken do un: de Waasserpräis, Ofwaasser, Offalltaxen, Stroumpräis, a vum Logement net ze schwätzen. An den Här Charles Weiler huet elo geschwat vun deem, wat an d'Luucht geet, wat se elo méi kréien – ech mengen, dat geet emol net duer, mat deenen Taxen, déi d'Gemenge mussen erhiewen, datt dat en Ausgläich ass fir déi eenzel Stéit.

Ech mengen, mir mussen eis Gedanke maachen iwwer e vereinfachte System. D'Bürokratie musse mer ofbauen a vereinfachen. Ech ka mech erënneren, virun enger rezenter Zäit huet den Här Max Hahn eng Kéier um RTL geschwat, an do huet e gesot: „Et ass en horrende Prozentsatz u Leit, déi déi Hëllefen net bezéien, déi se zegutt hunn." Doriwwer musse mer eis Gedanke maachen, wéi mer deem kënnen entgéintgoen, an ob et eleng gedoen ass mat enger Prozedurvereinfachung.

Mee op alle Fall: Et sinn och nach déi Leit, déi am Fong geholl net direkt ëmmer Accès op e Computer hunn, déi och net ëmmer d'Gesetzer am Detail kenne bis an dee leschte Wénkel. An da musse se jo och nach wëssen, wéini wat fir eng Hëllef muss ugefrot ginn a wou. An, ech mengen, do gëtt et héich Zäit, datt mer do vereinfachen, datt mer déi Leit vun ënnen aus där Stuf vun der Aarmutsgrenz erauskréien.

Selbstverständlech stëmme mir dëst Gesetz. An ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir als Gréng begréissen natierlech, dass de Mindestloun adaptéiert gëtt. Beim onqualifizéierte Mindestloun – dee meeschtens un déi Leit ausbezuelt gëtt, déi déi Aarbecht maachen, fir déi déi eng sech ze schued sinn a wou déi aner mol net realiséieren, dass dës Aarbechten ufalen – bedeit dat 66,86 Euro brutto méi.

Mee loosst eis emol kucken, wéi dee Mindestloun u sech ausgesäit! Mat dëser Ännerung haut klëmmt dann den ongequalifizéierte Mindestloun op 2.637 Euro. Mat deene Sue muss sech eng Persoun en Daach iwwert dem Kapp leeschten, hiert Iesse fir all Dag kafen, sëllech Rechnunge bezuelen, an, an, an ... An nodeems een alles bezuelt huet, wat een esou fir ze iwwerliewe brauch, kuckt een och nach no sech selwer an nom Liewen – mir si jo Mënschen, a keng Roboteren.

Et brauch een e soziaalt Liewen. An zum Liewen an der Dignitéit gehéieren d'gesellschaftlech Participatioun, d'medezinnesch Soinen, de Bien-être och derzou. Mat deenen 2,6 % méi kritt ee wuel kaum alles bezuelt, wat zu deem Standard hei gehéiert.

D'Erhéijung erlaabt et de Beneficiairen, e bësselche besser iwwert d'Ronnen ze kommen, eventuell fir Chrëschtdag engem Mënsch e klengt Laachen an d'Gesiicht ze zauberen, sech e puer nei Schung kënnen ze leeschten, méi gesond oder méi héichwäerteg Liewensmëttel kënnen ze kafen.

Här President, d'Chambre des Salariés weist an hirem Avis drop hin, dass d'Gesetz net op enger Zweejoresbasis misst applizéiert ginn, mee eemol d'Joer – an de Kolleeg Claude Haagen ass schonn dorobber agaangen –, fir esou méi reegelméisseg de Besoine vun de Mindestlounempfänger ugepasst ze ginn.

Ofgesi vun dëser Reegelméissegkeet vun den Upassungen, wëll ech awer och op d'Zomm vum Mindestloun agoen. Den onqualifizéierte Mindestloun, deen ass u sech als niddregst Grenz agefouert ginn. Eng Grenz, déi e Standard festleeë soll. Konform mat der Mindestloun-Direktiv si mer awer nach net; dofir musse mer un d'Medianakommes erukommen.

Mir si frou, dass mer eis an der Kommissioun eens waren, dass mer eis dësem Defi an enger kommender Sëtzung wäerte méi intensiv widmen. Doriwwer eraus ass et fir eis als Gréng wichteg, de Rapport zur Realitéit hei am techneschen Zuelendschungel net ze verléieren. De Budget de référence ass an deem Sënn e gudden Outil, dee jee no Liewenssituatioun – vum Senior iwwert d'Kanner iwwer verschidde Familljekompositiounen eraus – rechent, wéi vill ee brauch, fir e würdevollt Liewen ze féieren.

Mir fuerderen, kohärent mat eisem Walprogramm, dass de Mindestloun direkt un de Budget de référence gekoppelt gëtt. Och dës Reflexioune wëlle mer konstruktiv an déi kommend Aarbechtssëtzunge mat erabréngen.

Mir Gréng ënnerstëtzen dëst Gesetz an hoffen op weider Verbesserunge fir déi Leit, déi zu haarden Auerzäiten oft a schwieregen Ëmfelder hir Aarbecht maachen, ganz oft dofir, dass mir iessen an drénke kënnen, eis Kommissioune maache kënnen an eis Gesellschaft fonctionéiert.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Marc Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, och mir stëmmen natierlech mat, och wann déi 2,6 % ... Oft wann een am Ausland ass an et zielt een e bëssen, wat de Mindestloun zu Lëtzebuerg ass, da maachen déi meescht Leit esou grouss Aen. A wann een dann awer zielt, wat d'Liewenskäschten zu Lëtzebuerg sinn a wat een alles mat deem bescheidene Mindestloun bezuele muss, da ginn d'Aen ëmmer méi kleng a se fänken op eemol u mat kräischen.

Well de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg geet nun emol net duer, fir ze liewen oder ze iwwerliewen. Dat gesi mer och am Office social, wou reegelméisseg Dossiere rakomme vu Leit, déi all Moien opstinn, déi all Moien hiren Deel zur Gesellschaft bäidroen, awer mam Mindestloun einfach net iwwert d'Ronne kommen. An dat ass net, well si sech iergendwelleche Luxus oder iergendeppes Spezielles géifen niewelaanscht leeschten. Nee, dat si ganz normal Taxen, dat si ganz normal Liewenskäschten, Liewensmëttel, all Méigleches, an natierlech de Logement, deen dervuleeft.

Mee dat heiten ass jo eigentlech ... Déi puer Euro, déi d'Leit elo bäikréien um Mindestloun, kréie se jo eigentlech mat all deem, wat schonn ugekënnegt ass den 1. Januar u Präishaussen, erëm direkt ewechgeholl! Well dës Regierung huet jo e Belaaschtungspak an der Energie decidéiert, soudass d'Leit ab dem 1. Januar ... An dat si jo nun emol déi Leit meeschtens mam Mindestloun, well déi kënne sech

net déi energeetesch Renovéierung leeschten, déi kënne sech et net leeschten opzerüsten, fir Energie ze spueren. Et wäerten déi sinn, déi déi kleng Hausse hei – dat geet emol net duer – ganz op d'Energie musse bezuelen, well dës Regierung net de Courage hat, fir déi Hëllefe weiderzeféieren.

Ech wëll awer dann och soen: D'Ausso vun der DP huet mech awer e bësse schockéiert, dass dat de Kollektivvertrag wär vun de klenge Leit a vun ... Also sorry, Dir kënnt net soen, de Mindestloun wär e Kollektivvertrag. Dat ass a menger Opfaassung ...

(Interruption)

... de Minimum, deen een enger Persoun zougesteet, dee vill ze vill déif ass. An da kommt Dir heihin an Dir sot: „Dat ass wéi e Kollektivvertrag", an Dir feiert dat quasi.

(Interruption)

Et ass de Minimum, deen Der de Leit zougestitt!

(Interruptions)

An ech mengen, dat dote léisst och blécken, wat Är Positioun ass géigeniwwer dem Mindestloun. Well de Mindestloun hei am Land geet bei Wäitem net duer. A wann ech mech richteg erënneren, hutt Dir zéng Joer eng Regierung gefouert, an et geet nach ëmmer net duer. A wann Der haut hei sot, dat wär de Kollektivvertrag, da verstinn ech och, firwat en net duergeet.

Merci.

M. Gilles Baum (DP) | Mir hunn eng Regierung gefouert, Dir kënnt emol keng Partei féieren.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass d'Wuert fir den Här Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, ech hunn elo deenen eenzelne Leit nogelauschtert an, wësst Der, ech hunn awer e klenge Problem domadder, datt mer esou schwätzen iwwer aner Leit. Sou!

(Interruption)

70.000 Leit, déi näischt mat eis ze dinn hunn, déi net an eiser Akommeskategorie sinn, deene gi mer eppes, deenen „zaubere mer e Laachen op d'Gesiicht" – wéi wa mir déi wieren, déi eng grouss Charitéit hei an d'Welt géife bréngen!

Dat, wat hei geschitt, ass näischt anescht wéi e Mechanismus, deen et zénter Joerzéngten zu Lëtzebuerg gëtt, fir ee Prinzipp oprechtzeerhalen, nämlech: datt e Mënsch, dee schafft, duerch d'Friichte vu senger Aarbecht éierbar liewe kann! Net méi an net manner!

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An ech wëll och drop agoen, datt virdrun den honorabelen Alexandre Krieps zitéiert ginn ass, deen eppes ganz Richteges gesot huet. Ech wëll awer och dorunner erënneren, datt et am Joer 2021 d'Demokratesch Partei war, déi ugefaangen huet, genau deen dote Mechanismus a Fro ze stellen an déi dee wollt u Konditioune bannen! An et waren zwee CSV-Deputéiert – dee Moment Oppositiounsdeputéiert –, de Michel Wolter an den deemolege Fraktiounschef Gilles Roth, déi heftegst dogéint argumentéiert hunn.

Ech mengen: Dat ass nach ëmmer richteg! An ech felicitéieren och dem Charles Weiler fir seng Interventioun, wou en hei geschwat huet iwwer Gerechtegkeet. Well dorëms geet et!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | D'Fro ass just: Schafe mer heimadder Gerechtegkeet? Gi mer deem Prinzipp gerecht, datt e Mënsch, dee säi Liewe laang schafft, dee 40 Stonne schafft, vu senger Aarbecht éierbar liewe kann? An do ass d'Äntwert – och mat däser Erhéijung, déi néideg an noutwendeg ass –: Nee, dat maache mer nach ëmmer net! Well nach ëmmer, och mat där 2,6%eger Héijung, läit de Wäert vum onqualifizéierte Mindestloun, wann e Mënsch 40 Stonne schaffe geet, ënner allen internationalen an nationale Referenzwäerter.

An dat féiert dozou, datt mir Lëtzebuerger dat Land sinn, wou den Aarmutsrisiko bei Leit, déi schaffen, am héchsten a ganz Europa ass: 14,7 % – also bal 15 % vun alle Salariéen, déi schaffen – sinn dem Aarmutsrisiko ausgesat! Dat zweet Land an där Negativtabell, dat ass Bulgarie mat 12 %. D'Moyenne an Europa ass bei 6,7 %. Bei eisen Noperen Däitschland a Frankräich: 6 %. An der Belsch: 4 %.

Dat heescht, deen Undeel ... 70.000 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, kréien net de gerechten Undeel um geschafene Räichtum hei am Land, deen hinnen eigentlech doduerch, datt si zu deem Räichtum bäidroen, zousteet! Dat musse mer änneren!

An zu där Erkenntnis ass och d'Europäesch Kommissioun komm, a se huet eng europäesch Mindestloun-Direktiv ofstëmme gelooss, déi en vigueur ass an där och Lëtzebuerg sech muss upassen a fir déi et legislativ Verännerunge virhuele muss. D'Zil ass et, adequat – esou gëtt et genannt: „adequat" – Léin festzeleeën. A si ginn do verschidde Beispiller, wéi dat ka geschéien: iwwer 60 % vum Medianloun oder 50 % vum Mindestloun oder no Referenzwäerter, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, zum Beispill vum Statec.

Den Aarbechtsminister huet bis elo ëmmer gesot: „Nee, nee, nee, mir brauchen näischt ze änneren. Zu Lëtzebuerg hu mer kee Problem domadder, dat ass alles an der Rei. Mir hunn zwar den héchsten Taux vu Working Poor, mee dat mécht näischt. Et ass alles an der Rei. Tipptopp. Rien à voir, passez!"

(Interruption)

Lo seet awer souguer de Staatsrot – dee lo awer wierklech net am Verdacht steet, eng lénksradikal Organisatioun ze sinn, gell? –, ...

(Hilarité)

Une voix | O!

(Brouhaha)

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... datt dat doten esou net geet. An e weist drop hin, datt en eventuell d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel net gëtt wéinst Défaut de transposition vun der Direktiv. Dat seet de Staatsrot.

Also, ech mengen, datt mer ganz dringend iwwert déi dote Mindestloun-Direktiv, iwwert dat Gesetz mussen diskutéieren an eis ambitionéiert Richtlinne musse ginn, fir Aarmut, an Aarmut op der Aarbecht, ze bekämpfen an de Wäert vun der Aarbecht hei zu Lëtzebuerg erëm staark ze maachen!

Duerfir mengen ech och, datt et wichteg ass, datt mer – an ech sinn do ganz beim Här Haagen – musse kucken, op e Wee ze kommen, datt déi Erhéijung vum Mindestloun un d'Entwécklung vun de Realléin net all zwee Joer geschitt, mee all Joer. Dat ass ee klengt bescheident Element dovunner, mee et ass awer en Element dovunner.

An ech sinn och ganz bei der Salariatskummer an, ech mengen, och am Sënn vun der Direktiv, datt mer déi diskriminatoresch Reegelunge mussen ofschafen, datt Leit, déi 16 oder 17 Joer hunn an déi selwecht Aarbecht maachen, wéi wa se 18 Joer hätten, awer manner Suen zegutt hunn. Och dat musse mer ofschafen. Dat ass en Anachronismus. An dat si just zwee kleng Elementer dovunner.

Dëst gesot, wäerte mir natierlech dëst Gesetz hei mat ënnerstëtzen, sou wéi dat och déi lescht 20, 30 Joer an der Sozialgeschicht vun eisem Land richteg war.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech wollt nach kuerz reagéieren op dat, wat den Här Baum gesot hutt. Et ass richteg, wat Der gesot hutt: 2021 hate mer eng Diskussioun gefouert am Kader vun där heiter Diskussioun iwwert de Relèvement op Basis vun deem Rapport vun dem Mindestloun.

Ech wëll awer soen, dass mer 2021 an engem ganz spezifesche Kontext waren, nämlech am Kontext vun enger Pandemie, wou souwuel d'Leit alleguerten, d'Salariéen, mee awer och d'Patronen ënnert der Situatioun gelidden hunn. Et war ganz wéineg Aarbecht an et war och fir ganz vill Patronen iwwerhaapt kee Revenu do. An ech denken do virun allem un déi kleng Patronen, Handwierksbetriber, déi vun haut op muer och deelweis iwwerhaapt kee Revenue méi haten, an et ass an deem Kontext, an net am globale Kontext, par rapport zu där Adaptatioun, déi hei all zwee Joer envisagéiert gëtt an da kann decidéiert ginn, wou mer als Demokratesch Partei ugereegt hunn, effektiv hei driwwer ze diskutéieren.

A wat ass an der Konsequenz och geschitt aus där Diskussioun? Mir hunn 2021, fir och deenen entgéintzekommen, deenen déi Erhéijung an dem Kontext vun der Pandemie wéigedoen huet, eng Kompenséierung geschaaft, fir an enger gewëssener Zäit déi Erhéijung vun dem Mindestloun un d'Patronen ze kompenséieren, soudass d'Erhéijung vum Mindestloun fir eng gewëssen Zäit neutraliséiert ginn ass. Dat heescht, dat, wat mer am Fong als Demokratesch Partei dee Moment och gesot hunn, deem ass och Rechnung gedroe ginn, andeems hei och majoritär déi Kompensatioun do gestëmmt ginn ass.

D'Demokratesch Partei huet awer net an deem Kader de Mechanismus vun där Upassung hei op Basis vun där Evaluatioun, déi gemaach ginn ass, a Fro gestallt. A mir stinn als Demokratesch Partei och zu där Upassung, wéi se hei gesetzlech virgesinn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Domat hätt dann dee leschten ageschriwwene Riedner elo geschwat.

An dann ass et un der Regierung, fir d'Wuert ze kréien. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci dem Rapporter, dem Charel Weiler, fir säi schrëftlechen an och mëndleche Rapport. An och merci der Kommissioun fir hir Flexibilitéit, dass mer deen dote Projet de loi nach virum 1. Januar natierlech duerchkréien. Dat ass nämlech ganz wichteg, dass mer ab dem 1. Januar den SSM kënnen applizéieren. An, ech mengen, dat ass och esou gewollt.

Voilà, ech sinn och der Meenung, dass d'Zesummespill vum strukturellen Adaptatiounsmechanismus, wéi en am Artikel 222-2 vum Code du travail virgesinn ass, an dem System vun der Indexatioun vun de Gehälter de Caractère adéquat vum Lëtzebuerger Mindestloun garantéiert, soudatt et net néideg ass, sech op aner indikativ Referenzwäerter ze referéieren, déi op internationalem Niveau heefeg benotzt ginn, zum Beispill, et ass virdrunner scho gesot ginn,

60 % vum Salaire médian brut a 50 % vum Salaire moyen brut, déi d'Direktiv 2022/2041 nëmmen als Beispiller benotzt respektiv och proposéiert. Wéi gesot, ech si frou, dass mer de Projet de loi haut unanime kënne stëmmen, fir dass mer dat ab dem 1. Januar och kënnen ëmsetzen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8459. Den Text steet am Document parlementaire 8459[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8459 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An da komme mer zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, an zwar de Projet de loi 8453 ...

Plusieurs voix | D'Motioun!

M. Claude Wiseler, Président | Mir bleiwe beim éischte Punkt vun eisem Ordre du jour ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Et deet mer leed, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Dir hutt Recht. Et ass ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et kënnt vir!

M. Claude Wiseler, Président | Et kënnt vir, jo.

Motion 1

Also, d'Motioun Nummer 1. Mir hunn nëmmen eng Motioun. Mir huelen déi elo dann duerch. Wëllt den Auteur vun der Motioun nach eppes dozou soen? Dat ass net de Fall. Da kritt Der duerno d'Wuert, wann Der wëllt.

Ech hu Wuertmeldungen: den Här Weiler, einstweilen. Här Weiler, dann ass et un Iech.

(Interruptions)

Jo, ok, Dir sidd opgeschriwwen.

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Mir waren dach awer e bëssen iwwerrascht iwwert dës Motioun. Ech mengen, d'LSAP huet 14 Joer laang den Aarbechtsminister gestallt, ...

(Exclamations et interruptions)

... 14 Joer Zäit, fir sech ëm d'Ëmsetzung ze këmmeren. Or, mir constatéieren, datt dat net gemaach ginn ass.

(Interruptions)

Ech géif awer eng Propos maachen: Vu datt mer och d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv an der Kommissioun hunn, och schonn den Avis vum Staatsrot doläit, géif ech proposéieren, datt mer se an d'Kommissioun géife verweisen. An ech denken och, datt et evident schéngt, datt mer och hei musse mat de Sozialpartner schwätzen. Ech géif déi Propositioun also maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Här Goergen, duerno d'Madamm Bernard, duerno den Här Baum.

(Interruptions)

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Den Här Haagen huet vollkomme Recht. Ech hat mer nämlech genau déi selwecht Bemierkung opgeschriwwen, dass et soll an engem Joer sinn. A wann dat elo an d'Kommissioun geet, ass et op d'mannst eng éischt Etapp. An da muss een driwwer schwätzen.

Ech muss soen: Jo, d'LSAP hat 14 Joer de Minister. Mee wann dee Minister heihinner komm ass, deen huet och vill méi laang geschwat an ausféierlech erkläert.

Une voix | Très bien!

(Exclamations)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Bernard.

(Interruptions)

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Wéi a menger Ried och scho gesot, ënnerstëtze mer déi dote Motioun. A mir huelen natierlech och gären d'Offer un, fir an der Kommissioun driwwer ze schwätzen. Ech mengen, do hu mer eng ganz Rei wichteg Sujeten ze beschwätzen. An all Geleeënheet, fir de Sozialdialog ze féieren, ass eng, déi mer natierlech nëmme kënne begréissen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech ënnerstëtzen och souwuel d'Philosophie vun der Motioun wéi awer och d'Propositioun vum Spriecher vun der CSV, fir dat heiten an d'Kommissioun ze huelen. Ech mengen och, datt d'Diskussioun mat de Sozialpartner hei de mise wier. Et wier vun dëser Regierung jo dann och emol eppes Neits. Ech wëll awer och drun erënneren, datt et an deem, wat an den Invitte steet, awer och e bëssen eng Komplexitéit huet, firwat och schonn 2019/2020 den deemolegen Aarbechtsminister Kersch gesot huet: Et gëtt en Decalage vun de Chifferen, firwat nämlech d'Propositioun war, och schonn deemools vun der LSAP, fir et vu biannuell op annuell ze maachen. An dat ass en technesche Problem. An dee musse mer och technesch léisen. Wat awer net heescht, datt en net ze léisen ass. Mee et muss een op dee Wee goen.

An ech géif awer dovir warnen, ze vill eng Analogie mam Pensiounssystem, mam Reajustement vum Pensiounssystem, ze maachen, well deen eebe justement zënter der Reform vun 2012 en Decalage vu véier Joer huet. Dat wëlle mer hei net. An duerfir mengen ech, datt et ganz wäertvoll ass, datt mer dat gemeinsam an der Kommissioun diskutéieren. A mir ënnerstëtzen déi Propositioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir kënnen och dës Motioun ënnerstëtzen. Domadder hu mir kee Problem. Mee et misst ee sech vläicht Gedanke maachen – doriwwer ass an der Kommissioun geschwat ginn –, ob een do net soll awer mat de Joren en Automatisme aféieren. Net datt ëmmer hei an der Chamber muss e Gesetz gestëmmt ginn. An, ech mengen, wa mer do e Gesetz hätten, wat deen Automatisme géif aféieren, wier et warscheinlech vu Virdeel fir eis all, da wier et automatesch. An, ech mengen, wa mer et scho géifen an d'Kommissioun ginn, da solle mer och dee Punkt do vläicht mat bäihuelen.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Ech gesi soss keng weider Wuertmeldung. Da ginn ech dem Auteur d'Wuert, fir ze reagéieren op dat, wat elo gesot ginn ass. Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ginn dem Här Baum vollkomme Recht, fir ze kucken ... Beim Ajustement par rapport zu den Technicitéiten, déi gemaach gi sinn, war dat deemools och eng Diskussioun, och fir déi heiten Adaptation annuellement ze maachen. Mee dat sinn Technicitéiten, dat sinn Techniken, déi mer kënne berengegen opgrond vun den Zuelen. Well hei musse mer jo awer d'Leit an de Vierdergrond stellen. An dann ass jo ganz kloer, datt et, wann et da beim Ajustement iwwert d'Pensioune gaang ass, menger Meenung no och hei méiglech wier, dat esou ze adaptéieren, datt et annuellement méiglech ass.

Dofir gesi mir kee Problem, fir dat an d'Kommissioun ze huelen. Ech leeën d'Vertrauen do an de President vun der Aarbechtskommissioun, fir dat esou séier wéi méiglech op den Ordre du jour ze setzen, fir datt mer mat deenen Aarbechte kënnen ufänken. Ech wëll awer vun der Situatioun profitéieren, fir ze soen – an do, mengen ech, hat all Riedner hei Recht –: Dat hei ass am Fong net eng Dräps op e waarme Steen, mee et ass am Fong normal, datt mer dat annuell maachen. Op jidde Fall fir meng Fraktioun.

Da solle mer och iwwert déi europäesch Mindestloundirektiv schwätze mat deenen Upassunge par rapport zum Duerchschnëttssalaire an zum Salaire médian, fir datt mer awer hei e Package kréien, wou mer net 20-mol musse plooschteren an herno eppes Ganzes erauskréien. Da solle mer dat maachen. Ech mengen, do ass d'Aarbechtskommissioun dee richtege Wee mat dëser Motioun, fir dorobber hinzeschaffen. Mir wäerten dat ganz streng – an den Här Spautz weess dat – am A behalen, fir datt mer hei och weiderkommen a fir datt mer och déi richteg Decisiounen huelen. Dofir hu mir kee Problem, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen.

Ech ginn dovunner aus, datt mer da kënnen ofstëmme fir de Renvoi an d'Kommissioun an datt mer dat kënnen och par main levée maachen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien also domadder d'accord ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Dann ass de Renvoi vun dëser Motioun an d'Kommissioun à l'unanimité esou ugeholl.

(La motion 1 de M. Claude Haagen est renvoyée à la Commission du Travail.)

3. 8453 – Projet de loi portant modification de l'article 439 du Code pénal

An da komme mer awer zu deem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8453, enger Ofännerung vum Artikel 439 vum Code pénal. Ech erënneren hei drun, dass dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass an deemno follgendermoossen opgedeelt ass: De Rapporteur huet 5 Minutten, d'Regierung, wa se wëllt, och 5 Minutten. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Charel Weiler. Här Weiler, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Merci nach eng Kéier, Här President. Léif alleguer, haislech Gewalt ass eng traureg Realitéit hei zu Lëtzebuerg. Si ka jiddereen treffen: eis Bekannten, eis Frënn oder souguer eis eege Familljememberen.

Als Gesetzgeeber hu mer d'Verantwortung, en effikasse rechtleche Kader ze schafen, deen Affer vun haislecher Gewalt schützt a gläichzäiteg der Justiz déi néideg Mëttel gëtt, fir Decisiounen a Strofe mat aller Konsequenz ëmzesetzen an och ze applizéieren. An dëse Projet de loi mécht genee dat.

Zum Kontext: Mam Gesetz vum 27. Juni 2018 gouf de Juge aux affaires familiales agefouert an d'Kompetenze vum President vum Tribunal d'arrondissement, fir Interdictiounen oder Injonctiounen ze spriechen am Fall vu Gewalt am Stot, sinn op de Juge aux affaires familiales iwwerdroe ginn.

Et gouf leider verpasst, den Artikel 439 vum Code pénal dem neie Gesetz och unzepassen. Deemno konnte keng strofrechtlech Sanktiounen op Basis vum genannten Artikel gesprach ginn, déi awer besonnesch wichteg sinn am Kontext vun haislecher Gewalt. D'Finalitéit vun dësem Projet de loi ass deemno, den Artikel 439 vum Code pénal ze änneren an un d'Gesetz vum 27. Juni 2018 unzepassen, andeems d'Bezeechnung „président du tribunal d'arrondissement" duerch „juge aux affaires familiales" ersat gëtt.

Et ass u sech eng kleng, awer eng ganz wichteg Upassung, déi garantéiert, dass d'Kompetenze vum Riichter kloer definéiert sinn an dass d'Affäre vun haislecher Gewalt méi effikass traitéiert kënne ginn.

De Staatsrot souwéi de Parquet général begréissen an hiren Avisen dës Ännerung ausdrécklech.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis bewosst, dass d'Gesetzestexter aleng d'Gewalt am Stot net aus der Welt schafe kënnen. Mee se sinn awer e wichtegt Instrument, fir géint d'Täter virzegoen a fir den Affer ze weisen, datt de Rechtsstaat hannert hinne steet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Weiler villmools Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An dann huet d'Regierung d'Wuert, wa se wëllt. Dat schéngt net de Fall ze sinn.

A mir géingen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8453 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8453[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8453 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8446 – Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Als nächste Punkt kënnt eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Deemno huet d'Rapportrice 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi verschidde Sensibilitéite jeeweils 7 an d'Regierung 30. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic an den Här Marc Goergen. An elo huet d'Rapportrice vun der Commission de la Mobilité et des Travaux publics, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet, d'Madamm Mandy Minella, d'Wuert. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och zum Schluss vun dësem Joer befaasse mir eis mat de grousse Infrastrukturprojete vum Staat, déi an den nächste Jore solle realiséiert ginn.

Anescht wéi soss kucke mer dëst Joer an der Chamber exklusiv op Projeten, fir déi e Budget vun iwwer 30 Millioune Euro virgesinn ass, konform mat deem, wat dëst Joer gestëmmt gi war. Dat erlaabt eis, op Investitioune mat engem méi héije Käschtepunkt méi déif anzegoen, wärend méi kleng Projeten an de spezifesche Kommissioune behandelt ginn.

Bei de Projeten, déi ech Iech haut virstellen, geet et ëm Infrastrukturen, déi eis alleguer zeguttkommen an eis Liewensqualitéit wäerte verbesseren. Dës Projete gi bekanntlech iwwer verschidde Fonge finanzéiert. An dës Kéier leien eis 19 Projete vir, déi iwwer fënnef Fonge lafen: éischtens de Fonds d'investissements publics administratifs an de Fonds d'investissements publics scolaires mat jeeweils dräi Projeten, donieft de Fonds des routes mat fënnef Projeten, dann de Fonds du rail mat sechs Projeten an zulescht de Fonds Belval mat zwee Projeten.

Déi verschidden Infrastrukturprojeten decken eng Rei Theemen of, woubäi de Schwéierpunkt, genau wéi d'lescht Joer och, bei der Mobilitéit läit. D'Mobilitéit ass en immens wichtegt Element fir d'Entwécklung vun eisem Land a gëtt dofir och als Prioritéit substanziell mat héijen Investissementer ënnerstëtzt. Fir den Ufuerderunge vun der Zukunft gerecht ze ginn, geet et drëms, de Verkéier méi effizient a sécher ze gestalten an d'Infrastrukturen op e moderne Stand ze bréngen.

Gläichzäiteg gëtt natierlech och un aner wichteg Beräicher geduecht, wéi d'Entwécklung, mee och d'Moderniséierung vun eisen ëffentleche Gebaier an Infrastrukturen, fir Lëtzebuerg fir déi kommend Generatiounen opzestellen. D'Investitioune sti soumat am Déngscht vun enger méi héijer Liewensqualitéit an Attraktivitéit vum Land.

Dëst bréngt mech op den éischte Volet, deen ech hei uschwätze wollt, nämlech de Fonds d'investissements publics administratifs, deen, wéi gesot, dräi Projete finanzéiert: en administratiivt Gebai zu Miersch, en administrative Komplex um Boulevard Roosevelt an der Stad an en neie Schéissstand fir d'Police am Reckendall.

Am Programm vun der Administratioun vun de Bâtiments publics ass de Bau vun engem neie Bürosgebai virgesinn. Dëst Gebai soll um ale Site vum Agrozenter zu Miersch gebaut ginn an eng Kapazitéit vu 70 Leit kréien. Dës nei Konstruktioun wäert et dann och erlaben, verschidde staatlech Déngschter ze regruppéieren.

Weider geet et ëm den administrative Komplex um Boulevard Roosevelt an der Stad. Aktuell besteet de Komplex aus dräi Gebaier, déi sech op der Nummer 33 um Boulevard Roosevelt, Nummer 6, rue de l'Ancien Athénée an 11, rue Notre-Dame an der Stad befannen. De Projet gesäit vir, datt déi dräi Gebaier renovéiert ginn. Zousätzlech soll eng energeetesch Sanéierung vun der Enveloppe vum Gebai virgeholl ginn – also Dieren, Fënsteren, den Daach –, d'Ausseschräinerei soll ersat ginn, d'Büroe solle restauréiert an ëmorganiséiert ginn, d'sanitär Raimlechkeete musse moderniséiert ginn an d'technesch Installatioun soll à jour gesat bezéiungsweis ersat ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass och virgesinn, den CNT, also de Centre national de tir vun der Police am Reckendall, ze moderniséieren. De Site besteet aus e puer Gebaier, déi sech souwuel zu Stroosse wéi och am Rollengergronn befannen. Effektiv ass et esou, datt déi meescht Infrastrukturen un hiert Liewensenn komm sinn a mat Ausnam vum

Schéissstand, deen 2015 ënnerierdesch gebaut gouf, och ofgerappt solle ginn. Dëst wäert et erlaben, en neit Gebai ze bauen, dat en neien administrativen Deel an en neie Schéissstand kritt. Méi genau passt dëse Projet de CNT un d'Besoine vun der Police un, mat engem Schéissstand mat 10 Couloire vu 35 Meeter Längt, engem Videoschéisssall mat 4 Couloire vu 15 Meeter Längt, engem neie Parking an der Sécherung vum Perimeeter vum Site.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am zweeten Deel, deen ech och elo uschwätzen, geet et ëm de Fonds d'investissements publics scolaires. Wéi schonn ugedeit, sinn ënnert dem Fong dräi Projete virgesinn, zwee bei der Europaschoul um Kierchbierg an ee beim Lycée Josy Barthel zu Mamer.

Bei der Europaschoul handelt et sech deels ëm Renovatiounen an en Ausbau vu verschiddene Strukturen. Ënner anerem gëtt hei eng nei Sportshal gebaut, d'Kantin gëtt moderniséiert a vergréissert.

Donieft ginn och an engem zweete Projet méi extensiv Renovatiounsaarbechte beim ale Secondairesgebai ënnerholl.

Wat de Lycée Josy Barthel zu Mamer ubelaangt, geet et drëms, virun allem d'Kapazitéit vum Lycée vun 1.000 op 2.250 Schüler ze erhéijen. Den Ausbau, dee virgesinn ass, soll also fir méi Klassesäll, mee och spezialiséiert Raimlechkeeten, Atelieren, Büroen an eng Vergréisserung vun der Kantin suergen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi nächst zwee Volete wäerte sech mat der Mobilitéit befaassen. Als Éischt wëll ech iwwert de Projet vu Ponts et chaussées schwätzen, deen iwwert de Fonds des routes leeft, an duerno géing ech eriwwergoen op de Fonds du rail.

Hei wëll ech Iech e Projet virstellen, deen d'Erhéijung vum Sécherheetsniveau vum Tunnel René Konen, méi bekannt ënner „Tunnel du Saint-Esprit", virgesäit. Dat 650 Meeter laangt Wierk tëscht dem Helleg-Geescht-Platto an dem Eecher Bierg ass säit senger Eréffnung am Joer 1988 mat Dausende Leit, déi all Dag doduerchfueren, ee vun de wichtegste Punkte fir de Stater Trafick. Et ass awer elo esou, dass den Tunnel mat Sécherheetsmoossnamen ekipéiert ass, déi de méi strenge Standarde vun haut net méi entspriechen. Rezent Accidenter an änleche Strukturen am Ausland hu ganz kloer gewisen, datt dës Moossnamen iwwerduecht musse ginn.

Dofir ass et virgesinn, eng Étude de faisabilité iwwert den Amenagement vun de Sécherheetssortien am Tunnel ze maachen. Ënner anerem misst ee kucken, wou genau een déi Sécherheetsausgäng aplange géif. Dofir sinn hei dräi Zonen identifizéiert ginn, déi deemnächst am Kader vun dëser Etüd analyséiert wäerte ginn, an zwar d'Plaz Clairefontaine, d'Montée vum Gronn an de Boulevard Jean Ulveling. Dobäi soll ënner anerem gekuckt ginn, wéi een d'Noutausgangsgalerië ka verkierzen, an dat mam Zil, eng méi séier Evakuatioun ze erlaben.

Zum Theema Autobunnen, do gëtt et och eng Rei Aarbechten, déi ustinn. Ee Projet, deen d'Fluiditéit vum Trafick soll verbesseren an och fir méi Sécherheet suerge soll, ass d'Optimiséierung vun der Brëtell A4, also d'Escher Autobunn, op d'A6, Gaassperecher Kräiz, um Niveau vum Zéissenger Kräiz. Dësen Echangeur huet eng wichteg Plaz am Lëtzebuerger Autobunnsreseau. Effektiv fueren do all Dag ongeféier 22.000 Gefierer vun der A4 op d'A6. An dëst féiert dozou, dass op dëser Stell natierlech Stau entsteet. À court terme ass dofir virgesinn, datt d'Sortie vun der A4 an d'Opfaart op d'A6 verlängert solle ginn. Esou kéint een de Verkéier an éischter Linn méi fléissend maachen. Fir de Problem awer och à long terme unzegoen, gëtt diskutéiert, d'A6 op zweemol dräi Spueren auszebauen. Donieft ass och eng Entwécklung vum Echangeur Leideleng-Nord virgesinn. Nieft de Stroossenaarbechte soll an der Géigend awer och nach ënner anerem en neie Portique vum CITA gebaut an eng Antenn vun der POST geréckelt ginn.

Nieft den Aarbechte fir d'Optimisatioun vun der A4-Brëtell, déi ech Iech grad virgestallt hunn, gëtt et e weidere Projet, deen d'Zéissenger Kräiz betrëfft. An zwar soll eng Securisatioun vun dësem Echangeur virgeholl ginn. Duerch d'Croissance vum Verkéier iwwert déi lescht Joerzéngten ass dës Infrastruktur vereelzt an d'Sécherheet net méi op engem optimalen Niveau. Dofir mussen och hei dréngend Sanéierungsaarbechten ënnerholl ginn, déi och scho sollen déi viraussiichtlech Croissance am Trafick vun den nächste Joren a Betruecht huelen.

Den nächste Projet ass den OA7007 vum PNM 2035, dee sech mam Park&Ride Héienhaff befaasst. Wéi am PNM 2035 virgesinn, steet hei d'Intermodalitéit am Virdergrond. D'Iddi ass dann, datt duerch regional Park&Ride-Strukturen un de Grenze vun der Haaptstad a mat den Nopeschlänner den Zougréff op Bus, Tram an Zuch vereinfacht gëtt an d'Stroossen domat entlaascht kënne ginn. An enger éischter Phas sinn 350 Parkplaze virgesinn. An enger zweeter Phas, déi mat der Verlängerung vun der Tramslinn coïncidéiert, soll d'Kapazitéit op 1.000 Parkplazen erhéicht ginn.

Fir mat de Projete vum Fonds des routes ofzeschléissen, wëll ech iwwert de Projet vum Neibau vum Viaduc Helfenter Bréck op der A6 schwätzen. Dës Bréck weist staark Zeeche vun Degradatioun op a muss erneiert ginn. Dat läit dorun, datt déi aktuell Zuel u Gefierer, déi all Dag iwwert dësen Iwwergang fueren, wäit iwwert deem läit, wat ursprénglech virauszegesi war. Am Kader vum PNM 2035, deen och virgesäit, de Covoiturage ze promouvéieren, ass eng Vergréisserung vun der Streck geplangt. Dëst kann nëmme mat engem Neibau erreecht ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gouf elo vill iwwer Projete geschwat, déi eis Stroossen allgemeng verbessere sollen. Mee wann een dovunner schwätzt, den Trafick ze entlaaschten, da muss een och iwwert d'Eisebunnsnetz diskutéieren. Den nächste Volet, deen ech uschneide wäert, ass de Fonds du rail, wou sechs Projete virgesi sinn.

De Bau vun enger Gare Metzeschmelz soll an Zukunft den neie Quartier des friches zu Esch-Schéffleng mam nationalen Eisebunnsnetz verbannen. Virgesinn ass de Bau vun zwee Quaien, den Ausbau vun enger Passerell fir aktiv Mobilitéit, den Ausbau vun engem ënnerierdeschen Duerchgang fir d'Reesender an eng Sanéierung vum Streckeplang.

Wat d'Stater Gare ubelaangt, soll d'Ostspëtzt vun der Gare centrale och sanéiert ginn, fir d'Kadenz op der Linn 7 tëscht Péiteng an der Stad ze erhéijen. Hei ass virgesinn, datt fir d'Linn 7 een zousätzlecht Gleis tëscht Hollerech an der Gare centrale gebaut gëtt an och de Streckeplang vun der Ostspëtzt vun der Gare centrale substanziell ze änneren.

Donieft ass um Pôle d'échange Houwald de Bau vun engem Gebai mat 18 Stäck geplangt, dat fir administrativ Zwecker, mee och fir verschidde Servicer vun der Eisebunn genotzt soll ginn. Et wäert ënner anerem e Service voyageur dohikommen, Büroen a Konferenzsäll, Plaze fir Vëloen, awer och technesch Anlagen an en Iwwerwaachungslokal fir d'Eisebunn.

Elo komme mer bei de Projet vun der Gare zu Clierf. D'Unzuel u Leit, déi dës Gare notzen, ass an deene leschte Joren immens an d'Luucht gaang an dofir ass et néideg, d'Gare zu Clierf vu Grond op ze sanéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Et ass och geplangt, datt den Zougang fir Persoune mat reduzéierter Mobilitéit vereinfacht gëtt, fir konform ze si mam neie Gesetz, dat d'Barriärefräiheet garantéiert. Donieft gëtt och en zousätzleche Gleisiwwergang fir bei de Lycée gebaut.

Och d'Streckeninstallatioun beim Mäerterter Hafe soll erneiert ginn, an dat wéint hirem Alter an der Ofnotzung vum Material.

Als Lescht gëllt et nach, iwwert d'Linn Lëtzebuerg–Ëlwen ze schwätzen. Hei sollen um Arrêt Schieren d'Bunniwwergäng, also d'Passages à niveau, PN27a a PN27b ofgebaut ginn an den Arrêt selwer soll och renovéiert ginn. D'Zil ass et, e besseren Iwwergang fir d'Autoen duerch den Ausbau vun engem ënnerierdesche Passage ze schafen.

Här President, de leschte Volet, deen ech haut uschwätzen, ass de Fonds Belval. Hei sinn zwee grouss Projete virgesinn, déi immens wichteg sinn, fir d'Fuerschung an eisem Land ze fërderen.

Als Éischt geet et ëm d'Maisons de l'Environnement I an II. Dëse Projet gesäit vir, datt Laboen an en ënnerierdesche Parking gebaut ginn. Béid Haiser sinn Deel vun engem Ensemble, deen der wëssenschaftlecher Fuerschung vun der Uni Lëtzebuerg zeguttkomme wäert, awer och där vun aneren Instituter wéi dem Luxembourg Institute of Science and Technology, also dem LIST, an dem Luxembourg Institute of Health.

Zu gudder Lescht wëll ech hei nach vum zweete Projet vum Fonds Belval schwätzen, deen de Bau vun engem zweete Gebai virgesäit. Dëst Gebai soll engem Usage mixte déngen, an zwar sollen do Büroen a Logemente gebaut ginn.

Soumat wiere mer elo duerch mat de groussen Infrastrukturprojeten. Et ass esou, dass de geneeë Käschtepunkt vun all dëse Projeten nach net bekannt ass, well jo elo nach, wa mer d'Motioun stëmmen, Etüden an Expertise gemaach ginn, éier déi verschidde Projete kënne gebaut ginn.

D'Kommissioun huet an hirer Sëtzung vum 28. November hiren Ok zum Papier de discussion ginn. An ech géif der Chamber proposéieren, der Regierung Gréng Luucht ze ginn, fir dës Projeten ze realiséieren.

Dir wësst, zu dësem Rapport gehéiert och eng Motioun, an där mir als Chamber eisen Accord de principe ginn, fir déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir dës Projeten an Ugréff kënnen ze huelen. Déi géif ech Iech, Här President, dann och nach mat hei iwwerreechen.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

« Grands projets d'infrastructure réalisés par l'État »

La Chambre des Députés,

vu d'une part

– la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure ;

– la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;

vu d'autre part

– l'avis de la Cour des comptes du 22 mars 2001 sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure ;

– la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 adoptée suite à la présentation de l'avis précité ;

– les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les

dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier ministre ;

vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructure Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;

vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

vu la modification du 26 juin 2024 des articles 102, 104 (2) et 105 (1) du Règlement de la Chambre des Députés relative aux nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du débat sur la politique financière et budgétaire, le Gouvernement saisit la Chambre des Députés d'une liste de projets prioritaires à construire par l'État au cours des exercices suivants et dont le coût dépasse le seuil de 30 millions d'euros. Pour les projets dépassant le seuil de 15 millions d'euros, sans pour autant dépasser le montant de 30 millions d'euros, le Gouvernement doit dorénavant procéder à une présentation de ces projets dans une réunion de commission ;

vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 30 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors des réunions des 7 et 8 novembre 2024 de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics ;

considérant que, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 8 juillet 2021 modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest, l'établissement public Fonds Belval n'a plus besoin d'être autorisé au préalable par une loi spéciale pour pouvoir mettre en œuvre un projet d'infrastructure. Désormais, le Fonds Belval applique, en tant qu'établissement public, les mêmes conditions de transparence et d'accord de principe pour la réalisation de ses projets de construction ou de transformation pour le compte de l'État que les administrations publiques. Ses projets s'ajoutent donc comme nouvelle catégorie de financement à la liste annuelle des grands projets d'infrastructure soumise pour approbation à la Chambre des Députés ;

considérant que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission de la Mobilité et des Travaux publics a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée ;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2025 afin de garantir les objectifs suivants :

a. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs

• Bâtiment administratif à Mersch – quartier de la gare (1)
• Complexe administratif, boulevard F.D. Roosevelt, Luxembourg (2)
• Centre national de tir au Reckenthal – modernisation (3)

b. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires

• École européenne I Kirchberg – rénovations et extensions (4)
• École européenne I Kirchberg – rénovation de l'ancien bâtiment secondaire (5)
• Lycée Josy Barthel à Mamer – rénovation et extension (6)

c. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes

• Mesures en vue de l'augmentation du niveau de sécurité du Tunnel René Konen (Tunnel du Saint-Esprit) (7)
• Croix de Cessange : optimisation de la bretelle A4 (Esch-sur-Alzette) vers A6 (Croix de Gasperich) (8)
• Croix de Cessange : sécurisation à long terme (9)
• OA7007 – Hoehenhof Parkhouse P&R auxiliaire (10)
• Reconstruction du viaduc Helfenterbruck OA1037 sur l'autoroute A6 (11)

d. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

• Nouvelle Gare Metzeschmelz à Esch-sur-Alzette (12)
• Gare de Luxembourg – réaménagement de la tête ouest (13)
• Pôle d'échange Howald – construction d'un bâtiment à usage ferroviaire et administratif (14)
• Réaménagement complet de la Gare de Clervaux (15)
• Port de Mertert – renouvellement des installations de voie (16)
• Ligne de Luxembourg à Troisvierges – Point d'arrêt Schieren – suppression des passages à niveau N°27a et N°27b et reconstruction de l'arrêt (17)

e. En ce qui concerne le Fonds Belval

• Maison de l'Environnement I et Maison de l'Environnement II : construction des bâtiments laboratoires y compris un parking souterrain (18)
• Deuxième bâtiment administratif / bâtiment mixte pour différentes administrations de l'État (19)

(s.) Mandy Minella, Corinne Cahen, Yves Cruchten, Emile Eicher, Jeff Engelen, Marc Goergen, Meris Sehovic, David Wagner.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Minella.

An dann ass d'Wuert fir den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Emile Eicher. Här Eicher.

Débat

M. Emile Eicher (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Staat huet déi fundamental Aufgab, fir déi bescht Liewensqualitéit vu senge Bierger ze suergen. Zu dëser droe vill Elementer bäi an d'Infrastrukture spillen dobäi eng zentral Roll.

Une voix | Très bien!

M. Emile Eicher (CSV) | Wéi ass d'Offer vum ëffentlechen Transport? A wéi ee Lycée gi meng Kanner? A wéi ass dësen opgestallt an ekipéiert? Wéi ass den Zoustand vun onse Stroossen an Autobunnen? Wat gëtt gemaach, fir datt mer manner am Stau stinn? Dëst sinn eng Rei Froen, déi d'Bierger sech stellen. D'Regierung huet d'Verantwortung, Äntwerten op dës Froen ze ginn, déi de Besoine vun de Bierger entspriechen. Ausserdeem fuerderen d'Bierger zu Recht e performanten ëffentlechen Déngscht an zougänglech Verwaltungen. D'Infrastrukturprojeten, déi mer haut diskutéieren an deene mir als CSV eis Zoustëmmung ginn, droen zu engem grousse Deel derzou bäi, Äntwerten op dës Froen ze fannen.

Ugefaang mat de Verwaltungsgebaier vum Staat: Mir begréissen de Bau vun engem neie Gebai zu Miersch op der Gare. D'Dezentraliséierung vun der Verwaltung schaaft méi Proximitéit fir eis Bierger engersäits an dréit anerersäits derzou bäi, Aarbechtsweeër ze verkierzen an och den Trafick ze reduzéieren. Nom Verwaltungsgebai, wat op d'Ettelbrécker Gare wäert stoe kommen an deem seng Finanzéierung mer jo schonn dëst Joer gestëmmt hunn, ass dëst e weidert Gebai, dat an Zukunft no bei enger Gare wäert gebaut ginn.

D'Entstoe vun zwee neie Verwaltungsgebaier um Belval ass an deem Sënn och eng positiv Entwécklung. Mir begréissen ausdrécklech d'Bündelung vun den ëffentleche Fuerschungsinstituter am Ëmweltberäich mat zwee ëffentlechen Anstalten, déi zesummen an engem Gebai, an dat no bei der Uni Lëtzebuerg an zesumme mat hinnen, geréiert kënne ginn. De Fait, datt de Staat gedenkt, weidere Wunnraum um Belval ze schafen, deen no bei villen neien Aarbechtsplazen ass, dréit der Entwécklung vum Site Belval Rechnung.

Fir d'Ministèren, déi an der Stad ugesidelt sinn, brauche mer och adequat, modern a funktionell Gebaier, wat an dem historesch geschützte Stadkär net ëmmer esou einfach ze realiséieren ass. Dofir begréisse mir d'Sanéierung vum Gebai vum Boulevard Roosevelt, an deem ënner anerem d'Direction de la défense hir Büroen huet. De Staat muss a punkto Energieeffizienz mam gudde Beispill virgoen. A mir wëssen, dass an den ëffentleche Gebaier nach ganz vill Loft no uewen ass. Dowéinst huet d'Regierung sech och verflicht, eng Rei Efforten an deem Beräich ze ënnerhuelen, sou wéi et am Koalitiounsaccord och virgesinn ass. Dës Sanéierung ass op jidde Fall e Schratt an déi richteg Richtung.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Erneierung vum Schéissstand am Reckendall ass e weidere Baustee fir d'Moderniséierung vun eiser Policeinfrastruktur. Méi Poliziste mat enger professioneller Ausbildung a mat adequaten Trainingsméiglechkeete sinn d'Viraussetzung fir méi Sécherheet fir eis all. Dëst gëllt natierlech och fir adequat Gebaier fir eis Policekommissariater.

Här President, bei den ëffentleche Projete vun de Schoulgebaier begréisse mir och d'Erweiderung an d'Renovatioun vum Mamer Lycée. Dëse Lycée, deen d'lescht Joer säin 20. Gebuertsdag gefeiert huet, huet eng Erfrëschungskuer verdéngt. De Fait, datt dëse Lycée wäert fir 1.000 Schüler wuessen, ënnersträicht, dass et eng gutt Iddi war, dëse Lycée deemools op déi Plaz ze bauen.

Fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Siège fir d'EU-Institutioune weider ze festegen, brauche mir och nei Schoule fir d'Kanner vun den EU-Mataarbechter. Eng Banque européenne d'investissement, déi weider wiisst, an d'Kommissioun, déi an deem neie Jean-Monnet-Gebai méi Leit wäert beschäftegen, erfuerderen natierlech och eng adequat Offer vun Europaschoulen. Dofir ënnerstëtze mir selbstverständlech och d'Moderniséierung vun der Europaschoul um Kierchbierg. Mir wënschen eis doriwwer eraus awer och fir déi nächst Jore weider Investitiounen an d'Lycéeën iwwerall am Land, souwuel nei Lycéeë wéi och d'Verbesserung vu bestoenden; dëst, fir d'Zukunft vun all eise Kanner virzebereeden.

Här President, fir de Wuesstem vun eiser Bevëlkerung an eiser Wirtschaft ze begleeden, brauche mir och eng performant Transportinfrastruktur. Mir wëssen, datt op eise Stroosse vill Stau ass an och vill ze vill Accidenter geschéien. Dëst ass eng Belaaschtung an e Sécherheetsrisiko fir all déi Leit, déi hei wunnen a schaffen. D'Autobunnskräizer sinn déi Plazen, wou mir all Dag am Stau stinn. Dofir begréisst d'CSV och den Ausbau an d'Sécherung vum Zéissenger Kräiz, dat a senger aktueller Form dem Verkéiersopkommes net méi ka gerecht ginn. Och d'Entrée an d'Stad via d'A4 gëtt moderniséiert an den Accès op Zéisseng gëtt iwwerschafft. All dës Projeten, déi aus dem Plan

national de mobilité ervirginn, ginn an déi richteg Richtung.

D'Erneierung vun der Helfenter Bréck begréisse mir och, well et ass och wichteg, fir dat Verkéiersopkommes, wat a leschter Zäit enorm gewuess ass, ze meeschteren. Dës Projete suergen all derfir, dass eng Rei Enkpäss wäerten entschäerft ginn, wat zu spierbar manner Stau wäert féieren. Och d'Sécherung vum Tunnel Saint-Esprit ass méi wéi noutwendeg.

Här President, de Bau vum Park&Ride um Héienhaff ass dréngend noutwendeg, ëmsou méi well d'Tramsverbindung vun der Gare op de Findel laanscht dëse Parking féiert. Och ronderëm de Fluchhafe schaffen Dausende vu Leit, déi elo schonn ongedélleg op e Park&Ride waarden. Ech wollt an deem Kontext d'Transportministesch froen, ob si eis och schonn en Update ka ginn zu den Aarbechten op der A3. A wa mir scho vun Enkpäss schwätzen, da gëllt dëst och fir d'Géigende ronderëm den Houwald an Hesper, wou gréisser Baustelle sinn. Kann d'Madamm Ministesch och do soen, wéi et an deem Eck soll weidergoen?

Une voix | Très bien!

M. Emile Eicher (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis eens, dass besonnesch do, wou Dausenden Autoen a Camionen duerch eis Uertschafte briederen an domat d'Liewensqualitéit vun eise Bierger staark beanträchtegen an eng Geforequell fir si duerstellen, Contournemente misste méi am Fokus vun eisem Handele stoen.

Une voix | Richteg!

M. Emile Eicher (CSV) | Mir stelle fest, dass an dëser Zäit awer keng nei Projete fir Contournemente virgesi sinn, an dat ass bedauerenswäert fir eis. D'Securisatioun vun der N7, wéi se am entspriechende Finanzéierungsgesetz virgesinn ass, ass e gudden Ufank, mee och do besteet Verbesserungspotenzial. Mir stelle fest, datt de Contournement vun Hengescht nach ëmmer an de Stäre steet, vu Wäiswampech net ze schwätzen. Ausserdeem weist d'Gemeng Park Housen drop hin, datt d'Securisatioun tëscht der Houschter Déckt an der Uertschaft Housen nach net virgesinn ass. Och de Rond-point Schinker ass eng grouss Geforequell an do misst och investéiert ginn. E Contournement vun der Uertschaft Houschter Déckt géif zu enger substanzieller Entlaaschtung bäidroen. Ech kréien dann och gesot ...

(Interruption)

Jo, et sinn nach méi Plazen. Och zu Iechternach waarden d'Leit nach ëmmer op e Contournement, deen d'Stad onbedéngt brauch, fir och hiren Tourismus auszebauen.

Ech erlabe mir, Madamm Ministesch, ze froen, wéi et weidergeet mat de Contournementen, déi scho gestëmmt sinn, wéi Käerjeng, Hesper an Dippech. Dir, Madamm Ministesch, hutt gewisen, datt Dir en oppenen Dialog féiert mat de Gemengen an datt dat och ganz gutt bei hinnen ukënnt. Dir wëllt d'Projete pragmatesch ugoen a séier virundreiwen, sou wéi Der dat och scho bewisen hutt an den Diskussiounen, wéi ech dat gesot kritt hunn, a ganz ville Gemengen, notamment de leschten Diskussioun an der Nordstad an och zu Housen. Dat ass de richtege Wee.

Här President, bei aller Léift zum Auto si mer eis duerchaus bewosst, dass mir d'Verkéiersopkommes nëmme bewältege kënnen, wa mir konsequent op den ëffentlechen Transport setzen. Dowéinst begréisse mir all Investitiounen an de Schinneverkéier. Mir ënnerstëtzen och de Bau vun eiser neier Gare am Quartier Metzeschmelz tëschent Esch a Schëffleng.

Ausserdeem gëtt d'Gare an der Stad weider ausgebaut. Dëst wäert besonnesch der Linn tëschent Péiteng an der Stad zeguttkommen an domat eng effizient Linn zwëschent dem Kordall an der Stad duerstellen. Ech kréien awer gesot, datt et net ka sinn, datt den Zuch de Moment gradesou laang brauch, fir virun der Gare ze waarden, wéi e fir d'ganz Distanz zwëschent Péiteng an der Stad brauch. Also ass onbedéngt Handlungsbedarf do.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si besonnesch frou, dass d'Gare zu Clierf endlech vergréissert an amenagéiert gëtt. D'Madamm Minella hat dorop higewisen. Ech sinn och frou, datt déi vill Jugendlecher, déi elo de Moment kräiz a quier duerch d'Uertschaft an duerch d'Gare lafen, och do besser guidéiert ginn a Securitéitsmoossname getraff ginn. Ausserdeem géif déi Upassung et och méiglech maachen, datt en neie Parking do kéint entstoen.

Och d'Eliminéiere vun zwou weidere Barriären op der Nordstreck verbessert d'Sécherheet a féiert zu manner Retarden.

Här President, Infrastrukturprojete brauche vill Zäit a kréie leider oft Verspéidung. D'Ursaache si villfälteg, zum Beispill d'Acquisitioun vun Terrainen, awer och laangwiereg a schwéierfälleg Verwaltungsprozeduren. Dës Regierung huet sech virgeholl, d'Bürokratie ofzebauen an d'Prozeduren ze vereinfachen an ze optiméieren, dëst duerch eng Hellewull vu Mesüren am Kontext vum Programm „Méi a méi séier bauen", wou och schonn eng ganz Rei vu Gesetzesprojeten an der Maach sinn. Bei der Acquisitioun vun Terrainen am ländleche Raum huet sech de Remembrement als eng effikass Praxis bewäert. Et kënnt eeben op eng gutt Koordinatioun zwëschent alle concernéierte Verwaltungen a Ministèren, souwuel um nationale wéi um lokalen Niveau, un.

Zesumme komme mer sécher méi schnell no vir. An deem Sënn ginn ech dann och den Accord zur Motioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. An dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif ganz gären ufänken, andeems ech der Madamm Minella villmools Merci soe fir déi detailléiert Presentatioun vun all deene Projeten. Dat erlaabt mer, datt ech mir an Iech erspuere kann, dat alles nach eng Kéier ze widderhuelen.

An ech maachen et kuerz: D'LSAP kann all déi dote Projete matdroen, well se si wichteg an néideg, fir dass d'Leit net all Dag nach méi am Stau erstécken, ...

(Interruptions)

... fir datt eis Kanner a Jonker weiderhin anstänneg an d'Schoul goe kënnen, fir datt gutt Gesondheetsinfrastrukturen existéieren, bref, fir dee Wuesstem – ouni elo eng Wuesstemsdebatt hei wëllen unzefänken –, dee mer hunn, ze encadréieren, fir dass d'Leit dovunner profitéieren an net ënnert den Nieweneffekter méi leiden, ewéi se eis Positives bréngen. Dofir ganz kloer: Mir droen dës Projete mat, déi jo och vu laanger, jo extreem laanger Hand geplangt sinn.

An do sinn ech bei deem Punkt, deen ech haut awer maache wëll. Wéi den Zoufall et wëll, hate mer viru Kuerzem eng gemeinsam Kommissiounssëtzung mat der Budgetskontrollkommissioun, wou mer de Point gemaach hunn iwwert déi Projets d'infrastructure, déi mer an deene leschte Jore scho bei dësen Debatten haten, dat heescht souwuel déi Projeten, déi wéi haut iwwer Motioun, wéi och déi, déi mussen iwwer e Finanzéierungsgesetz gestëmmt ginn. A wéi mer do de Point gemaach hunn, ware mer, mengen ech, alleguerten erféiert, wéi laang dës Projete brauche vun der Planung bis zu hirer endgülteger Realisatioun.

Fir d'Stroossebauprojeten zum Beispill kënne mer eng Moyenne vun 21 Joer feststellen, déi et brauch tëscht der Planung an der Fäerdegstellung. Mat anere Wierder: Do stelle mir haut Projete fäerdeg, deenen hir Finanzéierung iwwert de Budgetsentworf vum deemolege Finanzminister Luc Frieden abruecht gouf. 21 Joer an der Moyenne fir Stroossebauprojeten, dat ass wierklech ze laang! Bei deene 36 Projeten, déi ech hei gekuckt hunn, sinn natierlech och Projeten derbäi, déi nach méi e laange Baart hunn. D'Champione sinn hei – wéi kéint et och aneschters sinn? – de Contournement vun Nidderkäerjeng an de Contournement vu Jonglënster. Bei aneren Infrastrukturprojeten, wéi zum Beispill dem Ausbau vum Härebierg oder nach Jugendherbergen, sinn et an der Moyenne eng 15, 16 Joer. Bei Schoulgebaier wéi Lycéeën, do geet et e bësse méi séier. Do sinn et an der Moyenne 11 Joer.

An där Kommissiounssitzung hat ech mech och e bësse goe gelooss a gesot, datt ech bei dëse laangen Delaie géing un der Capacitéit vum Lëtzebuerger Staat zweifelen, nach reagéieren ze kënnen op déi riseg Erausfuerderungen, déi eise Wuesstum mat sech bréngt. An déi Leidtragend dovunner, dat si schlussendlech d'Leit hei am Land. An ech wëll hei ganz kloerstellen: Et geet mir net drëms, mam Fanger ze weisen oder e Schëllegen ze sichen. D'Madamm Backes huet eis gesot, et wär och hire grousse Souci, datt d'Infrastrukturprojete méi séier sollte realiséiert ginn. An esou wéi ech d'Madamm Backes kennen, brauch keen un där Ausso ze zweifelen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An ech weess och, datt sech d'Beamten an d'Verwaltungen näischt méi wënschen, wéi datt et soll virugoen. Kommt, mir vergiessen och net, datt d'Verwaltunge sech un déi Gesetzer halen, mat deene Gesetzer musse schaffen, déi mir hei an der Chamber stëmmen.

An der Vergaangenheet goufen och scho Schrëtt ënnerholl, fir d'Bauen ze acceleréieren. Ech erënneren zum Beispill un d'Omnibusgesetz vun 2017, mat deem mer vill Prozeduren acceleréiert hunn. Och wëll dës Regierung nees administrativ Vereinfachungen ëmsetzen, fir esou Zäit ze gewannen. A mir sinn do ganz bei der Regierung. Nach musse mer leider feststellen, datt dat alles net wäert duergoen. Aus dësem Grond hat ech an der Kommissioun proposéiert, datt mer eis sollten Zäit huelen, fir eng Kéier all déi Projeten am Detail ze analyséieren an ze probéieren erauszefannen, wisou et esou dacks esou laang brauch, fir eng Strooss oder nach e Spidol ze bauen.

Ganz dacks kritt ee jo zu all Projet eenzel eng plausibel Erklärung, firwat et méi laang gedauert huet. Vläicht wär et awer gutt, déi Projeten an hirer Gesamtheet ze kucken a vläicht esou erauszefannen, wéi eng Problemer sech widderhuelen a reegelméisseg erëmkommen, fir esou kënnen iergendwéi dorop ze reagéieren. An ech wëll hei eiser Presidentin, der Madamm Cahen, ausdrécklech Merci soen, datt si dës Propos opgegraff huet a versprach huet, datt mer dat an enger vun den nächste Sitzunge wäerte maachen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Aus deem Grond géif ech hei eng Motioun wëllen deposéieren, déi d'Regierung derzou oprifft, eng detailléiert Analys ze liwweren iwwer all déi Projeten an déi eenzel Phasen, hir Dauer, hir Problemer, déi sech vläit gestallt hunn, dat Ganzt mam Zil, déi Ursaachen ze identifizéieren, un deene mer schaffe kënnen, fir d'Realisatioun vun deene

wichtege Projeten ze acceleréieren. Sou kéinte mir hei an der Chamber zesummen a parteiiwwergräifend vläicht eisen Deel derzou bäidroen, datt mer net méi 20 Joer a méi musse waarden, datt eng Strooss, e Contournement oder nach e Spidol gebaut gëtt.

Ech hoffen, datt ech heifir op Är Ënnerstëtzung kann zielen, an ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

Motion 2

La Chambre des Députés,

– vu l'importance des grands projets d'infrastructure pour le développement du Luxembourg ;

– constatant que le Luxembourg connaît depuis des années une croissance annuelle de l'emploi de plus de 2 % en moyenne ;

– constatant qu'en 10 ans, la population a augmenté de 25,7 % au Luxembourg ;

– considérant l'importance du développement des infrastructures nationales pour atténuer les effets secondaires de la croissance et bien encadrer ses effets ;

– considérant qu'il serait dans l'intérêt du pays d'accélérer la réalisation des grands projets d'infrastructure,

invite le Gouvernement à

– analyser en détail les différentes phases de préparation, planification, financement et construction ainsi que les phases législatives et réglementaires des grands projets d'infrastructure afin d'identifier les facteurs qui prolongent la durée d'achèvement ;

– présenter le résultat de cette analyse approfondie à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics afin d'y débattre.

(s.) Yves Cruchten, Francine Closener, Claire Delcourt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Awer esou eppes vun!

M. Ben Polidori (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir anzefänken, der Madamm Mandy Minella en häerzleche Merci ze soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. A sou wéi den Här Yves Cruchten et gesot huet, erlaabt eis dat dann, net méi op all Projet anzegoen.

Wéi all Joer stëmme mer all dës Projeten, déi hei virgedroe ginn iwwert déi grouss Infrastruktur am Land, mat. Dëst ass noutwendeg a mir kommen net derlaanscht, héich Zommen ze investéieren, fir eis Infrastrukturen auszebauen an ze ënnerhalen.

Hei weist sech och allerdéngs déi aner Säit vun der Medail vum stramme Wuesstum: Wann eist Land weiderhin am Rekordtempo wiisst, si mer gezwongen – mir hu keng Wiel –, fir déi grouss Rekordzommen ze investéieren, fir dem Wuesstum gerecht ze ginn. Mir lafen also dem Wuesstum permanent hannendrun. Wa mer och vun der wirtschaftlecher Plus-value vum Wuesstum schwätzen, musse mer am gläichen Otemzuch awer och korrekterweis vun der Rekordausgabe schwätzen, fir dem Wuesstum gerecht ze ginn. An hei schwätze mer mol guer net vum negativen Impakt vum Rekordwuesstum op d'Liewensqualitéit.

Wa mir hei an der Chamber als Politiker Gesetzer stëmmen, solle mir also den Impakt vum Wuesstum ëmmer am Hannerkapp behalen. Ech wëll bemierken, datt net all Projet mam Wuesstum ze dinn huet. Ech mengen, dat ass jo ganz kloer. Mir musse jo mat der Zäit goen. A mir mussen eis och iergendwann eng Kéier an Zukunft Gedanke maachen, well eis Ressourcë si jo begrenzt an allen Hisiichten. Mir mussen eis d'Fro stellen, méi oder wéineger eng Kéier: Wou wëlle mer hin?

Erlaabt mer nach vläicht, op ee Projet anzegoen, deen d'Madamm Minelli virgedroen huet. Dat ass den ...

Plusieurs voix | Minella.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Jeff Engelen (ADR) | Dat ass den Amenagement vun der Clierfer Gare. Ëmmer méi Leit huelen den Zuch zu Clierf op der Gare. An deem Sënn ass den Amenagement vun der Clierfer Gare bluttnoutwendeg, an och als Vertrieder vum Norde begréissen ech dëst ausdrécklech. Et ass och gutt, datt d'Clierfer Gare elo endlech soll fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit gerecht ginn. Dat hätt scho misse vill méi laang passéieren. Ech wëll awer och nach e Wuert verléieren iwwert d'Situatioun op der Parkplaz vun der Clierfer Gare. Den Här Eicher hat et ewell ugedeit: Dësen ass daagsiwwer strubbelvoll. Hei misste mer kucken, datt mer eng aner Léisung fannen, well déi meescht – oder eng Partie – Leit fannen hei well keng Parkplaze méi.

Erlaabt mer och, wann ech zréckkommen op de Rollstull. D'Clierfer Gare ass net rollstullgerecht. Et wier vläicht an deem Kontext och eng Kéier interessant, eng Analys ze maachen, wat fir eng Garen nach am Land net rollstullgerecht sinn, well ech mengen, dat ass och fir d'Mobilitéit vun dëse Leit vu grousser Wichtegkeet.

A wa mer elo scho bei de Rollstullleit sinn, wëll ech och drop bemierken: Wann déi, déi mam Zuch fueren, souwisou schonn eng ageschränkt Gesondheet oder Beweegungsfräiheet hunn, da wier et och gutt, wa mer eis géife bei den Zich an deem Sënn do och emol Gedanke maachen, wéi mer déi Rollstill an d'Zich erakréien, ouni datt en zweete Mann muss hëllefen. Ech mengen, dat wier och eppes, wat géing hëllefen.

An da kéim ech elo eriwwer zu enger anerer Problematik. Ech mengen, no der Nordstrooss ass dat deen zweetgréisste Problem, dee mer am Norden hunn. Dat ass dee ganze Verkéier, dee vun der Nordstrooss eroffiert, fir op d'N15 ze kommen a Richtung Feelen an Heischent, fir et kloer auszedrécken. Dee muss duerch Ettelbréck geschleist ginn. Et ass dann awer och ze verstoen, datt d'Verkéierssituatioun zu Ettelbréck, besonnesch an de Stousszäiten, dramatesch ass. Dëst ass och eng onglécklech Situatioun fir d'Ambulanzen, déi séier an d'Ettelbrécker Spidol musse kommen an et och erreeche mussen.

Déi geplangte Strooss vu Schieren hannelaanscht iwwert de Contournement op Feelen ass scho laang geplangt a géif och déif Aschnëtter an d'Natur mat sech bréngen an et missten och Tunnelle gebaut ginn. Eiser Meenung no wier do eng Transversale, esou wéi mer se zu Clierf elo gebaut hunn, tëscht dem Fridhaff a Feelen déi besser Variant an déi géif all déi beschriwwe Problemer léisen.

Do hu mir d'Iddi – mir hu se schonn eng Kéier hei virgedroen, ech wëll dat bemierken –, wann ee vum Fridhaff eriwwerfiert hannen op d'Feelener Hecken, do si mir der Meenung, datt déi méi einfach ze bauen ass an et och manner déif Aschnëtter an d'Natur bedeit a mir och manner Problemer mat der Topografie hu wéi bei där anerer Variant vu Schieren eriwwer op Ettelbréck an dann op Feelen. Uewer- an Nidderfeele bréichte mer net ze duerchschneiden. Mir hätte kee Problem mam Waasserquelleschutz. Mir kéimen net no un d'Wunngebidder zu Feelen. Mir bréiche just eng Opfaart ze programméieren, an zwar fir op Waarke bei d'Spidol a bei den technesche Lycée eriwwer. Ettelbréck a Feele géife vum Duerchgangsverkéier komplett befreit ginn, wat eng Verbesserung wier vun der Liewensqualitéit vun all dëse Bierger. An eis Iddi hätt och nach de Virdeel, datt e ganz groussen Deel vum Zoufaartsverkéier aus de Regioune Wolz a Réide fir an d'Spidol an an den technesche Lycée géif aus Ettelbréck erausgehale ginn.

Mir froen, fir do eng Etüd ze maachen. Dat ass jo sécher net ze vill verlaangt. Mir hunn eis jo elo fir d'Securisatioun vun der Nordstrooss Zäit geholl. An ech mengen, et ass jo nach net virgesinn, datt déi Strooss do soll haut a muer gebaut ginn. Mir sinn der Meenung, datt mer sollen esou séier wéi méiglech déi Etüd maachen. A wann déi Etüd da virläit, da kënne mer wielen, ob mer déi eng Variant huelen oder déi aner. An dat hätt eiser Meenung no e Virdeel.

An deem Sënn géif ech och eng Motioun deponéieren, Här President, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

– datt de ganze Verkéier, dee vun der Nordstrooss eroffiert, fir op d'N15 ze kommen, fir Richtung Feelen an Heischent ze fueren, duerch Ettelbréck geschleist gëtt;

– datt doduerch d'Verkéierssituatioun zu Ettelbréck, besonnesch zu de Stousszäiten, dramatesch ass;

– datt dëst eng ganz onglécklech Situatioun ass fir d'Ambulanzen, déi séier d'Ettelbrécker Spidol erreeche mussen;

– datt déi geplangte Strooss vum Contournement vu Schiere laanscht Ettelbréck bis op Feelen déif Aschnëtter an d'Natur mat sech géif bréngen;

– datt eng Transversale tëscht dem Fridhaff a Feelen déi besser Variant ass an déi beschriwwe Problemer léise géif,

ass sech bewosst, datt eng Transversale tëscht dem Fridhaff a Feelen de Virdeel hätt,

– datt een Uewer- a Nidderfeelen net ze duerchschneide bréicht;

– datt sech keng Problemer mat Waasserquelleschutz géife stellen;

– datt de Verkéier wäit fort wier vun de Wunngebidder zu Feelen;

– datt ee just eng Opfaart misst bauen, fir vu Waarken aus d'Spidol an den technesche Lycée ze erreechen;

– datt Ettelbréck a Feele komplett vum Duerchgangsverkéier befreit wieren, wat eng méi héich Liewensqualitéit fir d'Awunner mat sech bréngt;

– datt e groussen Deel vum Zoufaartsverkéier aus der Regioun Wolz a Réiden, dee Richtung Spidol an technesche Lycée ënnerwee ass, aus Ettelbréck selwer erausgehale géif ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Méiglechkeet vun enger Transversale tëscht dem Fridhaff a Feelen an aller Objektivitéit ze préiwen.

(s.) Jeff Engelen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Rapportrice Mandy Minella ass am Detail op all d'Projeten agaangen. Dat heescht, ech wäert dat net nach eng Kéier widderhuelen. Ech wäert och elo evitéieren, eenzel Projeten,

déi mir elo vläicht besonnesch wichteg sinn oder méi wichteg sinn, nach eng Kéier spezifesch erauszehuelen.

Plusieurs voix | Merci.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Voilà. Ech wéilt awer gären de Moment notzen, fir vläicht e puer méi grondsätzlech Punkten ze maache par rapport zu de groussen Infrastrukturprojeten, déi mer effektiv Joer fir Joer hei diskutéieren.

Wisou ass dat eigentlech esou? Majo well et grouss Projete sinn, déi op där enger Säit e groussen Invest verlaangen, vill Sue vum Contribuabel mobiliséieren, mee och well et grouss, wichteg Chantiere sinn. D'Rapportrice huet eng Rei vun deene Projeten opgezielt. Dat sinn Echangeuren, déi musse gebaut ginn, Brécken, Garen an esou weider, dat heescht wierklech Projete mat enger grousser Envergure, déi och e wichtege Rôle an der Gesellschaft spillen, wa mer vun de Lycéeë schwätzen, vun den Infrastrukture fir d'Sécherheet, fir d'Police, vun den Infrastrukture fir d'Mobilitéit natierlech och.

D'Konditioun, déi mer jo haut mam Vott vun der Motioun schafen, ass, dass d'Regierung an déi zoustänneg Ministesch mat hire Servicer kënnen an d'Detailplanung vun deenen eenzelne Projete goen. An domadder ass déi Lëscht, déi der Chamber haut virläit, iergendwéi och en interessanten Outil, fir ze kucken, wat d'Regierung eebe wëlles huet, wéi se tickt, wat hir wichteg ass a wou hir Prioritéite leien.

D'Lëscht vun dësem Joer huet – dat hunn ech an der Kommissioun schonn ugemierkt – leider just 19 Projeten op der Lëscht. Dat sinn der eng ganz jett manner wéi an deene leschte Joren. Zum Verglach: D'lescht Joer hate mer der nach iwwer 40 um Programm. Ech wäert net esou wäit goen, fir do eppes eranzeinterpretéieren. Et ass elo ee Joer vun där neier Regierung am Amt. Et si keng nei Projeten op där Lëscht, keng nei Visiounen, mee ech ginn do der Ministesch d'Chance, ech hoffen, dass dat dann d'nächst Joer mat der nächster Lëscht, mat deenen nächste groussen Infrastrukturprojete wäert anescht sinn an dass do eng ganz Rei nei Akzenter kënne gesat ginn.

Wisou ass dat wichteg? Mee och well mer mat genau deenen dote Projeten als Staat Responsabilitéit iwwerhuelen an iwwert déi Aarbecht, déi dorauser entsteet, jo och Aarbecht schafen, grad an engem Secteur, deen am Moment a Schwieregkeeten ass.

Et sinn eng Rei Saachen ugeschwat ginn, déi ech kann ënnersträichen an ënnerstëtzen. Den Här Eicher hat wierklech nach eng Kéier den zentrale Rôle ënnerstrach vun deenen Infrastrukturprojete fir d'Liewensqualitéit a fir d'Entwécklung vum Land. Dat ass natierlech esou, an dowéinst sinn dat wichteg Projeten.

Ech géif do virdru warnen, fir just op d'Contournementen ze kucken an ze pochen. Dat war eng ganz laang Lëscht. Ech mengen, dass d'Biergerinnen a Bierger vun eis virun allem e klore Wee no vir verlaangen, eng kloer Mobilitéitspolitick, déi eis no vir bréngt. An ech hoffen, dass dës Regierung méi unzebidden huet an deem Beräich wéi just Contournementen. Verschiddener si gutt a bréngen eppes. Dat stelle mir natierlech net a Fro. Mir hunn där jo dowéinst och op de Wee bruecht an deene leschten zéng Joer. Mee mir kënnen dat net isoléiert kucken.

Ech ginn Iech e konkreet Beispill. Den Nidderkäerjenger Contournement ass ugeschwat ginn. Ech ginn net midd ze betounen, dass mer an der Suite dovunner och eng ganz Rei weider Infrastrukturprojete wäerte brauchen, fir dass deen dote Contournement voll zum Droe kënnt an dann eeben och déi Entlaaschtung mat sech bréngt fir d'Biergerinnen a fir d'Bierger, déi sech dorauser erhofft gëtt.

Ee wichtegen Outil zum Beispill an deem konkreete Punkt – an et ass jo ugefaange gi vum Kolleeg vun der CSV, eng Lëscht ze maachen iwwert déi Projeten, déi nach feelen; ech setzen do nach een derbäi –, dat ass dee ganzen Ëmbau vun der A4 a vum Passage vun der A4 op d'A13. Dat ass eng wichteg Konditioun, déi séier muss kommen, fir dass dann zum Beispill dee konkreete Contournement wierklech kann eng Plusvalue entfalen.

An ech mengen, dass domadder och eng Saach kloer gëtt, déi an der Mobilitéitspolitick an an der Infrastrukturplanung wichteg ass, nämlech dass een net d'Projeten isoléiert vunenee ka kucken. Et ass e komplexe Puzzle, wou verschidden Infrastrukture mussen aneneegräifen.

Ech ginn Iech e Beispill: Mir hunn dëst Joer d'Gare Metzeschmelz op der Lëscht, déi elo, wa mer dat haut dann approuvéieren, wouvunner ech ausginn, kann an d'Detailplanung goen. Dat ass eng gutt Nouvelle. Mee fir dass dat fonctionéiert an deem Zäithorizont, wéi et virgesinn ass, ass et awer wichteg – an doriwwer wäerte mer da beim nächste Punkt vum Ordre du jour schwätzen –, dass och d'Investitiounen an den Tramsreseau, an de séieren Tram, matginn, dass och d'Investitiounen an d'Planunge fir de Corridor à haut niveau de service weiderginn. An do erwaarden ech mer konkreet Annoncen, konkreet Projeten an deenen nächste Wochen a Méint.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Sou, an da mengen ech, dass mer jo ëmmer erëm iwwert d'Delaie schwätzen an iwwert d'Dauer, déi mer brauchen, fir grouss Infrastrukturprojeten op de Wee ze bréngen. An natierlech ginn ech dem Kolleeg Cruchten Recht, dass mer alles mussen drusetzen, fir esou séier wéi méiglech ze schaffen. Mir duerfen dobäi net vergiessen, dass et do eng Panoplie vu Grënn gëtt. Ech mengen, dass mer verschiddener – dat wäerte mer jo da vläicht an enger Analys vun der Regierung gesinn – vläicht guer net esou um Schierm hunn. Et gëtt der natierlech awer eng ganz Rei, déi mer scho kennen an déi eigentlech och ganz wéineg mat Prozeduren ze dinn hunn.

Mir schwätzen duerno iwwert den Tram. Den Tram ass ee ganz gutt Beispill dofir, wéi laang et kann daueren a wéi séier et duerno erëm ka goen. Mir hunn 30 Joer hei diskutéiert an der Chamber. 1996 huet den LSAP-Deputéierte Marc Zanussi dat fir d'éischte Kéier no laanger Zäit erëm hei op den Ordre du jour bruecht. Et huet duerno 30 Joer gedauert a virun allem ganz vill politesch Diskussioune gebraucht, bis do konnt virukomm ginn. An et huet duerno, 2014, en neien, éischte Projet de loi fir d'Finanzéierung vum Tram gebraucht. Deen ass 2014 hei am Haus gestëmmt ginn. 2017 ass den Tram lassgefuer. Dat heescht, et ka ganz, ganz laang daueren, oft och well mir Politikerinnen a Politiker net de Courage hunn, net eis Responsabilitéit iwwerhuelen. Mee et kann och ganz, ganz séier goen, dann, wa mer Responsabilitéit iwwerhuelen. An dat erwaarden ech vun eis alleguerten.

An deem Sënn ënnerstëtze mir dës Lëscht natierlech an ech soe Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Sehovic och Merci. An dann ass et um Här Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Président. Och merci der Madamm Minella fir den Detail vun den eenzelne Projeten. Ech fannen et ëmmer e ganz flotten Exercice, wann déi eenzel Servicer an d'Chamber kommen. An och deenen e grousse Merci, well mir stelle jo awer alt vill Froen an ech weess, ech sinn ëmmer ee vun deenen, déi se am meeschte lächeren, well et interessant ass. Dat ass och eis Aufgab als Chamber. Och wann e Projet heiansdo méi kleng kléngt, kann et awer eng Erliichterung fir de Bierger a senger Gemeng sinn. An dofir ass et wichteg, dass mer och deen Exercice allkéiers maachen a mat de Servicer déi eenzel Punkte kucken, well do kann ee mat verschiddene Bemierkungen och déi Projeten erëm verbesseren.

Ech ginn op e puer eenzelner an, déi ech mer erausgeschriwwen hunn. Do sinn zum Beispill d'Büroe fir d'Verwaltungen. Wat eis do ganz gutt gefält, ass, dass och dës Ministesch op eng Dezentraliséierung setzt. Et ass falsch, dass mer d'Verwaltungen alleguerten op ee Punkt am Land setzen. Dofir ass et gutt, dass déi Dezentraliséierung wäert weidergefouert ginn, och fir e gudden ëffentlechen Déngscht.

Dass mer endlech de Schéissstand renovéieren a moderniséieren, ech mengen, dat huet och schonn e laange Baart. D'Police huet dat schonn x Regierunge virdru gefrot, well d'Police do net méi adequat konnt trainéieren. An elo ass endlech de Moment, wou mol de Projet d'étude lassgeet. An dann hoffen ech och, dass eis Police schnell wäert kënnen dohinner schéisse goen, well wa mer vill nei Beamte wëllen – an ech mengen, do si mer eis politesch eens –, mussen déi och déi passend Ausbildung kréien. An dozou gehéiert och, dass mer hinnen déi néideg Infrastruktur zur Verfügung stellen.

Den Tunnel René Konen, deen deene Meeschte méi bekannt ass als „Tunnel du Saint-Esprit", Do war eng interessant Diskussioun an der Kommissioun, déi ech souguer géing ënnerstëtzen. Do war nämlech d'Diskussioun – am Moment fuert Der jo just op zwou Spueren ee Wee –, ob een net kéint an Zukunft den Tunnel esou gestalten, dass een op zwee Weeër kéint fueren, dat heescht och an déi aner Richtung, sou-dass een och déi kéint entlaaschten a virun allem och d'Alstad entlaaschten. Dat ass sécherlech eng Situatioun, wou een eng Kéier misst driwwer diskutéieren. An d'Ministesch kann dat jo mat hire Servicer maachen an eis dann am Januar, Februar an der Kommissioun e klenge Feedback ginn, wéi esou eng Formule méiglech wär, fir d'Alstad ze entlaaschten.

D'Zéissenger Kräiz: Also, ech sinn elo sechs Joer hei. Vun dem éischte Joer un hu mer iwwert d'Zéissenger Kräiz geschwat. Ech mengen, et waren den Här Spautz oder d'Madamm Arendt, déi dozou och scho Question-parlementairë gestallt hunn. Ech mengen, et sinn alleguerten déi, déi d'A4 méi oft benotzen. Et ass wierklech eng ganz geféierlech Situatioun, well do sti se, fir d'Sortie ze huelen, fir d'Jonctioun op d'A6, bis quasi op Leideleng eran, an dat ass all Moie geféierlech. An Dir hutt och oft am Radio héieren, dass do Accidenter waren. Dofir ass et gutt, dass dës Ministesch dat elo an d'Hand hëlt an do zumindest elo mol ufänkt, well dat doten ass jo just e klenge Punkt. Herno gëtt d'ganzt Zéissenger Kräiz nach eng Kéier moderniséiert. Fir mech ass dat souwisou eent vun de geféierlechsten Autobunnskräizer, déi mer am Land hunn, nieft deem vun der A13 op d'A4, also vun der Collectrice op d'A4, wou ee vun enger soi-disant Autobunn, der Collectrice, op eng kleng Ausfaart kënnt, fir dann op d'A4 ze fueren. Mee d'Zéissenger Kräiz, et ass gutt, dass dat elo mol entschäerft gëtt, well dat ass wierklech geféierlech.

Dann de Park&Ride um Findel: Jo, dat ergänzt ganz kloer den Tram. Et muss ee just kucken, wéi een herno eng Formule wäert fannen, well een awer riskéiert – ech soen elo net den Numm vun der nationaler Fluchgesellschaft, mee déi huet jo esou Packagë mam

Parking a mat Allméiglechem –, dass vläicht herno de Park&Ride voll ass an da kee méi bei der Fluchgesellschaft oder beim Fluchhafen de Parking hëlt, an dann ass de Leit awer net geholfef, déi eigentlech de Park&Ride bräichten, fir eng kuerz Zäit an net onbedéngt fir zwou, dräi Wochen an d'Vakanz an d'Sonn ze fléien. Dat ass herno eng Erausfuerderung fir d'Ministesch bezéiungsweis deen, deen herno de Projet wäert bedreiwen, fir do awer eng kleng Aschränkung anzebauen, fir dass deen net herno als bëllege Parking genotzt gëtt, fir dass een net onbedéngt dat anert muss kafen.

Bei der Helfenter Bréck schwätzt Dir elo vun der Bréck selwer, mee do muss een awer och méi wäit denken, well och do ass vun der City Concorde kommend de Verkéier iwwerlaascht, well d'Bréck ass iwwerlaascht, jo, mee d'Ausfaart mat an alles, wat herno an d'Stad erageet, och. An dann huet een do natierlech déi Situatioun – dat ass awer warscheinlech d'Stad Lëtzebuerg –, dass dat elo och nach direkt op eng Bushaltestell kënnt, wou ee mol keng Einbuchtung huet, soudass dann déi ganz Autobunn sech herno op der Helfenter Bréck, och wa mer dat doten elo neimaachen, wäert stauen, soudass mer do eng Situatioun hunn, déi ganz ongënschteg ass. An do kann d'Ministesch sécherlech zesumme mat der Stad Lëtzebuerg eng Léisung fannen, fir op der Helfenter Bréck dat doten ze entzerren.

Bon, ech sinn natierlech frou, dass der elo d'Streck vu Péiteng an d'Stad verbessert. Ech muss soen, et ass schonn eng héich Qualitéit op där Streck, wann een den Zuch hëlt. Effektiv kënnt et heiansdo vir, dass den Zuch virun der Gare steet, mee do gëtt jo och e weidere Quai gebaut, soudass dat sech och iergendeng Kéier wäert normaliséieren.

Wat awer nach interessant wär, dat wär, wann d'Ministesch kéint e bëssen Drock maachen, dass déi Jonctioun vun Nidderkuer op d'Streck an d'Stad vu Péiteng gebaut gëtt, well da missten d'Leit, déi an der Déifferdenger Gemeng wunnen, net ëmmer op Esch zréckfueren an 20, 25 Minutte verléieren. Déi Jonctioun ass scho laang am Gespréich. Ech weess, et ass e bëssen de selwechten Terrain, Projet doënne wéi de Käerjenger Contournement, deen och net virukënnt, mee ech hoffen awer, dass si fir den Zuch do e bësse méi schnell maachen. Ech wënsche mer och, de Käerjenger Contournement géing méi schnell kommen, well et géing eis doënnen am Kordall wierklech entlaaschten. An ech hoffen och, dass dës Regierung e bësse méi op den Tempo dréckt, wat d'Contournementen ubelaangt, wéi déi viregt Regierung.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géing d'Regierung d'Wuert kréien. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Voilà. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech fänken natierlech och domat un, der Rapportrice e ganz grousse Merci ze soe fir all d'Detailer an den detailléierten, gudde Rapport. Ech mengen, mir haten an der zoustänneger Chamberskommissioun ëmmer ganz gutt Echangen. Ech hu mech ëmmer gefreet, och mat de Beamten dohinner ze kommen, fir déi konstruktiv Gespréicher ze féieren. An ech wëll och der Presidentin e grousse Merci soen, well si déi Kommissioun wierklech exzellent leet.

Ech mengen, mir wëssen, dass Dir mam Vott vun dëser Motioun der Regierung erlaabt, fir déi verschidden Etüden op deene Projeten ze maachen, fir dass mer do weiderkommen, d'Etüden, d'Avant-projets sommaires, d'Avant-projets détaillés an esou weider. An domadder erlaabt Der eis dann och, dat ze maachen, wat mir eis virgeholl hunn ze maachen an eisem Koalitiounsaccord.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten hei eens, dass mer d'Investissementer wierklech mussen a sollen héichhalen. Mir wëllen attraktiv a qualitativ héichwäerteg Mobilitéit fir Bus, Zuch, Tram, natierlech och fir den Transport vu Leit mat Beanträchtegungen. Alles dat ass wichteg an dat wëlle mer weiderentwéckelen. An da wëlle mer natierlech och nohalteg a modern Infrastrukture fir eist Land. Et ass scho ganz vill de Mëtteg geschwat gi vun der Wichtegkeet vu Schoulen an och vun aneren Infrastrukturen, zum Beispill fir d'Police.

Mir wëllen natierlech och, dass d'Betriber Opträg kréien. Mir wëssen, mir sinn an enger Baukris. Mir wëllen Aarbechtsplaze schafen. Alles dat kënne mer maachen, wa mer weider investéieren. Dofir brauche mer Projeten. An da muss eeben eent no deem anere gemaach ginn an da musse mer mat den néidegen Etüden ufänken.

Ech muss allerdéngs och soen, dass ech natierlech fir d'Administratiounen an och a mengem Ministère Leit brauch, fir dat alles ze accompagnéieren, well mir kënnen net alles outsourcen. Mir hu jo och eng Verantwortung fir dat, wat mer maachen. A mir kënnen net alles digitaliséieren. Dat ass einfach net méiglech. Dat heescht, dat geet awer alles och Hand an Hand.

D'Projeten, déi hei virgestallt gi sinn an déi op der Motioun stinn, sinn effektiv an der Chamberskommissioun am Detail diskutéiert ginn, och zesumme mat de Vertriederinnen a Vertrieder vun deene véier Administratiounen an Etablissementer, Bâtiments publics, Ponts et chaussées, CFL a Fonds Belval. Do hate mer, wéi gesot, ganz gutt Echangen.

De Seuil, deen ass eropgesat ginn – ech mengen, dat hutt Der och matkritt, honorabelen Deputéierten Här Sehovic – op 30 Milliounen. Dat heescht, de facto mécht dat natierlech manner Projeten op der Motioun. Wa mer awer elo den ale Seuil huelen, da kann ech Iech just soen, dass mer 2022 26 Projeten op der Motioun haten an dass mer dann dëst Joer 44 Projeten op där Motioun hätten. Also, wannechgelift, maacht net, wéi wann hei manner géif geschafft ginn, wéi wann hei manner Saachen, Projeten op der Motioun wären, well dat entsprécht kenger Realitéit. Dass dat natierlech ëmmer vu Joer zu Joer e bëssen erop- an erofgeet, ass och ganz normal, mee hei, géif ech soen, ass den Ausbléck trotzdeem positiv.

Et si mer elo verschidde Froe gestallt ginn, déi elo näischt direkt mat deenen 19 Projeten ze dinn hunn, déi mer hei debattéieren op der Motioun. Ech probéieren, zu där enger oder anerer vläicht kuerz eppes ze soen. An ech mengen, fir méi Detailer kënne mer dann natierlech och gären a wäerte mer, vu dass mer eis jo ganz oft an där Kommissioun gesinn, och an der zoustänneger Chamberskommissioun nach eng Kéier drop agoen.

Den Elargissement vun der A3, dem Stéck zwëschent dem Croix de Gasperich an der Aire de Berchem, dat ass elo en cours de finition. Mee Dir wësst, dass de ganze Chantier virgesinn ass, bis 2030 da fäerdeg ze sinn.

Hesper/Houwald: De Chantier vun der Plattform Gare Houwald gëtt planméisseg am Summer 2025 vu Ponts et chaussées dann u Luxtram iwwerginn. An da lafen d'Aarbechten op där Säit weider.

Et ass vun Housen–Hengescht geschwat ginn, och vun der Houschter Déckt, engem Contournement. Ech mengen, mir wëssen, dass dat eng Iddi ass. Et ass awer kee Projet. Et steet och net am PNM35. Voilà, ech mengen, mir missten hei eent nom anere maachen. Mir wëssen, dass mer och ganz vill Projeten am Norden hunn, un deene mer schaffen. Ech hunn effektiv och d'Gemeng d'lescht Woch gesinn, an dat ware ganz positiv Diskussiounen, och zum Beispill iwwert de Park&Ride Schinker. Do wäerte mer och dru schaffen.

An d'Passages pour piétons: Ech mengen, wann ee mer seet, dass dat geféierlech Plaze sinn, da misste mer kucken, fir och do Léisungen ze fannen. An dat wäerte mer da maachen.

Ech krut nach d'Fro gestallt iwwert de Contournement Hesper, a mol net vum Buergermeeschter, deen ech dann de Mëtteg hei begréissen.

(Interruption par M. Marc Lies et hilarité)

Do kann ech vläicht just, fir de Leit hir Zäit net ze vill ze verléieren, op d'Äntwert op d'QP, déi ech de 25. Oktober ginn hunn (veuillez lire: op d'Äntwert op d'QP vum 25. Oktober, déi ech de 26. November ginn hunn), verweisen, well do steet de leschten Update dran an do gëtt et och säitdeem näischt Neits.

Et ass gefrot ginn nom Bascharage/Käerjeng-Contournement. Ech mengen, Dir wësst, dass den 12. Mäerz dëst Joer den Ëmweltminister den Arrêté am Kader vum EIE-Gesetz ugeholl huet. Dir wësst, dass do zwee Recourse lafen. Bei dësen zwee Recourse steet d'Entscheedung vum Verwaltungsgeriicht dann och nach aus. Vu menger Säit hunn ech den Ausschreiwungsdossier fir d'Wëldbréck de 4. Dezember approuvéiert. Dat heescht, déi Aarbechten, déi kënnen dann d'nächst Joer ufänken. Dat heescht, wat mir effektiv kënne maachen, ass, un de Kompensatiounsmesüren ze schaffen. An dat wäerte mer dann och maachen. Mee fir den Tracé selwer gëtt et natierlech Proceduren. Do gëtt et Recoursen. Dat heescht, do misste mer dann d'Urteel ofwaarden. Ech mengen, dat muss een awer an deem Sënn och respektéieren, déi Proceduren.

Wat d'Emprisen um Terrain ubelaangt, do lafen, wéi Der och wësst – an ech mengen, do hate mer och de Point gemaach an der zoustänneger Chamberskommissioun –, d'Verhandlunge vum Comité d'acquisition mat der Firma Saint-Gobain, fir se net ze nennen. Ech wëll awer betounen, dass dës Verhandlunge mat Saint-Gobain d'Ëmsetzung vum Projet momentan eeben net blockéieren, well d'Deelstéck vum Contournement, wat vun den Emprisë betraff ass, eréischt an enger méi spéider Phas am Fong realiséiert gëtt. D'Acquisitioun vun dësem Terrain läit also momentan net wierklech um kritesche Wee vun der Realisatioun vum Contournement.

Et ass mentionéiert ginn, dass mer laang Proceduren hunn. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. An ech sinn natierlech deen Éischten, deen och Är Ongedold versteet. Mee ech mengen, och viregt Ministeren hu keen, keen ... Ech mengen, mir wollten alleguerten, dass dat alles esou séier wéi méiglech natierlech realiséiert gëtt. Wann ee mat enger Iddi ufänkt, da wëll een och kucken, dass dat konkreet weidergeet, dass een et och realiséiert kritt an dass net all Minister just dat mécht, wat säi Predecesseur respektiv de Predecesseur vu sengem Predecesseur oder nach vu sengem Predecesseur an d'Weeër geleet huet, mee an där Situatioun si mer.

Mee ech mengen, dat eent sinn natierlech d'Proceduren an d'Autorisatiounen. Ech mengen, ech hunn elo just am Kader vun engem Contournement iwwert d'Recourse geschwat. Ech mengen, dat dréit natierlech net derzou bäi, dass déi Proceduren, dass all déi Projete méi séier kënne goen. E ganz grousse

Problem – an ech mengen, dat wësst Der och alleguerten hei am Haus, an do hu mer natierlech e bëssen Afloss drop, och Dir, déi Gemengevertrieder sidd –, dat sinn d'Emprisen, mee do hu mer natierlech net all ..., voilà, dass mir do kënnen déi néideg Decisiounen huelen, fir dat do virunzedreiwen. Dat heescht, d'Emprisë sinn a bleiwen natierlech ëmmer en Challenge.

D'Contrainten och vun europäeschen Direktiven, déi sinn och esou, wéi se sinn. Ech si ganz beméit, fir all déi Projeten, déi dann ënner menger Verantwortung stinn, esou séier wéi méiglech zesumme mat menge Collaboratricen a Collaborateuren an dem Ministère respektiv an de Ministèren no vir ze dreiwen an dat zesumme mat den zoustännegen Administratiounen ze maachen. An do schaffen ech natierlech ganz gäre mat Iech zesummen.

Ech wëll Iech alleguerte Merci soe fir d'Zoustëmmung, déi ech hei héieren hu fir d'Projeten, déi an der Motioun stinn. A wéi d'Mandy Minella och gesot huet: Hei geet et ëm Projeten, déi eiser Gesellschaft zeguttkommen, déi eis alleguerten zeguttkommen. Dofir merci fir d'Ënnerstëtzung. An ech freeë mech natierlech, iwwert all déi aner Projete weider mat der zoustänneger Chamberskommissioun ze diskutéieren, ze debattéieren an déi gutt Iddien, déi Dir do och erabréngt, natierlech mat an eis Projeten ze huelen.

Do hu mer och decidéiert – oder ech hat op alle Fall mol der Presidentin proposéiert –, dass mer verschidde Saachen och op den Terrain kucke ginn. Ech mengen, et ass och wichteg, dass ee bei verschiddene Projeten, och wa vläicht nach näischt steet oder wa se en cours de réalisation sinn, sur place geet. Ech mengen, dat hu mer gemaach fir deen een oder deen anere Projet an der Defense. Ech mengen, anerer hunn ech proposéiert, a wann Der wëllt, solle mer dat och iwwert déi nächst Joren – fänke mer d'nächst Joer un – weider maachen.

Mir gesinn eis och zweemol am Joer zesumme mat der Comexbu. Ech mengen, déi Transparenz do ass och weesentlech, wann da Programmännerunge sinn, och d'Entwécklung vun de Käschten. Dat maache mer dann ab elo an enger Jointe mam Deputéierte Franz Fayot. An ech mengen, och dat dréit derzou bäi, dass mer wierklech zesumme gutt un all deene Projete kënne schaffen.

Voilà, ech soen Iech e grousse Merci fir Är Zoustëmmung fir Är Motioun. Voilà, villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions

An et sinn dräi Motiounen, déi um Büro deposéiert gi sinn. A mir huelen déi elo an der Reiefolleg, esou wéi se deposéiert gi sinn.

Motion 1

An déi éischt Motioun ass déi vun der Madamm Minella, déi klassesch Motioun iwwert d'Grands projets d'infrastructure réalisés par l'État. Gëtt et dozou nach Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall, well Dir hutt elo alleguer en long et en large dovunner geschwat. Also kënne mer déi direkt ...

(Interruptions)

An Dir hutt se ënnerschriwwen.

Also kënne mer déi elo direkt zum Vott stellen, wann Der wëllt.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Déi Motioun ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass d'Motioun, déi den Här Yves Cruchten hei deposéiert huet. Här Cruchten, wëllt Dir direkt nach eppes dozou soen?

(Négation)

Dir hutt dat virdru gemaach. Dir wëllt duerno eppes soen. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vun der Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och dem Här Cruchten fir déi Motioun. Also, ech géing Iech emol äntwerten: Et muss ee mat deene Meedercher danzen, déi do sinn. A wann ech och dem Här Sehovic nogelauschtert hunn, da mengen ech, wëlle mer jo all, dass déi Projeten esou séier wéi méiglech weiderginn. Wann natierlech elo déi Beamten, déi sech sollen drëms këmmeren, dass déi Projete weiderginn, all Woch an d'Chamber kommen, fir ons wierklech ëmmer Ried an Äntwert ze stoen iwwert d'Preparatioun, d'Planifikatioun, de Finanzement, d'Constructioun „ainsi que les phases législatives et réglementaires", da kréie se déi Zäit, wou se dat maachen a preparéieren, natierlech de Rescht net gemaach.

Ech géing Iech dat proposéieren, wat mer och schonn an der Chamberkommissioun geschwat hunn. Also, ech mengen, d'Ministesch ass wierklech ëmmer ultra disponibel. Hir Beamte sinn ëmmer disponibel. Si sinn dat lescht Joer wierklech zu ganz vill ëmmer komm, hunn op all Froe geäntwert. An ech géing proposéieren, dass mer dat au fur et à mesure ëmmer an der Chamberkommissioun och behandelen. Ech géing déi hei och net wëllen ofleenen, immens ongären, well ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer dat och als Chamber begleeden, mee ech géif awer froen, dat dann an d'Chamberkommissioun ze huelen an au fur et à mesure déi dote Projeten dann och als Chamber ze begleeden. An dofir géing ech dat da proposéieren, fir se eriwwer an d'Kommissioun ze huelen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Dann ass d'Wuert fir den Här Eicher.

M. Emile Eicher (CSV) | Jo, merci och. Ech wëll och dem Här Cruchten Merci soen, well seng Analys ass ganz richteg. A mir haten och an der leschter Kommissioun schonn driwwer geschwat. Ech fannen, datt ee sech effektiv muss Gedanken driwwer maachen. An et geet mir och esou wéi der Madamm Corinne Cahen: Mir mengen, datt et vläicht besser wär a sech an der Kommissioun, och mat de Beamten, och wa se net vill Zäit hunn. Mee ech géif se zwar trotzdeem do derbäi gesinn, fir am Detail virzegoen. Well ech mengen, datt awer eng Partie systeemesch Problemer derbäi sinn. An déi misste ee fir d'éischt emol opdecken. An da wier et och interessant ze wëssen, wat fir eng Virschléi da kéime vun deenen, déi am Alldag do schaffen. An ech mengen, datt mer dat an der Kommissioun ganz gutt hikréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. Här Sehovic. An duerno den Här Wagner an dann den Här Goergen. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Mir kënnen d'Motioun ënnerstëtzen. Natierlech, ech hat a menger Ried gesot, dass et elo och net eng Zauberléisung gëtt, eng Wonnerléisung gëtt, mee déi Aarbecht soll ee maachen. Ech mengen, Madamm Cahen, wa mer d'Logik applizéieren, déi Der elo ugewannt hutt par rapport zu de Beamten, da musse mer den Debat hei ofsoen. Si sëtze jo douewen. Si missten och an d'Kommissioun kommen, wa mer eng Kéier driwwer diskutéieren. Ech mengen, dass et derwäert wär, deen Exercice eng Kéier ze maachen. Dofir ënnerstëtze mir d'Motioun.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, den Här Sehovic huet et e bësse schonn ugekënnegt a sech d'Fro gestallt iwwerhaapt, wa mer iwwert d'Zäit schwätzen: ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Wat ass Zäit?

(Hilarité)

M. David Wagner (déi Lénk) | ... Wat ass Zäit a wat ass d'Pertinenz vun dëser Debatt, déi alljoers gefouert gëtt? Doriwwer hu sech scho vill Deputéierter a vläicht och Ministeren a vläicht och héijer Beamte Froe gestallt. Wa mer also wëllen Zäit spueren, da kann een do ufänken.

Mee ech mengen net, datt den Här Cruchten a senger Motioun onbedéngt fuerdert, datt elo Beamte gepisakt ginn an datt se reegelméisseg, quasi all Woch oder all Mount, musse laanschtkommen a bis an de leschten Detail vun all Projet solle goen, mee datt een einfach awer déi strukturell Problematike kann erausshuele vu gewëssene Problemer, déi kënnen entstoen, wa Retarde sinn et cetera, datt och en Deputéierten, deen et jo guer net esou einfach huet a manner einfach huet wéi e Minister, dee permanent den Detail vum Dossier kennt, do awer och scho kann Zuelen hunn, kann Eclaircissementer kréien, schwaarz op wäiss. Dat kéint da warscheinlech – ech weess net – een-, zweemol d'Joer geschéien.

An ech ginn dervunner aus, datt dat Donnéeë sinn, déi d'Beamte souwisou schonn hunn. Also, dat misst

kee Plus sinn, wat d'Aarbecht ugeet, an et wär eng Klarifikatioun fir jiddereen. Dofir ënnerstëtze mir se.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ier ech op d'Motioun kommen: Fir mech ass et wichteg, dass mer den Exercice vun haut maachen, well et geet ëm dem Bierger seng Suen an ëm dem Bierger seng Projeten. An hie kann herno um Chambersite d'Dokument eroflueden, e ka kucken, wat d'Diskussioune sinn, wat och déi politesch Aschätzunge sinn. Also, ech géif dovir warnen ze soen, dësen Exercice géing ze vill Zäit kaschten. Am Contraire, et gehéiert zur Transparenz, déi mer dem Bierger schëlleg sinn.

Dës Motioun wäert ech matstëmmen oder och mat an d'Kommissioun huelen, well ech dem Här Cruchten seng Approche esou verstanen hunn, dass en eigentlech gär méi eng global Analys hätt an net elo fir all eenzelne klenge Projet. Well et geet ëm déi ..., an dat huet jiddereen schonn eng Kéier matkritt, sief et selwer gefillt bei sech oder dass d'Bierger een uschwätzen, firwat dat esou laang dauert. An do war einfach déi Optik – a mir haten dat jo och an der Kommissioun diskutéiert –, dass een eng Kéier kuckt, wéi een dat e bësse kéint entschlanken, fir dass déi Projete méi schnell virukommen an een doduerjer och Geld spuert. Well wat de Projet méi laang dauert, wat d'Präisser erëm an d'Luucht ginn. An de Staat wär herno a sech dee grousse Gagnant, wa mer do eng Formule hikriten, dass mer et méi schnell kriten.

Duerfir, ech ka se matstëmmen, ech ka se awer och gären an der Kommissioun nach eng Kéier diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Et ass alles gesot. Mir kënnen déi hei Motioun ënnerstëtzen. Et wier mol interessant, fir erauszefannen, wou am Fong geholl déi eng oder aner Saach clincht. A wann een dat emol weess, da kann ee vläicht an der Prozedur déi eng oder aner Vereinfachung oder Beschleunegung maachen. An deem Sënn géife mer déi heite Motioun ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An da ginn ech dem Auteur d'Wuert, dem Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech géif gären ufänken, andeems ech emol jiddwerengem, dee sech elo hei zu där Motioun geäussert huet, e grousse Merci soen, dass Der Iech mat där Propos ausernanergesat hutt, sou wéi ech och nach eng Kéier de Merci widderhuelen, deen ech un eis Kommissiounspresidentin ginn, dass si iwwerhaapt d'accord ass, dass mer esou eng Diskussioun an der Kommissioun féieren. Well ech mengen, dass mer alleguerten d'Wichtegkeet an d'Importenz dovunner deelen.

Mir geet et net drëms, elo 30 Beamte wärend zwee Joer ze beschäftege mat der Analys vun iergendwelchen Dossieren. Mee ech mengen, si kennen hir Dossiere jo am beschten. D'Iddi war wierklech, dass mer eis, wa mer déi Diskussioun an der Kommissioun féieren, awer iergendwéi op Fakte kënne baséieren, dass mer eppes virleien hunn, wat eis tant soit peu erlaabt, och als Deputéierten eis Reflexiounen ze maachen.

Vläicht sinn et jo och Saachen, déi net esou aliichtend sinn. Den Här Sehovic huet et ganz gutt gesot. Ech héieren alt heiansdo, dass gesot gëtt: „O, dat sinn déi Ëmweltbestëmmungen. Déi brauchen esou laang." Mee ech gleewen dat net. Perséinlech gleewen ech dat net! Nach géif ech gäre wëssen: Wat sinn d'Ursaachen? Firwat dauert et iwwer 20 Joer fir Stroossebauprojeten? Oder bei der Eisebunn sinn der och eng ganz Partie, déi ganz laang daueren.

Ech wëll awer hei de Konsens net briechen an där heiter Fro, well ech mengen, dass mer hei alleguerten am selwechte Boot sinn an dass mer alleguerten dat selwecht wëllen. An dofir sinn ech och gäre bereet, déi Motioun mat an d'Kommissioun ze huelen. Wann d'Madamm Cahen mir verséchert, dass mer eng seriö Debatt do wäerte féieren an der Kommissioun, déi op enger seriöer Analys baséiert, sinn ech zefridden. Ob mir dann d'Motioun musse stëmmen oder net, ass da fir mech zweetrangeg. Fir mech ass et d'Endresultat, wat zielt: dass mer eis als Politiker elo mol awer, amplaz dass mer eis alljoers doriwwer opreegen, dass alles esou laang dauert, endlech och selwer Reflexiounsgedanken doriwwer maachen an net d'Regierung domadder elengloossen, mee hëllefen, dass mer alleguerten zesummen e bësse méi séier virukommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Wann ech elo richteg verstanen hunn, vertraut Der der Madamm Cahen, datt se dat an der Kommissioun seriö mécht.

An da wär am Fong d'Fro, ob d'Chamber domadder d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen. Doriwwer stëmme mer mat Handophiewen of.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien ass derfir? Dee streckt d'Hand an d'Luucht. Merci.

Wien ass dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun an d'Kommissioun iwwerwisen, fir do diskutéiert ze ginn. Ech soen Iech villmools Merci.

(La motion 2 de M. Yves Cruchten est renvoyée à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics.)

Motion 3

An dann hu mer nach eng drëtt Motioun hei leien. Dat ass d'Motioun, déi vun dem Här Jeff Engelen erabruecht ginn ass. Här Engelen, wollt Dir elo eppes dozou soen?

(Négation)

Duerno. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? D'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech géing nawell gären dem Auteur emol fir d'éischt Merci soen. An ech fannen, et ass ëmmer gutt, sech Gedanken ze maachen. Dat hei ass elo e Sujet, deen, mengen ech, rekurrent ëmmer nees zréckkënnt, wann ech dat richteg verstanen hunn. Déi Variant ass scho virun 20 Joer aus Naturschutzgrënn ecartéiert ginn. An de Problem wär, datt déi heite Variant kee Contournement de proximité wär an en also den Zentrum vun Ettelbréck net entlaaschte géing.

An d'Ministesch, déi war elo virun net allze laanger Zäit, ech mengen, mat hirem Kolleeg, dem Claude Meisch, och do an der Géigend ënnerwee, fir iwwert de PNM eeben ze schwätzen, iwwert d'Konzept. Et geet eebe grad drëms, Ettelbréck a Feelen ze entlaaschten. An ech mengen, do sollte mer dat heiten net unhuelen, sou wéi an der Vergaangenheet, an och an Zukunft, well et jo grad drëms geet, den Zentrum vun Ettelbréck ze entlaaschten.

A wéi mäi Feelener Noper hei géing soen: Ettelbréck a Feelen hu méi verdéngt. Dat heescht, mir sollten do scho kucken, dass déi Stadkären an Duerfkären och entlaascht ginn an dass do net all Dag esou vill Verkéier duerchfiert. An dat wär hei mat den zweeten Tireten alleguerten net ginn. An dofir géinge mer proposéieren, déi heite Motioun net matzestëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Elo hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, d'Madamm Cahen huet alles gesot. Am PNM 2035 ass eng Propos gemaach ginn, déi seriö studéiert ginn ass, wou sech ganz vill Experte Gedanke gemaach hunn, wou mir iwwerzeegt sinn, dass dat och de richtege Wee ass. An dowéinst wäerte mir och déi dote Motioun net kënne matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Här Eicher.

M. Emile Eicher (CSV) | Jo, ech schléisse mech mengen zwee Virriedner un. Et muss een och alt bedenken, datt den neie Virschlag duerch eng Natura-2000-Zon geet, wat erëm aner Problemer opbréngt. An ech vertrauen do op d'Gespréicher, déi meng zwee Kolleegen an der zweeter Rei aus der Nordstad mat der Ministesch hunn, déi ganz konstruktiv sinn a wou, ech mengen, d'Gespréicher scho relativ wäit sinn, fir déi och net elo erëm eng Kéier a Gefor ze bréngen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. Elo ass keng aner Wuertmeldung do. Da ginn ech dem Här Engelen als Auteur nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Bon, ech mengen, ech gesi jo elo, wéi et ausgeet.

(Hilarité)

Mir sinn zwar prinzipiell anerer Meenung, mir géife se awer dann zum Vott stellen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Majo, da wäerte mir se elo zum Vott stellen, wa keng aner Wuertmeldung do ass.

Vote sur la motion 3

Da maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmmen, 53 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 53 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten,

Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Domat wäre mer dann um Schluss vun dësem Punkt vum Ordre du jour ukomm.

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'extension du réseau de tramway prévu dans le plan national de mobilité

An da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Verlängerung vum Tramsreseau, sou wéi se am Mobilitéitsplang virgesinn ass. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, sämtlech Fraktiounen a sämtlech Sensibilitéiten hu 5 Minutten. D'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Maurice Bauer, den Här Patrick Goldschmidt, d'Madamm Francine Closener, den Här Tom Weidig, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Meris Sehovic als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deem leschte Joer ware vill Diskussioune ronderëm d'Zukunft vum Tramreseau. E groussen Deel vun deenen Diskussiounen hu leider net an der zoustänneger Chamberkommissioun oder hei an der Plenière stattfonnt, mee op anere Plazen. Dofir huet et eis wichteg erschéngt, dat haut am Kader vun dëser Heure d'actualité kënnen nozehuelen. Den Tram spillt haut e strateegesche Rôle an eisem multimodale Reseau.

D'Studien, déi am Kader vum Plan national de mobilité 2035, och bekannt als „PNM", gemaach goufen, weisen, dass am Joer 2035 d'Gesamtunzuel vun de Verkéiersbeweegungen am Land wäert ëm 40 % klammen. Konkreet gëtt eleng an den dräi grousse Ballungsgebidder – Lëtzebuerg-Stad, am Süde ronderëm Esch an an der Nordstad – mat 375.000 zousätzleche Beweegunge pro Dag gerechent.

Wa mer bis 2035 d'Offer an d'Kapazitéite vum ëffentleche Transport net nettement erhéijen, da wäert dës Entwécklung net ze stemme sinn. Grad an den urbane Räim spillt den Tram en zentrale Rôle. Mëttlerweil verbënnt en de Kierchbierg mam Stadzentrum, der Gare, Bouneweg, der Cloche d'Or, an d'nächst Joer och dem Findel. Alles Projeten, déi an der leschter Legislatur ugestouss an an engem rasanten Tempo geplangt, deposéiert an ëmgesat goufen.

An der leschter Legislaturperiod deposéiert a kierzlech hei an der Chamber gestëmmt gouf och d'Finanzéierungsgesetz fir den Ausbau vum Reseau – vum Tramreseau wuelgemierkt – vun der Gare-Lëtzebuerg a Richtung Hollerech bis op d'Escher Strooss, a vun der Rouder Bréck a Richtung Kierchbierg-Laangfur.

Fir de Rescht huet sech a Saachen Entwécklung vum Tramreseau leider am leschte Joer net vill Konkreetes gedoen. Grosso modo gouf et dräi Annoncë vun der Regierung, déi bei eis ganz mitigéiert Gefiller ausléisen.

Déi éischt schlecht Nouvelle koum am Mäerz vun dësem Joer an huet den zweete Stater Tracé iwwert d'Avenue de la Porte-Neuve an de Boulevard Royal betraff. Et ass argumentéiert ginn, dass dës Deelstreck technesch ze komplizéiert wier an dofir net méi prioritär géif weidergedriwwe ginn.

Op eis Nofro hin huet d'Madamm Ministesch, an dofir soen ech hir Merci, all d'Etüde veräffentlecht. Jiddereen, dee sech d'Dossieren an d'Etüden ugekuckt huet, kënnt natierlech zum Schluss, dass déi technesch Ëmsetzung vun deem Tracé keen Theema ass, dass et souguer verschidde Variante géif ginn, wéi een dat këint ëmsetzen. Et ass also ganz eleng eng politesch Decisioun, fir de gesamte Projet op Äis ze leeën an en an den Tirang ze leeën.

Fir d'Qualitéit a fir d'Zouverlässegkeet vum Tramreseau ass dës Entscheedung eng mëttelgrouss Katastroph. D'Konsequenz ass nämlech, dass an Zukunft d'Passagéier aus dem Weste vum Land, zum Beispill aus dem Kanton Réiden, mat méi laange Fuerzäiten an Ëmsteige geplot wäerte ginn, an dat besteeënd Netz tëscht dem Hamilius an der Place de l'Étoile riskéiert, total iwwerlaascht ze ginn.

An deem Sënn géif ech och gären eng éischt Motioun deposéieren, wou mer d'Regierung géife froen, dëse Choix eng Kéier ze reconsideréieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– que le Plan national de mobilité (PNM), en vigueur depuis 2022, prévoit un concept global et cohérent pour répondre aux besoins de mobilité futurs au Luxembourg ;

– les études réalisées par des expert.e.s en planification de mobilité confirmant la faisabilité technique de plusieurs variantes pour le tracé du tramway dans l'avenue de la Porte-Neuve, tout en préservant l'intégralité du parc Kinnekswiss ;

– que la ligne de tram planifiée sur l'axe avenue de la Porte-Neuve–Boulevard Royal revêt une importance stratégique en constituant un maillon essentiel du réseau de transport public, facilitant l'accès au centre-ville et désengorgeant les autres axes routiers ;

– que la non-réalisation de cette ligne aurait un impact significatif sur les habitants de l'ouest du pays, qui seraient confrontés à des temps de trajet allongés et à une surcharge des lignes de tram et de bus existantes ;

– qu'un report indéfini de ce projet compromettrait les objectifs fondamentaux du PNM et affecterait négativement la qualité de vie des résident.e.s et des usager.ère.s des transports en commun,

invite le Gouvernement

– à maintenir le projet d'extension du réseau de tramway et à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la réalisation du tronçon avenue de la Porte-Neuve–Boulevard Royal.

(s.) Meris Sehovic, Djuna Bernard, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Déi zweet Nouvelle, déi ass méi mitigéiert gewiescht an déi huet d'Tramstreck vun der Stäreplaz iwwert d'Areler Strooss bis bei den CHL concernéiert. Am September vun dësem Joer huet d'Ministesch annoncéiert, dass den Tram tëscht dem neie Wunnquartier Stade an dem CHL ënnerierdesch fuere soll. Mir kënnen dëse Choix novollzéien. Mir bedaueren awer, dass wéinst dëse Changementer d'Finanzéierungsgesetz net, wéi virgesinn, dëst Joer nach, mee eréischt d'nächst Joer der Chamber virgeluecht soll ginn.

D'Ministesch huet an der Press dëse Retard domat relativéiert, datt een duerno an der Chantiersphas ganzer dräi Joer géif gewannen, soudass den Tracé schonn 2032, amplaz vun 2035, kéint fäerdeggestallt ginn. An do, Madamm Ministesch, muss ech soen: „Pas mal", do hutt Der e klengen Taschenspielertrick gemaach! Dat stëmmt esou nämlech net.

Den Ausbau vum Tram a Richtung CHL sollt ni bis 2035 daueren a war ëmmer scho geplangt fir 2032. All d'intern Planungsdokumenter, déi Dir eis nach eng Kéier zur Verfügung gestallt hutt, schwätze scho säit Jore vun enger Fäerdegstellung am Joer 2032. Ech hu mer erlaabt, de Planning, deen ech an enger vun deenen Etüde fonnt hunn, auszedrécken a matzebréngen: de Planning fir de Chantier Areler Strooss.

(M. Meris Sehovic montre une documentation.)

Dir gesitt dat elo net – et ass relativ kleng a feinmascheg, ech wäert et dem Här Chamberspresident duerno deposéieren –, ...

(Hilarité)

... dass do d'Mise en service 2032 virgesi war. Wéi gesot, Här President, ech ginn Iech dat gäre mat. Dat kënne mer vläicht mat de Kolleegen, déi ...

(Hilarité)

(M. Meris Sehovic dépose une documentation.)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass extreem gentil vun Iech. Villmools merci.

(Hilarité)

Une voix | Da maache mer e grousse Scan.

Une autre voix | Jo!

(Hilarité)

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Mir hunn also guer näischt gewonnen am Endeffekt do. An ech hoffen éierlech a wënschen Iech et, Madamm Ministesch, an eis alleguerten am Endeffekt, dass Dir et wierklech packt, trotz engem Joer Retard bei der Planung, d'Fäerdegstellung, wéi virgesinn, fir 2032 ze assuréieren.

Déi drëtt Annonce betrëfft den Ausbau vun der Tramstreck tëscht der Cloche d'Or an der Stäreplaz bis 2032. Dësen Tracé wëllt d'Madamm Ministesch elo méi séier ëmsetze wéi ursprünglech virgesinn. Dat ënnerstëtze mer – wëll ech kloer soen –, well et ënner verschiddene Konditioune Sënn mécht, notamment zum Beispill am Kontext vun der zukünfteger Tramverbindung tëschent Esch an der Stad, fir eng direkt Verbindung aus dem Süden a Richtung Kierchbierg an dem Flughafen hierzestellen, ouni den Detour iwwert d'Gare an d'Uewerstad.

Eng wichteg Bedéngung, fir dass dat klappt, ass, dass bis dohin och den neie Pôle d'échange multimodal Hollerech fäerdeggestallt ass, mat den neien Amenagementer fir den Zuch an och fir den Tram. An enger rezenter Äntwert op eng Question parlementaire hutt Der ugekënnegt, dëse Reamenagement bis 2030 realiséieren ze wëllen. Dat bedeit natierlech och de komplette Reamenagement vun der Escher Strooss. Vun der Cloche d'Or bis op Hollerech – do ass dat net esou komplizéiert, mengen ech, do ass vill Plaz, do ass genuch Plaz och fir den Tram.

Mee wa mer d'Realisatioun vum Pôle d'échange zu Hollerech bis 2030 hunn, da géif et eiser Meenung och Sënn maachen, déi Nord-Süd-Streck tëschent der Stäreplaz an Hollerech dann och bis 2030 fäerdegzestellen. Dann hu mer nämlech eng optimal Multimodalitéit an e gutt Zesummespill vu verschiddene Verkéiersmëttel.

An deem Sënn, Här President, géif ech gären eng zweet Motioun deposéieren, wou d'Regierung da gefrot gëtt, den Tronçon vum Tram tëschent der Cloche d'Or an Hollerech bis 2030 ze finaliséieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

– que le Plan national de mobilité (PNM), en vigueur depuis 2022, prévoit un concept global et cohérent pour répondre aux besoins de mobilité futurs au Luxembourg ;

– que le projet de construction du nouveau tronçon du tramway reliant la Cloche d'Or et Hollerich représente un axe stratégique visant à améliorer la mobilité dans la capitale ;

– que le projet du nouveau pôle d'échange de la gare de Hollerich constitue un jalon crucial dans l'aménagement urbain des quartiers environnants et futurs, notamment les quartiers « Nei Hollerich » et « Porte de Hollerich » ;

– l'intégration prévue du réseau de tramway à travers les futurs boulevards de Merl et Cessange, permettant une connexion au tram rapide à partir d'Esch, ainsi qu'une liaison entre la Cloche d'Or, la Porte de Hollerich et le CHL (route d'Arlon) ;

– le calendrier actuel qui prévoit le début des travaux liés au tramway pour le nouveau quartier « Nei Hollerich » en 2028, avec une mise en service de ce tronçon en 2029,

invite le Gouvernement

– à prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir la réalisation dans les délais prévus du tronçon de tramway reliant la Cloche d'Or et Hollerich, avec une mise en service d'ici 2030.

(s.) Meris Sehovic, Djuna Bernard, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Méi quokeleg gëtt et allerdéngs um Deelstéck tëschent Hollerech an der Stäreplaz, wou den Tram an Zukunft iwwert de Boulevard Grande-Duchesse Charlotte rulle soll, mat ville komplizéierte Kräizungssituatiounen, op der Avenue Guillaume, der Avenue Monterey, mat e puer enke Passagen an e puer relativ schaarfe Kéieren och, notamment jee näher een un d'Stäreplaz kënnt. Do ass weesentlech manner Plaz fir de Reamenagement. Ech wëll net soen, dass en net méiglech ass – ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass e méiglech ass. Mee ech mengen, dass dat guer net esou einfach wäert sinn an dass do warscheinlech nach eng Rëtsch Etüde wäerten noutwendeg sinn, fir dat ze assuréieren.

Mir waarden do op jidde Fall gespaant op de Projet de loi, deen Der jo och scho fir d'nächst Joer annoncéiert hutt. An et wier gutt, Madamm Ministesch, wa mer den aktuelle Stand vun deene Planungen a vun deenen Aarbechten zäitno kéinten am Detail an der Mobilitéitskommissioun diskutéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gläichzäiteg mat der Entwécklung op der Escher Strooss soll bis 2035 och de séieren Tram tëscht Esch-Belval, Bieles an der Stad Lëtzebuerg gebaut ginn. Dëse Projet gesi mir als absolutt Prioritéit, well en eng Léisung fir déi chronesch Iwwerlaaschtung vun der A4 duerstellt.

D'Verbanne vun den zwou gréisste Stied am Land wäert eng ferm Entlaaschtung vum Stroossennetz mat sech bréngen an en extreem positiven Effekt op den Trafick hunn, notamment zu de Stousszäiten.

Et gouf an der Lescht vill diskutéiert, ob en iwwerdimensionéierten Autosmusée, dee grad amgaangen ass, nieft der Escher Autobunn gebaut ze ginn, och nach soll mat engem eegenen Tramarrêt begléckt ginn. Natierlech si mir Gréng frou iwwer all zousätzlechen Uschloss un den Tramreseau, ënnert der Konditioun, dass et landesplaneresch an och mobilitéitstechnesch Sënn mécht an dass et eng Plus-value fir d'Mënschen duerstellt.

Et wonnert eis an dësem konkreete Fall allerdéngs, dass hei e stéckwäit d'Päerd vun hannen opgezeimt gëtt: Et gëtt just iwwer e méiglechen Tramarrêt diskutéiert, ouni eng méi profond, ouni eng méi déif Reflexioun doriwwer, wéi een dësen Arrêt an dat méi breet Mobilitéitskonzept, Multimodalitéitskonzept integréiert, wëssend, dass mer jo do en Arrêt hunn, wou am Géigesaz zu allen aneren Arrête vum Tram net ganz vill Leit an der direkter Géigend vum Arrêt wäerte liewen, et also noutwendeg wäert sinn, fir och ze iwwerleeën, wéi mer d'Leit da bis bei den Arrêt kréien a wéi mer se duerno och vun do dann iwwert de Bus, iwwert de Privatauto, wéi och ëmmer, iwwert de Vëlo och nach kënne weiderbréngen.

An dësem Kontext wëll ech der Ministesch eng Rei Froe stellen: Ass mëttlerweil eng Decisioun gefall par rapport zu dësem zousätzlechen Arrêt? Wa jo, wéi eng Implikatiounen hätt dat fir de Planning vum séieren Tram? A gëtt et mëttlerweil iwwergeuerdent Iwwerleeungen, fir dësen Arrêt zum Beispill och besser un de Busreseau unzeschléissen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Ech muss och.

(Interruption)

Fir dat alles, wat ech opgezielt hunn, am versprachenen Zäitraum ze packen, musse pro Joer zwee bis dräi Kilomeeter Reseau gebaut ginn. An de leschten zéng Joer hu mer et progressiv gepackt, dës héich Vitesse de croisière ze erreechen. Et ass ze fréi, fir elo ze jugéieren, ob et der neier Regierung geléngt oder net, dës Vitess ze halen.

Vu dass esou grouss Infrastrukturprojete Jore Virlafzäit brauchen an d'Tiräng vun der Ministesch gutt geféllt si mat Projete vum Virgänger, wäert sech e méigleche Retardement net direkt manifestéieren. Mee wann elo net séier nogeluecht gëtt mat den nächste Projeten, mat den nächste Finanzéierungsgesetzer, da kréie mer an e puer Joer en Investitiounslach. An dat wier eng schlecht Nouvelle fir d'Land a géif eis erëm an eng Vergaangenheet zréckbréngen, wéi mer der Entwécklung vum Land nogelaf sinn. Dat gëllt et, onbedéngt ze verhënneren. An dozou wëlle mir Gréng bäidroen.

Ech soen Iech Merci an ech freeë mech op den Debat.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

An dann ass d'Wuert fir den Här Maurice Bauer. Den Här Bauer.

Débat

M. Maurice Bauer (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem honorabelen Här Sehovic villmools Merci fir dës Heure d'actualité, déi awer ganz erstaunlech ass. Well Dir frot eng Heure d'actualité iwwert de Mobilitéitsplang vun der Stad Lëtzebuerg an Dir bréngt et fäerdeg, an zéng Minutte mat kengem enge Wuert doriwwer ze schwätzen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Nee!

(Interruptions)

M. Maurice Bauer (CSV) | An Ärer Demande steet dran, dass Der wëllt doriwwer schwätzen, dass zwee Tronçonen net prioritär wären. An do referéiert Der Iech just op de Mobilitéitsplang vun der Stad Lëtzebuerg.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Nee, nee, nee, Här Bauer. Mir sinn net am Stater Gemengerot. Ech hat gefrot, ...

M. Maurice Bauer (CSV) | Maja ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | ... iwwert d'Extensioun vum Tramreseau ze schwätzen. Net iwwert de Stater Mobilitéitsplang.

M. Maurice Bauer (CSV) | Dowéinst wollt ech main Erstaunen zum Ausdrock bréngen, dass mir elo haut hei sollen iwwert de Mobilitéitsplang vun der Stad Lëtzebuerg schwätzen, hei an der Chamber, an en plus iwwer e Sujet, deen de 27. Mäerz dëst Joer eigentlech scho presentéiert ginn ass. An dowéinst hunn ech eigentlech fonnt, dass Der d'Aktualitéit e bësse géift strapazéieren, besonnesch wann ee bedenkt, wéi vill Pressekonferenzen, Interviewen, Question-parlementaires entre-temps zu deem Sujet presentéiert goufen, wou all Mënsch, deen do geschwat huet, sief et d'Transportministesch oder d'Stater Buergermeeschter, sech ausféierlech mat dem Sujet beschäftegt huet an den Ausbau vum Tramsreseau mat allen eenzelne Schrëtt ganz kloer erkläert huet.

An deem Sënn verweisen ech och, notamment wat d'Aktualitéit ugeet, op déi Question parlementaire vun der honorabeler Madamm Closener, déi si am Abrëll direkt gestallt huet, wou se dee Moment relativ no bei der Presentatioun vum Stater Mobilitéitsplang esou eriwwerkomm ass.

Dir behaapt an Ärer Ufro zu dëser Heure d'actualité ënner anerem, dass anscheinend den Ausbau vun dem Tronçon Stäreplaz Richtung Centre hospitalier am Mobilitéitsplang vun der Stad Lëtzebuerg net als Prioritéit consideréiert géif ginn. Dat ass faktuell falsch.

Et gëtt op fënnef, sechs Plazen an deem Mobilitéitsplang ganz kloer gesot, dass dat eng Hypothees ass, déi souwuel vum PNM wéi och vun der Stad Lëtzebuerg hirem Mobilitéitsplang zréckbehale gëtt. Wann Dir da bei de Pressekonferenzen an Interviewen an de leschte Méint gutt nogelauschtert hätt – wat Der net schéngt gemaach ze hunn –, dann hätt Der héieren, dass souwuel d'Transportministesch wéi d'Stater Buergermeeschtesch sech ëmmer ganz kloer zum Tronçon Stäreplaz bis bei de CHL ausgeschwat hunn an och schonns, an dat hutt Der jo och gesot, den Tracé am Detail presentéiert hunn. Ech mengen, dass dat heiten e wichtegen Deel ass vum Ausbau vum Tram, a mir stinn dowéinster 100%eg do derzou.

Wat den Tracé duerch d'Avenue de la Porte-Neuve ugeet, do ass et esou – an do sinn ech net mat Iech d'accord –, dass fir deen Tronçon nach muss gekuckt ginn, wéi de Contrainten an Demanden, déi op dësem Stéck berechtegterweis am Raum stinn, beschtméiglech ka Rechnung gedroe ginn. Do ass d'Léisung nach net um Dësch.

Och dat wësst Dir scho laang an de fréieren Transportminister war ëmmer au courant an agebonnen an dës Diskussiounen. Fir all déi Elementer ze klären a well dësen Tronçon opgrond vun allen techneschen Analysen am Moment och nach net gebraucht gëtt, gouf decidéiert, dësen Tronçon en effet net prioritär ze behandelen.

An der Stad wäert als nächst prioritär d'Linn vun der Stäreplaz bei de CHL a vun der Stäreplaz, wéi Der et beschriwwen hutt, iwwert d'Escher Strooss bei den zweeten Tramsschapp beim Stadion dobäikommen.

Et ass de Wëlle vun dëser Majoritéit an der Stad Lëtzebuerg sécherlech, den Tram weider auszebauen. Dëst ëmfaasst och de séieren Tram, vun deem Der och scho geschwat hutt, bis an de Süde vum Land, deen domadder deemno Realitéit gëtt.

Doniewent ass eng weider ganz wichteg Etapp vum Ausbau vum Tram, dass en zweeten Tramsschapp op der Cloche d'Or beim neie Stadion gebaut gëtt, fir esou Luxtram weider Capacitéiten ze erlaben.

D'Finanzéierungsgesetz fir den Tronçon op der Areler Strooss an en zweeten Tramsschapp wäerte mir 2025 hei an der Chamber um Dësch leien hunn, d'Gesetz fir d'Linn op der Escher Strooss dann 2026.

Am nächste Joer fänken och d'Aarbechten op der zweeter Linn vum Kierchbierg un, déi fir d'Rentrée 2027 soll a Betrib geholl ginn. D'Linn vun der Gare op Hollerech wäert och 2027 an de Bau goen a viraussiichtlech 2029 a Betrib geholl ginn, soudass d'Awunner aus dësem Quartier vun Nei Hollerech vun Ufank u wäerten optimal op den Tram zréckgräife kënnen.

Den Tram transportéiert haut schonn 110.000 Passagéier an ass domadder e grousse Succès. Wa mer elo am Mäerz bis op de Findel wäerte fueren, da komme mer op 120.000 Leit den Dag. An ech mengen, do gesäit een, wéi essentiel fir den ëffentlechen Transport den Tram entre-temps ginn ass fir all déi Leit, déi hei wunnen a schaffen. Dowéinster, den Tram ass fir eis e groussen Erfolleg, well en urbanistescht Konzept vun eiser Stad e Ganzt bilt. An an deem Ganze muss een och am A behalen, wéini den Tram weider ausgebaut wäert ginn.

Ech mengen och – an erlaabt mer, awer och nach eng Kéier dann op Iech zréckzekommen –, Dir hutt e Pressecommuniqué de 27. September erausginn, deen d'ailleurs net méi op Ärem Internetsite ze fannen ass, wou Der eigentlech relativ kritesch an net ganz elegant mat de Mataarbechter vu Luxtram, vum Ministère a vun der Stad Lëtzebuerg ëmgitt, andeems Der sot, et wäre just e puer schéi Billercher gemoolt ginn a soss guer keng Fortschrëtter. Et war net ganz elegant.

Dofir, ofschléissend wëll ech am Numm vu menger Fraktioun soen, dass den Tram e groussen Erfolleg ass.

(Interruption)

Mir sinn eis sécher, dass dës Regierung an d'Stad seng Entwécklung weider wäerten offensiv virundreiwen, Schrëtt fir Schrëtt, Schinn fir Schinn, esou wéi dat virgesinn ass, mat klore Prioritéiten. D'CSV deelt also d'Suerge vun der politescher Sensibilitéit déi gréng deemno absolutt net.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Den Här Sehovic wollt Iech eng Fro stellen, Här Bauer.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Nee, ech wollt den Här Bauer awer froen, wou dann déi Pressekonferenze waren an déi Diskussiounen aus dem Mäerz an esou weider. Ech si mer zimmlech sécher, dass se net hei an der Chamber stattfonnt hunn. Oder?

M. Maurice Bauer (CSV) | Ech hunn jo net gesot, dass ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dat ware Pressekonferenze vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg.

M. Maurice Bauer (CSV) | Normalerweis fanne Pressekonferenzen net hei an der Chamber statt. Normalerweis fannen déi dobausse statt.

(Interruptions)

An d'Transportministesch ass am vollste Respekt, mengen ech, vun der Chamber fir d'éischt hei an d'Chamberkommissioun komm, de 27., ier duerno eng Pressekonferenz gemaach ginn ass, soudass ech mengen, dass dat alles awer säi richtege Wee gemaach huet.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dat kann ech net confirméieren als Member vun der Kommissioun. Et ass déi éischte Kéier, dass mer driwwer diskutéieren an der Chamber.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Domat soen ech dem Här Bauer villmools Merci. An dann ass d'Wuert fir den Här Patrick Goldschmidt.

(Interruptions)

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, wann d'Chamber sech kéint e wéineg calméieren, fir datt den Här Goldschmidt ka seng Reflexiounen hei soen. Här Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken, mengem Virriedner, dem Här Bauer, merci, dass e schonn iwwert d'Extensioune vum Tram bericht huet. Op déi brauch ech dann net méi weider anzegoen.

Ech hat och net geduecht, dass ech hei an der Chamber op den „Onse Mobilitéitsplang fir muer" ugeschwat géif ginn a soen dofir ...

(Interruption)

Dir vläicht net, mee Dir wësst warscheinlech och net, wéi eng Fro Der gestallt hutt, well déi Fro, déi Der schrëftlech eraginn hutt, do steet dat dran. An do referéiert Dir Iech just op d'Pressekonferenz vum „Mobilitéitsplang fir muer" an iwwert d'Areler Strooss. An dofir soen ech Iech, oder den Auteure vun där Aktualitéitsstonn, Merci.

Fir déi, déi en nach net kennen, hei ass en, deen ominéise Plang.

(M. Patrick Goldschmidt montre une documentation.)

Dir kënnt en an der Gemeng ofhuelen an e puer Sproochen oder online kucken. Do stinn och alleguerten d'Detailer dran, op déi Dir Iech och an Ärer Fro berufft, well Dir schreift do dran, mir hätten do gesot, d'Linn fir bis op d'Areler Strooss, déi wär net méi prioritär. Ech kann Iech direkt soen ... Säit 113, do steet, an erlaabt mer: „Le PNM 2035 préconise la création d'une nouvelle ligne de tram permettant de relier le nouveau P&R Ouest via la route d'Arlon, hypothèse qui est également retenue dans le Plan de mobilité de la ville. Ce nouveau tracé s'impose en raison des développements urbains prévus le long de la Route d'Arlon." An esou weider.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Et steet also do dran, mee Dir kënnt dat jo dann alles nach noliesen, well et ass ganz detailléiert an och ganz wichteg fir d'Stad Lëtzebuerg.

An enger Pressekonferenz, op déi och den Här Bauer scho komm ass, do steet och dran – an der Pressekonferenz vum Ministère, vun der Ministesch, der Madamm Yuriko Backes, an der Buergermeeschter Lydie Polfer am September 2024 –: „Cette extension a fait l'objet d'une première étude avec une circulation du tram ‚en surface'. Des études complémentaires" – déi dëst Joer zousätzlech gefouert gi sinn – „ont permis d'affiner ce projet en proposant une section souterraine sur une longueur de 550 mètres entre le futur ‚Wunnquartier Stade' et le Centre Hospitalier de Luxembourg", an esou weider. Dat steet also dran. Et ass ganz wichteg fir d'Stad Lëtzebuerg.

Déi Prezisioune si wichteg, mee komme mer elo éischter zum Problem vun der Mobilitéit hei am Land. Fir d'Demokratesch ... Also als éischt emol reduzéiert d'Mobilitéit sech net nëmmen op den Tram an op d'Stad Lëtzebuerg. Do wou mir als ...

(Interruption)

Mir maachen et sécher net esou.

Do, wou mir als Stater eis beschwéieren, wa mer fënnef Minutten am Stau stinn, ass de Frontalier – an och déi meescht vun den honorabelen Deputéierten – scho frou, dass en et iwwerhaapt bis dohinner geschafft huet.

Fir d'Demokratesch Partei ass den ëffentlechen Transport e Ganzt, bestoend aus dem Zuchreseau vun der CFL, dem nationalen, regionalen a kommunale Busreseau an dem Tram. Dat Ganzt fonctionéiert nëmmen zesummen an ofgestëmmt. A wann een de Budget op deem Niveau kuckt, kann een der Transportministesch nëmme felicitéieren. Et gëtt hei am Land massiv an den ëffentlechen Transport investéiert. Dës Regierung huet och fir déi éischte Kéier d'Zukunft vum Ausbau ofgeséchert. Den Tram ass am pluriannuelle Budget consideréiert. Nieft all de massiven Investissementer an d'Mobilitéit an an den ëffentlechen Transport ass dëst e kloert Bekenntnis zum Tram. Den Tram ass Deel vun der Léisung fir eis Mobilitéitsbesoine vun haut a besonnesch och vu muer, dëst an der Stad an och, wéi Dir et gesot hutt, doriwwer eraus.

Der Demokratescher Partei ass et och wichteg, déi verschidde Besoine vun den Eenzelen ze berécksichtegen an déi beschtméiglech Ubannung – ob zu Fouss, mam Vëlo, Tram, Bus, Zuch oder Auto – unzebidden an ze erméiglechen.

Gëschter hu mer hei op dëser Plaz en Entlaaschtungspak gestëmmt, wou et ënner anerem ëm Talentattraction – d'Primme vu Jonken – goung a wou mer quasi all unisono gesot hunn, dass dëst eleng net duergeet, fir datt d'Leit aus der Grossregioun op Lëtzebuerg schaffe kommen. All déi Grenzgänger, déi zum Räichtum vun dësem Land bäidroen, wëllen net méi all Dag dräi Stonnen am Stau stoen, faute d'alternative. An un dëse musse mer schaffen. An ech mengen, deene meeschten dovunner ... Ech weess emol net, ob se genee wëssen, wou d'Areler Strooss ass oder d'Avenue de la Porte neuve.

D'Demokratesch Partei wäert weiderhin den Tram mat allen Extensiounen, déi am Bau oder geplangt sinn, ënnerstëtzen, an ech soen op dëser Plaz all den engagéierte Mataarbechter, souwuel vu Luxtram, de verschiddene kommunalen a staatleche Servicer, Merci fir hiren onermiddlechen Asaz an dofir, datt mer nach ëmmer all eis Delaien a Budgete konnten anhalen. Mir sollten eis hei haut freeën, datt den Tram am éischten Trimester 2025 bis op de Findel kënnt. An datt mir esou séier virukommen, ass sécherlech dank all deene Mataarbechter, déi ech elo opgezielt hunn, mee och well déi politesch Responsabel, souwuel aus der Stad Lëtzebuerg wéi och d'Transportministesch, un engem Strang zéien a gutt zesummeschaffen.

Une voix | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | D'Demokratesch Partei deelt d'Suerge vun der grénger Sensibilitéit net. De gratis ëffentlechen Transport inklusiv Tram wäert weider eng Successstory bleiwen.

An dofir soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. An dann ass et un der Madamm Francine Closener.

(Interruption par M. Patrick Goldschmidt)

Madamm Closener, Dir huet d'Wuert. A loosst Iech elo net nervös maachen.

Mme Francine Closener (LSAP) | Nee, op kee Fall.

(Brouhaha)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéint et elo ganz, ganz kuerz maachen a soen: D'LSAP war fir den Tram, d'LSAP ass fir den Tram an d'LSAP wëll,

dass de Reseau vum Tram esou séier wéi méiglech ausgebaut gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Dat ass och dat Allerwichtegst, wat Der haut musst verhalen. Mee erlaabt mer awer trotzdeem e puer zousätzlech Remarken an Iwwerleeungen.

Här President, et ass net nëmmen e Gefill, datt et besonnesch zu de Stousszäiten ëmmer méi schlëmm gëtt mam Stau. Virun zéng Joer hunn d'Leit an der Moyenne 80 Stonnen am Joer am Stau verbruecht, haut sinn et 180 Stonnen, also méi wéi dat duebelt. Dat sinn 20 Schaffdeeg, déi ee just am Auto verbréngt. Dat ass weeder gesond nach produktiv a fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg och net besonnesch attraktiv.

Dat heescht awer net, datt d'Leit dowéinst gär an iwwerall op den ëffentlechen Transport ëmklammen. D'Mënsche sinn eeben net ëmmer rational an halen den Auto, berechtegt oder net, allzedacks nach ëmmer fir déi méi bequeem Alternativ zu Bus, Zuch, Vëlo oder ieren zu den eegene Féiss. An duerfir ass et jo och esou immens, datt den Tram, dee vu munche Leit, och vu munche Politiker, wärend Joerzéngte gefaart a bal verdäiwelt gouf – Leit, déi alles gemaach hu fir ze verhënneren, dass den Tram géif fueren, dass Busser unenee gestréckt goufen –, datt deen Tram, wéi en dunn endlech bis gefuer ass, direkt an ouni Weideres vun de Leit ugeholl gouf.

Den Tram an der Stad ass also ouni Zweifel ee Succès, mee ouni Ausbau vum Tram iwwert d'Stad eraus kréie mer den Autosverkéier ganz sécher net an de Gréff. Déi zwou éischt Verlängerungen – déi eng Richtung Osten op de Findel an déi zweet Richtung Süde bei de Futtballsstadion mat engem groussen Opfangparking, grad wéi och déi geplangte Verbindunge via Hollerech – wäerten et weisen: Wat méi Extensioune vum Tram an d'Peripherie vun der Stad, wat den Tram ëmmer méi e grousse Succès wäert hunn, sou wéi dat an anere Stied längst de Fall ass. Ech war de leschte Weekend zu Stroossbuerg. Do gëtt et an Tëschenzäit sechs Linnen op engem Reseau vu bal 60 km wäit eraus an d'Faubourgen. Mir sollten eis ee Beispill huelen.

Ob et sënnvoll wier, den Tram a Richtung Norden an den Uelzechtdall fueren ze loossen, missten entspriechend Etüde weisen. Et wier jo net carrement onméiglech; et dierft dat net sinn. Schliisslech ass den Tram jo och scho fréier den Eecher Bierg erop- an erofgefuer.

An dann, natierlech, Här President, gëtt et héich Zäit, datt den Tram sech och a Richtung Westen entwéckelt. Den Tracé zum CHL ass wéinstens schonn decidéiert, awer dann ... Schonn 2016 huet de François Bausch dem deemolegen LSAP-Deputéierte Roger Negri schrëftlech versprach, datt den Tram bis op Mamer wäert fueren.

(Brouhaha et exclamations)

A!

Une voix | Elo versti mer alles!

Mme Francine Closener (LSAP) | Ganz prezis bis op d'Autobunnskräiz Mamer-Kapellen. D'Joer drop huet den deemolege Minister nach emol confirméiert, datt an der aktualiséierter Versioun vum Plan directeur sectoriel „Transports" den Tracé vu Stroossen iwwert den Tossebierg bis op Mamer géif stoen. Dat steet also säit theoreetesch aacht Joer fest. Awer den Datum, deen d'Regierung elo avancéiert, ass schonn e bësse frustrant: 2040 steet elo am Raum. A virdrun – sou proposéiert de Ministère et de Gemenge Stroossen, Bartreng a Mamer – muss alt nees eng Faisabilitéitsetüd gemaach ginn, fir datt den Tram dann hoffentlech a 15 Joer an de westleche Ballungszenter Richtung Areler Strooss a Lonkecher Strooss ka fueren. Awer de politesche Wëllen ass, wéi gesot, scho säit 2018 do. Déi dräi Gemenge si jo quasi och duerchgeeënd vun der Stad aus bis op d'Kap urbaniséiert mat ville Points d'activités, sief et eeben de CHL, zwee grouss a vill kleng Akafszentren, souwuel op der Areler wéi op der Lonkecher Strooss, mat Schoulen, wéi de Mamer Lycée, d'Europaschoul zu Mamer mat daagsiwwer méi wéi 5.000 Leit.

Un Argumenter feelt et also bestëmmt net an ech si sécher, datt de Finanzminister Gilles Roth – dee jo, wéi en an der Oppositioun war, ëmmer virdru gewarnt huet, de Westen als Stéifkand vun der nationaler Politick ze behandelen – fir déi Extensioun och déi néideg Gelder wäert hëllefe fannen an als Verfechter vun enger effikasser Bautepolitick sécherlech och fënnt, dass 15 Joer vill ze vill laang sinn als Planungs- a Bauphas.

Wat engem dernieft awer och Gedanke mécht, dat ass déi schonn ugeschwaten Diskussioun, déi an der Stad selwer leeft a Saachen Avenue de la Porte Neuve. Mir wieren eis jiddefalls dergéint, datt den Tram a Richtung Westen duerch ee prealabelen Tracé via Porte Neuve géif hypothekéiert ginn. Well och wann et eventuell net méiglech wier, ab der Areler Strooss a Richtung Glacis a Kierchbierg ze fueren, sou ass et jo awer och kee Problem, fir op der Stäreplaz den Tram ze wiesselen. D'LSAP ass der Meenung, datt de sougenannte „Westtram" ab der Stäreplaz onofhängeg vun Tracésproblemer an der Stad selwer ze plangen ass. Dat wëll ech hei ganz kloer ënnersträichen.

Wéi gesot, zanter den 1990er-Joren, trotz alle Widderstänn vun anere Parteien, trotz Unkenrufe vu liberalkonservativer Säit, stoung d'LSAP ëmmer zum Tram. Mir hunn e proposéiert, mir hunn e geférdert, verdeedegt a gehollef, en ëmzesetzen.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Mir si frou, datt e genee zu deem Succès ginn ass, dee mir virausgesot hunn. A mir kënnen all Effort, fir de Reseau séier an effizient auszebauen, duerfir och nëmmen ënnerstëtzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. An dann ass d'Wuert fir den Här Tom Weidig. Här Weidig.

(Brouhaha)

E wéineg Calme, fir datt den Här Weidig ka schwätzen.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech waarde just, bis Der ... Jo, merci, Här President. Als Member vum Stater Gemengerot wäert ech fir meng Partei zum Tram schwätzen. Den Tram ass elo do an et kann een eng gutt Analys vum Impakt maachen. Den Tram ass zu enger Attraktioun fir d'Stad ginn, souwuel fir d'Lëtzebuerger wéi och fir d'Touristen. Den Tram passt visuell, menger Meenung no, gutt an d'Stadbild eran. Et gëtt der Stad en dezent, modernt Element, ouni awer déi klassesch Stadlandschaft ze stéieren. Den Tram fonctionéiert gutt an de Stousszäiten op den Haapttransportachsen, dat heescht, vun der Gare op de Kierchbierg, mee och bei groussen Events, wéi d'Schueberfouer a Matcher am Stadion.

Eppes, wat eis ganz gutt gefält, ass, datt no laangem Lobbying och vun der „Actioun Lëtzebuergesch" vill Tramstatiounen op Lëtzebuergesch sinn, also lëtzebuergesch Nimm kritt hunn. Dat ass déi Aart vun Aktiounen, déi mir eis wënschen, well se eis Mammesprooch an Nationalsprooch héichhalen. All Dag liesen Dausenden an Dausende vun auslännesche Residenten, Frontalieren, mee och Touristen eis Sprooch. Domat wësse si, datt eis Sprooch existéiert a lieft an datt se eis wichteg ass a mir eis net schummen, déi och ze weisen. Dat mécht eis Stad och méi attraktiv fir Auslänner, well franséisch oder englesch Nimm gëtt et iwwerall: Dat ass langweileg an näischt Besonneches. Dës kleng Sprooch, eis Sprooch, gëtt et just zu Lëtzebuerg. Ech hoffen, datt dës flott Initiativ bleift an datt mir haut weider un der Visibilitéit vun eiser Sprooch schaffen. Duerfir wëll ech och d'Madamm Minister froen, ob si sech weider derfir asetzt, datt d'Tramstatioune Lëtzebuerger Nimm kréien, déi mat der Lokalgeschicht verbonne sinn.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Kann ech wannechgelift e wéineg Rou froen. Merci.

M. Tom Weidig (ADR) | Mee ech wëll awer och op negativ Aspekter vum Tram opmierksam maachen. De Stroosseverkéier, dee leeft manner flësseg wéi virum Tram. Um leschte Steiwer ass de Verkéier duerch d'Diddenuewer Strooss vill méi flësseg gelaf. Abee, elo steet een ëmmer bei der dommer Luucht, wann den Tram laaschtkënnt. A Stousszäiten ass do quasi ëmmer Stau.

En änlecht Problem gëtt et och op der Stäreplaz. Den Tram ass e Bulldozer, deen einfach riicht fiert, an de ganzen anere Verkéier an d'Strooss selwer musse sech upassen. Mat Busser ass een a ville Situatioune méi flexibel ouni extra Käschten.

Ee weidere Problem ass, datt den Tram relativ lues ass an en net direkt vum Aldringen op d'Rout Bréck geet, mee en Detour via d'Stäreplaz hëlt. Dofir verstinn ech d'Propos vun déi gréng a vum Här Sehovic. Mee als Stater ADR wëlle mir do net nach e mega Chantier matten an der Strooss opmaachen.

Ech wëll elo iwwert déi aner Extensioune schwätzen. Wéi gesot, den Tram ass dat beschte Mëttel zu Stousszäiten op enger Haaptverkéiersachs. Abee, d'Fro ass haut: Wou a wéi soll een den Tram ausbauen? Et ass kloer, datt déi gréisste Achs Gare op de Kierchbierg ofgedeckt ass. Dat heescht, datt all d'Extensiounen elo e méi reduzéierte positiven Impakt hunn. An do muss ee ganz genau kucken, ob et Sënn mécht.

Éischtens: den Tram op de Findel. Verkéierstechnesch ass dat net onbedéngt néideg. Fir vill Leit an der Stad ass et keng besser Optioun. Ech hunn ausgerechent, datt ech bal eng Stonn brauch mam Tram vu Bouneweg op de Findel, wou ech mam Auto oder mam Taxi an zéng Minutten do sinn a mam Bus an 30 Minutten. Trotzdeem fanne mir déi Extensioun sënnvoll, fir eis Haaptstad méi einfach a frëndlech fir eis auslännesch Gäscht ze maachen. Well wann een als Auslänner um Findel ukënnt, ass een net verluer. Et kann een einfach an den Tram eragoen, fir an den Zentrum ze goen, respektiv an den Tram klamme fir op de Findel. An et muss een net nodenken.

An deem Zesummenhang stellt sech dann och d'Fro: War do net mol eng Kéier eppes mat enger ënnerierdescher Gare, déi gebaut ginn ass mat ville Steiersuen? An do hate mer am Mäerz eng Question parlementaire gestallt. Ech wollt do och d'Madamm Ministesch nach eng Kéier froen, ob se haut Neies weess, wat do mat där ënnerierdescher Gare um Findel passéiere wäert.

Zweetens: d'Streck Richtung Mamer vun der Stäreplaz aus. Et ass kloer, datt déi Streck vun der Stäreplaz op Mamer eng Haaptachs ass, wou vill Leit fueren. Mir als ADR begréissen, datt do alt den Tram weider ausgebaut gëtt. An dat mécht menger Meenung no och Sënn.

Mee, drëttens, iwwer all déi aner Achse kann een och iwwerleeën. Mee zum Beispill fir den Norden ass et warscheinlech net méi néideg, well mer elo alt eng

Gare hunn am Pafendall. Mat der Pafendaller Binnche kann een op der Rouder Bréck den Tram huelen. Domat ass den Norde scho vill besser ugebonnen.

Eventuell kann een och herno nodenken iwwert den Tram bis op Hesper. Bei all deenen aneren Niewestrecke muss ee wierklech oppassen, datt een net halt ze vill Strecke mécht, déi am Fong geholl net vill méi bréngе wéi dat, wat och alt e Bus bréngt.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci Här Weidig. An dann ass deen nächste Riedner den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also den Tram ass flott an ech fueren och gären dermat. Ech mengen, och eng grouss Majoritéit heibannen hält oft den Tram a fiert gären dermat. Ech wëll awer och der Ekipp vum Tram Merci soen, well et war – virun zwee, dräi Méint – eng gréisser Presentatioun an der Chamberskommissioun, wou Der eng Kéier alleguerten d'Pläng presentéiert hat, wéi d'Chantiere sinn, wéi d'Linne wäerte fueren, wat d'Material ass. Well ech hat do nach d'Fro gestallt, wéi et da mam Material ass. An do hutt Der mer geäntwert, dass Der elo wäert ëmswitchen an noer Zukunft op Material mat méi héijer Kapazitéit, fir de Reseau ze entlaaschten.

Ech mengen, ech sinn och elo deen Éischten, deen hei schwätzt, deen net an engem Gemengerot ass, deen iergendwéi scho mam Tram a Kontakt kënnt. Ech kennen – ech ginn et och zou – de Stater Mobilitéitsplang net auswenneg. An et ass och net eise Business als Chamber, fir d'Gemengeréit-Mobilitéitspläng ze kommentéieren.

Ech muss awer soen, dass ech déi Diskussiounen aus der Press verfollegt hunn. Eng Kéier huet d'Ministesch eng Pressekonferenz gemaach, dann den Här Sehovic – ech mengen deemools mam Här Bausch –, wou Der Pläng gewisen hutt. Et ass esou en Hin an Hier, esou e Pingpongsspill. Wann een do e bëssen an der Mëtt steet, ass et e bësse kriddeleg an och heiansdo e bëssen ze belächelen, wann et do hin- an hiergeet. Well eigentlech – wann ech Iech richteg verstanen hunn op de Pressekonferenzen tëscht déi gréng an der Regierung a Stater Schäfferot – wëllt Der dat selwecht: den Ausbau vum Schäfferot ... den Ausbau vum Tram.

(Hilarité et brouhaha)

Den Ausbau vum Tram. Dat heescht, a sech sidd Der Iech eens mam Stater Schäfferot.

(Interruptions)

Deen ass scho grouss genuch, deen ass grouss genuch, dat kann ee soen.

Mee a sech sidd Der Iech jo eens, et geet eeben hei ëm déi puer Detailer. Ech hunn och Är Motioune gelies. Et ass wierklech eng Detailaarbecht, déi ee sécherlech awer och an engem Gemengerot diskutéiere kann. Ech weess, och do ass d'Majoritéit déi selwecht wéi heibannen. Dat heescht, d'Meenunge wäerten do net onbedéngt wäit auserneegoen.

Ech sinn awer frou, mir hate viru sechs, siwe Méint hei eng Diskussioun iwwert den Tram. An deemools hat ech och déi Bemierkung bruecht, dass et wéineg bréngt, wa mer dee schnellen Tram hunn, wou ech jo och elo konfirméiert krut, dass mer awer dat selwecht Material wäerte benotzen. Dat heescht, en ass och net méi dee schnellen Tram, mee en ass elo eigentlech den normalen Tram, well en net vill méi schnell wäert fuere kënne wéi dat aktuellt Ekipement, wat schonn am Reseau ass. Am Ufank war jo ugeduecht, dass een en anert Ekipement géif fueren, och mat aneren Zertifikatiounen, fir dass ee méi schnell wär.

Dass awer elo déi Propos zréckbehale ginn ass, déi mir deemools hei ugeduecht hunn a wou ech mech derfir ausgeschwat hat, dass een och ka Richtung Hollerech fuere vun Esch kommend, also vum Belval kommend, dat ass ganz positiv. Et muss een net iwwert d'Gare fueren. An Zukunft wäert et méiglech sinn, iwwert d'Route d'Esch an dann direkt iwwer Hollerech weider op de Findel kënnen ze fueren. Deen, dee vill Zäit matbréngt, kann da souguer, wann alles fäerdeg ass, vum Belval bis op de Findel fueren. Esou hu mer dat erklärt kritt. Ech mengen, wann ech et richteg an Erënnerung hunn, dauert et zwar 1 Stonn 45 oder 1 Stonn 50. Warscheinlech ass herno d'Luxair-Maschinn méi schnell wéi den Tram vum Belval op de Findel. Mee et kann een et awer maachen.

Et ass awer och esou, dass een, wann ee vum Tram schwätzt a Richtung Süden, net ka soen, dass deen elo grouss d'A4 op alle Punkte wäert entlaaschten. En entlaascht se sécherlech ab Monnerech oder ab Leideleng erop. Mee deen Tram ass awer net interessant fir Leit, déi méi déif am Süde wunnen, well do wäert d'CFL ëmmer e Virdeel hunn: Si kënnen aner Geschwindegkeete fueren, si hunn anert Material, an do spuert een dann 20 bis 30 Minutten, wann een den Zuch wäert huelen, wann een eeben net grad zu Monnerech, zu Leideleng, an deene Gebitter ass, wou ee keng gutt Zuchubindung huet.

Wat awer ganz interessant ass beim Tram Richtung Süden, dat ass, dass dee gratis wäert sinn. Dat ass eigentlech eng Inkohärenz, well d'Stad Lëtzebuerg huet den Tram matfinanzéiert. D'Stad Lëtzebuerg gëtt Geld aus fir den Tram, wärend déi aner Gemengen en elo geschenkt kréien. Dat ass eigentlech eng interessant Entwécklung. An do muss ee froen, wann déi nei Tracë gebaut ginn an der Stad, ob déi net och esou finanzéiert wäerte ginn. Well ech mengen, d'Gemenge solle jo alleguerte gerecht behandelt ginn. A wann een dann och nach weiderdenkt, ...

(Interruption)

... kann ee jo och nach soen: Et si Gemengen, déi hu keng Tramsubindung, mee se hunn awer nach den Tram am Numm.

An da si mer beim TICE: Dass do och an Zukunft, ...

(Interruption et hilarité)

... dass och déi Gemengen, déi den Tramsreseau elo net wäerte profitéieren, vläicht vum Mobilitéitsministère méi ënnert d'Äerm gegraff kéinte kréien, wat och eis géif hëllefen ...

Plusieurs voix | A!

M. Marc Goergen (Piraten) | ... – wou den Tram awer nach drasteet mam TICE –, well d'Gemengen ëmmer méi héich Budgete musse stëmmen, fir den TICE ze finanzéieren. Woubäi ech ganz kloer zu de soziale Leeschtunge vum TICE stinn an zum Reseau. Mee et kann awer och net sinn, dass d'Gemengen herno do am Stach gelooss ginn. Dofir ass dat dote vun der Finanzéierung ...

Mir sinn eis jo alleguerten eens, dass den Tram en immens flotte Projet ass. Mee vun der Finanzéierung muss een awer eng Kéier schwätzen, well déi eng Gemengen et elo komplett gratis kréien, wärend déi aner Gemeng, eng Gemeng, dofir bezuelt huet. An et muss een dann och eng Kéier diskutéieren, wann déi eng Gemengen den Tram kréien, ob déi aner dann net an hirem ëffentlechen Transport och solle gehollef kréien. Well mer sinn eis jo alleguerten eens: Méi Leit sollen den ëffentlechen Transport benotzen!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

(Interruptions)

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et muss ee rëm eng Kéier feststellen, datt et awer flott ass ze gesinn, datt quasi jiddereen hautzudaags fir den Tram ass.

An dat war net ëmmer ...

(Interruption)

Nee, Dir waart ...

Ech kucken Iech einfach esou.

(Hilarité)

Mee aner Kräfte waren net onbedéngt esou begeeschtert vum Tram. An elo stellt jidderee fest, datt, summa summarum, den Tram wierklech eng Plus-value ass fir d'Stad. An et stellt ee fest, datt jiddereen elo wëllt un den Tram ugebonne ginn, plus ou moins, wat tatsächlech awer och kéint eng Plus-value sinn. An natierlech mécht d'Ubannung Richtung Westen, Richtung Mamer, absolutt Sënn, wann ee weess, wéi den Trafick ausgesäit op der Areler Strooss a wéi vill Leit aus dem Westen iwwerhaapt an d'Stad kommen. Dat heescht, et war eng Stater Geschicht an et fänkt un, eng net grad national Geschicht, mee op jidde Fall eng iwwerregional Geschicht ze ginn, déi den Zentrum betrëfft an och de Süden. A vläicht, deemno wéi, och nach Richtung Jonglënster, wie weess, ech hunn héieren, datt se do och begeeschtert si vum Tram. Bon, voilà, dat ass vläicht nach e bëssen Zukunftsmusek. Mee dat ass awer alles interessant.

Bon, elo si mer dann duerno erëm ... Also, wat ech och wollt soen: Et ass awer schonn esou, wann ech de Spriecher vun der DP héieren – woubäi ech sécher sinn, datt hien och e begeeschterte Fan vum Tram ass, an ech stellen dat guer net a Fro, duerno och seng Partei globalement –, datt een awer net dervunner ausgoe kann, oder d'DP ka sech net dohinner stellen, wéi wa si um Ursprong vun alle gudden Iddie wier. Dat gëllt net fir den Tram, historesch gesinn, ...

(Interruption)

... et ass d'Kraaft vum Konvertéierten. D'DP ass elo wierklech vum Tram iwwerzeegt. Mee si war, loosse mer soen, an där ganzer Geschicht, historesch gesinn, net dee gréissten Alliéierten.

An de gratis ëffentlechen Transport, deen den Här Goldschmidt och ugeschwat huet, do muss ech awer erëm eng Kéier soen, ech ka mech erënneren, ech mengen, dat war déi lescht Budgetsdebatt virun de Walen 2018, do hate mir als déi Lénk eng Motioun deposéiert zum gratis ëffentlechen Transport. An do waren zwee Ministeren, déi heftegst dogéint argumentéiert hunn, dat war den deemolege Mobilitéitsminister, den Här Bausch, dee gesot huet, dat wier Quatsch et cetera, an de Finanzminister, den Här Gramegna, deen eis och erklärt huet, dat géif guer kee Sënn maachen.

Duerno wollte mir de Käschtepunkt kennen. An ech mengen, et hat nach kee sech déi Fro gestallt. An du koum den Här Gramegna mat der Zuel eraus; deemools, mengen ech, ware 40 Milliounen de järleche Käschtepunkt. An ech mengen, do ass et lassgaangen: „A, esou deier ass et u sech guer net!" An du ware gläich Walen. Du huet sech d'DP gesot: „Kommt, mir maachen dat, kommt, mir maachen dat!" D'LSAP war souwisou derfir.

déi gréng si sech trei bliwwen. Si sinn och wärend dem Walkampf weider géint de gratis ëffentlechen Transport gewiescht, quitte datt den Här Bausch duerno op der Tëlee all d'Argumenter, déi mir erklärt

haten, erkläert huet, ouni de Copyright ze zitéieren. Mee soit. Et geet ëm d'Saach duerno.

Wat den Tram ugeet, Porte-Neuve: Bon, ech mengen, d'Streck Richtung Mamer géint déi Variant vum Tronçon, deen iwwert d'Porte-Neuve soll goen, do hunn ech d'Argumentatioun nach net esou richteg verstanen, firwat. Also, ech hu verstanen, datt et net prioritär ass. Ech hu verstanen, datt de Schäfferot net prinzipiell dergéint ass, mee et ass net prioritär. Vläicht kënnt dat op dat selwecht eraus. Net onbedéngt. Et geet ëm Beem. Et geet ëm Strecken, wou d'Autoen nach ëmmer weiderhi kënnen iwwert d'Avenue de la Porte-Neuve Richtung Uewerstad erafueren.

Do stellt sech d'prinzipiell d'Fro vun der Pertinenz vum Autostrafick an der Uewerstad. Ech mengen, dat ass eng Diskussioun. Mir sinn hei zwar net am Stater Gemengerot, ech weess dat, mee bon, trotzdeem: Déi Diskussioun muss ee féieren. Mir schwätzen iwwert den Tram, an dat ass jo eng national Ugeleeënheet. Dat heescht, déi Fro misst een awer stellen. An ze soen: „Jo, et gëtt jo och Leit, déi um Lampertsbierg wunnen an esou weider, déi awer vläicht och nach wéilte mam Auto an d'Uewerstad fueren", Do soen ech, musse mer awer elo ufänken, e bësse serië ze ginn, well dat dote ka jo keen Argument sinn! Do kann ee scho Busser huelen, souguer zu Fouss trëppelen, wann een nach mëttelméisseg fit ass. Ech packen dat. Also, c'est dire. Ech wunnen zwar net um Lampertsbierg, mee ech kennen déi Streck, ech trëppele se ganz oft.

Duerno schlussendlech awer och eise Karthago an der Lénker: d'Gesellschaftsform vun där Societéit, déi zur Zäit nach ëmmer eng SA ass, 30 % Stad Lëtzebuerg, 70 % Staat. Et wäert ëmmer méi Ampleur kréien, dat gouf och scho vu mengem Virriedner gesot, an dofir si mer der Meenung, datt mer wierklech an d'Richtung solle goe vun Établissement public amplaz vu Société anonyme.

Dat ass och eng Fro vun den Aarbechtskonditioune vun de Leit, déi do schaffen. Well Dir wësst jo: Dat Éischt, soubal et lassgaangen ass, do ass et scho bal Richtung Streik gaangen, well d'Leit, déi do geschafft hunn, awer net esou richteg behandelt gi sinn. An ech hat ëmmer den Androck, datt dat politesch bal kee Mënsch interesséiert. An ech sinn awer der Meenung, mir sinn der Meenung als Lénk, datt mer an déi Richtung solle goe vum Établissement public oder der Zesummenaarbecht mat der CFL, jee, mee op jidde Fall ëffentlech, fir och de Statut vun de Leit, déi do schaffen, nach opzewäerten.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An da wär d'Wuert fir d'Regierung. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, Dir honorabel Deputéiert, also, mir schaffe weider mat ganz héijem Tempo um Ausbau vum Tram. An alles anescht wëllen ze insinuéieren ass net éierlech an entsprécht kenger Realitéit!

Dat éischt Joer vun dëser Regierung hunn ech zesumme mat alleguerten deenen, déi un dësem wichtege Projet schaffen, och direkt dee Projet ugepaakt. Mir hu ganz intensiv weider dru geschafft. A mir hunn eis natierlech och ganz oft, a mir maachen dat och ëmmer weider, zesummegesat mat der Stad Lëtzebuerg a mat Luxtram.

An der leschter Legislaturperiod goufen zwee Finanzéierungsgesetzer fir den Tram gestëmmt, 2014 an 2017. An op alles dat, wat iwwert déi lescht Jore mam Tram opgebaut ginn ass, do baue mir weider drop op a mir schaffen do weider.

Den 1. Februar dëst Joer ass d'Finanzéierungsgesetz fir den Ausbau vum Tram zu Hollerech an um Kierchbierg an der Chamber ugeholl ginn, dat eestëmmeg. Dat ass déi éischte Kéier, dass e Gesetz iwwert den Tram unanimement ugeholl ginn ass. Den Tram fiert elo säit dem 7. Juli bis op de Stadion. Dat ass eng exzellent Saach. Am Oktober dëst Joer ass d'Finanzéierungsgesetz fir den neien Tramsschapp deposéiert ginn. Ech mengen, och dat ass wierklech weesentlech fir den Ausbau vum Tram. En Dënschdeg hate mer da mat Succès d'Testfaart bis op de Findel an am Mäerz wäert déi Streck dann och opgoen. An ech mengen, do waarde wierklech ganz, ganz vill Leit drop an dat wäert och zur Attraktivitéit vun eisem Land bäidroen, well och d'Visiteure wäerte kënnen dovunner profitéieren, nieft natierlech de Biergerinnen a Bierger vun eisem Land.

Mir hunn och d'Chamber ëmmer ganz proaktiv an all dat mat agebonnen. Ech mengen, dat ass och ganz gutt esou, well mir wëlle weider op engem ganz breede Konsens opbauen, wat den Tram ugeet. D'Realitéit ass, dass d'Regierung eng ganz ambitiéis Zilsetzung fir d'Mobilitéitspolitick huet. Offensiv maache mir dat, an allen Dimensiounen. Qualitativen, nohaltegen a sécheren Transport wëlle mer fir jiddereen a mir wëllen déi bescht Alternativen, fir beschtméiglech vun enger Plaz op déi aner ze komme fir all Mënsch.

Fir den Ausbau vum ëffentlechen Transport si meng Ziler op alle Fall ganz kloer: d'Capacitéite vum ëffentlechen Transport weider verbesseren a se och weider ausbauen. Mir schaffen och weider un enger multimodaler Mobilitéit, dat ass dat Allerbescht fir eist Land. Attraktiv Alternative fir all Mënsch, hunn ech scho gesot, dat ass, wat mer wëllen hunn. Och Vélosinfrastrukturen duerch dat ganzt Land si fir mech wierklech eng Prioritéit. Ech ginn och op verschidde Plazen kucken, wéi mer dat kënne besser maachen. Och dat ass en Deel vun eisen Efforten a gehéiert och zu eisen Efforten en matière de décarbonisation.

An aus all deene Grënn, an et gëtt der warscheinlech nach vill méi, ass den Ausbau vum Tram ganz, ganz uewen op menger Prioritéitelëscht an op der Prioritéitelëscht vun der Regierung. Mir wëssen, den Tram ass eng Successstory. Haut fuere méi wéi 100.000 Leit all Dag mam Tram. A mer wëssen, dass dat och exponentiell wäert wuessen.

Den Ausbau vum Tram ass och an eisem Koalitiounsaccord festgehalen, duerfir brauch absolutt kee Mënsch dorun ze zweifelen. A mir brauchen nei Linnen, mir brauchen nei Capacitéiten, fir d'Quartiere rondrëm d'Staat och besser kënne mat anzebauen an de Reseau, dee bis elo besteet. An da wëlle mer natierlech och de Frontalieren, déi aus der Belsch, Däitschland a Frankräich kommen, hëllefen, fir gutt op hir Aarbechtsplazen hei am Land ze kommen. An aus dëse Grënn schaffe mer och weider intensiv heidrun.

Dir wësst, dass de PNM35 d'Ausbautracéë fir den Tram virgesäit, an dozou sti mer och ganz kloer. Mir wëssen awer och, dass mer net iwwerall kënnen zur selwechter Zäit um Tram schaffen; dat ass onméiglech. D'Reiefolleg vum Ausbau vum Tram ass net am PNM festgehalen. Dat heescht, et muss ee sech Prioritéite ginn, an dat hu mer och zesumme gemaach.

D'Areler Strooss an eng zweet Nord-Süd-Achs. E puer Wierder zur Areler Strooss: Wéi gesot, am zweete Semester vum nächste Joer wäerte mer do e Gesetz deposéieren. Mir hunn do wierklech ganz intensiv an exzellent zesumme geschafft. Déi Resultater, ech ginn do net nach eng Kéier an d'Detailer an, hu mer presentéiert an der Chamber an an der Ëffentlechkeet. Ech mengen, mir hunn do wierklech eng ganz flott an innovativ Iddi festgehalen, well et ass elo effektiv déi éischte Kéier, dass den Tram da soll e Stéck ënnerierdesch goen. Ech mengen, dat ass wierklech eng grouss Opwäertung vun där Streck. Mir wäerte vill Gréngs gesinn. D'Leit wäerte kënnen ze Fouss goen. Et kann een nach ëmmer mam Auto fueren. Och mam Vëlo. Wéi gesot, dat ass mer och ganz wichteg, well et wäert dann eng duerchgeeënd getrennte Vëlospist vun der Stäreplaz bis bei d'Klinick féieren.

A well mer eeben zesummen esou léisungsorientéiert geschafft hunn, huet dat och en Impakt op den Zäitplang, well mer eebe manner Emprisë brauchen. An do huet keen Iech eppes virgemunkelt. Dat ass, well mer manner Emprisë brauchen. Wa mer kënnen an deem Rythmus weiderschaffen, wéi mer dat gewinnt si mat Luxtram, da wäerte mer do éischter fäerdeg sinn, wéi dat geplangt war. Dat ass esou. Wann ee manner Emprisë brauch, da geet dat e gutt Stéck méi séier. Dat ass näischt, wat ech Iech hei einfach esou zielen, mee dat ass op Basis vun deenen detailléierten Analysen, déi vu Luxtram gemaach si ginn.

Da wëll ech just e Wuert soen zum Tracé vun der Route d'Esch. Do wëlle mer de Gesetzesprojet 2026 deposéieren. Och dës Linn ass weesentlech, well mer eng zweet Achs parallell zur aktueller brauchen, fir besteeënd Quartieren, wéi gesot, och un den Tram unzebannen. Do schwätze mer vu Gaasperech, Zéisseng, Hollerech, fir och heimat dann de Lien ze maachen zum Tram rapide op Esch. Ech mengen, dat ...

(Interruption)

Jo, natierlech. Op alle Fall, fir dësen Tracé lafen d'Etüden. Ufangs d'nächst Joer wäerte mer eis da kënne mat der Stad Lëtzebuerg zesummesetzen, fir iwwert den Detail vun dësem Projet an Tracé ze kucken.

Doriwwer eraus schafft mäi Ministère dann zesumme mat Luxtram a Ponts et chaussées um séieren Tram Richtung Leideleng, Féiz, Metzeschmelz, Esch a Belval. Hei sinn och d'Etüden amgaangen. Mir rechnen domadder, dass d'Finanzéierungsgesetz dann am Laf vum Joer 2026 ka presentéiert ginn. D'Zil ass et, dat éischt Deelstéck vum Tram rapide op Leideleng kënnen 2028 a Betrib ze huelen.

Dobäi ass mir ëmmer wichteg – an ech mengen, dat hu mer och schonn zesummen an der Chamber an och op Pressekonferenze gesot –, dass de Reseau stabill a resilient muss bleiwen, dass d'Frequenzen an d'Cadence esou sinn, dass d'Leit net necessairement mussen op d'Auer kucken, fir ze wëssen, wéini dann elo den nächsten Tram kënnt, dass mer en attraktive Service garantéiere kënnen an dass een de Prinzipp vum minimalen Ëmsteige fir maximum Leit beschtméiglech dann och ëmgesat kritt. Ech mengen, et kann een néierens iwwerall hikommen, ouni ëmzesteigen. Dat gëtt et néierens op der Welt. Dat wäert et bei eis an deem Sënn och net ginn. Den Tram soll en Transportmëttel bleiwen, wou een daagsiwwer kee Farplang muss kucken, mee einfach op de Quai geet an deen nächsten Tram hëlt.

E kuerzen Ausbléck iwwert déi nächst Wochen, Méint a Joren. D'Linn 1 vum Findel op de Stadium wäert dann, wéi gesot, am Mäerz integral opgoen. D'Aarbechten um Kierchbierg, d'Extensioun Kierchbierg, déi wäerten am Mee ufänken. An nee, et ass net esou, wéi wa mer eis just géifen hanner Etüde verkrauchen a fir de Rescht guer näischt wéilte maachen, wéi hei insinuéiert gëtt. Mir wäerten an dëser Legislaturperiod sechs bis siwe Finanzéierungsgesetzer deposéieren. Ech mengen, et ass och nëmmen esou, wéi mer konkreet weiderkommen. An do kënnt Der op mech zielen an op alleguerten déi, mat deene mer hei zesummeschaffen, dass mer hei wierklech Gas ginn, fir dass dat dann och Realitéit gëtt.

A fir dat kënnen ze maachen, brauche mer natierlech och finanziell Planung a finanziell Previsibilitéit. Am Statsbudget – ech mengen, dat ass jo dann d'nächst Woch um Ordre du jour vun der Chamberspleniäre – sinn dofir och fir déi éischte Kéier an der Geschicht vum Tram och am Pluriannuel déi Zomme virgesinn, fir déi zukünfteg Extensioune vum Tram dann och finanziell ofzesécheren. Ech mengen, dee Volet ass mir wierklech ganz wichteg. Hei schwätze mer vum séieren Tram. Hei schwätze mer vun den Extensiounen Hollerech, Kierchbierg an natierlech och vum Bau vum neien Tramsschapp.

Ech maachen eng kuerz Klammer op, soss vergiessen ech et vläicht herno: Et war rieds am Kontext vum séieren Tram vum Arrêt vu Steebrécken. Mir hunn do eng Etüd an Optrag gi bei Luxtram. An d'Resultat ass, dass et de Voyageur am Fong 48 Sekonne géif kaschten, wa mer do en Arrêt maachen. Ech mengen, et huet awer ganz vill Virdeeler a puncto Bus- an Tramëmstig. An, ech mengen, mir wëssen, do si kommerziell Surfacen, soudass dat scho ka Sënn maachen.

Ech mengen, alles, wat ech elo gesot hunn, weist: Et ass e ganzt kloert Zeechen an Engagement vun der Regierung, fir den Tram weider auszebauen.

Et gëtt ëmmer nees vun der Neipuertsgaass geschwat. Also, ech wëll just soen: Mir loossen eis hei net drécken. Et soll net esou gemaach ginn, wéi wann de ganzen Tramsreseau mat deenen 350 Meeter do géif direkt stoen oder falen, haaptsächlech falen. Dat ass wierklech keng Realitéit. Mir siche weider no Méiglechkeeten, fir dass deen Tracé da manner Impakt op de Park hätt, an och eng besser Opdeelung vum ëffentleche Raum. Ech mengen, mir missten do a mir wäerten do e bësse méi out of the box denken a kreativ sinn.

Nach eng Kéier, an ech mengen, mir hunn dat elo wierklech schonn oft gesot – an dat sinn net ech, deen dat gesot huet, mee de fréieren Direkter vu Luxtram –: Mir brauchen déi Streck elo net! Dofir konzentréiere mer eis op aner Saachen. An en attendant kucke mer, wat do Sënn mécht.

Dir Dammen an Hären Deputéiert, d'Mobilitéit ass en dynameschen Dossier. An dat ass och esou, well eist Land zum Gléck och dynamesch ass. Dofir brauche mer och Planungssécherheet op där enger Säit. A mir wëllen och de Mobilitéitsgewunnechte vun de Leit Rechnung droen. Dat heescht, all déi Saache wäerten dann och afléissen an en nächste PNM, de PNM2040. Do wäerte mer elo esou lues dru schaffen. Dofir gëtt och eng Mobilitéitsenquête gemaach. Déi leeft schonn op der franséischer Säit bei de franséische Grenzgänger. D'Sondagë fänken dann zu Lëtzebuerg d'nächst Joer un. Et gëtt och Sondagë bei den däitschen a belsche Grenzpendler gemaach.

D'Resultater dovunner, déi fléissen dann, wéi gesot, an de PNM40 an. An da kucke mer, wat déi Resultater da mat sech bréngen, eventuell och, wat dat kann heeschen, zum Beispill, fir Mamer. Gell? Dat ass jo mentionéiert ginn. Mee och op deem Punkt just vläicht ganz kuerz: Mir ënnersichen do zesumme mat de Gemenge Stroossen, Mamer, Bartreng, wat déi beschte Léisungen natierlech an déi Direktioun sinn. An déi Gespréicher zesumme mat de Gemenge sinn natierlech ganz wichteg.

Voilà. Also mir schaffe konsequent weider un der Mobilitéit vu muer. Mir wëssen, dass bis an e puer Joer dann 300.000 Leit an net méi 100.000 an eppes Leit wäerte mam Tram transportéiert ginn. Och Luxtram, do wäerte méi Leit missen agestallt ginn – wat eng gutt Saach ass fir Luxtram an och fir eis Ekonomie –, fir alles dat ze maachen, wat mir gären hätten, dass hei gemaach gëtt.

A jo, mir versichen och, d'Arrêten ëmmer zweesproocheg ze maachen.

Déi ënnerierdesch Gare war och nach eng Fro. Déi war zwar fir Zich an net fir Tram geduecht deemools, mee do lafen nach Gespréicher, wat mer do solle maache mat där ënnerierdescher Gare. Egal wat mer do maachen, mengen ech, wäert et awer net bëlleg ginn.

Voilà. Ech hu probéiert, op Är Froen a Remarken anzegoen. Ech mengen, Dir gesitt: Mat all deem, wat mer wëlles hunn, wäerte mer nach ganz, ganz vill an oft an d'Chamberskommissioun zréckkommen. An dat ass och gutt esou. Well, ech mengen, nach eng Kéier, mir schwätzen hei vun engem Gesellschafts- a Gemeinschaftsprojet, wou mer solle wierklech och weider am Konsens schaffen, esou vill wéi et geet, an eis net auserneendreiwe loossen.

An ech wëll vun dëser Plaz och profitéieren, fir all deene Merci ze soen, déi op dësem wichtege Projet mat eis schaffen: Dat ass natierlech un éischter Plaz och d'Direktioun an de Conseil vu Luxtram, d'Mataarbechterinnen a Mataarbechter vu mengem Ministère an natierlech d'Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun der Stad Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech hunn hei nach, wann Der se akzeptéiert, zwou Froen, déi den Här Baum an den Här Goergen wollten un Iech stellen. Wann Der d'accord sidd, géing ech dem Här Baum d'Wuert ginn. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci der Madamm Minister fir déi Explikatiounen. Ech hunn och nogelauschtert. An ech war awer e bëssen erstaunt, datt Der gesot hutt, et géif eng Etüd ginn, datt e potenziellen Arrêt Steebrécke just eng Verlängerung vun 48 Sekonne géif bedeiten.

Bon, wann ee sech elo virstellt, datt effektiv d'Stad Lëtzebuerg an herno d'Metzeschmelz relativ séier matenee verbonne sinn, geet et dann awer relativ lues weider bis op Bieles. Duerfir ass dann awer d'Fro vun engem weideren Arrêt op enger Plaz, wou ursprénglech geplangt ass, datt de séieren Tram eebe séier soll doduerchfueren. A mir feelt et un ingenieuraler Fantasie, fir mer virzestellen, wéi dat an 48 Sekonne soll goen: deen Tram muss jo dann ofbremsen, e muss stoe bleiwen, d'Leit mussen erausklammen, aner Leit klammen eran, an dann demarréiert en eréischt. Duerfir, wann Der an der nächster Kommissiounssëtzung déi Etüd kéint matbréngen, dat géif mech interesséieren an, wéi gesot, meng ingenieural Fantasie befriddegen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war elo am Fong keng Fro, dat war eng Demande.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ganz gären.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat wär d'Äntwert ginn. An dann ass d'Wuert fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci, Madamm Backes. Ech ginn Iech op ganzer Linn Recht beim Tram. Mee ech hat awer virdrun d'Fro gestallt vum Ausbau Richtung Süden. An do wär et gutt, wann d'Gemengen am Süde wéissten, ob weider finanziell Belaaschtungen op si géifen duerkommen oder ob Dir als Ministère komplett wäert iwwerhuele bis d'Gemeng Suessem, bis Bieles eran, soudass si an hire Budgete keen Impakt wäerten hunn.

Merci.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech mengen, dat hate mer och schonn an enger Chamberskommissioun abordéiert: Alles, wat geplangt ass fir den Tram rapide, geet op de Staatsbudget.

Une voix | Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Villmools merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

Motions

A wann Der prett sidd, da géife mer zu de Motioune kommen.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass hei vum Här Sehovic deposéiert iwwert d'Neipuertsgaass. Wie wëllt dozou nach d'Wuert huelen? Den Här Sehovic, mengen ech, huet se expliziéiert a kann duerno nach eng Kéier d'Wuert kréien. Den Här Goldschmidt, den Här Weidig. Här Goldschmidt, da fänkt Dir un.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Madamm Ministesch huet och elo kuerz erkläert, firwat mer ...

Une voix | Mir héieren näischt!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst méi haart an de Mikro schwätzen.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Méi haart an de Mikro, ok.

D'Madamm Ministesch hat grad erkläert iwwert d'Porte-Neuve, dass mer déi elo net brauchen. Ech wëll awer rappeléieren, dass viru kuerzer Zäit, e puer Méint, an der Kommissioun erkläert ginn ass, firwat et net gebraucht gëtt. De fréieren Direkter huet dat ganz gutt erkläert.

Déi Pläng, déi am Moment um Dësch leien, sinn net zefriddestellend haut. Mir brauchen et haut net. An et ass och keng Prioritéit elo fir d'Usageren. D'Usagere kommen haut ganz gutt vun A op B. Mir hunn och nach den ëffentlechen Transport mam Bus an der Stad. Am Moment ass dat net néideg. Dofir gesi mir och net an, firwat een déi dote Motioun soll stëmmen – au contraire. D'demokratesch Fraktioun wäert déi net matstëmmen a se ofleenen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Dann hunn ech den Här Weidig, duerno d'Madamm Closener. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also wéi ech schonn a menger Ried gesot hat: Ech mengen, datt déi Streck sënnvoll ass, well et halt d'Streck op de Kierchbierg verkierzt. Mee mir wëllen net nach e weidere Megachantier am Zentrum vun der Stad. Dat ass elo leider esou, wéi et ass. An duerfir stëmme mer dergéint.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech denken, dass dat, wat déi gréng hei fuerderen, eigentlech dat ass, wat d'Ministesch elo erkläert huet. An déi Motioun rennt jo eigentlech bei der Ministesch oppen Dieren an, well se och gesot huet, dass jo awer d'Porte-Neuve géif gekuckt ginn, wann och net direkt elo. Duerfir gesinn ech eigentlech net, firwat se déi net kéint matdroen. A mir droe se op alle Fall mat.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Sinn elo nach aner Wuertmeldungen do, iert ech dem Här Sehovic nach eng Kéier d'Wuert ginn? Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. Dann ass et un Iech, Här Sehovic, wann Der wëllt. Dir musst awer net.

(Hilarité et interruptions)

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Nee, et ass alles gesot.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt esou ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et ass alles gesot.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass alles gesot. Ok. Villmools merci.

Voilà. An da komme mer zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 1 vum Här Sehovic.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Jo hunn 18 Leit gestëmmt, Nee 40, an Abstentioun 2. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Motion 2

An da komme mer zur zweeter Motioun vum Här Sehovic iwwert den Tronçon reliant la Cloche d'Or et Hollerich. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Goldschmidt, den Här Weidig, elo mol, an d'Madamm Closener. Här Goldschmidt, da fänkt Dir un.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Och déi zweet Motioun kënne mer net matstëmmen. Ech mengen, et ass de Mëtte vill gesot ginn. Natierlech schafft souwuel Luxtram wéi all d'Servicer ... déi huelen all d'Mesures nécessaires souwisou, fir de Reseau auszebauen.

Mir hu ganz kloer gesot, dass dat eng prioritär Streck ass. Mee et gëtt nun emol Contrainten, wann een eppes baut. An hei ass eng vun deene gréissere Contrainten d'Zuchstreck an déi Zuchbrécken, dat sinn der zwou, déi do sinn. Do muss also als Éischt eng Strooss méi déif geluecht ginn. Da muss déi eng Bréck geännert ginn, déi aner Bréck geännert ginn. Dat heescht, et ass extreem onrealistesch, et ass bal net méiglech oder et ass net méiglech, 2030 do den Tram fueren ze hunn, och wa mer alleguerte frou wären, wann dat de Fall wär.

Dofir kënne mer déi dote Motioun net matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Also mir verstinn elo net genau, firwat déi Motioun ... Do existéiert jo schonn e Plang. Se probéiere jo, et esou gutt wéi méiglech an esou séier wéi méiglech duerchzezéien. Duerfir gesi mir elo keng Plus-value, esou eng Motioun ze stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Am Géigesaz zu menge Virriedner fanne mer déi Motioun gutt an droe se mat.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat ass net de Fall. Wëllt Dir nach eppes soen, Här Sehovic? Jo, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, hei muss ech eppes soen, Här President. Merci fir d'Ënnerstëtzung. Ech muss awer soen, dass ech elo wierklech iwwerrascht sinn, Här Goldschmidt, vun Ären Aussoen, well ech eigentlech der Meenung war, dass dat, wat mer an der Motioun fuerderen, automatesch decouléiert vun deem Zäitplang, deen d'Madamm Ministesch virgeluecht huet, wann ech dat richteg verstanen hunn.

(Interruptions)

Ass et ...

Nee, nee. Wann ech dat richteg verstanen hunn, dann ass d'Verspriechen, dat Dir de Leit maacht, dass den Tram vun der Cloche d'Or iwwert d'Route d'Esch bis op d'Stäreplaz bis 2032 soll fueren.

Dat, wat mir hei fuerderen, dat ass, dass mer déi éischt Deelstreck vun deem Tronçon bis op Hollerech – déi méi einfach Deelstreck, wou ech jo virdru gesot hunn: „Do hu mer Plaz, do ass Plaz fir den Tram" – sollen da bis 2030 maachen, well dat jo och kohärent wär mam Plang, fir d'Gare Hollerech, deen neie Pôle multimodal, dann unzebannen.

Mee wann Dir elo a Fro stellt, dass dat bis 2030 realistesch ass, da musst Der jo awer forcement och a Fro stellen, dass dat, wat d'Madamm Ministesch versprach huet – nämlech fir och nach déi zweet Hallschent vun deem Tronçon bis op d'Stäreplaz ze maachen, vum neie Pôle d'échange Hollerech bis op d'Stäreplaz – jo dann nach manner realistesch wär, fir dat bis 2032, esou wéi et versprach ginn ass, ze erfëllen.

Well ech hu gemengt, dass mer do eigentlech ... Dat wat ech do fuerderen, decouléiert aus deenen Annoncen, déi d'Regierungsmajoritéit gemaach huet.

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass jo keng Plus-value.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Den Här Goldschmidt kann natierlech heidrobber äntweren. Här Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Jo, merci, Här President. Ech sinn elo och natierlech iwwerrascht, well ech stelle mer d'Fro, ob Der wësst, wat Der als Invite dohinner schreift. Dir schreift als Invite: „reliant la Cloche d'Or et Hollerich". Dat heescht, ech kann esou schnell et geet en aneren Deel vum Trajet maachen, an deen och scho virdrunner, mee wann ech awer zu Hollerech net d'Emprisen hunn, net prett sinn, well den CFL-Chantier do eeben net fäerdeg ass, dat wësse mer net genee, dat kann ech haut net soen: „Ech bréngen eng Mise en service bis 2030 fäerdeg."

Dat, wat ech Iech awer ka soen, dat ass, dass Luxtram bis elo nach all Delai agehalen huet. A wann duerno, an deem nächste Joer 2025, den Delai vun 2030 als realistesch géif ugesi ginn, dass mer kéinte méi schnell maachen, da wäerte mer dat maachen – mir wäerten dat net no hannen drécken –, esou schnell, wéi et méiglech ass.

Mee de Planning elo vun deene Brécken – als Éischt muss d'Strooss méi déif geluecht ginn, da gëtt déi eng Bréck frësch gemaach an dann déi aner, well et sinn der zwou –, dat brauch seng Zäit. An da muss natierlech duerno och den Tram gebaut ginn.

Mee déi Pläng, déi ginn alleguerte fäerdeg gemaach. Als Éischt musse mer e Projet emol do hunn, an da wäerte mer deen Deel vun der Cloche d'Or op Hollerech och esou schnell wéi méiglech maachen. An dat eent verhënnert net, wann deen anere fäerdeg ass, fir dee schonn ze bauen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Jo. Elo nach eng Kéier, Här Sehovic, an da komme mer zum Schluss.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Nee, ech sinn awer elo frou. Da legitiméiert dat awer d'Demande, déi mer haten, fir hei driwwer ze schwätzen. Well am Endeffekt, Här Goldschmidt, dat, wat Der elo sot ... Nach eng Kéier: D'Verspriechе vun der Regierung ass, bis 2032 dee ganzen Tronçon ze maachen.

Mir froen, dass bis 2030 deen éischten Deel gemaach gëtt a Kohärenz mat deem, wat souwisou versprach ass.

(Interruptions)

Wann Der dorunner selwer net gleeft, dann, mengen ech, ass dat awer Beweis genuch, dass dee ganzen Zäitplang, deen Der hei virleet, dass Der selwer net dorunner gleeft.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech mengen, d'Positioune vun deenen engen an deenen anere sinn elo kloer.

A mir kënnen zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme bei 18 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Claire Delcourt), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Charles Weiler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

An domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge sinn de 17., den 18. an den 19. Dezember virgesinn.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.16 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Arbres remarquables	1234	Jeff Engelen	97
Centres de compétences	1250	Sven Clement	97
Dépendance à la nicotine	1253	Sven Clement	98
Présence de salmonelle dans la roquette	1254	André Bauler, Luc Emering	98
Expulsion des structures d'hébergement de l'ONA	1816 urgente	Sven Clement	98

Arbres remarquables | Question **1234** (25/09/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zu Lëtzebuerg gëtt et eng Legislatioun, wat de Schutz vu besonnesch wäertvolle Beem ugeet (Législation concernant la définition des arbres remarquables, ainsi que les mesures interdites et les procédures à respecter concernant les arbres remarquables). Hei sinn ë. a. Dispositioune festgehalen, wéi dës Beem ze schütze sinn, wie fir de Schutz vun dëse Beem opkënnt – och finanziell – an ënnert wéi engen Ëmstänn et méiglech ass, och esou ee besonnesch wäertvolle Bam däerfen ëmzeleeën.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Ëmweltminister:

1. Wéini gouf fir d'lescht eng Lëscht publizéiert, wou déi besonnesch wäertvoll Beem zu Lëtzebuerg opgezeechent sinn? Fir wéini ass mat enger Aktualisatioun vun där Lëscht ze rechnen?

2. Ginn d'Proprietäre vun esou besonnesch wäertvolle Beem systematesch dovun a Kenntnis gesat, wann eng nei Lëscht publizéiert gëtt respektiv wa sech Dispositiounen am Hibléck op de Schutz vun dëse wäertvolle Beem ännere sollten?

3. Wéi vill Geneemegunge goufen zënter 2019 ugefrot, fir esou besonnesch wäertvoll Beem däerfen ëmzeleeën?

4. Wéi vill Bäihëllefe goufen zanter 2019 ugefrot, fir besonnesch wäertvoll Beem ze amenagéiere respektiv entspriechend ze schützen?

Réponse (13/11/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Mat der Modifikatioun vum Naturschutzgesetz vum 3. Mäerz 2022 ass mam Artikel 14bis eng gesetzlech Basis geschaf ginn, fir déi besonnesch bemierkenswäert Beem iwwert d'Naturschutzgesetz ze schützen. An Ausféierung vun dësem Gesetz ass ee Projet de règlement grand-ducal ausgeschafft ginn, wou dran definéiert ass, wéi d'Krittäre fir d'Auswiel vun de besonnesch bemierkenswäerte Beem sinn a wéi eng Beem finalement geschützt ginn. Dëse Projet de règlement grand-ducal ass zesumme mat enger Lëscht vun 245 Beem an der reglementarescher Prozedur.

ad 2. Am Kader vun der Ausschaffung vum Projet de règlement grand-ducal iwwert déi besonnesch bemierkenswäert Beem, wou d'Lëscht mat den zukünftege besonnesch bemierkenswäerte Beem als Annex dozou gehéiert, ass vum 15. Mee bis 14. Juni 2024 eng ëffentlech Bedeelegungsprozedur um nationale Portail fir Bedeelegungsprozedure gelaf. Do konnten d'Bierger hir Awänn zum Text an der Lëscht mat den ausgewielte Beem manifestéieren.

Wann de Règlement grand-ducal iwwert déi besonnesch bemierkenswäert Beem bis a Kraaft ass, da wäert um Site www.emwelt.lu eng Referenz op déi gesetzlech Basis an d'Lëscht mat de besonnesch bemierkenswäerte Beem gemaach ginn. Ausserdeem ass ugeduecht, dass d'Geolokalisatioun vun dëse Beem dann och um ëffentleche Geoportail duergestallt gëtt. Wa sech an Zukunft Dispositiounen am Hibléck op de Schutz vun de besonnesch bemierkenswäerte Beem änneren, da muss dat iwwert den normale gesetzleche Wee geschéien.

ad 3. Well déi besonnesch wäertvoll Beem bis dato kee spezifesche Schutzstatus iwwert d'Naturschutzgesetz haten, gouf am Kader vun Demandë laut Naturschutzgesetz bis dato och keen Ënnerscheed tëschent engem Solitärbam an engem Bam mat besonneschem Schutzstatus laut der Gesetzesgebung zum kulturellen Ierwe gemaach. Deemno ass et dem Ëmweltministère net méiglech, op déi gestallte Fro ze äntweren an et sief op de Kulturministère verwisen. Par contre, säitdeem besote Projet vum Règlement grand-ducal zënter Ufank vun dësem Joer 2024 an der Prozedur ass, si bis elo zwou Ufroen erakomm. A béide Fäll sinn d'Dossieren nach an der Prozedur.

ad 4. Zanter 2019 si 24 Ufroe fir Bäihëllefe fir den Ënnerhalt vu besonnesch bemierkenswäerte Beem eragereecht ginn. Insgesamt gouf dofir ee Montant vun 23.313 Euro ausbezuelt.

Centres de compétences | Question **1250** (30/09/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Educatioun stellt e kruziale Secteur an all demokrateschem Land duer, fir dass eng Gesellschaft iwwert mëndeg an emanzipéiert Bierger verfüügt. Dozou gehéiert an enger moderner inklusiver Welt och d'Beschoulung vu Kanner mat spezifesche Besoinen oder mat engem Handicap. Et ass indispensabel, dass dës schoulflichteg Kanner a Jonker op ee qualitativ a strukturell gudden Enseignement zréckgräife kënnen. An dësem Sënn sinn d'Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée an d'Liewe geruff ginn. No hirer Grënnung hunn d'Aarbechtskonditioune vun den Enseignanten (Professeren esouwéi Léierinnen a Schoulmeeschteren) a vum Personnel éducatif et psychosocial Froen opgeworf.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 17. Januar 2019 hat den Educatiounsminister drop higewisen, datt a Bezuch op d'Tâche vum Personnel socio-éducatif eng déifgräifend Analys vun de legale Kadere misst virgeholl ginn, fir uschléissend legiferéieren ze kënnen. No iwwer 5 Joer ass dëse Projet viru Kuerzem ofgeschloss ginn. Elo muss d'Ëmsetzung um Terrain beobacht ginn, fir dëse laangwierege Prozess ofschléissend beurteelen ze kënnen.

An der selwechter Äntwert hat den Educatiounsminister 2019 och erkläert, datt d'Tâche vun de Professeurs an de Centres de compétences duerch de Règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques an d'Tâche vun den Instituteurs duerch de Règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental gereegelt wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, datt aktuell d'Tâche vun de Professeurs an de d'Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée nach ëmmer d'selwecht definéiert ass ewéi d'Tâche vun de Proffen an de Lycéeën?
– Am negative Fall: Wat ass d'Base légale vun der Tâche vun de Proffen an de Centres de compétences?
– Am affirmative Fall: Ginn ënnerschiddlech Koeffizienter ugewannt an der Berechnung vun den Tâche vun de Proffen an de Centres de compétences oder huet all Leçon de Koeffizient 1?
– Weider am affirmative Fall: Si méiglech Dechargen identesch mat deenen, déi fir d'Lycéeë virgesi sinn? Gëtt et zousätzlech Dechargen, déi net am entspriechende Règlement grand-ducal virgesi sinn? Wa jo, wéi eng sinn dat a wou sinn se festgeschriwwen?

2. Am Fall, wou et Dechargë gëtt, op wéi eng Aart a Weis ass festgehalen, wéi vill Dechargen déi eenzel Centres de compétences zur Verfügung hunn?

3. Kann de Minister bestätegen, datt aktuell d'Tâche vun den Instituteurs an de Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée nach ëmmer d'selwecht definéiert ass ewéi d'Tâche vun den Instituteurs am Enseignement fondamental?
– Am negative Fall: Wat ass d'Base légale vun der Tâche vun den Instituteurs an de Centres de compétences?
– Am affirmative Fall: Sinn d'Activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'école an d'Activités dans l'intérêt de l'enseignement en général an de Centres de compétences déi selwecht ewéi an der Grondschoul?

4. Si méiglech Dechargen identesch mat deenen, déi fir den Enseignement fondamental virgesi sinn? Gëtt et zousätzlech Dechargen, déi net am entspriechende Règlement grand-ducal virgesi sinn? Wa jo, wéi eng sinn dat a wou sinn se festgeschriwwen?

Réponse (13/11/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Tâche vun de Proffe vun de Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée, déi ënnerriichten, ass identesch zu där vun de Proffen an de Lycéeën, esou wéi am Règlement grand-ducal vum 24. Juli 2007 virgesinn (Règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques). All Leçon huet de Koeffizient 1 a méiglech Dechargë sinn och identesch mat deene vun de Proffen am Lycée. Wann de Proff aus dem Centre de compétences allerdéngs aner Missiounen assuréiert, déi méi een administrative Charakter hunn (wéi z. B. Diagnostic, Berodung oder Weiderbildung), da gëllen hei d'Bestëmmungen, déi fir dës Aufgabe virgesi sinn. Bei den Instituteurs vun de Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée, déi Schoul halen, ass d'Tâche identesch zu der Tâche vun den Instituteurs am Enseignement fondamental, esou wéi se am Règlement grand-ducal vum 23. Mäerz 2009 festgeluecht gëtt (Règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental). Dat selwecht gëllt fir méiglech Dechargen, gradewéi fir d'Activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'école an d'Activités dans l'intérêt général de l'enseignement. Wéi bei de Proffe vun de Centres de compétences, ginn et och Instituteurs vun de Centres de compétences, déi net nëmme Schoul halen, mee och nach aner Funktiounen hunn. Och do

gëllen dann d'Bestëmmungen, déi fir dës jeeweileg Funktioune virgesi sinn.

Dépendance à la nicotine | Question **1253** (30/09/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den Nationale Plang géint den Tubak 2016–2020 huet verschidde Moossname fir d'Hëllef beim Ophale mat Fëmme virgesinn. Zënter der Aféierung vun dësem Plang ass awer eng impressionant Panoplie vun neien Nikotin-Produkter op de Marché komm, déi besonnesch eis Jugend unzéien. De rezente Gesetzesprojet 8333 proposéiert e Quasi-Verbuet vun neien nikotinbaséierte Produkter. An deem Kontext ass et wichteg ze verstoen, wéi de Ministère seng Approche fir d'Preventioun an d'Ënnerstëtzung beim Ophale mam Fëmmen ugepasst huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Ëmsetzung vun de Moossname fir d'Ënnerstëtzung beim Ophale mam Fëmmen aus dem Plang 2016–2020 entwéckelt? Wat ware besonnesch Erfolleger oder Erausfuerderungen?

2. Gëtt et Zuelen iwwert d'Effektivitéit vun de Sevrage-Moossname säit 2016? Wéi vill Leit hunn dës Hëllef an Usproch geholl a wéi héich war d'Erfollegsquot?

3. Wéi goufen d'Sevrage-Programmer säit 2020 ugepasst, fir den neie Realitéite vum Nikotinkonsum bei Jonke Rechnung ze droen?

4. Gëtt et spezifesch Moossnamen, fir Jonker (a manner Jonker) beim Ophale mat dem Konsum vu Puffs oder aneren neien Nikotin-Produkter ze ënnerstëtzen?

5. Wéi eng nei Approche wäert de Ministère entwéckelen, fir de Sevrage ze fërderen, am Fall wou de Gesetzesprojet 8333 ugeholl gëtt an domat vill nei Nikotin-Produiten net méi zougelooss sinn?

6. Wéi steet de Ministère zur Fuerderung vun der Fondation Cancer, fir „Intégrer l'aide au sevrage tabagique dans le parcours patient (orientation pour chaque patient-fumeur de passage en hôpital)"?

Réponse (02/12/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Eng essentiel Moossnam war, de Programme de sevrage tabagique vun engem Experte-Grupp evaluéieren ze loossen. Dës Evaluatioun gouf 2020 duerchgefouert. Et goufe verschidde Verbesserungspunkten identifizéiert an aktuell gëtt drop geschafft, dës ëmzesetzen.

Doriwwer eraus ass et wichteg, e reegelméissegen Aperçu ze hunn, wéi de Konsum vun Tubak- an Nikotin-Produite sech zu Lëtzebuerg entwéckelt. Zesumme mat der Fondation Cancer gëtt all Joer eng Etude gemaach, déi et eis erlaabt, eis Preventiounsstrategien ze orientéieren.

D'Sensibilisatioun ass eng weider wichteg Achs, un där vill geschafft gëtt. Esou goufen 2022 an 2023 Campagnes de communication un de Grand public geriicht, an 2024 ginn zesumme mat 4motion spezifesch déi Jonk cibléiert.

Eng besonnesch Erausfuerderung ass, dass beim Sevrage tabagique eng Aktioun oft net duergeet. Dofir ass et wichteg, all Aktioun reegelméisseg ze widderhuelen an unzepassen. Doriwwer eraus komme reegelméisseg nei Tubak- an Nikotin-Produiten op de Maart. De Ministère suivéiert dës Evolutioune ganz no a reagéiert wann néideg.

ad 2. Zanter 2016 hunn en moyenne 149 Leit pro Joer vum Programme de sevrage tabagique profitéiert. D'Tendenz ass steigend an déi bis elo héchst Unzuel vu Leit war 2023 (n = 203).

Insgesamt läit den Taux de réussite liicht iwwer 20 % zanter dem Joer 2020. D'Erfollegsquot vun de Leit, déi de Programm bis zum Schluss duerchgezunn hunn, läit bei 83 %. Fir ze vergläichen: Wann een aleng probéiert opzehalen, läit den Taux de réussite bei 3–5 %.

ad 3. Am Joer 2020 gouf de Programme de sevrage tabagique vun engem Experte-Grupp evaluéiert. Am Moment lafen zesumme mat der CNS d'Aarbechten, fir déi néideg Upassungen ëmzesetzen. Esoubal dës ofgeschloss sinn, wäert de Ministère den Detail kommunizéieren.

ad 4. De Ministère schafft momentan un Aktiounen a Mesuren, fir déi Jonk, mee och déi aner Altersgruppen, beim Ophale vum Konsum vun Nikotin- an Tubak-Produiten ze ënnerstëtzen. Esoubal dës finaliséiert sinn, wäert de Ministère den Detail kommunizéieren.

ad 5. De Programme de sevrage tabagique gesäit vir, dass Nikotin-Ersatzproduite vum Dokter kënne verschriwwe ginn. Hei sinn de richtege Gebrauch an en ugepassten Dosage essentiel. Nikotin-Ersatzproduite si Medikamenter a kritt een deemno an der Apdikt.

Onofhängeg vum Gesetzesprojet 8333, wäert de Gebrauch vun Nikotin-Ersatzproduiten am Kader vum Sevrage tabagique weiderhin analyséiert ginn a wann néideg wäerten déi néideg Upassungen am Programm virgeholl ginn.

ad 6. De PNLT 2016–2020 huet virgesinn, dass bei all Kontakt mam Gesondheetssystem eng Evaluatioun vun der Situation tabagique an der Motivatioun vum Patient, fir mam Fëmmen opzehalen, gemaach soll ginn. All Persoun soll an deem Kader déi néideg Informatioune kréien, an u kompetent Strukture weidergeleet ginn. De Ministère schafft momentan drun, dëst weiderhin zesumme mat de concernéierten Acteuren auszebauen.

Présence de salmonelle dans la roquette | Question **1254** (30/09/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

An Däitschland, Dänemark an Éisträich goufe virun e puer Deeg Salmonellen an der Rucolazalot festgestallt. Dës Zalot soll aus Italien importéiert gi sinn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz follgend Froe stellen:

1. Gouf et mëttlerweil och Kontrollen hei zu Lëtzebuerg? Wa jo, wat gouf genee festgestallt?

2. Solle geziilt Kontrollen an den nächste Wochen duerchgefouert ginn?

3. Wéini ass et virgesinn, fir d'Geschäfter an d'Konsumenten an dëser Saach ze sensibiliséieren an déi néideg preventiv Moossnamen ze ergräifen?

4. A wat fir enge Liewensmëttel goufen an de leschte Jore verstäerkt Salmonelle festgestallt?

Réponse (05/11/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Zu Lëtzebuerg gi reegelméisseg Kontrolle vu Liewensmëttel vun Déier- an Net-Déier-Hierkonft gemaach, dës Kontrolle sinn an den alljärlechen offizielle Prouweplängsvirgesinn.

Zalot-Echantillonen (inklusiv Rucola) goufen dofir duerchgefouert, an et goufe bis elo nach ni Salmonellen dobäi festgestallt.

ad 2. Am Hibléck op d'Aktualitéit ass an der Woch vum 7. Oktober eng geziilte Prouwecampagne organiséiert ginn, déi nëmme representativ Prouwe vu Rucola geziilt huet, déi aus verschiddene Geschäfter aus dem Land geholl gi sinn. D'Resultater vun den Analysen hu gewisen, dass keng Salmonell fonnt ginn ass.

ad 3. Et gëtt e schnellen Alarmsystem bannent der EU (Système alertes rapides iRASFF), deen et méiglech mécht, aner Memberstaaten ze informéieren oder vun anere Memberstaaten informéiert ze ginn, wann Nonkonformitéiten an de Liewensmëttel, déi an der EU vermaart ginn, detektéiert ginn.

Et ass iwwer dësen europäesche Kooperatiounssystem, datt Lëtzebuerg muss informéiert ginn am Fall vu Salmonellen a Liewensmëttel, déi aus anere Memberstaaten hierkommen an um Lëtzebuerger Territoire zum Verkaf stinn. An esou engem Fall vu potenzieller Detektioun vun enger Salmonell gëtt dann eng Kommunikatioun gemaach, fir d'Bedreiwer vu Liewensmëttelbetriber (Opérateurs de la chaîne alimentaire) an d'Konsumenten ze informéieren, wa festgestallt gëtt, datt Liewensmëttel, déi potenziell vu Salmonelle kontaminéiert sinn, op eisem Territoire verkaf ginn. Réckzuchsmoossnamen an de Betriber a Réckruffmoossname fir Konsumente kënnen dann no enger Risikoanalys vun der ALVA duerchgefouert ginn.

ad 4. An de leschte Joren ass episodesch eng Salmonell am frësche Fleesch (Schwäin a Gefligel) festgestallt ginn. Moossname goufen agesat, fir den Ursprونk vum Problem ze entdecken, dat frëscht Fleesch konnt da fir d'Produktioun vun hëtztbehandelte Fleeschprodukter benotzt ginn.

Expulsion des structures d'hébergement de l'ONA | Question urgente **1816** (22/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng Famill, déi den Ament am Süde vum Land mat hirem schoulflichtege Kand wunnt, soll haut aus hirer ONA-Struktur erausgeholl ginn. D'Famill huet no eegenen Aussoen nach Demandë fir Openthaltsgeneemegungen op Basis vu berufflech Qualifikatioune lafen, wobäi d'Mamm schonn eng Aarbecht am Beräich vun der Ästhetik hat an de Papp eng potenziell Aarbechtspropos virleien huet. D'Kand ass komplett an de Lëtzebuerger Schoulsystem integréiert a schwätzt Lëtzebuergesch. Et soll awer hei net ëm e spezifesche Fall goen, dee just e Systemwandel ënnersträicht.

Rezent administrativ Changementer, déi duerch d'Demissioun vun enger laangjäreger Staatsbeamtin ënnerstrach goufen, weisen op e systematesche Wandel an der Behandlung vun esou Fäll hin. Besonnesch kritesch ass den Ëmgang mat Famille mat Kanner an de Wanterméint. En Delai vu 5 Deeg, fir eng ONA-Struktur ze verloossen, erschéngt besonnesch problematesch fir Famille mat schoulflichtege Kanner. Och wann een déi reng formaljuristesch Interpretatioun verstoe kéint, ass et och eng Fro vun Humanismus.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi rechtfäerdegt de Minister en Delai vun nëmme 5 Deeg fir eng Famill mat schoulflichtege Kanner, fir aus enger ONA-Struktur erauszeplënneren? Sachant, datt e Geriichtsurteel zum Beispill net esou genee plangbar ass.

2. Wéi vill Familljen mat schoulflichtege Kanner goufen zanter dem 1. Januar aus ONA-Strukturen evacuéiert?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Réponse (23/01/2025) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Den Delai, deen am offizielle Courrier vum Nationale Büro fir Opnam (Office national de l'accueil – ONA) fir irrecevabel oder deboutéiert Persoune virgesinn ass, fir d'Ënnerkonftsstrukturen ze verloossen, ass 8 Deeg an net 5 Deeg. An dësem Kader sief unzemierken, dass den Delai vun 8 Deeg eng zousätzlech Toleranz vum ONA ass. Des Weideren, wann de leschten Dag vum Delai op e Weekend oder e Feierdag fält, gëtt dësen op den éischten Aarbechtsdag dono verluecht.

Allerdéngs huet déi concernéiert Persoun an der Realitéit net nëmmen 8 Deeg Zäit, mee op d'mannst 30 Deeg, fir d'Ënnerkonftsstruktur ze verloossen. Bei der Notificatioun vun der finaler Entscheedung vum Refus oder vun der Irrecevabilitéit duerch d'Geriicht kritt déi concernéiert Persoun och matgedeelt, dass si 30 Deeg Zäit huet, fir d'Land ze verloossen respektiv hire Retour ze organiséieren.

Innerhalb vun deenen 30 Deeg gëtt déi concernéiert Persoun vun der Direction générale de l'immigration op e Rendez-vous convoquéiert, fir iwwer hiren Dossier administratif ze schwätzen an hire Retour an hiert Land ze organiséieren. Eréischt no dësem Rendez-vous kritt d'Persoun vum ONA e Courrier mat der Informatioun, dass si d'Struktur innerhalb vun 8 Deeg muss verloossen. Dësen Delai ass allerdéngs ëmmer am Respekt vun deenen 30 Deeg, déi si accordéiert krut, oder souguer nach dono, jee nodeems wéini de Rendez-vous op der Direction générale de l'immigration war.

Als Konsequenz ass den offizielle Courrier vum ONA en allerleschte Rappel, d'Ënnerkonftsstrukture vum ONA ze verloossen, nodeems den Delai vun 30 Deeg ofgelaf ass. D'Persoun gëtt also scho laang am Viraus informéiert, datt si d'Ënnerkonftsstruktur vum ONA an d'Land verloosse soll.

Generell sief drop higewisen, dass Leit, deenen hir Demande de protection internationale a leschter Instanz, oft no jorelaange Prozeduren, vun engem Geriicht ofgeleent gouf, keen Urecht méi op e Bett am ONA-Reseau hunn, wouropshin déi concernéiert Leit, wéi uewe beschriwwen, opgefuerdert ginn, innerhalb vun 30 Deeg d'Land ze verloossen an hire Retour ze organiséieren. Dës Prozedur ass iwwer d'Joren onverännert. Nei ass par contre d'Schafe vun enger Maison de retour, fir deene betraffene Persounen eng Solutioun ze bidden, wa si sech fir e Retour decidéieren. Si kréien hei souwuel e Bett ugebuede wéi och en adequaten Encadrement social, fir si op hire Retour virzebereeden an en neie Projet an hirem Heemechtsland auszeschaffen, woubäi si och finanziell ënnerstëtzt ginn.

Dëse Projet vum fräiwëllege Retour an der Reintegratioun am Heemechtsland, deen an Zesummenaarbecht mat der OIM (Organisation internationale pour les migrations) ëmgesat gëtt, gesäit vir, dass déi betraffe Persounen an hirem Heemechtsland eng Ënnerstëtzung am Beräich vun der Reintegratioun kréien. Si gi bei der Wunnengssich, bei der Sich no Aarbecht, bei der Aschreiwung a Formatiounen an/oder bei der Ëmsetzung vun enger „activité génératrice de revenus" (AGR) ënnerstëtzt. D'OIM encadréiert déi Leit op der Plaz bis zu 9 Méint. Zousätzlech kréien déi concernéiert Persounen eng finanziell Hëllef, déi maximal bis 3.000 € pro Persoun oder 4.500 € pro Famill virgesäit. Virum Depart kréien d'Persounen och konsular Hëllef, fir déi néideg Reesdokumenter ze kréien an eng finanziell Hëllef vu bis zu 500 €, déi hinne fräi zur Verfügung stinn. Derbäi kënnt nach, dass d'OIM fir d'Transportkäschten (Zuch, Fliger) integral opkënnt.

Deemno ass et wichteg ze betounen, dass Leit, deenen hir Demande de protection internationale a leschter Instanz no jorelaange Prozesser an Appeller ofgeleent ginn ass, Alternativen an eng Hëllefsstellung ugebuede kréien, fir e Retour a würdege Konditioune kënnen ze realiséieren.

Am Kader vun der aktueller Diskussioun ronderëm d'Expulsioun vun enger Mamm mat zwee Kanner aus enger ONA-Struktur ass ze soen, dass déi betraffe Famill direkt nees bis op Weideres e Bett am ONA-Reseau offréiert krut, wéi ech d'lescht Woch vun deem Fall a Kenntnis gesat gouf.

Zanter dem 1. Januar 2025 sinn den Informatiounen vum ONA no zwou Famille mat Kanner opgefuerdert ginn, den ONA-Reseau ze verloossen: Déi eng Famill ass an d'Maison de retour gaang, déi aner Famill befënnt sech bis op Weideres am ONA-Reseau.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________ Virnumm: ____________

Societéit/Administratioun: ____________

Adress: ____________ Boîte postale: ____________

Code postal: ____________ Uertschaft: ____________ Land: ____________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799